Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/n33viedespeuples09pari

TOME IX. — N° 33 10 JANVIER 1923

43

LA VIE DES PEUPLES

WITHDRAWN FROM VICTORIA UNIVERSITY LIBRARY

SOMMAIRE

***	*Après la Conférence de Paris*	5
Félix VALYI	*La réforme de l'Islam et le problème turc*	30
François PORCHÉ	*Halte à l'auberge. — L'âme humaine. — La Calanque*	60
Charly CLERC	*Les écrivains de la Suisse allemande. — III. — Carl Spitteler*	66
Jean DALLIGNY	*L'œuvre de Marcel Proust*	74
Charles LOISEAU	*Politique de chemins de fer et change*	89
Ladislas REYMONT	*Le condamné* n° 437 (trad. Paul Cazin et René Jacquet)	107
René LAURET	*Les idées de M. de Curel*	142
P.-E.-G. RÉGNIER	*Alexandre Petofi*	165
Georges LECHARTIER	*Le voyage de M. Clemenceau aux Etats-Unis*	183

Vie philosophique	213	Vie politique	251
Vie littéraire	225	Vie internationale	302
Vie théâtrale	245	A travers Journaux et Revues	330

Traduction et reproduction interdites

Prix : 5 francs

SOMMAIRE DES CHRONIQUES

	Pages
Vie philosophique	
André BLOCH : *Descartes et Pascal*	213
Vie littéraire	
Claude BERTON : *La saison des prix* ..	225
Vie théâtrale	
NISMES : *Terre inhumaine*, de M. F. de Curel	245
Vie politique	
René LAURET : *Allemagne*	251
*** : *Empire britannique*	256
A. RUGAN : *Espagne*	267
Jacques ESPIRA : *Italie*	279
P. NESTEROF : *Pologne*	285
P. SUAREZ : *Portugal*	290
Suisse	295
Vie internationale	
La conférence de Paris	302
A travers Journaux et Revues	
Questions internationales	330
La question d'Orient	348
Allemagne	351
Empire britannique	356
Pays-Bas	366
Russie	366
La France vue de l'étranger	374
Asie	375
Afrique	384
Amérique	389

LA VIE DES PEUPLES

Revue de la Pensée et de l'Activité françaises et étrangères

Paraît le 10 de chaque mois en un volume in-8° d'au moins 192 pages

FONDATEUR : A. DE LAPRADELLE

PRIÈRE D'ADRESSER TOUT CE QUI CONCERNE

La Rédaction de la Revue : 2, Rue Lecourbe, Paris (XV^e^) — Tél. Ségur 84-40

L'Administration de la Revue : A la Librairie Guillon, 5, Place de la Sorbonne, Paris (V^e^)

Secrétaire Général : JEAN BONNEROT.

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

	Un an	Six mois
FRANCE	50 fr.	.... 30 fr.
ETRANGER	70 fr.	.... 40 fr.

Ce numéro contient toutes les tables de l'année 1922 qui doivent être reliées séparément avec les tomes VI, VII et VIII comme l'indique à la fin l'avis au relieur.

LA VIE DES PEUPLES

LA VIE DES PEUPLES

REVUE SYNTHÉTIQUE

DE LA

PENSÉE & DE L'ACTIVITÉ FRANÇAISES & ÉTRANGÈRES

Tome IX

JANVIER - FÉVRIER - MARS - AVRIL

1923

5, Place de la Sorbonne

PARIS (Ve)

APRÈS LA CONFÉRENCE DE PARIS

I

En deux jours, la Conférence de Paris a abouti à la constatation d'un désaccord entre l'Angleterre et ses alliés continentaux, dont la France est le principal. Mais ce désaccord n'implique ni rupture ni hostilité : on s'est plu à l'affirmer des deux côtés, et l'on s'applique à le montrer. C'est un premier résultat heureux, qui n'enlève sans doute rien aux regrets des amis fidèles de l'Entente, mais qui du moins les rassure quelque peu. L'Entente continue. On s'en réjouit en France au moins autant qu'en Angleterre; on s'en dépite en Allemagne, où l'on attendait mieux, l'isolement de la France, un appui moral, ou même plus que moral, pour la défier et la braver. La Conférence finit donc pour les Alliés moins mal qu'on ne pouvait craindre, pour l'Allemagne moins bien qu'elle n'avait commencé à espérer. C'est déjà beaucoup.

Comme dans l'éblouissement d'un éclair soudain, le plan britannique publié à l'issue de la première séance de la Conférence a brusquement projeté sur toute la politique anglaise des quatre années écoulées depuis l'armistice une aveuglante clarté. Il a fait apparaître la pleine vérité aux Alliés continentaux, qui se faisaient violence pour ne pas l'apercevoir, comme à l'Allemagne, qui n'osait point y croire tout à fait : contre les nations qui ont lutté avec elle dans la grande guerre, l'Angleterre est, depuis la fin des opérations militaires, sciemment ou inconsciemment, du côté de celle qui a été l'ennemi

commun — et quel ennemi ! Que ce soit avec des précautions, des réserves, et pour des raisons dont certaines peuvent être respectables, la situation n'en est point changée. Mais peut-être alors est-il exagéré de dire que la clôture de la Conférence sur la constatation d'un désaccord ouvre une phase nouvelle de la politique internationale : peut-être est-ce tout au plus d'un épisode qu'il s'agit.

Il se peut que cet épisode soit court. Tout dépendra du succès des plans qui vont désormais être appliqués en Allemagne par les Alliés continentaux, ou par la France. M. Bonar Law, dit-on, en prenant congé de M. Poincaré, lui a exprimé tous ses vœux de réussite : pour être enveloppés d'un peu d'humour britannique, ils n'en doivent pas moins être regardés comme parfaitement sincères. Si votre méthode échouait, aurait dit le Premier anglais, nous serions les premiers à en pâtir, car on nous reprocherait de ne pas vous avoir plus vivement et plus efficacement résisté. — La France fera sans nul doute son possible pour ne pas mettre dans cet embarras le gouvernement ami de l'Angleterre qui reste malgré tout alliée.

L'opinion française a été sincèrement touchée de la déclaration loyale et émue par laquelle M. Bonar Law a tenu à distinguer entre un désaccord passager et une séparation définitive, et à affirmer qu'en dépit d'une divergence de vues particulière et temporaire l'entente subsistait. Subsiste-t-elle vraiment telle qu'avant? La meilleure volonté peut-être est impuissante contre la logique de certains faits; c'est du moins beaucoup que cette volonté s'affirme avec tant de sérieux et de conviction. Peut-être plus remarquable encore est l'attitude de l'opinion publique de la Grande Bretagne, chez qui l'on croit reconnaître, ou du moins dans une grande partie d'entre elle, à côté d'un regret inexprimé, comme une secrète sympathie pour notre entreprise. Est-ce cet instinct du *fair play*, qu'une longue éducation de *gentleman* a rendu inné chez les Anglais? Est-ce ce flair politique, produit d'une expérience séculaire, qui souvent supplée chez eux à l'insuffisance du raisonnement logique auquel, de notre côté, nous sacrifions parfois avec un peu trop de complaisance? Ou est-ce plutôt la

réaction sentimentale à l'idée d'une rupture, d'une brouille ou même d'un simple refroidissement entre les deux peuples qui naguère encore étaient à la vie à la mort les compagnons de la gigantesque lutte? Trop de cimetières anglais jalonnent la ligne de l'ancien front, trop de braves Britanniques, Anglais, Ecossais, citoyens des Dominions, accourus de toutes les parties de l'immense empire, depuis Douvres jusqu'aux antipodes, à la défense commune de la civilisation, dorment aujourd'hui dans notre terre, pour qu'il y ait aucun Français, même parmi ceux dont la déception s'exhale en paroles vives ou violentes, à qui, au fond de lui-même, l'idée d'une rupture définitive, même d'un simple relâchement de ces liens sacrés n'apparaisse pas inconcevable, intolérable, impie, sacrilège. C'est pour nous un adoucissement, une consolation, une satisfaction d'âme et une assurance sur l'avenir de voir, au moment où nos voies divergent pour un temps, l'Angleterre aussi, dans un sursaut instinctif, tressaillir au souvenir inoubliable des quinze cent mille Français morts aux Thermopyles de la liberté, pour la défense de l'idéal humain dans le culte duquel elle et nous serons toujours inséparables, parce que des deux côtés du détroit il fait le fond de l'âme nationale.

Jamais peut-être le chef du gouvernement français n'a exprimé le sentiment national avec plus de justesse, de délicatesse et de dignité qu'en cette difficile occurence. Si la déclaration improvisée par laquelle M. Poincaré a répondu au message d'amitié attristée de M. Bonar Law était déjà excellente, il faudrait nommer coup de maître le geste qui l'a suivie, le maintien des instructions d'entente franco-britannique données à la délégation française à Lausanne, si la sincérité, la spontanéité, le parfait naturel de ce geste n'excluaient le terme même de « coup ». Le mérite est d'autant plus grand que — à laisser de côté ce qui ne vaut pas d'être relevé — nos grands journaux sérieux et conscients de leur responsabilité paraissaient unanimes à tenir certains pour désirable, et tous pour inévitable l'attitude exactement contraire : le premier de nos écrivains politiques, le plus ferme dans ses vues, le moins enclin à céder aux engouements ou aux passions de la foule,

M. Gauvain, champion déterminé et intrépide de l'amitié et de l'alliance franco-britannique ne déclarait-il pas[1] qu'après la présentation du plan britannique il ne se sentirait pas le courage et le droit de blâmer M. Poincaré, si celui-ci tirait en Orient les conséquences de la politique anglaise des réparations? La décision du président du conseil n'en prend que plus de valeur, et — sans calcul, sans mesquine arrière-pensée de marchandage ou de compensation — il faut compter que l'opinion anglaise en sentira toute la noblesse. Elle répond, d'avance, à cette sympathie hésitante et obscure, mais sincère, que nous croyons sentir dans l'état d'esprit actuel de l'Angleterre. Elle est soulignée encore par le ferme propos qu'annonce M. Poincaré de réserver la place de l'Angleterre dans toutes les actions auxquelles il faudra procéder, de lui tenir toujours la porte ouverte, dans l'attente du moment où, convaincue par la réflexion ou par les événements, elle voudra rejoindre ses Alliés qui l'attendent avec un impatient espoir.

Il y a, certes, quelque chose de tragique dans la destinée de M. Bonar Law, porté au pouvoir, voici peu de semaines, par la réaction de la nation britannique contre une politique qui semblait mener fatalement à la rupture avec la France, et condamné maintenant à devenir auteur même de cette rupture, du moins en apparence, à endosser la responsabilité des actes qui en ont amené la constatation publique. S'il n'a pu l'éviter, il en a du moins atténué la dureté et les dangers : avec son prédécesseur, elle aurait pris une autre tournure, et rapidement entraîné d'autres conséquences. M. Lloyd George, qui avait prononcé tant de paroles violentes ou imprudentes, essayé tant de manœuvres de captation ou d'intimidation, aurait été suspect de l'avoir voulue, et tout s'en fût trouvé envenimé. De M. Bonar Law, chacun sait qu'il la subit. Il apparaît dans la pose du personnage de la tragédie antique qu'accable la fatalité, — ou peut-être dans celle de l'homme de raison qui se courbe pour laisser passer la tempête, et se relève tout de suite après.

1. *Débats* du 5 janvier.

On a beaucoup rappelé, ces jours derniers, la tradition aujourd'hui centenaire qui porte la politique anglaise, attachée à empêcher qu'il ne se forme au-delà du détroit une puissance trop forte et par là menaçante pour elle, à se placer toujours, dans les rivalités ou les luttes continentales, du côté du plus faible. Nous l'étions depuis 1870, d'où la formation de l'Entente. L'Allemagne l'est devenue en 1918, de là le changement qui nous surprend. Explication séduisante, qui paraît plausible même à de grands amis de l'Angleterre. Elle découvre l'un des mobiles, conscients ou inconscients, de cette politique anglaise à laquelle la permanence de ses traditions, l'instinct national de conservation et de stabilité donnent, avec le plus clair de sa force, cette lenteur et cette lourdeur, cette difficulté à se défaire des conceptions héréditaires, même quand elles sont périmées, des préjugés ancrés, même quand ils ont perdu toute apparence de raison, cet embarras en présence de situations nouvelles, qui plus d'une fois, l'avant-dernière en 1914, la dernière plus récente, n'ont pas été sans danger pour ce grand pays. Suffit-elle pourtant à rendre, seule, raison de la politique anglaise?

A côté d'elle, on a marqué le rôle aussi de ce tour d'esprit britannique qui présume toujours la justesse du point de vue anglais et l'erreur de celui de l'étranger. Mais tous les peuples n'en sont-ils pas là, avec une simple différence de degré? Seulement, il est visible que l'Angleterre est plus lente à se rendre aux faits, plus réfractaire à l'action du raisonnement, et il lui manque de tempérer sa conviction originelle d'une pointe de ce scepticisme qui est au fond de la souplesse des races latines, ou même simplement de la teinter de quelques nuances. Dans l'âpre lutte qui se poursuit, depuis quatre ans, entre deux conceptions que l'on veut tenir pour inconciliables des problèmes de l'univers et surtout de l'Europe, l'Angleterre, qui tient pour l'économique, regarde comme aveugles et déraisonnables ceux qui adoptent l'autre, la politique. Elle s'est là-dessus construit un système d'un bloc, et — bien qu'elle soit le pays classique du compromis — n'y admet aucun compromis. Elle suit d'instinct la pente de ses intérêts, la loi de sa nature géographique, et historique, et s'étonne sincèrement que ses

partenaires, qui ont d'autres intérêts et une autre nature, adoptent d'autres vues. C'est un exemple caractéristique de cette raideur un peu exclusive, où l'on a coutume de reconnaître, en tout domaine, un trait proprement britannique.

A côté de ces raisons permanentes de l'attitude de l'Angleterre, faut-il faire entrer en ligne de compte celles que l'on trouverait dans sa situation présente? Six années et plus du régime lloyd georgien, dont les quatre écoulées depuis l'armistice, n'ont pas été sans renforcer dans l'esprit britannique, amis ou ennemis du premier ministre qui visiblement tendait à s'ériger en arbitre de l'Europe, cette conviction innée et déjà fortement ancrée de la supériorité politique et morale des vues britanniques. Ces quatre années, ont, de plus, avivé les passions, jeté dans les masses des formules d'un vague captieux, insuffisantes certes à abuser définitivement le solide bon sens insulaire, mais qui ne pouvaient rester sans troubler un peu le calme et la traditionnelle santé morale de l'Angleterre. Après les ébranlements, les surprises, les trépidations de la guerre, la politique personnelle de M. Lloyd George, destructrice des formes et des cadres héréditaires de la vie publique britannique, imitatrice audacieuse de ce transformisme auquel jadis, en Italie, Depretis a attaché son nom, devait forcément jeter la confusion dans le Parlement et dans l'opinion, et mettre en défaut le discernement même de beaucoup de bons esprits. Le parti conservateur a bien eu raison du César parlementaire : il n'a pas pu tout entier échapper à la contagion de ses idées ni de ses procédés. Si, personnellement disposé peut-être à faire bon marché du plan étroitement fiscaliste de la Trésorerie et à accepter une partie des propositions françaises, M. Bonar Law avait senti qu'il y risquait de diviser son parti, de compromettre la chance conquise aux dernières élections, et peut-être même de voir se former entre l'opposition et les dissidents du parti gouvernemental une majorité contre le cabinet, on trouverait toutes naturelles son attitude à la Conférence, qui a surpris nombre de ses amis, et l'expression soucieuse et mélancolique qui, de son arrivée à Paris jusqu'à ses adieux sur le quai de la gare, a frappé tous ceux qui l'ont vu. Redoutant,

s'il prenait l'initiative de convertir l'opinion britannique, de la heurter de front et de provoquer un conflit et une crise, il aurait donc voulu attendre que la suite logique des événements et la leçon de l'expérience la ramenassent à une vue de la situation plus juste et conforme à celle qu'il en aurait lui-même.

Si tel a été son dessein, les Alliés n'ont qu'à s'armer de patience, et à favoriser, par la sagesse et l'efficacité de leur politique, une évolution que divers signes permettraient de croire déjà amorcée. Que certains journaux anglais commencent à remarquer qu'après tout les Français ont de l'Allemagne, et pour les meilleures raisons du monde, une connaissance et une pratique de beaucoup supérieures à celles des Anglais, il n'y a point encore de quoi tenir la bataille pour gagnée et chanter victoire; ce n'en est pas moins un symptôme intéressant, et peut-être la première lueur de l'aube d'un jour nouveau. Que cette idée se répande dans l'opinion anglaise et s'impose à elle, un pas décisif sera fait vers l'accord ou du moins vers la reprise d'une discussion approfondie, cordiale et sans périls. Il n'est point douteux, en effet — bien que chez nous on l'ait très rarement dit, et que peut-être on n'en ait pas toujours pris très clairement conscience — que l'une des sources de notre malentendu avec l'Angleterre est l'étonnement où nous sommes de la voir paraître ignorer ou contester la supériorité, chèrement achetée, que nous avons sur elle en cette matière. Plus que de la tristesse, c'est de la surprise que nous en avons, et les conséquences pratiques de cette méconnaissance nous touchent moins que le manque de psychologie dont elle témoigne, ou la manifestation nouvelle qu'elle constitue de cette tendance à dominer ou plutôt à régenter le monde qui, trop souvent nous choque chez nos voisins et chers alliés.

Voici tantôt onze siècles que toute notre histoire s'est déroulée face à l'Allemagne, en lutte avec elle, en défense contre elle. Nous sommes, les cent ou cent cinquante dernières années, allés à l'école de ses philosophes, de ses poètes, de ses savants, de ses artistes, de ses militaires aussi, et personne sans doute ne nous tient pour capables de n'avoir pas à cette étude pris une vue assez exacte de la patrie de Kant, de Gœthe, de Wagner

et de Moltke. Que l'on n'oublie pas surtout l'avance inestimable que sur ce terrain nous donne depuis près de trois cents ans la possession de l'Alsace : l'Alsace, type classique, type parfait de la terre de double culture, le seul secteur de cette longue ligne de l'ancienne Lotharingie où se soit vraiment réalisée la fusion harmonieuse de deux génies nationaux, dans la floraison d'une civilisation de magnifique originalité, l'une des plus largement européennes, qui soient. Lorsque 1870 a reporté la frontière politique du Rhin sur les Vosges, et qu'une politique de germanisation, où éclatait la mauvaise conscience du vainqueur, a entrepris de détourner par la violence l'Alsace de la mission historique qu'elle remplissait pour le bien des deux pays et de l'humanité, la tradition du bilinguisme et de la double culture a été transplantée en France par les optants. Ils sont devenus le noyau de cette troupe sans cesse plus nombreuse de chercheurs et de savants qui, stimulés par la conscience du devoir patriotique, ont mené sur l'Allemagne, dans tous les domaines, la vaste enquête que la guerre a à peine interrompue, et dont tant d'œuvres solides, distinguées ou éminentes sont le fruit. Personne chez nous n'est enclin à estimer trop bas la valeur de ce que des Anglais ou des Italiens de haut rang intellectuel ont écrit sur l'Allemagne : et le feu lord Bryce, sir Adolphus Ward ou M. G. A. Borgese sont appréciés en France autant qu'ils méritent de l'être. Quand même, l'étude de l'Allemagne n'a guère été en Angleterre et en Italie qu'un luxe ou une curiosité ; mais chez nous elle était nécessité vitale, et puis ni l'Angleterre ni l'Italie n'ont eu les Alsaciens. Y a-t-il en Europe, on serait presque tenté de dire y compris l'Allemagne, deux penseurs qui, pour leur connaissance de l'Allemagne, pour l'intelligence sympathique et critique à la fois qu'ils en ont, puissent se comparer à un Henri Lichtenberger et à un Charles Andler?

Sur un autre point encore, et qui n'est pas de moindre importance, il s'en faut, la constatation du désaccord, la publication des documents qui en fixent les causes, semblent promettre d'avoir des conséquences heureuses : c'est en matière de réparations, où l'opinion britannique se montre aujourd'hui

vivement et sincèrement soucieuse de comprendre mieux qu'elle n'a fait jusqu'ici les sentiments, les vues et les demandes de la France. Une très grande partie des Anglais, peut-être la plupart d'entre eux, paraissent avoir éprouvé moins d'étonnement que de gêne à lire dans le plan britannique des propositions qui aboutissaient à faire à la France et à l'Angleterre part presque égale dans les réparations, alors qu'elles l'ont eue si inégale dans les dévastations. Qu'entre deux débiteurs, l'un hier encore ennemi, et auteur de tous les dommages qu'il s'agit maintenant de réparer non pas entièrement, mais dans une faible mesure, l'autre allié fidèle et héroïque, dont le sol et les poitrines ont dressé devant la ruée allemande la barrière à l'abri de laquelle l'Angleterre a pu s'organiser pour la résistance et la défense en commun, qu'entre ces deux débiteurs on réserve au premier toute sa sollicitude, prenant souci d'alléger sa charge, déjà si réduite, jusqu'à la faire presque entièrement disparaître, et l'on abandonne ou l'on condamne l'autre, au nom et pour l'honneur des sacro-saints principes de la sagesse économique, à la ruine ou à un siècle de travail de forçat, qu'on l'écrase du fardeau ôté des épaules de l'autre; non, le contraste était vraiment trop violent, et bien propre à secouer la conscience d'une nation qui certes ne discerne pas toujours clairement où est la justice, mais qui ne mérite pas qu'on lui fasse l'injure de douter que toujours elle la cherche loyalement. En France, la simple lecture des chiffres innocemment alignés par la Trésorerie britannique, la vue de la tranquillité avec laquelle elle les énonçait et en tirait ses conclusions, comme s'il s'agissait d'une chose évidente, la plus naturelle du monde, a provoqué tant de stupeur qu'il n'est même pas resté de place pour la fureur ou l'indignation. A force d'être énorme, c'était bouffon; à force de dépasser toute imagination, cela prenait quelque chose de comique, de tragiquement comique. Tant de naïveté ou tant d'inconscience désarmait, et plus d'un trait, où, naguère on avait soupçonné la manœuvre ou le piège, se révélait, à ce coup, manifestation spontanée et sincère du plus profond de la mentalité britannique. En ce sens — qui n'était point celui que voulaient ses

auteurs — l'exposé de la Trésorerie a été utile, parce qu'il a contribué à éclairer la situation. Il a eu, en Angleterre aussi, des effets du même ordre, car il a suscité dans l'âme britannique une réaction salutaire, la volonté d'un loyal examen de conscience. Ses auteurs ne méritent pas pour cela la reconnaissance des deux pays; mais ils ont fait moins de mal qu'ils ne risquaient d'en faire; cela vaut les circonstances atténuantes.

Lorsqu'au tournant du XX^e^ siècle l'Angleterre et la France ont voulu essayer de mettre fin à des dissentiments qui de façon trop visible faisaient le jeu de l'Allemagne, elles ont procédé à un examen complet de tous leurs « points de friction », et établi un arrangement par compensation, par transaction, par concessions mutuelles. Voici des mois et des années que, pour remédier à une situation doublement déplaisante après la guerre qui a si étroitement uni les deux pays, doublement gênante et dangereuse après les traités dont l'application suppose entre eux un complet accord, les meilleurs esprits, des deux côtés du détroit, recommandent de recourir à la même méthode. Le moment présent, où, tout en restant dans l'Entente, l'Angleterre s'y met un peu à part, presque dans le coin, où elle marque avec tant de force et son attachement au principe de l'Entente et sa désapprobation des conditions où il est actuellement appliqué, est particulièrement favorable aux conversations et aux discussions d'opinion qui doivent nécessairement précéder le travail des diplomates, et sans lesquelles, aujourd'hui, il serait vain, et peut-être dangereux.

A prendre le sujet dans toute son ampleur, c'est tous les problèmes du monde — Orient, Russie, Extrême-Orient — qu'il faudrait débattre. Mais le point vital est la question de l'Allemagne. Celle-ci réglée, toutes les autres s'arrangeraient sans peine. Le fond du malentendu qui sépare, ici, l'Angleterre de la France, est une double différence d'appréciation psychologique. On est convaincu, chez nous, que l'Angleterre se trompe sur la psychologie de l'Allemagne, et certain qu'elle se trompe sur la psychologie de la France.

II

Toutes les propositions ou suggestions que l'Angleterre a faites en matière allemande depuis l'armistice partent d'une hypothèse, qui est celle de la bonne foi allemande. Toute la politique française est fondée sur l'hypothèse inverse, mauvaise foi de l'Allemagne : non de toute l'Allemagne sans doute; mais de toute celle qui compte, politique, militaire, industrielle, financière. Entre ces deux positions radicalement contraires, inconciliables, seuls les faits peuvent décider

Que l'Allemagne n'ait pas jusqu'ici tenu ses engagements, ce n'est pas l'argument qui tranche la controverse; car il forme précisément pétition de principe. Le traité, dit l'Angleterre, était matériellement inexécutable : s'il n'a pas été exécuté, vous ne pouvez donc pas conclure à la mauvaise volonté de l'Allemagne. — Mais ce raisonnement à son tour, ne porte pas : car on y peut objecter que pour prouver que le traité est inexécutable, il faudrait qu'on eût sincèrement essayé de l'exécuter. Où, à quel moment, par quels actes, l'Allemagne a-t-elle fait ce sincère essai?

N'avons-nous même pas les meilleures raisons d'admettre qu'elle n'a jamais songé à le faire? Depuis les protestations du comte Brockdorff-Rantzau à Versailles jusqu'aux dernières déclarations de M. Cuno,quand a-t-elle cessé de s'élever contre les motifs et le dispositif du traité, et de manifester son intention d'obtenir la revision du jugement qui la condamnait? M. Wirth lui-même, représentant de la « politique d'exécution », n'a-t-il pas déclaré que cette politique n'avait en vue que de fournir une démonstration par l'absurde, et que sa feinte soumission devait conduire, plus sûrement que toute résistance violente, à la ruine du traité? Et le meilleur connaisseur de ces dessous de la politique allemande ne montrait-il pas naguère ici même, que toute la campagne « innocentiste », soi-disant engagée pour laver l'honneur de l'Allemagne, a en réalité pour objet principal de la décharger du poids des répara-

tions?[1] Si elle était sincère dans ses affirmations de bonne volonté impuissante, recourrait-elle à ces détours, à ces subterfuges, à ces mensonges?

En y recourant, elle fournit contre elle-même la preuve que ce n'est pas ici affaire purement économique, mais essentiellement politique. Aussi bien, essayer d'établir entre ces deux aspects des problèmes qui se posent aujourd'hui dans l'univers une séparation infranchissable, et comme une cloison étanche, n'est-ce pas, dans le monde où nous vivons, trahir la plus complète méconnaissance de la nature et de la complexité de ces problèmes, tomber dans la pure idéologie et dans la logomachie? Que de confusion, que d'erreurs cette distinction scolastique, cette opposition artificielle n'a-t-elle pas déjà engendrées, quel trouble n'a-t-elle pas mis dans les esprits, quel mal n'a-t-elle pas fait au monde ! On a adressé à M. John Maynard Keynes, économiste subtil, mais trop infatué, beaucoup de reproches, qui n'étaient pas tous également mérités : car il ne manque dans ses livres ni de vérités, ni même d'un certain souci d'être juste. Mais pourquoi lui avoir épargné l'accusation la plus grave: celle d'avoir, avec tout le dogmatisme intransigeant de l'économiste orthodoxe, revendiqué le primat de l'économique, et ainsi brouillé les idées et les cartes? Plus que jamais reste vrai le mot fameux du baron Louis. S'il n'y a point de bonne politique sans une sage économie, la première condition d'une saine économie nationale est une bonne politique, et à supposer qu'il faille ici donner des rangs, c'est ainsi à la politique sans conteste que revient le premier.

La difficulté actuelle du problème allemand vient précisément de ce qu'il n'y a point en Allemagne de politique, ni de forces politiques, que toute l'influence, toute la puissance réelle est aux mains des grandes organisations économiques et de leurs chefs, ou, si l'on veut, qu'il n'y a pas en Allemagne d'esprit public. Là-dessus, s'il faut d'autres preuves ou d'autres autorités que la vue des faits de chaque jour, tous les témoi-

1. Voir *Vie des Peuples*, 10 oct. 1922, *La campagne innocentiste en Allemagne*.

gnages les plus récents et les plus sûrs sont unanimes, que ce soit le livre excellent, sobre, précis, direct, complet, où MM. Baumont et Berthelot ont résumé l'expérience de trois années passées depuis l'armistice en Allemagne, et au poste le plus favorable pour tout voir, ou l'enquête avertie et pénétrante de M. Max Hoschiller, ou encore l'analyse, d'une psychologie si fine, d'une objectivité si impartiale, d'une si noble sérénité, à laquelle M. Henri Lichtenberger a consacré le dernier paru de ses ouvrages[1]. L'entier accord de témoins si différents d'âge, de formation, de tournure d'esprit, de situation, l'identité de l'essentiel de leurs conclusions, n'est-ce pas la plus forte, la plus impressionnante présomption de vérité?

L'Allemagne impériale, surtout depuis le début de la « politique mondiale » de Guillaume II, avait une double armature : politique et militaire, l'Etat prussien, dont, sous le déguisement d'un Empire fédéral, le cadre s'était étendu jusqu'à englober tout le Reich ; économique, tout ce puissant édifice d'une industrie démesurément grandie en deux dizaines d'années, américaine par la soudaineté de sa poussée, l'audace de ses conceptions et ses dimensions, appuyée sur un commerce ingénieux, souple, insinuant, et sur une finance agile, entreprenante et ambitieuse. Longtemps on a cru — et les esprits les plus avertis ont partagé cette erreur — avoir affaire à deux forces rivales, à deux âmes, celle du passé et celle de l'avenir, à deux Allemagnes, la féodale et la démocratique, condamnées à entrer un jour dans une lutte décisive pour la direction des destinées du pays; et l'on s'était habitué à penser que si, bien faible d'ailleurs, un danger de guerre pouvait charger l'horizon européen du côté allemand, ce ne serait que pour le jour, où menacée dans ses œuvres vives par la pression de l'esprit démocratique moderne, la vieille Prusse féodale chercherait un dérivatif dans le déchaînement des antiques passions nationales. Mais ce qu'on ne prévoyait pas, et ce qui

1. Baumont et Berthelot, *L'Allemagne. Lendemain de guerre et de révolution.* Paris, Armand Colin, 1922. — Max Hoschiller, *Une enquête en Allemagne.* Paris, Félix Alcan, 1922. — Henri Lichtenberger, *L'Allemagne d'aujourd'hui dans ses relations avec la France.* Paris, G. Crès et Cie, 1922.

est pourtant arrivé, c'est la réconciliation de ces deux forces en apparence hostiles,leur communion dans un idéal de conquête violente, leur synthèse dans l'impérialisme allemand ; c'est que la guerre ne naîtrait pas du besoin d'une diversion, mais de la poussée irrésistible des appétits de l'Allemagne industrielle confondus avec l'orgueil de la Prusse féodale.

La défaite a brisé l'armature politique et militaire de l'empire bismarckien, moins irréparablement peut-être que beaucoup ne sont portés à l'admettre, et il serait dangereux de se laisser aller sur ce point à une trop rapide confiance. Mais l'autre subsiste, et à rester seule, n'en est devenue que plus forte. Façonné à la fois par une longue obéissance et une longue anarchie, l'esprit allemand a besoin d'une discipline et d'un solide encadrement. Dans l'écroulement politique du *Reich*, l'échafaudage économique seul a résisté, mais admirablement, étonnamment. Désormais, il soutient toute la charge. Mais ceux qui l'ont construit et qui en assurent la résistance entendent bien avoir de cette situation nouvelle les profits.

Profits purement économiques? L'histoire récente de l'Allemagne montre que, même s'ils le voulaient, ils ne pourraient pas s'y borner. Ces grands capitaines d'industrie sont impérialistes, de tradition et de tempérament, et l'impérialisme économique peut bien être soit le couronnement soit la racine de l'impérialisme politique, mais il en est toujours inséparable. La perspective n'est pas pour effrayer les maîtres actuels de l'Allemagne. Par leur richesse, par leurs immenses avoirs à l'étranger, par la puissance ou le prestige que leur donnent leurs relations internationales, ils tiennent leur pays. Ils ont la prétention que quiconque voudra traiter avec l'Allemagne traite avec eux, et ils n'ont point l'intention de se laisser imposer des conditions, mais de dicter les leurs.

Maîtres de la politique intérieure, ils s'opposent à toute réforme financière qui pourrait conduire au relèvement ou à la stabilisation du mark, parce que son avilissement et ses fluctuations profitent à leurs exportations et à leurs spéculations. Maîtres de la politique extérieure, ils dirigent à leur guise, par personnes interposées ou par intervention directe, toute l'af-

faire des réparations, tantôt prodigues de promesses qui ne seront pas tenues, tantôt nets et provocants dans leur refus, suivant que l'une ou l'autre tactique leur semble le mieux répondre à leurs intérêts. Pourquoi s'imposeraient-ils la moindre contrainte? M. Stinnes a bien eu, à Spa, en face des représentants des Alliés vainqueurs, une attitude scandaleuse : que lui en a-t-il coûté? mieux vaudrait demander ce qu'il n'y a pas gagné. Quand les choses se gâtent, la grande industrie tient des conciliabules, annonce des programmes, offre des participations, conclut des accords, et, peu de semaines plus tard, on est revenu au même point qu'avant. A-t-on assez célébré les accords Stinnes-Lubersac comme l'aurore d'une ère nouvelle dans les rapports entre Français et Allemands ? Et de fait, c'était bien, surtout après les accords de Wiesbaden, un essai sinon d'effacer le politique derrière l'économique, du moins d'en faire abstraction pour un temps. Mais la suite? Aucun résultat pratique, et la constatation récente, par le signataire français de l'accord, que cette entreprise saluée avec tant d'enthousiasme ne donnait rien. Croit-on vraiment que c'est, du côté allemand, faute de pouvoir, et non faute de vouloir ?

Bon gré, mal gré, les Français en sont arrivés à soupçonner, chez ces industriels qui sont aujourd'hui les vrais maîtres du Reich, l'arrière-pensée de rendre l'Etat allemand insolvable, pour amener ses créanciers à un de ces arrangements qu'on fait pour ne plus entendre parler de rien, à 5, 2, ou 1/2 %; après quoi, le concordat signé, ils jetteraient béquilles et masque, et forts de leur richesse privée intacte, reprendraient, mais avec quelles chances accrues ! leur plan de domination et d'exploitation économique du continent ou du monde. Tout nous paraît le démontrer, et ce qui nous étonne le plus est que l'Angleterre ne le voie pas comme nous. Elle devrait être pourtant la première à l'apercevoir et à se défier : car elle sait, de l'avant-guerre, ce qu'est la concurrence de l'Allemagne; elle peut calculer, comme on l'a calculé chez nous, quelle serait dans la concurrence universelle la supériorité d'une Allemagne affranchie des réparations, et soulagée aussi par l'avilissement du mark de sa dette intérieure. Chaque Allemand, a-t-on dit, sup-

porterait alors une charge de moins de 100 francs de dette en capital, tandis que celle de chaque Anglais ou chaque Français irait entre 6.000 et 8.000. La conclusion à tirer de pareils chiffres est évidente. Mais il n'est pas mauvais d'en faire le rapprochement avec la revendication d'égalité commerciale, d'abrogation des clauses commerciales du traité de Versailles, que l'Allemagne renouvelle obstinément à toute occasion. Si les propositions du plan britannique en matière de dette allemande ont soulevé chez nous plus de surprise que d'indignation, c'est précisément que l'on s'étonnait de voir la Grande-Bretagne, pour l'amour des principes économiques ou à la poursuite d'une chimère, se mettre ainsi d'elle-même la tête dans le lacet, et courir au suicide. La suggestion de remplacer la commission des réparations par un conseil financier étranger où siégeraient un ministre allemand et des neutres, a été accueillie avec plus de vivacité. Elle dénotait d'abord un curieux manque de compréhension psychologique, et ce serait une belle fin de la guerre, si ceux qu'elle a saignés et ruinés, se plaçaient d'eux-mêmes, humblement, sous la tutelle, et il faut trancher le mot, le protectorat des neutres. Mais surtout, qui ne voit que cet arrangement remettait la direction sans contrôle des affaires du monde à la finance internationale, ce qui serait aussi, il faut en convenir, une belle conclusion de la guerre? Les rapports d'experts que le gouvernement allemand a récemment sollicités[1] et dont on peut s'étonner que la commission des réparations ait consenti à prendre connaissance même à titre simplement documentaire, donnent un avant-goût de l'esprit où serait désormais traitée et réglée toute la question des réparations, et du sort qui nous attendrait. Nous n'en sommes heureusement pas encore là. La liberté et la démocratie, pour lesquelles, en dépit de tant de désillusions, nous persistons à croire qu'a été soutenue la guerre, signifient autre chose que cela.

Libre à l'Allemagne de les entendre ainsi. La politique de son gouvernement actuel, qui n'est pas la grande industrie, et

1. La *Vie des Peuples* en a donné l'essentiel dans son dernier numéro.

qui s'attire parfois les foudres de Stinnes, mais qui est de la grande industrie, ou du moins le plus rapproché d'elle qu'on ait vu depuis la révolution, décèle le dessein et l'effort de mettre les Etats-Unis dans le jeu de l'Allemagne, ou, si l'on veut, l'Allemagne sous la protection des Etats-Unis. M. Cuno est l'ami de M. Harriman : toute sa politique est de jouer cette carte. Elle a réussi, naguère, à la *Hamburg-Amerika*, qui ne pouvait pas espérer un relèvement aussi rapide que celui qu'elle doit à son contrat américain : pourquoi, semble-t-on penser à Berlin, ne réussirait-elle pas au Reich? Est-il donc, sous la domination des grands industriels, autre chose qu'une vaste, une immense société de capitaux? L'entreprise n'est pas sans audace; mais elle est comme toutes celles de la politique allemande, sans grandeur parce que sans franchise et aussi sans mesure. Il n'y a point encore dix ans que les sentiments personnels des monarques, leurs relations de parenté ou d'amitié étaient des facteurs souvent capitaux de la politique internationale. Quelques révolutions ont changé tout cela. Est-ce pour qu'aujourd'hui des peuples entiers aient à se demander avec inquiétude si tel banquier allemand est bien avec tel président de trust américain, à supputer avec anxiété les conséquences politiques de telle conférence de potentats de la finance, de tel dîner entre magnats de l'industrie? Non, vraiment nous n'en sommes pas encore là.

Le véritable intérêt de la Conférence de Paris est dans l'opposition de ces deux thèses, la politique et l'économique. Dans une Allemagne menée, par ses capitaines d'industrie, à la baguette, ou plutôt à la ficelle, l'Angleterre voit la garantie de l'ordre économique, du travail, de la reprise de relations commerciales dont le souvenir de l'avant-guerre l'induit peut-être à s'exagérer l'importance, la valeur et les profits. Ce qu'on a appelé la politique de lord d'Abernon paraît bien être l'expression de son idée maîtresse en matière allemande. La finance américaine et tous les neutres sont prêts à accepter d'enthousiasme ce plan. Il se heurte à la résistance des Alliés continentaux, non point seulement des trois qui ont pu faire entendre leur voix à Paris, mais de ceux aussi que la funeste distinction

des puissances principales et des puissances à intérêts limités tient à l'écart, du moins officiellement, de discussions où pourtant leur sort est en jeu. Le monde ne peut pas avoir été, par l'union des Alliés, sauvé de la domination germanique, pour être livré à la finance internationale, protectrice d'abord de l'industrie et à la finance allemandes, puis leur simple associée, et, plus tard, par évolution naturelle, leur servante — c'est-à-dire pour tomber sous une autre domination germanique non moins lourde, mais plus cynique, et, s'il se peut, plus scandaleuse et plus déshonorante.

III

La révélation du plan britannique a eu pour premier effet de faire l'unanimité dans l'opinion française. Elle n'est point troublée par l'attitude du parti communiste, trop facile à prévoir, et d'ailleurs — les dissensions du parti le montrent — de bien peu d'importance. Les réserves des socialistes mériteraient plus d'attention, si elles portaient vraiment sur le fond du problème : mais il semble bien qu'elles visent plus l'opportunité et les modes de l'action projetée que son principe, et qu'elles doivent être désarmées par la suite des événements. Hier encore, les Français étaient divisés sur la politique à suivre à l'égard de l'Allemagne, et la plupart, sans nul doute, désiraient que le recours à la contrainte pût être évité. Mais la mauvaise foi et l'insolence de l'Allemagne, comme l'erreur de l'Angleterre, les ont convaincus que l'emploi des moyens de pression est devenu une nécessité.

Qu'il n'y ait point d'impérialisme en France, et que le refrain du militarisme français soit vraiment bien usé, c'est chose si certaine, si évidente à tout homme de sens clair et de bonne foi, qu'on se lasse de le répéter. La France ne veut point de conquêtes, d'annexions, de protectorats. Mais elle veut sécurité et justice, et ce n'est pas sa faute si aujourd'hui la paix et la justice n'ont point d'autres garanties que sa force mili-

taire et celle des Alliés qui, avec elle, restent fidèles jusqu'au bout à l'esprit de la guerre et des traités. Le pacte avec l'Angleterre et les Etats-Unis devait lui donner ces garanties. A la retraite des Etats-Unis, il dépendait de l'Angleterre de le conclure seule avec la France, et nul doute que sa signature eût suffi à nous rassurer. Mais, si elle la refusait, nous retombions nécessairement au système des sûretés militaires. — Mais, à Cannes, M. Lloyd George a de nouveau offert ce pacte, et vous l'avez refusé ? — Non, ce n'était plus le pacte de 1919, le pacte franc, loyal, entre égaux.

Berlin nous a, ces jours derniers, par le détour de Washington, offert un engagement réciproque de non-agression, à moins que ce ne soit Wall-Street et le Stock-exchange qui aient mis Berlin en avant pour nous faire connaître leurs vues. En termes fort nets M. Poincaré a démasqué le piège. La presse allemande a tonné contre les expressions dont il se servait; sur le fond de son argumentation, elle a sagement évité la discussion, car M. Poincaré était irréfutable. Ce qu'il n'a pas dit, parce que le langage diplomatique garde certaines pudeurs, mais ce que toute l'opinion française a senti, c'est que l'offre allemande n'était pas simplement une manœuvre, trop grosse pour n'être pas percée, mais aussi une offense. Manœuvre double, pour nous attirer au piège d'ententes particulières avec l'Allemagne, et en même temps nous soumettre avec elle, à l'arbitrage, c'est-à-dire à la surveillance et à la tutelle des Etats-Unis; digne pendant, en cela, au comité étranger des finances allemandes qui était l'une des plus contestables dispositions du plan britannique de Paris. Offense, car nous n'admettons pas que l'Allemagne nous traite ainsi de pair à compagnon, oublie que depuis 1914 il y a, entre nous, une différence et une distance qui ne lui permettent pas de prendre ce ton. La maladresse et la perfidie s'aggravent, ici, d'inconvenance et d'indécence.

Que certains de leurs Alliés d'hier paraissent avoir perdu le sens de cette différence, qui est fort loin de n'être qu'une nuance, c'est ce qui étonne les Français, les attriste et par moments les enrage. C'est aussi ce qui fait que l'attitude de la Belgique,

celle de l'Italie les touchent et les réconfortent. Leur cœur se soulève à l'idée d'être mis de niveau avec les Allemands, qui regrettent sans doute tous, pour des raisons d'ailleurs fort diverses, que leur pays ait déclaré la guerre en 1914 et l'ait, durant quatre ans, faite comme il l'a faite, mais qui n'ont point jusqu'ici marqué par aucun acte sérieux et efficace leur repentir et la volonté de réparer le mal dont ils ont été les auteurs. Nous ne voulons pas, en France qu'on oublie nulle part que les régions dévastées sont chez nous, et chez nous seuls : non que d'autres pays, la Belgique, l'Italie, l'héroïque Serbie, n'aient aussi subi de cruels ravages, organisés avec un sauvage raffinement; mais c'est chez nous que le système a été appliqué avec le plus de perfection, le plus à fond, le plus longtemps, c'est chez nous que les plaies restent le plus béantes, c'est nous qu'on a eu la volonté la plus décidée de tuer. Nous ne voulons pas le laisser oublier, parce que nous ne le pouvons pas, ni moralement ni matériellement, parce que, sans les réparations, nous sommes ruinés, et parce que nous connaissons assez la redoutable habileté des gens qui mènent l'Allemagne et la passivité de ceux qui les suivent pour deviner quelles seraient les conséquences de l'oubli ou du pardon trop rapide. N'entendons-nous pas dès aujourd'hui comment parle l'Allemagne, ne voyons-nous pas comme elle agit?

La propagande allemande répand la légende du « sadisme » français; elle dénonce, par la plume et par l'image, une France acharnée à tirer de la malheureuse Allemagne sa dernière goutte de sang. Peut-être sont-ils mal venus à prétendre ainsi faire pitié, ceux dont le grand homme, Bismarck, proclamait en 1870 son intention de manger la France feuille à feuille, pour en sucer tout le suc — on néglige un peu trop partout, même chez nous, ces souvenirs de 1870, dont il y aurait eu beaucoup à tirer.— Mais surtout ils mentent. Si la hâte de sortir de la terrible crise, du chaos où l'a jeté l'impatience des ambitions et des appétits de l'Allemagne, laissait au monde le temps de réfléchir et le loisir d'être juste, il s'étonnerait sans doute de voir combien vite l'âme française a repris son équilibre à l'égard de l'Allemagne. De vouloir se venger, les Français au-

raient certes le droit ; de conserver une tenace rancune, de tenir à longue distance le déloyal adversaire de tant de conflits et de guerre, sans nul doute aussi. Or ils se montrent prêts à sacrifier leurs sentiments légitimes aux intérêts de l'Europe et du monde, à faire taire la passion pour n'écouter que la voix de la raison. Encore faut-il que la raison soit vraiment raisonnable et non point dévoyée ou sophistique, que le sacrifice soit reconnu pour ce qu'il est, un sacrifice, et non point pris comme un dû, accepté comme quelque chose qu'on est en droit d'exiger, et qu'on ne regarde, au reste, que comme un acompte.

Pour prouver les arrière-pensées impérialistes de la France, on invoque des formules imprudentes et sonores lancées dans la presse durant la guerre, en pleine ardeur de la lutte, des théories historiques ou diplomatiques mises en avant pendant la Conférence de la paix par certains des représentants de la France, et les doctrines que ne se lassent pas de prêcher des publicistes plus lus que suivis. Mais la longue patience que nous avons eue durant ces quatre ans, notre visible souci d'arriver avec l'Allemagne à des règlements pacifiques, avec nos alliés à des solutions d'entente, ne pèsent-ils pas plus que tout cela? La lenteur réfléchie avec laquelle a été préparée l'action que l'issue de la Conférence de Paris a rendue nécessaire, le caractère même qu'elle prend — pression pour amener l'Allemagne à discuter sur le terrain des faits, au lieu d'ergoter sur son impuissance ou sur son innocence — les déclarations de notre gouvernement, de nos chefs de partis, des hommes qui jouissent chez nous de la plus haute autorité morale, tout cela compte-t-il pour rien? Affecter de le croire, ce serait précisément — n'était l'inébranlable bon sens des Français — risquer de susciter le danger que l'on dénonce. Encourager, de quelque manière que ce soit, l'Allemagne, à continuer, par quelque procédé que ce soit, sa résistance ouverte ou dilatoire à l'exécution des obligations qu'elle a assumées, c'est persévérer dans l'erreur qui a frappé d'impuissance toute la politique allemande des Alliés, et qui les a couverts de ridicule aux yeux des Allemands.

Menacer, et ne jamais exécuter la menace ; prescrire des paie-

ments, et tolérer l'inexactitude, le marchandage, l'évasion; établir des commissions militaires de désarmement, et supporter qu'elles soient leurrées, bafouées, insultées, maltraitées dans cette Allemagne où, naguère encore, et le souvenir n'en est point perdu, l'officier avait non seulement le droit, mais le devoir de ne pas tolérer même un regard de travers, même un mot blessant, où il lui était prescrit, sous peine d'être cassé, d'user de son arme pour venger son honneur, en duel s'il s'agissait d' « égaux », sous forme de correction envers les inférieurs, et Dieu sait combien peu l'officier reconnaissait d'égaux ! — quelle folie ! C'est ainsi pourtant que depuis quatre ans les Alliés en usent à l'égard de l'Allemagne. Après les derniers scandales d'Ingolstadt et de Passau, ils se sont — bien tard, — décidés à prendre un autre ton : ils ont exigé une indemnité, des excuses et des sanctions. L'indemnité a été payée et les excuses ont été faites par le Reich, qui n'était pas le coupable, qui jouait le rôle de personne interposée. Les sanctions ont été édulcorées jusqu'à perdre toute valeur. En paroles et en actes, la Bavière a tourné les Alliés en dérision. Aussi les incidents recommenceront-ils. C'est qu'il faut parler aux gens le langage qu'ils entendent, et que l'Allemagne d'aujourd'hui, l'Allemagne dirigeante, n'entend que celui de la force. Elle l'a montré en Belgique et chez nous. S'en servir contre elle eût été lui rendre le meilleur service, car on l'eût ainsi ramenée à une plus claire conscience de sa défaite, à une plus saine appréciation de sa situation et de ses devoirs.

L'occasion de le faire peut revenir, et il faut espérer qu'alors on saura la saisir, à plein. Mais une autre, malheureusement, ne se retrouvera pas, celle que nous avons perdue en 1918, lorsque nous pouvions prendre la direction politique de l'Allemagne, et que, par inaction, étroitesse de vues, incapacité de nous défaire d'erreurs traditionnelles, nous l'avons laissée échapper. C'est l'un des plus tristes chapitres d'une triste histoire, celle de la manière dont nous avons perdu la paix. Si, à ce moment là, nous avions délibérément, franchement, sans réserves pris position en faveur des éléments démocratiques de l'Allemagne, nous leur assurions le pouvoir, et, appuyés sur nous, ils pouvaient le

garder. Déçus de ce côté, abandonnés à leurs seules forces, ils ont été balayés par la réaction nationaliste, qui a mis l'Allemagne où elle en est, et nous où nous en sommes.

L'attitude que prennent, en présence de la tournure nouvelle des événements, ce qu'on appelle les partis de gauche allemands cause en France pas mal de surprise et une certaine déception. Il nous paraît illogique que, reconnaissant le bien-fondé de nos demandes, il nous reprochent d'employer le seul moyen qui nous reste d'obtenir satisfaction. Volontiers bien des gens, qui ont voulu croire à la sincérité de ces Allemands républicains, les jetteraient désormais dans le même sac que le reste de l'Allemagne. Ce serait à tort. Leur bonne foi n'est pas douteuse : c'est leur clairvoyance qui est en défaut, ou leur énergie. Il leur advient ce qui est advenu à des hommes comme un Théodore Wolff ou un Montgelas. Pour avoir eu la clairvoyance ou le courage de dénoncer les fautes et les crimes du régime impérial, ceux-ci comptaient, sans doute, que leurs mérites suffiraient au lendemain de la défaite à détourner de l'Allemagne non pas même le châtiment, mais les conséquences inévitables de la réparation des dommages qu'elle avait causés. D'avoir dû perdre cette singulière illusion les a changés d'agneaux en loups : les Alliés n'ont pas aujourd'hui en Allemagne plus farouches adversaires, ou pires calomniateurs. L'amertume des pacifistes allemands s'explique de la même façon. Il y entre aussi le sentiment de leur faiblesse, l'idée nette, et trop juste, que l'attitude à laquelle nous sommes contraints risque d'envenimer si fort les relations que, pour longtemps, tout espoir d'un rapprochement et d'une entente doive être écarté. Mais pouvions-nous sacrifier à cet espoir lointain et incertain les nécessités même de notre existence d'aujourd'hui et de demain?

Voilà le tragique du problème franco-allemand tel qu'il se pose aujourd'hui. Aux meilleurs esprits des deux côtés de la nouvelle frontière, ce rapprochement, cette entente apparaissent indispensables au salut des deux pays. Pourtant, faute de se comprendre, faute de s'accorder sur la définition de quelques idées simples et fondamentales, de quelques mots essentiels, on constate, à chaque nouvelle tentative, qu'au lieu de se combler le fossé semble se creuser.

« Nous sommes », écrit M. Henri Lichtenberger, « convaincus qu'il existe aujourd'hui non pas seulement en France, mais aussi en Allemagne des esprits pondérés, ayant le sens de la justice et l'intuition du possible. Il faut qu'ils se cherchent, qu'ils se trouvent, qu'ils s'éprouvent mutuellement, qu'ils confrontent leurs idées, qu'ils se mettent d'accord sur une foule de questions, de faits. C'est seulement si la libre discussion, de tenue scientifique, remplace le bluff et l'intimidation que pourront s'élaborer les compromis praticables et qu'on parviendra à éviter la crise mondiale dont la montée menaçante préoccupe à juste titre tous les esprits cultivés »[1].

Cette évolution heureuse, qui depuis quelques mois paraissait s'annoncer, va-t-elle être interrompue? La nécessité où se trouve la France, après avoir épuisé, et au-delà, les moyens de douceur, de faire sentir sa force pour assurer le respect de son droit — un droit qui n'est pas, comme celui de l'Allemagne après 1871, la seule loi du vainqueur, un droit qui a été reconnu, sanctionné à Versailles par un verdict du monde — cette nécessité va-t-elle nous faire perdre tout le terrain gagné, étouffer les germes encore tendres et fragiles d'un avenir plus humain? S'il en devait être ainsi, cette lourde responsabilité retomberait, elle encore, à la charge du nationalisme allemand, dont le plus redoutable représentant est aujourd'hui la grande industrie allemande.

On peut et on doit encore espérer que les choses tourneront autrement. La démonstration franco-italo-belge sera efficace dans la mesure exacte où les Alliés qui se tiennent à l'écart, Empire britannique et Etats-Unis, n'encourageront par aucune manifestation, attitude ou parole, la résistance que l'Allemagne peut être tentée d'y opposer. Elle affirme, en tout cas, la volonté commune des Alliés continentaux de ne pas se laisser plus longtemps narguer, et de ne pas tolérer davantage le scandaleux spectacle de quelques magnats d'industrie édifiant leurs fortunes colossales sur la banqueroute de leur pays, la misère de leurs compatriotes et la ruine de leurs vainqueurs, et procurant à une Allemagne impérialiste la revanche de la guerre que les militaires ont perdue. Si peu que la Belgique, l'Italie, la France, soient en situation de faire fi, matérielle-

1. Lichtenberger. L'*Allemagne d'aujourd'hui*, p. 270.

ment pour elles des réparations qu'elles ont à recevoir, le plus grand encouragement, la plus ferme assurance est, la conscience qu'en sauvegardant de toute leur énergie leurs intérêts matériels elles servent la cause de la justice et même de la plus élémentaire moralité politique et simplement humaine. Leur action contribuera du moins à dissiper bien des obscurités. C'est de voir clair, c'est de comprendre que le monde entier a besoin. Puisse la pression qui va s'exercer sur l'Allemagne pour en obtenir l'exécution des paroles données contribuer à faire cette clarté dont nous avons si grand besoin, à laquelle nous aspirons tous. A personne elle n'est plus nécessaire qu'à la France, première intéressée, on a parfois tendance à l'oublier trop, dans tout problème allemand, et qui, mieux que quiconque, mesure tout ce qui est en jeu aujourd'hui.

« J'ai essayé », dit M. Lichtenberger à la dernière page de son livre [1], « de décrire en toute franchise la situation présente, sans en dissimuler les risques, et je crois, aussi, sans en exagérer les périls. Il serait imprudent de compter sur un hasard heureux, sur une brillante improvisation ou sur un marchandage réussi pour amener un dénouement qui arrangerait tout. Notre meilleure chance, c'est de faire un effort de volonté pour regarder la réalité bien en face, pour parvenir à une compréhension aussi exacte, à une appréciation aussi nuancée que possible de la situation et trouver ainsi la formule d'un accord raisonnable. Il faut en un mot, chercher en toute sincérité la *vérité* et la *mesure*. Trouverons-nous en face de nous un interlocuteur animé du même esprit ? Cela ne dépend pas de nous. Ce qui dépend de nous, c'est de faire l'effort, *de notre côté*. Cet effort doit être fait en tout état de cause, et quoi qu'il arrive. Alors, mais alors seulement, nous pourrons marcher d'un pas assuré et la conscience tranquille vers l'avenir — réparateur ou tragique — qui nous attend ».

Cet effort, la France le fait, et des incidents comme celui qui va se dérouler dans la Ruhr, ne l'interrompront pas. L'Allemagne fera-t-elle l'effort correspondant? L'action des Alliés continentaux n'est entreprise que pour l'y amener.

* * *

1. *L'Allemagne d'aujourd'hui*, p. 272.

LA RÉFORME DE L'ISLAM ET LE PROBLÈME TURC[1]

« Quiconque voit », a dit le Prophète, « voit à son profit. Quiconque est aveugle, l'est à ses dépens ». L'Orient frappe impatiemment à la porte de l'Europe occidentale; il exige sa place à la table des nations. L'Orient musulman, en particulier, demande, au nom d'une vieille et illustre civilisation, qu'on lui permette de bénéficier, dans son propre intérêt, des formules de coopération internationale aujourd'hui à la mode. Lancées jadis par quelques penseurs sincères, usurpées par quelques politiciens hypocrites, à l'usage de leurs clients, ces formules sont confuses, vagues et embarrassantes lorsqu'il s'agit de régler sous une forme pratique la lutte éternelle des appétits humains. Mais la dramatique bataille politique de l'Orient et de l'Occident, objet permanent de toute l'histoire, prend de nouveaux aspects, devient chaque jour plus âpre. L'horizon de l'humanité s'obscurcit à mesure qu'en face d'un tel problème la démocratie moderne se révèle impuissante. Il n'en est que plus nécessaire de mettre dans nos idées ce minimum de clarté sans lequel nous ne mériterions pas le nom d' « êtres pensants ».

1. Cette étude est le développement d'une communication faite à Paris le 16 novembre 1922, à la *Dotation Carnegie*. Sous sa forme définitive, elle a été l'objet d'une discussion à la *Near and Middle East Association* de Londres, le 12 décembre dernier. Enfin, la *Société d'Etudes et d'Informations Economiques* à Paris en a discuté les conclusions le 16 décembre dernier. Elle forme l'un des chapitres d'un volume sur *Les aspects fondamentaux de la question d'Orient*, où le problème sera examiné au point de vue de l'histoire diplomatique, de la science des religions, de l'histoire des idées en Asie, de la sociologie de l'Islam et des institutions musulmanes.

I. — Un problème moral.

Des écrivains européens ont pris l'habitude de revendiquer pour telle ou telle puissance occidentale l'héritage de l'idée impériale romaine. C'est qu'élevés dans l'étude de l'antiquité gréco-romaine, nous ignorons, ou nous oublions volontiers, par vanité européenne, qu'entre l'Empire romain et l'Empire britannique l'histoire ne connaît pas de vide, qu'elle est remplie de pages glorieuses écrites avec le sang des races asiatiques, et que parmi ces races l'une des plus intéressantes est la nation turque. La tendance à une communauté mondiale de la civilisation qui ne sacrifie pas le principe national à l'unité morale et spirituelle du genre humain s'exprime dans la littérature musulmane tout comme dans la littérature bouddhiste. Dans la réalité politique, elle se personnifie dans quelques-unes des plus grandioses figures de l'histoire asiatique, trop négligée dans nos écoles. L'Islam tout particulièrement représente le désir de cette synthèse. Lorsqu'à la suite de la formidable révolution spirituelle et morale provoquée par Mahomet, l'idée impériale secoue le continent asiatique, l'Occident est encore plongé dans la barbarie. De la capacité politique et organisatrice de l'Islam, l'Empire ottoman a été l'une des plus remarquables manifestations. Aujourd'hui, l'espoir de l'unification morale de l'univers dépend avant tout des transformations que l'on peut escompter à plus ou moins brève échéance dans l'âme asiatique et dans l'âme islamique.

Nietzsche avait déjà remarqué à quel degré le sort de la civilisation européenne est lié au problème asiatique. Dans *Jenseits von Gut und Böse*, il parle avec une fureur mêlée de mépris de cette Europe, misérable presqu'île du continent asiatique qui prétend à la supériorité spirituelle uniquement parce qu'elle inventa la technique moderne, mais qui jusqu'ici n'a rien compris à l'esprit de l'Asie créatrice de toutes les grandes idées religieuses et philosophiques qui constituent notre être moral.

Sa vision intuitive a été depuis justifiée par les événements.

La science économique a bien tenté de réduire tous les phénomènes sociaux à une question de chiffres, de produits, de rapports matériels. Mais les aspects moraux et spirituels des problèmes humains viennent de prendre une revanche formidable sur les marxistes de toute nuance, sur ces économistes qui longtemps ont refusé de s'occuper de l'Asie parce qu'elle n'avait pas d'industries, ce qui, à leurs yeux impliquait qu'elle était barbare. Et voici qu'aujourd'hui l'Occident, réveillé du rêve socialiste et de la fausse science des échanges de produits, est placé devant une nouvelle et inquiétante forme de la question d'Orient. Posée d'abord par les appétits matériels du continent européen, camouflée ensuite en question religieuse par la rhétorique ecclésiastique, elle devient, à l'issue de la grande guerre, un problème d'ordre moral et spirituel, celui de l'équilibre des forces historiques qui agitent l'humanité.

Voilà pourquoi le problème turc dépasse l'importance numérique des habitants de l'Asie mineure; voilà pourquoi, dans sa signification profonde, il dépasse même l'horizon de la diplomatie européenne, prisonnière de vieilles formules, et qui, fidèle à de longues habitudes, énumère avec fracas les pertes d'argent subies en Turquie ou escompte de nouveaux gains à réaliser par des subterfuges, au lieu de chercher à comprendre ce que, depuis lord Beaconsfield, aucun homme d'Etat européen n'a compris. Voyez tous les griefs commerciaux, financiers, juridiques, bureaucratiques qui ont été soulevés au cours de la conférence d'Orient contre la nation turque en tant que nation musulmane. Lisez la pétition de la chambre de commerce française de Constantinople, en faveur des privilèges économiques. Suivez dans le monde anglo-saxon les discussions ecclésiastiques sur les intérêts menacés des chrétiens du Levant, les requêtes signées d'une foule d'archevêques et de chefs d'organisations religieuses européennes, de la Fédération des Églises américaines. Partout vous trouverez, à la base de ce débat passionné, une idée fausse de l'Islam et de l'esprit asiatique. C'est pourquoi il faut aujourd'hui prêter beaucoup plus d'attention aux aspects idéologiques du problème islamique et turc qu'aux affaires et aux profits momentanément menacés en Asie mineure.

L'Europe a oublié cette vérité célèbre et profonde, *business is friendship*. Mais elle demeure vérité pour l'Orient musulman, où le culte de l'amitié garde toute sa portée dans le domaine social, religieux et économique. L'Islam, dont les immenses richesses inexploitées ont suscité dans le passé tant de jalousies internationales, ne peut être compris ni apaisé que si l'on écoute avec une attention sympathique la voix de l'Asie qui demande justice et équité. Pour mettre en valeur les trésors de la terre d'Islam, il faut l'amitié des peuples musulmans; et cette amitié ne s'achète pas à la longue par de petits moyens diplomatiques, mais exige impérieusement que l'on consente à se pencher sur l'âme orientale avec sympathie. Le jour où les explorateurs de l'histoire islamique reviendront de leur long et passionnant voyage, ils rapporteront des trésors admirables de noblesse de sentiment, de bonté humaine, de dévouement aux grandes causes. Lorsque l'on aura compris l'Islam, on apprendra à l'aimer, et lorsqu'on l'aimera, on en sera aimé. Se faire aimer est une meilleure manière d'assurer ses affaires avec l'Orient que de propager les haines religieuses si indignes de notre siècle.

* * *

La question qui se pose aujourd'hui aux puissances occidentales en Turquie est celle-ci :

Voulez-vous continuer à imposer à l'Islam votre idéologie toute faite, vos préjugés de race, vos volontés confuses, qui n'ont même pas le mérite d'être une grande volonté consciente, mais restent toujours désir de profit, de lucre, voulez-vous persister dans vos erreurs foncières sur l'Orient? Ou consentez-vous à consulter, à écouter, à prendre en considération, à respecter, sur la base de l'égalité morale, cet Islam où la science des religions reconnaît l'une des plus puissantes forces spirituelles et organisatrices de l'Univers?

L'histoire, en Europe, n'est malheureusement pas encore parvenue à la hauteur de la science des religions. Elle ne s'est pas encore affranchie des préjugés puérils qui l'empêchent de

penser « en continents », au lieu de persister dans la vanité de race si dangereuse pour le repos du monde. Les historiens européens ont pris l'habitude de négliger les aspects et les racines asiatiques du problème européen. L'histoire européenne y perd de sa compétence et de son autorité en matière de choses d'Orient. Les formidables erreurs commises par des historiens célèbres lorsqu'il s'agissait de juger l'Asie et l'Islam et les effets de la politique européenne en Asie s'expliquent ainsi. Les spécialistes de l'Orient n'ont été jusqu'ici que des philologues, qui consacrent toute une vie au texte d'un poème persan ou à un verbe irrégulier trouvé dans un manuscrit oriental. Il faudrait se mettre courageusement à l'œuvre pour dépouiller les sources authentiques de l'histoire de l'Asie presque inconnues en Occident, inaccessibles jusqu'ici aux Européens qui, en immense majorité, prennent encore leur opinion sur l'Orient dans les phrases creuses et les mensonges intéressés que lancèrent jadis les chroniqueurs byzantins et latins, chéris des universités de l'Occident. Nous savons infiniment plus sur un écrivain de vingtième ordre de l'antiquité grecque que sur le plus grand phénomène d'ordre politique ou spirituel de l'histoire asiatique.

II. — Le problème du Califat et la question des Réformes.

A la surprise de l'Europe, la Grande Assemblée d'Angora proclama dans une séance de nuit, le 2 novembre, la déchéance définitive du sultan padichah, en supprimant d'un seul trait la Sublime Porte et le sultanat et en rétablissant le principe du califat électif. Durant de longues années, les chefs musulmans de l'Inde reprochent aux gouvernants britanniques de miner la position du commandeur des croyants, de faire cause commune avec les ennemis du sultan calife; un membre du cabinet anglais, M. Montagu, amené par un télégramme solennel du vice-roi des Indes à élever la voix en faveur du sultanat, tombe, à la suite d'une indiscrétion, au mois de mars 1922. Mais sixmois après les Turcs eux-mêmes se débarrassent

d'une institution qui existait depuis six siècles et qui fut si longtemps le point de ralliement de l'Islam orthodoxe.

Ceux qui essayèrent d'établir leur protectorat moral sur le sultanat de Stamboul en l'opposant aux nationalistes d'Angora restent perplexes devant ce phénomène de psychologie musulmane, et y entrevoient une occasion nouvelle de regagner les sympathies des partisans du califat temporel. Même dans les milieux où la psychologie islamique est mieux comprise, on se demande avec anxiété ce que signifie le geste d'Angora.

Depuis des siècles l'Europe semblait unanime en faveur des chrétiens d'Orient et contre l'Islam turc en particulier : par solidarité religieuse d'abord, ensuite en vertu d'une erreur propagée par des observateurs superficiels ou trop passionnés de la doctrine et de la vie musulmanes, qui déclaraient que l'Islam est l'ennemi du progrès humain et qu'il n'y a rien à espérer pour la civilisation moderne des Turcs ni des musulmans en général. Toute tentative de remplacer les Etats musulmans par des formations chrétiennes ou contrôlées par des chrétiens devait donc être accueillie et soutenue. Ceux qui, par tolérance religieuse, n'accusaient pas l'Islam, réservaient leur sévérité aux Turcs, qui sont probablement la race la plus calomniée et la plus haïe de l'histoire.

Ce sentiment farouche de turcophobie se révèle dans la plupart des discours anglo-saxons, qu'ils soient de Gladstone, de M. Lloyd George, du secrétaire d'Etat américain Hughes, ou des hauts dignitaires ecclésiastiques. Les massacres ne suffisent pas pour l'expliquer, car des témoins irrécusables ont prouvé que les chrétiens du Levant y ont eu leur part très active, et l'histoire des vraies responsabilités morales dans la lutte des races et des religions en Orient depuis un siècle n'a pas encore été écrite d'une manière impartiale. Mais il faut noter que, dans cette campagne, les théologiens des deux hémisphères sont au premier plan, tandis que les appétits économiques plus ou moins avoués se drapent toujours de belles théories humanitaires.

Les théologiens qui, en se cachant derrière la diplomatie et

la haute finance, se sont lancés dans la question d'Orient sont sans doute surtout victimes de leur ignorance. L'Islam et les Turcs, qui le portèrent jusqu'au cœur de l'Europe, ne sont que tout récemment devenus l'objet d'une recherche scientifique désintéressée; il y manquait jusqu'au dix-neuvième siècle et des moyens d'investigation suffisants, et un esprit européen affranchi des préoccupations confessionnelles; dans certains milieux, il ne l'est pas encore tout à fait aujourd'hui. Les récits intéressés des chrétiens du Levant contribuèrent à induire les missionnaires en erreur. Tandis que la littérature et la philosophie religieuse de l'Islam attestent une épuration croissante des conceptions de la morale et de la vie humaine, au moins chez une élite spirituelle, qui, ayant purifié sa foi et étant revenue à la noble simplicité de l'éthique originale de l'Islam, prêche avec ardeur la fraternité de tous les hommes, c'est précisément l'élite intellectuelle anglo-saxonne qui demeure irréductiblement hostile à l'Islam, et reste, sauf de très rares exceptions, asservie aux idées préconçues de l'école gladstonienne. Avant la guerre, la haine du christianisme n'existait plus dans l'âme de l'élite musulmane, habituée à chercher son instruction dans les universités occidentales et à se lier d'amitié avec ses camarades d'Occident partout où les préjugés de couleur n'empêchent pas les Européens de s'asseoir à une même table avec des Orientaux. L'antique haine faisait place au désir de participer à l'œuvre de l'esprit humain sous l'égide de la science. Si, aujourd'hui, la direction morale de l'Occident est contestée par les musulmans qui réfléchissent, si dans l'Islam des éléments exaspérés tournent le dos aux institutions européennes, la faute en est à ceux qui n'ont pas su capter et retenir la volonté d'une jeunesse musulmane enthousiaste et prête à prendre pour guide et maîtresse la science de l'Occident.

Les Turcs ont de tout temps été à l'avant-garde de l'Islam, depuis le moment où ils héritèrent des califes de Bagdad la direction du Moyen-Orient. De tout temps ils ont représenté l'esprit de tolérance que leur avaient légué leurs ancêtres: la présence même de tant d'institutions étrangères dans leur empire depuis des siècles prouve que le nationalisme étroit n'est

pas une invention de leur race. L'Europe est d'autant plus surprise de les voir former de ce qui reste de leur empire un Etat national. Mais l'idée nationale découle logiquement de l'enseignement européen: si les Turcs s'emparent à leur profit d'une idée au nom de laquelle on les combattait durant tout le XIXe siècle, on aurait mauvaise grâce à leur opposer certaines traditions artificielles de l'Islam, au moment précis où ils tiennent à s'en débarrasser pour retourner à la pure doctrine islamique du califat électif. Le nationalisme turc est en train de tirer des conclusions pratiques de l'enseignement qu'il reçut d'Europe : c'est le moment qu'on choisit pour lui reprocher de faire précisément ce qu'on demandait à la Truquie depuis la charte de Gulhane de 1839. Car le geste d'Angora est la plus grande impulsion politique donnée à l'Islam, depuis le Tanzimat, en vue d'une réforme fondamentale.

La réforme de l'Islam a été déjà tentée en divers domaines. Dans la philosophie religieuse, dans la jurisprudence, dans la morale ces tentatives remontent jusqu'aux rationalistes musulmans, les Mou'tazilites du XIe siècle. L'Islam n'a jamais cessé d'être en voie de transformation. Mais les essais de réforme entrepris par des sectes musulmanes, si sincères qu'ils fussent, ne purent que rarement engendrer des résultats pratiques durables. Purifier la foi et les croyances, corriger les mœurs et élever la morale de certains peuples primitifs en Orient, c'a été le but de tout un monde de penseurs, de chefs de confréries, de marabouts ou de simples croyants; mais la marche en avant de l'Islam exigeait autre chose. Pour qu'une réforme fondamentale des institutions islamiques eût la moindre chance d'universalité, il fallait qu'elle réunît deux conditions essentielles et préalables : 1° qu'elle ne se fît pas sous la pression de l'Europe; 2° qu'elle vînt d'une nation musulmane forte, énergique et indépendante.

Ces deux conditions sont remplies aujourd'hui par les Turcs. La première réforme turque, celle du Tanzimat, inaugurée sous l'influence des idées françaises, en 1839, par la charte de Gulhane, échoua parce que, entreprise sous la pression de l'étranger, elle consacrait l'intervention extérieure au lieu

de l'éliminer à tout jamais[1]. Un Anglais éclairé, le meilleur historien de l'Islam politique que l'Europe ait jamais produit, David Urquhart, essaya à ce moment de détourner la diplomatie européenne des conceptions erronées qui consistaient à imposer à la Turquie des réformes élaborées dans les chancelleries gouvernementales de Londres, de Paris ou de Pétersbourg. Il se prononça énergiquement contre l'application inintelligente des formules européennes en Orient, et préconisa avec ardeur le maintien des bonnes traditions musulmanes, dont il vantait la vitalité. Il recommanda l'admission de la nation turque dans le système européen, fermement convaincu que, si l'on réussissait à empêcher les incessantes interventions de l'étranger dans ses affaires, la Turquie redeviendrait un élément très utile et très prospère de l'équilibre mondial et continuerait avec gloire son rôle historique d'avant-garde des idées occidentales en Asie. Entre 1830 et 1860, il préconisa l'abstention pure et simple des puissances européennes dans la question des réformes, afin que l'évolution historique qui devait transformer les peuples musulmans en nations modernes pût s'accomplir de manière naturelle, avec la collaboration d'Européens éclairés et initiés aux choses orientales, choisis pour leur compétence, à l'abri de toute intervention diplomatique et de toute intrigue internationale. Laisser l'initiative et la réalisation des réformes dans les mains des représentants authentiques de la science de l'Orient et de l'Occident, au lieu d'en faire un épouvantail dans les mains des diplomates, c'est l'un des meilleurs conseils qu'il ait donnés aux puissances européennes, et il garde toute son actualité, Un siècle avant M. Franklin Bouillon, Urquhart fut le premier à comprendre que le problème turc, sous la forme où le posaient devant l'Europe les détracteurs de l'Islam, était une mystification destinée à provoquer les massacres que l'on voulait pouvoir dénoncer pour mieux pêcher dans l'eau trouble de la question d'Orient. La diplomatie n'a jamais compris

1. Voir mon étude : *L'Europe en Asie Mineure* (seconde édition), Paris, de Boccard, 1922.

que l'essence du problème était de changer de fond en comble les rapports de l'Europe et de l'Asie, en permettant à une religion noble et à des races valeureuses de résoudre à l'abri des intrigues extérieures les questions vitales de leur existence. Au fond, la politique française actuelle en Orient n'est qu'une tentative de reprise des idées anglaises que David Urquhart avait prêchées à son pays et que l'opposition gladstonienne empêcha lord Beaconsfield de réaliser.

* * *

La réforme de l'Islam ne peut venir que d'une nation musulmane dont le prestige soit intact aux yeux de tout l'Islam, et l'indépendance garantie par sa propre force et ses propres institutions. Ceux qui affirment que l'Islam est figé dans ses dogmes, et que tout effort est condamné qui tend à l'affranchir de traditions stéréotypes contraires aux exigences de la vie moderne, oublient que la thèse d'un Islam immobile n'a jamais été vraie, que l'Islam fut de tout temps secoué par tous les mouvements d'idées de l'histoire. Sa jurisprudence, qu'il s'agit de réformer aujourd'hui, décèle déjà l'influence du droit romain. Son développement dogmatique lui-même est marqué au coin de la pensée hellénistique, tandis que sa philosophie s'est approprié des idées néo-platoniciennes et indiennes. Ce caractère réceptif de l'Islam a été magistralement démontré par le plus grand orientaliste de notre temps, le professeur Goldziher, de Budapest, dans ses célèbres *Leçons sur l'Islam*[1]. Goldziher a prouvé que l'Islam a manifesté son aptitude à l'assimilation organique et à la refonte des éléments étrangers au cours de toute son histoire. C'est à tort, dit-il, qu'on rend l'Islam responsable d'imperfections morales et d'une stagnation intellectuelle dont les causes sont les aptitudes ethniques et le climat. Au point de vue moral, l'Islam continue à être un empire mondial digne de toute la sollicitude des penseurs;

1. Destinées à un congrès d'orientalistes tenu aux Etats-Unis, auquel l'illustre savant ne put plus se rendre à cause de l'état de sa santé.

mais entre l'Islam doctrinal et l'Islam historique, il y a une infinité de nuances, et le développement futur de l'Islam dépend précisément de l'attitude que prendront à son égard l'Europe et l'Amérique. Or la politique orientale de certaines Eglises européennes n'est que trop faite pour rendre l'Occident odieux dans toute l'Asie.

III. — Le rôle des Turcs et la doctrine islamique.

Les Turcs sont parmi les musulmans la race politique par excellence. Du moment où ils succédèrent aux Arabes dans la direction de l'Islam, ils réussirent à jouer, et longtemps avec succès, le rôle d'intermédiaire entre l'Orient et l'Occident. La Turquie ouvrit les portes de l'Asie à la civilisation occidentale, longtemps avant le Japon. Dans tous les domaines de l'activité humaine, elle servit de trait d'union entre les deux continents, en mettant en contact les deux hémisphères du globe grâce aux mélanges de races dont l'Empire ottoman fut le théâtre depuis l'apparition de l'Islam. Je sais bien que le plus récent tableau d'ensemble, *L'Islam et les Races*[1], semble aboutir à des conclusions diamétralement opposées aux miennes, à une condamnation pure et simple du mouvement national turc.

Mais c'est que, comme tant de ses prédécesseurs parmi les observateurs qui, venus du dehors vers l'Islam, le jugent du dehors, sans avoir réussi à pénétrer dans l'âme orientale, l'auteur français de ce livre préconise une politique de division à l'égard de l'Islam, espérant parer ainsi plus facilement au danger panislamique, ce spectre des esprits timides. Il reproche aux Turcs d'être la race la plus intolérante de l'Islam. Mais Goldziher, dont l'autorité scientifique est unanimement reconnue, dit au contraire que « l'élévation des Ottomans au rang de première puissance du monde islamique refoula de plus en plus, sur les territoires soumis à leur souveraineté, l'into-

1. *L'Islam et les Races*, par le capitaine André. Paris, Geuthner, 1922.

lérant rite hanbalite, pendant que l'influence du système hanafite (auquel appartiennent les Turcs) croissait en proportion ». Il suffit d'ailleurs de parcourir les statuts organiques accordés par les Turcs aux communautés chrétiennes à l'époque de la conquête ottomane[1], pour prouver que leur tolérance en matière religieuse est exemplaire et dépasse celle des races européennes dans la même période de l'histoire. Si plus tard l'Islam turc est parfois retombé sous l'influence d'une théocratie intolérante, ce n'est pas une raison suffisante pour porter sur son rôle historique un jugement d'ensemble si superficiel, et qu'aussi bien, au point de vue de la race, rien ne justifie. On sait qu'à l'époque de Djenghiz Khan et de Timur, les Mongols et les Tartares étaient affranchis de fanatisme religieux, et que les grands Khans assistaient aux cérémonies de tous les cultes, dont ils reconnurent l'égale utilité pour l'Etat; que les grands empereurs des Indes, tous de souche turque, furent au XVI^e^ siècle de véritables libres penseurs, et que l'un d'eux, Akbar, Turc de pur sang, rêva de la formation d'une religion synthétique où la Madone, dont l'image lui fut apportée par des moines portugais, eût joué un rôle éminent. Les différents rameaux de la race turque, qui donna des empereurs à trois continents, de la Chine jusqu'au sud de la Russie, ont eu un rôle historique analogue à celui des Romains. Les Empires qu'ils fondèrent, servirent, comme l'Empire romain, d'intermédiaires entre plusieurs systèmes de civilisation et furent très longtemps les principaux agents du contact entre l'Europe et l'Asie. L'Empire britannique lui-même n'est que leur successeur plus heureux dans certaines parties de l'Asie, l'héritier de ce rôle d'organisateur du continent asiatique qui a si profondément marqué l'histoire des Turcs.

Très amoindri, mais toujours très intéressant, ce rôle continue à être celui de la nation turque en Asie mineure. Elle est là chez elle, dans son foyer national par excellence (depuis les Seldjoukides), et elle y est toujours nécessaire dans l'inté-

1. Réunis dans l'édition d'Oxford par le professeur George Young, ancien diplomate anglais.

rêt à la fois de l'équilibre du Proche-Orient et de l'équilibre moral entre l'Orient et l'Occident. Cependant, en raison des puissants intérêts économiques qui sont liés aux marchés de matières premières de l'Orient, les Turcs ne peuvent plus se soustraire à la réorganisation et à la refonte de leurs institutions sociales, juridiques, financières, de leur agriculture aussi bien que de leurs méthodes de culture générale. C'est la tâche que se proposent les réformateurs d'Angora. Lesjuger de loin, à plus de 3.000 kilomètres de distance, sans examiner à fond les mobiles de leurs actes, est d'autant plus téméraire que ceux qui les condamnent ont commis et continuent de commettre les erreurs les plus énormes dans des circonstances moins compliquées et au milieu d'une civilisation définitivement assise.

Les paysans d'Anatolie n'entendent rien aux subtilités des chancelleries. Pour comprendre leur état d'âme, pour juger la matière humaine, si l'on peut dire, qui se trouve derrière Mustafa Kemal, il faut songer à des situations analogues dans l'histoire, celle de Koszciuszko ou celle de Kossuth. L'un avait derrière eux le paysan polonais. l'autre le paysan hongrois, qui ne comprenaient rien aux grandes combinaisons de la politique internationale; et l'un et l'autre furent victimes de ces combinaisons. Ne nous étonnons pas que Mustafa Kemal, dont le pays se réclame aujourd'hui des principes de la Révolution américaine de 1776,ne tienne nullement à partager leur sort, mais préfère celui de Washington.

Si quelque chose doit rassurer l'Europe, c'est précisément la déchéance du sultanat et la proclamation de la souveraineté nationale turque. Après la chute des Habsbourg, des Hohenzollern et des Romanof, celle des padichahs reste dans la logique de l'histoire. C'est la fin d'une vieille et désuète formule de l'absolutisme oriental. C'est une grande impulsion donnée aux futures réformes, qu'il faudra élaborer dans le calme, lorsque la paix aura été rétablie dans le Proche-Orient. Mais il importe dès maintenant que l'Europe demeure neutre et objective dans ce com at des nouvelles forces musulmanes contre les vieilles formules. Il importe que personne ne prête aide à la réaction musulmane contre les Turcs, qui cette fois représen-

tent vraiment un effort sincère d'adaptation des institutions à des principes nouveaux. La Grande Assemblée d'Angora, qui fait revivre la vieille forme gouvernementale des *Kouroultaï*, n'est certainement pas la dernière étape de l'évolution turque. Il faut la juger non à ses gestes pris isolément, mais comme une tentative originale de rendre la voix au peuple dans un pays qui, depuis un demi-siècle, vit se succéder sur le trône de Mohamed le Conquérant et de Soliman le Magnifique un despote, un faible d'esprit et un traître. C'est une immense révolution qui s'ouvre dans l'Islam, et dont nous ne voyons que le commencement. Il faut attendre et observer.

La doctrine islamique n'est nullement en contradiction avec cet événement. C'est l'éternelle lutte entre le principe de la sécularisation et celui de l'Etat-Eglise qui recommence. Les musulmans de la vieille école crient à l'athéisme et accusent les Turcs d'impiété. Pourtant le principe électif est à la base même de l'Islam, dans l'institution de l'*Idjma*, du consentement de la majorité des musulmans à toute proposition nouvelle. « Le principe de l'*Idjma* », dit Goldziher, « contient en germe la faculté pour l'Islam de se mouvoir librement et d'évoluer. Il offre un correctif opportun à la tyrannie de la lettre morte et de l'autorité personnelle. Il s'est affirmé, au moins dans le passé, comme le facteur primordial de la capacité d'adaptation de l'Islam. Que pourrait donner dans l'avenir son application conséquente[1]? »

Acculés au choix entre l'Eglise d'*Idjma* et l'Eglise d'autorité, entre la réforme de l'Islam par un nouvel accord de la nation musulmane et le maintien d'une institution captive de l'étranger, les Turcs viennent de renverser une tradition artificielle, qui n'a jamais eu pour elle la pure doctrine islamique. Le dilemme tragique qui si longtemps paralysa par les luttes religieuses l'évolution de l'Islam se pose une fois de plus : est-ce le moment pour les Européens de se mêler de cette lutte et d'affaiblir les Turcs qui donnent enfin, de leur propre initiative, sans pression étrangère, l'impulsion décisive à la réforme de l'Islam?

1. Goldziher, *Le dogme et la loi de l'Islam*, (édition française) p. 46.

La pure doctrine islamique tient toute idée neuve pour parfaitement compatible avec l'enseignement essentiel de Mahomet, si elle reçoit l'assentiment de la communauté musulmane. Le principe de l'*Ijdma* signifie que « ce qui est reçu par toute la communauté musulmane pour vrai et juste, doit passer pour vrai et juste. Tout ce qui a l'assentiment général des adeptes de l'Islam est juste et prétend à être obligatoirement reconnu, et n'est juste que sous la forme que lui donne l'assentiment général, le *consensus*... Seuls valent comme autorités doctrinales les hommes et les écrits reconnus comme tels par le sentiment général de la communauté, non dans des synodes et des conciles, mais par une *vox populi* presque inconsciente, qui dans sa collectivité est censée ne pas pouvoir se tromper[1] ». Le califat doit être conféré au plus digne par le libre choix de la communauté.

On voit quels sont les principes que les Turcs peuvent invoquer pour justifier le geste par lequel ils ont posé le problème de la transmission de l'imamat. Certes, Angora prétend à trouver la nouvelle solution dans sa propre sphère. C'est là-dessus que s'engage la discussion dans le monde musulman. Gardons-nous de nous y mêler, l'unanimité se formerait immédiatement contre l'étranger, et nous compliquerions la question de nos rapports futurs avec l'Asie, au lieu de la simplifier. Laissons les musulmans organiser à leur gré le grand congrès islamique qui sera appelé à trancher le problème des réformes. Déjà des voix se font entendre, de tout l'horizon de l'Islam, pour reconnaître à Angora le droit moral de diriger cet immense débat, au titre de la victoire sur l'adversaire byzantin. Les forces spirituelles qui ont mis en mouvement l'Islam ne deviendraient dangereuses que si l'Europe et l'Amérique s'opposaient à leur épanouissement et les irritaient en essayant de recourir à la violence brutale.

1. Goldziher, *op. cit.*

IV. — La tragédie de l'Islam et la nouvelle Turquie.

L'Islam, qui fut à l'origine une petite communauté religieuse à la Mecque, une organisation politique primitive à Médine, devint un empire mondial, fondé d'abord sur le glaive comme le Saint Empire romain, puis après l'émiettement des Etats musulmans, sur le sentiment très élevé qui fait des musulmans la plus grande confraternité humaine du monde. Aux yeux de Mahomet, ce qui unit les races humaines, c'est le sentiment de la dépendance de tous vis-à-vis du seul Dieu. Ecoutons le Coran : « Ne vous divisez pas; souvenez-vous des bienfaits d'Allah à votre égard, car auparavant vous étiez ennemis, mais à présent il a lié vos cœurs, de sorte que vous êtes devenus des frères ».

Ces nobles exhortations se heurtèrent longtemps aux mœurs ancestrales des peuples qui suivirent Mahomet, et l'Islam devint une religion de la féodalité, comme le christianisme au moyen âge, pour la simple raison que la féodalité régnait en Orient comme en Europe, et que les seigneurs des terres d'Islam adaptèrent la religion aux besoins de leur cause. Les principes du césaropapisme furent imposés à l'Islam par des influences zoroastriennes lors de l'avènement des Abbassides au califat, après la chute des Ommayades, accusés de mœurs trop mondaines[1]. Affranchir l'Islam de la tyrannie de l'esprit théologique formaliste, le conduire à la science par l'éducation, telle doit être la tâche des réformateurs de l'Orient; ne pas encourager l'opposition des piétistes, ne pas faire le jeu du parti religieux intransigeant, tel le principe de ceux qui portent la responsabilité de la politique orientale de l'Europe et de l'Amérique. L'Islam sort à peine de la phase théologique de son développement, et bien des transformations sociales et économiques sont encore nécessaires pour en faire, ou plutôt en refaire, par l'évolution des institutions islamiques selon l'esprit véridique du Prophète, la religion de l'égalité de tous les hommes.

1. Max Weber : *Wirtschaft und Gesellschaft*, p. 473, Tübingen, Mohr, 1922.

Le véritable esprit de l'Islam n'a rien qu'un bon Européen ne puisse approuver. M. Ameer Ali, l'un des plus grands savants musulmans vivants, l'a magistralement démontré. Ce penseur éminent, en qui, plus qu'en aucun de nos contemporains, s'unissent la science historique de l'Orient et celle de l'Occident, vient de publier une édition revue de son apologie de l'Islam, en y ajoutant un chapitre nouveau qui est de grande actualité. Il y donne une description vraiment impressionnante, dramatique, de la lutte formidable entre les idées de progrès et le principe d'autorité immuable qui secoua l'Islam du x^e^ au xiv^e^ siècle et finit par le triomphe de la tradition, en dépit des instructions originales du Prophète. En lisant cette nouvelle édition de *The spirit of Islam*, on s'étonne plus que jamais que l'Empire britannique n'ait pas su découvrir la valeur pratique des conseils de sagesse qui se dégagent avec une force irrésistible de la thèse de M. Ameer Ali. Avoir à sa portée tant d'expérience et de loyauté au service de tant de science et n'en point profiter, c'est de quoi faire rêver l'historien qui aura à juger les conséquences de ce qui se passe depuis la confection du traité de Sèvres.

Ce qui ressort de la façon la plus lumineuse de l'exposé de M. Ameer Ali, c'est que le x^e^ siècle fut le siècle tragique par excellence de l'Europe et l'Asie. Il m'a toujours paru la période la plus fatale des destinées du monde, en ce sens que tous les problèmes diplomatiques et toutes les questions de races d'aujourd'hui sont nés au moment de la grande migration des peuples. M. Ameer Ali confirme cette vue, mais en l'élargissant singulièrement. Tandis que le continent européen était déchiré par les appétits matériels, par les besoins animaux des races qui se disputèrent au x^e^ siècle les pâturages et les habitats du seul climat doux alors connu, le continent asiatique, déjà travaillé par l'Islam et en pleine fermentation intellectuelle, fut le théâtre d'une lutte analogue, mais avec ceci de spécial qu'elle était à un degré supérieur une bataille d'idées sur le problème du bien et du mal. Alors que l'Europe se déchirait pour avoir de quoi manger, l'Asie musulmane, hautement civilisée, vit naître une bataille religieuse et philosophi-

que sur le vrai sens du Message de Mahomet, sur lequel les Mou'tazilites et les partisans d'un dogmatisme rigide ne parvenaient pas à s'entendre. L'école rationaliste demandait une interprétation moderne des enseignements du Prophète, en se fondant sur l'évidente opportunité de ses actes, et en posant comme principe la responsabilité individuelle de l'homme, sa liberté de se prononcer entre le bien et le mal et de se laisse guider par Dieu dans le bon chemin au moyen d'un acte de choix moral. Les partisans de cette thèse philosophique et religieuse furent nombreux depuis l'établissement de l'école de Médine, mais, à mesure que l'Islam conquit des races différentes, de mentalité peu tolérante, un dogmatisme rigide s'empara des nouveaux venus et le rationalisme musulman finit par être complètement battu au bout de quatre siècles de lutte désespérée. M. Ameer Ali retrace les principales phases de cette tragédie de l'esprit islamique, en démontrant d'une manière irréfutable comment l'Islam fut paralysé dans son ascension spirituelle par des races fanatiques, venues à la religion musulmane avec une mentalité héréditairement dogmatique. Les meilleurs esprits, les plus grands savants de l'Islam entre le X^e^ et le XIV^e^ siècle furent du côté de la liberté de pensée, même ceux qui, à l'instar du grand mystique Al Ghazzali, préfèraient la contemplation à l'action. Al Ghazzali, tout en luttant contre le rationalisme philosophique, rejette péremptoirement le dogmatisme fanatique et appelle les fanatiques les faux amis de l'Islam. Au nom de la pensée humaine, il combat les Mollah et les théologiens rétrogrades, avec des arguments sublimes et tout à fait modernes. Mais ce Pascal de l'Islam contribua involontairement à la défaite de la cause du progrès scientifique en Orient. Les exploiteurs de l'ignorance des foules utilisèrent la tendance générale à la contemplation pour tuer l'esprit d'action et de progrès.

Une scolastique formaliste s'empara ainsi de l'enseignement islamique à partir du XIV^e^ siècle, c'est-à-dire, au moment même où en Europe la scolastique commençait à agoniser et où la science moderne faisait ses premiers pas en Occident. La lutte entre Abu Hanifa et Ibn Hanbal aboutit à une

théologie dogmatique qui finit par stériliser dans l'Islam cet esprit scientifique dont la splendeur éblouissante émerveille encore aujourd'hui ceux qui étudient les sciences musulmanes d'alors, géographie, médecine, mathématiques, florissantes à Cordoue, à Séville, à Bagdad, à Basrah, à Damas et au Caire. M. Ameer Ali donne une imposante énumération de grandes figures scientifiques, de grandes découvertes intellectuelles de la civilisation islamique, et ce ne sont pas les chercheurs sérieux en Europe qui le démentiront aujourd'hui qu'en Espagne un grand savant catholique vient de découvrir l'inspiration musulmane du poème par excellence de la catholicité, la *Divine Comédie* de Dante. Malheureusement pour l'Asie et l'Europe, l'autorité de traditions factices s'appesantit sur le monde musulman, qui à partir de la Renaissance européenne ne participe plus, ou à peine, à l'évolution des sciences. Comme en Europe au moyen âge, la cause de la liberté de pensée succomba devant le principe ecclésiastique.

Plusieurs siècles de stérilité intellectuelle furent la conséquence de l'issue de cette lutte. Les historiens européens et avec eux la plupart des historiographes persans, arabes, indiens, ont pris l'habitude d'en rendre responsable une race que ses vertus militaires firent, pendant tant de siècles, maîtresse de l'Asie. M. Ameer Ali lui-même n'échappe pas toujours à cette habitude, ni dans son *Histoire des Sarrasins*, ni dans *L'esprit de l'Islam*. Comment alors auraient pu y échapper des savants européens, comme le professeur Edward G. Browne ou le professeur Margoliouth, qui se trouvent sous le charme d'une des nombreuses civilisations musulmanes dont ils ont fait l'objet de leur admirable érudition, et qui ne voient qu'un seul aspect des relations du peuple persan ou du peuple arabe avec la race que j'ai appelée la race la plus calomniée de l'histoire? L'histoire impute aux Turcs la ruine de la civilisation islamique. En dépit de quelques faits qui lui donnent une certaine apparence de vérité, cette accusation n'est point historiquement fondée. Car si ces faits, pris isolément, semblent exacts, on semble en avoir trop peu étudié et mal interprété le sens et les rapports. Le procès historique de la race turque est sujet à révision.

On affirme qu'elle n'a rien créé, rien fait, rien produit au cours d'une longue domination politique et militaire. Mais d'abord, ignore-t-on les conditions dans lesquelles les Turcs, fondateurs d'Etats en Chine, aux Indes, en Asie antérieure, entrèrent dans l'histoire? Certes, la race turque n'a jamais excellé dans le domaine de la pensée abstraite, au moins par l'originalité. Mais si le droit à la vie nationale dépendait de l'originalité de la pensée abstraite d'une race, quelques-unes de celles qui comptent en Europe se trouveraient en situation précaire. Les rôles se distribuent entre les races et les nations selon leurs aptitudes spéciales, et jamais on n'a pu reprocher à un grand homme d'action de n'avoir rien inventé en littérature ou en art. Vus sous l'aspect international, les Romains, auxquels on compare si volontiers les Anglo-Saxons, ressemblent beaucoup plus aux Turcs qu'on ne pense. La pensée romaine et la pensée turque ont en commun d'être toutes deux tournées vers l'action politique, et de ne considérer les choses de l'art que du point de vue de l'agrément. De même que les Romains ont puisé leurs idées aux sources grecque et égyptienne, les adaptant à leurs besoins et à leur niveau, de même les Turcs adoptèrent les civilisations musulmane, persane, arabe, indienne, avec lesquelles ils furent en contact. Ils jouèrent le rôle d'organisateurs et de gouverneurs dans plusieurs continents, exactement comme les Romains, sur un autre plan, sans doute, avec d'autres moyens, dans un milieu humain tout à fait différent, mais enfin ils le jouèrent longtemps avec succès, et c'est grâce à leurs expéditions que les diverses civilisations asiatiques se connurent et se pénétrèrent, pour aboutir à une synthèse de civilisation musulmane qui est encore en devenir, et qui ne s'achèvera que si la civilisation occidentale apparue en Asie par l'intermédiaire des Français et des Anglais y aide efficacement, généreusement et de manière pratique.

Ce qu'il faut à l'Islam turc, c'est l'éducation moderne et scientifique. Il lui faut se débarrasser de la scolastique stérile, des formules archaïques de sa vie intellectuelle. Ceux qui croient que les Turcs constituent parmi les musulmans la race la moins

apte à la réforme que préconise avec M. Ameer Ali toute l'élite islamique, sont victimes d'une erreur sciemment répandue d'abord par les vaincus de l'Asie iranique, ensuite par les candidats qui, depuis plus de deux siècles, convoitent la succession des Turcs. Tout au contraire, une mentalité peu faite pour les spéculations imaginaires de l'esprit, la mentalité éminemment pratique des Turcs, est la seule dans l'Islam qui puisse se défaire facilement des vieilles formules théologiques et s'attacher à l'œuvre des réformes, à condition que celle-ci soit laissée à leur initiative, et ne fournisse jamais prétexte à intervention étrangère dans leur gouvernement. Le prétendu fanatisme turc est un produit de l'imagination européenne ; jamais race ne fut plus docile aux enseignements de la tolérance religieuse que les Turcs, lorsqu'on leur permit de ne pas suivre les Mollah étrangers qui venaient en Turquie leur prêcher des subtilités métaphysiques auxquelles ils ne comprirent jamais grand'chose. Comme toute autre religion, l'Islam prit figure fanatique là où les races qui s'y convertissaient étaient de nature fanatique. Le catholicisme qui devint fanatique en Espagne n'a-t-il pas toujours été tolérant en Hongrie? Dans les mains des Habsbourgs ultramontains, il fut instrument de persécution religieuse, mais il se transforma lentement lorsque l'esprit général de l'Europe commença à s'améliorer. De même, le fanatisme religieux est, en Turquie, un produit accidentel, dont la responsabilité ne charge pas la race turque, en dépit de trop nombreuses pages sanglantes dans son histoire ; elles sont dues à d'autres causes politiques ou sociales, mais rarement au fanatisme religieux. Songeons aux observations de Renan sur les causes ethniques du fanatisme sémitique.

L'appel si dramatique à une réforme législative et sociale de l'Islam, que M. Ameer Ali adresse à l'Eglise sunnite ne sera nulle part mieux compris que dans cette Turquie qui fut de tout temps l'avant-garde du monde sunnite. Pour imposer au monde islamique cette réforme indispensable, la race turque possède un immense avantage : elle sait déjà ce qu'il en coûte à une nation fière de s'être laissé endormir par les théologiens de vieux style. Elle a souffert plus qu'aucune autre nation

historique, elle s'est fait une volonté de fer et une conscience nationale. Elle a même un mérite que l'Europe a perdu depuis Napoléon : la race turque obéit à ses chefs. A Sainte-Hélène, Napoléon regrettait de ne pas avoir eu des musulmans sous ses ordres au lieu d'Européens. Aujourd'hui la notion du chef n'existe plus qu'en Asie. Les Turcs l'ont dans le sang; ils se dévouent à celui qui les commande, du moment qu'ils voient en lui un envoyé de Dieu et un père du peuple. Immense vertu qui aurait pu depuis longtemps tourner à l'avantage de l'Europe en Asie, si l'Occident avait compris la valeur d'une alliance honnête avec les Turcs ! Ceux-ci n'ont jamais trahi leurs alliés: de traités dûment négociés, sur la base de l'égalité, leur histoire n'en connaît pas qui aient été déchirés comme des chiffons de papiers.

V. — La lâche de l'Occident

Que peut faire l'Europe en face de la nouvelle Turquie?

Créez des classes moyennes musulmanes économiquement fortes, relevez par le travail les masses prolétarisées de l'Orient; vous ferez de l'Islam une religion aussi « bourgeoise » et aussi « pacifique » que le christianisme du XIX^e^ siècle. Permettez aux musulmans d'avoir leurs filatures de coton, leurs fonderies, leurs fabriques, leurs organisations commerciales et financières autochtones, d'étendre leurs coopératives; surtout, aidez la Turquie à développer ses universités et ses écoles supérieures de tout genre, en l'assistant avec sympathie au lieu de lui imposer vos formules toutes faites; vous verrez alors se former une élite sympathique à la science de l'Occident, et qui en appréciera les bienfaits. Mais ne songez pas à imposer à l'Islam les vices de la civilisation occidentale dont l'Europe elle-même meurt. L'industrialisme qui créa les casernes modernes des villes mercantiles dénuées de beauté n'a rien d'attrayant pour l'âme orientale. Il faut que les musulmans apprennent de nouveau à tisser leurs vêtements, à cultiver leurs champs avec les machines modernes, à diriger leurs fabriques, afin de pourvoir à leurs besoins par leurs pro-

pres moyens; mais c'est tout. N'essayez pas de leur ôter la simplicité de leurs mœurs, la poésie de leur nature.

Enlevez la question d'Orient aux diplomates et aux politiques qui l'empoisonnent depuis des siècles, et remettez-la aux hommes de science qui seuls peuvent rendre à l'Orient cette supériorité que les historiens reconnaissent qu'il a possédée jusqu'à l'époque de la Renaissance. L'Islam est tombé parce qu'il a cessé de suivre l'évolution des sciences. Il est évident que la science seule peut lui rendre la place qui lui est due dans le conseil de l'humanité. C'est dans le domaine de l'enseignement surtout que l'Occident peut et doit rendre service à l'Orient.

L'enseignement anglais a fait de son mieux aux Indes, et il ne convient pas de diminuer son œuvre. Mais, du point de vue moral, il a échoué pour n'avoir pas su s'attacher l'âme de ceux auxquels il ouvrait des horizons nouveaux. Il a donné aux musulmans de l'Inde l'instrument le plus pratique qui puisse servir à la communication des idées : la langue anglaise. Pour élever leur plainte à la face du monde, c'est en anglais qu'ils doivent l'exprimer. Mais le programme de Macaulay qui, dans son fameux discours au Parlement britannique, il y a un siècle, préconisa l'éducation anglaise aux Indes pour faire des Anglais « de couleur », a été condamné à l'échec par les préjugés anglais contre les races non chrétiennes. Ainsi ce grand effort d'instruction n'a fait que des malheureux, car on n'enlève pas impunément à une race le sentiment de sa dignité humaine. Combien encourageant est par contre l'exemple des écoles françaises de Turquie et d'Egypte, qui ont véritablement contribué à créer l'âme nouvelle de l'Islam sans lui ôter la conscience de sa dignité !

Les aspects moraux du problème ne doivent pas faire perdre de vue que même économiquement, l'Occident n'a qu'à gagner au relèvement politique des peuples musulmans. Sans doute le désordre semé par la politique des partages assura sur le papier des sphères d'influences considérables aux puissances copartageantes. Mais en réalité aucun des accords faits en dehors des Turcs n'a pu être exploité au sens économique

du mot, ni même appliqué en toute tranquillité. Si l'on songe que la construction du chemin de fer de Bagdad a été l'une des principales causes des rivalités internationales dont est sortie la guerre, si l'on se rappelle toutes les convoitises qui se heurtaient en Asie mineure, cette terre de jonction de deux continents et de deux conceptions de la vie, si l'on se remémore toutes les intrigues que chacun des prétendants à la domination économique des grandes routes intercontinentales forgeait contre tous les autres, et si l'on constate qu'en fin de compte personne ne domine véritablement dans l'intérieurde cette contrée si contestée, sinon les Turcs eux-mêmes qu'il s'agissait d'évincer, on reste stupéfait devant ce phénomène paradoxal de tant d'efforts diplomatiques et politiques donnés au total dans le vide. On a voulu résoudre le problème turc sans les Turcs : à quoi a-t-on abouti? L'Asie mineure, dûment partagée sur le papier en Dieu sait combien de zones économiques, ne profite finalement à aucune des puissances copartageantes; elle leur échappe plus que jamais, bien qu'elles ne veuillent lâcher leur titre de papier qu'après avoir épuisé tous les moyens d'intimidation. L'occupation des périphéries de l'Anatolie a-t-elle au moins rendu des services réels aux occupants? Si nous en croyons les spécialistes, il n'en est rien : ce sont politiquement des guêpiers, financièrement des gouffres, diplomatiquement des sources de querelles éternelles. Est-ce que la sagesse la plus élémentaire ne dicte pas à l'Europe de conclure un accord direct, en parfaite égalité avec les vrais maîtres du Moyen-Orient qui sont par excellence la race politique de l'Islam?

La question d'Orient ne peut être résolue que par l'admission des Turcs dans la famille des nations. C'est le seul moyen d'asseoir les rapports entre l'Europe et l'Asie sur une base nouvelle. La force turque pourrait alors redevenir, comme elle le fut si longtemps, une force d'ordre en Asie. Mais si l'on continue à vouloir la comprimer par des moyens artificiels et improvisés, elle envenimera les relations de l'Asie musulmane avec l'Occident, en reprenant le rôle d'avant-garde de la révolution mondiale dans ce monde asiatique déjà surexcité contre la race blanche.

Toute œuvre d'apaisement en Orient deviendrait alors impossible. Quoi qu'il arrive, les Turcs possèdent une porte de sortie vers l'Asie centrale et le Caucase. Aucune mesure de coercition ne pourrait les empêcher de se retirer, leurs forces intactes, dans une contrée de race turque et de religion musulmane. Ils y seraient toujours chez eux, et, poussés au désespoir, continueraient une lutte certes sans issue, mais très dangereuse pour le repos et la paix du monde.

Appuyés d'un côté sur la Révolution russe qui ne demande pas mieux que d'étendre l'incendie en Asie, de l'autre sur le monde islamique du Caucase et de l'Asie centrale, les Turcs pourraient attendre indéfiniment le moment où le monde, de toute nécessité, finira par comprendre qu'on ne sortira pas du chaos économique et moral de l'univers par les méthodes antimusulmanes. Il y a encore une élite turque qui regarde avec regret vers l'Occident : il suffirait de la brusquer à Lausanne pour la rejeter définitivement vers les profondeurs asiatiques et provoquer ainsi des dangers qui éclateraient avec une violence inouïe[1].

Les puissances occidentales semblent surtout tenir à leurs conquêtes économiques en Orient. Mais ces conquêtes ne valent plus grand'chose pratiquement, car jamais plus les privilèges qui vont à l'encontre des idées modernes sur les droits de l'homme ne pourront être exploités en tranquillité. Les moyens militaires ne suffisent plus pour comprimer des forces spirituelles. La position économique de l'Islam ne pourra être vraiment utile qu'aux puissances qui tiendront compte de ces forces spirituelles. En Orient, l'esprit et la matière forment encore un tout organique. Les terres d'Islam renferment les richesses les plus essentielles en matières premières, et le grand moteur de la politique mondiale contemporaine, le pétrole, n'est nulle part aussi abondant qu'en Orient. C'est une politique de conquêtes morales qu'il faudra faire pour arriver à jouir pratiquement des ressources économiques du monde musulman au profit du monde tout entier. Une guerre à outrance contre

1 Voir *L'Europe en Asie Mineure*, p. 44-52.

l'Islam, qu'elle fût menée sur le papier par des comités ecclésiastiques, ou sur le champ de bataille avec les armes de la technique militaire, n'aboutira qu'à augmenter la confusion économique de l'univers et à ruiner toute perspective de relèvement. Par contre, la reconnaissance des aspirations de l'Islam comme force internationale et comme grande puissance morale et politique rendra aux énergies dirigeantes de l'économie mondiale la possibilité de se déployer en Asie, mais selon les principes d'égalité de traitement et de porte ouverte qui ont fait la grandeur économique du XIX^e^ siècle.

Le principe de la porte ouverte constitue le grand levier qui pourrait mettre en mouvement les Etats-Unis en faveur d'une politique de justice à l'égard de l'Islam et la Turquie. Jusqu'ici nous ne voyons en Amérique aucune trace d'une politique musulmane intelligente. Par une propagande fanatiquement antimusulmane, les missionnaires américains en Orient troublent la vue des chefs de la plus formidable puissance économique qui se soit jamais constituée dans l'histoire du monde. Pourtant, c'est les principes américains de 1776 dont la Turquie revendique aujourd'hui le bénéfice; elle offre en échange au monde économique la même possibilité de libre concurrence internationale qui fit la grandeur des Etats-Unis et de tout le monde anglo-saxon. Les Etats-Unis ne peuvent pas, en fin de compte, renoncer à formuler un programme de politique musulmane, bien qu'ils n'aient de musulmans qu'aux Philippines. Leur assistance économique est nécessaire au relèvement de l'Orient, tout comme à celui de l'Occident; s'ils consentent à entendre le bon sens, au lieu de ne suivre que les semeurs de haine religieuse, ils deviendront d'un seul coup aussi populaires dans l'Orient islamique qu'en Chine où, pour avoir défendu naguère l'intégrité du pays, ils ont conquis une position économique hors de pair.

Les grandes compagnies d'exploitation économique, dont les capitaux et l'organisation sont indispensables à l'Orient, n'auront pas de meilleur appui que ces peuples musulmans profondément reconnaissants à leurs bienfaiteurs. La morale islamique défend sévèrement la perfidie même à l'égard des

non-musulmans; tous les observateurs impartiaux de l'Islam donneront raison à Goldziher, qui pose cet axiome[1]. La pacification de l'Orient islamique ne nécessite nullement l'emploi des méthodes brutales dont on a usé à son égard avec un succès très éphémère. Il suffit de s'approcher de l'Islam avec la même bonne foi et la même bonne volonté que Mahomet témoignait si volontiers aux chrétiens et aux juifs de son époque. Dire qu'on n'est pas contre l'Islam lorsqu'on prêche la turcophobie, se servir d'une race ou d'une école musulmane contre une autre, c'est faire appel aux pires instincts de l'âme orientale, au lieu d'en faire valoir les vertus qui tendent à la fraternité humaine. C'est faire une politique méchante et stupide à la fois, car du point de vue économique l'unité morale de l'Islam favorise, au lieu d'y mettre obstacle, la réforme musulmane si nécessaire au progrès matériel de l'Asie.

Continuer la propagande turcophobe, c'est manifester que l'Occident persiste à se mêler d'une question morale vitale pour tout l'Islam, en arrêtant la marche de la Réforme islamique. Il n'appartient qu'aux musulmans de vider entre eux ce débat passionnant. Si l'Islam, dans sa grande majorité, — comme il est évident — considère les Turcs comme les champions de la Réforme, si Mustapha Kemal pacha passe pour le vrai Iman de l'Islam qu'il sut réveiller d'une longue torpeur, si au fond des âmes musulmanes l'*Idjma*, l'accord est déjà fait pour conférer à Angora le droit de diriger l'Islam vers des destinées meilleures, inclinons-nous devant le choix de l'élite musulmane, et ne faisons pas le jeu des foules ignorantes. L'esprit européen ne peut que profiter du mouvement turc, et en fin de compte le profit spirituel compte devant l'histoire plus que ces gains et ces dividendes dont la diminution fait trembler tant de détenteurs de caisses remplies jusqu'ici aux dépens de l'Orient. Travaillons avec l'élite modérée des Turcs au relèvement de l'Islam, au lieu de la combattre au nom de préjugés surannés.

1. Goldziher, *op. cit.*, p. 23.

VI. — L'Empire britannique et l'Islam

Que deviendront en face de la Turquie et de l'Islam les intérêts fondamentaux de l'Empire britannique et de l'Europe en général?

Du fait de sa situation maritime exceptionnelle, la nation britannique a été appelée à gouverner une notable partie de l'Orient et à créer un empire d'une envergure fantastique, qui s'étend sur les quatre cinquièmes de notre planète, véritable miracle de l'histoire, merveille de l'énergie humaine. Ceux qui reprochent à cet empire son existence même oublient qu'on ne fabrique pas un empire comme une paire de souliers, que l'héroïsme et la méchanceté humaines ne jouent qu'un rôle accidentel dans l'évolution d'un semblable phénomène de la nature, qui naît, grandit, se développe ou périt comme une plante ou comme n'importe quel autre organisme biologique, indépendamment de toute conception théologique de l'histoire. Les théologiens qui s'évertuent à démontrer que le passage du Vieux Testament sur l'hégémonie maritime dévolue par Dieu aux fils d'Israël se rapporte à la race anglo-saxonne, élue pour gouverner et corriger un monde méchant, sont aussi peu scientifiques que les anglophobes professionnels, qui accusent l'Angleterre de tous les méfaits et de tous les crimes. L'empire britannique n'est ni plus ni moins qu'une des plus grandioses tentatives faites au cours de l'histoire pour l'unification politique, économique et morale d'une humanité récalcitrante, pauvre humanité qui trop souvent ignore ses intérêts permanents et préfère retomber par périodes au chaos inorganique caractéristique de l'animalité. Au triple point de vue politique, économique, humain, peut-on affirmer que l'empire britannique a déjà réalisé ou est en train de réaliser l'idée d'unité vers laquelle aspirent, au fond de leurs âmes, tous les êtres humains, en dépit de la fausseté de leurs conceptions, de la sauvagerie de leurs instincts et de la stupidité des chefs auxquels ils ont obéi au cours de l'histoire? Voilà la seule question qui doive se poser quand il s'agit de juger l'empire britannique.

Mais en attendant qu'on prouve — ce qui sera difficile — que les méthodes antimusulmanes conduisent vers ce but, l'opinion publique anglaise, songeant à l'avenir, se demande comment, par qui, pourquoi, l'empire a vu compromettre à la fois ses intérêts moraux et économiques, en dépit d'une victoire splendide, remportée par une volonté de fer, à un prix si fantastique.

L'Europe a méconnu une force morale et spirituelle formidable, bien que mal équipée au point de vue technique, l'Islam, pilier de tous les empires, le britannique compris, qui se sont succédé en Asie depuis l'apparition de Mahomet.

Qu'elle se lie désormais avec l'Islam par des liens moraux, les liens de l'amitié, de la bonne foi, de la bonne volonté : les Turcs modérés faciliteront cette alliance si l'on ne se refuse pas à reprendre résolument en politique asiatique la tradition de lord Beaconsfield pour l'Angleterre, et, pour la France, la tradition française de toujours.

L'idée de la justice égale pour toutes les races et toutes les croyances est une idée française. Les orientalistes français ont saisi les premiers la noblesse de l'âme asiatique telle qu'elle se manifeste dans les grandes figures de l'histoire de l'Asie. La première parmi tous les corps savants, la Société asiatique de France a compris que les études orientales ne peuvent plus se borner à la philologie, car elles ont une valeur et une efficacité politiques. La science française de l'Orient s'est montrée profondément impartiale et profondément humaine. Plus on a d'estime pour les savants d'Oxford et de Cambridge, plus on sent le devoir de leur recommander de se mettre à l'école de l'esprit français, avant de porter un jugement sur l'Islam et de tirer des conclusions politiques d'une érudition souvent admirable, mais parfois un peu trouble. L'étude de l'histoire de l'Asie fait apparaître toute la stérilité de certaines méthodes ecclésiastiques appliquées en terre d'Islam. Elle fait apprécier le travail des écoles françaises du Levant, du lycée de Galata Séraï, de l'Ecole française du Caire, qui ont créé une élite musulmane moralement indépendante. Qu'il s'y ajoute une université moderne à Angora, une école polytechnique à Koniah,

et l'Islam aura reçu de la science occidentale le service essentiel qu'elle peut lui rendre.

L'Islam est dans une moitié de l'Asie le grand principe ordonnateur des âmes et des sociétés. Si l'Europe, au lieu de négliger cette vérité, y conforme son action, elle restaurera en Orient, avec l'aide de l'élite mulsumane, la confiance dans l'Occident, aujourd'hui ébranlée ou perdue. La science occidentale peut encore réconcilier les deux continents qui se déchirent depuis trente siècles, et cette réconciliation seule pourrait assurer l'équilibre moral du monde et le repos de l'humanité.

Félix Valyi.

POÈMES[1]

Halte a l'Auberge.

Qu'il est bon ce mauvais déjeuner ! que la nappe
Qui paraissait malpropre est blanche au clair soleil !
Que le bourdonnement des mouches sur la grappe
Me verse un doux demi-sommeil !

N'ai-je pas laissé choir ce matin sous les chênes
Parmi les glands tombés mes remords et mes haines ?
Ne suis-je pas entré ici le cœur léger,
Inconnu de tous, à tous étranger ?

Quand ma maison dormait encore,
Quand le ciel était sans couleur,
N'ai-je pas fui comme un voleur
Avant l'aurore ?

Nul ne m'a vu : la porte est dans l'ombre du lierre.
Et maintenant je ris, je ris à l'hôtelière,
Je ris au chien, je ris, que sais-je?
A ce chef-d'œuvre en liège
Représentant le Pont du Gard.....

(1) Extrait d'un volume, *Sonatines*, à paraître aux éditions de la *Nouvelle Revue Française*.

La mer barrant d'azur une fenêtre ouverte
A cet éclat qui brusque et séduit le regard;
Chaque aiguille de pin darde une flamme verte,
Et, derrière un cyprès qui semble un spectre noir,
La rageuse clarté solaire

Est comme folle de colère.
L'œil croit toucher plutôt que voir :
Si j'étendais mon bras vers ces montagnes bleues,
Je palperais leurs flancs qui sont à quatre lieues.

Mon pauvre corps mortel, où seras-tu demain?
Prends le monde aujourd'hui, le monde est dans la main.
Il t'offre sa beauté, non plus chaste, enfermée,
Comme un songe des longs soirs froids,
Dans un fourreau de brume aux mille plis étroits,
Mais toute nue et parfumée.

C'est la grande beauté des déesses de marbre,
Mais vivante, entends-tu? vivante !!
Comme un rose abricot sur l'arbre,
Qu'un rayon réchauffe et qu'une ombre évente,
Comme un sein de femme en été,
Elle est tout ensemble et brûlante et fraîche.
Pauvre corps, le désir te rend la gorge sèche.
Crie encore une fois : « Volupté, liberté ! »

L'ame humaine

Voici quatre heures, l'heure où plane
Un rayon rose et froid,
Voici la vieille avec son âne,
Cassée en deux à angle droit.

Voici sa face horizontale,
Parallèle au sol du sentier,
L'Occident est comme un pétale
De fleur d'amandier.

L'âne balance sur son bât
Pommes de pins et bûches,
Le soleil à son dernier pas
Trébuche.

Mais de l'azur rougi du soir
La vieille infirme ne peut voir
Qu'une nuance de carmin
Parmi les pierres.

Le jour, une effroyable main
La force à brûler ses paupières
Sur le brasier blanc du chemin;
La nuit pour elle est sans étoiles.

Seigneur, à tes pieds nous rampons ainsi :
Quand ton regard brille ou se voile,
Un reflet passe sur la route,
Tantôt aveuglant, tantôt obscurci.

Ai-je donc le cœur d'un mouton qui broute
Et n'aspire à rien de plus haut que l'herbe?
Pourquoi m'as-tu fait ce front plein d'orgueil,
A ta ressemblance superbe,
Puisque jamais, jamais je ne verrai ton œil?

La Calanque.

Le petit port a tiré sur le sable
Ses barques aux vives couleurs,
Et, pendant qu'il dort, la vague inlassable
Jette à ses pieds de larges fleurs.

Moi aussi je veux tirer sur le sable
Ma barque repeinte en couleur,
Assoupir dans l'air tremblant de chaleur
Ma maladie inguérissable.

Mon mal aussi vaste et vieux que le sable,
La plus incurable douleur,
Celle qui se plaît à verser un pleur
Pour une cause insaisissable.

* * *

Le petit port abrité par sa digue
Recoud ses filets maille à maille,
Je veux recoudre aussi mon cœur prodigue
Que voilà sans denier ni maille.

J'ai dit au pêcheur : « Qu'il est beau, ton fil !
Il a le rouge brun du sang !
— Du meilleur monsieur. » — Hélas ! en est-il
De bon pour un cœur frémissant ?

* * *

Le petit port rassemblé sous les treilles
Devise de tout et de rien.
D'un côté les vieux, de l'autre les vieilles.
Je demande à l'historien

Si déjà, du temps du royaume d'Arles,
Ces femmes tricotaient leur bas,
Et si toi déjà tu ne parlais pas,
Vieil homme qui parles, qui parles...

Je veux m'asseoir là, dire aussi des mots,
Etre à la fois sage et frivole,
Je veux, car j'étouffe en taisant mes maux,
Que tout en mots mon cœur s'envole.

* * *

Le petit port sous les astres des cieux
Murmure... Où s'en va sa prière?
Chaque soir plus loin et plus en arrière,
Toujours fidèle aux anciens dieux.

François Porché.

LA SUISSE D'APRÈS SES ÉCRIVAINS

Les écrivains de la Suisse allemande.

III. — Carl Spitteler.

A peu d'exceptions près, toutes les revues de France ont fait connaître le grand poète suisse[2]. Mon dessein ici n'est pas de lui consacrer une étude, de raconter sa vie,ni d'analyser son œuvre, mais, comme l'exige le titre de ces études, de le situer dans son cadre et parmi les auteurs qui révèlent ce pays. De par son envergure, de par les entreprises multiples qui ont tenté son génie, de par le genre même qui fait sa gloire, Carl Spitteler ne saurait appartenir à une catégorie. Il est seul et vaillant, comme son Prométhée ou son Héraclès. Bien que de toute son œuvre se dégage une merveilleuse poésie du sol natal, bien qu'on y reconnaisse sous leurs traits exacts ou dans une lumière de fantaisie tant de lieux du Jura et des Alpes, Spitteler n'est pas le moins du monde et ne voudrait pas être un poète du sol. Quand il fait œuvre de peintre et de réaliste, on ne saurait discerner en lui quelque intention de régionalisme et de couleur locale. Et d'autre part, bien qu'il décrive seulement la destinée humaine, sans accorder plus d'importance qu'un humaniste aux frontières de la nation et de la race, Spitteler est universel dans une autre mesure et d'une autre façon que les écrivains dont nous venons de parler. Sans doute

1. Pour le commencement de cette étude, v. la *Vie des Peuples*, tome VI, p. 80 et tome VIII, p. 539.

2. Voir ici même (25 janvier 1921) la belle étude de Mlle Walter, *Carl Spitteler, poète et romancier*. Je renvoie mes lecteurs à cet exposé de l'œuvre épique, narrative et lyrique.

et pour plusieurs d'entre eux, il joue le rôle d'inspirateur. Il élargit, pour la génération actuelle, le domaine de la poésie. Mais, dans le monde de symboles qu'il a découvert, nul ne lui tient compagnie, nul ne croit comme lui à ces paysages de fable, nul comme lui ne s'amuse infatigablement aux figures et aux allégories. Parmi les jeunes auteurs de la Suisse allemande, il est des psychologues, des symbolistes et des idéalistes; mais un seul, par nature, en pleine santé et en pleine conscience, est purement un « visionnaire ». Je ne fais allusion en prononçant ce mot qu'aux grandes œuvres de Spitteler — le *Prométhée* et le *Printemps olympien* — à celles qui ne sont pas traduites et qui sont peut-être intraduisibles. C'est par cette parabole et cette épopée qu'on connaît Spitteler, par elles qu'on doit le comprendre; par elles il est aujourd'hui seul de son espèce.

Parabole, épopée, ce sont là des genres périmés. On apprend à l'école que dès longtemps le réalisme en a fait justice. La métaphore à jet continu, la profusion des idées qu'on incarne, la personnification de tous les mobiles de l'âme, tout cela paraissait en réalité bien mort ; on ne pouvait ranimer cet univers que par miracle, et qui souhaitait pareil miracle? Qu'un poète pût prendre un tel plaisir à la description et au système, au spectacle et à l'enseignement, cela ne paraissait plus guère admissible; en ce pays même où la littérature, toute prêcheuse qu'elle soit souvent, s'inspire en général des plus visibles et quotidiennes réalités.

Mais ce n'est pas seulement affaire de « genre », et de genre démodé, si ce poète demeure unique dans les lettres de la Suisse allemande et dans la littérature de ce temps. Ceux auxquels Spitteler s'adresse ne sont pas nombreux. La parabole et l'épopée, de par leur tradition, doivent parler au peuple. Or elles ne sont conçues ici et réalisées qu'en vue d'une élite. Certes, par leurs tableaux et par l'étincellement de leurs mille aventures, le *Prométhée* et le *Printemps* ont de quoi charmer la foule, et même les enfants. Mais le sens profond n'en est pas à leur portée. Les héros ne sont qu'êtres d'exception, non pas, comme dans toute épopée, en vertu de leur splendeur physique

et de leur puissance morale, mais de par leur essence même. Prométhée, Dionysos, Apollon, Héraclès, qui marchent purs dans un combat sans fin, ce ne sont pas les sauveurs d'un peuple opprimé, les protagonistes du devoir, de la conscience ou de l'honneur, mais les champions de l'Art, et la discipline à laquelle ils soumettent leur vie ne se doit point confondre avec les héroïsmes qu'exalte la multitude. En plein dans la mêlée, ils demeurent au-dessus de la mêlée commune. Spitteler, comme un pur romantique, consacre ses deux grands poèmes à dire la destinée cruelle et glorieuse du Poète et de l'Idéaliste, la grandeur et la servitude de celui qu'un grand rêve a mis à part du monde et condamné à n'être pas compris, et qui veut vivre et vibrer tout de même. Le plus subjectif et le plus altier lyrisme se dissimule au cœur de l'épopée. C'est la confession d'un artiste qui s'y fait entendre. Cycle du monde souterrain, de la terre habitable et de l'empyrée, dieux et foule en mouvement, rien n'est plus éloigné de l'*Iliade*. On n'y célèbre pas un peuple, mais une âme. Un drame intérieur, et le plus rare, variant son thème à l'infini, se joue entre cent personnages, s'achève et recommence sur des plans étagés, de l'Olympe à l'Erèbe, où le mythe, la sentence morale, la satire, l'évocation des sites familiers et la fantaisie la plus anachronique se donnent carrière à l'envi.

Nul n'a mieux rompu avec la tradition littéraire de son pays. Tandis que les héros de Gottfried Keller et tant d'autres trouvent leur ultime refuge, le salut, pour tout dire, dans la réalité acceptée, dans la résignation satisfaite, et qu'après leurs errements ils aboutissent à la cité ou à la maison, ceux de Spitteler ne rentrent plus au foyer — n'est-ce pas le départ d'Héraclès qui termine le *Printemps olympien*? — ils conservent au cœur la haine du contentement bourgeois, de la *Gemütlichkeit* et de tout idéal qui n'est pas l'Idéal. Ils secouent sur le seuil de leur petite ville la poussière des petites vertus. L'âme dévorée d'une âpre joie et d'un désespoir enivrant, ils accomplissent au désert leurs douze longs travaux, pour aboutir enfin à la divine solitude. Et l'amour, qui ne cesse de bouillonner en eux, c'est moins une vibrante pitié pour des frères

aveugles qu'une tendresse folle pour leur propre âme à l'image de Dieu.

A quel monde faut-il donc rattacher le génie de Carl Spitteler?

Il est parvenu à la gloire d'une étrange façon. Il semble qu'il n'ait jamais été compris quand il l'eût fallu et comme il eût fallu. A l'apparition de *Prométhée*, le public suisse resta insensible. Il ne reconnaissait pas l'un des siens. Çà et là, quelques lecteurs intelligents découvrirent la puissance de cette allégorie. Dans cette œuvre, antérieure de deux ans au *Zarathoustra*, d'autres ne surent discerner qu'une imitation de Nietzsche. Plus tard, c'est l'Allemagne qui s'appropria le *Printemps olympien*, imposant à la Suisse une gloire qu'elle n'avait su pressentir. Alors qu'il était enfin grand prophète — au-delà du Rhin comme dans les cantons allemands de son pays — Spitteler, accoutumé plus que personne à exalter l'esprit contre la matière,prit sans hésiter le parti de la Belgique, dont il maudit publiquement les envahisseurs. Cette « carrière politique d'une heure et demie », comme il se plaît à dire lui-même, lui coûta sa gloire en Allemagne. On ne mentionne plus son nom là-bas dans les manuels d'histoire littéraire. C'est alors que la Suisse française, et derrière elle la France, se mirent à célébrer Spitteler. Pour avoir simplement rempli son devoir d'homme et de républicain, il se voit porter aux nues par un public en somme assez ignorant de son œuvre. Et dans les témoignages de dévotion superstitieuse qui le saluent, je discerne celui-ci : Spitteler, de par son génie, appartient au monde latin, gréco-romain, et même européen. En fait, M. Maurice Muret n'avait pas attendu l'an 1914 pour formuler cette opinion[1]. Il l'entourait de prudentes réserves, au demeurant, qui échappèrent à beaucoup de personnes trop vite converties, et superficiellement. « M. Spitteler nous appartient un peu, nous appartient beaucoup », avait dit néanmoins M. Muret. Arracher tout à fait un grand poète à l'Allemagne, n'était-ce pas pour plusieurs une aubaine et une tentation?

1. Voir ses *Contemporains étrangers* : l'antémoing.

« Poète germanique et *artiste latin* », écrivait un professeur suisse allemand, M. Gottfried Bohnenblust, « rapprochant deux esprits pour en former le sien, n'a-t-il pas réalisé d'une manière originale l'idéal européen? » Faire de Carl Spitteler un artiste latin, ce n'est pas à mon sens une opération facile. Dans tous les cas, il est bon de réfléchir avant d'y procéder.

Spitteler a passé des années à l'étranger ; il goûte fort la culture française; il est singulièrement dépaysé dans son milieu, mais tout cela ne signifie pas que l'élément latin soit en lui prédominant. Tout cela ne lui confère pas, ainsi qu'on veut le dire, « le sens de la composition architecturale ». Artiste latin, pourquoi donc et comment? Est-ce à cause de ces dieux méditerranéens qu'il évoque ou ressuscite, à cause de ce grand rêve lumineux qu'il déroule[1]? à cause de cette victoire de l'Esprit sur la violence qu'il répète éternellement dans son poème? Il ne faut point ici se faire illusion. Il ne faut pas que le contenu et la pensée, qui s'imposent à nous de prime abord, nous fassent oublier la forme de Spitteler, laquelle n'a rien à faire avec notre génie. Le symbolisme compliqué, persistant, subtil et surabondant du *Printemps olympien*, comme l'imagination picturale d'un Boecklin, sont fort éloignés de notre goût. Ils émanent d'une autre culture. Ils sont principalement germaniques. Dans les œuvres qu'enfanta la Renaissance, dans les plus violentes même, il est un ordre, une suite, un sens des proportions qu'on rcherche en vain dans Spitteler. Ce paradoxe qu'il répète volontiers : « Le goût n'a rien de commun avec le génie », ne laisse pas de nous mettre mal à l'aise. La dimension même de sa parabole et de son épopée nous impressionne et nous étonne plus encore qu'elle ne suscite notre admiration. Nous faisons accueil à Spitteler, mais non comme à l'un des nôtres. Il vaut mieux en toute franchise reconnaître en lui un étranger que de l'adopter inconsidérément.

L'énormité de ses personnages — d'un Prométhée surtout — nous empêche de prendre part comme il faudrait à leur superbe aventure. L'étrangeté et la diversité du monde où il se meut,

1. Encore n'est-ce que dans le *Printemps olympien* que règne cette lumière

ces voyages cosmiques du pays de Méon[1] à l'Olympe et de l'Olympe au Jura, ce royaume de Béhémoth dans un décor helvétique, cette interférence continue de l'allégorie et du paysage, du mythe aérien et du plus terrestre réalisme, tout cela nous égare et nous désempare. Spitteler aura beau nous montrer, dans ses *Riantes vérités* la liberté illimitée du poète épique; à ce degré, la confusion des genres nous scandalise. Que le prodige appartienne de droit à l'épopée, que sans lui elle ne se puisse concevoir, nous le savons très bien. Mais la débauche de merveilleux et de figuration allégorique qui sévit ici nous rapporte moins à l'*Odyssée* ou à l'*Enéide* qu'aux légendes germaniques. C'est l'exagération et l'accumulation qui nous sont étrangères. Vraiment on marche sur le prodige. Les arbres, les torrents et les ponts s'animent au passage des dieux. Dans la nature comme dans l'âme d'un héros, c'est une hantise de figures étranges, une ménagerie psychologique : un agneau qui parle, une licorne, tant de visages qui se renouvellent et qui font double ou triple emploi. Et là-dessous, il ne faut pas toujours chercher le symbole. Il faut s'abandonner parfois à l'inutile féerie d'un décor prestigieux, sans poser de questions, sans se demander : à quoi sert ceci ou cela? Et le charme, à cette dose, produit une fatigue.

Il y a donc en Spitteler, pour traduire une pensée haute, virile et sans détour, des ressources qui dépassent celles même de l'alexandrinisme : métaphores poussées à bout, langage d'initiés, jeux de mots, terreur incroyable du lieu commun, motifs bibliques, indous, gnostiques, grecs et germaniques, la fantaisie systématique prolongeant la fantaisie spontanée; bref, une immensité de vision que le romantisme n'a point connue. Il m'arrive de songer à ce propos, et par instants, à la verve héroï-comique de notre XVI^e^ siècle, mais vraiment je ne puis discerner en Spitteler un artiste latin. Pour nous en toutes choses, « démesure n'est pas prouesse ». Or il y a ici démesure. Spitteler est par dessus tout un Germain.

Pour l'admirer en connaissance de cause, c'est le génie alle-

1. C'est-à-dire οὐ, ὄν, qui n'existe pas.

mand qu'il faut comprendre, et les moyens dont il peut user : la liberté du néologisme, et les expressions dialectales, et les mots accolés de façon imprévue, et les diminutifs de toute espèce. Mais ici reparaît la nationalité de Spitteler. D'origine bâloise, ce poète est fort loin des auteurs qui traduisent leur inspiration dans le patois du cru; ce patois néanmoins lui suggère des mots, des épithètes et des façons de dire. Si Spitteler rénove l'épopée par sa grandiose imagination et l'éclat de son vers, il lui donne un caractère aussi par l'accent familier du dialecte maternel. Une certaine expérience linguistique est donc nécessaire pour goûter son art. Tout est neuf dans ce *Printemps*, mais d'une nouveauté qui ne s'adapte guère à nos habitudes.

Ce n'est pas en vertu de cette seule observation philologique qu'après avoir isolé Spitteler de la tradition suisse, nous arrivons presque à le rattacher à son pays. Non seulement on reconnaît, comme j'ai dit, toute la patrie dans cette fabuleuse lumière, les lacs du plateau, les pâturages du Jura, les cascades alpestres, les aubes de l'enfance et les premiers voyages sur les chemins du canton, et jusqu'au cerisier du grand-père transplanté sur l'Olympe. Par un étrange paradoxe, ce poète des Idées a fait de ces choses, plus que tout autre, une peinture concrète et colorée. Mais encore Spitteler, comme Jérémias Gotthelf et comme Gottfried Keller, ne perd jamais de vue son enseignement. Il participe, lui aussi, à ce didactisme, inné aux poètes suisses du dix-neuvième siècle. Lui aussi, en pleine création d'art, se sent « génie protecteur » de l'âme d'autrui. Et souvent le poids d'une théorie alourdit son vol. Ebloui d'images et de visions, Spitteler prêche encore. Il annonce, à sa manière et pour le petit nombre, le salut. Il avertit et il invective. Ses milliers de personnages ont une vérité à proclamer, et c'est même leur principale raison d'être. Ils ne nous emportent en leur exultante lumière que pour nous faire rentrer en nous-mêmes. Ils ne sont héroïques que pour nous plonger dans notre misère.

Certes, Héraclès et Prométhée ne luttent que pour sauver leur génie de la médiocrité. Il n'y a pas derrière eux une

patrie. Mais cette leçon d'indépendance, ce rappel incessant à l'énergie individuelle, que clame Spitteler en racontant leur vie, n'évoque-t-il pas la conquête légendaire de la liberté suisse? N'est-ce pas le « motif » national par excellence, comme — les bras raidis et le front dur, entrevu par un trou du nuage — le Guillaume Tell de Hodler?

Charly Clerc.

L'ŒUVRE DE MARCEL PROUST

Dans ce siècle de vie hâtive et de romans à succès, on a perdu l'habitude de lire posément, et l'on ne sait plus dans un salon orné de belles dames causer délicieusement et longuement de toutes choses. Le télégramme et le téléphone ont remplacé la lettre, le cinéma supplante le théâtre, et l'on prend à peine le temps de vivre. Au milieu de cet affolement quotidien, l'œuvre de Marcel Proust[1] apparaît, et, louangée par les uns, critiquée âprement par les autres, s'impose et fait bloc. Œuvre des plus touffues, méditée et mûrie pendant vingt années.

Marcel Proust a vingt-trois ans lorsqu'en 1896 il publie son premier livre, *Les Plaisirs et les Jours*, charmant recueil d'esquisses, de pensées et de notations, album d'estampes pour délicats, keepsake élégant illustré richement d'une préface de M. Anatole France et enluminé de dessins et de fleurs de Mme Madeleine Lemaire. L'édition était belle, mais ne semble pas avoir eu auprès du public lettré le succès qu'elle devait remporter au lendemain de la mort de l'auteur, étrange vicissitude du sort. Puis Marcel Proust, malade, demeurant des semaines entières prisonnier de son lit, n'eut pour distractions

1. *Les Plaisirs et les Jours*, illustrations de Madeleine Lemaire, préface d'Anatole France, et quatre pièces pour piano de Reynaldo Hahn. C. Lévy, 1896 in-8°. *La Bible d'Amiens* de John Ruskin, traduction, notes et préface. Mercure de France 1904. *Sésame et les Lys*, de John Ruskin, traduction, notes et préface. Mercure de France, 1906. *Pastiches et Mélanges*, Nouvelle Revue Française, 1919 (contenant *l'Affaire Lemoine*, contée à la manière de Balzac, Flaubert, Henri de Régnier, Goncourt, Michelet, Sainte-Beuve, E. Faguet, Renan et Saint-Simon et le texte des deux préfaces sur Ruskin) *A la Recherche du Temps perdu*, Nouvelle Revue Française, subdivisé ainsi : I. *Du côté de chez Swan* (nouv. éd. 1919), II. *A l'ombre des Jeunes filles en fleur*, (1918)., III. *Le côté de Guermantes*, 1, — IV. *Sodome et Gomorrhe*, 1., V *Sodome et Gomorrhe*, 2, (en 3 tomes).

au milieu de ses souffrances que de rares visites d'amis, la lecture de quelques livres et surtout la joie fiévreuse d'évoquer ses souvenirs dans cette langue précieuse et raffinée dont il fut et demeure le maître incomparable et incontesté. Douceur exquise, consolation charmante de rechercher au long des heures « le temps perdu », d'entendre les propos de la vieille Félicie ou de la bonne Françoise, de revoir le décor de Combray ou la haie d'aubépines blanches à l'ombre de laquelle il venait s'asseoir, d'assister en pensée après trente ans de silence au déjeuner du matin dans la salle-à-manger imposante où le vieil oncle, « horticulteur et cuisinier », faisait le café à table dans un appareil mystérieux de tubes et d'entonnoirs, compliqué comme un instrument de physique. Marcel Proust travaillait, rêvait, pensait dans la chambre endormie et souffrante où désormais ses jours étaient captifs. Mais combien peu dans le grand Paris littéraire connaissaient son nom ! Pour ne pas être oublié, il faut, comme le boutiquier refaisant chaque matin son étalage, remettre sans cesse son nom à la devanture de l'actualité; mais Marcel Proust n'avait pas le loisir, écrivant et corrigeant indéfiniment, de plier sa pensée à ces capricieuses exigences du destin. Cependant, par deux fois, il interrompit sa passionnante « recherche du temps perdu » pour présenter à ses amis lecteurs deux traductions de Ruskin, *La Bible d'Amiens* et *Sésame et les Lys*, en les ornant de deux préfaces qui déjà dans leur rythme évocateur et leur rêverie enfantine annoncent le délicat et subtil analyste de « la coterie de Guermantes ».

Mais elles passèrent inaperçues, ces préfaces charmantes, parce qu'on éprouve toujours une certaine méfiance à l'égard de ces pages qui sous des titres variés, avant-propos, introduction, nous font l'effet de ces importuns qui nous heurtent dans la rue, nous accablent d'excuses et d'amabilités, qui se mettent à causer de tout à tort et à travers, s'accrochant à nos habits, nous poursuivant, nous harcelant malgré notre silence voulu et nos efforts pour nous dégager. Rien n'est plus insupportable que ces conférences forcées. En dépit de leur titre vieillot, ces pages de prélude servent à initier le lecteur à l'a-

mour de Ruskin et le préparent divinement à pénétrer dans le sanctuaire. Si les critiques d'alors les avaient lues en 1904 et en 1906, ils eussent été moins étonnés lorsque parut à la librairie B. Grasset au début de 1914 le premier volume d'*A la Recherche du Temps perdu*, qui portait comme sous-titre *Du côté de chez Swan*. Mais leur enthousiasme se bornait encore à quelques commentaires et la jeune renommée n'eut pas le temps de proclamer en dehors des milieux littéraires qu'un poète merveilleux et qu'un mémorialiste prodigieux venait de s'affirmer. Il fallut attendre la réédition de ce premier volume et la publication du second tome, *A l'ombre des jeunes filles en fleurs*, qui obtenait en décembre 1919 le prix Goncourt, pour qu'il y eut aussitôt des admirateurs en foule et des articles fervents.

* * *

Dans sa préface à la *Bible d'Amiens* on lit : « En écrivant son livre, Ruskin n'a pas eu à travailler pour vous, il n'a fait que publier sa mémoire et vous ouvrir son cœur ». Si la mode romantique des épigraphes sévissait encore, il eût fallu inscrire cette simple phrase au frontispice de tout article sur Marcel Proust, parce qu'elle le contient et l'explique en entier. Condamné par la maladie à la solitude et n'ayant que ses livres ou lui-même à regarder, on lui a reproché non sans injustice de trop parler de lui, mais n'a-t-il pas répondu par avance à ce reproche quand il a noté que « les gens qui se portent bien et les philosophes même s'occupent plus à jouir de la vie qu'à rechercher ce que c'est. Ils ne sont guère étonnés de se sentir exister. La santé nous porte aux objets extérieurs, la maladie nous ramène chez nous ». On lui a fait grief de ne pas composer ses livres et de se perdre et de perdre avec lui le lecteur en d'interminables et fastidieuses digressions; M. Jean de Pierrefeu a comparé son œuvre à un chantier, prétendant que l'édifice était à pied d'œuvre et que les matériaux gisaient pêle-mêle; M. Fernand Vandérem, qui excelle

à l'égard de Marcel Proust à entremêler l'éloge à la critique, appelle ses volumes à la « masse éléphantiforme » des romans « pachydermiques », qui, « techniquement parlant n'existent pas, sont construits en dehors de tout bon sens et de toute règle ». C'est de la psychologie « en pellicules de cinéma où un pas, un geste se décomposent en vingt clichés ». Quant au style, il en blâme « l'incorrection » presque toujours absolue, offrant un enchevêtrement, des puzzles, tels que les plus aguerris s'y reprennent à deux fois sur chaque phrase.

Romans? Jamais Marcel Proust n'a eu l'intention d'écrire un roman, et si les nomenclatures des librairies et si les manuels littéraires chers à M. Vandérem, et qui ne sont que des catalogues eux aussi plus ou moins mal rédigés, enrégimentent Marcel Proust parmi les romanciers, c'est que l'on aime à s'en tenir à l'étiquetage sommaire. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les critiques amis des genres littéraires bien déterminés ne comprennent plus dès qu'une œuvre échappe à leur classification habituelle ; et, pour ne prendre qu'un exemple tout en m'excusant de ce rapprochement que ni l'homme ni l'œuvre ne semblent justifier, le *Jean Christophe* de M. Romain Rolland avait lui aussi été qualifié roman jusqu'au jour où l'auteur affirma que telle n'avait jamais été sa prétention : « Qu'est-ce donc que cet ouvrage? Un poème? Qu'avez-vous besoin d'un nom? Quand vous voyez un homme, lui demandez-vous s'il est un roman ou un poème? C'est un homme, que je fais. La vie d'un homme ne s'enferme pas dans le cadre d'une forme littéraire. Sa loi est en elle et chaque vie a sa loi ». Quelle étrange manie de tout étiqueter, de comparer sans raison les auteurs les uns avec les autres, et de leur attribuer au hasard d'un caprice des places et des numéros d'ordre! Ce n'est pas là le rôle du critique, du moins tel que Marcel Proust l'avait conçu. Celui-ci devrait, par des citations nombreuses et bien choisies, donner l'illusion au lecteur qu'il a eu avec l'auteur de nombreux entretiens « afin de reconnaître ce qui est chez lui permanent et fondamental » ; et il ajoute que le critique devrait essayer de « reconstituer ce que pouvait être la singulière vie spirituelle d'un écrivain hanté de réalités si spécia-

les, son inspiration étant la mesure dans laquelle il pouvait les recréer dans son œuvre, sa moralité enfin l'instinct qui les lui faisait considérer sous un aspect d'éternité ».[1]

M. Jacques Rivière a dit que cet immense ouvrage n'avait de semblable dans notre littérature que les mémoires de Saint Simon, tandis que M. René Rousseau, lecteur fidèle du professeur viennois Siegmund Freud, s'ingéniait à démontrer que Marcel Proust était « le peintre de l'âme, un artiste de l'inconscient ». Certes la part du rêve est grande dans cette œuvre; mais pouvait-il en être autrement avec un auteur malade depuis sa plus tendre enfance, et qui nous avoue en mainte page avoir passé la presque totalité de sa vie sur un lit de souffrance? Il a lui-même comparé sa rêverie au travail des architectes élèves de Viollet-le-Duc qui, par toute la France, se sont ingéniés à reconstituer et à restaurer les monuments : à l'aide de quelques images conservées dans sa mémoire, il restitue un paysage, il reconstruit le château de Combray, il dessine le portrait vivant de M. Swan, d'Odette de Crécy, de M. Verdurin ou du docteur Cottard, et, retrouvant quelque parfum dans son souvenir, il croit, redevenu enfant, goûter « un de ces gâteaux courts et dodus appelés petites madeleines qui semblent avoir été moulés dans la valve rainurée d'une coquille de saint Jacques ». Penser, créer, n'est-ce pas au fond se ressouvenir? écrire, n'est-ce pas rêver et à l'aide des mots qui sommeillent en nous ordonner des phrases? nos livres de même que nos pensées n'ont-ils pas comme essence et comme raison d'être la rêverie?

De sujet, il n'y en a pas, et il ne pouvait pas y en avoir, et ce livre d'analyse échappe à toute analyse. Il n'y est question que de petites aventures très simples et très banales : c'est l'histoire minutieuse de la liaison qui a précédé le mariage de Swan avec Odette de Crécy, ce sont les amours naïves et compliquées de Gilberte Swan, les intrigues à peine romanesques d'Albertine; c'est un dîner avec tous les propos oisifs des convives,

1. Préface à *La Bible d'Amiens*, nouvelle version, dans *Pastiches et Mélanges* note pages 107 à 109.

c'est une promenade dans le parc, une sauterie entre jeunes filles, etc. N'est-ce pas de ces petites choses minuscules qu'est faite la vie de tous les jours? elles prennent d'ailleurs pour chacun de nous au moment où elles arrivent une importance capitale, elles sont le but alors de toutes nos pensées, de toutes nos réflexions. Qu'est-il besoin que ces événements aient entre eux d'autre lien que celui de la vie? ils se suivent et s'enchaînent avec une logique qui n'a rien de scolastique. Il faut laisser au roman d'aventures la belle ordonnance capricieuse qui ménage les péripéties et gradue les effets. Ici l'imagination n'a qu'une part très restreinte puisque l'auteur n'invente rien : il se contente de rêver à nouveau sa vie ou plutôt les grands épisodes qui en ont marqué les étapes et de nous les raconter en une longue, patiente et subtile causerie.

De l'entretien familier, les pages de Marcel Proust n'ont-elles pas en effet la lenteur, les incorrections bien excusables, les enchevêtrements de mots et de phrases, les digressions où chacun perd le fil de son récit, et aussi le charme un peu grave et solennel et l'aménité honnête et de bon goût? On a perdu l'usage et l'art de la conversation. Si la mode était encore (mais elle change si vite!) aux allégories imagées, je me représenterais volontiers la causerie sous les traits d'une bonne aïeule de l'autre siècle, comme on en voit dans quelque vive miniature ou dans un pastel qui s'efface et pâlit : les cheveux à la vierge coiffés d'un bonnet léger de Valenciennes; les robes à teintes neuves bleu de roi, ou vert, surchargées de bouillonnés avec l'écharpe nouée et le châle de cachemire, une aïeule grave et solennelle comme la marquise de Flers de d'Aurevilly [1], pleine de bon sens et de sages conseils, oubliant de sommeiller pour écouter jusqu'à l'aube le récit des amours de Ryno de Marigny; une aïeule pleine d'esprit et de tact, de caractère et de corps noble, qui sait de naissance la politesse des manières et la civilité, et se plaît en langage choisi à évoquer longuement le paysage des âmes et des choses. Je ne sais pas de causeur plus délicieux, plus attachant que Marcel

1. Dans *Une vieille maîtresse.*

Proust : il ne court pas la poste et ne craint jamais d'arriver en retard, mais sans hâte, en multiples détours, à travers mille souvenirs, il nous emmène de compagnie pour nous présenter les hôtes de Combray ou de Balbec et faire défiler les décors de ses rêves devant nos yeux charmés.

* * *

Une vieille croyance celtique, que Proust d'ailleurs trouve très raisonnable, veut que « les âmes de ceux que nous avons perdus soient captives dans quelque être inférieur, dans une bête, un végétal, une chose inanimée, perdues en effet pour nous jusqu'au jour, qui pour beaucoup ne vient jamais, où nous nous trouvons passer près de l'arbre, entrer en possession de l'objet qui est leur prison. Alors elles tressaillent, nous appellent, et sitôt que nous les avons reconnues l'enchantement est brisé. Délivrées par nous, elles ont vaincu la mort et reviennent vivre avec nous. Il en est ainsi de notre passé. »

Le passé, c'est le temps perdu. et bien qu'un jour de désolation Marcel Proust ait avoué que c'était « peine perdue que nous cherchions à l'évoquer », c'est à sa recherche qu'il consacre les heures douloureuses qu'il passe dans son lit. Il lui apparaît à travers une sorte de transparence comme enveloppé de brouillard, pareil à ce décor de Lisieux qu'il aperçut un jour en automobile sous le vitrage voilé et où il lui sembla que la belle journée de septembre était mise pour ainsi dire sous verre.

Il a beau se rapprocher de plus en plus de ses souvenirs, ceux-ci demeurent toujours dans un éloignement à peine ensoleillé « se déchirant comme une brume ». Portraits et paysages, malgré l'exactitude des détails accumulés, malgré la minutie des touches qui s'efforcent de les faire apparaître, restent cependant estompés et comme enveloppés de brouillard, et l'on songe à ces grisailles d'Eugène Carrière où l'âme transparaît, mais qu'il est nécessaire de fixer longuement pour percevoir le regard des yeux et en comprendre l'intime beauté.

La raison, c'est qu'il y a toujours entre son œil et le paysage qu'il voit une vitre au travers de laquelle les couleurs s'atténuent et les lointains se brouillent. Il semble contempler les choses et les gens derrière une fenêtre, comme ces voyageurs qui au matin se penchent au carreau d'une diligence dans laquelle ils ont dormi « pour voir si pendant la nuit s'est rapprochée ou éloignée une chaîne de montagnes désirée. » Et le décor n'apparaît toujours qu'à une très grande distance, tellement le carreau est embué et les yeux voilés de fatigue, « dans un lointain transparent, vaporeux et bleuâtre comme ces glaciers qu'on voit au fond des tableaux des primitifs toscans. »

Mais, et c'est là une des qualités éminentes de Marcel Proust, toutes ses évocations c'est-à-dire toutes les pages de son œuvre, se nuancent de comparaisons neuves et hardies. Parlant de ses larmes d'enfant et de ses sanglots il dira : « En réalité, ils n'ont jamais cessé, et c'est seulement parce que la vie se tait maintenant davantage autour de moi que je les entends de nouveau, comme ces cloches de couvents que couvrent si bien les bruits de la ville pendant le jour qu'on les croirait arrêtées, mais qui se remettent à sonner dans le silence du soir. » Se souvenant de l'époque où il gagnait sa place dans l'église à travers les chaises, il lui semblera « s'avancer dans une vallée des fées où le paysan s'émerveille de voir dans un rocher, dans un arbre, dans une mare, la trace palpable de leur passage surnaturel. » Rappelant les repas de campagne préparés par la bonne Françoise, il en vante la variété « selon les travaux des champs et des vergers, le fruit de la marée, les hasards du commerce, les politesses des voisins et son propre génie, et si bien que notre menu, comme ces quatrefeuilles qu'on sculptait au XVII^e^ siècle au portail des cathédrales, reflétait un peu le rythme des saisons et les épisodes de la vie ». Pour expliquer la rouerie de Françoise, dont la volonté s'ingéniait à écarter de la maison toute autre domestique, il la compare à « cet hyménoptère observé par Fabre, la guêpe fouisseuse, qui, pour que ses petits après sa mort aient de la viande fraîche à manger, appelle l'anatomie au secours

de sa cruauté et, ayant capturé des charançons et des araignées, leur perce avec un savoir et une adresse merveilleux le centre nerveux d'où dépend le mouvement des pattes, mais non les autres fonctions de la vie, de façon que l'insecte paralysé près duquel elle dépose ses œufs fournisse aux larves quand elles écloront un gibier docile, inoffensif, incapable de fuite ou de résistance, mais nullement faisandé». C'est ainsi que l'auteur mangea cette année-là presque tous les jours des asperges, « parce que leur odeur donnait à la pauvre fille de cuisine chargée de les éplucher des crises d'asthme d'une telle violence qu'elle fut obligée de finir par s'en aller. » Quelle émotion ne tressaille point dans ce retour au jardin familier: « ... Je n'avais plus un seul pas à faire, le sol marchait pour moi dans ce jardin où depuis si longtemps les actes avaient cessé d'être accompagnés d'attention volontaire, l'habitude venait de me prendre dans ses bras et me portait jusqu'à mon lit comme un petit enfant. »

J'accorde que les mots qu'il choisit hésitent et s'embarrassent, que sa pensée parfois s'enveloppe de mystère, pareille à telle princesse de légende dont la longue robe chatoyante retarde la marche et qui, au bord de la clairière, s'arrête méditative comme au seuil d'un porche enchanté. Mais je défie quiconque se plaît encore au rythme d'une belle phrase de ne pas aimer ces lignes si chantantes en leur préciosité exquise:

« Comme le bouquet qu'un voyageur nous envoie d'un pays où nous ne retournerons plus, faites-moi respirer du lointain de votre adolescence ces fleurs de printemps que j'ai traversés moi aussi il y a bien des années. Venez avec la primevère, la barbe de chanoine, le bassin d'or, venez avec le sédum dont est fait le bouquet de dilection de la flore balzacienne, avec la fleur du jour de la Résurrection, la pâquerette et la boule de neige des jardins qui commence à embaumer dans les allées de votre grand'tante quand ne sont pas encore fondues les dernières boules de neige des giboulées de Pâques. Venez avec la glorieuse vêture de soie du lis digne de Salomon, et l'émail polychrome des pensées, mais venez surtout avec la brise fraîche encore des dernières gelées et qui va entr'ouvrir, pour les deux papillons qui, depuis ce matin, attendent à la porte, la première rose de Jérusalem. »

C'est que Marcel Proust, subtil en ses pensées, savait tout le prix d'une épithète, tout le charme d'un verbe. N'est-ce pas à propos de Flaubert qu'il a laissé échapper cet aveu : « Je crois que la métaphore seule peut donner une sorte d'éternité au style » et cet éternel et impatient quêteur de souvenirs, qui faisait du passé son royaume unique et pour qui le présent n'était déjà qu'un fragment du passé, a fort bien noté en marge de Ruskin que l'imparfait de l'indicatif, « ce temps cruel qui nous présente la vie comme quelque chose d'éphémère à la fois et de passif, qui, au moment même où il retrace nos actions, les frappe d'illusion, les anéantit dans le passé sans nous laisser comme le parfait, la consolation de l'activité, » demeura pour lui longtemps « une source inépuisable de mystérieuse tristesse. »

Quelle poésie s'échappe de ces mots, comme un rais de soleil qui traverse un fourré ! et quelle subtile réflexion se mêle à ces propos de Legrandin, un soir qu'il faisait clair de lune sur la terrasse :

Voyez-vous, mon enfant, il vient dans la vie une heure, dont vous êtes bien loin encore, où les yeux las ne tolèrent plus qu'une lumière, celle qu'une belle nuit comme celle-ci prépare et distille avec l'obscurité, où les oreilles ne peuvent plus écouter de musique que celle que joue le clair de lune sur la flûte du silence ».

Et quelle minutie dans ces observations, quel raffinement savant dans ces notations petites comme des grains de poussière !

« C'est notre attention qui met des objets dans une chambre, et l'habitude qui les en retire, et nous y fait de la place. De la place, il n'y en avait pas pour moi dans ma chambre de Balbec (mienne de nom seulement), elle était pleine de choses qui ne me connaissaient pas, me rendirent le coup d'œil méfiant que je leur jetai et, sans tenir aucun compte de mon existence, témoignèrent que je dérangeais le train-train de la leur. La pendule — alors qu'à la maison je n'entendais la mienne que quelques secondes par semaine, seulement quand je sortais d'une profonde méditation — continua sans s'interrompre un instant à tenir dans une langue inconnue des propos qui devaient être désobligeants pour moi, car les grands rideaux violets l'écoutaient

sans répondre mais dans une attitude analogue à celle des gens qui haussent les épaules pour montrer que la vue d'un tiers les irrite. Ils donnaient à cette chambre si haute un caractère quasi historique qui eût pu la rendre appropriée à l'assassinat du duc de Guise, et plus tard à une visite de touristes, conduits par un guide de l'agence Cook, — mais nullement à mon sommeil. J'étais tourmenté par la présence de petites bibliothèques à vitrines, qui couraient le long des murs, mais surtout par une grande glace à pieds, arrêtée en travers de la pièce et avant le départ de laquelle je sentais qu'il n'y aurait pas pour moi de détente possible. Je levais à tous moments mes regards, — que les objets de ma chambre de Paris ne gênaient pas plus que des annexes de mes organes, un agrandissement de moi-même — vers le plafond surélevé de ce belvédère situé au sommet de l'hôtel et que ma grand'mère avait choisi pour moi; et, jusque dans cette région plus intime que celle où nous voyons et où nous entendons, dans cette région où nous éprouvons la qualité des odeurs, c'était presque à l'intérieur de mon moi que celle du vétiver venait pousser dans mes derniers retranchements son offensive, à laquelle j'opposais non sans fatigue la riposte inutile et incessante d'un reniflement alarmé. N'ayant plus d'univers, plus de chambre, plus de corps que menacé par les ennemis qui m'entouraient, qu'envahi jusque dans les os par la fièvre, j'étais seul, j'avais envie de mourir. Alors ma grand'mère entra; et à l'expansion de mon cœur refoulé s'ouvrirent aussitôt des espaces infinis. »

Faut-il enfin, pour ceux qui nient à Marcel Proust le don extraordinaire de peindre les choses de la nature, rappeler non pas la description jolie de l'automne au Bois de Boulogne, non pas le décor embaumé de la haie d'aubépine, — et cependant quel coup de pinceau délicat dans cette étude dont on peut retrouver en maints passages des esquisses successives !

« La haie formait comme une suite de chapelles qui disparaissaient sous la jonchée de leurs fleurs amoncelées en reposoir; au-dessous d'elles, le soleil posait à terre un quadrillage de clarté, comme s'il venait de traverser une verrière; leur parfum s'étendait aussi onctueux, aussi délimité en sa forme que si j'eusse été devant l'autel de la Vierge, et les fleurs, aussi parées, tenaient chacune d'un air distrait son étincelant bouquet d'étamines, fines et rayonnantes nervures de style flamboyant comme celles qui à l'église ajouraient la rampe du jubé ou les meneaux du vitrail et qui s'épanouissaient en blanche chair de fleur de fraisier. »

— mais bien plutôt cette prestigieuse évocation du jet d'eau d'Hubert Robert :

On le voyait de loin, svelte, immobile, direct, ne laissant agiter par la brise que la retombée plus légère de son panache pâle et frémissant. Le XVIII^e^ siècle avait épuré l'élégance de ses lignes, mais, fixant le style du jet, semblait en avoir arrêté la vie; à cette distance on avait l'impression de l'art plutôt que la sensation de l'eau. Le nuage humide lui-même qui s'amoncelait perpétuellement à son faîte gardait le caractère de l'époque comme ceux qui dans le ciel s'assemblent autour des palais de Versailles.

Et selon que sa promenade l'éloigne ou l'en rapproche, il le contemple de façon plus précise jusqu'à voir

les gouttes sans force qui retombaient de la colonne d'eau en croisant au passage leurs sœurs montantes et, parfois, déchirées, saisies dans un remous de l'air troublé par ce jaillissement sans trêve, flottaient avant d'être chavirées dans le bassin.

Mais j'entends d'ici le reproche : amas de citations, mauvaise critique, de même qu'amas d'épithètes, mauvaise définition. L'on pourrait croire que l'œuvre compacte de Marcel Proust est plus difficile à lire en son entier que par fragments; l'on pourrait s'imaginer que les milliers de pages que comportent les cinq tomes actuellement publiés de la *Recherche du Temps perdu* — et les manuscrits qui doivent conduire l'ouvrage jusqu'à sa fin représentant encore de six à huit volumes à paraître — se prêtent aisément à ce découpage brutal et s'accommodent de ce morcellement. Impression fausse. L'œuvre totale est d'une ampleur déconcertante, d'une diversité infinie, d'une richesse luxuriante; elle est touffue au point de ressembler à une forêt tropicale où les lianes s'entrelacent aux fûts majestueux, où les fleurs les plus colorées éclosent capricieusement, où jamais les branches n'ont été élaguées; forêt primitive où nul homme encore n'a pénétré pour ébaucher la première route de lumière. Mais alors l'on répondra que ces pages sont de simples brouillons où tous les jets de pensée ont été conservés, où toutes les notes ont été

mises bout à bout, comme certains historiens se plaisent à le faire en collant fiches et références. Certaines phrases interminables qui s'allongent parfois de parenthèses en incidentes pendant vingt ou trente lignes, et même davantage, ce pointillisme de notations où tout est enregistré, semblent au lecteur superficiel autant de négligences coupables. Erreur encore. Il suffit d'avoir regardé une page, ou plutôt un placard de pages pour comprendre au contraire quel soin minutieux, quelle attention toujours en éveil, quel scrupule inlassable guidaient la pensée de Marcel Proust.

Quant le premier tome parut en 1914, la feuille de garde limitait l'œuvre à trois volumes in-18 jésus : entre 1914 et 1919, date de la réimpression, l'auteur eut le loisir de revoir longuement ses copies dactylographiées et de développer tel paragraphe qui est devenu un chapitre ou tel alinéa qui s'est grossi de plus de deux cents lignes. Eternel insatisfait, toujours à la recherche d'images neuves, de comparaisons rares qui puissent mieux évoquer autant pour lui-même que pour ses amis lecteurs ses impressions et ses sentiments, Marcel Proust a eu, selon le mot très juste de M. François Mauriac, « le destin extraordinaire d'un créateur que sa création a dévoré; il a donné sa vie pour que son œuvre vive, il ne s'est séparé du monde que pour construire un monde. » Avec une patience sans exemple et une acuité d'observation unique, il a tiré de sa maladie des images, des sensations, des visions. Mais l'œuvre à ses yeux n'est jamais qu'ébauchée, il ne se lassait pas de la corriger, de l'augmenter, de l'amender, de la remanier, mettant à ces retouches successives une sorte de fièvre, comme s'il pressentait que sa vie toujours chancelante allait lui échapper et comme s'il voulait chaque fois dans une phrase suprême épuiser jusqu'à en mourir sa méditation profonde et définitive. Si l'auteur se fait au long de ces cinq volumes le centre unique de toutes les pensées et ramène tout à lui-même, que l'on ne s'y trompe point; il n'a jamais eu le dessein d'écrire un roman autobiographique et, comme il l'a marqué lui-même, « le *je* n'est pas toujours *moi*. »

*
* *

Peut-être bien des lecteurs hésiteront-ils avant d'ouvrir l'un de ces ouvrages, et d'autres, habitués aux livres faciles où l'intrigue, comme celle dont parle Musset, se noue et se dénoue tel un rébus autour d'un mirliton, se rebuteront au bout de quelques pages parce qu'il ne s'y déroule aucune action. Sans doute feraient-ils mieux d'accuser tout simplement la typographie trop serrée qui fatigue leurs yeux autant que leur intelligence. Ce n'est pas pour ceux-là que Marcel Proust a écrit, mais bien pour les délicats qui ont le temps de lui consacrer des heures et se proposent de devenir ses amis. Ce n'est pas un livre pour lire en chemin de fer, ni pour regarder d'un œil indifférent dans un hall d'hôtel; il y faut du recueillement et même du respect. Marcel Proust est avant tout un poète : s'il n'en a pas le rythme, il en a le lyrisme, et l'on sait que l'œuvre des poètes n'a que peu de fidèles. Le plus grand nombre se contente de morceaux d'anthologie, fleurs de choix cueillies au long de promenades et délicatement nouées en un bouquet. Déjà dans cette œuvre touffue et comme enchantée nombre de pages, telles *Un amour de Swan* ou *Les intermittences du cœur* sont déjà marquées d'un signet de fleur pour être conservées à jamais dans un de ces spicilèges in-folio vêtus de peau de truie jaunâtre estampée et clos jalousement de deux fermoirs de cuivre vert-de-grisés, où les savants anciens se plaisaient à noter leurs méditations intimes et leurs meilleures trouvailles.

C'est dans une chambre silencieuse, à l'ombre d'une charmille ou le long d'un sentier des bois, près d'une haie de noisetiers qu'il faut s'asseoir pour lire dévotement Marcel Proust, Les bruits de la ville ou de la vie n'interrompront pas votre méditation. Plaisir divin à nul autre pareil, et c'est Proust lui-même encore une fois qui nous donne le sage conseil du recueillement : « Il n'y a peut-être pas de jours que nous ayons si pleinement vécus que ceux que nous avons cru laisser sans les vivre, ceux que nous avons passés avec un livre pré-

féré. » Allez cacher cette lecture successivement dans toutes celles des heures du jour qui seront « assez paisibles et assez inviolables pour pouvoir lui donner asile. » Ne vous hâtez pas pour mieux savourer la rêverie qui déjà s'éveille en vous au bruit des mots. Qu'importe si, laissant la phrase en suspens sur la page qui lentement se referme sur vos doigts, vous ne poursuivez pas ce jour là plus avant? Du moins, vous aurez eu cette joie inestimable de connaître l'amitié de Proust, de prolonger en vous-même par delà les phrases quelque rêve de votre enfance merveilleuse, et vous aurez vécu alors qu'autour de vous tout le monde se hâte et ne comprend pas ce que c'est que la vie.

Jean DALLIGNY.

POLITIQUE DE CHEMINS DE FER ET CHANGE

A PROPOS DES LIGNES DU TYROL

Il fut un temps où la détermination des itinéraires affectés aux grands services internationaux ne dépendait guère que de raisons techniques ou économiques : longueur et profil des lignes, fréquentation probable, importance des centres desservis, utilité commerciale.

Souvent aussi la politique y avait une part, d'ailleurs fort légitime. Le Gothard, le Transsibérien, le chemin de fer de Bagdad, par exemple, étaient des lignes « politiques ». Ils avaient, en tous cas, la réputation de l'être. Car, dans l'interprétation que le public donne des mobiles des gouvernements, et que ceux-ci ont mille moyens de diriger un peu à leur guise, entre déjà, avant que les rails soient posés, l'indice d'un plan ou d'une tendance. L'opinion fait ses commentaires et ne manque pas d'ajouter du sien. La ligne de la Faucille, à travers le Jura, entre Lons-le-Saunier et Genève, n'est pas encore construite ; mais il a suffi que le projet en fût étudié officiellement, et à plusieurs reprises, des deux côtés de la frontière, pour que personne ne prît le change sur sa portée, et, pour ainsi dire, sur son esprit. Il était imprégné d'une intention réciproque et évidente de cultiver des affinités entre notre pays et le foyer le plus français de la Suisse française. Il est resté de cette tentative, suspendue par les événements de 1914, des arguments, des souvenirs et des amitiés ineffaçables. On en retrouve

la trace, je ne dirai point particulièrement dans l'élan de Genève pour nos prisonniers, nos blessés, nos rapatriés — car cet élan de bienfaisance a été général en Suisse — mais dans l'admirable attitude politique de la presse et de l'opinion genevoises pendant toute la durée de la guerre.

Mais voici qu'à présent, dès qu'on pense, sinon à créer de nouvelles lignes, du moins à mieux utiliser celles qui existent pour accélérer la reprise des transactions internationales, entre en compte un coefficient nouveau : le change — le change, dont les dénivellations et surtout l'instabilité étendent au jour le jour, et quelquefois d'une façon inattendue, le cercle de leurs méfaits.

Je ne pense même pas aux calculs redoutables, et encore plus incertains, dont la perspective se présente au voyageur préoccupé d'établir le budget d'une traversée de l'Europe. Ces calculs, les administrations de chemins de fer se concertent de façon à les faire pour lui, pas toujours à son avantage, et elles lui présentent la plupart du temps un barème dans lequel il est aisé de trouver le prix d'un billet direct. Mais, ce prix même, qu'est-ce qui le constitue? C'est évidemment l'addition, plus ou moins rectifiée par des arrangements particuliers entre réseaux, des prix du parcours kilométrique dans chacun des pays d'origine, de destination et de transit Et ces prix, à leur tour, ne sont ramenés à la parité française, belge, suisse ou italienne, selon la clientèle à laquelle ils sont indiqués, que compte tenu de la diversité des monnaies et de leurs cours respectifs. Il est aisé d'en conclure que, de plusieurs itinéraires entre les mêmes points, ceux qui empruntent le territoire de pays à change déprécié sont, en principe, les plus économiques, et qu'ainsi ils sollicitent déjà, ils solliciteront de plus en plus la clientèle modeste, celle qui fait nombre, et qui n'a pas de quoi placer au-dessus de toute autre considération les avantages de la vitesse et du confort.

Aucun exemple ne saurait mieux mettre en relief cette situation que l'histoire, vieille de quatre ans à peine, du *Simplon-Orient-Express* et du *Direct-Orient*, deux créations internationales d'initiative française.

*
* *

Au mois de mars 1919, pendant la Conférence de la paix, un projet, présenté dès 1906 par la Compagnie P. L. M à la conférence des horaires de Brême, et que, depuis, la tenace opposition des Empires centraux avait constamment fait échouer, fut remis en vedette par la même Compagnie avec un sens de l'opportunité et une clarté de vues d'exécution qui lui font le plus grand honneur.

Il ne s'agissait de rien moins que de déplacer l'axe des grandes communications entre l'Occident et l'Orient. Elle s'établissaient avant la guerre, on s'en souvient, *via* Munich, Vienne et Budapest, par la vallée centrale du Danube, et permettaient ainsi à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie de capter le courant des voyageurs des côtes de la Manche à Constantinople. La proposition de la Compagnie P. L. M. reportait sur la vallée du Pô par le Simplon, et sur la vallée de la Save, de Zagreb à Belgrade, le tracé que ce courant devait suivre désormais. On atteindrait de la sorte l'Orient européen par la Suisse, l'Italie et la Yougoslavie, *via* Lausanne -Milan-Venise-Trieste-Zagreb-Belgrade, du reste sans avoir à construire un kilomètre de rail neuf, et sur des lignes éprouvées depuis longtemps par le passage d'express nationaux ou régionaux. Bref, les éléments de la grande artère sud-européenne étaient tout prêts. Il ne s'agissait que d'en rendre l'exploitation homogène et de caractère nettement international.

Nulle conception plus juste, pour ne parler que géographie, puisque le nouveau tracé s'établit par la distance la plus courte entre Paris et toutes les capitales balkaniques, sauf Bucarest. Jamais moment mieux choisi. Nous étions alors en pleine atmosphère de solidarité interalliée. Toutes les puissances intéressées à ce projet étaient représentées à Paris, non seulement par des plénipotentiaires, mais par des délégués techniques. Si enfin, au lendemain de la guerre, elles n'étaient pas toutes en état d'apporter leur contribution proportionnelle au nouveau service, notamment en locomotives et en com-

bustible, les plus favorisées étaient prêtes à aider les autres. Du reste, il ne s'agissait à ce moment que de lancer un grand train de luxe international, pour l'organisation duquel la Compagnie des wagons-lits disposait de ressources suffisantes en personnel et en voitures. Au surplus le va-et-vient des officiers, des diplomates, des missions de ravitaillement, des pionniers d'affaires, entre Calais et ce « front d'Orient » encore non dégarni, ouvraient sur la fréquentation de ce train des perspectives que l'événement n'a pas démenties.

Aussi la conférence spéciale du *Simplon-Orient-Express*, qui travaillait au ministère des travaux publics, dans le voisinage immédiat de la commission générale du transit chargée d'élaborer les clauses « ferroviaires » et fluviales du traité de paix, donna-t-elle à cette dernière l'exemple d'une concorde et d'une promptitude qu'on eût souhaité plus communicatives. Le signataire de cet article, qui faisait partie de l'une et de l'autre, a pu noter la différence. Pendant que la commission du transit, à laquelle ne manquaient pourtant ni les bonnes volontés, ni les compétences, s'immobilisait, dix ou douze séances durant, sur la définition du « fleuve international » et n'était tirée de ce docte enlisement que par un effort du premier délégué français, M. André Weiss, la conférence du *Simplon-Orient-Express* épuisait, en moins de deux semaines, son ordre du jour : itinéraire, horaire, détails d'exploitation, prix et conditions de transport. La convention internationale, au bas de laquelle mirent leur signature les délégués de France, d'Angleterre, de Belgique, de Suisse, d'Italie, de Yougoslavie, de Roumanie et de Grèce, est du 27 mars. Au début d'avril, la compagnie P. L. M. ,qui avait été désignée comme administration gérante du nouveau service, et qui le méritait bien, attelait une de ses meilleures locomotives au premier train de luxe démarrant dans la direction des Balkans par le Simplon et l'Italie. Il ne fallait qu'un peu d'imagination, et même il eût suffi d'un retour sur les origines, les vicissitudes et les raisons actuelles de succès de ce train d'Orient, pour lui trouver l'allure d'un manifeste interallié et, en quelque façon d'un symbole *sui generis* de la victoire.

Les délibérations n'avaient donné lieu qu'à un incident, d'ailleurs tout à fait fugitif. Quand on discuta l'itinéraire, certains délégués firent remarquer qu'une légère déviation par Fiume permettrait de cueillir le trafic d'un port fréquenté. Quelqu'un, qui se trouvait à côté du directeur général du P. L. M., opposa à cette suggestion des considérations techniques, qui parurent concluantes, ce qui le dispensa, à sa grande satisfaction, d'avoir à faire état des autres. Je suppose que l'exploitation du *Simplon-Orient-Express*, au cours d'événements ultérieurs qui ont enrichi Fiume de plus d'histoire et de légende que de renom de paisible point d'arrêt sur un parcours international, n'a rien perdu à être soulagée de ce détour.

Le *Simplon-Orient-Express* a régulièrement fonctionné depuis cette époque. Le service initial s'est peu à peu développé et étendu à toutes les capitales des Balkans. Si jamais l'ordre et la concorde finissent par régner sur le Bosphore, au point de permettre d'atteindre par un tunnel la rive asiatique, les rails qu'une initiative allemande avait posés dans la direction de Bagdad lui ouvriront l'Asie-Mineure, et je ne sais quels au delà. Par la suite encore, un *Direct-Orient* quotidien, accessible aux bourses plus modestes, puisqu'il se compose surtout de voitures de 1re et de 2e classe, a été mis en service et suit le même parcours. Pensée politique, empressement des administrations, perfectionnement progressif de l'organisation matérielle, rien n'a donc manqué à cette œuvre, qui mérite de durer et qui durera. Elle ne se heurte plus, quant à présent, qu'à un obstacle, ou, si vous voulez, à un coefficient de moindre utilisation, dont on hésite à dire s'il est temporaire : le change.

* * *

Les services dont il vient d'être parlé s'établissent en effet, jusqu'à la frontière yougoslave, par la France et l'Italie, pays à change moyen, et par la Suisse, pays à change élevé, Si nous visons, pour prendre un exemple, la relation Paris-Zagreb, nous constatons que le prix du billet de 1re classe est

de 373 fr. 15, auquel s'ajoute, pour les voyageurs en *sleeping*, la perception de 137 fr. 05, qui reviennent à la compagnie des wagons-lits, soit, en tout, un peu plus de cinq cents francs, monnaie française. C'est une somme; elle peut cependant ne pas paraître excessive à un Anglais, à un Américain, à un Belge, à un Parisien, du moins à ceux qui sont accoutumés à vivre largement, ou qui font entrer les frais de voyage dans leur budget d'affaires. Mais traduisez-la, aux cours actuels, en *dinars*, en *lei* roumains, en *levas* bulgares, ou même en *drachmes*, c'est à-dire en monnaie nationale de gens qui auront à passer chez le changeur avant de prendre le train de Paris, elle devient impressionnante. Elle paraît disproportionnée aux conditions de la vie ambiante, et, pour tout dire, aux ressources de l'immense majorité des budgets privés dans la péninsule balkanique, grosses fortunes exceptées. C'est une objection qu'on sentait déjà venir au cours de la conférence d'organisation. Les délégués des pays d'Orient disaient à leurs collègues : « Il passera par ce train plus de voyageurs de chez vous que de chez nous ». Et encore, à cette époque, le change commençait à peine la carrière de ses méfaits.

Il résulte de là, on le sent, une improportionnalité et une inégalité fâcheuses. Ces grands services internationaux ne sauraient remplir complètement leur but, à ne faciliter les voyages que dans un seul sens, ou, pour mieux dire, au profit d'un seul côté de l'Europe. L'équilibre de leurs recettes, l'accomplissement de leur fonction économique et peut-être surtout politique, l'utilisation régulière de leur personnel, exigent l'équivalent de ce qu'on nomme, en termes maritimes, « fret de retour ». Le *Direct-Orient*, auquel sont attelées des voitures de deuxième classe, est déjà plus accessible à la clientèle balkanique moyenne. Mais encore est-ce à la condition que cette clientèle ne lui soit pas disputée par une ou plusieurs voies concurrentes. Et ici, précisément, depuis une année ou deux, la concurrence se fait sentir.

Dès qu'on examine, en effet, la carte des chemins de fer de l'Europe centrale, on constate que plusieurs lignes remontent de Zagreb vers la frontière française de l'Est par l'Autriche

et l'Allemagne, sans même passer par Vienne[1]. Elles offrent pour caractéristique l'emprunt de la région du Tyrol. De Zagreb à Maribor (Marbourg), elles forment tronçon commun, entièrement établi sur territoire yougoslave. A peu de distance de Maribor elles pénètrent en Autriche, pour se diriger en diagonale vers la frontière bavaroise, soit *via* Bruck an der Mur-Selztha-Bischofshofen-Salzbourg, soit *via* Bleiburg-Klagenfurt-Spittal-Badgastein-Schwarzach-Salzbourg-Munich. De Munich à Ulm, on rentre dans la vallée centrale du Danube, et l'on n'a qu'à suivre, dans la direction Strasbourg-Paris, l'artère classique de l'Orient-Express d'avant guerre.

Il suffit à présent de considérer une autre carte, celle qui tiendrait compte du cours des monnaies nationales sur le marché européen — exercice de cartographie nouveau et néologisme à trouver — pour se rendre compte que ces parcours s'établissent à travers des pays à change éminemment déprécié. De plus l'expérience prouve que, quand bien même les administrations allemandes et surtout les autrichiennes font un usage fréquent des relèvements de tarifs, et quand même, sous forme de suppléments plus ou moins ingénieux, elles cherchent à grossir leur quote-part dans la répartition du prix d'un transport international, la dépréciation de leur monnaie attire forcément la clientèle.

Nous n'avons pas sous les yeux les derniers barèmes officiels de ces administrations. Ils ne sauraient d'ailleurs donner une idée précise de ce que sera le coût d'un parcours kilométrique déterminé sur leurs réseaux, dans quinze jours ou dans six mois, non seulement à cause de l'instabilité des tarifs et du caprice des suppléments, mais surtout parce que personne ne peut assigner d'avance un cours au mark ou à la couronne autrichienne. Mais nous pouvons constater, à titre d'indication, qu'au mois de juin 1922 un parcours de 500 kilom. sur les lignes au-

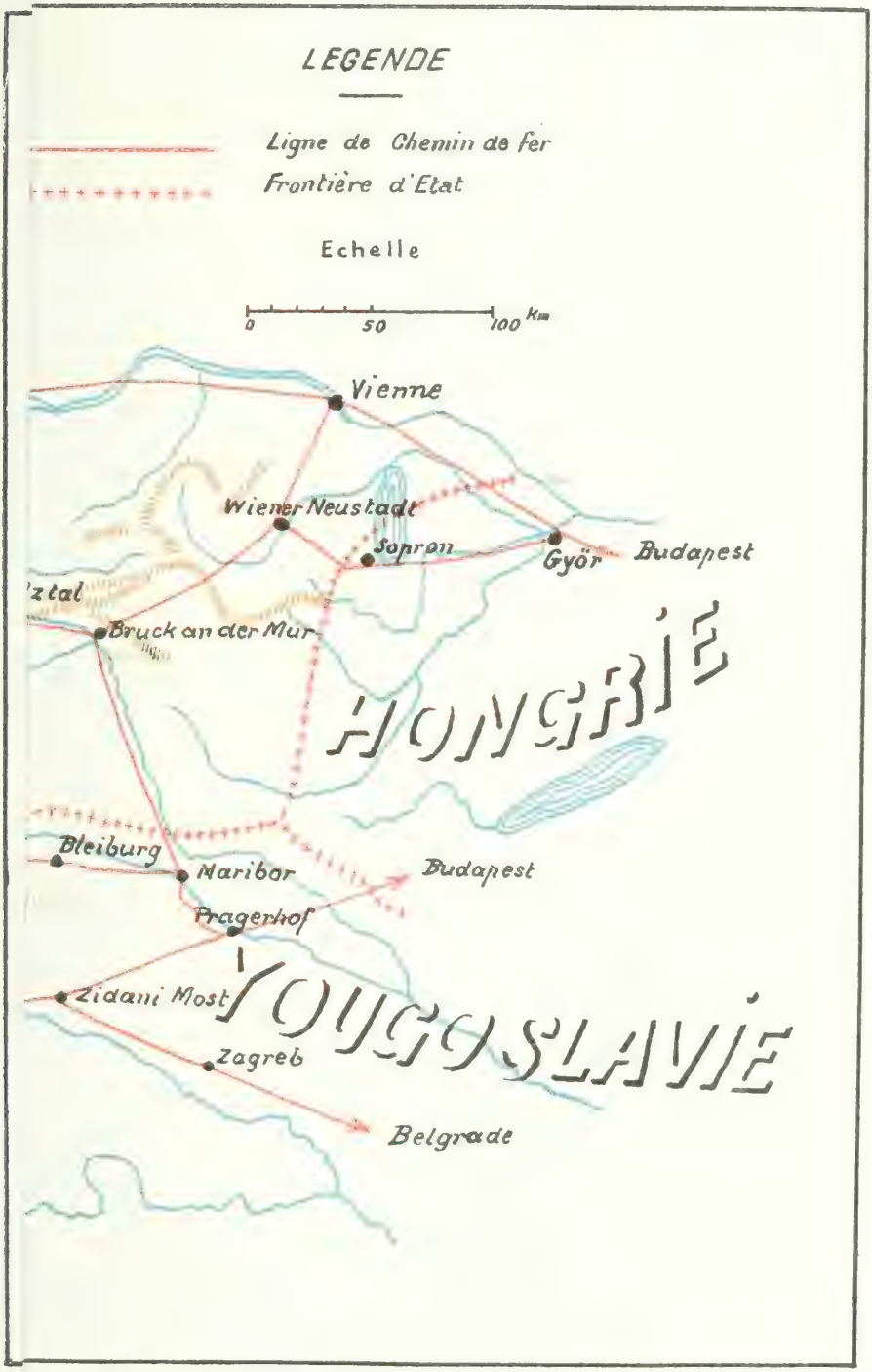
1. Nous avons choisi pour exemple la relation Paris-Zagreb en donnant à comprendre que c'est sur ce dernier point que convergent la ligne Simplon-Italie et les lignes concurrentes. Ce n'est pas tout à fait exact. Le point de rencontre, comme on peut s'en rendre compte à vue de carte, est placé un peu plus à l'est à Zidani Most (Steinbrück). Mais comme il ne s'agit que d'une station de croisement, il nous a paru préférable d'envisager et de comparer les parcours aboutissant à la capitale de la Croatie.

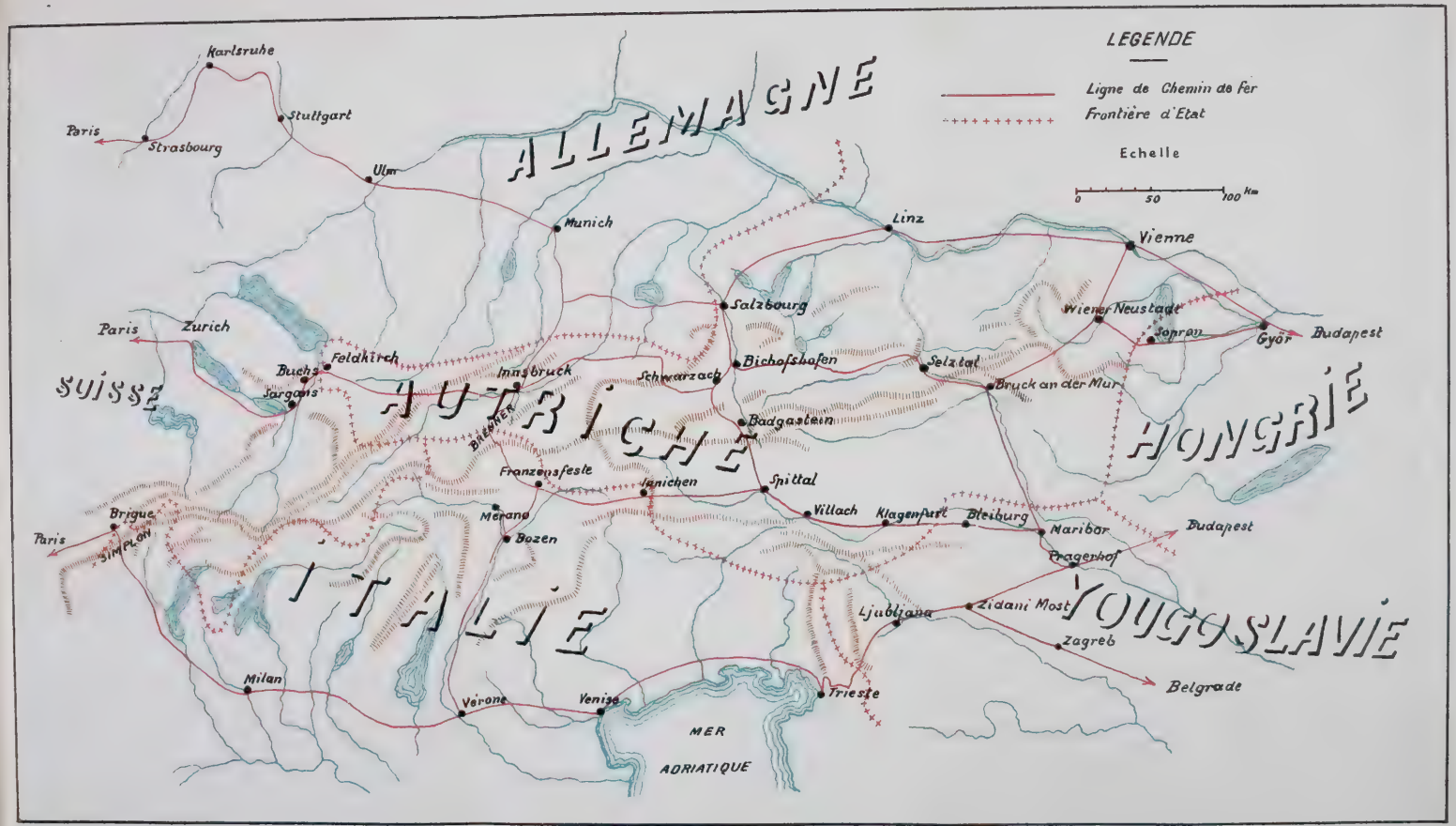
trichiennes du Tyrol coûtait sensiblement 40.000 couronnes en première et 14.000 en seconde classe. La couronne valait alors environ 0,00125, et les prix, ramenés à la parité française, ressortaient ainsi respectivement, en chiffres ronds, à 50 et à 17 frs. Depuis, les tarifs ont été quadruplés ; mais comme, d'autre part, la couronne a baissé jusqu'à 0,20 le *mille*, cours actuel et relativement stable depuis quelque temps, le résultat d'ensemble est que 160.000 couronnes ne correspondent plus qu'à 32 frs. et 56.000 à un peu plus de 11 frs. de notre monnaie. Parcourir, en l'an de grâce 1922, cinq cents kilomètres pour ces prix-là, c'est une aubaine [1].

Les chemins allemands ont si bien compris l'avantage qu'ils pouvaient recueillir de cette situation, en attirant sur leurs rails, par l'Autriche, la clientèle modeste du Sud de l'Europe centrale et des Balkans, qu'ils ont adapté leurs services, le plus possible, aux commodités de cette clientèle. Ils ne sauraient, cela va de soi, prétendre concurrencer le *Direct-Orient* par des convois directs ou des voitures directes qui auraient Paris pour point d'origine et qui passeraient par chez eux. Mais ils se sont arrangés de façon à prolonger par de bonnes correspondances, dans la direction de la Croatie et des Balkans, les services qui font tête à Paris et qui desservent la ligne Munich-Vienne. Grâce à ces correspondances, le parcours actuel de Paris à Zagreb, par la Bavière, la région de Salzbourg, Schwarzach, Klagenfurt et Maribor s'effectue en 43 heures à l'aller et 40 au retour. Le *Direct-Orient* ne permet pas un voyage sensiblement plus rapide, et la place y coûte beaucoup plus cher.

Voilà donc l'avilissement de la monnaie autrichienne et la politique de l'abaissement du mark en train de ramener sur les lignes allemandes, sur ces routes même dont l'ambition et l'intérêt de l'Allemagne impériale étaient de faire l'organe obligatoire des communications d'Est en Ouest, une partie de la clientèle que nous avions tout lieu de croire fixée, à compter de 1919, sur le tracé sud-européen. On dira que le fait intéresse

1. Sur les chemins de fer français, le même parcours exige une dépense de 105 fr. 15 en première et de 69 fr. 50 en deuxième classe.


LEGENDE
Ligne de Chemin de fer
Frontière d'Etat
Echelle
0
50
100 Km
Vienne
Wiener Neustadt
Sopron
Győr
Budapest
'z tal
Bruck an der Mur
HONGRIE
Bleiburg
Maribor
Budapest
Pragerhof
Zidani Most
YOUGOSLAVIE
Zagreb
Belgrade


LEGENDE
Ligne de Chemin de fer
Frontière d'Etat
Echelle
0
50
100 Km
ALLEMAGNE
SUISSE
AUTRICHE
HONGRIE
ITALIE
YOUGOSLAVIE
MER ADRIATIQUE
Karlsruhe
Stuttgart
Paris
Strasbourg
Ulm
Munich
Linz
Vienne
Salzbourg
Wiener Neustadt
Sopron
Györ
Budapest
Paris
Zurich
Buchs
Feldkirch
Sargans
Innsbruck
Schwarzach
Bischofshofen
Selztal
Bruck an der Mur
Badgastein
Brenner
Franzensfeste
Spittal
Villach
Klagenfurt
Bleiburg
Maribor
Pragerhof
Budapest
Brigue
Simplon
Paris
Merano
Bozen
Janichen
Ljubljana
Zidani Most
Zagreb
Belgrade
Milan
Vérone
Venise
Trieste

bien modestement les recettes de nos réseaux, ou que cet intérêt se borne à transporter de la compagnie P. L. M. à celle de l'Est, autrement dit de la ligne Paris-Vallorbe à la ligne Paris-Strasbourg, la clientèle à la recherche de l'économie. Si la question n'offrait pas d'autre aspect, elle serait vite épuisée. Mais tels phénomènes qui peuvent paraître indifférents au statisticien emportent un enseignement qui intéresse au plus haut point la psychologie politique. La France, dans les régions sud-slaves et à travers toute la péninsule balkanique, compte aussi une « clientèle » qui ne s'entend plus seulement au sens usité entre transporteurs. Et cette reprise de l'Allemagne sur un transit que nous avions très légitimement cherché à lui soustraire a bien aussi sa valeur symbolique ; elle prête à une thèse qui n'est pas très favorable aux résultats de la guerre.

Passe encore s'il s'agissait d'un cas isolé, d'une revanche accidentelle procurée à nos adversaires par les dénivellations ou même la politique du change. Mais, puisque c'est à nos amis de l'Europe sud-orientale que nous pensons et qu'il faut penser, combien d'autres conséquences de cette dénivellation ou de cette politique se font sentir depuis deux ans, qui portent sur nos rapports de commerce, sur notre influence intellectuelle et sociale, jusque sur la formation de l'esprit et des mœurs des nouvelles générations ! A cause du change, le commerce est pour ainsi dire suspendu entre la France et les Etats balkaniques, qui se procurent des marchandises à meilleur compte auprès du fournisseur allemand. On achète beaucoup moins de livres français, même scolaires, exactement par la même raison qu'on ne prend pas son billet pour Paris par la voie coûteuse. Nos Universités ont vu décroître, dans une proportion inquiétante, le nombre des étudiants originaires de ces régions, tout simplement parce que la vie à Paris, Lyon ou Grenoble est beaucoup plus chère qu'à Berlin ou à Munich. On a émis l'aphorisme économique que la mauvaise monnaie chasse la bonne. C'est le compléter ou le transposer que de dire que les mauvaises monnaies s'attirent, et que les médiocres vont aux mauvaises, parce que les lois de la relativité les rendent par comparaison bonnes.

Il y a une part d'inévitable, à ce qu'il paraît — puisque personne n'a encore trouvé le secret de porter remède à la flagrante inégalité des changes ni même à l'irrégularité des cours — dans ce phénomène qui contribue à paralyser les relations normales de peuple à peuple, à isoler ceux qui se cherchent, et à interrompre, avec le cours des traditions politiques, celui des sympathies naturelles et jusqu'à présent cultivées... Mais peut-être aussi certains remèdes sont à notre portée. Pour ce qui concerne la facilité des communications, en tant qu'elle dépend des prix de parcours, il serait temps d'envisager résolument le rôle nouveau qui échoit aux pays à change déprécié dans l'économie des relations internationales. Cette dépréciation, au fond, est une prime aux parcours effectués à travers ces pays, et, si elle n'est une prime, dans tous les cas, et effectivement, elle joue au moins comme réclame. Dépend-il de nous d'en accommoder le fait à nos intérêts, qu'elle dessert jusqu'à présent? C'est la question qu'on s'est proposé de toucher dans cette rapide étude. Mais une observation préjudicielle est nécessaire pour en faire sentir toute la portée.

*
* *

Nous venons de voir que l'état présent des choses infirme les prévisions de trafic que nous avions formées en 1919, et qu'il ramène sur les lignes de l'Allemagne du Sud une partie de celui qui nous paraissait réservé à la ligne Simplon-Italie. Du moins peut-on se consoler par cette réflexion que nos communications avec l'Orient sont doublement assurées.

Mais, après tout, nous vivons à une époque étrange. Les surprises politiques ne nous ont jamais été moins ménagées, et nous nous attendons un peu à ce que la série continue. Les limites du possible s'élargissent, tandis que celles du probable deviennent de plus en plus indécises. L'homme plein de jugement et d'esprit qu'était M. Ernest Lavisse disait un jour devant moi (c'était au sujet de la proclamation de la République en Chine, événement inouï pour l'époque) que, dans un pays comme le nôtre, toujours prêt à enrichir d'un rouage

la machine administrative, on aurait dû créer, depuis longtemps, le *Bureau des hypothèses*. Il entendait par là quelque chose comme l'équivalent politique d'un office météorologique, dont les fonctionnaires auraient été incités à exercer leur imagination, et à faire rapport sincère de ce qu'elle leur eût inspiré. Il est évident, ajoutait-il, que ce Bureau aurait à «classer» une foule de dossiers peu de temps après les avoir ouverts. Par contre, dans certains cas, nous ne serions pas pris au dépourvu, ou nous le serions moins.

Or le *Bureau des hypothèses*, supposé qu'il existât, aurait à s'occuper du cas, entr'autres, où les différends entre l'Italie et la Yougoslavie viendraient à prendre un aspect tout à fait délicat, à propos de Fiume, de Zara, ou de toute autre chose. En transmettant l'hypothèse au sous-chef de bureau, le directeur appellerait son attention sur les divers aspects qu'elle offre, et, par exemple, sur la gêne qui pourrait en résulter dans nos relations par voie ferrée avec les Balkans. Dès lors, il ne faudrait pas beaucoup d'esprit au rédacteur chargé de cette partie du travail pour établir que, même à l'état de simple tension, de mauvais rapports politiques seraient préjudiciables à la régularité, peut-être même à la sécurité de l'exploitation, sur ce mince ruban de fer qui échange, vers la station de Postumia, la nationalité italienne contre la nationalité yougoslave, et qui porte les destinées de nos communications orientales.

De son côté, le préposé aux hypothèses bavaroises ne paraîtrait pas faire une découverte retentissante en avertissant ses supérieurs que la situation politique, en Bavière, est assez instable, que les dispositions du gouvernement et du pays nous restent foncièrement hostiles, et qu'en cas de révolution, il n'y aurait rien d'extraordinaire à ce que le trafic fût interrompu sur une ligne par où les Français communiquent avec leurs amis de la Petite Entente.

Si enfin le ministère de la guerre entretenait un délégué auprès du *Bureau des hypothèses*, il aurait sans doute, sur les mêmes sujets, beaucoup d'autres choses à dire. N'entreprenons pas sur sa compétence.

La conclusion, à laquelle même les optimistes peuvent se rallier, c'est qu'à tout événement nous ne serions pas fâchés de disposer d'une troisième route pour accéder aux régions méridionales de l'ancienne monarchie danubienne, véritable vestibule des Balkans. Si cette route évite des contrées ou des passages soumis, autant qu'on peut le prévoir, à l'éventualité de complications politiques, et si, de surcroît, elle offre à la clientèle modeste précisément cet attrait de l'économie que nous ne parvenons pas à lui procurer sur la ligne d'Italie, et qu'elle cherche sur celles d'Allemagne — ce sont déjà deux raisons, et il y en a d'autres, pour en signaler l'intérêt.

Le tunnel de l'Arlberg, qui s'ouvre à faible distance de la frontière de la Suisse orientale, donne accès à la vaste région du Tyrol, et par conséquent au réseau ferré qui, par le Brenner, Selzthal, les Tauern, établit, au fond, les relations les plus courtes en distance brute entre la Confédération helvétique, l'Autriche septentrionale, la Styrie, la Hongrie et la Yougoslavie. Ce sont sans doute des lignes à profil accidenté. Cependant les express y ont circulé depuis qu'elles sont construites. Et même, au cours de ces dernières années, en dépit de la crise inexprimable qui a sévi en Autriche, la plupart des anciens services ont été remis en vigueur. Sans même insister sur la régularité du fonctionnement du Paris-Vienne, par Innsbruck et Salzbourg, nous noterons simplement que, dans le courant de cet été, des voitures de la Compagnie des wagons-lits étaient à la disposition du public sur les lignes d'Innsbruck à Franzensfeste et à la célèbre station estivale de Merano, aujourd'hui italienne; de Franzensfeste à Maribor et à Budapest; de Bischofshofen à Klagenfurt par Schwarzach, les bains de Gastein et la région des Tauern. L'hiver, un Vienne-Nice circule par le Brenner et Vérone. C'est assez dire que le réseau tyrolien, bien que ses déclivités s'opposent aux marches très-rapides, présente des garanties de fonctionnement et d'entretien suffisantes pour remplir un rôle intéressant dans l'économie internationale.

A vrai dire, cette aptitude n'a jamais été utilisée, comme il eût convenu, pour faciliter les relations entre la Suisse et ses

en deçà, la région yougoslave et ses au delà, autrement dit pour créer un nouveau courant vers l'Orient. La politique de la monarchie des Habsbourg était extrêmement centralisatrice : elle ne concevait pas qu'on pût jalonner une « route d'Orient » en laissant Vienne à l'écart, et il est à peine utile d'ajouter que son allié allemand l'entendait de la même façon. Mais aujourd'hui que cette monarchie est démembrée, et que chacun des nouveaux Etats successeurs aspire à réaliser son autonomie, même « ferroviaire », la décentralisation de l'ancien réseau autrichien et du réseau tyrolien en particulier, apparaît comme une conséquence naturelle des changements politiques et territoriaux. En beaucoup de cas même, la simple exécution du traité de Saint-Germain l'a imposée.

Est-il donc possible de concevoir — sans, bien entendu, aucune construction nouvelle — l'exploitation d'un tracé qui, partant de Buchs, station-frontière suisse, tendrait par le plus court, à travers le Tyrol, vers Zagreb où il rejoindrait la ligne franco-suisse-italienne d'Orient? Le tracé, sur la carte, se désigne de lui-même, par Innsbruck, Schwarzach, Badgastein, Klagenfurt, Maribor et Zidani Most. Il mesure exactement 862 kilomètres entre la frontière suisse et la capitale de la Croatie[1].

Sur ces 862 kilomètres, 606 s'établissent sur le territoire autrichien (Buchs-Bleiburg-frontière) et 256 sur le territoire yougoslave (Bleiburg-Zagreb). Le prix de parcours participe donc en Autriche à l'extrême dépréciation du change et, en Yougoslavie, à une dépréciation qui tend à s'atténuer, mais qui, cependant, à l'heure actuelle, ne laisse guère au *dinar* que la valeur de 0, 25 centimes. Calculé sur la base des tarifs et des cours en vigueur en juin 1922, et compte tenu même d'une surtaxe en francs suisses sur le tronçon des chemins de fer du Lichtenstein, entre Buchs et Feldkirch, le prix global Buchs-Zagreb ne dépassait pas 103 frs. 83 en première et

1. Nous ne faisons pas état de la ligne du Brenner, à cause de ses fortes rampes et des sujétions auxquelles la soumet une enclave de territoire italien. Celle qui passe par Selzthal et Bruck an der Mur ne présente pas les mêmes inconvénients, mais elle est un peu plus longue.

42, 77 en deuxième classe, monnaie française. Nous savons que depuis, il a subi l'effet d'influences inverses, quadruplement des tarifs autrichiens, baisse profonde de la couronne autrichienne, hausse appréciable du *dinar*. Mais, en fin de compte, une compensation entre ces divers éléments ferait apparaître aujourd'hui un prix plutôt inférieur.

Des calculs établis à la même époque, et sur les mêmes bases, font ressortir que, de Paris, par le même itinéraire, donc traversée de la Suisse comprise (*via* Bâle), le prix du billet jusqu'à Zagreb ressortirait à 290 fr. 70 pour la première et 169 pour la deuxième classe. Ne retenons que ce dernier chiffre, puisqu'aussi bien c'est seulement la clientèle modeste qui réclame et à laquelle il convient d'offrir de nouvelles voies d'acheminement. Il doit se rapprocher très sensiblement du prix pratiqué sur l'itinéraire austro-allemand. Il serait certainement inférieur, dès le moindre relèvement du mark. Bref, il laisse entrevoir une solution au problème financier de concurrence que nous avons posé dès le début de cette étude. Le reste est affaire d'organisation, et, pourquoi ne pas le dire aussi? de saine réclame .

Tel n'est pourtant pas, loin de là, l'unique avantage qui s'attache, du point de vue français, à une meilleure utilisation des lignes du Tyrol. Elles sont établies d'un bout à l'autre à travers un pays profondément déprimé par une crise économique, mais qui, sous le rapport politique, peut être assimilé à un neutre. Cette crise même, nous avons tout intérêt à l'abréger, et nous y tâchons officiellement, puisque en dépit de nos charges actuelles, nous sommes devenus les créanciers bénévoles de la République autrichienne. Ramener un peu de transit international sur les chemins de fer du Tyrol, et par conséquent, pendant la période estivale, un peu de vie dans ces vallées célèbres dont les grandes stations climatiques ou balnéaires sont d'ailleurs pour la plupart réorganisées — c'est toujours, sous une forme plus modeste, apporter une contribution au relèvement de l'Etat autrichien, et, en tous cas, lui donner de nouvelles marques de dispositions bienveillantes.

La mise en service de trains directs, composés de « tranches »

de voitures, qu'on disloque en cours de route, de façon à desservir des destinations différentes, est de plus en plus pratiquée. Toutes les administrations de chemins de fer, et celles d'Autriche en particulier, en connaissent les avantages. Dès qu'on partira du principe qu'à travers la Suisse et le Tyrol peuvent passer des convois appelés à relier la France avec certains pays de l'Europe orientale, ce ne sont pas seulement la Styrie, la Yougoslavie et les autres pays balkaniques, mais la Hongrie même, dont on entrevoit la participation à cette nouvelle économie.

Nous ne communiquons guère aujourd'hui avec Budapest que par Vienne, et c'est la route, sinon la plus directe, du moins la plus favorisée au point de vue technique. Mais une capitale de cette importance ne peut que trouver intérêt à disposer d'un tracé auxiliaire dans la direction de l'Occident. Le détour par Vienne-ceinture est une cause de stationnements plus ou moins prolongés et une occasion de retards. En outre, nous serions bien étonnés si l'esprit d'autonomie nationale, qui fut toujours très développé chez les Hongrois, ne trouvait pas son compte à la perspective d'éviter le passage obligatoire par une capitale voisine, et dont on ne sait jamais si les événements ne l'érigeront pas en rivale. Déjà nous remarquons, dans les horaires de l'été dernier, que certains services vers Merano, qui auraient pu tout aussi bien être établis par Vienne, semblent avoir été organisés intentionnellement par une ligne indépendante, celle de Budapest à Pragerhof et Maribor. Le principe de pénétration directe dans le Tyrol est donc déjà entré dans la politique des chemins de fer hongrois, ou plutôt il n'en est jamais sorti, puisqu'avant la guerre des express circulaient deux fois par jour entre Innsbruck et Budapest. Il ne faut donc qu'un peu l'étendre, jusqu'à la conception et au fait d'une « traversée » pour envisager une nouvelle forme de communications entre la France, la Suisse et la Hongrie.

Sans préjuger des résultats que donnerait l'étude approfondie de cette question, nous pouvons indiquer qu'au point de croisement de Schwarzach, sur le tracé plus haut indiqué Paris-Zagreb, on conçoit fort bien qu'une tranche « hongroise »

soit détachée vers Budapest par Selzthal, Bruck an der Mur, Wiener-Neustadt et Sopron. Le parcours, compté de Paris, serait un peu plus bref que par Vienne (1081 km. au lieu de 1136), et, répétons-le, soulagé d'un long stationnement aux gares de ceinture.

N'hésitons point à ajouter que, pour avoir une « politique d'Europe centrale », ou, si l'on veut, plus modestement, pour en offrir le signe, la France doit, autant que possible, se ménager, indépendamment des moyens de transit que lui offrent l'Italie et l'Allemagne, un mode d'accès par la Suisse et le Tyrol. Cette raison générale, qui ne prêterait que trop à des développements disproportionnés au cadre de cette étude, loin de faire tort à toutes les raisons particulières que nous avons déjà exposées, est bien près de les résumer.

*
* *

En conclusion, la question de nos relations avec la péninsule balkanique, qui nous était apparue, pendant la Conférence de la paix, sous un jour assez simpliste, a déjà pris un aspect un peu différent, notamment sous l'influence de la crise du change.

Elle semble donc avoir besoin d'une remise au point.

Avant tout, il importe non seulement de maintenir, mais de développer et d'améliorer les services par le Simplon et l'Italie. Le *Simplon-Orient-Express*, de Paris à Constantinople, parcourt la plus longue et la plus belle des artères de l'Europe. Il forme déjà tradition. Il a donné lieu à des conventions importantes et à des sacrifices considérables des réseaux d'Occident. La clientèle de luxe lui est acquise, il répond de tous points à ses exigences, et il lui offre, entre autres avantages qu'aucune concurrence ne saurait lui disputer, celui d'établir son parcours par des pays ensoleillés l'hiver.

Le *Direct-Orient* présente un intérêt lié à tous ceux qui justifient le service de luxe. Dans la pensée de ses promoteurs, il est destiné au rôle d'organe consacré à la clientèle intermédiaire, celle qui n'éprouve pas le besoin de voyager en *slee-*

ping, mais qui, d'autre part, reste sensible au confort et à la continuité du trajet, et qui ne refuse pas de payer ces avantages à leur prix. Cette clientèle comprend surtout les voyageurs anglais, français, américains, belges, suisses ou italiens qui se rendent dans les Balkans ou qui en reviennent. Elle a tendance à s'accroître depuis quelque temps. Toutefois, elle paraît trouver sa limite, jusqu'à nouvel ordre, au point où les exigences du change découragent la plupart des voyageurs originaires de la Yougoslavie et des régions voisines. Pour être juste, il faut convenir que cette catégorie de voyageurs, nombreuse et intéressante, est la seule qui ne profite pas du régime institué en 1919, et que, cherchant sa route vers l'Occident comme elle peut, c'est à-dire comme le veut l'état de ses ressources pécuniaires, elle n'a trouvé rien de mieux jusqu'à présent que de passer par l'Allemagne. C'est rester fidèle à l'esprit qui a présidé à l'organisation du *Simplon-Orient-Express*, et à la politique de précaution contre un regroupement d'intérêts quelconque autour du *Reich*, que de nous mettre en mesure d'offrir à cette clientèle « autre chose ».

Cet « autre chose », en une matière où la géographie et la technique préviennent et réprimeraient au besoin tout écart d'imagination, ne nous semble pouvoir être qu'une meilleure utilisation des lignes du Tyrol. Etablir qu'il existe par là un « chemin de la France », que ce chemin parcourt, sans discontinuité jusqu'à la frontière de la Suisse orientale un pays où l'on gagne à changer des *dinars*, des *leva*, des *lei* contre des couronnes, au lieu d'avoir à subir l'opération inverse — telle est la première étape de l'initiation du public à l'intérêt que peuvent présenter ces lignes. Mettre en service, dès l'été prochain, je suis encore loin de dire des trains, mais des voitures directes de deuxième et même de troisième classe, qu'on accrocherait aux express en circulation sur les lignes de Paris à Innsbruck, d'Innsbruck à Schwarzach, de Schwarzach à Maribor, et de Maribor à Zagreb — sans perdre de vue l'éventualité de quelque spécialisation sur la direction de Budapest — ce serait un essai ni présomptueux, ni onéreux, et dont les résultats diraient s'il y a lieu de le poursuivre. Les courants

de trafic se créent progressivement; il y faut quelquefois de la persévérance.

L'intérêt des chemins de fer suisses, qui sont déjà chargés d'un budget considérable, peut être de demander que ces essais soient réduits, pour commencer, au minimum de la modestie. Il n'est certainement pas de contester le principe que la route de l'Arlberg, dont ils commandent l'entrée, prête au développement de services internationaux, vers l'Europe, non seulement centrale, mais sud-orientale. Ils sentent, eux aussi, l'effet de la concurrence que font les lignes bavaroise et badoise de la rive droite du Rhin à leurs lignes orientées entre le Tyrol et le Jura, et notamment à la plus courte, celle de Buchs à Bâle. Ils ont des tarifs nationaux que l'état du change rend relativement fort élevés, c'est entendu. Mais l'établissement d'un tarif international admet certaines transactions, et, après tout, quand on engage la lutte contre un concurrent, ce n'est pas avec la pensée que les sacrifices consentis trouveront, du jour ou lendemain, leur récompense. Ce qui intéresse l'avenir, c'est que la « plaque tournante » que constitue le réseau fédéral joue utilement à l'Est comme vers les autres points cardinaux. Les Chemins fédéraux, qui sont partie à la convention et à l'exploitation du *Simplon-Orient-Express*, profitent ainsi du mouvement de la clientèle riche vers la péninsule balkanique. Nous avons peine à croire qu'ils se désintéressent de l'autre.

Quant à la France, raisons politiques, intérêts de contact, suggestions d'un amour-propre bien entendu — celui qui ne prend pas aisément son parti d'une sorte de revanche de l'Allemagne sur son exclusion de la route d'Orient en 1919 — tout semble lui conseiller de préparer l'adjonction d'un nouveau tracé tyrolien au vaste réseau international qui fait tête à Paris... Nous n'avons eu en vue que de poser la question et d'en justifier l'intérêt. Nous sommes convaincus que si, du côté de la France, on fait un effort d'étude et de démarches auprès des Etats co-intéressés, elle se résoudra.

Charles Loiseau.

" LE CONDAMNÉ N° 437 "

M. L.-S. Reymont est avec Zeromski, Sieroszewski et Weyssenhoff, au premier rang des romanciers polonais contemporains. Il se rattache à l'école réaliste, mais beaucoup moins par esprit de doctrine que par disposition foncière du tempérament. Son génie puissant et touffu semble avoir jailli, comme une végétation spontanée, du sol même sur lequel il grandit et promena la vie la plus aventureuse. Il personnifie le « roman paysan », comme Zeromski le « roman social », Sieroszewksi le « roman exotique » et Weyssenhoff le « roman mondain ». Tel est bien le domaine propre à chacun de ces écrivains, puisque c'est là que s'est épanoui la plénitude de leurs dons.

Né en 1868 dans la région de Piotrkow, M. Reymont aborda la carrière des lettres en 1893. Son œuvre, aujourd'hui imposante, comprend de volumineux romans et de nombreux recueils de nouvelles et d'impressions.

Il voit et fait voir avec intensité; il sait animer les objets matériels d'une vie mystérieuse, presque humaine; il réussit comme pas un à mouvoir de grandes masses, à montrer de grands ensembles. Son art très sincère et dégagé de toute formule est allé en se perfectionnant jusqu'à ce chef-d'œuvre que sont ses Paysans. *On eût dit, à ses premiers ouvrages, qu'il ne s'entendrait qu'à représenter des maniaques ou des détraqués; tel ce chef de gare dans* La Comédienne, *qui s'expédie à lui-même des rapports administratifs et qui change de casquette pour les lire. La* Terre Promise *où il évoque le tableau titanesque de Lodz, le Manchester polonais, donne plus souvent le malaise de l'hallucination que le plaisir de la vision artistique. Les* Paysans *sont l'immense*

et merveilleux poème, en quatre volumes portant les saisons pour titre, de la terre polonaise, de ses travaux et de ses jours.

On a loué chez M. Reymont l'observation psychologique et la faculté émotive, en assurant qu'il décrivait l'âme humaine « du dehors ». On craignait sans doute, à tant relever son don prestigieux d'imagier et à faire des qualités dont un minimum est indispensable à tout être intelligent qui se mêle d'écrire, de le donner pour un simple photographe. Mais l'auteur des Paysans *n'est pas une machine à enregistrer : il a son cœur humain à lui et il l'exprime par la plastique. A force de justesse et de logique dans la description des corps, il arrive à faire sentir le mécanisme intime des âmes, pareil au bon « peintre de figures » qui, par la rigueur de la construction et l'habileté de la draperie, nous fait l'impression, non point d'un mannequin vide, mais d'un être de chair et d'os. Quant à sa sensibilité elle est celle d'un bon décorateur, et dès qu'il n'y prend garde, elle le mène droit au mélodrame.*

Les œuvres de M. Reymont sont assez peu connues en France. On a traduit quelques pages des Paysans, *la* Terre Promise, Justice *et l'*Apostolat du Knout.

La nouvelle que nous publions est tirée d'un recueil édité peu après la guerre. L'auteur a intitulé ce recueil A l'Arrière, *sans doute parce que ses héros ne se battent pas en soldats. Mais les coins de campagne polonaise qu'il nous montre n'en sont pas moins des champs de bataille. Les paysans qu'il met presque partout en scène luttent pour sauver leur terre qu'empoisonnent les obus, ou leurs biens que menace la rapacité allemande.*

— Marie, regarde donc si personne ne rôde par là-bas, cria une voix qui sortait de la pièce voisine.

La femme, en train de cribler de la recoupe sur une toile étendue devant la cheminée, posa son crible, se releva avec difficulté à cause de sa grossesse, et alla jeter un coup d'œil à la porte.

Il était encore grand matin : aucun signe n'annonçait le jour.

Une neige dense et sèche tombait. A quelques pas devant soi on ne distinguait rien. Toutes les formes se brouillaient dans ce tourbillon blanchâtre. Le village était enseveli sous un linceul ténu et tremblotant. Les énormes peupliers noirs qui s'élevaient au bord de la route semblaient des filets de fumée déchiquetée. Dans l'air inerte, les flocons se succédaient, égaux, serrés, sans trêve, sans bruit. Pas une branche ne bougeait. Il n'y avait plus ni haies, ni chemins, ni sillons, ni ciel, ni terre; le monde entier ne formait qu'une vague et blanche vision, où brillaient çà et là, comme des yeux de loups aux aguets, les lumières des maisons. De temps à autre, une voix perdue dans la tourmente arrivait on ne savait d'où. Les coqs commençaient à chanter.

— Pas âme qui vive, dit-elle en jetant des broussailles sur le feu et en reprenant son travail. Et il neige, il neige...

— Hé ! le bon Dieu s'en donne. Les vieux ne se souviennent pas d'un temps pareil.

Ils se turent. On entendit, dans la pièce voisine, le bruit d'une meule à bras, tournée avec violence.

— Les journaux disent que les loups s'approchent en bandes des villages.

— Peuh ! les loups, on s'en arrange. Si l'on donnait seulement un moyen contre les Allemands...

— Par un temps pareil, et la nuit, il n'y a tout de même pas de danger qu'ils viennent.

— Mais c'est le bon moment pour ces voleurs. Comment ont-ils fait à Zamosc? Le matin justement, par une tourmente comme celle-là, ils sont tombés sur le pays et ont tout saccagé.

— Au nom du Père et du Fils... ne parle pas de malheur ! cria-t-elle en se signant.

Des flammes joyeuses jaillirent soudain dans la cheminée et emplirent tout l'intérieur de leurs reflets d'or. Les saintes images pendues au mur blanc s'illuminèrent, ainsi que les vitres que brodaient les arabesques argentées du givre. Et toute la chambre apparut, vaste et basse, écrasée sous des poutres noircies que décoraient des découpures bariolées de papier. Elle contenait beaucoup de meubles d'assez belle apparence. Deux

lits érigaient une montagne de couettes et d'oreillers. Entre les fenêtres, une table portait une lampe à globe vert et des livres. Sur un métier, placé devant une fenêtre, un tissu presque achevé tirait l'œil par ses rayures chatoyantes comme des arcs-en-ciel déployés. Il y avait aussi des étagères chargées d'assiettes et de plats; dans les coins, des coffres à fleurs peintes : bref, toutes sortes de choses témoignant d'une honnête aisance.

— Encore du juif là-dessous, cria l'homme du fond de son réduit. C'est compère et compagnon avec l'Allemand. Ça baragouine ensemble et ça s'entend pour nous perdre. Enfants de chiennes...

Il jura de tout son courage, et lança la meule avec une telle furie que des étincelles en jaillirent. Il travaillait avec une hâte fébrile, montrant seulement de temps à autre à l'entrée de la chambre son visage fatigué. Alors il allumait une cigarette, aidait sa femme à jeter dans un sac la farine tamisée, et, après avoir soufflé un peu, retournait à son ouvrage.

— A-t-on jamais vu ça? Etre obligé de cacher son bien comme un voleur, dit-il après un instant. Que je doive battre mon seigle, à moi, en cachette, et la nuit? Ah ! sang de chien !..

— Tout de même, fit-elle, que ces Allemands soient rapaces et gourmands, comme ça !

— Ils aiment le bien des autres ceux-là. Et dire qu'il n'y a pas de punition pour ces brigands.

— Adam, parle bas. On va nous entendre et nous dénoncer

— C'est à ne plus se retenir !

— Ce n'est pas de parler qui y fera grand'chose.

— Qu'on nous appelle seulement. Je serai le premier à marcher contre ces bandits, criait-il, pris de fureur au souvenir de tant de violences et de déprédations.

— Le bien des autres n'a jamais profité à personne, dit-elle avec une foi profonde. Le châtiment de Dieu ne les manquera pas, tu verras.

— Et le blé qu'ils nous ont pris? Les bêtes, les pommes de terre, l'argent, qui nous rendra tout cela? Qui?

— Bien sûr qu'on ne le tirera pas de la gueule du loup... Qu'ils s'étranglent donc.

— Tant qu'on n'aura pas exterminé ces mauvais chiens jusqu'au dernier, il n'y aura pas de justice.

Ils parlaient ainsi sans cesser de travailler. Mais quand le jour parut à travers les vitres, le paysan s'arrêta. Il cacha la meule dans la grange, porta la farine quelque part en-haut sous le chaume, et après avoir secoué sa peau de mouton, se mit à vaquer à son intérieur.

Cependant, au dehors, un changement s'était produit. Avec l'aurore, la neige avait cessé. Le froid pinçait.

Un jour bleuâtre se leva. Le disque rouge du soleil parut au-dessus des bois, et la terre étincela de blancheurs aveuglantes. Le village aussitôt bourdonna, plein de rumeur et de mouvement. Des colonnes de fumée montaient des cheminées, ouatées de neige; les grues des puits grinçaient; les chiens aboyaient. Les routes et les sentiers se peuplaient. On creusait des passages entre les maisons; on dégageait certaines chaumières, enfouies jusqu'au toit sous la neige. Le battement sourd des fléaux retentissaient dans les granges. Les femmes s'interpellaient d'un verger à l'autre. Quelques pieuses commères emmitouflées s'acheminaient vers l'église, dans les bottes de leurs hommes.

La cloche sonnait la messe, quand Marie Bruzd, qui venait de délayer du son dans de l'eau pour la vache, essaya de soulever le lourd baquet.

— Laisse. Tu vas te faire mal. Je le porterai, dit l'homme en la retenant.

— Mais prends bien garde qu'elle ne la renverse pas. Je vais jeter du grain aux poules et je reviens.

— Ne sors pas avant que je n'aie déblayé. Je veux tout faire pour toi, mon cher trésor.

Il la prit dans ses bras, et, après avoir mis un baiser sur sa pauvre joue amaigrie, sortit avec le baquet.

— Il n'y a pas le meilleur au monde, murmura-t-elle, en le suivant d'un regard attendri. Puis elle soupira, et contemplant les saintes images d'un air suppliant : Peut-être que cette fois le bon Dieu me prendra en pitié... Pourvu que celui-là ne meure pas comme les autres...

Car ils n'avaient pas de chance avec leurs enfants: ils en avaient déjà enterré deux. Ils étaient jeunes, bien portants, à leur aise, possédant deux cents arpents de terre. Et c'était la seule chose dans laquelle Dieu ne les bénissait pas. Ils en avaient beaucoup de chagrin. Aussi, maintenant que sa femme touchait aux dernières semaines de sa grossesse, Adam veillait-il sur elle comme une poule sur ses poussins. Les commères se gaussaient de lui, mais il ne s'en inquiétait guère. Il ne pensait qu'à sa femme et aux moyens de lui épargner de la peine. Ce jour-là, après avoir abreuvé et trait la vache, il donna encore à manger aux porcs, et lâcha les oies qui s'élancèrent en claironnant dans la neige vers la maison. Il s'était mis à fendre du bois, quand sa femme l'appela pour déjeuner.

Une bonne odeur de lard emplissait la pièce. Sur un large banc, devant la cheminée, à côté d'une grosse miche de pain, des pommes de terre appétissantes fumaient.

Ils mangèrent un certain temps en silence. Au bruit des cuillers battant les écuelles, des lapins bigarrés sortirent du réduit voisin, sautillant drôlement à travers la chambre et les plus avisés s'approchant des maîtres, les oreilles et les moustaches en l'air.

— En voilà une qui va faire ses petits un de ces jours, elle traîne déjà le ventre, dit l'homme en leur jetant une cuillerée de pommes de terre soigneusement refroidies. La truie aussi sera bientôt à terme. Elle fait son nid et ne se laisse plus approcher : prépare lui de la graine de lin.

— Mais qui va la veiller pour qu'elle n'étouffe pas encore ses gorets? demanda la femme avec inquiétude.

— J'ai engagé la Grzelowa ; dès que tes couches seront faites, elle s'installera ici. Elle aura de quoi s'occuper. Tu ne pourrais pas suffire, avec l'enfant et le ménage. Elle viendra nous parler aujourd'hui.

— Une bonne langue, celle-là, et elle ne craint pas la bouteille, mais travailleuse et forte comme un cheval.

— Un garçon de ferme non plus ne serait pas de trop. Avec nos cinq arpents nouveaux, j'aurais de la peine à m'en tirer seul. On m'a conseillé Martin, de chez le meunier. C'est un garçon entendu.

— Oui... en filles et en eau-de-vie, on le sait. Est-ce que la petite Bialikowna n'a pas porté plainte contre lui au curé? Il l'a abandonnée avec un enfant, après lui avoir promis mariage. Elle avait des témoins. Il a tout démenti, l'effronté.

— Comment croire ces filles-là ? Ça vaut si peu de chose. Ça court après chaque garçon, avant qu'il ait remué le petit doigt... Il n'est pas si bête que d'aller payer pour les autres.

— Mais demande donc chez Miazgowy. Ils sont quatre. La femme me disait que si l'on trouvait où se placer au village, Hyacinthe irait. Informe-toi.

— C'est un brave garçon et laborieux, mais tu sais bien qu'il est de cette bande qui fait l'exercice dans les bois. Si on les appelle il faut qu'il lâche tout. Il a juré.

— Ah ! c'est d'eux que le curé parlait, dimanche dernier, en chaire?

— Oui, et il les soutient... Allons, je prendrai Martin, si tu penses. Qu'en dis-tu, Marie?

— Prends garde seulement de ne pas le regretter. Il faisait son beurre dans ce moulin. Sait-on tout ce qu'il a passé de farine en fraude, à Lodz? Il paraît même qu'il opère pour son compte. Il a la vie bonne, là-bas : de la viande chaque semaine. Notre pain va lui paraître bien sec. Prends garde...

Adam ayant achevé son repas, alluma une cigarette. Tout en poussant des bouffées de fumée, il méditait profondément sur les paroles de sa femme.

— La gelée a bien préparé l'avoine. Je vais battre... dit-il, tout à coup décidé.

— Quand vendras-tu le froment? On dit qu'il se paie bien maintenant.

— On devait venir le prendre une de ces nuits. Mais avec cette neige... Il faut le descendre et le cacher sous la paille dans la grange.

— Et si on le portait dans le silo aux pommes de terre? L'Allemand n'irait pas le dénicher là.

— Pas moyen d'ouvrir le silo par ce froid. On ferait geler les pommes de terre pour rien.

— C'est vrai, je n'y pensais pas. Va me chercher de l'eau.

Je vais me mettre à mon métier. Et donne à manger au chien. Tu l'entends hurler? c'est à n'y plus tenir.

— Ne t'inquiète pas, je ferai tout ce qu'il faut. Mais travaille lentement sans te forcer.

Il apporta de l'eau dans la cuve placée près de la porte, prit l'écuelle du chien et se rendit à la grange.

Les poules et les oies menaient un tel vacarme devant la maison que la femme dut leur donner à manger et les chasser. Elle égrena aussi une poignée d'orge, devant le seuil, pour les pigeons qui s'abattaient du chaume comme une volée de feuilles rousses en automne. Elle mit son ménage en ordre, balaya la chambre, arrangea le feu, fit les lits avec soin, et quittant ses lourds sabots de bois, s'assit à son métier.

Les lapins, rampant hors de leurs cachettes, recommencèrent à cabrioler dans le pâle rayon de soleil qui tombait des vitres étincelantes. La chambre silencieuse se faisait de plus en plus chaude; on entendait seulement le sourd et monotone battement d'un fléau, ou quelques éclats de voix criardes, au loin, dans le village, et parfois l'aboiement plaintif du chien qui tirait sur sa chaîne.

La femme se mit au travail avec une application fervente et une fervente attention. Le tic-tac sec du métier accompagnait le crispement du peigne et le sifflement léger de la navette qui marquait son passage par une tache de couleur, au milieu des fils gris de la trame, tremblants et pareils aux lames d'une averse interminable.

Elle travaillait, inclinée en avant, dans un recueillement presque religieux. Sur le fond flamboyant des vitres, avec son costume bariolé, on eut dit d'une fileuse qui tirait d'elle-même tous les tons de l'arc-en-ciel. Elle tissait un châle du plus riche coloris, à fond de safran, rayé de violet, de vert tendre, de pourpre vive, et frangé de blanc.

N'ayant aucun modèle, elle s'arrêtait longuement à réfléchir, tout en considérant ses bobines. Souvent, elle se renversait en arrière, et regardait son ouvrage en clignant des yeux. Et à certains moments, assise immobile, elle revoyait dans ses souvenirs des champs de blé mûr, par une chaude journée de

juillet, ou des champs de lin en fleur, de ce bleu merveilleux qu'on voit dans la prunelle des petits enfants. Alors, elle soupirait tout bas, le cœur débordant de désir, et, la joue sur la main, laissait ses yeux embrumés se perdre au loin, tandis que toute son âme s'en allait vers ses chères petites tombes si souvent pleurées.

Un énorme chat gris bondit soudain au milieu de la chambre parmi les lapins qui se dispersèrent avec effroi, s'étira paresseusement et, après avoir flairé les assiettes vides, vint se frotter aux jambes de sa maîtresse.

— Fainéant. Tu ne pouvais pas descendre de ton poêle, quand les autres mangeaient, non? Attends, maintenant.

Le chat miaula d'un air de dépit, sauta sur le lit et s'enfonça dans l'édredon.

— Voyez-moi ce propriétaire qui va se vautrer dans la plume.

Mais elle le laissa tranquille, car la cousine Franka entrait au même instant et criait dès le seuil :

— Savez-vous ce qui se passe? Les Allemands sont dans le village. Ils prennent les châles, la toile, le fil, tout...

— Il ne manquait plus que cela, s'exclama la femme Bruzd, dont les bras tombèrent. Mais qu'est-ce qu'ils en feront?

— Ils les ont pris à Modlica, à Mrozy, à Zakrzew.

La jeune fille secoua ses sabots devant l'entrée, retira son fichu, se chauffa les mains et s'approcha du métier.

— Joli travail, dit-elle. Mais moi, dans cette bande verte, je mettrais deux fils grenat, savez-vous?

— Cela restera tel quel, fit Marie sèchement. Chacun a sa manière de voir. Mais comment as-tu tant de neige sur toi? La route n'est donc pas déblayée?

— Ce sont les garçons de la Grzelowa qui m'ont poussée dans le fossé. Ils s'en prennent à tout le monde, ces vauriens.

— Alors, tu dis que les Allemands enlèvent la toile et le fil? demanda Marie, reprenant son air anxieux.

— Tout ce qui leur tombe sous la main. Tout à l'heure, chez l'adjoint, l'aveugle qui boite, le père Paul, vous savez? racontait qu'à Mrozy, ils ont enlevé, chez un cultivateur, un porc

entier qu'on venait de tuer pour une noce, les saucisses, les gâteaux, tout ce qu'on préparait. Qu'en pensez-vous?

— Et dire que les gens se laissent faire! s'écria Marie indignée.

— Essayez donc de résister. Ils vous battent, vous mettent à l'amende, vous jettent en prison. Les gens n'ont pas déjà assez souffert? Hein?

Et après avoir débité ses nouvelles, elle s'en fut les porter dans d'autres maisons.

Aussitôt après, la vieille Brzoskowa accourait, emmitouflée et rouge comme une pivoine :

— Femme, pas encore au lit? cria-t-elle dès l'entrée. Cela traîne joliment. Puis, elle se répandit en conseils, racontant tout au long de quelle manière chacune de ses couches s'était passée.

Midi approchait. A chaque instant survenait quelque nouveau visiteur, inventant un prétexte pour pouvoir bavarder un brin, raconter ce qu'il avait appris, tirer des autres ce qu'ils savaient, et remporter de quoi se faire valoir ailleurs. Chacun prétendait posséder les informations les plus sûres et les plus importantes. On ne tarissait pas sur le compte des Allemands et des Russes. Quelqu'un même jura que les Cosaques étaient déjà dans les bois voisins. Les cancans locaux allaient aussi leur train.

Marie Brudz, peu bavarde de nature, interrompit avec impatience le vieux Dryzda, qui, venu soi-disant pour emprunter une tarière, racontait des choses de l'autre monde.

— Ouais, il faut avoir la tête comme une grange, pour retetant de choses.

— Bien sûr qu'on ne garde pas l'eau dans un crible, dit-il en s'en allant d'un air vexé.

La femme, demeurée seule, s'apprêtait à mettre la table, quand un bruit de pas et de voix larmoyantes retentit au dehors. Trois inconnus demandaient la charité.

Elle les introduisit, et leur montra sans empressement un banc près de la cheminée.

Ils s'assirent, chauffant en silence leurs mains bleuies de

froid. Il y avait un homme, une femme et un jeune garçon, tous trois de mine lamentable. Ils portaient des habits de ville, en lambeaux, s'étaient emmitouflés contre le froid dans des haillons informes, et des ficelles retenaient leurs chaussures vaille que vaille.

Marie Brudz n'accueillait pas volontiers les vagabonds. Mais leur attitude humble et leurs figures honnêtes la gagnèrent. Ils ne ressemblaient pas à des mendiants.

Oui, nous venons de Lodz, répondit la femme, levant sur elle des yeux navrants. Nous allons chez des parents, de l'autre côté de Siedlce. Il y a bien vingt milles. Nous n'avons pas d'argent pour prendre le train, nous devons faire la route à pied. Nous nous traînons de village en village... en mendiant. Et sa voix s'étrangla sur ce mot. Le Bon Dieu ne nous abandonnera peut-être pas, continua-t-elle, et les braves gens nous viendront en aide... Voilà quatre jours que nous sommes partis, et par malheur, la neige et le froid augmentent. Le pire est que les gens craignent de nous loger, la nuit. Il y a tant de coquins maintenant par le monde, qu'on ne distingue plus les honnêtes gens. Et pour comble, mon mari est malade et tient à peine sur ses jambes.

Elle parlait avec une tristesse si profonde que Marie se sentit touchée de compassion.

— Je ne vous donnerai pas de lait, dit-elle, la vache qui nous reste va faire son veau, et l'autre, notre meilleure laitière, les Allemands nous l'ont prise. Mais je vais vous tremper une soupe, n'est-ce pas?

Et sans attendre leur réponse, elle versa du bouillon dans une terrine, y coupa la moitié d'une miche de pain et la leur tendit :

— Mangez, cela vous fera du bien.

— Dieu vous le rendra, ma bonne dame. Depuis quatre jours, nous n'avons rien pris de chaud.

Ils se mirent à manger avidement, le garçonnet surtout qui semblait vouloir se jeter dans la terrine, mais après quelques bouchées, l'homme devint tout vert et se prit au ventre :

— C'est comme si quelqu'un me perçait les entrailles avec une vrille, dit-il en repoussant la cuiller.

— Qu'est-ce qu'il y a ? O mon Dieu ! du verre dans le pain, peut-être ? s'écria l'hôtesse bouleversée.

— Ce sont les Allemands qui lui ont valu cette maladie, expliqua l'étrangère. De temps en temps, en mangeant, il éprouve ces douleurs dans le ventre. Me l'ont-ils abîmé, le malheureux !

— Hola ! cria tout-à-coup Marie, courant à la fenêtre. Adam, chasse-les.

— Ne vous fâchez pas. Nous partons... balbutia la femme effrayée.

— Qu'est-ce qui vous prend? Ce sont mes oies qui grimpent dans le tas de neige, au risque d'y rester..

Elle sortit en coup de vent. Ce fut aussitôt devant la porte un concert de cris et de gloussements éperdus.

— Attends, brigand, attends que les oies m'aient pondu des œufs, et je te passe aux Juifs pour leur sabbat.. Ce jars est mauvais comme un chien, expliqua-t-elle en rentrant, il faut toujours qu'il me pince.

Elle mit dans un panier, sous un lit, la poulette qu'elle avait apportée sous son bras, la couvrit d'un tamis, puis continuant à éplucher ses pommes de terre :

— Celle-là va faire ses œufs n'importe où pour le bonheur des autres.

Les choux qui bouillaient sur le feu répandaient leurs aigres vapeurs.

— Alors, vous pensiez que je criais contre vous? dit-elle avec un reproche dans la voix.

— Quand on est chassé de partout comme des chiens, on finit par avoir peur de son ombre. Hier, à Wola, dans une maison où l'on nous avait reçus pour la nuit, voilà que mon homme se trouve mal, comme maintenant, après avoir mangé du chou froid. Les gens nous ont chassés. Ils avaient peur de le voir mourir chez eux. Je leur ai demandé grâce à genoux. Ils n'ont rien voulu entendre. Ils nous ont chassés comme des chiens, dans la neige, la gelée, la nuit, le vent. Chassés... répétait-elle tout bas d'un ton navré.

— On est allé se mettre dans l'étable du curé, au milieu

des vaches, on a eu bien chaud, ajouta le gamin qui, après avoir posé la terrine vide, s'était mis à faire la chasse aux lapins, dans les coins.

— Witsek, ne déchire pas ta culotte, criait la mère. Puis, se tournant vers son mari : Et toi, mon pauvre? Ça passe?

— Ça passe, fit-il. Voilà que la sueur a cessé. Et il s'épongeait le visage en regardant avec tristesse la terrine entièrement vide.

Marie Brudz s'en aperçut et leur donna généreusement pour la route, une bonne provision de pain, de gruau et de saucisson.

— Il y a un Dieu pour les abandonnés et de braves gens sur terre, dit la femme en essayant de lui embrasser les mains.

Marie les retira, confuse.

— Vous le rendrez un jour à plus pauvre que vous. Puis, s'adressant à l'homme avec curiosité : Alors, vous étiez avec les Allemands?

Il se redressa tout à coup, et son visage enflammé de haine devint méconnaissable :

— J'ai travaillé deux ans pour ces canailles. Ils m'en ont tant fait voir que maintenant, devant chaque croix, devant chaque saint, devant chaque église, je prie Dieu de leur envoyer la peste et le choléra. Il n'y a pas de mots humains pour dire ce que notre peuple en a souffert. On n'a pas vu cela depuis le commencement du monde.

— Franek, ne te monte pas. Tu vas encore être malade... C'est moi qui vais le raconter à la dame.... Witsek, pour l'amour de Dieu, mon garçon, tu déchires tes dernières guenilles, criait-elle à l'enfant qui poursuivait les lapins sous le lit, et dont on ne voyait plus que les jambes... Mon homme était donc portier dans une fabrique de Lodz. C'était un bien bel homme, pas comme vous le voyez aujourd'hui. Nous étions à notre aise. Le petit suivait l'école de la fabrique. Nous avions un peu d'argent de côté; logés, chauffés, éclairés; nous ne manquions de rien. J'avais quatre oreillers et deux couettes comme les vôtres, ajouta-t-elle, avec fierté, en montrant le lit. Qui aurait cru que notre situation pouvait changer?

Voilà la guerre qui arrive. Les fabriques s'arrêtent. On entendait le canon plus proche, de jour en jour. Ceux qui pouvaient s'enfuyaient. Les gens craignaient les Allemands comme la peste. On se souvenait de Kalisz... Le directeur fait appeler mon mari et lui dit : « N'aie pas peur, Przytyk, surveille-moi ma fabrique. Les Allemands sont des gens convenables, ils ne feront de mal à personne. Sois seulement poli avec eux. » Puis il donne pas mal d'argent et part pour Varsovie. Quand on mange le pain de quelqu'un, il faut bien lui obéir. Peu de temps après, il y eut des batailles terribles. Un jour, les Allemands avaient le dessus, le lendemain les Russes; ils passaient par la ville comme des ouragans. Enfin, les Allemands la prennent; le calme revient; ils mettent l'ordre à leur façon. Le frisson vous prend en y pensant. On n'entendait plus que pleurs et malédictions. La misère commençait à ronger le pauvre peuple jusqu'aux os. Voilà qu'un jour d'énormes chariots conduits par des soldats, arrivent devant l'usine : « — Ouvrez » ! — Mon homme ouvre. — « Où sont les dépôts?» Il les montre. Toute la semaine sans répit, ils enlevèrent pour des milliers et des milliers de marchandises. Ils payaient avec des reçus. Puis ils emportèrent de la teinturerie les cuves de cuivre et les tuyaux, puis toutes les courroies, enfin les meilleures machines. Il ne restait que les murs. Plus d'un de nos ouvriers pleurait sa fabrique, comme on pleure un mort. Il n'y avait plus rien à garder. Peut-être une semaine après cela deux gendarmes descendent devant notre logement. Justement, je n'y étais pas. Le plus vieux crie à l'autre : « Prends la literie, elle nous servira au quartier. » Mon homme veut s'y opposer. Nous piller ainsi, en plein jour, sous nos yeux. A quoi aurait-il été bon s'il n'avait pas défendu son bien? Il était fort, il jette un escabeau à la tête d'un Allemand, mais ils finissent par le maîtriser, le maltraitent, lui mettent les menottes, le jettent en prison et le font passer en jugement. Pour avoir défendu son bien. Comprenne qui pourra. Je reviens quand tout était fini. Toute la maison vide. Ce que les Allemands avaient laissé, les voleurs l'avaient emporté. Mais je m'en moquais bien. C'était mon mari qui m'inquiétait. Mais

ni les démarches, ni les supplications n'y firent ; plutôt attendrir les pierres que ces bourreaux. Ils ne me permirent même pas de le voir. Ils l'envoyèrent aux travaux forcés. Pendant deux ans, il travailla aux tranchées, sur le front russe. Ils étaient là environ deux mille malheureux Polonais comme lui. Nourris plus mal que des chiens, logés dans des baraques sans feu ; à la moindre plainte, le bâton, et qui essayait de s'enfuir recevait une balle dans la tête. Ils ne soignaient pas les malades ; guérissait qui pouvait. On jetait souvent dans le même trou les mourants et les morts. Mon homme a pu tenir deux ans, parce qu'il était jeune et fort. Mais à la fin, ce n'était plus qu'une loque. Ils le renvoient donc à Lodz avec une bande de malheureux comme lui qui n'avaient plus le souffle. C'était l'année dernière, il faisait un hiver affreux. On les jette, à la gare, dans une remise ; la moitié d'entre eux étaient gelés. J'ai vu cela de mes yeux, je ne l'oublierai jamais. Ils étaient là, en tas, comme des blocs de glace, attendant la pitié de Dieu. Impossible de les reconnaître, tant ils étaient défigurés. Je retire le mien, à demi mort, tout en plaies, les jambes gelées. Je l'avais reconnu à la voix... J'en aurais long à raconter, j'en aurais long. Mais je dirai tout au jugement de Dieu, car il n'y a que lui qui puisse comprendre et punir les Allemands de ce qu'ils ont fait endurer aux gens de Pologne... Et il les punira, il les punira, criait-elle, le poing levé.

Marie Brudz écoutait avec horreur cette simple et terrible histoire. Ils restèrent longtemps sans parler. Soudain, un jeune gars parut derrière la fenêtre et cria :

— Les Allemands sont au village. Ils sont descendus devant chez le curé. Puis il courut porter la nouvelle ailleurs.

— On parlait du loup !... s'écria Marie.

— Sauvons-nous, criait l'étrangère perdant la tête. Witsek, Franek, au bois ! sauvons-nous !

— Mais que pouvez-vous craindre? dit Marie. Que peuvent-ils vous prendre? Il n'y a que nous qui risquions encore. Où voulez-vous aller par ce froid, cette neige ?

— Ah !... le malheur nous suit, répétait la pauvre femme en empaquetant fiévreusement dans leurs haillons son mari et

son enfant. Le malheur nous suit. — Et, sourds à toute persuasion, ils s'enfuirent comme des bêtes traquées, et gagnèrent furtivement les bois.

Adam, qui avait appris la nouvelle, accourait pour rassurer sa femme.

— Qu'est-ce qu'ils peuvent bien vouloir du curé? demandait elle. C'est pour les cloches, peut-être?

— Ils mettront une amende et ce sera tout, fit-il avec une indifférence affectée.

— Mais il les chercheront.

— Et comment veux-tu qu'ils les trouvent sous cette neige et dans la terre gelée?

— Ils sont peut-être venus pour le seigle qu'on n'a pas livré? disait-elle avec une inquiétude croissante.

— Ils ne l'ont pas eu, ils ne l'auront pas, répondit-il durement. Si on leur donnait tout ce qu'ils veulent, il ne resterait pas de quoi faire une soupe dans les maisons. Que le diable...

— Mais ils peuvent punir le village.

— Qu'ils le punissent. Mais ils n'auront pas un grain !

Il se leva brusquement et courut s'informer au village. Un moment après, il était de retour, la mine bouleversée.

— Ils sont encore chez le curé, dit-il. Quatre voitures de soldats attendent devant l'auberge.

— Ils ne les ont pas amenées pour rien. Mais pourquoi ne voit-on personne?

— Tout le monde est devant l'église à regarder ces Allemands, comme une nuée de corbeaux.

Ils se turent, accablés d'inquiétude, rongés d'une angoisse sourde. La femme s'assit à son métier. Mais la navette lui tombait des mains, ses fils s'embrouillaient et elle se levait à chaque instant pour regarder avec effroi par la fenêtre.

Adam, ne sachant que faire à l'intérieur, sortit dans la cour, jeta un coup d'œil à l'écurie, et cacha sous la paille le blé battu le matin. Il envoya un coup de pied au chien qui rôdait près de lui et se mit à fendre du bois, sous le hangar. Mais ayant ébréché sa hache sur les nœuds il laissa tout en plan et courut sur la route écouter et regarder. Le village était long et l'église

s'élevait à l'autre bout, cachée par les arbres de la route, les maisons et les vergers. Une rumeur lointaine en arrivait.

Le paysan venait de prendre sa meule pour aiguiser sa hache, quand la Grzelowa parut derrière la haie.

— Nous vous attendions, lui dit-il. Entendez-vous avec ma femme et installez-vous dès aujourd'hui.

— Les Allemands dévalisent les maisons, dit-elle hors d'haleine. Ils prennent tout ce qui leur tombe sous la patte. Chez les Gorki ils ont enlevé le grain, les œufs et la toile.

Marie ouvrit la porte précipitamment.

— Vous l'avez vu, ou si on vous l'a dit? demanda-t-elle d'un ton gouailleur.

— Tout le monde les a vus porter cela sur leurs charriots. Ils pillent sous les yeux des gens.

— Allons, à la grâce de Dieu ! fit l'homme en se mettant à aiguiser sa hache.

Les deux femmes entrèrent. La Grzelowa, quoique d'un certain âge, était encore alerte. Elle avait des cheveux gris, des yeux perçants, un visage piqué de petite vérole; ils ne lui manquait pas une dent. Bien qu'elle eût perdu plusieurs maris et tous ses enfants, qu'elle ne sût jamais sous quel toit elle coucherait, elle avait le cœur bon et l'humeur gaie.

Elle prit un air de feu tout en racontant ce qu'elle avait appris au village, mais elle n'avait pas mauvaise langue. Marie, occupée à son tissage, ne lui répondait que par demi-mots.

— Nous en avons déjà tant supporté, disait-elle. Le bon Dieu nous fera bien endurer les Allemands.

— C'est la sainte vérité, répondait la vieille. Puis s'approchant du métier : Quel beau châle !

— On dit bien qu'ici personne n'en fait de pareils.

— Hier, la Sulkowa disait : « Marie Brudz peut bien faire de belles choses, elle a la paix chez elle. » C'est vrai que plus d'une vous envie votre mari.

— Il n'y a pas le meilleur au monde. Mais vous entendez?

Une cloche sonnait.

— Un agonisant? qui?

— On tinte seulement, c'est le tocsin. Un incendie pour sûr. Je vais voir.

Mais Adam lui ordonna de rester auprès de sa femme et partit lui-même s'enquérir.

La cloche grondait dans le silence, et à son lugubre appel tout le village s'était mis aux portes. Tous les chemins fourmillaient de monde. Un souffle de terreur passait. On entendait soudain des sanglots et des cris. Les gens ne sachant par où le malheur allait venir regardaient du côté de l'église d'où arrivaient des hurlements de fureur et des lamentations.

On ne savait pas au juste de quoi il retournait, quand les garçons de l'adjoint se mirent à parcourir les chaumières en transmettant tout bas des ordres et des explications. Aussitôt le village sembla comme réveillé de son engourdissement. Un seul cri retentit : Nous ne céderons pas à ces bandits. Tous devant l'église ! Nous ne céderons pas.

Et quiconque se sentait un peu de cœur au ventre et de sang dans les veines s'élança sus aux Allemands, en brandissant le premier objet qui lui venait sous la main. Des femmes, des vieillards, des jeunes gens tiraient en hâte des étables ce qu'ils avaient de mieux comme vaches ou comme chevaux, et les poussaient vers les bois par des chemins détournés. La panique devint telle que des femmes emballaient leur literie pour s'enfuir, chassaient en avant des troupeaux d'oies, et que l'une même, priant à voix haute, conduisait un cochon gras en pleurant.

Pendant ce temps, sur la place de l'église, qu'encadraient des chaumières enfouies dans des vergers, d'énormes chariots attendaient gardés par des soldats. Tout ce que les pillards enlevaient des maisons venait s'y entasser; pièces de drap, tissus, quartiers de lard. Les ménagères dépouillées jetaient les haut cris, chargeaient les Allemands de malédictions, appelaient au secours, mais bien en vain, car les crosses brutales frappaient sans pitié et les baïonnettes croisées tenaient les protestataires en respect.

Un gradé allemand, son cigare à la bouche, était assis sur un traîneau le plus tranquillement du monde. Quand la clo-

che se mit à sonner et que les gens accoururent, il donna un ordre d'une voix aigre et promena autour de lui des regards méchants.

La foule augmentait de minute en minute et resserrait son cercle autour des chariots. L'indignation éclatait de toute part; aux murmures succédaient des jurons et des invectives. La place devenue houleuse semblait envahie par une marée montante, au-dessus de laquelle oscillaient des fourches, des fléaux, des esses et, de place en place, des faux. Mais les hommes étaient encore incertains et hésitants.

Les femmes dont le caquetage devenait assourdissant les accablaient d'invectives et de sarcasmes :

— Ne vous laissez pas faire! C'est une honte! Remuez-vous, fas de moutons ! Vous verrez qu'ils se laisseront prendre leurs culottes sur eux ! C'est bon à tenir la quenouille, ces hommes-là, ou à servir de valets aux Allemands ! Mais bougez donc ! Défendez-vous !

Un grondement de menaces parcourait la foule, comme le souffle du vent dans les bois; la colère enflammait les yeux, crispait les poings, convulsait les visages; les premiers rangs parlaient déjà de foncer en avant, et l'adjoint, poussant ceux qui portaient des fourches et des faux, criait avec frénésie :

— Hardi, les hommes ! Serrez-vous et tombez dessus ! Tout le monde ensemble et vite ! Qu'ils n'aient pas le temps de tirer!

Les Allemands auraient passé un mauvais quart d'heure, si le curé ne s'était soudain montré, et prenant à témoins tous les saints du ciel n'avait apaisé l'effervescence à force de prières et d'objurgations :

— Bonnes gens, ayez pitié de vous-mêmes. Ayez pitié de vos femmes et de vos enfants. Vous tuerez ces brigands et demain ils vous enverront tout un régiment qui mettra le village à feu et à sang et vous fera tous prisonniers. Attendez, nous allons écrire une réclamation. Je la porterai moi-même à Varsovie. C'est comme cela qu'ils ont fait à Zamosc et ils s'en sont bien trouvé.

Il était vieux, considéré, et il les exhortait d'une voix si persuasive, en pleurant et en se tordant les bras, qu'ils finirent, bien qu'à contre-cœur, par écouter ses conseils.

Le jour touchait à sa fin. Un soleil énorme, comme gonflé de sang, pendait au-dessus des bois et rougissait la neige. Il faisait un froid du diable.

Les gens s'étaient dispersés. Çà et là, quelques groupes, dans la pénombre, surveillaient encore les mouvements de l'ennemi qui, voyant le soir venir, épargnait les habitations pauvres et ne perquisitionnait plus que chez les gros propriétaires.

Le soleil avait presque disparu, quand les voitures s'arrêtèrent devant la porte d'Adam Brudz. Il attendait sur le seuil, calme en apparence et impassible. Derrière lui, Marie tremblait comme la feuille.

— Cinq mètres d'orge que vous n'avez pas fourni, dit le gradé en consultant son registre.

— Et que je ne fournirai pas, puisque je ne les ai pas, répondit-il d'un ton sec.

— Nous allons voir. Qu'on cherche, cria l'autre, furieux. Et il ajouta dans un polonais assez correct : Si ce n'est pas vrai, on confisquera le grain et vous serez à l'amende. Compris?

Les soldats allemands s'étaient répandus dans toute la maison comme des punaises, furetant dans les coins, bouleversant les tiroirs et les coffres. Le gradé, installé dans la pièce principale, avait allumé un cigare et se chauffait devant la cheminée.

On appela Adam à la grange et on lui ordonna de remuer la paille.

— Faites-le vous-mêmes, dit-il, puisque vous y tenez tant. Mais l'inquiétude commençait à le gagner.

Ils continuèrent donc leurs recherches, en poussant d'effroyables jurons, et finirent par découvrir cinq sacs de froment et quelques mesures d'orge.

Il devint pâle comme un mort, mais ne souffla mot.

— Pourceau de Polonais ! Chien ! Voleur ! criaient les Allemands. Nous le mangerons, ton blé, et tu vas voir ce qui va t'arriver.

Il endura tout, insultes et menaces, et bien que le sang lui montât aux yeux, il se laissa dépouiller et les vit charger les

sacs sur la voiture. Il ne broncha pas même devant les invectives du commandant de l'escorte qui venait d'accourir à la grange et lui mettait son poing sous le nez.

— Cinq sacs de froment ! se répétait-il à lui-même, rongé d'une rage sourde, en les regardant s'éloigner dans la nuit. Mais il avait hâte de rentrer au logis et de tranquilliser sa femme.

La chambre était sombre et étrangement silencieuse.

— Marie, appela-t-il, la croyant dans les pièces voisines.

Un faible gémissement lui répondit. Il alluma une lampe. Sa femme était couchée sur le carreau, livide, les yeux ouverts, sans connaissaànce. Il la prit comme une plume dans ses bras, la porta sur le lit, lui humecta les tempes, la secoua, l'appelant des noms les plus doux : elle ne revenait pas à elle. Adam sentit ses cheveux se dresser sur sa tête. Fou de terreur et de désespoir, il courut devant la maison et se mit à crier.

Les voisins arrivèrent, en même temps que la Grzelowa qu'on avait envoyée en course pour la journée. On amena enfin la vieille Borucina qui se connaissait aux maladies des femmes et qui, à force de soins, finit par tirer la malheureuse de son évanouissement. Mais presque aussitôt les douleurs d'un accouchement prématuré se déclarèrent. La maison s'emplit de cris inhumains. On eût dit que la mort regardait par la vitre.

Adam, hors de lui, errait à travers les bâtiments, entrait dans l'étable de la vache, restait un moment au près du cheval, puis revenait sous les fenêtres, et écoutait, le cœur mourant.

L'enfant vint au monde, mort. Il prit la chose avec résignation et s'enquit seulement de la santé de sa femme. La vieille fit un signe d'impuissance, et le conduisit auprès de la malade.

Marie se blotissant contre lui, étouffait de sanglots.

— Ce bandit a tué mon enfant, disait-elle. Il l'a tué.

Elle n'en put dire plus long, car une si grosse fièvre la saisit qu'elle oublia le monde des vivants et ne fit que délirer.

— Que lui est-il donc arrivé? se demandait Adam, quand soudain la Grzelowa, montrant le métier à tisser, s'écria :

— Seigneur, où est-il passé, le châle?

— Ce sont les Allemands, pensa-t-il aussitôt.

En effet quelques jours plus tard, Marie qui se sentait mieux, lui raconta tout.

— Il voulait me prendre ce châle, disait-elle d'une voix qui n'était plus qu'un souffle. Je me défendais. Il m'a frappée. Oh ! que je regrette ce châle, que je le regrette !

Adam frissonna. La face rougeaude de l'Allemand au cigare lui revint à la mémoire.

— Il t'a frappée, dans cet état?... Guéris seulement. Il me le paiera.

Mais le mal allait en empirant; les hémorragies et la fièvre ne cessaient pas. Adam fit venir un docteur de la ville. Il fit venir un spécialiste de Lodz qui se déclara impuissant. Enfin il donna pour une messe solennelle de la Transfiguration, distribua aux pauvres une aumône magnifique, et resta étendu en croix, tout le temps de la cérémonie, implorant la miséricorde de Dieu. Il est vrai qu'après cette messe, la Grzelowa prétendit trouver un mieux sensible chez la malade, mais lui ne s'en rendit pas compte. Il pressentait au contraire la mort qui approchait peu à peu, implacablement. Il voyait sa femme de jour en jour plus pâle, et plus faible. Il voyait ses yeux bleus devenir transparents comme l'eau, ses pauvres mains amaigries trembler comme des feuilles mortes, tandis que sa voix prenait des intonations étranges.

Lui avait un caractère dur, fermé, peu facile aux attendrissements mais il détournait les yeux devant sa femme pour qu'elle n'y lût pas le désespoir. La nuit quand elle sommeillait il s'approchait de son lit sur la pointe des pieds, épiant avec crainte sa faible respiration.

— Que Dieu te rende ce que tu fais pour moi. Tu es si bon, lui dit-elle un soir, sentant sa présence auprès d'elle.

— Tu ne dors donc pas? Je voulais arranger tes oreillers, expliqua-t-il maladroitement.

— Comment veux-tu que je dorme quand tant de choses me passent par la tête?

— Dis-les moi, cela te soulagera.

Il s'assit au bord du lit et pencha sa tête vers la sienne.

— Eh bien, je pensais que le bon Dieu nous punissait dans nos enfants de quelque gros péché.

— Et tu crois qu'il se vengerait sur ces pauvres petits, sur des innocents?

— Pourquoi bénit-il donc les autres?

— Mais ils ont aussi plus d'un chagrin avec leurs enfants. Regarde seulement notre Grzelowa. Et les Tomczyk?

Il cherchait exprès les plus mauvais exemples.

— C'est la volonté de Dieu, dit-elle en l'interrompant. Notre Walek marcherait sur ses sept ans. Il serait juste en âge de garder les oies.

— Il te les perdrait ou te les tuerait, comme les autres gamins. Voilà le beau plaisir que tu en aurais.

— Mon Walek, me tuer mes oies ! Mon Walek ! se récriait-elle indignée. Un enfant tranquille comme l'eau en été et qui s'amusait tout seul, des journées entières !.... Te rappelles-tu comme il approchait ses petites mains du feu, en gazouillant comme un oiseau... Elle se mit à pleurer tout bas. Puis emportée de nouveau par ses souvenirs : Et notre Hanusia ! Elle aurait juste ses quatre ans pour la saint Grégoire. Dieu, qu'elle était espiègle, cette enfant, quelle petite tête elle avait !

— Oui, il fallait qu'elle nous mette toujours quelque chose dans les jambes, et c'était des cris à ne pas tenir dans la maison. On voit bien que tu as oublié tout cela, disait-il d'un ton bourru, luttant contre l'émotion.

Elle n'insista pas, mais quand il se fut recouché et qu'elle entendit ses ronflements, elle s'enfouit sous ses couvertures et se reprit à pleurer amèrement.

Ainsi coulaient les jours d'hiver dans la maison des Brudz, la femme s'éteignant lentement, l'homme dépérissant, tenaillé par l'attente continuelle du malheur. Il avait perdu le sommeil et l'appétit, allait et venait comme en rêve, et bien qu'il continuât ses occupations journalières et visitât de temps à autre les voisins, l'inquiétude le suivait sans répit.

— Eh bien? demandait-il plusieurs fois par jour à la malade. Te sens-tu mieux?

— Je reviens, je reviens.... répondait-elle dans un souffle.

La Grzelowa, qui les voyait, répétait au voisinage :

— Il n'y a pas de mari comme celui-là au village. Il ne voit que sa femme au monde !

Et elle disait vrai.

A quelque temps de là, un gendarme allemand vint apporter aux Brudz l'ordre de payer une amende de mille marks.

Payer pour son froment ! cela ne lui entrait pas dans la tête.

— Vous m'avez volé et je dois vous donner de l'argent? Que le diable m'emporte si je vous donne un liard ! J'ai dit. Et maintenant, hors d'ici, cria-t-il au gendarme auquel un juif à lunettes d'or servait d'interprète.

L'autre fit mine de prendre son révolver, et sortit en tempêtant, mais un moment après le juif appelait Adam sur le seuil :

— Patron, donnez cent marks au gendarme, et il ne portera pas plainte contre vous pour insulte.

— Je vais les lui donner sur la figure ! gronda-t-il en serrant les poings. Vous, monsieur le juif, dites-lui que c'est moi qui porterai plainte contre ceux qui ont frappé ma femme.

— Vous le pouvez. Les Allemands sont justes. Si vous avez raison et des témoins, vous gagnerez. Mais je vous conseille de donner au moins cinquante marks. Il tient à son honneur et vous lui avez montré la porte. Cela peut tourner mal.

Rien ne put le décider, ni les prières ni les menaces, ni les conseils de l'adjoint, ni les supplications de sa femme. En fin de compte, on lui confisqua son cheval pour couvrir l'amende et on lui intenta un procès pour offense à l'autorité.

— Le cheval ne valait pas grand chose. Ne te fais pas de peine, Marie, disait-il à sa femme. Qu'on chasse seulement les Allemands et je t'acheterai une belle paire. Nous irons au pardon de saint Antoine, à Lagiewnik, avec deux beaux. châtains. Le maître de Tkaczew en a justement à vendre. Tu voudrais bien, dis-moi?

— J'ai fait vœu, si je guéris, d'aller à pied à Czenstochowa.

— Nous irons pour la Pentecôte, nous irons.

Elle sourit avec bonheur et murmura :

— Le printemps n'est pas loin, nous sommes à la Sainte-Agnès.

— Sainte Agnès lâche l'alouette, dit-on, mais le printemps n'est pas encore là. Il y aura du changement, je le vois à la couleur des bois et aux fumées.

En effet, dès le lendemain, le vent tourna, le froid ralentit, et d'horribles tourmentes de neige se déchaînèrent. On ne distingua plus ni routes, ni forêts, ni maisons. Le monde entier semblait bouillir comme une immense marmite où gonfleraient des flots d'écume blanche. Les arbres secoués par les rafales hurlaient en se tordant comme des chiens à l'attache. Tout le village paraissait mort dans ses chaumières ensevelies.

La maison des Brudz qui s'élevait à l'entrée des champs souffrait plus que d'autres, battue jour et nuit par les ouragans qui entassaient la neige jusqu'à son chaume. Adam était obligé de se frayer un chemin à grand peine pour aller à l'étable ou à l'écurie. Tout travail au dehors était impossible; il restait constamment au coin du feu, occupé à tailler des rayons de roue, travail dans lequel il était passé maître.

La Grzelowa tenait le ménage, amusant la malade par son babil continuel. Mais Marie n'entendait pas le quart de ce qu'elle débitait. Elle regardait par la fenêtre les arbres que le vent secouait.

— Elles m'appellent, dit-elle un jour. Les âmes du Purgatoire m'appellent. Je les entends bien. Il est temps d'y aller. Mes frères, mon père, mes grands-pères, ils sont tous là, qui regardent.

— Qu'est-ce qui vous prend? C'est le vent qui remue les arbres.

Adam lâcha son travail et la regarda épouvanté.

— Les arbres? disait Marie. Mais vous êtes donc aveugle, que vous ne voyez pas?

Un coup de vent si furieux secoua tout à coup la chaumière, que les tableaux de saints sautèrent des murs sur le plancher :

— Dieu nous garde ! cria-t-elle en reprenant ses sens.

La Grzelowa emmena Adam à part :

— Il faut faire venir le prêtre, dit-elle. Elle peut encore se remettre, mais on ne sait jamais. Quand l'heure est venue...

Dans l'après-midi, le vent ayant cessé et la route étant praticable, le curé apporta le Saint-Sacrement. Beaucoup de monde s'était rassemblé, les uns attendant sur le seuil, les autres battant la semelle le long de la haie, attendant qu'on ouvre la porte.

Marie se confessa exemplairement, reçut le Viatique, l'Extrême-Onction, mais tomba dans une telle faiblesse que la Grzelowa lui mit en main un cierge allumé et commença à réciter les prières des agonisants.

Adam était debout au pied du lit, plus mort que vif. Il ne comprenait qu'une chose c'est que sa femme allait mourir et qu'il n'y pouvait rien.

— Ouvrez la porte, dit la Grzelowa, que cette âme s'envole en paix dans les champs du bon Jésus.

On ouvrit la porte toute grande. Tous les gens étaient à genoux. Un souffle brûlant de prières et de pleurs emplissait la chambre. Dans la lumière jaune du cierge, le visage de la mourante semblait rayonner d'extase. Elle ne bougeait plus.

Mais à l'étonnement de tous, elle ne s'envola pas encore ce jour-là dans les champs du bon Jésus. Elle ouvrit les yeux et sourit :

— Je partais déjà. Vos prières m'ont retenue.

Tous se dispersèrent, admirant ce fait singulier et louant la miséricorde du Seigneur. La femme de l'adjoint, tante de Brudz, sortit la dernière en le priant de l'accompagner sur la route

— Ecoute, lui dit-elle, il faut que tu le saches, elle va s'éteindre comme une chandelle, un de ces quatre matins. Qu'est-ce que tu deviendras, mon pauvre garçon? Une maison pareille sans femme? Les domestiques te mangeront... Il faut te faire une raison... — et elle ne quittait pas des yeux son pauvre visage décharné.

— Laissez-moi tranquille, ma tante, cria-t-il en se sauvant indigné. C'est un péché.

La malade, après tant d'émotions, s'était assoupie

— J'ai bien dit qu'elle se sentirait mieux, murmurait la Grzelowa, en épluchant ses pommes de terre. On a vu ça. Le prêtre était venu, le glas sonnait, les gens pleuraient et le lendemain la malade demandait à manger de la saucisse, et à boire la goutte.

— Si cela arrive, je vous donne un arpent de terre, dit Adam d'un ton solennel.

— Les prédictions ne sont jamais sûres, mais tout arrive.

Marie, le lendemain, ne réclama pas de saucisse, mais se sentant un peu plus forte, voulut se lever. On dut la remettre au lit.

— J'ai les jambes en coton, dit-elle, d'être restée si longtemps couchée. Que je me repose seulement et que je mange quelque chose de bon, et vous verrez.

La maison fut en joie. Adam rapporta de chez le curé une bouteille de bon vin; la Grzelowa se mit à fabriquer de bons petits plats, des œufs, du pigeon, du poulet, du bouillon, et elle encourageait la malade, comme un enfant, avec des mots tendres.

— L'eau m'en vient à la bouche quand je vois tout cela, disait Marie, et dès que je l'ai pris, il me semble que je mâche du drap.

Le vin lui donna cependant un peu de forces, et, un jour qu'Adam était allé au village, elle se mit à faire ses confidences à la Grzelowa

— Ce n'est pas juste, disait-elle, que les jeunes s'en aillent avant les vieux

— C'est la volonté de Dieu, répondait la vieille en se renfrognant.

— J'étais la première au travail, je suffisais à tout, j'aidais les gens, je venais en aide aux nécessiteux, je ne négligeais pas ma religion, et j'aurais pu encore avoir des enfants, je n'ai pas trente ans. Je pouvais encore faire du bien ici-bas. Et dire qu'il y a tant de malheureux qui implorent la mort, et qui vivent. Tant de mendiants inutiles, tant de malades qui ne font qu'encombrer les maisons, tant de vagabonds et de bandits. Oh ! mon Dieu ! et la mort les oublie.

— Vous dites vrai, opinait la Grzelowa d'un air sombre.

— On n'est pourtant pas une mendiante, quand on est maîtresse sur vingt arpents de terre ! continuait Marie avec indignation. Est-ce qu'il y a une justice au monde?

— La mort ne regarde pas aux arpents. Elle prend qui lui tombe sous la main, le dernier des mendiants comme le plus riche seigneur... Et c'est peut-être cela qui est juste, ajouta tout bas la vieille.

Elles bavardaient souvent ainsi, car les forces de la malade revenaient de jour en jour.

Par une matinée de soleil, elle se sentit si forte qu'elle fit tirer du coffre tous ses vêtements de fête. La Grzelowa les lui déploya sur son lit. Avec une joie indicible, elle se mit à examiner ces robes, ces corsages, ces châles, ces mouchoirs, ces colliers, ces rubans.

— C'est Adam qui m'a acheté celui-là à Varsovie, disait-elle, en mettant sur sa tête un mouchoir aux tons éclatants.

— Les couleurs changent comme l'eau au soleil. Il n'y en a pas une au village qui en ait un pareil.

— Et ce jaune avec ces palmes !

— Splendide ! Il en fait mal aux yeux, s'écriait la vieille avec une admiration sincère.

— C'est pour ma fillette que je gardais tout cela, murmurait Marie avec tristesse. Je me disais : Quand elle sera grande, je lui donnerai en dot ce corail que je tiens de ma mère, et ces ambres vrais, et cette petite croix avec des grenats, et ces beaux mouchoirs. Dieu en a disposé autrement... Ce ne sera ni pour elle, ni pour moi. Il faut tout laisser et partir.

Elle fondit en larmes. La Grzelowa ramassa les vêtements et les cacha dans le coffre.

— Quand je pourrirai sous terre comme un chien, une fille du village mettra tout cela... O misère ! misère ! ..

Elle passa des heures à sangloter, torturée par la jalousie, et le soir, quand son mari fut rentré et vint s'asseoir sur son lit pour lui lire la prière dans son livre, elle l'interrompit violemment :

— Où as-tu passé ton après-midi? Chez les Kasimir, n'est-

ce pas? Les châles iront bien à la Magda. Tu ne pourras pas rester sans femme assurément. Mais écoute-moi bien, criait-elle, le visage empourpré et les yeux en feu, je défends qu'on touche à mes colliers d'ambre et de corail. Ils viennent de ma mère et me suivront dans ma tombe. Qu'ils pourrissent avec moi. Personne ne les aura !

Il la regarda avec un tel navrement qu'elle lui saisit la main et la pressant sur son cœur, l'embrassant, l'inondant de larmes, elle disait en hoquetant :

— Oublie ce que j'ai dit ! Je ne sais même plus ce qui me passe par la tête ! J'ai un tel chagrin de te laisser, Adam, un tel chagrin !

Il finit par l'apaiser, lui essuya les yeux et lui mit la tête sur l'oreiller.

— Qu'est-ce que cela coûterait au bon Dieu si seulement je vivais encore cette année? Si je pouvais voir encore les arbres fleurir et les champs au printemps ! Si je pouvais encore une fois planter les pommes de terre et semer le lin, me chauffer au soleil, à la moisson et aller au pardon de la Pentecôte ! Pas plus, Adam, pas plus. Je te préparerais tout convenablement pour l'hiver. Je ferais venir le cochon à lard. J'élèverais la volaille. Je te mettrais des champignons en conserve. Je préparerais la choucroute. A la fin de l'automne, je serais prête à mourir. Qu'est-ce qu'il en coûterait au bon Dieu? Qu'est-ce qu'il en coûterait?

Il ne put y tenir plus longtemps, et prenant un prétexte quelconque s'enfuit dehors pour pleurer à chaudes larmes.

Elle ne dormait pas encore quand il revint.

— Assieds-toi près de moi, lui dit-elle, j'ai peur.

Elle avait la respiration entrecoupée, les mains moites, les yeux brillants de fièvre.

— Je le reconnaîtrais tout de suite, ce brigand, criait-elle soudain avec un accent de haine.

— Quel brigand?

— Celui qui a tué notre enfant et moi, cet Allemand. Je me souviens bien : une grosse figure rouge, des moustaches rousses, des yeux de cochon méchant, tout jaunes.

— Je me le rappelle aussi, n'aie pas peur, je ne l'oublie pas..

— Et moi, même après ma mort, je ne lui pardonnerai pas. Je demanderai à Dieu, à deux genoux, de le punir. Quand il m'a frappé, j'ai senti la mort entrer en moi. Mais ce qui me fait de la peine, c'est ce petit être qui n'a pas vu ce monde... Je le vois, il marche dans la chambre, il m'appelle... Je l'entends, quand je ne dors pas. Il est là, sur le lit, il tire l'oreiller. Il dit : Maman !...

Elle parlait comme en rêve et s'endormit en chuchotant.

Le lendemain, elle allait mieux. Elle commanda à sa servante de faire venir ses bêtes qu'elle voulait voir.

En un instant la chambre fut remplie de battements d'ailes et de cris de volaille. Canards, poules, oies et pigeons se bousculaient à qui mieux mieux.

— Donnez-moi du grain, demanda-t-elle. — On lui en donna une mesure. Elle le prenait à poignées et l'éparpillait lentement sur la masse mouvante de becs et de plumes qui assaillait son lit.

Mais elle se fatigua vite de tout ce vacarme, et quand on eut chassé la volaille, elle resta longtemps immobile à regarder les lapins qui gambadaient à travers la chambre.

— Grzelowa, dit-elle tout à-coup, j'ai rêvé cette nuit que je me baignais dans l'étang derrière le moulin. L'eau était claire et il y avait tellement de sable que j'enfonçais jusqu'aux genoux.

La vieille fit une grimace. Ce rêve lui semblait de mauvais augure.

— Et des poissons, en avez-vous vu?

— Non, de l'eau et du sable. Et j'avais bien honte, j'étais toute nue.

— La femme de l'organiste a un livre dans lequel il y a tout ce que les rêves veulent dire. Je vais aller le lui demander. de l'eau, toute nue et du sable..... répétait-elle pour ne pas oublier.

Aussitôt après le repas, elle se rendit du côté de l'église.

Le loup ne mange pas par procuration, dit la devineresse à la Grzelowa. J'irai moi-même.

C'était une fine mouche, une forte langue, et malgré une chétive santé, une bonne fourchette quand cela ne coûtait rien.

En entrant chez les Brudz, elle parla aussitôt de casser une croûte, et dès qu'elle eut quelque chose sous la dent elle tira le précieux livre. La malade attendait le cœur battant. Le mari paraissait soucieux.

— Marcher dans l'eau, lisait la vieille d'un son solennel, c'est maladie. Mais comme c'est dans l'eau pure et courante, ce sera prospérité et lettre chargée.

— Oui, justement le frère d'Adam est à l'armée; il demande toujours de l'argent.

— Mais ces sables, ne me plaisent pas, glissa la Grzelowa, d'un air important.

— Fariboles ! S'ils sont hauts, c'est mort. S'ils sont sous l'eau claire, c'est longue vie. Et s'il y avait des poissons, ce serait au contraire perte de biens et maladie d'enfants, assura la femme, imperturbable.

— O Dieu ! Qu'est-ce que je donnerais !.... soupirait la malade, le sang au visage, et buvant les paroles de la vieille.

— L'automne dernier, la dame de Mrozow m'a envoyé sa femme de chambre pour que je lui explique un rêve. Tout s'est vérifié, un mois plus tard. Elle m'a fait donner une mesure de froment.

— Tout ça c'est des bêtises, dit Adam en haussant les épaules. Mais la vieille se rebiffa de si belle façon qu'il quitta la place en faisant un geste de dédain.

— Voyez-moi ces hommes, disait-elle. Pas plus de raison... Pour eux, une saucisse sur le plat, voilà la vérité. Le mien est comme ça. Il est instruit pourtant, il est toujours chez le curé, il lit les journaux, et bête comme ses pieds ! Parlez-lui de songes et de sorts. Il ne croit à rien.

Quelques commères survinrent encore et toute la maisonnée bavardait lorsque, à la tombée du jour, des grelots retentirent sur la route.

— Les Allemands ! cria la Grzelowa en regardant par la fenêtre.

Un traîneau venait de s'arrêter et quelques soldats, le fusil à la main, entraient dans la cour.

— Appelez vite Adam ! cria la malade épouvantée.

Aussitôt un gros Allemand pénétrait dans la chambre en faisant sonner ses bottes. Deux baïonnettes le suivaient. La maison était plongée dans l'obscurité.

— Adam Brudz est-il ici? demanda une voix éraillée qui fit frissonner la malade.

— Le voilà ! Que voulez-vous? répondit l'homme en s'avançant.

— Voici un ordre, dit l'autre en dépliant un papier. Mille marks d'amende pour insulte à un gendarme en service, et mille autres marks pour résistance à l'autorité.

— Et si je refuse?

— On mettra la main sur toute la maison. Vous faites le malin, mais on vous fera filer doux. On prendra jusqu'à la dernière vache. De la lumière !

Adam alluma une lampe et la posa sur le rebord de la cheminée. On vit alors un gros visage rougeaud, des moustaches rousses et de petits yeux clignotants.

— C'est lui ! cria la malade d'une voix terrible, en se soulevant sur son lit. C'est le maudit qui m'a tué mon enfant ! Au secours !

L'Allemand recula comme devant un fantôme; les femmes se pelotonnaient en tremblant sous la fenêtre; les soldats accoururent à la porte. Marie, hors d'elle-même, continuait à vociférer en tendant le poing.

— Tiens-le ! C'est lui ! Venge-moi ! Venge notre enfant !

Mais l'homme s'était déjà précipité sur l'Allemand et d'un coup forcené au visage, l'envoyait rouler tout en sang sur le métier à tisser. Les soldats se jetèrent au secours de leur chef. Une lutte effroyable s'engagea. Les femmes poussaient des cris déchirants. La malade s'évanouit. Adam se défendait avec une énergie sauvage, mais il dut céder à la force et resta inanimé, accablé de coups, inondé de sang, sur le plancher.

Le chef, revenu de son étourdissement, s'approcha de lui, et le regardant d'un air haineux :

— Nous aurons raison de cet oiseau-là ! Il me le paiera ! Debout, animal ! cria-t-il en le frappant de sa botte.

Les femmes apportèrent de l'eau. Adam ouvrit les yeux et se leva. Il fléchissait sur ses jambes. Il avait la nuit dans l'âme. Une haine affreuse l'étreignait à la gorge.

— Qu'on l'attache ! ordonna l'Allemand.

— Inutile ! Je ne vous échapperai pas. Je vous suis.

On lui permit de changer de vêtements. La Grzelowa lui prépara un petit paquet. Il s'approcha de sa femme.

— Marie, Marie ! disait-il d'une voix mourante.

Elle reprit ses sens et se jeta à son cou en sanglotant.

— O mon Dieu ! mon Dieu ! nous ne nous reverrons que là-haut !

Puis elle vomit un flot de sang et retomba évanouie. Adam s'agenouilla près d'elle, mais en se relevant il saisit la hache cachée sous le lit et la glissa sous sa peau de mouton.

— Plus vite, ou je vous fais emmener ! cria le chef.

Adam, sur le seuil, se retourna encore. Sa femme agonisait. La Grzelowa avait allumé un cierge et les assistants priaient à haute voix.

Un grand nombre de gens s'étaient rassemblés devant la maison. Ils se découvrirent sur son passage et l'on entendait des sanglots étouffés, comme à un enterrement.

— Dieu vous garde, mes amis ! dit-il; puis il monta sur le traîneau, entouré par les soldats, et les chevaux partirent.

Il faisait nuit. Ils entrèrent sous bois. Les chevaux ralentissaient leur allure, car il était tombé beaucoup de neige et la route n'était pas déblayée. Adam se trouvait au milieu des quatre Allemands; deux par devant conduisaient, deux le surveillaient par derrière. Personne ne disait mot. Le froid pinçait et la neige craquait sous les sabots des chevaux. Le ciel était criblé d'étoiles. La route serpentait entre les sapins dont les branches ployées sous la neige fouettaient le visage. Adam, replié en lui-même, ne sentait plus ni coups ni blessures. Il méditait sa vengeance et son regard chargé de haine croisait parfois celui de l'ennemi. Il attendait, palpant sa hache. Plus tard ! Le moment n'était pas venu...

Ils traversaient maintenant des champs neigeux; on apercevait au loin des lumières. La route était longue et pénible. Le sommeil gagnait déjà les Allemands. Il voyait leurs têtes s'en aller et vaciller. Les chevaux aussi étaient fatigués. Il guettait l'occasion favorable et, pour mieux tromper la vigilance de ses gardiens, se mit à réciter ses prières à mi-voix et à se battre la poitrine. Ce mouvement fit tomber la hache à ses pieds; il la tenait par le manche.

Enfin l'instant approchait. Ils venaient de rentrer sous bois. L'obscurité augmentait. L'allure de l'attelage se faisait de plus en plus lente; tous les Allemands somnolaient.

Il se dressa d'un bond et abattit sa hache sur la tête du premier qui s'affaissa comme une masse, sans un cri, puis, il tua le second d'un second coup foudroyant, et avant que le troisième eût le temps de saisir son arme, il lui trancha la nuque et reçut en pleine face une gerbe de sang chaud. Le quatrième avait sauté à terre et eut le temps de faire feu. Mais il visa mal, la hache lui fendit la tête et il roula dans la neige, Tout cela s'était passé en un clin d'œil; les quatre Allemands gisaient comme des bêtes d'abattoir.

— La gelée vous achèvera, murmura-t-il haineusement en regardant leurs dernières convulsions. Puis il leva les yeux au ciel.

— Que faire à présent?

Fuir? où fuir? On le pourchasserait comme un chien enragé. On le prendrait. Sa femme était morte, que ferait-il sans elle? Il était vengé, rien ne l'intéressait plus...

Il remit les cadavres sur le traîneau et fouetta l'attelage. Il ne pensait plus qu'à sa femme, et pleurait de rage et d'amour.

Il ne savait où il était quand les chevaux s'arrêtèrent à l'aube, devant le quartier allemand. Ce ne fut qu'un cri. Toute la ville accourut. Il raconta tout.

On l'enferma, on le mit aux fers, il reçut le numéro 437.

Quelques jours plus tard, le conseil de guerre le condamnait mort. Il sourit et dit aux juges, avec un accent de sauvage omphe :

— J'en ai tué un pour ma femme, j'en ai tué un autre pour l'enfant, le troisième, c'est pour le cheval, le quatrième, pour moi. Et vous n'avez que moi seul à tuer. Vous pouvez encore m'embrasser quelque part !

Il sortit, le front haut, et ne permit même pas qu'on lui bandât les yeux.

Ladislas REYMONT.

Traduction de Paul CAZIN et André JACQUET.

LES IDÉES DE M. F. DE CUREL

M. François de Curel est un de ces rares auteurs dramatiques dont on puisse dire qu'il a des idées : est-ce pour un auteur dramatique un mal ou un bien ? Question que nous laisserons en suspens, en constatant que lorsque ses personnages remuent des idées — ce qui leur arrive plus souvent qu'il n'est d'usage — il y a des spectateurs que cela intéresse, et d'autres que cela ennuie. Les idées, chez M. François de Curel, ne sont pas un accessoire, un hors-d'œuvre plaqué pour donner plus de noblesse ou de profondeur à l'action théâtrale : elles sont une nécessité de son esprit, qui incline de lui-même à la pensée abstraite. Et si des curieux demandent pourquoi, étant ainsi fait, cet esprit a choisi précisément la forme d'art qui réclame le plus de mouvement, et le moins de pensée, nous prierons M. François de Curel de répondre.

Par une singulière contradiction, — écrit-il dans la préface de ses œuvres complètes —, mon esprit, naturellement porté à chercher le pourquoi des choses, ne s'exprime aisément que sous la forme dramatique. Que diriez-vous d'une âme hybride, dans laquelle la curiosité méditative d'un Montaigne s'accouplerait à l'emportement fantaisiste d'un Musset?... C'est, toutes proportions gardées, d'une association de même nature que j'ai eu à tirer le meilleur parti possible. Des personnages se présentent à mon imagination, passionnés et vibrants, mais tourmentés de remonter aux causes qui les font agir — d'où il résulte que dans mes pièces la pensée côtoie sans cesse l'action. Terrible condition pour conquérir le public auquel j'impose ainsi la double tâche de s'intéresser à ma fable et de s'assimiler une idée ! S'assimiler une idée — mais cela ne se fait pas sans effort, et pendant que le spectateur réfléchit si peu que ce soit, la fable se déroule sans qu'il

puisse lui consacrer son attention. S'attache-t-il au contraire, à l'action, alors il néglige l'idée qui devient un poids mort et encombre tout. Voyez dans quelle alternative il se débat : s'occuper d'une aventure qui, privée de l'idée directrice, tombe dans l'invraisemblable, ou s'absorber dans une idée qui, tout à coup, le rejette en plein milieu de faits incohérents. Puis, la pensée est le pire ennemi de l'auteur dramatique et chaque fois que, dans une œuvre, il lui donne asile sans qu'un désastre s'ensuive, il accomplit un miracle.

Ainsi, ce serait presque malgré lui que M. François de Curel, penseur, aurait écrit des pièces de théâtre, et que M. François de Curel, auteur dramatique, aurait subi la tyrannie de sa propre pensée. Puisqu'il a dû, malgré tout, accorder ces contraires, s'accommoder de cette dualité, cherchons s'il n'en découle point certaines conséquences.

La première, et, pour nous, la plus importante de toutes, c'est qu'il n'est pas toujours facile de déterminer ses idées. Les pièces de M. de Curel ne sont pas des pièces à thèse, et, bien qu'il y mette parfois ce qu'il appelle une idée directrice, cette idée n'est qu'une des multiples faces de sa pensée : elle sera, au cours de la pièce, discutée, contredite, et l'on sent bien que les arguments adverses ont tout leur poids pour l'auteur, qui effleure du reste, au cours du dialogue, une foule de sujets connexes et fait émettre les opinions les plus variées par ses personnages. « Mes pièces, a-t-il dit lui-même dans la préface de la *Fille sauvage*, ne soutiennent pas des thèses : elles notent le retentissement de certaines idées dans la conscience humaine. » Dès lors, si l'on était tenté de demander à M. François de Curel : « De quelle façon ces idées retentissent-elles dans votre conscience, quelle est votre façon personnelle de réagir ? » ne serait-il pas en droit de répliquer : « Que vous importe? L'auteur dramatique est impersonnel, objectif, comme disent les philosophes : il présente tour à tour tous les points de vue, toutes les opinions, avec la même bonne foi, avec la même indifférence. »

C'est un peu en effet, parce qu'il est l'auteur dramatique, parce qu'il tend irrésistiblement à individualiser les idées, que M. François de Curel nous paraît indécis, fuyant dans sa

pensée : celle-ci n'est point la construction régulière d'un esprit systématique ; elle n'a même pas cette logique intérieure et profonde d'une intelligence uniquement préoccupée de se découvrir en épousant la diversité des caractères, telle que la vie peut nous l'offrir ; elle se décompose et se résout constamment en contradictoires. Mais, si nous tâchions à pénétrer la personnalité même de M. François de Curel, nous verrions peut-être qu'elle contient de ces oppositions foncières ; la plus frappante est celle d'un esprit de tendance et de culture scientifiques avec des habitudes, des traditions, des façons de penser et de sentir qui sont celles d'une certaine classe sociale, et qu'en un certain sens on pourrait appeler anti-scientifiques. Ce double penchant, que nous retrouverons dans tous les domaines où s'exerce sa pensée, lui permit de dépeindre divers conflits sociaux, philosophiques, religieux, en figurant si bien le pour et le contre, que le spectateur, suivant ses préférences, pourra croire qu'il prend parti d'un côté ou de l'autre. Est-il permis de penser qu'il rapporte une expérience lorsqu'il fait dire au héros de sa *Comédie du génie* :

> Lorsqu'on a représenté cette pièce, j'ai reçu des lettres de deux jeunes gens.. L'un m'annonçait qu'élevé dans l'athéisme, il se convertissait au catholicisme, pour avoir entendu ma pièce. L'autre m'avouait qu'entré fervent chrétien au théâtre, il en revenait athée... Comment, après une aventure pareille, mettre son orgueil dans la profondeur de sa pensée?... J'aime les idées pour leur puissance incendiaire ! Elles sont, avec l'amour, les meilleures allumeuses de passions...

Ces dernières lignes révèlent un point de vue d'artiste, on dirait presque de dilettante, et l'on peut se demander, par moments, si M. de Curel ne jonglerait pas avec les idées, ne prendrait pas plaisir à leurs frottements, à leurs contrastes, sans incliner pour celles-ci ou celles-là. Il traite volontiers ses personnages avec ironie. « J'éprouve parfois pour eux, dit-il, un sentiment de persiflage. » Pourquoi n'éprouverait-il pas le même sentiment vis-à-vis de sa propre pensée? Pourquoi ne serait-il pas, comme un de ses préférés, Jean de Sancy, qui déclare : « Je poursuis la vérité... Je m'accroche

à tout ce qui peut me guider vers elle... Chaque jour peut m'apporter une orientation nouvelle... Je ne pense plus exactement ce que je proclamais il y a une heure »?

Dans ce dédale des idées de M. François de Curel, s'il nous fallait faire la part de sa raison et celle de son cœur, distinguer celles qu'il aime aujourd'hui et celles qu'il a préférées hier, nous entreprendrions une impossible tâche. Il faut nous contenter de fixer les grandes directions de sa pensée, les pôles entre lesquels elle oscille, et, avec beaucoup de prudence, le sens dans lequel semblent s'orienter ses conclusions; encore, sur ce dernier chapitre, serons-nous aisément sujets à l'erreur.

* * *

M. François de Curel s'est plaint de ce qu'après le *Repas du Lion* une partie de la critique l'ait classé parmi les auteurs de pièces sociales : plainte d'autant plus justifiée que, si l'on considère l'ensemble de son œuvre, ce genre de pièces n'y est point le plus fréquent, et que la pente naturelle de son esprit l'incline plutôt aux problèmes de psychologie individuelle. Cependant, il y a au moins deux de ses pièces, le *Repas du du Lion* et les *Fossiles*, où il exprime à propos de questions sociales actuelles, les idées d'une certaine classe de la société : celle d'où il est issu.

Dans le premier de ces deux ouvrages, qui est sans doute l'un de ses plus vigoureux, il oppose deux thèses que l'on pourrait appeler celle de l'ouvrier et celle du patron. Mais il est visible qu'il pose le problème à sa façon : il choisit une forme spéciale du socialisme, le socialisme chrétien.

Il n'est point contestable que ce socialisme existe, et qu'il a le droit d'exister : il répond aux aspirations, à la fois religieuses et sociales, de certaines catégories d'hommes, et s'accorde avec la doctrine du christianisme primitif. Mais il heurte les habitudes et les préférences de l'Eglise moderne, fondée sur la hiérarchie; il est suspect à la plus grande partie des masses ouvrières, non seulement parce qu'elles n'ont

plus la foi, mais parce que leur socialisme repose sur une revendication de leurs droits et non sur un appel à la charité.

Le socialisme, tel que le conçoit M. de Curel, est un socialisme de patron; et l'on a le sentiment, lorsqu'on étudie son ouvrage, qu'il est à cent lieues de se figurer les théories et la mentalité populaires : il ne saurait voir, dans le socialisme, autre chose qu'une concession du supérieur à l'inférieur, l'élan d'une âme généreuse qui souffre de voir un « frère » maltraité. « Ne soyez pas, dit son héros, Jean de Miremont, l'assassin de l'ouvrier, votre frère, en évaluant son travail à un prix de famine. Ce travail ne saurait être une marchandise soumise aux lois de l'offre et de la demande. Votre employé a droit à l'abondance et au bien-être. » Et il ajoute, s'adressant aux ouvriers : « Le riche ne vous a rien pris. Il est privilégié par la volonté du Tout-Puissant. Il vous doit, en revanche, une juste rémunération de vos services et une aide amicale lorsque vous souffrez. Acceptez ses bienfaits sans rougir : ce qu'il vous offre, ne fût-ce qu'un verre d'eau, lui sera payé en bonheur éternel. »

Il va sans dire que nul socialiste, même parmi les plus modérés, les moins bolchevisants, ne prendrait à son compte cette doctrine qui attribue la pauvreté aux décrets de la Providence, et qui se contente d'en réclamer une atténuation, en promettant aux riches une récompense de leurs bienfaits dans l'autre monde. On ne s'étonnera donc point, si M. François de Curel la fait renier par son héros lui-même, à l'aide d'un simple tour de passe-passe psychologique.

N'oublions pas que dans sa pensée le point de vue de l'ouvrier n'existe pas en soi; il se réduit à des concessions patronales. Dès lors, s'il était prouvé que le patron peut rendre service à l'ouvrier autrement que par les mesures habituelles, augmentations de salaires, œuvres de secours, etc., le but que l'on poursuit ne serait-il pas atteint, la question sociale résolue? Or, voici que justement un autre personnage de M. de Curel s'avise qu' « il n'y a qu'une seule espèce d'êtres secourables : ceux qui ouvrent des voies nouvelles à l'activité humaine... Si moi, chef d'industrie, » dit-il, « j'organise un

centre d'activité, où toute une population aime, s'alimente, pullule, j'ai droit à la reconnaissance... Je n'ai qu'à regarder autour de moi pour m'assurer que je suis très utile, et si je mourais demain, toute une population, sans me pleurer, me regretterait... Inventez, soyez une force créatrice, et la prospérité des autres découlera de la vôtre. »

Voilà la question sociale résolue, ou plutôt escamotée. Quand il serait prouvé que certains industriels, chefs et créateurs d'entreprises (qui sont nécessairement peu nombreux), ont rendu service à l'humanité, qu'ils lui ont même rendu plus de services que s'ils avaient fait de la propagande socialiste, cela ne fournirait pas encore d'arguments pour ou contre tel ou tel système social. Mais nous saisissons ici un trait particulier à M. François de Curel : à vrai dire, la question sociale ne le préoccupe guère ; au lieu de l'envisager en soi, dans sa généralité, il l'envisage par rapport à lui-même, ou aux individus de son caractère, de son niveau intellectuel, de sa classe ; et cela revient à la poser en ces termes : « Je reconnais que j'ai certains devoirs vis-à-vis de mes semblables, ou, pour mieux dire, de mes inférieurs. A première vue, il semble que je puisse m'acquitter de ces devoirs en prenant leur parti contre les hommes de ma classe, en favorisant certaines de leurs revendications. Ne serait-ce pas une illusion, et ne suffit-il pas de faire œuvre de créateur, de développer des initiatives fécondes, pour servir, et plus largement, l'humanité? »

François de Curel répondra peut-être que c'est là le point de vue de son héros, et qu'il n'a voulu, pour reprendre son expression, qu'étudier le retentissement de certaines idées dans sa conscience, non discuter la valeur de ces idées. C'était certes son droit d'auteur dramatique de procéder de cette façon : mais qu'on ne vienne plus, s'il en est ainsi, parler de « pièces sociales » ; la question sociale réduite à un cas de conscience individuel — à un cas très spécial — cesse de se poser comme telle ; elle s'évanouit dans un problème purement psychologique ; et il nous apparaît que M. François de Curel n'a rien — non, absolument rien — d'un sociolo-

gue, et que, ce qui l'intéresse au premier chef, ce sont les dessous, les ressorts de l'âme humaine.

* * *

Avant d'aborder un autre domaine où se déploieront mieux ses qualités de penseur, il faut mentionner les réflexions qu'il consacre dans les *Fossiles* à une classe qui a cessé depuis longtemps de fournir matière aux discussions publiques : la noblesse. M. François de Curel s'y intéresse tout naturellement, puisque c'est la sienne ; et voici la définition qu'il en donne :

« La noblesse n'est pas un préjugé. L'aristocratie reste fatalement un conservatoire de sentiments généreux. »

Ici intervient le Curel scientifique, le Curel biologiste. Il ne se contente pas d'affirmer ; il prétend prouver son assertion, en faisant appel au darwinisme. La noblesse d'après lui, est le produit d'une sélection. « L'hérédité morale est un fait incontestable. Des siècles de valeur militaire, de culture intellectuelle, de politesse raffinée, doivent produire une descendance d'élite. » Il met encore ces paroles dans la bouche de Robert de Chantemelle, le personnage représentatif de sa pièce : « On dit que la richesse est du travail accumulé, je tiens ma noblesse pour de l'honneur accumulé. »

Belles paroles, mais qui sans doute s'appliqueraient plutôt à l'idéal qu'à la réalité. On ne saurait faire à M. François de Curel l'injure de croire que s'il se livre à des déductions, il ignore la valeur du postulat d'où il part : or, s'il y a une hérédité morale, de même qu'une hérédité physique, est-il certain que la noblesse ait été fondée, à l'origine, sur une supériorité de qualités que cette hérédité morale pouvait transmettre? Est-il certain qu'elle se soit développée et fortifiée, dans la suite, par une sélection des individus éminemment doués de ces qualités? M. François de Curel sait fort bien que la « politesse raffinée » et la « valeur militaire », si estimables soient-elles, ne tiennent pas la première place dans la formation d'un homme d'aujourd'hui, et que la « culture

intellectuelle » n'est pas un privilège de l'aristocratie, qui ne s'est mise à l'apprécier qu'assez tard, ayant vécu jusqu'au XVII^e^ siècle dans une ignorance quasi complète. Le rôle de la noblesse se réduirait-il donc en définitive, comme le voudrait son héros sur le point de mourir, à payer de la vie de ses membres « de généreuses erreurs », à être « une école de désintéressement, montrant le chemin à son siècle, audacieuse d'esprit et dupe de cœur »? Il paraît douteux que ce rôle de suicidé par persuasion, que M. François de Curel recommande aux gens de sa naissance, soit de nature à les enthousiasmer; ceux-ci ne manqueront pas de trouver le conseil parfaitement suspect, étant proféré par un tuberculeux moribond; et s'ils vont jusqu'à la fin de son discours, dans laquelle il les traite de fossiles, ils se demanderont s'ils n'ont pas affaire à un mauvais plaisant.

C'est là en effet un des traits caractéristiques de M. François de Curel, et non des moins savoureux pour ceux qui ont, comme lui, le sens de l'ironie : il tourne volontiers en dérision les choses qu'il aime et qu'il admire le plus. Il imagine de violentes contradictions entre les paroles et les actes de ses personnages : il fait prononcer à ceux-ci d'admirables tirades sur la noblesse, et toute sa pièce repose sur une intrigue où l'écœurant le dispute au grotesque : un vieux duc, qui partage une maîtresse avec son fils, et qui favorise le mariage des deux jeunes gens, afin d'avoir un héritier qui porte son nom; tous les sentiments les plus respectables foulés aux pieds, pour satisfaire une vanité puérile. Mais la noblesse est l'école de l'honneur; elle se compose des « oubliés » « qui paient l'ingratitude en semant autour d'eux l'esprit d'abnégation ». En même temps, elle a « une tendance avilissante à l'égoïsme et à l'oisiveté », et pour conclure, « elle a fait son temps », elle doit être reléguée au Muséum. Arme redoutable que le jugement de M. François de Curel; arme à double tranchant, dont on ne sent jamais si bien les coups que lorsqu'elle s'apprête à vous ménager ou à frapper ailleurs.

*
* *

Jusqu'ici, nous avons relevé chez M. de Curel des contradictions volontaires : car c'est apparemment pour irriter son public et se divertir qu'il accable les « fossiles » de son mépris, en même temps qu'il leur prête les qualités les plus rares. Si l'on passe du domaine de la société à celui de la religion, on relèvera de nombreuses idées qui ne s'accordent pas sans peine, et le problème se compliquera : il ne s'agira plus de boutades plus ou moins sincères, nous aurons affaire à deux tendances profondes et divergentes, qui se partagent l'esprit et le cœur de François de Curel.

Le problème religieux tient une place exceptionnelle dans son œuvre : il n'y a pas de dramaturges contemporains qui y soient revenus avec cette insistance, et le fait est d'autant plus remarquable qu'il se targue d'une culture scientifique, et, dans les discussions qu'il soulève, recourt volontiers aux plus modernes arguments de la science.

Dans la *Fille sauvage*, et surtout la *Nouvelle Idole*, il aborde franchement la question religieuse ; et l'on s'aperçoit tout de suite qu'il se place sur le plus scabreux des terrains. Il entreprend, en effet, une apologie de la religion considérée comme « la plus vénérable des hypothèses. »

Le mot « hypothèse », à vrai dire, risque encore de nous abuser sur son sentiment : il pourrait laisser croire que M. de Curel se livre à des spéculations dans le genre du pari de Pascal. Or, ce n'est point le cas. M. de Curel n'est pas en proie au doute ; le problème de la foi, en ce qui le concerne, est réglé une fois pour toutes, et dans le sens négatif.

La religion ne sera donc pour lui qu'une force morale, une puissance civilisatrice. Il reprendra les arguments souvent développés par les athées à sympathies religieuses : la prière est « une aberration géniale qui exalte jusqu'à l'héroïsme l'énergie humaine » ; la dévotion « enrichit les âmes par l'infinie variété des nuances dont elle colore les sentiments » ; « l'histoire des peuples qui ont fondé la dignité humaine n'est

qu'un long colloque avec les dieux »; « Dieu n'est peut-être qu'un mot, mais un mot qui remplit l'âme », etc...

Ces lieux communs, d'une forme plus ou moins spirituelle, font les délices de certains esthètes et des bourgeois qui voient dans la religion un adjuvant du gendarme : ils répugnent aux croyants comme aux libres penseurs. Jusqu'où M. François de Curel les poussera-t-il? A quelles conclusions le mènera son attitude sentimentalement religieuse, intellectuellement irreligieuse? C'est ici que se manifeste — nous ne dirons pas la contradiction de sa nature, car cette contradiction n'exclut nullement, à priori, la conciliation et l'unité — mais sa répugnance à résoudre les contraires, son horreur du point final.

Lorsque l'humanité, dit-il, croit découvrir qu'elle a été dupe, elle se révolte et s'affranchit du joug céleste. Mais ce n'est point, comme on l'imagine, l'heure de la délivrance qui a sonné : c'est l'heure de la décadence :

> Les dieux exilés se vengent en emportant la vitalité des peuples qui les chassent... La raison s'aperçoit qu'en assassinant la religion, elle massacre un idéal indispensable à beaucoup d'âmes. Aussi les plus sages d'entre nous ont-ils résolu de laisser la religion régner en paix sur les fidèles jusqu'à ce qu'elle meure de sa belle mort et soit remplacée par la raison, respectueuse héritière de son esprit. Nous ferons aux générations futures des âmes dévotes, et l'objet de leur culte sera l'humanité elle-même...

Cette thèse, suivant laquelle l'humanité ne serait pas encore mûre pour se passer du secours de la religion, est celle de plus d'un rationaliste; elle se défend, et semble assez bien dans la logique de la double attitude de M. de Curel. Mais pourquoi faut-il qu'il la fasse renier par le personnage même qui l'avait soutenue?

> La raison n'a pu nous affranchir de l'animalité qu'en nous conduisant au pied des autels. Veut-elle aller plus loin et nous installer sur l'autel même, elle n'y asseoit plus que la brute !

Conclusion beaucoup plus radicale que la précédente : M. François de Curel envisageait tout d'abord la religion com-

me un degré nécessaire, et non encore dépassé, de l'évolution humaine; mais s'il affirmait que la masse peut difficilement s'en abstenir, il admettait pour quelques individus d'élite la possibilité d'un idéal, d'une règle de vie supérieure en dehors de la religion; il entrevoyait, dans le développement de l'humanité, une étape future, dans laquelle la religion, étant « morte de sa belle mort », serait remplacée par autre chose. Maintenant il semble nier cette possibilité : il affirme que la raison est incapable de maîtriser les instincts, que sans la religion l'homme doit retourner infailliblement à l'animalité.

Affirmation audacieuse : on pourrait faire observer à M. François de Curel, qui se pique d'exactitude scientifique, qu'elle jure singulièrement avec les faits : n'aurait-il jamais rencontré de ces gens — et il n'est point question d'âmes supérieures, de consciences imbues de stoïcisme, mais d'hommes appartenant à l'humanité moyenne — qui obéissent à un instinct moral très sûr, sans adhérer à aucune religion ou inversement des personnes qui joignent aux pratiques d'une dévotion méticuleuse des sentiments d'une parfaite amoralité? Mais il a écrit lui-même : « L'instinct de moralité existe indépendant de toute croyance », et cela suffirait peut-être à taxer d'exagération certaines de ses paroles.

Où faut-il donc chercher sa véritable pensée? Quel est, en définitive, son jugement sur la valeur et le rôle qu'il convient d'attribuer à la religion? Question superflue, si l'on réfléchit qu'il se laisse parfois entraîner par la pente du discours à des hyperboles, pour retomber, un peu plus tard, à des critiques cinglantes, dont on se demande comment il peut les concilier avec les premières. Lorsqu'il compare, par exemple, la religion à une fable que l'homme se raconte à lui-même depuis son apparition sur cette terre, comment peut-il croire que cette affirmation ne ruinera pas l'effet de ses tirades sur la beauté, l'utilité et la bienfaisance de l'idée religieuse? Comment s'imagine-t-il que l'on puisse dire aux hommes : voici une chose admirable, digne d'être conservée, — en ajoutant aussitôt cette restriction : mais cette chose est fausse, c'est une légende que vous avez inventée, une simple illusion? L'immense ma-

jorité des hommes sera déconcertée par ce raisonnement, elle n'admettra point ce jugement à double face : point de vue d'esthète, il faut le répéter; point de vue d'intellectuel qui se refuse à reconnaître la force dominante de l'argument intellectuel, à concevoir qu'une fois retirée la base de la religion, c'est à dire la foi, tout l'édifice s'écroule, quelques secours que l'on cherche à lui apporter par ailleurs.

M. François de Curel semble plus heureux lorsqu'il transporte le cas dans une conscience individuelle, une conscience d'exception, et met en regard les sentiments moraux qui peuvent découler d'une religiosité ardente et naïve et ceux qui peuvent coexister, dans l'âme d'un grand savant, avec une intelligence lucide et impérieuse. Le sujet de la *Nouvelle Idole*, — que certains ont voulu définir : un savant a-t-il le droit de sacrifier des vies humaines à la science, comme un général sacrifie des soldats pour gagner une bataille? — repose, au fond, sur une idée plus subtile, une idée psychologique, comme c'est toujours le cas chez M. de Curel : un degré de conscience supérieur, une personnalité moulée par l'exercice de la raison scientifique, n'empêche pas un homme d'obéir, à certaines heures, à des instincts primitifs et irraisonnés, comme l'instinct du sacrifice; cet homme se rapproche alors de l'âme simple, qui accomplira le même acte que lui sous l'inspiration de la foi.

Du point de vue de la vraisemblance psychologique, M. de Curel a posé son sujet d'une façon irréprochable : un savant, un médecin, a tenté une expérience sur une malade qu'il estimait condamnée; il s'aperçoit que le mal dont il la soignait guérit, mais que, par contre, elle va mourir d'un sérum qu'il lui a inoculé. Cette jeune fille est une croyante, qui voulait se faire sœur de charité, consacrer sa vie aux malades; elle accepte sans révolte le sacrifice qui lui est imposé. Pris de remords, son assassin involontaire mourra, lui aussi; il ne veut pas être en reste de sacrifice, il s'inoculera le même mal, afin « d'être compris par cette petite sainte ».

La conduite de ce Donnat, si illogique qu'elle paraisse, ne saurait surprendre : « Un être s'agite en moi », dit-il, « qui se débat, qui meurt, et je ne le comprends pas ! Il m'ordonne le sacrifice,

je trouve le sacrifice une chose monstrueuse, et je me tue ! » Cependant nous le comprenons fort bien : il donne lui-même le mot de l'énigme, lorsqu'il ajoute : « Pour le moment,l'intelligence a sa logique, et... l'âme aussi a la sienne, très différente de l'autre ». Que cette âme, en dépit de tous les raisonnements, continue à obéir à des instincts profonds, à un atavisme ancien, rien de plus naturel. Mais ici, différentes questions se présentent à notre esprit.

Si la conduite de Donnat est explicable, et satisfait généralement le sentiment moral du spectateur, la conduite inverse ne serait ni moins justifiée, ni moins satisfaisante. Il est clair, en effet, qu'un homme à la conscience délicate doit souffrir d'avoir commis un homicide par imprudence ; mais, en se suicidant, il ne répare pas le mal ; et l'on se demande même, puisque cet homme peut rendre de grands services à ses semblables, s'il ne devrait pas considérer comme son devoir de vivre, afin de continuer son œuvre.

La détermination de Donnat semble causée, en grande partie, par la résignation de sa victime. Il subit la contagion de l'exemple, l'entraînement de l'émulation : se sacrifierait-il, si sa victime était quelconque, si elle n'acceptait la mort avec une sorte de joie mystique? Et n'y a t-il pas, au fond, dans cette course au sacrifice, un élément malsain, une influence secrète d'orgueil (chez Donnat, non chez la jeune fille)?

Ce sentiment, le goût du sacrifice, valait la peine d'être analysé par un psychologue comme M. François de Curel. Ne contient-il vraiment que des éléments purs et nobles? Est-il, tout entier, d'origine religieuse? Autant de problèmes que M. de Curel laisse de côté, comme s'ils relevaient de l'inconnaissable. Il ne pose pas seulement comme un fait particulier — ce qui ne soulèverait aucune objection — la soumission du savant Donnat à la logique spéciale de l'âme, différente de celle de la raison. Il semble donner à cette logique de l'âme une sorte de primauté intangible, lui conférer un rang plus élevé dans l'ordre des valeurs, et cela, selon lui, parce qu'elle serait d'essence religieuse. « Je ne crois pas en Dieu, » s'écrie finalement son héros, « mais je meurs comme si je croyais en lui... Voilà d'où me vient la paix ! »

Il résulte de là que M. François de Curel, sans rabaisser la science et tout en reniant la foi, laisse à la religion un certain domaine où il s'interdit de pénétrer. Esprit curieux, avide de fouiller et de retourner tous les sentiments, les dépouillant volontiers de leur façade pour les ramener à des motifs égoïstes, il n'ose pas s'attaquer à quelques-uns d'entre eux. Il s'arrête, interdit, devant « ce quelque chose qui élève le plus humble au niveau des plus savants ». Faut-il croire qu'il porte, malgré tout, la marque de son éducation religieuse, et que l'intrépide biologiste s'incline parfois, inconsciemment, devant la théologie catholique?

* * *

Il est un sujet que M. de Curel traite sans ménagements, où son goût de l'analyse n'est borné par aucun obstacle : l'amour. A vrai dire, ses idées là-dessus, s'il trouve parfois des formules frappantes pour les exprimer, ne sont point d'une originalité extrême : elles se réduisent à des variations sur un vieux thème de Schopenhauer. L'amour repose sur une illusion : « Devant celui qu'on aime, on contemple son propre idéal qu'un être, jaloux de vous plaire, vous offre plus ou moins bien imité. » (*La danse devant le miroir*). L'amour est une folie, une maladie : « Il n'y a pas de cas pathologique mieux caractérisé que l'amour. C'est au point que, dans le langage populaire, amour et folie ne font souvent qu'un. » (*La nouvelle idole*). L'amour le plus idéal se ramène, en définitive, à l'instinct : « Les princesses les plus exquises, les dames aux airs dédaigneux, font l'amour parmi les dentelles, comme tu le faisais sous les halliers, au voisinage des ours. » (*La fille sauvage*).

Toutes ces idées ont été ramassées et systématisées dans une des dernières pièces de M. de Curel, dont le seul titre évoque le contenu : *l'Âme en folie*. Sa thèse, avec des airs de paradoxe, se ramène, au fond, au point de vue du bon sens ; il cherche, en effet, à maintenir l'équilibre entre la tendance naturaliste, qui est de souligner, dans l'amour, le côté physique, et la tendresse idéaliste, qui voudrait, autant que possible,

le négliger, et considérer l'amour sous l'angle du sentiment. L'amour, dit-il en substance, a toujours à sa racine un désir des sens : c'est, comme le voulait Schopenhauer, une ruée de l'espèce qui utilise l'individu à ses fins en faisant miroiter à ses yeux une illusion de bonheur ; cependant ce sentiment qu'on nomme l'amour, qu'on y voie une illusion ou un désir déguisé, n'en existe pas moins : c'est un fait, une réalité psychologique, et il ajoute au simple désir toute une gamme d'impressions, de sensations complexes qui l'agrandissent et l'embellissent.

De sa théorie, M. de Curel tire une conséquence pratique qui est sans doute le côté le plus hardi et le plus intéressant : c'est qu'un homme conscient de la nature profonde de la passion amoureuse, peut, jusqu'à un certain point, influer sur le cours de cette passion soit chez lui-même, soit chez les autres. Le héros de cette comédie, un savant d'âge déjà mûr, considère avec un parfait désintéressement sa propre femme qui s'éprend d'un homme plus jeune. Il l'observe comme il observerait un malade, note chez elle les progrès de la passion, et, lorsqu'il voit celle-ci près d'éclater, met en garde la patiente avec un mélange de tendresse, d'indulgence et d'ironie. Pauvre femme qui perd la tête, à qui le génie de l'espèce joue un dernier tour ! Faut-il qu'un pareil accident détermine son époux à s'oublier, lui aussi, dans une crise de jalousie? N'est-il pas plus humain qu'il la confesse, qu'il l'éclaire avec bonté? Peu à peu, à la lumière de la raison, la folie se dissipe, et les deux époux reviennent au seul sentiment qui convienne à leur âge, et qui est celui d'une douce affection. Ainsi, comprendre la vraie nature de l'amour permet d'échapper à ses excès, à ses ridicules, et colore les relations des sexes d'une belle teinte d'humanité et de mutuelle tolérance.

M. François de Curel, dans ses premières œuvres, avait également mis en lumière le rôle de l'amour-propre dans les choses de l'amour : au point que, parmi ses héroïnes, on ne trouvait pas une véritable amoureuse, mais seulement des orgueilleuses, des capricieuses, des jalouses. C'est Julie, dans *l'Envers d'une Sainte*, qui a voulu tuer sa rivale par jalousie,

et qui, la retrouvant après des années de séparation, tente de lui ravir l'affection de sa fille. C'est, dans *l'Invitée*, Anna de Grécourt, qui, offensée par son mari, quitte le domicile conjugal, abandonnant du même coup ses deux filles et sacrifiant à un caprice l'amour maternel. C'est la *Fille sauvage*, qui, instruite à l'européenne et retournant dans son pays, n'éprouve d'autre plaisir que celui d'une domination brutale. C'est, dans la *Danse devant le miroir*, Régine qui se livre au plus cruel des marivaudages et conduit son mari au suicide.

Il y a, dans ce dernier cas, une sorte de sadisme de l'orgueil, qui mérite que l'on s'y arrête. Voici une femme dont le fiancé est décavé, ruiné, sans situation, et qui lui tient ce langage : « Posséder un paria, n'est-ce pas le plus beau rêve d'une âme jalouse? » Logiquement, elle suppose qu'il doit la souhaiter, lui aussi, abaissée, humiliée : en conséquence elle lui fait croire qu'elle est enceinte d'un autre. Comme il a eu, dans ses moments de détresse, des velléités de suicide, elle joue avec cette idée, elle le défie de la mettre à exécution; de sorte qu'il en vient à dire : « Est-il pour une femme un plus beau trophée que le cadavre d'un amoureux roulant à ses pieds? Ce trophée l'aurez-vous? Se tuera-t-il ? Une fois !... Deux fois ! » Après quelques passes de ce petit jeu, le malheureux finit par se tuer : digne récompense d'une coquette raffinée...

* * *

On ne saurait négliger deux idées qui reviennent fréquemment chez M. de Curel, et qui ne sont pas sans lien l'une avec l'autre, bien que d'origines différentes : la première, en effet, est un produit de l'analyse psychologique que pratique volontiers cet auteur; la seconde est avant tout une affirmation résultant des préférences secrètes de sa personne.

A l'exemple de La Rochefoucauld, il souligne les ruses de l'égoïsme, la façon dont il se dissimule sous les sentiments désintéressés, dont il tire parti de ces sentiments pour se développer, même là où ils paraissent le plus forts et le plus sincères. « L'égoïsme, dit-il, est un calomnié. » C'est lui qui ins-

pire les énergies fécondes; les hommes qui rendent les plus grands services à leurs semblables ne sont pas ceux qui agissent par charité : ce sont ceux qui ont une vigoureuse intelligence, un trop-plein de force, qui travaillent, qui créent. « On a tout autant de chances d'être utile à l'humanité en travaillant pour soi-même qu'en travaillant pour le prochain. Si vous n'êtes pas dévoué par instinct, ne cherchez pas à l'être par devoir. L'égoïsme qui produit est, pour la masse laborieuse, ce que la charité qui donne est pour le pauvre. »

Mais, objecteront les critiques, il n'y a pas de mérite à être utile sans le vouloir. Qu'importe? répondra M. François de Curel. L'essentiel est de faire quelque chose. Ne pénétrons pas trop avant dans les subtilités des intentions, dans les voies secrètes du vouloir. Cela nous ménagerait des surprises : nous découvririons que les gestes de la pitié et de la charité ont les motifs les plus divers.

Descendez au fond des cœurs les plus compatissants... L'un vient en aide aux malheureux parce qu'il a peur des attentats que la misère exaspérée fait commettre, un autre se prive de tout pour augmenter sa part des joies éternelles. Egoïsme, tout cela, et souvent admirable !..

Il y a plus : l'égoïsme est si profond, si essentiel à la nature humaine, qu'il profite des dons même de l'altruisme : vous croyez servir les autres, vous le voulez de tout cœur et vous vous servez vous-même.

Chaque fois qu'un homme de valeur se mêle des affaires d'autrui, il y gagne ! Il aura beau y mettre toute l'abnégation possible, il gardera le plus clair du profit. Une action n'atteint pas toujours ceux qu'elle vise. Elle touche forcément celui dont elle émane... Le dévouement, la charité, en fortifiant les âmes qui les pratiquent, produisent des vols inconscients comme celui de la feuille qui accapare le soleil. Dans la lutte pour la vie, la bonté même est redoutable !

M. François de Curel a une vue pénétrante de certains dessous des sentiments moraux; et il n'en tire point, comme certains lecteurs de La Rochefoucauld, des conclusions pessimistes. Il y avait jadis, et peut être y a-t-il encore des gens qui se désolent, à la pensée que tant de beaux sentiments, tant

de belles actions, si l'on y regarde de près, doivent être rapportés à des motifs intéressés. Pourquoi ce regret? Egoïsme, altruisme, ne sont-ce pas là de simples mots, des mots prompts à nous leurrer? Pourquoi vouloir que l'un soit toujours haïssable, l'autre purement admirable? S'il y a des égoïsmes féconds, bienfaisants, réhabilitons l'égoïsme : ainsi raisonnera M. de Curel.

On pourrait encore lui répliquer que tous les égoïsmes ne sont pas féconds, voire qu'il y en a peu qui le soient; et ceci nous amène dans une des régions favorites de sa pensée, sur les hauteurs où il aime planer. L'égoïsme dont il parle en effet, n'est pas donné à tout le monde. « Chaque fois qu'un homme de valeur... » disait-il dans notre dernière citation. Un petit nombre d'hommes ont seuls le privilège de l'égoïsme utile et bienfaisant; ce sont ces hommes de valeur, les créateurs, l'élite, ceux qui s'élèvent au-dessus de la foule.

M. de Curel est catégorique. A cet égard, il résume sa théorie en une phrase lapidaire : « Je divise les hommes en deux classes : d'une part, d'innombrables imbéciles; d'autre part, quelques natures privilégiées : les lions. » Tout le monde connaît la parabole dans laquelle il présente la pauvre humanité, la bande misérable des chacals, condamnée à se repaître des miettes du festin du lion. Il commente abondamment cette pensée, la retourne sous toutes les faces, la justifie :

> Ce n'est pas la foule qui pense, organise, invente, crée, c'est l'homme, un homme tout seul, plus énergique et plus intelligent que l'ensemble des autres. Cent mille hommes ne renferment pas ce que renferme Shakespeare ou Corneille. L'immense majorité des hommes a besoin qu'on lui suggère toutes ses idées, tous ses gestes. Artistes, orateurs, savants, philosophes, tous les audacieux de l'acte et de la pensée, inventent, combinent, réalisent, devant un troupeau de singes qui copient leurs moindres mouvements. Ils sont les bienfaiteurs de ces singes, puisqu'ils se donnent la peine de vivre à leur place.

Qui sont, exactement, ces hommes supérieurs que M. de Curel sépare du *vulgum pecus*, à qui il attribue, non seulement tous les bienfaits, mais encore des droits spéciaux, en raison de ces bienfaits qu'ils apportent à leurs semblables? « Artistes,

savants, philosophes... » a-t-il dit. Ailleurs, il insiste sur les hommes d'action, au sujet desquels il risque cette proposition audacieuse : « Il y a beaucoup de chances pour qu'un homme d'action soit un homme de cœur. « Enfin, il lui arrive de faire allusion à l'élite des élites, à ce que Carlyle appelait *les héros* : lorsqu'il écrit, par exemple : « L'humanité éprouve un tel besoin d'être guidée qu'elle ne renonce pas à ses grands hommes, même lorsqu'ils meurent... Avec une religion qui éternise les héros, un peuple n'est jamais à court de modèles ».

Tout cela a été dit depuis longtemps : et s'il est vrai jusqu'à l'évidence que les grands hommes sont dignes d'admiration, et que les hommes supérieurs à la moyenne jouent un plus grand rôle que le vulgaire dans la conduite de la société et le développement de la civilisation, on ne voit pas très bien l'intérêt qu'il peut y avoir à tirer un trait, à mettre une barrière entre l'élite et la foule. Deux classes d'hommes? Pourquoi deux plutôt que trois, ou quatre, ou cinq? Où commence l'élite, où finit la masse? N'y a-t-il pas de multiples catégories, tous les degrés d'intelligence et de valeur entre ceux que vous appelez les imbéciles et ceux qui peuvent se targuer d'une supériorité incontestable? Deux classes d'hommes : c'est là un simple artifice littéraire, une affirmation qui ne correspond à aucune réalité, une de ces formules saisissantes et faciles, destinées à plaire aux snobs, à flatter les répugnances de ceux qui, selon la parole de M. de Curel, « évitent la promiscuité ».

*
* *

Nous avons observé qu'on pouvait presque toujours, chez M. de Curel, trouver l'idée qui contredit celle-là même qui lui tient le plus à cœur : bien qu'il insiste avec une complaisance particulière sur les mérites et privilèges de la personnalité forte, de l'individu supérieur, il lui arrive d'écrire, dans son dernier ouvrage :

> Les génies nagent sur les foules, je le veux bien, mais à la manière de la graisse sur le bouillon. C'est la graisse qui fait de gros yeux, mais le bon goût ne vient pas d'elle... Il est répandu dans toute la masse. (*Comédie du génie*).

Malgré cette boutade, nous devons considérer l'individualisme comme une de ses préférences essentielles, et sous ce jour nous pourrons rapprocher et classer un grand nombre d'idées que nous avons rencontrées chez lui, sur différents sujets. Toutes celles qui se rapportent à des problèmes politiques et sociaux, à l'histoire ou à l'évolution des sociétés, à l'action sociale de l'individu, sont dominées par ce point de vue: c'est la puissance, la fécondité de l'activité personnelle qui importent, plutôt que l'accord des activités ; c'est le travail et l'esprit de quelques-uns, plutôt que la justice, ou la solidarité, ou la fraternité qui coordonneraient les efforts de tous. Point de vue anarchiste lorsqu'il est poussé, logiquement, jusqu'à ses ultimes conséquences (comme chez Nietzsche, par exemple). Mais M. François de Curel n'est pas logicien, et ses conclusions s'éloignent absolument de celles de l'auteur de *Zarathoustra*.

Pourtant une de ses armes favorites est bien nietzschéenne : l'analyse psychologique, appliquée non seulement à l'étude des caractères, mais à la dissociation des idées morales. C'est sous cette rubrique qu'il faudrait ranger sa théorie de l'égoïsme et aussi sa conception de l'amour, bien qu'il entre dans cette dernière une part d'humour et de fantaisie. Il pénètre les dessous de certains sentiments avec une rare acuité. Il a le don des formules riches et ramassées, et de courtes phrases découvrent parfois, chez lui, de lointains horizons. Ainsi, lorsqu il écrit : « C'est être méchant que d'entrevoir trop aisément le mal qu'on peut faire », il entr'ouvre le domaine immense des possibilités et pose en quelques mots une foule de questions psychologiques : du rôle respectif de la volonté et de l'idée dans l'action, de l'importance des idées forces et de l imagination, si l'idée du mal ne serait pas inspirée, au fond, par le désir de le faire, etc. Et ceux qui goûtent ce genre d'explorations ne peuvent s'empêcher de penser : quel dommage que M. de Curel ne demeure pas plus souvent sur ce terrain, qu'il n'applique pas avec plus de persévérance une méthode où il excelle !

Regret superflu. M. de Curel, comme tout le monde, obéit à son tempérament, à l'ensemble de sa nature, et celle-ci l'entraîne tantôt dans cette voie, tantôt ailleurs. Nous avons noté

que sa position avancée dans le sens de l'individualisme tenait à un trait de caractère que l'on pourrait, en l'approfondissant, rapporter à une nature mûrie, repliée sur elle-même, ayant peu de communications avec le dehors; une nature aisément portée à l'orgueil et pauvre de sympathies. Un autre groupe d'idées, qui relève d'un idéalisme un peu prudhommesque, contraste singulièrement avec celles que nous venons de classer, en particulier celles qu'on pourrait appeler sa théorie de l'universelle désillusion.

Comment expliquer qu'après avoir montré l'égoïsme dirigeant secrètement tous nos actes, l'enthousiasme des amants fondé sur une mutuelle duperie, Curel puisse encore s'écrier : « Il n'y a qu'une chose grande au monde, mourir pour une idée.» « L'humanité », dit-il ailleurs, « a beau n'être composée que d'individus accablés de soucis matériels; en bloc, elle est menée par des idées qui lui sont chères... » Faut-il croire que pour lui ces idées seraient des illusions bienfaisantes, et que l'art de vivre consisterait à ne pas trop détruire de ces mirages auxquels notre existence est suspendue, et qui semblent l'œuvre d'un démon à la fois secourable et malin ?

A cette interprétation, qui serait dans la ligne intellectualiste de Schopenhauer et de Jules de Gaultier, on en peut joindre une autre, qui serait de l'ordre pragmatiste : c'est que M. de Curel, plein d'audace et de sincérité dans certain domaine spéculatif, n'oserait pas appliquer ses méthodes d'analyse aux idées qui régissent notre vie sociale; il jugerait plus simple, sur ce terrain, d'admettre les idées reçues, celles que nous dictent l'usage, la religion et la philosophie scolaire. De là viendraient de faibles raisonnements comme celui-ci : « Soyons logiques : ce formidable besoin de se survivre, qui émane du jeu de nos organes, suppose, forcément une survie », ou des déclarations comme la suivante, qu'il ne craint pas de présenter dans une préface récente, comme la « conclusion de la *Nouvelle idole* », et qui serait digne, en tous points, de Victor Cousin : « Tendre vers Dieu par la foi, vers la vérité par la science, vers la beauté par l'amour... »

Ce faible pour le lieu commun ne laisse pas de surprendre

chez un esprit aussi personnel, et qui sait, lorsqu'il le veut, être original. Après avoir célébré Dieu et l'Eglise, le noble et le bon riche, l'Idée et la Science, il ne nous épargne même pas la tirade classique sur le drapeau et l'apologie de la gloire, cette dernière vraiment inattendue, car la gloire est une des formes les plus naïves de l'illusion: comment trouve-t-elle grâce devant une critique qui en a démasqué de beaucoup plus subtiles ?

Nous ne ferons pas l'injure à M. François de Curel de supposer qu'il ait voulu faire des concessions au public des théâtres : ce public n'est probablement pas accessible à une autre philosophie que celle du lieu commun. Mais les pièces de M. de Curel restent assez lointaines, par certains côtés, assez sérieuses, assez étrangères à la technique boulevardière, pour qu'on ne puisse le soupçonner d'avoir cherché à plaire. Si ses idées sont quelquefois celles d'un Homais à rebours — un Homais bien pensant, qu'un futur Flaubert nous peindra peut-être quelque jour — c'est que ses origines, son éducation, le milieu auquel il reste attaché, malgré son goût pour la solitude, lui impriment une marque indélébile. En dépit d'une raison vigoureuse et d'une culture scientifique, il ne parvient pas à se défaire des arguments sentimentaux, de tout un monde de pensées et de préférences secrètes, que ses éducateurs ont dû lui suggérer. C'est pourquoi il peut mettre dans la bouche d'un homme de science des paroles comme celle-ci : « A quoi bon mesurer la portée de ses actes avec une intelligence de savant, si on doit les déplorer avec une conscience de charretier » ?

Il y a des gens qui s'obstineront à croire qu'une intelligence de savant ne comporte pas nécessairement une conscience de charretier et que les idées et les sentiments moraux, sur lesquels un homme base sa conduite, peuvent être mis en harmonie avec les conclusions de ses raisonnements. Mais M. François de Curel a peut-être révélé le secret de son attitude, lorsqu'il a fait dire à un personnage : « Mon siècle me prend par le cerveau, le passé garde mon cœur. » L'athéisme flirtant avec la religion : qu'on pense à M. Bourget, à M. Barrès, à tant d'autres.

Le trait le plus choquant chez les esprits de cette tendance,

c'est que, dans une attitude du plus pur dilettantisme, ils se prennent terriblement au sérieux. M. de Curel n'encourt point ce reproche : la forme dramatique lui permet d'atténuer, à tout moment, la pointe de son idée par une affirmation contraire, et d'ailleurs il ne dédaigne pas d'ironiques saillies. Le fait de l'ironie étant d'élever l'homme au-dessus de lui-même, et ce ton s'accusant de plus en plus dans ses dernières pièces, il faut bien admettre que M. de Curel est un esprit qui se domine, et qui embrasse les choses d'un angle assez élevé; et cela, bien que ses idées semblent étrangement disparates et de qualité inégale, ne constitue pas un mince éloge.

René Lauret.

ALEXANDRE PETÖFI

(1823-1849[1])

La littérature européenne compte de grands poètes dont le nom est universellement connu, mais dont l'œuvre est ignorée. De ce nombre est Alexandre Petöfi[2]. Peut-être se souvient-on vaguement qu'il a été le Tyrtée de la guerre de l'indépendance hongroise en 1848, qu'il est mort jeune, disparu dans la tourmente, qu'il a été célébré dans le monde entier comme le chantre éloquent de la liberté; mais que sait-on de son origine, de ses œuvres, de son importance et de sa place dans la littérature? Les centenaires ont du moins cela d'utile qu'ils ramènent un moment l'attention des lettrés sur des écrivains qui ne devraient pas tomber dans l'oubli, car leurs œuvres contiennent des parties toujours jeunes et vivantes, d'où peuvent naître des résultats féconds.

* * *

A Kiskörös[3], dans une de ces chaumières paysannes hongroises, blanchies à la chaux et recouvertes de chaume, la nuit de la saint Sylvestre, un peu après minuit, donc le 1er janvier 1923, naissait un enfant si chétif que ses parents le

1. Le centenaire de Petöfi sera fêté dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, le 26 janvier.

2. La lettre ö avec tréma se prononce en hongrois comme notre diphtongue eu.

3. Pour tous les détails biographiques, j'ai suivi les indications de l'excellente monographie de M. Zoltan Ferenczi, parue à Budapest en 1896.

firent baptiser le jour même, en lui donnant le nom sonore de Sandor, qui est en hongrois Alexandre. Le père de l'enfant, le boucher Petrovics,[1] n'avait conservé de son origine slave que le nom et était devenu pour le reste, un bon patriote magyar. Plus tard son fils, qui ne voulait pour rien au monde être pris pour un Slovaque, rejeta même ce nom et s'appela Petöfi, ce qui est la traduction hongroise de Petrovics : fils de Pierre. Cette aversion de notre héros pour tout ce qui n'était pas magyar était si prononcée qu'il n'avouait pas non plus volontiers le lieu de sa naissance, Kiskörös étant alors aux trois quarts slovaque. Par la suite, cette réserve donna lieu à plus d'une confusion : comme pour Ovide, plusieurs bourgades revendiquèrent l'honneur de l'avoir vu naître, et les historiens de la littérature hongroise eurent quelque peine à établir avec certitude à laquelle il convenait de donner la préférence. Actuellement, grâce aux recherches nouvelles, il est certain que Petöfi est né à Kiskörös, ce 1er janvier de l'année 1823.

S'il y naquit, il n'y vécut guère; il n'avait pas deux ans lorsque ses parents vinrent dans un bourg de la Petite Coumanie, au centre de ce pays de plaine, qui devint ainsi la véritable patrie et la première inspiratrice de Petöfi. Le souvenir nostalgique des landes où il passa son enfance heureuse revient sans cesse dans ses poésies :

Voici la contrée où j'ai vu le monde.
Contrée vaste et belle des plaines de l'Alföld,
Et voici la ville, lieu de mon berceau,
Où vibrent encore les chants de ma nourrice[2].

écrit-il dans son poème, intitulé *Mon pays natal*, ou bien, dans *La Petite Coumanie*, datée de 1848 :

Pays pour lequel mon cœur et mon âme partout et toujours ont langui ; pays où je suis né ! mes yeux l'ont revue, ô Coumanie. J'ai parcouru la

1. Prononcer Petrovitch.
2. Les textes cités sans indication spéciale, ont été traduits par l'auteur de ces lignes. L'Alföld est la plaine hongroise.

plaine que tiennent embrassée le Danube et la Tisza qui, comme les deux bras d'une mère, le protègent contre les violences de l'ennemi [1].

Là, comme les troupeaux de chevaux qui y galopent en liberté, son imagination pouvait s'élancer sans entraves :

Quand mes yeux contemplent la plaine infinie
Mon âme est comme l'aigle qui s'élance au ciel.

Saint-René Taillandier avait raison de dire de Petöfi qu'il était le poète de la *puszta* comme Lermontof celui du Caucase. Ce pays uni et vaste comme une mer convenait à merveille à sa nature qui aimait à se griser de liberté et d'espace illimités.

Les parents du futur poète, qui avaient acquis une certaine aisance par leur travail, l'envoyèrent en classe dans les collèges réputés de la contrée. Il y apprit ce qu'on y pouvait apprendre alors : le latin, l'histoire et la littérature, peu développée, du pays. A douze ans, il lisait couramment les classiques latins. Mais des gens malhonnêtes et l'inondation du Danube en 1838 ruinèrent le père Petrovics qui annonça un beau jour à son fils — alors âgé de quinze ans — qu'il aurait désormais à pourvoir à ses propres besoins. L'enfant, d'une intelligence précoce et d'un naturel insubordonné, ne demandait pas mieux que de quitter l'école. Il avait déjà plusieurs fois tenté de s'émanciper de la discipline scolaire et de se faire acteur. Son goût pour le spectacle était si vif qu'il vendait livres et habits pour se procurer des billets de théâtre. Le théâtre représentait pour lui, l'art, la beauté, la gloire, toutes les aspirations vagues de son âme impatiente à se manifester. Aussi, dès qu'il fut libre de ses destinées, essaya-t-il de réaliser son idéal de vie.

Il réussit à se faire enrôler au théâtre national de Pest en qualité de figurant et apprit bientôt à ses propres dépens que tout n'était pas glorieux dans le métier d'acteur. Les directeurs ne lui trouvent aucun talent ; il est obligé de faire le souffleur, le distributeur de programme, le crieur public. Malgré

1. Traduction de H. Desbordes-Valmore et Ujfalvy.

ses déboires, il s'entête à suivre la carrière à laquelle il se croit destiné. Il se joint à des troupes ambulantes et parcourt le pays en tous sens, toujours dans la misère, mais toujours courageux, car il a foi en son génie. Pour ne pas mourir de faim, il est, par moments, obligé d'abandonner son cher théâtre. C'est ainsi qu'il se fait soldat en 1839. Il échappe aux longs et déprimants ennuis de la vie de caserne, en lisant ses auteurs favoris. Une nuit qu'il est de faction il est surpris en train de lire des vers d'Horace. Enfin la maladie le délivre des obligations contractées pour six ans : un médecin-major charitable et clairvoyant rend à la vie civile le poète fourvoyé. Il essaye alors différents métiers, reprend un moment ses études, se fait copiste des comptes rendus de la Diète de Pressbourg, et finit par retourner au théâtre, où d'ailleurs il ne réussit pas mieux qu'auparavant.

Pendant tout le temps de cette jeunesse difficile, de cette vie de comédien famélique, de ces pérégrinations continuelles, il écrit des vers et découvre peu à peu son talent poétique. En 1842, il réussit à faire paraître une poésie dans une des revues littéraires les plus en vue de l'époque ; dès lors, il commence à se détacher du théâtre et à s'orienter vers la carrière d'homme de lettres. Après une tournée désastreuse en Transylvanie, il tombe gravement malade à Debrecen et il n'échappe à la mort que grâce aux soins que lui prodiguent un ami et une brave femme. Pendant sa convalescence, il recopie ses vers épars, et en forme un recueil qui contient environ cent pièces. Avec ce bagage littéraire et quelques sous, il part un jour d'hiver pour Pest. Il met tout son espoir dans la publication de ses vers : « Je pensais, — écrit-il quelques années plus tard — si je les vends c'est bien ; si non, c'est bien aussi, car je mourrai ou de faim ou de froid, et ma misère sera finie ».

A Pest, il va d'éditeur en éditeur, mais n'en trouve aucun pour publier les vers d'un inconnu comme lui. En désespoir de cause, il se rend chez le poète Vörösmarty, le grand écrivain du réveil national hongrois, et lui montre ses vers. Celui-ci les lit et comprend de suite que ce poète de vingt ans à peine éclipsera un jour sa gloire. Il n'hésite cependant pas une mi-

nute à tirer son jeune rival de l'obscurité et de la misère, et il fait éditer ses poésies par un cercle littéraire. La publication eut un succès retentissant. Petöfi devint brusquement le poète favori de la nation hongroise, et ses chansons furent répétées aux quatre coins du pays. Les Hongrois trouvaient enfin en lui un poète à l'accent vraiment national, un poète de terroir dont les vers n'avaient plus rien d'artificiel, comme ceux de la plupart de ses contemporains.

La première période de sa vie, celle de sa jeunesse tourmentée se termine là. A ce moment l'homme et le poète que le monde admirera est formé, il est en possession des éléments essentiels de son art, et pendant les quelques années qu'il lui reste à vivre il va pouvoir donner la mesure de son génie.

* * *

C'était un jeune homme élancé, d'apparence peu robuste, au visage mince et pâle qu'illuminaient des yeux noirs, brillants d'un feu continuel, au front découvert, aux cheveux d'ébène rejetés en arrière, au nez court, à la bouche petite et quelque peu féminine, au menton volontaire. Au moral, ce qui frappait surtout c'était sa franchise absolue. Il eût préféré se brouiller avec tout le monde plutôt que de cacher ses pensées ou de dire une parole fausse. Il aimait à se distinguer, à être original dans ses actes et dans ses paroles, dans sa tenue et dans ses manières. Avec cela très susceptible et passablement vaniteux. Il avait besoin de louanges et plus tard, lorsqu'il devint célèbre, sa popularité l'enchanta toujours sans l'étonner jamais. Il lui semblait que c'était le tribut dû à son génie. Un sentiment lui était complètement étranger, c'était le calme. Son âme était, comme un cratère de volcan, en ébullition perpétuelle.

Son premier recueil édité par les soins de Vörösmarty contenait une centaine de pièces de vers, écrites pour la plupart entre 1838 et 1844 [1]. Ce sont des chansons à boire, des chants

1. Cf. *Petöfi Sandor*, par Jean Horvath. Ed. Pallas, Budapest, 1922.

d'amour, des poésies descriptives, des hymnes patriotiques et des chansons populaires. Certes il n'y est pas toujours original : l'influenec des poètes de l'antiquité, surtout d'Horace et d'Ovide, celle de ses précurseursimmédiats enHongrie, Kölcsey et Vörösmarty, celle de quelques poètes étrangers, tels que Schiller, Heine, Byron, Béranger, sont chez lui très sensibles; mais son instinct poétique personnel perce déjà dans ses premiers essais. On y remarque avant tout une veine d'invention lyrique grâce à laquelle le poète sait mettre de la poésie dans les moindres événements de sa vie, un sens très sûr du choix, des sujets traités et de la forme qui leur convient, le goût de l'expression réaliste qui reste subordonnée à l'idée et en général une imagination puissante qui lui permet de s'installer au centre même de son sujet et de le traiter comme s'il en était le héros.

Sa première poésie, parue en 1842, est une chanson à Loire dont le succès l'encouragea à cultiver ce genre. Ici aussi l'influence de Béranger et des poètes anacréontiques de son pays est indiscutable; mais il dépasse ses modèles par la verve plaisante, les exagérations comiques, et une note populaire qui annonce déjà son évolution vers la chanson. Il se distingue par les mêmes qualités dans les poèmes comiques ou satiriques, où il nous présente des personnages grotesques, notaires de village [1], ivrognes, grands seigneurs, d'un relief étonnant. Le *Noble hongrois* écrit plus tard passe pour un modèle de ce genre. En voici les derniers vers qui permettent de juger de l'allure de toute la pièce :

Lorsque dans mon vieux manoir,
Fort de mes droits antiques,
J'aurai passé mes jours à fumer ma vieille pipe
Les anges me porteront aux cieux..
Ne suis-je pas un noble hongrois?

Dans ses poèmes descriptifs il se plaît à peindre la nature du pays ou il a passé son enfance, et, en y mêlant son désir

1. Secrétaires de mairie.

nostalgique de la terre natale et son amour pour elle, il leur donne vie et relief. En général il ne décrit pas, mais analyse les impressions produites sur son âme mobile par le monde extérieur. Dans la célèbre poésie : *La cigogne*, traduite par Saint-René Taillandier, il évoque sa chère *puszta* qu'il a quittée depuis si longtemps et où il a passé les jours les plus heureux de sa vie :

Je l'aime, la Puszta ! C'est là seulement qu'habite la liberté; là mes yeux peuvent errer de tous côtés sans obstacle; point de rochers noirs qui nous menacent, point de ces regards troubles que nous jette l'onde agitée des fontaines, point de ces bruits de cascades qui ressemblent à un cliquetis de chaînes !

Et que personne ne dise que la Puszta n'est pas belle ! Merveilleuse est sa beauté; mais, comme une jeune fille pudique elle la cache sous son voile, et, si elle le soulève, ce voile, c'est seulement pour les visages connus, en présence des amis fidèles; alors soudain une fée leur apparaît, une fée aux regards de flamme !

Oh ! je l'aime la Puszta ! Sur mon hardi coursier j'aime à errer dans ses libres espaces, et, là où l'on ne trouve plus la trace de l'homme poursuivant son gain, à l'endroit le plus solitaire de la lande, je descends de cheval, je me repose sur le gazon et j'écoute les murmures de l'air... Tout à coup, au bord du marais, j'aperçois mon amie, ma cigogne est là !

Mais ce qui lui vaut le succès de son premier recueil et fait de lui le poète favori du peuple hongrois, c'est le talent tout particulier qu'il a pour la chanson populaire. Dans ce genre non plus, il n'est pas novateur. Avant lui d'autres poètes, Kölcsey, Kisfaludy, Bajza, avaient indiqué la voie à suivre; mais aucun n'a atteint le degré de perfection de ses chansons. La grande différence entre eux et Petöfi est qu'ils ont imité la véritable chanson populaire — souvent avec beaucoup d'habileté, il est vrai — tandis que Petöfi a créé un genre de chanson qui, tout en conservant un tour populaire, est la manifestation la plus pure et la plus naturelle de son génie lyrique. Pour trouver les lois essentielles de ce genre, la simplicité et la naïveté de forme et de fond, il n'a eu qu'à suivre son instinct poétique spontané, né de la même source que celui de ce peuple anonyme de la plaïne magyare qui, de tous temps, a

exprimé ses joies et ses peines en chansons gaies ou tristes. Comme Petöfi est peuple lui-même, il égale avec une aisance remarquable les plus belles perles du folklore hongrois, et les surpasse même dans bien des cas, grâce à son sens exquis de la forme et de la composition poétique.

Comme il est naturel, ces chansons sont justement de toutes ses œuvres les plus difficiles à traduire, car leur caractère populaire spécifiquement hongrois, ce caractère qui est dans l'expression autant que dans le rythme et la structure intérieure, se perd forcément même dans les meilleures traductions. Seules les personnes qui ont une grande habitude du folklore étranger et connaissent un peu le peuple hongrois devineront à travers les pâles reflets des traductions l'éclat, la vie, la chaleur qui caractérisent les chansons de Petöfi dans l'original.

Parmi les premières qu'il écrivit est celle-ci composée en 1842 à Debrecen, l'une des plus connues :

Belle aubergiste de Hortobagy[1], *mon bel ange !*
Donnez ici une pinte de vin, je veux boire.
De Debreczen à Hortobagy, il y a loin.
De Debreczen à Hortobagy, j'ai eu soif.

Le vent dehors siffloie des airs bien sauvages
Je suis transi, par ce froid de chien, jusqu'aux os.
Regardez-moi, belle aubergiste, douce violette
Que je me réchauffe au feu de vos yeux couleur de prunelles.

Belle aubergiste, dis-moi, quel est ton vin ?
Il est plus sûr qu'une pomme verte sauvage.
Mettez bien vite un bon baiser sur mes lèvres,
Un bon baiser qui sera bien doux à ma bouche.

Une jolie fille, du mauvais vin, des lèvres douces !
Mon pied chancelle de ci de là, retenez-moi,
Embrassez-moi, belle aubergiste, ma chérie,
N'attendez pas que je tombe là tout de mon long.

Ma belle colombe, comme vos beaux seins sont doux :
Laissez-moi y poser la tête, un moment ;
J'aurai, pour sûr, un lit bien dur, cette nuit,
J'habite fort loin, je ne puis rentrer chez moi.

1. Immense lande dans le voisinage de Debrecen.

Si Petöfi n'avait pas écrit autre chose que les chansons populaires contenues dans son premier recueil, sa place eût déjà été assurée dans l'histoire de la littérature hongroise et même parmi les grands poètes lyriques des temps modernes. Mais sous l'influence d'événements favorables, son génie poétique ne s'épanouit complètement qu'après 1844, ou plutôt après 1846. Quoiqu'il possédât à un degré supérieur la divination lyrique qui lui permettait de comprendre et d'exprimer les sentiments les plus divers, il avait besoin, pour renouveler et exalter son inspiration d'évènements exceptionnels et d'un mouvement incessant autour de lui. Son naturel inquiet et son imagination ardente rêvaient de tempêtes qui tordent et arrachent les arbres séculaires comme des fétus de paille, de rochers précipités dans la plaine par la foudre, de cataclysmes qui bouleversent le monde et de passions qui terrassent l'individu ou le transportent dans l'empyrée. Les dernières années de sa vie lui ont fourni cette exaltation qu'attendaient sa nature impatiente et son génie poétique. Sa passion pour Julie de Szendrey fit de lui un des plus éloquents poètes de l'amour et la révolution hongroise, un des plus ardents chantres de la liberté.

*
* *

Il fit la connaissance de Julie de Szendrey, fille d'un inspecteur des domaines du comte Karolyi, au cours d'un voyage dans le nord de la Hongrie en 1846, et il sentit tout de suite que l'inspiratrice divine, attendue depuis longtemps, était enfin entrée dans sa vie. Julie, qui ne croyait pas d'abord à la sincérité du poète et qui savait que ses parents ne consentiraient jamais à son mariage avec un « rimeux » sans situation, accueillit froidement les vers et les déclarations que lui adressait le chantre fêté de la Hongrie. Petöfi, rentré à Pest déversa son amertume en des vers émouvants. Dans un soubresaut d'orgueil il voulut briser l'idole que son cœur avait choisie; mais il n'était plus maître de sa passion. D'ailleurs Mlle de Szendrey, qui lisait ses vers désespérés, fut bientôt gagnée par la

fièvre de passion qui les enflammait et consentit, malgré l'opposition de sa famille, à devenir sa femme. Le bonheur du poète fut sans borne. Le jour de son mariage, il écrivit une page qui rappelle par son allure dithyrambique les lignes tracées par Pascal dans la nuit d'extase du 23 novembre 1654 : « Je suis heureux pour toujours. C'est la nuit, les étoiles brillent, nul bruit, un rossignol chante seulement... c'est mon cœur. Fille sublime, un Dieu habite en toi ; tu pénètres le cœur des hommes et, malgré la surface agitée de la mer, tu vois les vraies perles qui gisent au fond de l'abîme. Béni soit ton nom, comme je suis béni par lui ».

Cet amour qui n'est plus, comme ses passionnettes précédentes, une fiction poétique, lui inspire les plus beaux vers de la littérature hongroise. A côté d'une série de chansons où scintillent, telles des pierres précieuses, sa débordante joie de vivre, son bonheur d'aimer et d'être aimé, son plaisir à décrire sa fiancée puis sa jeune épouse, il compose des poèmes dans lesquels l'inspiration poétique s'épanche en vers plus amples et plus sonores, en analyses plus subtiles, en pensées plus profondes. Il brise le moule de la chanson, le trouvant trop étroit pour contenir ses émotions nouvelles, et déverse celles-ci dans des poèmes lyriques plus vastes.

Il ne se mêle à son bonheur qu'une note discordante, le sombre pressentiment que sa félicité ne peut durer longtemps, et il écrit cette élégie, *A la fin de septembre*, qui passe pour un chef-d'œuvre de la littérature hongroise :

Dans la vallée, les fleurs restent encore écloses,
Et devant la croisée, le peuplier est vert.
Mais regarde là haut l'approche de l'hiver.
Déjà tous les sommets sont blanchis par la neige.
Les chauds rayons d'été brûlent encore mon cœur
Et l'ardeur d'un printemps peut y faire tout éclore.

Mais la grêle a passé dans ma chevelure sombre,
L'hiver aux fils d'argent s'est posé sur ma tête.
La vie s'enfuit ! les fleurs se fanent !
Viens, ma femme, sur mes genoux.
Ton front que je sens là appuyé sur mon cœur
Demain s'inclinera peut-être vers ma tombe !

Oh ! dis-moi ! si je meurs,
Feras-tu à mon corps un linceul de tes larmes ?
Ou pourras-tu quitter pour un nouvel amour
Le nom que tu portais, ce nom qui est le mien ?

Ah ! si tu quittes un jour le long voile de veuve,
Pends-le à mon tombeau comme un drapeau de deuil
Alors je sortirai du domaine des ombres
Au milieu de la nuit, et je l'emporterai.
Et je m'en servirai pour essuyer mes pleurs
Et pour panser les plaies que tu fais à mon cœur
Ce cœur qui, même alors, t'adorera toujours ![1]

Et en effet son bonheur dura peu, car, fidèle à sa devise, le poète dut s'arracher à son amour pour consacrer son talent et sacrifier sa vie à la cause de la liberté. « Pour l'amour, je donnerai ma vie; pour la liberté, je donnerai mon amour », avait-il écrit dans son poème *La Saint Sylvestre*, le dernier jour de l'année 1846, et bientôt le destin lui demanda compte de sa promesse.

* * *

Par tempérament, par instinct poétique, par aversion naturelle pour toute espèce de contrainte, Petöfi était d'ailleurs prédestiné à devenir le héraut de la liberté et de l'indépendance nationale en Hongrie. Le courant de libéralisme qui circulait dans la jeunesse hongroise après 1830, ses impressions d'adolescence et ses lectures ne firent que fortifier ce penchant inné. Dès l'année 1844 il se mêla à la vie politique de sa nation. Influencé par les romantiques français et anglais, par Victor Hugo, Lamartine, Shelley, il était persuadé que lui, le poète, avait une mission à remplir: annoncer l'aurore d'une ère de liberté et préparer la révolution qui briserait le joug appesanti sur sa nation et sur l'humanité. Aussi ne se fait-il pas faute de flétrir dans ses vers tour à tour enflammés, ironiques ou mordants, l'inaction de ses compatriotes et la léthargie de la nation.

1. Traduction de Polignac.

Il rêve d'un soulèvement général de toute l'Europe contre la tyrannie et demande à mourir pour la cause sacrée de la liberté :

Quand toutes les races esclaves
Lassées du joug trop lourd, s'en iront par les champs,
Le visage empourpré, serrant les drapeaux rouges
Sur lesquels on lira cette devise sainte
Liberté pour tout l'univers !....

Quand elles heurteront la tyrannie.
C'est alors que je veux mourir.

Il prête anxieusement l'oreille aux nouvelles de France, car il pressent que le jour où Paris s'insurgera toute l'Europe suivra son exemple. En effet les journées insurrectionnelles de février déclenchent la révolution à Vienne d'abord, puis à Pest. Petöfi qui se trouve en province à ce moment, se hâte de rejoindre la capitale et constate avec joie que rien encore n'a été fait sans lui.

Le rêve le plus cher de sa vie se réalise enfin : il devient un des chefs du soulèvement de la Hongrie contre la tyrannie autrichienne. Il compose un appel enflammé au peuple magyar et le déclame, le 15 mars, devant une foule délirante d'enthousiasme :

La patrie appelle, ô Hongrois !
Debout, à présent ou jamais !
Etre esclave ou bien être libre.
Voilà la question : choisissez !
Par le nom du Dieu des Hongrois
Nous jurons
Que nous ne serons plus esclaves.

Jusqu'ici nous étions esclaves
Et nos ancêtres nous ont maudits.
Ils sont morts libres : auraient-ils pu
Dormir sous un sol asservi ?
Par le nom du Dieu des Hongrois
Nous jurons...

Misérable est celui qui n'ose
Maintenant mourir s'il le faut,

Pour qui sa vie — un chiffon — pèse
Plus que l'honneur de la patrie.
Par le nom du Dieu des Hongrois...

Oh ! le sabre plus que la chaîne brille,
Il orne mieux le bras.
Mais nous avons porté la chaine.
Viens, viens, vieux sabre de nos pères,
Par le nom du Dieu des Hongrois...

Le nom hongrois va resplendir
Couronné de sa gloire antique.
De la honte dont tant de siècles
L'ont souillé, nous le laverons.
Par le nom du Dieu des Hongrois...

Sur les collines de nos tombes
Nos petits-fils agenouillés,
En disant de saintes prières,
Prononceront nos noms sacrés.
Par le nom du dieu des Hongrois,
Nous jurons
Nous jurons
Que nous ne serons plus esclaves[1].

Il devient membre des comités révolutionnaires, et la jeunesse universitaire est prête à obéir au moindre de ses gestes. Pendant ces premières journées de la révolution il atteint à l'apogée de sa popularité, et les autorités commencent à craindre son action politique. Entraîné par son tempérament fougueux, et influencé par les idées radicales françaises, notamment par le socialisme de Louis Blanc, il trouve insuffisants les droits accordés en hâte à la Hongrie par la cour de Vienne effrayée, il réclame l'abolition de la royauté et la proclamation de la République. La politique de Louis Kossuth même lui semble trop modérée. Bientôt, il a la douleur de remarquer que le gros de la nation ne le suivra pas dans la voie d'action violente. La fièvre révolutionnaire s'apaise assez vite, et il reste seul à prêcher « la révolution universelle », qui,

1. Traduction de Chassin.

dans son imagination généreuse et poétique, ouvrira l'ère d'une humanité plus heureuse, parce que plus libre.

Il ne redevient l'interprete du sentiment général de sa nation que lorsque la révolution rebondit et se transforme en guerre d'indépendance contre l'Autriche. Pour soutenir le courage et l'enthousiasme de sa patrie assaillie de tous côtés, il compose les chants de guerre au rythme endiablé où son patriotisme ardent se confond avec ses rêves politiques :

Le tambour bat, le clairon retentit.
Tous les soldats sont prêts pour la bataille.
En avant !
La balle siffle et le sabre résonne;
Voilà ce qui transporte le Hongrois.
En avant !
Elève haut ton étendard, Hongrois.
Pour que le monde entier le puisse voir.
En avant !
Qu'on le voie et qu'on lise sa devise,
Car c'est un nom sacré : la Liberté.
En avant !

Mais il comprend qu'à l'heure où la patrie est en danger, les plus beaux poèmes sont « ceux qui sont écrits avec la pointe sanglante de l'épée[1] », et après avoir confié à des amis sa jeune femme qui vient de mettre un fils au monde, il part combattre en Transylvanie. Le général Bem l'attache à sa personne en qualité d'aide de camp et essaye de l'éloigner des champs de bataille, mais le dernier jour de juillet 1849 la petite armée qu'il commande est prise dans une souricière à Segesvar et écrasée sous le nombre par les Russes. Le poète disparaît à la fin de cette journée sanglante, et son corps piétiné par les chevaux cosaques est jeté dans la fosse commune. Ainsi s'accomplit le destin qu'il avait rêvé et comme pressenti lorsqu'il écrivit son poème : *Une pensée me tourmente*. Le poète-citoyen mourut pour la liberté dont l'idée domine sa vie et son œuvre.

1. *Fin d'année* (*1848*).

* * *

Si l'on cherche à dégager les traits généraux de cette œuvre féconde et diverse, où s'exprime une vie courte et mouvementée on remarque qu'elle est bien de son époque, c'est-à-dire éminemment romantique. Après une courte période d'imitation Petöfi rompt avec toutes les traditions littéraires de ses prédécesseurs nationaux et de l'étranger, pour suivre uniquement les conseils de son instinct poétique naturel. Il a conscience de son originalité et des trésors cachés en lui. Il nous dit lui-même :

Mon Pégase n'est pas un cheval anglais
Au cou mince et aux jambes effilées
Ni un cheval de bât allemand à large croupe
Et à l'allure pesante d'un ours.

Mon Pégase est un poulain hongrois,
De bonne et pure race magyare,
Un alezan clair, au poil doux et soyeux
Sur lequel se jouent les rayons du soleil.

On ne l'a pas élevé à l'écurie, il n'a guère fréquenté l'école : il est né dans les champs et je l'ai capturé sur la vaste et belle plaine déserte de la Petite-Coumanie.

Il puise son inspiration dans les événements de son existence agitée, et dans le fonds original de son ardente nature. Sa poésie devient ainsi de plus en plus subjective : elle confesse ses joies, ses peines, ses espoirs, ses ambitions et ses rèves. Même dans les chansons populaires il se raconte toujours, et nous présente un Pétöfi acteur, soldat, chemineau ou ivrogne. Comme deux sentiments dominent sa vie, sa passion pour Julie de Szendrey et sa haine de la tyrannie il devient le poète éloquent de l'amour et de la liberté.

Le caractère romantique de son œuvre s'accentue encore du fait qu'elle reflète les idées et sentiments d'une nature exceptionnellement tourmentée, d'un caractère extrême, d'un cœur généreux et ardent, d'une imagination prodigieuse : bref d'un

être de génie qui, sans cesse en mouvement, n'est fermé à aucun sentiment humain. Et c'est par là surtout que cette œuvre intéresse la littérature mondiale. Comme toutes les grandes manifestations d'art, on peut la détacher de son origine et de son évolution, afin de l'étudier en elle-même, pour elle-même. Etant la création d'un des plus grands génies lyriques des temps modernes elle intéresse par ses caractères généraux qui sont de tous les temps et de tous les lieux, tous les amis de la poésie.

Il y a malheureusement un obstacle très grave à la diffusion de cette œuvre si belle et si vivante : c'est la langue dans laquelle elle est écrite. A l'égal des merveilles de la civilisation égyptienne avant Champollion, elle reste inaccessible au commun des mortels. Pour la connaître on est obligé d'avoir recours à des traductions, qui ne donnent en général qu'une faible idée de l'original. Il est d'autant plus remarquable que malgré cette difficulté l'œuvre de Petöfi soit plus ou moins bien connue chez tous les peuples civilisés.

En France même, où le grand public se montre peu curieux en général des œuvres étrangères, elle a été l'objet de nombreuses études entre 1850 et 1880 et fut traduite[1] partiellement plusieurs fois. Tous les critiques qui se sont occupés de Pétöfi en ont parlé avec enthousiasme. L'intérêt pour la Hongrie et son poète a été éveillé vers 1850 par les émigrés hongrois réfugiés en France après la guerre de l'indépendance de 1848-49. Petöfi est mentionné pour la première fois dans la *Revue des Deux Mondes* en 1851, dans un article signé par l'un de ces émigrés Boldényi. La même année, Saint-René Taillandier lui consacre aussi une étude dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 février. Il remarque, à propos de l'analyse de l'épopée héroï-comique *Le héros Jean* qu'il n'y a rien de germanique dans cette œuvre de Petöfi, ni « aucune trace de mélancolie de pensée inquiète ou nuageuse[2] ». Quelques années plus tard,

1. Des traductions en ont été faites par H. Desbordes-Valmore, 1856, 1860, 1863, Saint-René Taillandier 1860, Chassin 1860, Auguste Dozon 1861, F. Gaulier, 1865, Melchior de Polignac 1896, Jean de Bonnefon et P. Dégnier 1923.

2. En 1860, il publie dans la *Revue des deux Mondes* du 1er avril une seconde étude détaillée sur Petöfi et traduit de lui plusieurs poèmes.

Thalès Bernard, qui étudie le folklore des pays étrangers, devient un admirateur fervent de Petöfi [1]. Il s'étonne qu'un écrivain mort si jeune ait manifesté un tel talent. Dans son *Histoire de la poésie* (1864) il écrit, à propos des œuvres du poète magyar : « Ce n'est plus de l'art, c'est un chant divin qui s'échappe un moment du ciel pour rappeler à l'homme les voluptés de l'Eden perdu ». Il avait composé à la mémoire de Petöfi un poème dont voici les dernières strophes :

Ton grand cœur vole encore sur la campagne libre
Où vit le Magyar vaincu, mais non dompté,
Ecoutant retentir dans son âme qui vibre,
Comme un écho lointain, tes chants de liberté !

Ton esprit est vivant au milieu de tes frères,
Un pays tout entier te parle avec ta voix,
Tes refrains sont bercés sur les lèvres des mères
Et le pâtre grossier les chante au fond des bois !

Laisse donc mon salut frémir à ton oreille,
O héros, qui n'as vu qu'un glorieux printemps !
Avant que d'une lyre à la tienne pareille
Le monde retentisse, il attendra longtemps.

Cet hommage rendu au génie du poète ne reste pas isolé. Charles-Louis Chassin, élève de Michelet, qui réalise un projet de son maître en écrivant l'*Histoire politique de la Révolution de Hongrie* (1859-60), publie un volume entier sur : *Le poète de la révolution hongroise, Alexandre Petöfi* [2]. Le défaut de ce livre est de donner trop d'importance au rôle politique du poète en négligeant les plus belles parties de son œuvre poétique. D'autres critiques et écrivains encore ont étudié et loué l'œuvre et le génie du poète hongrois [3]. François Coppée fut lui aussi un grand admirateur de Petöfi, dont il adapta en français neuf poèmes [4]. A l'occasion du voyage d'un groupe

1. [illegible] *Musée français* [illegible] 1855.

4. *Qui me comprend, A Etelka, Ma femme et mon sabre, L'hiver, La terre,* [illegible] *Scène de Csardas, Chasse à courre, Vers* [illegible] *Œuvres choisies.*

de parlementaires et d'écrivains français en Hongrie (1885), il composa même sur Petöfi quelques strophes qui furent récitées à Budapest devant sa statue de bronze dressée sur un quai du Danube.

A l'endroit où, le nombre écrasant ton courage,
Tu mourus pour entrer dans l'immortalité,
Aujourd'hui j'en suis sûr pousse un rosier sauvage,
Poète de l'amour et de la liberté.

Un sauvage rosier où vit encore ton âme,
Et quand auprès de lui passent deux fiancés,
Sa fleur que l'amoureux donne à la jeune femme,
Rend plus doux leurs serments et plus chauds leurs baisers.

Jusqu'aux dernières décades du siècle passé, il y a eu chez nous un vif intérêt pour Petöfi et ses œuvres. Puis tout à coup le silence se fit autour de ce nom si glorieux et de cette poésie si belle. Parmi les raisons, de ce brusque revirement, qui sont sans doute nombreuses, la principale est le manque d'une traduction des œuvres complètes du poète. Tant que celle-ci n'existera pas et que le lecteur français ne connaîtra Petöfi que par des traductions fragmentaires et dispersées, l'intérêt pour lui ne sera pas durable. Aussi, doit-on souhaiter que l'année qui fête le centenaire d'Alexandre Pétöfi, l'un des plus grands poètes lyriques des temps modernes, voie paraître en français une traduction de ses œuvres complètes qui, donnant à sa gloire une assise solide, défendra son nom de l'injuste oubli qui le menace.

P. E. G. Régnier.

LE VOYAGE DE M. CLEMENCEAU AUX ETATS-UNIS

I. — La situation avant l'arrivée : animosité et rancunes contre la France.

Lorsque le *Paris* stoppa sur ses ancres salué par la clameur stridente, déchirante, immense des sifflets, des sirènes et des cloches, par tous les drapeaux et pavois, flottants et frètelants, des innombrables navires à l'ancre, des plus nombreux remorqueurs, ferries, canots et vedettes affairés et mouvants, dans la baie ensoleillée de New-York, quel accueil sincère, derrière cette exquise et tout américaine courtoisie, attendait l'hôte de marque, mais qui arrivait sans mandat et officiellement ignoré de la France ? Quel était, à ce moment, le sentiment américain pour notre pays ?

Une semaine à peine avait passé depuis que les élections avaient renouvelé un tiers du Sénat et toute la Chambre des Représentants. La campagne qui avait précédé ces élections avait été fort âpre, sans être vraiment significative. L'intérêt du public américain s'était porté tout à tour sur les diverses *issues*[1] présentées, sans s'affirmer unanime sur aucune. La question des tarifs et droits de douane, qui avait passionné les Etats agricoles et miniers, avait laissé indifférents ceux du Sud-Est et le Nord. Celle — purement ou impudemment électorale — du *bonus bill* (des pensions militaires), qui devait

1. Questions dominantes.

d'abord être décisive dans l'élection, était à peu près tombée dans l'oubli : le veto, imposé très vite au président par la réprobation de la majorité des électeurs et par l'opposition de tous les contribuables l'avait rejetée jusqu'après les élections. Le caractère général de celles-ci avait été un malaise et un mécontentement aigris sur toutes les questions de politique intérieure et une aversion globale de toutes les questions de politique extérieure. On avait assisté à une lutte de partis. La politique internationale était proprement restée en dehors.

A l'égard des événements d'Europe, le public américain éprouvait une double impression : étonnement devant le chaos politique et économique qu'annonçaient les dépêches ou qu'exposaient complaisamment les voyageurs américains de retour chez eux après un plus ou moins court séjour en Europe, et impression de confort à se trouver et se reconnaître en dehors de ce chaos. La « folie de l'Europe » était le thème sans cesse repris par les éditoriaux des journaux et admis, une fois pour toutes par le grand public américain. Pour ce grand public, le fascisme après le bolchevisme, la guerre gréco-turque après la lutte russo-polonaise, les tensions anglo-françaises, les divergences de vues des alliés sur les questions des réparations allemandes et des crédits à l'Autriche, éveillaient la même et confuse impression de démence européenne : elle se précisait à chaque nouvelle convocation de conférence, invariablement suivie de séparations plus ou moins brusques des participants, et toujours sans qu'aucun résultat positif, sans qu'aucun réel achèvement eût été obtenu.

Chaque voyageur officiel ou privé, sénateur ou banquier, qui revenait du continent européen, rapportait les mêmes et contagieuses vues pessimistes sur le présent et l'avenir de l'Europe. Tous et chacun insistaient sur l'inévitable et prochain effondrement qui ne manquerait pas de résulter finalement de la succession d'incohérences politiques qui faisait rage de ce côté de l'eau. Les dissentiments entre la France et la Grande-Bretagne, le soudain changement d'attitude des Alliés devant les Soviets, l'appui donné aux Turcs, d'abord par les Italiens, ensuite et plus ou moins ouvertement, par la France,

l'abandon des Grecs par l'Angleterre après les promesses formelles d'un appui lors de la conférence de Cannes, enfin l'étonnante anarchie blanche d'Italie, devaient inévitablement conduire l'Europe à cet effondrement à plus ou moins brève échéance. Le plus grave des prodromes du prochain cataclysme européen, et celui qui naturellement était le mieux compris du grand public américain, était l'intransigeance des Alliés, et tout spécialement de la France, dans la question des réparations allemandes. Les exigences françaises paraissaient, sur ce point, simplement intolérables.

Une propagande habile, méthodique — et point seulement ou du tout allemande — avait peu à peu insinué, puis imposé partout l'impression, la certitude que l'Allemagne, écrasée par les demandes excessives de la France avait été mise dans l'impuissance de jamais se restaurer économiquement. De noirs tableaux de la misère de Berlin, de la famine, qui sévissait déjà, qui allait croître encore partout en Allemagne, étaient publiés quotidiennement par une très grande, ou par la plus grande partie de la presse, corroborant, en les exagérant à peine, les récits sensationnels des voyageurs. La France, militariste, entretenait la plus formidable armée du monde : impérialiste et avide de conquêtes, elle était toute prête à annexer, l'une après l'autre, les plus belles provinces de l'Allemagne, comme elle avait déjà fait de la Sarre et comme elle allait faire de la Ruhr : elle était en fin de compte la vraie coupable et la grande responsable du désarroi actuel et du prochain cataclysme européen.

On sait comment ces accusations avaient été reprises et portées, au Sénat américain même, par les sénateurs Borah et Mac Cormick. On se souvient que le leader des Irréconciliables avait donné à ces insinuations et attaques contre la France, lors des premiers débats sur la consolidation de notre dette aux États-Unis, une formule particulièrement heureuse et qui, par sa simplicité même, devait faire davantage impression sur le contribuable, c'est-à-dire sur le grand public américain.

« La France », avait-il déclaré, « pourrait payer ses dettes si elle le voulait. Mais la France ne le veut pas. En proie à une

nervosité, aujourd'hui inconcevable, elle consacre l'argent qu'elle doit aux Américains à l'entretien de formidables armées, qu'elle prétend nécessaires à la garantie de sa sécurité contre une éventuelle ou prochaine invasion allemande. En fait, l'existence même de ces armées constitue un nouveau danger de guerre européenne. Et le contribuable américain, qui est lui-même écrasé par la dette publique, le contribuable américain qui a voulu faire la dernière guerre pour rendre impossible toute nouvelle guerre, se trouve en dernier ressort faire les frais du militarisme français, et aussi bien du prochain conflit mondial ».

Cet argument, ainsi présenté, devait d'autant mieux porter sur le grand public que les impôts américains, sans atteindre le taux des impôts des Alliés, étaient supérieurs à tout ce qu'ils avaient été jusque là dans l'histoire : et ils paraissaient plus intolérables à cause de l'élévation proportionnelle du prix de la vie. Le contribuable américain était fort bien informé, pour l'avoir lu et relu dans son journal, sur la dette totale des Alliés, onze milliards de dollars, dont l'intérêt annuel devait être approximativement de cinq cent millions de dollars. Et il savait que, si l'Europe pouvait être amenée à payer au moins cet intérêt les impôts seraient allégés d'autant. Il s'embarrassait peu des considérations morales, de la solidarité invoquée par les Alliés et niée par les Etats-Unis, dans l'usage fait des fonds prêtés par l'Union. Il envisageait la dette comme un emprunt entre individus. Ayant lui-même une forte somme à payer, et possédant une créance sur un tiers, il faisait appel à ce tiers pour le décharger en s'acquittant. Il s'impatientait des retards, surveillait les dépenses et la manière de vivre de son créancier, et ne voulait pas croire à l'insolvabilité de gens qui gaspillaient leur argent — son argent — en de somptuaires et ridicules dépenses d'armements pour une défense imaginaire.

Les déclarations faites par les représentants de la France lors de la Conférence de Washington, d'abord celle de M. Briand au sujet des forces militaires de la France, puis celles de M. Sarraut et de l'amiral de Bon dans la discussion sur les

sous-marins n'avaient fait que l'affermir dans cet état d'esprit, en même temps qu'elles avaient réveillé chez lui la rancœur et l'irritation causées par le militarisme soupçonné ou reconnu latent de l'Europe.

Ainsi les mêmes Américains qui, avant leur entrée en guerre lorsqu'ils nous considéraient comme les victimes de la guerre, nous avaient manifesté la plus généreuse et efficace sympathie, les mêmes qui, après le 6 avril 1918, avaient lutté joyeusement et héroïquement à nos côtés pour punir le « Boche » de son agression de force, les mêmes encore qui avaient consenti avec un véritable enthousiasme aux crédits qui nous avaient été accordés à diverses époques et dans un but idéaliste et précis, ces mêmes Américains trouvaient maintenant que nous dépassions intolérablement ce but après qu'il avait été atteint : et ils se reprochaient, et à nous, leur générosité mal placée.

Le monde politique ne différait guère d'opinion sur ce point avec « l'homme de la rue ». Il avait montré sa partialité lors du vote des mesures draconiennes, qui furent approuvées par le président Harding, et qui eurent pour premier effet la nomination d'une commission chargée de consolider les dettes des Alliés à des conditions ausssi inapplicables qu'inacceptables.

Comme des scrupules pourtant s'étaient élevés parmi les hommes politiques qui nous furent le plus dévoués et comme, en dépit des innombrables et généralement maladroites autant qu'intempestives réclamations de notre presse, il paraissait injuste à beaucoup que la France supportât seule en fin de compte, le poids de la guerre après la victoire, le sénateur Lodge avait su trouver, au cours de sa campagne électorale, une excuse qui devait satisfaire à la fois le sentiment de justice et l'intérêt américain. Il avait fait remarquer que les Etats-Unis, qui, selon la déclaration historique du 2 avril, « étaient entrés dans la guerre sans aucun but égoïste, ne souhaitant ni conquête, ni souveraineté », n'avaient demandé, cette guerre terminée, ni indemnités pour eux-mêmes, ni compensations matérielles pour le sacrifice qu'ils avaient consenti librement. Cependant il leur paraissait juste que les nations, qui avaient

profité matériellement de cette guerre et qui avaient été indemnisées en provinces, en colonies, en navires et en argent, s'acquittassent envers leurs débiteurs de l'argent qui leur avait permis de conquérir, avec la paix, tant d'avantages positifs.

Cette explication, si spécieuse fût-elle, et qui, des considérations morales sur la solidarité de la guerre déviait l'attention vers les profits consécutifs à la paix, avait suffi à faire taire tous les scrupules et à raffermir l'opinion publique, comme celle du monde politique dans sa résolution d'exiger des Alliés et de la France le paiement de la créance légitimement due aux prêteurs actuellement gênés.

Sur ce point pourtant, la manière de voir du monde des affaires, et plus spécialement celui de la *Big Business* de Wall street, — par quoi il faut entendre tous les grands financiers et les dirigeants des industries dans tous les Etats de l'Union — différait sensiblement de celle du grand public et des hommes politiques. Les gens d'affaires et les banquiers avaient reconnu clairement qu'il n'existait aucune chance que les principaux alliés, l'Angleterre exceptée, se trouvassent de longtemps dans des conditions où ils pourraient rembourser leurs dettes. Ils s'étaient non moins nettement rendu compte que, si même ce remboursement était effectué, il accroîtrait encore la dépression déjà si inquiétante des affaires américaines, et il causerait un inestimable préjudice au commerce et à l'industrie de l'Union. Les paiements des Alliés ne pourraient en effet être effectués, au moins pour la plus grande partie, qu'en nature : et l'abondance des produits ainsi brusquement et périodiquement importés aux Etats-Unis devrait naturellement avoir pour effet d'accentuer le chômage, de paralyser l'industrie, et, simultanément, d'arrêter les exportations américaines et de troubler davantage ou de ruiner complètement le change dans le monde entier.

Ce fut donc pour tenter de remédier à cette situation et de prévenir la catastrophe imminente que le congrès des dix mille banquiers américains fut d'abord convoqué et se réunit à New-York. Et ce fut après avoir entendu les très claires

explications d'hommes comme M. Thomas Lamont, fondé de pouvoirs de la banque J. P. Morgan et l'expert considéré comme le plus autorisé des Etats-Unis, ou encore M. Mac Adam, président de l'association des banquiers, ce fut par des considérations d'affaires et nullement par émotion sentimentale que les dix mille banquiers américains adoptèrent, en fin de congrès la recommandation d'annuler les dettes des Allié sous certaines conditions et comme première mesure indispensable à la restauration économique de l'Europe et du monde.

L'importance de ces vœux et la répercussion qu'ils pourraient ou doivent avoir sur la prochaine politique du Congrès deviendront plus clairs si l'on considère que le monde de Wall street a été de tout temps l'inspirateur et le directeur, souvent exigeant, des dirigeants et des politiciens du parti républicain. C'est parmi ces banquiers que le parti actuellement au pouvoir a toujours trouvé sa force et ses fonds. Leurs décisions et leurs intérêts ont, par contre, inspiré ou gouverné les votes des sénateurs et des représentants républicains, dans toutes les grandes questions nationales et internationales, monopoles, tarifs, etc...

Le divorce entre la *Big Business* et les politiciens s'était naturellement accentué au cours de la campagne électorale et dans les derniers jours d'octobre. En effet, d'une part les hommes d'affaires, désavoués et presque censurés par le secrétaire du Trésor après le vote de leurs résolutions, insistaient sur la folie qu'il y aurait à presser les créanciers et à exiger le paiement intégral de leurs dettes alors que l'intérêt mutuel consistait à les aider dans leur situation temporairement précaire; d'autre part, les politiciens songeaient surtout à leur campagne et aux avantages politiques immédiats qu'ils désiraient conquérir. Ils étaient convaincus que, s'ils pouvaient seulement affirmer au pays que la dette des Alliés, — dette que le précédent gouvernement n'avait fait aucun effort pour faire rentrer — était sur le point d'être payée, toutes les faiblesses de leur propre gouvernement, toutes ses grandes promesses faites et jamais tenues, seraient oubliées, et qu'eux-mêmes se trouveraient dans une position exceptionnellement favorable devant leurs électeurs.

La masse du public, durant la campagne, avait naturellement plus écouté les politiciens que les banquiers. Plus que jamais tous les éléments mécontents du pays, tous ceux qu'avait frappés plus directement la fermeture du marché européen, s'étaient déclarés avec les premiers : les fermiers, les éleveurs de bestiaux, les cotonniers, qui étaient aussi plus directement atteints par l'élévation du prix de la vie et par les lourds impôts, étaient disposés à croire que, si les créanciers européens payaient leurs dettes, la situation générale des Etats-Unis s'en trouverait améliorée d'autant; et eux-mêmes, n'ayant plus à faire face à d'aussi lourdes charges, pourraient attendre plus aisément la reprise des affaires.

Il va sans dire que les récriminations, sans cesse transmises par les dépêches venues de France, contre la prétention de l'Amérique à être payée de ce qui lui était du et les revendications, tour à tour hautaines ou aigries, des discours officiels et de notre presse au sujet du juste partage des frais de la guerre n'avaient fait qu'exaspérer l'opinion américaine contre nous. Au contraire, la bonne volonté toujours proclamée de l'Angleterre à faire face à ses obligations avait peu à peu changé en sa faveur cette même opinion qui lui était traditionnellement hostile.

Tels se présentaient, brièvement aperçus, les sentiments et les impressions des Américains au sujet des agissements politiques et économiques de l'Europe, tels étaient les principaux motifs d'animosité et d'hostilité, tout particulièrement dirigés contre la France, quand M. Clemenceau débarqua le 18 novembre à Battery Park, la pointe extrême de New-York, du petit steamer qui était venu le chercher à bord du *Paris*.

II. — L'accueil et le voyage.

Le premier accueil dépassa en enthousiasme tout ce que nos habitudes françaises nous permettent d'imaginer. Il faut avoir assisté à l'arrivée à New-York de la mission Viviani-Joffre au

printemps de 1917 et à celle du maréchal Foch à l'automne de 1921 pour avoir ou un terme de comparaison ou une idée juste de ce que fut celle-ci.

Il faut avoir vu, entendu surtout, ce débarquement à Battery Park, dans le plus assourdissant tintamarre des sirènes et sifflets des bateaux, dans le vacarme des trompes et des claquesons des automobiles, dans le fracas et les détonations crépitantes des *backfires*, parmi les acclamations continues, jamais fléchissantes de centaines de milliers de poitrines; il faut imaginer la grande artère de Broadway, rétrécie et grouillante entre les prodigieux gratte-ciel, ceux-ci comme revêtus, à tous les étages, qui s'effacent en hauteur, d'une véritable couverture humaine, clamante et mouvante, agitant mouchoirs et drapeaux, obscurcissant l'air d'une brume vibrante de journaux découpés et de confetti, poussant surtout, d'interminables et incessantes clameurs. Il faut prolonger par la pensée ce spectacle, cette rumeur à travers le quartier des affaires dans tout le bas de la ville, puis, après l'arrêt et la réception au City Hall, durant la remontée de la cinquième Avenue, magnifiquement pavoisée et toujours ourlée, tapissée et surmontée de foules acclamantes, jusqu'au Park, pour avoir une idée affaiblie de l'accueil que reçut M. Clemenceau à son premier contact avec le public américain.

Mais cette première réception s'adressait cette fois non pas surtout, comme autrefois, à la France dans la personne de son représentant, mais à l'hôte lui-même que l'on recevait, à l'homme d'Etat, à M. Clemenceau.

Il est difficile en effet de donner une idée de la popularité dont a joui M. Clémenceau aux Etats-Unis pendant et après la guerre. Toute la presse américaine n'avait fait alors qu'exprimer le sentiment unanime du pays en réclamant la venue en Amérique du Premier français. Tous ceux qui, après l'armistice, se trouvaient aux Etats-Unis, ont eu la même et déprimante impression que, au moment où la Belgique envoyait le cardinal Mercier et la Grande Bretagne le Prince de Galles, la France commettait une faute, presque une maladresse diplomatique, en gardant chez elle ses grands hommes, et surtout

le plus populaire, le plus désiré d'entre eux, M. Clemenceau. Que de difficultés n'eussent pas été aplanies alors, que d'attaques contre nous eussent assurément été évitées, qui n'ont fait que prendre force et se préciser, si le Premier français était venu prendre contact avec l'Amérique lorsque celle-ci, d'une seule voix et d'un même cœur, le réclamait !

La tâche que M. Clemenceau venait remplir maintenant était autrement ardue que celle qu'il eu pu accomplir alors. Il devait remonter un courant d'opinion, répondre à des attaques généralement approuvées, effacer des erreurs et des calomnies acceptées, tenter enfin de faire renaître la sympathie et la confiance où ne se rencontraient plus qu'animosité, suspicion et méfiance.

Son rôle même d'envoyé sans mandat, rôle de redresseur de torts, des torts moraux faits à la France, et de magister, était particulièrement délicat. Personne, en effet, n'aime à recevoir des leçons, les nations pas plus que les individus. Etre enseigné implique que l'on ne sait rien d'une question et que l'on est prêt à apprendre ce qu'un autre croit en savoir. Mais nous aimons généralement peu à confesser notre ignorance sur n'importe quel sujet : et il est rare que nous admettions de bon gré que notre voisin en sache plus long que nous, et surtout sur les questions qui nous touchent de plus près. Or les Américains croyaient être fort bien instruits des devoirs de solidarité qui pouvaient les lier encore aux Alliés après la guerre. Et ils devaient penser que M. Clemenceau ne l'était sans doute pas aussi bien qu'eux-mêmes sur leur manière de voir et leur droit d'interpréter à leur guise ces devoirs. Il y avait donc toutes les chances du monde qu'après avoir écouté avec courtoisie le grand instructeur français, le public américain s'impatientât des plaidoyers, se cabrât sous les reproches, et que le monde des politiciens suivît une fois de plus sur ce terrain l'opinion du pays. Ce fut dans ce monde que l'impatience se traduisit d'abord : il ne parut point sur le moment que le sentiment du grand public l'eût guidée. Le fait, tout exceptionnel, mérite pour le moins d'être noté.

Pour lutter contre les préventions, M. Clemenceau pouvait

compter sur le prestige que lui conféraient son passé politique et la part historique qu'il avait jouée dans les plus grands événements du commencement du siècle. Il pouvait surtout compter sur l'exquise courtoisie américaine.

Dès son arrivée en effet, la presse américaine lui avait souhaité en termes émouvants la bienvenue.

« Parmi les grands hommes de la guerre » — écrivait la *New-York Tribune* — « que les Américains connurent, M. Clemenceau est celui pour lequel ils conservent la plus chaude affection et la plus grande admiration. M. Clemenceau parlera à l'Amérique avec franchise, avec courage ; les Américains penseront ou ne penseront pas comme lui, mais ils savent qu'ils entendront un homme dont l'histoire dira qu'il fut le plus grand de son temps ».

« L'Amérique, » disait le *New-York Times* en commençant son éditorial, « souhaite la bienvenue à M. Clemenceau, au chef actif de la Ligue des Nations de 1918, dont les Etats-Unis étaient membres. M. Clemenceau sacrifia son propre avenir politique dans l'intérêt de la paix de l'Europe ; il appartient à l'histoire et non pas à ses contemporains de le juger impartialement ».

Dès son premier discours, au *Metropolitan Opera*, M. Clemenceau s'impose au public américain par la connaissance qu'il a de ce public et par le tour d'éloquence, par la manière vive et directe qu'il emploie et qui est la plus propre à toucher son auditoire. Peu de polémique et point de récriminations. Aucune éloquence « fleurie », mais des sentences brèves et parfois brutales, des exposés de fond qui se résument en conclusions nettes. S'adressant à un peuple épris d'idéal et fidèle aux grands principes qui ont toujours conduit sa vie politique, mais conscient aussi des nécessités matérielles et désireux des réalités pratiques, M. Clemenceau parle aux Américains le langage le mieux capable d'exprimer l'idée la plus élevée lorsqu'elle est appuyée sur la vérité de l'histoire et sans cesse corroborée par les faits.

Il refait l'historique des événements qui ont précédé la guerre elle-même, puis de la paix.

« Vous prétendez, » ajoute-t-il, « que la France est aujourd'hui militariste et impérialiste ; elle fut pourtant, de mémoire d'homme, en-

valie deux fois. Pourquoi ne traitez-vous pas l'Allemagne de militariste? Je ne viens pas médire de l'Allemagne, mais je veux défendre la France. Quand les soldats français tombaient, nous n'étions pas militaristes. Quand on me demanda de conclure des arrangements avec les Allemands, je répondis : — Que vaut leur signature? Que valent leurs papiers? Ne violèrent-ils pas la Belgique, dont ils avaient garanti la neutralité? »

Il continue, montre l'Angleterre poursuivant son chemin avec ses préoccupations personnelles. La France au contraire est restée seule. Aujourd'hui, et si l'aide de l'Amérique lui fait défaut, elle va à la ruine et à une catastrophe. Certes elle a contracté des dettes : mais ces dettes, elle les paiera : elle demande seulement que ses anciens alliés s'ils ne l'aident pas, ne l'empêchent pas d'exiger ce qui lui est dû. A l'Amérique obtenant le pacte naval, les traités d'Extrême-Orient et la suppression du traité anglo-japonais, à l'Angleterre détruisant ou accaparant la flotte allemande, il oppose la France déçue après promesse reçue d'un traité de protection et de défense, la France laissée seule pour garder sa frontière, la France enfin objet de méfiance lorsqu'elle déclare que derrière cette frontière l'Allemagne se rétablit et se prépare à une nouvelle guerre. Que l'union des Alliés, cette union qui a gagné la guerre, soit rétablie, et la France ne demandera pas mieux que de réduire ses coûteux armements terrestres. Mais les Etats-Unis, qui peuvent lui donner cette garantie, se récusent. Ayant joué un magnifique rôle dans la guerre, ils ne veulent pas continuer à jouer ce rôle dans la paix : ils refusent d'assurer la paix du monde.

« Nous sommes dans la plus grande des crises », conclut M. Clemenceau. « Vous avez promis au monde que vous le délivreriez. Vous l'avez proclamé dans le traité de paix. Maintenant, je vous demande : Pourquoi avez-vous fait la guerre? Est-ce pour aider les autres à sauvegarder la démocratie? Quel point avez-vous atteint?

« Y avez-vous pensé? Aucun sacrifice ne vous est demandé, excepté l'assurance que vous voulez garder parmi les nations la grande place que vous y avez tenue à deux reprises. Si vous la prenez, vous apporterez la libération du monde. Si vous vous abstenez, un avenir sombre nous menace; mais vous pouvez être assurés que nous ne le subirons pas sans avoir fait notre possible pour l'éviter ».

M. Clemenceau revient sur le même sujet deux jours plus tard. Dans le premier des articles qu'il publie dans le *World*, et qui seront reproduits ou commentés par toute la presse américaine, il écrit :

Un peuple peut aussi bien mourir de la paix que de la guerre. Guerre et paix procèdent au fond d'une même impulsion d'humanité : la lutte de toute heure pour la vie et pour le mieux-être.

« Pour cela, il eût été nécessaire que les conditions, les méthodes de solidarité imposées par la guerre continuassent dans la paix et que, le dernier coup de canon tiré, on ne se bornât pas à garder un souvenir ému des souffrances endurées en commun. Il n'y a pas seulement « la guerre ». Il n'y a pas seulement « la paix ». Il y a de grands peuples qui devraient s'épauler les uns les autres dans leur marche vers des fins hasardeuses, par des voies inconnues.

« Au lieu de cela, malgré les efforts de la France pour l'empêcher, nous avons vu chacun reprendre sa liberté d'action. Plus que des membres solitaires d'un grand corps qui, par sa coordination, par son indissolubilité, a gagné la guerre. Il n'y a plus que des francs-tireurs qui, par leur souci d'indépendance, par ce que j'appellerai leur égoïsme national, pourraient bien en venir à perdre la paix ».

Ce fut au lendemain de ce premier article et, semble-t-il, pour répondre, dans une hâte quelque peu prématurée, au discours du *Metropolitan Opera*, que les attaques des sénateurs Hitchcock et Borah se produisirent au Sénat de Washington. Pour comprendre la valeur de ces attaques et aussi pourquoi elles échouèrent, il faut mieux connaître les deux sénateurs qui les livrèrent. M. Clemenceau a pu s'estimer heureux en tout état de cause que le premier assaut fût donné par l'ancien et déplorable leader des démocrates, le sénateur non réélu du Nebraska et qui n'avait donc plus que quelques jours à siéger, M. Hitchcock.

Homme d'une douceur souriante et d'une parfaite courtoisie dans les rapports journaliers, mais aussi faible dans ses arguments que violent dans ses déclarations publiques et plus étonnant que redoutable dans son geste incessant d'assommer un adversaire fantôme de son poing renversé, M. Hitchcock a toujours été de ceux qui perdent toutes les causes

qu'ils soutiennent. On lui accorde généralement une grande part de responsabilité dans la chute de son ami le président Wilson. Victime et cible habituelle des Irréconciliables du Sénat, dont l'un alla un jour jusqu'à le traiter en pleine séance de « singe en fer blanc de la Maison Blanche », le sénateur du Nebraska n'a jamais été redouté que des hommes de son propre parti.

Tout au contraire, par sa forte personnalité aux traits accusés de Vitellius, à l'encolure puissante et à la mâchoire de lutteur, par son éloquence hachée, nourrie, tout à tour saccadée ou vibrante le sénateur Borah, leader des Irréconciliables, est craint de tous ceux qui ne partagent pas entièrement ses vues politiques : et il s'impose à tout le monde. Quand il n'assomme pas son adversaire à coups d'arguments, il le harcèle, le harasse et le jette hors de combat après l'avoir cinglé sans relâche de ses sarcasmes.

Si le sénateur Borah eût été seul dans l'attaque, sans doute M. Clemenceau et la France auraient passé un mauvais moment au Sénat américain durant la séance du 23 novembre. Le verbeux et malheureux sénateur du Nebraska, en prenant l'initiative de l'attaque, par un excessif empressement à se manifester une dernière fois à l'attention et au regret de ses ingrats électeurs, se vengea surtout, et probablement à son insu, de tous les mauvais traitements qu'il avait eu à subir de son collègue de l'Idaho. Il « dégonfla » maladroitement les arguments les plus propres à porter sur le public américain et à mettre le public en garde contre le « Grand Vieil Homme français ». Par son ardeur intempestive, il apporta à M. Clemenceau un concours inespéré et excellent : il fit irrémédiablement échouer l'offensive dirigée contre lui.

Dans son discours, martelé des coups de doing, et qu'il faut citer à la fois comme un modèle et un compendium de tous les arguments qu'emploie inlassablement la propagande anti-française aux Etats-Unis, M. Hitchcock s'efforça surtout de démontrer que la France faisait tort à l'Allemagne: et il attaqua tout de suite, trop vite, la personne de M. Clemenceau, présentement hôte de l'Amérique.

« Si la France, » déclare-t-il, « voulait envoyer un ambassadeur capable de recruter la sympathie de l'Amérique, elle aurait dû choisir quelqu'un qui fût mieux désigné que M. Clemenceau. Car, si M. Clemenceau n'est pas militariste à tous crins comme M. Poincaré et beaucoup d'autres Français, il représente notoirement une politique d'extrême sévérité vis-à-vis de l'Allemagne. Je désapprouve donc hautement le caractère du message actuel de la France. Je ne critique pas M. Clemenceau lui-même autant que je critique la politique présente de son gouvernement, laquelle politique doit d'abord être changée si la France veut jamais connaître la paix. J'ai été moi-même autrefois un critique sévère de notre gouvernement lorsqu'il abandonna l'Europe à un moment où elle avait plus besoin de notre aide et de notre influence morale. Et je pense que le peuple américain en est venu à comprendre que notre manque à aider l'Europe à se remettre sur ses pieds a eu sa répercussion dans la dépression qui s'est manifestée ici durant les deux dernières années ».

Agacé à ce moment de voir la question si mal posée à son sens, le sénateur Borah intervint pour demander à M. Hitchcock s'il désirait que les Etats-Unis vinssent aider la France à mettre le traité de Versailles en vigueur. Mais, sans voir qu'il faisait fausse route, l'orateur imperturbablement poursuivit :

« J'accorde que les déclarations de M. Clemenceau jusqu'ici sont assez nébuleuses. Mais ce que je veux surtout montrer est qu'il existera d'insurmontables obstacles à la coopération de l'Amérique avec la France aussi longtemps que cette dernière continuera sa politique actuelle avec l'Allemagne. Je n'ai ni haine pour la France ni excès d'amour pour l'Allemagne, et ce que je dis est basé surtout sur l'espoir et le désir que la France puisse quelque jour comprendre son erreur et adopter une nouvelle politique d'amitié envers la République allemande.

« Le premier obstacle insurmontable à la coopération de l'Amérique avec la France est dans l'obstination de la France à exiger de l'Allemagne des réparations qui, devant l'opinion publique du monde, restent impossibles à satisfaire. La France, je le crois, voudrait plutôt voir l'Allemagne incapable de faire face à ses échéances qu'assez forte économiquement et commercialement pour payer ce qu'elle doit ».

Désirant montrer par d'irréfutables arguments cette inca-

pacité de l'Allemagne à payer, le sénateur cita alors des extraits du livre de M. Nitti, puis continua :

« C'est un absolu non-sens de prétendre que l'Allemagne peut payer les excessives réparations qu'on lui demande. La France adopte aujourd'hui la politique la plus propre à rejeter l'Allemagne aux mains et à la politique des Junker. L'Allemagne est une république. Mais la France la conduit de la paix à la guerre ».

« Je dis cela en pleine connaissance de cause et parfaitement informé des besoins de la France pour sa reconstitution, mais ils n'excusent pas la politique de la France. Ce n'est pas la seule chose qui m'assure que la France ne veut pas la paix avec l'Allemagne. Laissez-moi attirer votre attention sur la politique provocante et dégoûtante de la France, qui s'obstine à maintenir des troupes noires dans les villes et villages d'Allemagne ».

Et sans tenir compte des interruptions de plusieurs sénateurs excédés, mais citant encore le livre de M. Nitti, l'orateur poursuivit :

« Nous ne pouvons donner notre appui moral à un pays qui persiste à poursuivre une politique de militarisme et de conquête. Ce que veut M. Clemenceau, c'est une paix armée dans laquelle nous ne participerons que pour aider au démembrement de l'Allemagne et pour la mettre à la merci du militarisme de la France. Mais la France ne trouvera ici aucun désir de coopération tant qu'elle n'aura pas commencé au moins à désarmer partiellement et à se montrer ainsi prête à se conformer à l'esprit sinon à la lettre de son propre traité ».

Après avoir dénoncé en passant l'assistance donnée par la France aux Turcs, l'orateur conclut :

« Je n'ai aucun ressentiment contre la présence de M. Clemenceau ici. Il a le droit de venir, soit comme citoyen privé, soit comme représentant non officiel de son pays : mais pendant qu'il est ici, il devrait répondre à quelques-unes des questions que je viens de soulever ».

Nous n'aurions certes pas reproduit aussi longuement ce discours, si, comme nous y insistons, il ne résumait pas sous une forme défectueuse, les attaques journalières le plus généralement répandues aux Etats-Unis contre la France. Il serait vain de nier que ces attaques trouvent souvent

de nombreux échos dans la salle même du Sénat. L'interruption même du sénateur Smoot « Ce que veut la France ? C'est pendant qu'elle dépense 5.500.000 francs annuellement pour ses armées, que nous lui envoyions 100.000 hommes pour garder ses frontières et pour qu'elle puisse réduire ses dépenses d'autant », montre l'état d'esprit de certains membres du Sénat, qui devraient être parmi les mieux instruits. Maniés par le sénateur Borah, les pitoyables arguments du doux sénateur du Nebraska fussent assurément devenus des armes dangereuses même contre les faits, les chiffres et les documents de M. Clemenceau.

Mais, présentés comme ils le furent, ils eurent surtout trois excellents résultats : ils indignèrent la plus grande partie de l'opinion américaine non prévenue contre les hommes qui attaquaient un hôte longtemps attendu et qu'elle désirait particulièrement fêter ; ils provoquèrent une réaction immédiate et très forte dans la presse et parmi toutes les personnes mieux informées des choses de France ; enfin ils réveillèrent l'intérêt du public et préparèrent une « meilleure salle » à M. Clemenceau en même temps qu'ils lui fournissaient l'occasion de répondre une fois pour toutes à de stupides accusations.

Que la malencontreuse intervention du Sénat ait suscité une immédiate réaction, nous en voyons les effets dans les éditoriaux des journaux les plus opposés dans leur politique, qui parurent dès le lendemain de la mémorable séance.

Le *New-York Times* écrit :

« Le sénateur Hitchcock continue a être fidèle à ses anciens amis qui l'ont lâché aux récentes élections. Il voit toujours la France comme provoquant l'Allemagne « en gardant 30.000 hommes de troupes noires sur le sol allemand ».

« Le regret que peut éprouver M. Hitchcock d'avoir à quitter bientôt la vie publique sera pour lui adouci par la pensée qu'il peut conquérir de nouveaux lauriers dans la mythologie comparée.

« Le sénateur Edge pense que l'appel de M. Clémenceau « n'est pas de bon goût ». Il oublie que le grand Français n'a pas comme lui un arbitre des élégances pour le conseiller.

« Le sénateur Capper déclare que « la clé de tous ses discours est le désir d'obtenir encore de l'argent de nous ». L'honorable sénateur devrait prendre le temps de lire les discours de M. Clemenceau.

« M. Borah a découvert que « M.Clemenceau est responsable des termes impossibles et destructifs du traité de Versailles ». M. Borah n'est pas pressé.

« M. Borah et les autres irréconciliables vont reprendre leur vieux jeu. Mais quoi qu'ils fassent ils vont, sans s'en rendre compte, servir la cause qu'ils haïssent en provoquant la discussion désirée par M. Clemenceau ».

D'autre part le *World* déclare :

« Les sénateurs peuvent, s'il leur plaît, remplir chaque jour les comptes rendus du Sénat par leurs réfutations des paroles de M.Clemenceau.

« Il est facile pour chaque sénateur de le dépeindre comme un militariste forcené, un impérialiste et un réactionnaire. Il est facile de dire que M. Clemenceau n'a fait aucun progrès politique depuis la Commune. On peut tout dire.

« Il n'en reste pas moins que le problème essentiel est le suivant : Que va répondre le peuple américain à la question tenace de M. Clemenceau au sujet de notre attitude envers l'Europe ?

« Notre pays a contribué à créer les conditions actuelles de l'Europe ? Il a aidé à rendre complète la défaite allemande. Va-t-il continuer à affirmer qu'il n'est pas responsable de ce qu'il a fait, et que l'Europe doit travailler seule à se tirer des conséquences de l'intervention américaine ? »

L'intérêt public dès ce moment s'est centralisé sur M. Clemenceau. Tous ceux qui jusqu'alors n'avaient pris leurs informations sur la France que chez les ennemis de la France, M. Keynes ou M. Nitti, liront désormais passionnément l'exposé de la cause française dans les conférences et les articles de M. Clemenceau. Articles et comptes rendus occupent la première page des journaux, et l'on en parle partout.

Dès le lendemain de la séance du Sénat, M. Clemenceau, qui est alors à Boston, rassemble les attaques et fait une première réponse. Il réfute avec une nouvelle et plus convaincante éloquence les attaques contre le militarisme de la France. Il rappelle les dommages causés et les souffrances subies. Puis il parle du traité abandonné et de l'isolement actuel de la France. :

« Si la France », dit-il, « avait la certitude de ne pas être victime d'une nouvelle agression, elle réduirait son budget de la guerre et diminuerait son service militaire. On ne l'accusait pas de militarisme quand ses soldats sauvaient le monde. La France ne veut pas être envahie. En défendant le Rhin, elle défend l'Europe ».

Il rappelle qu'il existe pour la France deux questions essentielles vitales, celle des réparations qui lui sont dues et celle de sa propre sécurité :

« En France, on me critique parce que je n'ai pas demandé assez. Ici, on trouve que j'ai demandé trop.

« Je ne considère pas que nous devons toujours rester en mauvais termes avec l'Allemagne; maintenant que la guerre est terminée, rien ne s'oppose à la possibilité de nouer avec elle des relations, même amicales, pour le bien du monde; mais, dès le premier jour, on a commis des erreurs vis-à-vis de l'Allemagne. On a fait des concessions que vous autres, Américains, n'auriez pas faites en affaires.

« Il n'est pas douteux que l'Allemagne prépare une nouvelle guerre. Elle continue la fabrication d'armes et de munitions. Elle a signé des traités avec la Russie et la Turquie. Rien ne peut arrêter l'Allemagne dans cette voie, si ce n'est une étroite entente entre l'Amérique, l'Angleterre et la France. L'union des démocrates du monde doit commencer ».

Ces paroles sont accueillies par une indescriptible ovation.

Interviewé dans la soirée au sujet des prétendues atrocités des troupes noires en Rhénanie, auxquelles a fait allusion M. Hitchcock, M. Clemenceau déclare une fois de plus que la discipline de ces troupes noires a toujours été plus sévère que celle des soldats blancs et que ces mêmes noirs, en garnison dans les ville de France, comme dans celles de l'Allemagne, n'ont jamais été l'objet d'aucune réclamation. Il rappelle en même temps — argument qui parait frapper davantage — que les Américains avaient envoyé des troupes noires pendant la guerre et qu'elles aussi tinrent garnison, sans protestation, dans les villes de France et d'Allemagne.

En même temps il publie dans le *World* un article qui sera reproduit partout et où il réfute le matérialisme économique de Keynes, qui compte d'innombrables partisans et adeptes aux Etats-Unis.

Le système de Keyne, écrit-il, apparait comme un défi à tous les idéals qui ont été, pendant la guerre, le moteur moral des nations alliées et associées. Si l'intérêt économique veut que l'Allemagne sorte intacte de la catastrophe déchaînée par son crime, l'impunité est à jamais assurée aux gros producteurs d'agressivité, puisque, si leur coup manque, l'intérêt général exigera qu'ils soient rétablis dans leur position première. Par contre, les peuples qui sont économiquement faibles n'auront jamais aucune chance de s'affranchir politiquement. C'est la vieille doctrine de Bülow et de Jagow : « Malheur aux faibles ! »

Pour M. Clemenceau, cette théorie a eu du succès parce qu'on cru qu'elle donnerait une solution aux difficultés de l'heure. Mais, à l'épreuve, la doctrine a fait faillite. Les Anglo-Saxons s'y sont attachés parce qu'ils ont cru que le retour à la liberté commerciale pouvait seul fournir un débouché à la production intense développée par la guerre.

« Mais le client européen, le consommateur continental, abandonné à lui-même, n'a pas pu suivre le train de la production anglo-saxonne. La crise des changes a diminué de plus de moitié le pouvoir d'achat de l'Europe continentale. Le charbon anglais et le blé américain en ont également souffert. Ici et là, la crise des stocks et la crise de chômage ont répondu à la crise monétaire déchaînée sur le continent ».

Examinant ensuite la thèse de M. Keynes dans ses conséquences au point de vue de la révision des traités, de la restauration de la stabilité économique et politique, M. Clemenceau montre partout défaites et destructions :

« Qu'on le veuille ou non », déclare-t-il en terminant « la grande guerre de 1914 a été plus politique qu'économique, et notre victoire a été celle des nationalités. C'est sur cette base de fait qu'il nous faut travailler. Nous devons restaurer par-dessus les frontières nouvelles les vieilles relations d'intérêts ; nous le savons et nous y sommes prêts. Mais si ces frontières elles-mêmes sont constamment remises en question, pensez-vous que cela facilitera cette restauration nécessaire? Beaucoup d'Anglo-Saxons l'ont cru. Ils se sont trompés : l'événement en fait foi.

« L'Europe a trouvé une base d'équilibre politique. Parfaite ? Non. Mais meilleure, à coup sûr, que celle de 1914. Il faut nous installer dans la maison, nous y organiser, y faire des aménagements, des percées : c'est entendu.

« Mais si l'on nous parle tout le temps de la jeter par terre pour la reconstruire, comment sera possible ce lent travail d'adaptation ? Nos médecins économistes sont des savants personnages, mais ils risquent de tuer le malade. Le malade demande à vivre, sans s'arrêter à à l'invitante formule de mon médecin ordinaire : — N'ayez crainte, tous mes malades meurent guéris — ».

Cependant M. Clemenceau est parti pour le Moyen-Ouest. Beaucoup plus ignorant encore que la côte atlantique, ce Moyen-Ouest, des choses et des aspirations françaises : durant la guerre et toujours, il a été travaillé, avec les meilleurs résultats, par toutes les propagandes antifrançaises et surtout par les germanophiles.

Au premier contact, un incident peut faire croire à M. Clemenceau qu'il ne pénètrera pas dans la « sixième ville allemande du monde » ainsi que son maire a qualifié Chicago, et que là s'arrêtera le succès de son voyage jusqu'alors triomphal. Ce maire, M. Thompson, plus connu sous le surnom de *Big Tom* (gros Tom) à cause de son étonnante corpulence, s'est déjà rendu célèbre au printemps de 1917 lorsqu'il fit savoir, de sa propre autorité, que la ville de Chicago ne désirait pas recevoir la mission Viviani-Joffre, qui visitait alors les Etats-Unis. Les habitants de Chicago, le peuple américain tout entier et le Congrès s'émurent. Des protestations indignées s'élevèrent et furent partout publiées. Et lorsque M. Viviani et le maréchal Joffre se rendirent, sur invitation du Congrès, à Chicago et dans cette même salle de l'*Auditorium* où devait parler M. Clemenceau, ils trouvèrent les rues, les fenêtres des maisons littéralement bondées d'une foule enthousiaste et acclamante. La manifestation se continua dans la salle. Mais lorsque *Big Tom* qui, en vertu de ses fonctions, présidait la séance, se leva pour présenter, suivant l'usage, les hôtes de la ville, huées, protestations, cris hostiles s'élevèrent avec une violence inouïe dominés par le mot : « Démission ! » Le

tapage fut tel et dura si longtemps que *Big Tom* dut se rasseoir n'ayant prononcé qu'une seule phrase qui se perdit dans le bruit.

Sans doute l'étonnant maire de Chicago espéra-t-il prendre avec M. Clemenceau la revanche de son échec du printemps 1917. Il vint seul à la gare pour recevoir son hôte, ne lui dit que quelques mots d'une parfaite banalité et trouva plaisir à lui faire attendre une voiture. Cependant l'accueil enthousiaste qui, comme la première fois, fut fait le lendemain dans les rues et dans la salle de l'*Auditorium* à M. Clemenceau, put lui montrer encore que l'esprit public de la ville n'avait pas changé. Le blâme infligé au maire germanophile fut aussi éclatant et le triomphe de l'orateur plus grand encore qu'en 1917.

En son discours qui, cette fois, touchait directement le public, puisque l'orateur s'adressait à lui dans sa langue qu'il parle à la perfection, M. Clemenceau refit encore l'histoire des origines de la guerre et présenta ses tableaux comparés de la France et de l'Allemagne à l'heure actuelle. A la France occupée à réparer ses dommages, éprise de travail et de paix, il opposa l'Allemagne, préparant une nouvelle guerre, fabriquant armes et munitions, ou bien mettant ses usines en position de les fabriquer du jour au lendemain. A l'argument de la France impérialiste il répondit encore :

« Toutes les organisations militaires subsistent en Allemagne, et n'avons-nous pas le droit de craindre une agression que le traité aurait empêchée ? On dit que j'annonce la guerre : j'avertis seulement.

« Certains gouvernements ne semblent pas vouloir voir. En France nous voyons clair; nous savons ce que l'Allemagne prépare contre nous : nous sommes justifiés à garder notre armée en bonne condition. Nous ne menaçons personne. Demandez aux petits peuples que nous avons libérés avec l'aide de nos alliés, de qui ils dépendent ? Ils vous répondront : de la France. »

Il parle ensuite de l'isolement — isolement moral et isolement financier — où l'armistice, les débats du traité ont laissé la France .

Nous avons pourtant emprunté — s'exclame-t-il — pour gagner la guerre commune ! »

Puis il conclut :

« Vous avez eu des soldats tués et vous avez dépensé largement de l'argent pour quelque chose. Si rien n'a été obtenu, puis-je vous demander pourquoi ? Quand je vous demande de vous occuper des affaires d'Europe, j'exprime le sentiment de tous les Français. Je vais vous quitter en renouvelant mon message de paix. Je vois la guerre que le peuple français hait. Nous sommes un peuple de braves gens, qui ne craint pas de combattre, mais pas pour dominer. Si la France ne reçoit pas l'aide nécessaire, elle peut disparaître; si elle disparaît, le monde se demandera un jour si ce qui a disparu n'était pas celui lui donnait la vie ! »

Le succès sans précédent que rencontra à Chicago le discours de M. Clemenceau se poursuivit les jours suivants à Springfield, à Saint Louis, ville réputée pourtant plus germanophile encore que Chicago; Saint-Louis, où les enseignes des firmes et des banques sont allemandes où les noms mêmes des commerçants écrits en lettres d'or sur les fenêtres à tous les étages des *offices-buildings*, sont de consonnances et souvent de caractères allemands; Saint-Louis, où la *Deutsche Bank* étale son architecture massive, écrasée, de Munich; Saint-Louis, où les plus grands journaux sont allemands et publiés en allemand; Saint-Louis aussi qui, en dépit de toutes les apparences, fit l'un des accueils les plus touchants, un accueil inoubliable à notre mission en 1917.

Partout M. Clemenceau reprend, repousse l'idée de la France militariste et impérialiste. Partout il montre la France cherchant la paix dans le travail. Délicatement aussi, sans y insister, il parle des dettes que la France a dû contracter « pour le seul objet de pouvoir continuer à combattre pour la cause commune ». Et réfutant la thèse de M. Borah, d'après laquelle la France utiliserait pour des buts impérialistes l'argent qu'elle a emprunté aux Etats-Unis, il s'applique à montrer que les dépenses actuelles de cette France « sont pleinement justifiées par le fait qu'elle doit procéder elle-même

et seule au relèvement des ruines accumulées sur son sol ».

Il insiste, en la déplorant, sur la tendance des Etats-Unis à s'isoler de la vie du reste du monde, après qu'ils ont si généreusement contribué à l'assurer.

« Si l'Amérique, » dit-il, « ne consent pas à revenir en Europe, les historiens futurs diront que son attitude d'après-guerre prouve qu'elle regretta d'être entrée en guerre pour des idéals. Vous ne permettrez pas cela, car ce serait la condamnation d'une des plus belles pages de votre histoire ».

Aux brefs arrêts de son train, à Indianopolis, à Richmond, à Dayton, à Baltimore, il soutient les mêmes thèses et trouve d'autres arguments. Ses articles, qui s'adressent à un plus grand public encore, traitent des droits de la France aux réparations de l'Allemagne, récalcitrante aujourd'hui, destructive hier, formidable demain : ils démontrent l'évasion économique de l'Allemagne, parlent de l'emprunt international éventuel et de ses conditions possibles. Hardiment l'orateur ou l'écrivain dénonce le véritable et sans doute bientôt le seul impérialisme actuel. Constatant le mercantilisme qui a pris la place, dans les préoccupations des vainqueurs, de l'idéalisme du temps de guerre, il écrit :

« Il y a plus, : quand on sonde les motifs secrets d'attitudes si dangereuses, ce sont trop souvent des influences mercantiles qui se découvrent. Marchés à conquérir ou à garder — telle la présente course au pétrole — voilà ce qui tient le premier plan de la scène politique.

« Que l'on prenne garde : le véritable impérialisme menace de devenir celui de l'or. Est-ce pour cela que des millions d'hommes se sont fait tuer ?

« Ils ont cru faire triompher une idée ; ils ont voulu abolir toute rivalité par la suprématie et c'est à cet effondrement que nous aurions abouti ! On n'aurait abattu l'impérialisme militaire que pour s'asservir à l'impérialisme économique !

« Nous n'en sommes heureusement pas encore là, mais les sursauts économiques de ces dernières années, le désordre des changes, tendent à donner aux nations riches une hégémonie périlleuse pour elles-mêmes comme pour autrui.

« C'est là que nous en sommes : à la redoutable croisée des grands chemins !

« Ou bien les peuples, après tant d'élans de noblesse, se laisseront entraîner aux férocités de l'égoïsme absolu. Ce sera pour les nations ruinées la mort par consomption, l'être tragique des groupements d'intérêts désorbités qui, s'opposant les uns aux autres, feront rapidement retour aux actes de violence militaire. Le mercantilisme n'a-t-il pas provoqué autant de guerres que la domination des armes? L'anarchie de violence aurait repris possession du monde.

« Ou bien, se souvenant des sacrifices faits pour un commun idéal les hommes civilisés voudront-ils faire encore l'effort indispensable pour le relèvement des ruines, fût-ce au prix de quelques mouvements d'une abnégation raisonnée? En ce cas, il y a aura plus de liberté dans le monde, moins de menaces de guerre, et nous pourrons aller sans honte sur les tombes de nos morts; car ils seront satisfaits ».

De retour à Washington, M. Clemenceau prononce, dans la vaste et coquette salle du Memorial Hall — où se tinrent l'année dernière, les séances publiques de la Conférence de Washington — le discours qui aura le plus grand retentissement dans tous les Etats-Unis. Par la simplicité du ton, par la force des arguments, par l'élévation constante, sans être fatigante, de la pensée, surtout par le sentiment pénétrant de désintéressement et par l'accent et comme l'atmosphère de sincérité, ce discours, qui pourtant ne fait que répéter et résumer ce qui a été dit auparavant, est le plus propre à toucher, émouvoir et convaincre le public idéaliste et puritain auquel il s'adresse.

« J'apporte », dit d'abord M. Clemenceau, « le message le plus clair qui ait jamais été conçu : la paix pour tous les hommes. Je ne demande ni argent, ni pitié, ni protection pour la France, mais votre amitié, votre bon cœur et votre bonne volonté ».

Rappelant l'histoire de la paix et l'attitude du Sénat américain après la signature du traité de Versailles, il déclare :

« Après la guerre, l'Europe a été reconstituée sur des idéals de justice et de libertés dus, en grande partie, à l'initiative américaine. De nouveaux peuples ont été créés. Si ces peuples sont attaqués demain, ils seront heureux de trouver notre militarisme.

« On me dit : « Vous saviez que le Congrès n'était pas d'accord avec M. Wilson. Vous étiez libres ». Mais qu'auriez-vous pensé si nous avions

dit à votre président qu'il ne représentait pas l'opinion américaine ? Ne dites pas que j'aurais dû mieux connaître la politique américaine. Ce que je savais seulement, c'est que nous sommes allés avec l'Amérique au front et que nous avons combattu ensemble les Allemands ».

Il parle de l'Allemagne, des craintes légitimes de la France au sujet des réparations allemandes et conclut :

« Que vous fassiez ou que vous ne fassiez pas ce que nous attendons de vous, ce que nous voulons avant tout c'est la paix. Nous ne désirons pas garder sous les armes des hommes dont nous avons besoin pour travailler. Je ne vous demande pas d'intervenir. Ceque je vous demande seulement, c'est, quand je serai parti, d'examiner d'aussi près que possible si, ayant combattu pour obtenir un certain traité, vous ne considérez pas votre responsabilité comme engagée. Aucun peuple ne peut vivre dans l'isolement. En rendant service à mon pays, je vous rends service à vous également. Le traité doit être exécuté. Comment y arriver mieux que par un arrangement entre l'Amérique, l'Angleterre et la France ? »

Le même jour, M. Clemenceau publie dans le *World* un poignant article où il montre que la France, après avoir failli succomber sous les coups des ennemis, après avoir chancelé quatre fois et s'être ressaisie quatre fois, après avoir perdu 1.400.000 de ses enfants, avoir eu 3.000.000 de blessés et 800.000 mutilés, après avoir dépensé 150 milliards de francs et avoir enfin conquis la paix au prix d'un effort qui l'a laissée pour longtemps meurtrie, aujourd'hui la France veut vivre. Dès l'armistice et malgré l'amoindrissement de ses forces, la France s'est ardemment remise au travail. Et M. Clemenceau récapitule l'œuvre énorme si rapidement accomplie. Il montre en un magnifique tableau, les populations revenues au foyer, les routes refaites, toutes les voies ferrées reconstituées, 20.000 usines restaurées sur 22.000 détruites, 400.000 maisons reconstruites sur 600.000 mises en ruines, les impôts augmentés pour subvenir aux dépenses nouvelles, l'impôt sur le revenu passant de 2 à 20 et à 50 %, les Français vainqueurs mais avec leurs terres saccagées payant un impôt de 45 dollars par tête, tandis que les Allemands, vaincus mais avec leurs terres

et leurs usines intactes, payent à peine 13 dollars par tête. Il conclut magnifiquement :

« La France s'est vigoureusement aidée elle-même.

« Qu'ont fait ses Alliés pour l'aider ? Qu'ont-ils fait pour lui assurer ces remboursements de dommages, sans lesquels elle ne peut vivre ? Qu'ont-ils fait pour sa sécurité ?

« Des pactes de garantie solidaire lui furent offerts pour l'inviter à renoncer à l'occupation durable de la rive gauche du Rhin où, à leur défaut, elle demeurera. Qu'en est-il advenu ?

« On peut se demander si la France n'est pas plus seule qu'en 1914, où elle avait une alliance formelle avec la Russie. Le danger a-t-il diminué ? Qui peut sincèrement le croire quand on assassine sans vergogne en Allemagne les artisans de la paix, Erzberger comme Rathenau, le député catholique comme l'industriel juif, et cela aux applaudissements de la foule ; quand Ludendorff est le maître de la Bavière ultra-militariste — on ne le niera pas — et qu'on parle de Hindenburg pour la présidence du Reich ?

« La France représente la victoire aux frontières allemandes. Disparue, c'est toutes les nations victorieuses qui seraient menacées. Si votre sentinelle est abattue, que deviendra votre propre sûreté ?

« De même pour les réparations. C'est l'Angleterre qui s'était montrée peut-être la plus intransigeante à cet égard. C'est elle qui avait fait inscrire le remboursement des pensions au débit de l'Allemagne. Ses élections générales s'étaient faites au cri de : « Faites payer l'Allemagne ! » Moins de six mois après, elle commençait, sous l'influence de ses hommes d'affaires, et en raison du chômage, à nous entraîner dans la voie des abdications.

« La France a avancé plus de 90 milliards de francs pour le compte de l'Allemagne et elle n'a reçu, sous diverses formes, que 7 milliards environ. Or, la reconstruction est loin d'être terminée et, la baisse du mark s'accentuant, on parle couramment de banqueroute allemande.

« N'annonce-t-on pas déjà que le règlement des dettes privées d'avant-guerre des ressortissants allemands à l'égard des particuliers alliés va être reporté à 1928 ? L'industrie allemande marche à plein, les grandes banques font des bénéfices et accroissent leur activité. Tous les débiteurs ont des provisions de devises étrangères, mais le Reich se substitue à eux et prétexte la baisse du mark pour retarder de cinq ans des paiements attendus depuis l'armistice ! N'est-ce pas une dérision ?

« Immoralité, injustice d'une situation, où les victimes sont obligées de consentir d'incalculables sacrifices pour panser leurs plaies, tandis

que l'agresseur se redresse et recommence à leur crier sa haine, à les narguer !

« Tout s'enchaîne. Si nos alliés de la guerre se désintéressent des réparations, c'est eux qui, en dernière analyse, auront à en supporter les conséquences : chômages, déséquilibre financier, confusion économique. Comment les doctrinaires qui nous exposent, en faveur de l'Allemagne, des théories de « solidarité économique » osent-ils en refuser le bénéfice à notre pays ? »

A partir de ce moment la mission de M. Clemenceau est terminée. Il pourra encore aller à Philadelphie, retourner à Chicago, parler aux hommes d'affaires, aux banquiers, aux fermiers, à d'autres auditoires encore durant ces huit derniers jours qu'il lui restera à passer sur la terre d'Amérique. Il pourra faire admirer encore son éloquence sans cesse renouvelée, sa mâle franchise, son inlassable vigueur. Il ne pourra plus servir la cause de son pays mieux qu'il ne l'a fait. Et lorsqu'il remontera, le 14 décembre, sur ce même *Paris* qui l'a amené et pendant qu'un peu plus tard, durant la descente de l'Hudson, il regardera défiler dans une inoubliable et féerique vision, les édifices prodigieux de la « ville de toutes les richesses », il aura conscience que cette fois encore, ainsi qu'on le lui a dit « il n'a pas bien mérité de sa patrie seulement, mais du monde ».

III. — Les résultats du voyage.

Il serait assurément prématuré de marquer les résultats du voyage de M. Clemenceau. A peine peut-on encore les préjuger ou les apercevoir.

Une chose est certaine : personne, hormis M. Clemenceau, ne pouvait entreprendre ce qu'il a fait avec la moindre chance de réussite; personne aussi bien que lui ne pouvait mener à fin la tâche entreprise. A cause de son immense popularité, à cause de l'exact sentimentde la psychologie de ceux à qui il s'adressait, à cause enfin, surtout, de sa parfaite

connaissance de leur langue, il a pu tout de suite s'imposer à ses auditeurs, communiquer directement, d'âme à âme, avec eux. Avec lui, et pour la première fois, les anciennes accusations de toutes les propagandes antifrançaises ont été clairement exposées et magistralement réfutées. Avec lui ont été abordées de front toutes les questions qui avaient été obscurcies ou faussées ou embrouillées à plaisir, et pour être cette fois clarifiées, pour permettre à la vérité de s'imposer à un public désireux de juger par lui-même, avide de s'instruire sous le contrôle des faits, et, le plus souvent, non prévenu.

L'un des hommes qui connaissent le mieux notre pays et le sien, et sans doute l'un des publicistes les plus clairvoyants sur les questions et les sentiments internationaux, M. Frank H. Simonds, écrivait de M. Clemenceau vers la fin de son voyage :

« Aucun autre Français ne nous a touchés, même momentanément, par la parole. Joffre et Foch furent accueillis comme des symboles. M. Briand fut reçu comme le chef du gouvernement et ses remarques, saluées d'applaudissements purement officiels, furent rejetées sans discussion.

« M. Clemenceau, au contraire, est l'un des héros de guerre américains. La légende de l'homme qui sauva la victoire vit fortement ici. Le Clemenceau de la guerre est peut-être encore notre héros le plus admiré.

«...Chacun des Français distingués qui vinrent à la Conférence de Washington donna l'impression d'être venu pour faire un discours, non pas en français, mais pour les Français. Tous furent inabordables et peu communicatifs, sauf en éloquence officielle. Il n'y eut jamais le moindre contact réel entre eux et le public américain, et la France en souffrit.

«, M. Clemenceau est venu ouvertement ici pour nous parler, et non pas pour rapporter chez lui quelque chose de profitable à sa politique en France, mais pour laisser ici quelque chose d'utile à la France.

« M. Clemenceau est arrivé à un moment où toute la discussion de notre politique étrangère est mise en discussion. Il est, en un sens, devenu le centre de cette discussion. L'orage contre sa tête s'est brisé.

« ... M. Clemenceau a fait que des millions, réellement des millions d'Américains, ont lu et entendu l'exposé de la cause française. La majeure partie de ces millions de citoyens n'avait auparavant jamais songé qu'il y avait un point de vue français et tirait ses opinions de sources ennemies à la France.

« Le Tigre, par droit de conquête, a envahi la première partie de chaque journal américain du Maine à la Californie. Il a obligé les gens à parler de lui dans tous les clubs et dans tous les magasins et dans tous les tramways.

« Il a plu, il a déplu, mais il a soulevé une discussion vaste comme la nation.

« Comme succès personnel, comme triomphe de publicité, le succès de M. Clemenceau est sans précédent dans l'histoire du journalisme américain.

« Mais il a obtenu plus qu'un succès personnel. S'il ne rapporte pas en Europe avec lui l'Amérique, du moins il aura laissé un peu de la France ici, dans les Etats-Unis.

« Car déjà son « invasion » de l'Amérique devient légendaire ».

On ne saurait assurément mieux dire.

Sans doute il est peu à penser que l'opinion américaine se trouvera subitement retournée et nettement favorable à la France après le court passage de M. Clemenceau aux Etats-Unis. La vérité ne court jamais : mais elle adopte une marche encore plus lente quand elle doit frayer sa voie parmi les masses. Il lui faudra beaucoup de temps, des semaines et des mois probablement, pour s'imposer à cent dix millions d'Américains. Cependant, des questions soulevées, des discussions suscitées, des justes rappels aux anciens idéals, et des explications sans cesse appuyées sur des faits, sur des chiffres, sur des documents, une impression restera assurément, dont nous commençons sans doute d'apercevoir les effets avec le récent mouvement en faveur d'une intervention américaine en Europe, et qui ne manquera pas de se fortifier et de se développer plus tard, pour le mieux de la justice de notre cause et des intérêts joints de la France et des Etats-Unis.

Georges LECHARTIER.

VIE PHILOSOPHIQUE

Descartes et Pascal.

Une inspiration singulièrement personnelle, profonde, sincère et émouvante anime les deux livres que M. Jacques Chevalier a consacrés à ces philosophes qu'il appelle « les héros de la pensée française », Descartes et Pascal[1]. L'effort dont ils témoignent n'est rien moins qu'un effort d'érudition : aussi bien, ce n'est pas aux érudits qu'ils s'adressent, aux « philosophes de profession ou de métier», mais bien au grand public des lettrés. Nul n'est plus éloigné que M. Chevalier de cette rigide impassibilité critique, si opposée aux traditions de notre enseignement littéraire ou philosophique, et qui a eu — reconnaissons-le avec lui — l'Université allemande pour terrain d'élection. Non certes, il n'a rien de commun avec les professionnels historiens de la philosophie. Il n'a d'eux ni le goût du minutieux détail, ni la recherche de la parfaite impersonnalité. Il ne reflète pas; il repense. Il ne nous fait pas seulement comprendre; il veut nous persuader. Il se substitue à ses auteurs; ou mieux, il les adopte; et, fort de son ardente conviction, il admoneste, il presse leurs contradicteurs. Leurs ennemis sont les siens; ses ennemis sont les leurs. Il assimile, au sens le plus fort du mot, les affirmations métaphysiques d'un Descartes ou d'un Pascal; et sans doute, en les assimilant, il risque de les transposer, mais aussi il les renouvelle et les rajeunit, et cela donne à ses ouvrages un charme singulier, auquel il serait doux de s'abandonner, auquel il en coûte de résister.

Nous aurons des réserves à faire : indiquons dès maintenant qu'elles porteront, non sur le principe même de la méthode que suit M. Chevalier, historien des idées, mais uniquement sur certaines applications qu'il a pu faire de ce principe. Considérée dans son principe, cette méthode nous apparaît comme excellente : c'est la seule vraiment féconde. On ne dira, on ne répètera jamais assez qu'en histoire de la

1. Jacques Chevalier, professeur à l'Université de Grenoble : *Descartes*, Paris, Plon, 1922. *Pascal*, Paris, Plon, 1922.

philosophie la recherche de pure érudition — qui peut être un moyen, un moment nécessaire — ne saurait être à elle-même sa propre fin. L'historien de la philosophie n'a rempli qu'une partie de sa tâche s'il s'est borné à reconstituer fidèlement une doctrine: il faut encore qu'il nous donne le sens de sa valeur, de sa portée, de son « efficacité » actuelles. Aussi bien, l'humanité n'est pas faite pour s'immobiliser dans le respect fétichiste de formules du passé, et pour les contempler du dehors dans une attitude soumise et prosternée, mais au contraire pour se les incorporer, pour en faire sa propre substance, et s'élancer de là vers de nouveaux progrès. C'est dire que l'historien de Descartes est amplement fondé à se poser — comme le fait, formellement ou implicitement, M. Chevalier à chaque page de son livre — cette question : quel intérêt telle doctrine conserve-t-elle pour nous, hommes du XX^e^ siècle, qui cherchons une science, et une règle ? Signalons l'excellente démonstration que de ce point de vue, M. Chevalier fait de l'éternelle jeunesse de la physique cartésienne. Assurément certaines des thèses de Descartes nous apparaissent, à la lumière du progrès scientifique des deux derniers siècles, singulièrement démodées et puériles: la théorie des tourbillons et de la « matière cannelée » a bien fait son temps. Mais l'essentiel du mécanisme cartésien subsiste : les découvertes faites par les modernes dans toutes les branches de la physique, en optique, en acoustique, en électrodynamique, en thermodynamique, sont venues confirmer la géniale divination de Descartes[1].

Mais on voit assez, d'autre part, quels sont les dangers de cette méthode, quels sont ses écueils. Nous n'affirmerons point que M. Chevalier ait su toujours les éviter, et que, revêtant la pensée de Descartes d'un manteau moderne, il ait su lui rester toujours fidèle. Voici par exemple le fameux précepte cartésien de l'analyse : « Diviser chacune des difficultés que j'examinerais en autant de parcelles qu'il se pourrait, et qu'il serait requis pour les mieux résoudre ». Cette règle est, on le sait, inintelligible si on la sépare de la notion cartésienne de l'évidence. L'analyse n'est pas autre chose que l'opération au terme de laquelle, en remontant de proche en proche d'une « nature composée (par exemple l'animal) à ses conditions dernières (l'étendue et le mouvement) nous nous trouvons en présence de cette « nature simple », de ce résidu ultime dont nous connaîtrons l'irréductibilité à ce signe de l'évidence, caractéristique des idées claires et distinctes. Cela étant, ne voit-on pas que c'est fausser la nature spécifique de cette opération cartésienne que de l'assimiler à un mode quelconque de décomposition, notamment à la décomposition d'un travail manuel complexe en une somme de mouvements élémentaires, opération préconisée par Taylor ? Voilà un rapprochement[2] qui paraît bien artificiel, et qui obscurcit la doctrine de Descartes bien plutôt qu'il ne l'éclaire.

1. Voir *Descartes* p. 133-143.
2. *Ibid.*, p. 179.

Nous avons choisi ces quelques exemples de la pensée de M. Chevalier à seule fin de faire saisir, d'une façon concrète et en quelque sorte tangible, la manière dont il philosophe ; et comment il est un guide toujours ingénieux, attachant et vivant, mais non point toujours d'une sûreté parfaite. Suivons-le dans le tableau d'ensemble qu'il nous donne, soit de la personnalité de Descartes, soit de son œuvre, nous verrons cette double impression se confirmer.

Il y a d'excellentes choses dans la partie biographique du livre de M. Chevalier. Il nous a tracé un portrait extrêmement vivant de Descartes enfant et jeune homme, élève des Jésuites à La Flèche, affirmant précocement, par des questions qui plus d'une fois embarrassèrent ses bons maîtres, son indépendance d'esprit, son souci d'y voir clair, sa haine du verbalisme scolastique. Puis nous suivons sur les chemins de l'Europe Descartes guerrier volontaire, mais aussi — M. Chevalier le montre bien joliment — guerrier amateur. Viennent alors les longues années de retraite studieuse en Hollande. Ici se placent quelques pages qui sont parmi les meilleures du livre. M. Chevalier conte avec bien de l'esprit les relations qui se nouèrent, d'abord par correspondance, entre l'illustre philosophe et la toute jeune et charmante souveraine de Suède ; et comment, obéissant après beaucoup d'hésitations au caprice de cette princesse aimable, intelligente, un tant soit peu « snobinette », qui voulait un philosophe à sa cour, Descartes s'embarqua pour la Suède, dont le climat devait lui être rapidement fatal.

Il y a un contraste bien curieux entre ces quelques pages, d'une si pittoresque et savoureuse familiarité, et ce qu'il y a d'un peu guindé dans l'ensemble du portrait que M. Chevalier nous trace du philosophe. Avouons que son Descartes paraît d'une noblesse un peu apprêtée et théâtrale. M. Chevalier voit en son « héros » le modèle de toutes les plus sublimes vertus. Les contemporains de Descartes sont presque unanimes à mettre des ombres au tableau. Sa prudence, quoi qu'en pense M. Chevalier, ne s'explique pas uniquement par son respect pour l'Eglise, puisqu'aussi bien il a exprimé souvent sa conviction de l'accord profond, essentiel entre sa philosophie et les vérités du dogme : Bossuet lui-même jugeait sur ce point ses « précautions » excessives. S'il est assuré que Descartes n'a pas possédé le courage, du moins sous ses formes les plus élevées et les plus pures, il n'est pas davantage possible de lui reconnaître cette « humilité » chrétienne dont M. Chevalier veut le parer : ses amis eux-mêmes voyaient en lui un caractère orgueilleux et autoritaire.

M. Chevalier a voulu trouver dans Descartes un type achevé de grandeur française et chrétienne. Il lui a plu de s'appuyer exclusivement sur le témoignage, partial et manifestement apologétique, de l'abbé Baillet, premier biographe de Descartes. Sachons reconnaître,

avec Leibnitz et les plus illustres parmi les contemporains de notre philosophe, que chez lui le caractère ne fut pas toujours à la hauteur du génie. Et si nous voulons trouver des motifs d'admiration, admirons en lui une conception saine, harmonieuse, équilibrée de la vie, cette sagesse pratique, faite de bon sens et de mesure, qui le rapproche à vrai dire d'un Montaigne beaucoup plus que d'un Pacal. Nous nous étonnons de voir M. Chevalier attribuer une austérité « quasi monastique[1] » à celui dont il cita lui-même cette confidence, faite à Balzac, avec quelle grâce profane et toute épicurienne : « Je dors ici (en Hollande) dix heures toutes les nuits, et, sans que jamais aucun soin me réveille, après que le sommeil a longtemps promené mon esprit dans des bois, des jardins et des palais enchantés, où j'éprouve tous les plaisirs qui sont décrits dans les fables, je mêle insensiblement mes rêveries du jour avec celles de la nuit[2] ».

Quittant l'homme pour l'œuvre, M. Chevalier étudie successivement la science cartésienne, la méthode, la métaphysique. Et sans doute il est facile de voir quelles raisons l'ont déterminé à suivre cet ordre. Esprit essentiellement, résolument métaphysique, il s'intéresse à la métaphysique plus qu'à la méthode, à la méthode plus qu'à la science. La science n'est-elle pas la partie la plus spéciale, la plus technique de l'œuvre cartésienne ? On l'étudiera donc en premier lieu, pour s'élever ensuite, suivant une progression continue où l'intérêt ira en croissant, à des problèmes de plus en plus généraux et de plus en plus vastes. C'est aux derniers de ceux-ci, c'est aux questions de métaphysique que M. Chevalier a voué manifestement le meilleur de son effort : c'est la partie de son livre qui mérite le plus de retenir le lecteur. Mais cet ordre, le plus conforme aux préférences personnelles de l'interprète, est-il légitime ? Il ne le semble pas ; et l'on s'en voudrait d'insister sur une question qui paraît être de pure présentation extérieure, si précisément aux yeux de Descartes (3e règle de la méthode) et dans sa philosophie cette notion d'ordre n'avait pas une importance de tout premier plan. La plupart des obscurités ou des lacunes de l'exposé de M. Chevalier paraissent tenir à sa méconnaissance volontaire de l'ordre qui s'impose normalement aux historiens d'une doctrine dont la structure logique est aussi forte. Comment nous faire comprendre cette physique cartésienne, qui veut expliquer tout l'univers matériel « à l'aide des seules notions d'espace et de mouvement[3] », si on ne nous a pas au préalable exposé la méthode, fait connaître la théorie des « natures simples » et de l'évidence ? Descartes a pris soin de nous avertir lui-même que ses essais scientifiques « n'ont pu être trouvés sans sa méthode, et qu'on peut connaître par eux ce qu'elle vaut[4] ». Et de

1. *Descartes*, 66.
2. *Ib.*, 62.
3. *Ib.*, 120.
4. *Ib.*, citation, 156.

même, si la science est suspendue, à la métaphysique, si c'est un principe métaphysique, le principe de la véracité divine, qui fonde l'objectivité de notre science, est-il légitime de commencer par présenter celle-ci comme un système indépendant, qui se suffirait entièrement à lui-même ?

Venons tout de suite aux chapitres consacrés à la métaphysique cartésienne, puisque, aussi bien, c'est elle qui a fait l'objet, de la part de l'interprète de Descartes, de l'examen le plus zélé et le plus attentif. La première démarche de la pensée cartésienne est le doute méthodique. Puisque nous sommes sujets à toute sorte d'erreurs, erreurs de nos sens (illusions de la veille et illusions du rêve) tout aussi bien que de notre raisonnement, et puisque ces erreurs, nous les reconnaissons après coup, mais qu'aucune marque propre ne nous permet de les diagnostiquer sûrement au moment même où elles se produisent, nous devons feindre que toutes nos connaissances actuelles soient illusoires, soit qu'elles énoncent les données immédiates de nos sens, soit qu'elles formulent les conclusions de nos raisonnements. M. Chevalier résume excellemment toute cette argumentation. Tout au plus peut-on lui reprocher de n'avoir peut-être pas mis dans sa pleine lumière la fameuse hypothèse que fait Descartes, l'hypothèse d'un « certain mauvais génie, non moins rusé et trompeur que puissant, qui a employé toute son industrie à me tromper ». Il n'y a pas là, comme nous le donnerait à penser l'exposé de M. Chevalier, un nouvel argument en faveur du doute, qui serait comparable aux précédents, et situé en quelque sorte sur le même plan. Après avoir invoqué, en faveur du doute, ce que nous appellerons les raisons de fait, Descartes énonce ici, non pas une raison supplémentaire de douter, mais la seule hypothèse métaphysique qui serait conciliable avec les arguments précédents, si ceux-ci permettaient de conclure à un doute total et définitif. En trouvant, dans le *Cogito*, le moyen de sortir du doute, Descartes trouvera également le moyen de substituer à l'hypothèse du malin génie, d'un Dieu trompeur, le principe de la véracité divine. Voici donc le doute fondé sur des faits d'expérience que résume, que condense la plus célèbre des hypothèses cartésiennes. Quelle est la nature de ce doute ? Nous rencontrons ici une des plus curieuses interprétations du livre de M. Chevalier. Si nous comprenons bien sa pensée, le doute de Descartes, infiniment plus comparable à la dialectique platonicienne qu'au doute des sceptiques, a pour objet de nous affranchir de ce monde matériel, sur lequel portent les prétendues évidences sensibles, et de nous élever à la vraie connaissance, qui est connaissance du monde spirituel, de notre âme, de Dieu. Tout de même, la dialectique platonicienne nous élève de la connaissance du monde sensible à la contem-

1. *Descartes*, 205-212.

plation du monde intelligible, de la beauté des corps à la beauté de l'âme, et à l'Idée.

Douter, c'est encore penser; et « pour penser il faut être » : on se rappelle comment Descartes fonde sur son doute même l'affirmation de sa propre existence comme étant celle d'un être ou d'une substance dont « toute la nature ou l'essence n'est que de penser ». M. Chevalier a bien montré que, dans *Cogito, ergo sum*, le *Sum* enveloppe en réalité deux thèses : 1° ma pensée existe (c'est simplement une autre forme donnée au *Cogito*); 2° je ne suis qu'une chose qui pense, ou une âme. S'il est vrai que le spiritualisme, que l'affirmation de l'indépendance absolue de l'âme par rapport à la matière n'est fondé qu'à ce second moment, toute la question est de savoir si le passage de la première de ces thèses à la seconde est justifiée, s'il ne constitue pas ce *Saltus mortalis* qu'après Kant et plus nettement que lui Hamelin reproche à notre philosophe. Contre les auteurs de cette dernière critique, contre « tous les modernes partisans de l'idéalisme, phénoménistes et subjectivistes », M. Chevalier se fait le champion de Descartes [1]. Sa démonstration ne paraît pas combler tous les vides de celle du grand philosophe. Quoiqu'il en dise, je ne suis nullement fondé à passer de ce fait de conscience, que j'éprouve en moi, à l'affirmation de la nature uniquement spirituelle de mon être à moins que je n'admette les postulats suivants, qui se dissimulent dans l'argumentation cartésienne : 1° chaque être ou substance se définit par une propriété simple, unique, qui constitue son « essence » (principe que Descartes hérite directement de la scolastique); 2° une propriété qui est première dans l'ordre du connaître ne peut être également que première dans l'ordre de l'être. A qui n'admet pas ces postulats du dogmatisme cartésien, il sera à tout jamais impossible de conclure, de ce que je ne connais d'abord que ma pensée, que « je ne suis en effet qu'une chose qui pense ».

Il est curieux que M. Chevalier ait cru pouvoir reprendre à son compte la paradoxale théorie cartésienne de l'automatisme des animaux. On sait qu'aux yeux de Descartes elle constituait la contrepartie indispensable de son spiritualisme. Avouer que les animaux pensent, c'eût été concéder — puisqu'il ne saurait y avoir *cogitatio* sans une *res cogitans*, sans une âme — qu'il y avait en eux un principe spirituel, analogue à l'âme de l'homme, comme celle-ci indépendante en droit de tout ce qui est matériel et par suite naturellement immortelle. Il n'était possible d'éluder cette conséquence qu'en refusant à l'animal toute conscience ou toute pensée, en faisant de lui une « pure machine » Quoiqu'en pense M. Chevalier [2], il est tout à fait inexact que Descartes

1. *Descartes*, 223 et suiv.
2. *Ibid.*, 236 et suiv.

ait dénié seulement aux animaux l'usage de la raison. Il leur refuse, il était logiquement conduit à leur refuser jusqu'à ces opérations inférieures que sont la sensation et l'imagination. Aussi bien, Descartes le déclare formellement, celles-ci constituent encore des modes de la pensée : une chose qui pense, dit-il, c'est une chose « qui doute, qui affirme, qui nie..., qui veut, qui ne veut pas, qui imagine aussi et qui sent[1] ». Par suite, dire que l'animal « ne pense pas », ce n'est pas dire seulement qu'il ne raisonne pas, c'est lui refuser, tout autant, la sensation, l'imagination, le rêve. M. Chevalier n'a voulu retenir que la première de ces négations : il n'a pas vu que, dans la logique du système, elle était formellement inséparable de la seconde. Celle-ci n'est pas moins nécessaire que celle-là pour que le spiritualisme cartésien soit justifié. Or c'est à elle, à elle seulement que s'emmêlent le paradoxe. En somme M. Chevalier n'a pu voir dans la théorie de l'automatisme des bêtes une « démonstration très forte[2] » du cartésianisme que parce qu'il l'a involontairement déformée, la dépouillant de son aspect essentiel; s'il l'avait présentée dans son intégralité, il aurait été conduit à y voir bien plutôt, et à bien plus juste titre, une des difficultés capitales où s'embarrasse le système.

On n'a point prétendu indiquer ici toutes ces difficultés du spiritualisme cartésien. On a laissé de côté celle sur laquelle on insiste le plus communément, et qui consiste en ce que Descartes, après avoir affirmé l'indépendance absolue des deux substances, la spirituelle et la matérielle, l'âme et le corps, est obligé de reconnaître qu'elles sont chez l'homme, non pas seulement étroitement unies, mais dans un rapport d'interaction continuelle[3]. Les quelques remarques qui précèdent suffisent à montrer pourquoi on ne saurait souscrire sans réserves à l'affirmation qui constitue l'une des deux thèses essentielles du livre de M. Chevallier : car, ne nous y trompons pas, son *Descartes* est beaucoup moins une étude historique désintéressée que, à l'occasion de l'examen d'une grande doctrine, une profession de foi personnelle de spiritualisme. Peut-on vraiment dire avec lui[4] que le spiritualisme est « rigoureusement établi..., seul conforme à l'expérience, seul en accord avec les faits comme avec notre raison? » Et faut-il vraiment pour le révoquer en doute, ce « parti pris » aveugle, que notre auteur va jusqu'à comparer à la démente obstination de ceux qui, « malgré les expériences de Pasteur, continuent à affirmer que la vie peut sortir mécaniquement de la matière inanimée? »

La seconde des grandes idées directrices de M. Chevalier, qu'il place d'ailleurs sous l'égide de l'éminent historien de la philosophie que

1. *Descartes*, citation, 221.
2. *Ib.*, 236.
3. Voir le texte cité p. 232, note 1.
4. *Descartes*, 241-7.

fut M. Victor Delbos, paraît être qu'il y a une philosophie française, spiritualiste et théiste, qui trouve dans l'œuvre de Descartes et de Pascal son expression achevée, et qui s'oppose sur tous les points à la philosophie germanique, laquelle oscille entre deux tendances maîtresses radicalement antipathiques à l'esprit français idéalisme et matérialisme. Comme c'est à propos de la théorie cartésienne de la Divinité que cette thèse s'affirme le plus nettement, c'est par l'examen de cette théorie, — d'ailleurs point culminant de la métaphysique cartésienne — qu'il convient de terminer cette étude. Mais comme d'autre part, sur ce point, on va le voir, M. Chevalier infléchit manifestement la pensée de Descartes dans le sens de la doctrine pascalienne, il est nécessaire de donner auparavant quelques indications sur l'ouvrage qu'il a consacré à Pascal. Cet ouvrage mériterait un plus long examen, si l'on avait pu se proposer autre chose que de dégager ici les grandes lignes de la pensée de M. Chevalier, qui sont communes à son *Descartes* et à son *Pascal*.

Lorsque l'on s'opposait à ce qu'il y a d'absolu, d'intransigeant et de dogmatique dans le spiritualisme que M. Chevalier fonde sur la doctrine cartésienne, lorsque l'on refusait de lui concéder que le spiritualisme fût actuellement « établi », c'est-à-dire rigoureusement vérifiable par les faits, rigoureusement démontrable par la raison, on aurait pu se couvrir de la haute autorité de Pascal. Aux yeux de celui-ci, dit M. Chevalier, « notre duplicité même nous interdit de connaître les choses simples, spirituelles ou corporelles; quant à leur union, qui est notre être, elle nous est plus incompréhensible encore; en sorte que l'homme est à lui-même le plus prodigieux objet de la nature[1] ». On voit que cela porte directement contre l'argumentation de Descartes. Descartes fonde son affirmation de l'indépendance de l'âme sur ce que nous avons de celle-ci une idée claire, et sur ce que nous la concevons clairement comme distincte du corps. Pascal rétorque que nous n'avons aucune idée claire, ni de l'âme, ni du corps, ni de leurs rapports, et que ces objets nous sont, dans leur nature propre et dans leur union, « incompréhensibles ». Si nous voulons mesurer dans toute son ampleur la distance qui sépare ces deux grandes doctrines, rappelons-nous encore ce mot de Pascal : « Ce n'est pas par notre capacité à concevoir les choses que nous devons juger de leur vérité[2] ». N'y a-t-il par là une énonciation radicalement antithétique au principe cartésien des idées claires et distinctes ? C'est cette distance que M. Chevalier paraît avoir souvent méconnue : unissant ces deux grands génies dans une même vénération, dans un même culte, il se considère comme étant également leur disciple ; mais il y a

1. *Pascal*, citation, 217-8.
2. *Ibid.*, 180.

des cas où on ne peut être avec l'un sans être contre l'autre : il y a des cas où, comme disait Pascal aux incrédules, il faut choisir.

Pascal est mort sans avoir eu le temps de rédiger le grand ouvrage qui devait être consacré à l'apologie de la religion chrétienne. Nous n'en avons que des fragments épars. Comme tous les interprètes de Pascal, M. Chevalier s'est efforcé d'en retrouver l'unité et le dessin d'ensemble, en s'appuyant sur les témoignages des amis des proches du philosophe. Voici quelles paraissent être les conclusions les plus saillantes de ce travail.

1° Il montre d'une façon définitive que l'apologétique pascalienne, tournant résolument le dos à la méthode conceptuelle et *a priori* des scolastiques, veut se fonder sur des faits : à quoi elle doit son accent si moderne, à quoi elle doit d'être demeurée « tout entière, et en toutes ses parties, solide et vivante comme au premier jour[1] ». Ce sont des faits que « la mort, la misère, l'ignorance[2] », que la fragilité de notre organisme, que la débilité de notre raison sans cesse menacée d'être dupe de ces puissances trompeuses, les sens, la coutume, l'imagination, radicalement incapable de « connaître les premiers principes » et d'embrasser l'infini[3]. Mais c'est un fait aussi que nous connaissons notre misère : or, « qui se trouve malheureux de n'être pas roi, sinon un roi dépossédé ? » Le sentiment de notre misère ne peut venir que du souvenir d'une grandeur première. Le péché originel, clef de voûte du christianisme, explique seul la dualité de notre nature : lui seul rend raison des faits relatifs à celle-ci et qu'un examen sincère nous fait découvrir en nous-mêmes. Misère, désir de sortir de sa misère, impuissance à en sortir : l'homme est tout cela, et seule la religion catholique « démêle cet embrouillement[5] ». M. Chevalier résume d'une façon frappante toute cette dialectique en quelques lignes : « Il y a, dans l'être fini et imparfait que nous sommes, des aspirations qui le dépassent et qui ne peuvent être dues qu'à l'impulsion d'une cause supérieure[6] ». Il est une autre grande preuve fondée sur les faits, c'est la preuve par l'histoire : perpétuité de la religion, miracles, accomplissement des prophéties[7].

2° Ce que M. Chevalier a non moins fortement établi, c'est que ces preuves, que l'on présente souvent isolées, — notamment le fameux argument du pari — ne valent, aux yeux de Pascal, que par leur convergence : elles constituent les moments multiples, mais solidaires d'une dialectique qui doit être embrassée dans sa totalité pour être

1. *Pascal*, 336.
2. *Ibid.*, 229.
3. *Ibid.*, 217-23.
4. *Ibid.*, 251.
5. *Ibid.*, 264.
6. *Ibid.*, 254.
7. *Ibid.*, 320 et suiv.

comprise. Les deux preuves que nous venons d'analyser, la preuve par la « duplicité de l'homme », la preuve par l'histoire, s'adressent à la raison. Mais d'une part elles ne lèvent pas toutes les difficultés d'ordre rationnel : le péché originel, qui explique l'homme, est lui-même à la vérité « le plus incompréhensible des mystères », sa transmission paraît impossible et injuste[1]; on peut rejeter l'autorité des miracles, puisqu'il y a « de faux miracles[2] », et la valeur des prophéties, si avec les Juifs on refuse d'admettre que le Messie soit venu[3]. D'autre part, l'homme n'est pas pure raison : il y a en lui la volonté, et il y a en lui « l'automate ». L'argument du pari s'adresse à la volonté : même s'il subsiste quelques dernières hésitations spéculatives, il faut prendre « parti », pour ou contre[4]. Et quant à l'automate, il faut lui faire prendre les attitudes qui sont celles de la croyance, et qui peuvent être les conditions nécessaires de sa naissance : il faut « plier la machine, prendre de l'eau bénite, faire dire des messes, etc[5] ». Il faut « s'offrir par les humiliations aux inspirations[6] ». Et Dieu ne nous refusera pas alors son secours, sa grâce : la foi.

M. Chevalier a fait une démonstration très analogue de l'unité des arguments par lesquels Descartes a prétendu prouver l'existence de Dieu[9]. Les deux premiers arguments du *Discours de la méthode* sont en réalité dans un rapport de mutuelle dépendance. On sait que le premier conclut de l'idée du parfait que je trouve en moi à l'existence nécessaire d'un être parfait, de qui seul peut me venir cette idée; le second, de mon existence imparfaite, limitée, contingente, à l'existence nécessaire d'un auteur infini et parfait de ma nature, qui m'a donné l'être. Il est manifeste que l'on ne peut conclure, dans le premier argument, que par l'intermédiaire d'un moyen terme, qui est justement le point de départ du second : l'idée du parfait que je trouve en moi n'implique l'existence du parfait ou de Dieu que parce que je suis moi-même un être imparfait, incapable par suite d'être la cause de cette idée, s'il est vrai qu' « il doit y avoir pour le moins autant de réalité dans la cause efficiente... que dans son effet ». Pareillement, le second argument, dirons-nous, ne peut conclure qu'en empruntant un terme moyen qui est justement le point de départ du premier : mon existence imparfaite ne prouve l'existence du parfait que parce que je conçois l'idée des perfections qui me manquent, et que je me serais évidemment données si j'étais mon propre auteur. Ainsi les deux arguments se composent, semble-t-il, des mêmes éléments,

1. *Pascal*, 272.
2. *Ibid.*, 315.
3. *Ibid.*, 311.
4. *Ibid.*, 274-83.
5. *Ibid.*, 284.
6. *Ibid.*, 343.
7. *Descartes*, 252-84.

simplement disposés dans un ordre différent. Telle paraît être l'interprétation de M. Chevalier, bien qu'elle ne s'exprime pas avec une netteté suffisante pour qu'on puisse être sûr, ici, de n'avoir pas forcé un peu sa pensée.

Quant au troisième argument cartésien (argument ontologique), M. Chevalier semble amplement justifié à le considérer d'une part comme fort accessoire, d'autre part comme étant sous l'étroite dépendance des deux précédents. En effet, l'idée du parfait est la seule idée qui me permette d'affirmer l'existence de son objet (en tant que la non-existence ou le néant est une imperfection, qui, introduite au sein de mon idée, la détruirait) : et je n'ai le droit de la traiter ainsi que parce que j'ai reconnu déjà, au cours des deux précédents arguments, qu'elle était hors de toute mesure commune avec toutes mes autres idées, lesquelles, ne contenant pas plus de « réalité objective » que je ne renferme de « réalité formelle », peuvent avoir leur cause en moi.

Revenons aux deux premiers arguments. Nous avons vu qu'ils enveloppent l'un et l'autre ces deux prémisses : 1° je suis un être fini et imparfait, 2° j'ai l'idée du parfait. La première ne souffre pas de difficulté. C'est sur la seconde — véritable nerf de l'argumentation — que M. Chevalier, très opportunément, fait porter tout son effort de justification. Mais c'est ici qu'il semble avoir, si l'on ose dire, étrangement « pascalisé » Descartes. Pour lui, l'idée cartésienne du parfait signifie « notre capacité d'aller plus loin encore, le pouvoir de nous dépasser toujours nous-mêmes, pouvoir qui traduit en quelque manière l'impulsion de l'infini en nous[1] ». Cette justification n'est pas recevable, s'il est vrai — et les termes dont se sert Descartes ne nous laissent aucun doute sur ce point — que pour lui l'idée du parfait n'est pas une idée progressive, qui se tirerait de la négation successive des toutes nos limitations, de tout ce qui fait qu'il y a en nous des tendances ou des aspirations inassouvies, mais bien la plus achevée, la plus parfaite, la plus positive de toutes nos idées.

Il y a ici l'indication d'une tendance générale de M. Chevalier à un syncrétisme qui ne laisse pas de rappeler la méthode des éclectiques ; il s'efforce de fondre en une seule la doctrine de Pascal et la doctrine de Descartes, mais, remarquons-le bien, en demandant à cette dernière toutes les concessions ; et ainsi se révèlent à nous sans ambigïté les préférences secrètes du commentateur. On pourrait faire la même démonstration au sujet de l'intuition cartésienne, — méthode rationnelle au premier chef, l'intuition n'étant pas autre chose que l'opération par laquelle nous percevons les vérités évidentes, natures simples et liaisons immédiates de natures simples. — méthode que M. Chevalier assimile à « l'inspiration des poètes[2] », mieux encore à la « vision in-

1. *Descartes*, 267.
2. *Ibid.*, 46.

tellectuelle » d'une sainte Thérèse[1], qu'il caractérise par l'attitude d'humilité qu'elle impliquerait[2], alors que pour Descartes elle paraît bien plutôt traduire au contraire la confiance dogmatique de l'esprit dans ses propres forces.

Enfin, si M. Chevalier tend ainsi à effacer les différences très profondes qui séparent la philosophie cartésienne, si nettement rationaliste et positive, et la pensée d'un Pascal, tout entière dominée par un élan mystique vers la perfection de notre être, c'est afin de montrer qu'elles répondent à une direction de pensée unique, spécifiquement française, et qui s'opposerait sans restrictions à la philosophie allemande, comme l'esprit, dit-il dans la conclusion de son *Descartes*[3], s'oppose à la matière, et « à l'animalité l'homme ». Ses deux livres sont manifestement un effort pour renouer cette grande tradition philosophique française, qu'il considère comme ayant été obscurcie par les influences germaniques, et surtout par l'influence du « faux idéalisme, ou plutôt de la fausse idéologie » kantienne[4]. La discussion d'une thèse aussi vaste dépasse naturellement, de beaucoup, le cadre de cette étude. Il est permis cependant de regretter que M. Chevalier s'en soit tenu, de son propre aveu[5] au « Kant de la *Raison pure* ». Car il aurait trouvé dans la *Critique de la Raison Pratique* une dialectique assez analogue à la dialectique pascalienne, et qui, elle aussi, prouve Dieu par tout ce qui, dans l'homme, paraît transcender sa nature sensible. Toute la *Critique de la Raison pratique* est en germe dans l'admirable mot de Pascal : « l'homme passe infiniment l'homme ».

S'il est impossible de souscrire à toutes les interprétations historiques, et à toutes les affirmations dogmatiques de M. Chevalier, son *Descartes* et son *Pascal* n'en sont pas moins deux bons et beaux livres, dignes d'être lus et médités. Ils sont de nature à rendre au grand public cultivé le goût des études philosophiques, dont il s'est détaché d'une façon si regrettable, peut-être parce qu'on a cessé de s'adresser à lui. Ils sont de nature à faire connaître deux hommes dans l'admiration et l'amour desquels, M. Chevalier le dit excellemment à propos de Pascal[6], « tous les Français peuvent être unis : tous à quelque confession ou à quelque parti qu'ils se rattachent, et quelles que soient leurs croyances et leurs tendances intimes ». Enfin, ils s'inspirent d'une conviction sincère qui de toute façon, commande l'estime et le respect.

André Bloch.

1. *Descartes*, 190.
2. *Ibid.*, 191.
3. *Ibid.*, 348.
4. *Ibid.*, 285.
5. *Descartes*, p. 295; *Pascal*, p. 291 2.
6. *Pascal*, 6.

VIE LITTÉRAIRE

La saison des prix[1].

Il y a un peu plus d'un an, j'assistais aux débats de l'affaire Landru. La salle des assises de Versailles était pleine à craquer d'une foule extraordinairement composite, masse humaine offrant un échantillonnement assez complet de tous les mondes représentés par des modèles types de chaque classe sociale. Le hasard m'avait désigné, dans ce prétoire terriblement encombré, une place au banc des avocats, sous le vent des larges manches de Moro-Giafferi, le défenseur de Landru. Et quand je quittais des yeux les jurés, en face de moi, groupe de maraîchers, de commerçants et de propriétaires de Seine et Oise qui montraient des faces ahuries et somnolentes, lassées de l'attention soutenue depuis de longues séances, je regardais le salle, le public, pour y surprendre l'impression ressentie par les auditeurs.

Admirable leçon de physionomies, la contemplation de la foule au théâtre, au tribunal, à une conférence. On y peut, sur le fait, saisir bien des choses. Je voyais le Banquier, l'Actrice, l'Homme de lettres, le Mondain, le Boxeur... Des spécimens variés des professions et des castes, et, dans chaque ordre, les plus caractéristiques et attentifs, émus, passionnés devant le mystère du crime et l'attitude du criminel.

Je n'oublierai jamais que mêlés à cette audience surexcitée, non seulement par les péripéties de la cause, mais aussi par sa propre composition, par les effluves du coude à coude de gens connus, célèbres, notoires, tous ayant dans leur personnalité quelque chose d'excessif, de marquant par le talent, la beauté, l'excentricité il y avait (c'était un jeudi) deux jeunes écoliers, les deux fils du président venus, pour contempler leur papa conduisant les débats.

Parmi les personnages les plus voyants, les plus expressifs, je remarquai un homme qui prenait des notes, parlait haut, écrivait, souriait, s'agitait dans l'audience avec un air de vivre à l'aise et

1. Henri Béraud, *Le Vitriol de Lune* et *Le Martyre de l'Obèse*, chez Albin Michel. Jacques de Lacretelle, *Silbermann*, éditions de la *Nouvelle Revue Française*.

puissamment au milieu de cette atmosphère sinistre, fiévreuse et tapageuse. Cet homme, si heureusement doué d'une bonne humeur et d'une bonne santé tout à fait réjouissantes, tirait l'œil par sa joviale, robuste et corpulente apparence, par son costume aussi. Un complet à carreaux d'un jaune-vert indéfinissable, banane et bois vert, enveloppait sa replète personne : il portait fort cérémonieusement du linge empesé, et une grosse cravate, sur laquelle était piqué un énorme camée, entourait son col vigoureux. Au-dessus de ce col se dressait une tête énergique, amusante et sympathique, d'un type franchement méridional, une figure d'empereur romain et d'artiste qui rappelait à la fois dans la vie, Isaye, le violoniste et dans le roman, le Numa Roumestan de Daudet, avec un front à la Balzac coiffé de beaux cheveux longs d'un noir grisonnant, soigneusement lissés et rejetés en arrière. Le nez aquilin et le menton bien dessiné sous des lèvres charnues d'un heureux dessin, bouche de bavard et de gourmand, donnaient une grande dignité à ce faciès un peu empâté.

Au milieu de cette foule de gens qui, nulle part, n'auraient passé inaperçus, ce pittoresque individu était quelqu'un. Son complet banane, son camée, ses yeux étincelants, ses longs cheveux, sa vive gesticulation attiraient les regards. On voyait en lui Vernon, Lousteau, un des spirituels journalistes de Balzac, dont il évoquait la silhouette majestueuse et râblée et l'air de gaîté supérieure un peu provocante que l'on voit s'épanouir dans les traits du maître de la *Comédie humaine*.

Je demandai à un confrère auprès de moi quel était l'homme au complet banane. Il me nomma Henri Béraud.

J'avais lu des articles d'Henri Béraud et tout particulièrement il me restait dans la mémoire le croquis très mouvementé, très vivant d'une des séances de la Conférence de la paix au quai d'Orsay : le tumulte des délégués de tous les pays, une confusion de toutes les langues, une furie de tous les appétits... Henri Béraud était un journaliste de talent, ayant la phrase incisive, colorée, mouvementée, extraordinairement brillante.

Il savait voir les spectacles de l'existence et il les rendait dans ses articles, en des croquis savoureux, fortement nuancés, avec une abondance de traits à la fois originaux et nettement caractéristiques.

On sentait en lui un trop-plein de sève, un débordement d'images et d'expressions, le don d'une éloquence pressée de se répandre, un descriptif des mouvements de la vie, animé d'une jovialité qui prend parfois l'éclat de la fureur. Des coups de tonnerre dans le ciel bleu, l'averse cinglante, puis de nouveau le ciel bleu. Orages d'été, brûlants et rapides, après lesquels tout de suite le soleil étincelle, plus lumineux et plus ardent. Henri Béraud est avec André Salmon, avec Edouard Helsey, un des meilleurs journalistes parisiens, un reporter

artiste qui donne au lecteur l'impression de la chose vue et sentie et bien racontée.

Un jeune écrivain que la guerre a fauché, Raymond Guasco, avait ce talent. Je m'empresse de citer son nom. Raymond Guasco était promis à une belle destinée. Lorsque l'on fera un choix de reportages littéraires, il faudra choisir parmi les pages laissées par ce regretté disparu, et qui sont des modèles, de bon journalisme et de descriptions saisissantes et exactes.

La personnalité d'Henri Béraud, joyeuse, turbulente, est plutôt tournée vers la polémique. Henri Béraud est un indigné ironique. Abondant dans l'invective, prodigieusement ingénieux dans le sarcasme, fulminant dans la dérision, il nargue, berne et bafoue à grand bruit et avec des notes sonores. Jamais il n'attaque indirectement et de loin, C'est un combattant qui cherche le corps à corps avec des jets de grenade et des projections de lance-flammes.

Le jour où Béraud fera de la polémique, il donnera, je crois, sa vraie mesure. Il sera certainement injuste à l'occasion. Il l'est souvent dans ses critiques dramatiques. Mais avec tant de bonne humeur, de sincérité et d'élan, avec tant de drôlerie et une passion si véritable pour l'art, un désir d'aider à l'avènement du mieux si réel et si profond que l'on ne peut lui en vouloir.

Un tempérament de cette force ne saurait se borner au reportage. Ne pouvant se lancer, ce qui est sa vraie vocation, dans la polémique quotidienne, Henri Béraud a écrit des romans.

L'Académie Goncourt, après les hésitations d'usage, a couronné ces romans. Non pas un roman,—mais ce qui est absolument inusité, les deux. Les membres de l'Académie Goncourt ont paru admettre qu'un seul roman de Béraud ne donnait pas toute la mesure de son talent varié, et ils ont enveloppé dans leur suffrage deux œuvres absolument différentes : un roman historique d'aventures, un roman d'humour et de psychologie : *Le vitriol de lune*, et *Le martyre de l'obèse*.

Le vitriol de lune, est un roman dans la manière d'Alexandre Dumas père ou de Maquet, son compère, une épopée tragique, les péripéties d'une vengeance, et l'histoire d'un enfant. Cet enfant, c'est le petit Blaise Cornillon, le fils d'un boulanger lyonnais et d'une Gênoise. Le petit Blaise tient de son hérédité, comme beaucoup de Lyonnais, le sang froid et réfléchi des habitants de la haute vallée du Rhône et la nervosité artiste et impulsive du sang italien. Il a pour son oncle, le joueur de flûte Giambatista, autant d'attachement que pour son père. En réalité, il admire passionnément cet oncle, un merveilleux artiste.

« L'oncle Giambatista était un homme extraordinaire. Par ses traits réguliers et fermes, il ressemblait à sa sœur. Mais cet homme grand, souple et crépu comme un mulâtre, allait toujours débraillé, sa veste brune ouverte sur une

chemise de toile bariolée de fleurs hardies. Parfois il portait un habit, un tricorne sous le bras et des souliers à boucles.

Il possédait une flûte de cristal à clés d'argent. Il la prétendait tenir d'un marin qui l'avait rapportée de Chine. Il en jouait habilement et chaque soir. La flûte rendait un son frêle et triste, quelquefois lugubre, quand on en tirait les notes les plus aiguës, et plaintif jusqu'à mettre des larmes aux yeux des gens, lorsque, dans le registre grave, le musicien modulait des chansons de son pays ».

Quand il ne joue pas de sa flûte de cristal, Giambatista raconte à son neveu des histoires terribles et merveilleuses, à quoi il mêle un effrayant trait de vengeance. Il parle au petit Blaise d'une certaine drogue de son pays, dont deux graines suffisent pour faire périr les gens d'une vilaine fièvre putride, sans que personne, pas même les médecins, connaisse la vérité sur leur trépas.

La mère de Blaise meurt d'un froid pris au sortir de la messe; son père, de désespoir, perd la raison et s'éteint au bout de quelques jours. Un certain M. Farge, échevin, capitaine de la milice, fabricien de sa paroisse et gros négociant en soie, s'intéresse à l'orphelin. La mère de Blaise avant son mariage avait servi chez ce M. Farge, qui prend Blaise avec lui et le donne à la vieille Mme Farge, sa mère à lui, pour petit laquais.

L'oncle Giambatista a quitté son neveu. Il est parti au hasard, mais son souvenir reste dans le cœur désespéré de l'enfant.

Blaise gagne un peu d'instruction à l'école paroissiale. Lorsqu'il atteint dix-sept ans, sa protectrice, Mme Farge, meurt. M. Farge, jusque là pieux et rangé, se livre à l'impiété et à la débauche. Il doit quitter Lyon et il emmène avec lui le jeune domestique.

A Paris les débordements de M. Farge sont sans frein. Blaise Cornillon, sans se laisser prendre aux charmes de la capitale ne perd pas l'espérance de retrouver son oncle. Un loueur d'orchestre, Fréniels qui tient une maison de jeu, croit avoir vu un flûtiste répondant au signalement de Giambatista— mais son flûtiste se fait appeler Ascanio Carpi.

Blaise ne parvient pas encore à joindre le mystérieux musicien qui répond au signalement de son oncle. Mais un jour d'hiver il aperçoit auprès du Val de Grâce, le P. Marion, un jésuite, le directeur de conscience de l'échevin Farge, au temps où celui-ci, avant la mort de sa mère, était échevin et avait une conscience.

Le P. Marion, qui sait la vie crapuleuse de M. Farge, enlève le jeune Cornillon à ce dangereux contact d'un maître débauché, et après lui avoir promis qu'il reverrait son oncle il l'installe dans sa communauté, située sur le quai des Grands-Augustins.

Blaise n'est plus domestique, mais adjoint au P. Walzer, bibliothécaire et théologien génevois.

Blaise, à la Congrégation, entend de singuliers propos. Les pères font surtout de la politique, mais tous ne font pas la même. Un père por-

tugais, le P. Blaz de Hozios, ancien missionnaire africain, fulmine contre la cour. Le P. Etafier qui revient du Japon, conçoit une politique guerrière contre l'Angleterre. Le P. Marion veut que le trône de France et le Vatican aient partie liée.

« — Ils ne l'auront point, répliquait le P. de Hozios, le Saint-Père et l'époux de Jezabel ne pouvant naviguer de conserve.
— Nous avertirons le roi.
— Il a ses confesseurs.
Après un silence, le P. Marion dit avec hauteur :
— Il y a, mon frère, d'autres et terribles avertissements. Ils ne suffiraient point. Le P. de Marana dit vrai. Il faut que l'autre chose s'accomplisse ».

Cette « autre chose » de quoi s'entretiennent les jésuites dont les propos demeurent impénétrables à Blaise, c'est un complot ourdi contre le roi Louis XV.

Les livres nombreux que Blaise découvre dans la bibliothèque des pères, et qui sont la plupart des histoires ou des apologies des grands régicides, Jean Chatel, Ravaillac, Jacques Clément, surexcitent son imagination, sans éveiller sa suspicion sur les conversations équivoques des pères. Un soir à table, le P. de Hozios annonce qu'un certain Giuseppe sera le lendemain chez eux, qu'il a trouvé ce qu'il cherchait, mais qu'il tient pour « l'autre chose », car « il faut agir à Versailles ».

Le lendemain, Blaise est dans les bras de Giuseppe. C'est Giambatista. L'oncle que les jésuites ramènent auprès du neveu, le Giambatista « qui a trouvé ce qu'il cherchait », c'est-à-dire un homme pour frapper le roi, et qui juge que « l'autre chose » est plus certain, c'est-à-dire que le poison, son fameux poison italien, est plus sûr que le couteau pour atteindre le monarque, revient des galères. Il a, dans une auberge, mal parlé de Versailles, et cinq ans, attaché au banc, il a été mangé par les poux et roué de coups par les argousins. Aussi le Gênois nourrit contre Versailles et le monarque une haine furieuse que les jésuites comptent bien exploiter.

Cette fois Blaise, qui entend la discussion de Giambatista et des pères et ces mots souvent répétés « avertir le roi », comprend le complot que trament avec son oncle les jésuites. Blaise a du sang italien dans les veines, et le fanatisme vindicatif lui monte à la tête en revoyant ce seul parent tant regretté. Il lui dit :

« — Je n'avais point de haine : mais tu es revenu, je veux te suivre : je te suivrai, Giambatista. Ils t'ont martyrisé, je ne fléchirai plus, va! Mais vois-tu, j'ai peur, j'ai grand peur... »

Ilss'en vont tous les trois avec le père de Hozios, dans un bouge de la barrière, chercher l'homme qui doit « avertir » le roi. Au milieu d'une orgie de la basse valetaille, ce prédestiné paraît. Le père de Hozios le regarde, l'examine et, satisfait de l'examen de ce névropathe visionnaire qui gesticule en se parlant à lui-même, il déclare :

« — Il a bon air, quoiqu'il porte la tête basse. — L'homme leva les yeux. Ils étaient profonds et hardis. Son aspect était celui d'un Catalan. Son teint bistré, ses cheveux noirs coupés en vergettes sur le front, son nez aquilin, sa bouche très creuse lui faisaient un visage bizarre, mais non déplaisant. Il avait dans son air quelque chose de tragique et, dans ses mouvements, on ne sait quoi de maniaque. Il vacillait un peu, flottant sur des jambes grêles ».

Cet homme, c'est Damiens.

Damiens s'installe à la communauté, où il couche, le matin entend la messe et rentre chaque soir ivre. Les jésuites l'observent, inquiets, et attendent, discutant leurs droits urgents envers les souverains. Un soir Damiens rentre, enivré, comme à son habitude. Il demande à boire, gémit, pleure et s'endort dans une crise d'égarement. Son heure est proche. Enfin Damiens a frappé le roi. Giambatista à Versailles, accompagné de Blaise, l'a suivi et l'a vu. Il vient raconter l'événement aux jésuites dans l'attente. Il leur dit :

« La chose est arrivée à 6 heures, contre la porte de la nouvelle salle des gardes. Les carosses attendaient sous la voûte avant de retourner à Trianon. Le roi descendit, précédé de M. de Montmirel entre M. de Brionne et M. de Beaudreville. Il avança vers sa voiture. Près de lui, en grand désordre, les postillons se tenaient derrière les chevaux, les gardes entouraient le marchepied. Damiens, le chapeau sur la tête, s'était mêlé aux gens et, comme il portait une culotte d'écarlate, on le prit pour un laquais du château qui rentrait de congé. On ne remarqua même pas son chapeau. Ce ne fut qu'après le coup fait que M. de Brionne lui cria : « Tu ne vois donc pas le roi ? » Il semble qu'il ait tenu à frapper sans se découvrir. Aussi il s'approche, son canif ouvert dans le main, il arrive tout contre le roi et plante la lame dans le dos. Le roi n'a d'abord senti qu'un coup de poing et il crut à la hardiesse d'un ivrogne. Damiens, qui aurait pu dans l'ombre, se glisser entre les domestiques et les chevaux, ne bougeait pas. Soudain, avant de poser le pas sur le marchepied, le roi sent la blessure : « Je crois, a-t-il dit, qu'une épingle m'a piqué ». Il y met la main, la retire avec effroi, la montre toute sanglante à son entourage, puis il désigne Damiens, toujours immobile, et dit : « C'est celui-ci. Qu'on l'arrête, mais ne le tuez pas ! » Aussi, il revient et rentre au château. Il est au lit. J'ai entendu dire qu'il renvoie la Pompadour, aujourd'hui, ce soir même... »

La question pour les jésuites, maintenant que l'homme dont Giambatista a conduit le bras « a averti » le roi, est de savoir si Damiens se taira ou s'il va dénoncer ses complices, tout habiles que ceux-ci aient été à dissimuler l'enveloppement de leurs menées autour de l'hystérique criminel. Damiens, mis à la torture ne parle pas. Néanmoins le père de Hozios est arrêté, et Giambatista fait avec son neveu la rencontre d'un sbire étrange qui lui glisse : « Le supplice est prêt. Vous aviez raison, Giambatista, c'est un homme sûr. Il n'a pas parlé. »

Giambatista veut saisir cet homme, espion ou policier qui en sait trop long, mais après une courte rixe l'énigmatique individu lui échappe.

Le jour du supplice de Damiens est venu. Blaise et Giambatista sont au premier rang pour assister à cette horrible torture qui dure deux heures un quart. On brûle la main du régicide ; on tenaille Damiens avec des pinces rougies au feu, on verse dans les plaies de

l'huile, de la poix, du soufre, de la cire, du plomb brûlants. Il est tiré à quatre et à six chevaux. Les membres du supplicié ne se détachent pas. Le peuple prie de pitié, et d'horreur murmure. Les commissaires terrifiés à leur tour enfin permettent au bourreau d'entailler les jointures de Damiens. Les chevaux tirent et emportent les cuisses. Damiens vit encore. Il ne cesse de hurler que lorsqu'une de ses épaules ayant été arrachée, l'autre bras cède et qu'il n'est plus qu'un tronc surmonté d'une tête. Il n'a pas parlé.

Giambatista, avec Blaise, quitte la grève, en même temps qu'une populace épouvantée de cette vision démoniaque, jurant de venger le mort de l'homme qui, dans la plus atroce douleur, n'a rien révélé de ses complice indirects et directs.

La destinée de Blaise, qui prend la place de Damiens aux mains du ténébreux Giambatista, s'accomplit. Obligés de fuir après l'exécution de Damiens devant les rigueurs de Maupeou qui fait une rude police et met à sac et disperse la communauté de la Congrégation soupçonnée sans preuves absolues, les deux hommes reviennent en France en 1774. Ils ont été jusqu'au Canada.

Louis XV règne encore. M. Farge, passé Farge de Montessuy, est devenu pourvoyeur des vices du vieux roi.

Giambatista et Blaise sont ramassés par le comte Jean du Barry chez un musicien tenancier de tripôt. Le comte, qui conspire, les emmène vers Choiseul, comme deux créatures dont on peut se servir. Ils sont reçus à Chanteloup par M. de Choiseul lui-même. Celui-ci, ayant scruté les envoyés du comte Jean, leur demande s'ils sont gens à pouvoir entrer à Trianon et dans Louveciennes pour pouvoir faire un rapport circonstancié sur tout ce qui regarde les relations du roi et des jésuites. Un pacte est conclu entre eux. Giambatista et Blaise sont nommés par ses soins occultes musiciens de la Chambre du Roi.

Giambatista, le « Le Flûteur masqué » et Blaise avec son luth paraissent et jouent devant le roi et la favorite. Leur succès est très vif et à l'issue du concert, Giambatista, habile intrigant, se précipite aux pieds du roi implorant pour Blaise la faveur d'entrer dans la domesticité royale.

Le roi donne Blaise à la du Barry.

Voici Blaise dans la place. Damiens va être vengé. Giambatista remet à Blaise son fameux poison qui ne laisse pas de trace, inventé par Cosme Ruggieri de Gênes, astrologue de Marie de Médicis. C'est le « vitriol de lune », que l'on nomme en Italie le *vitriolo azzure*.

Depuis leur arrivée en France, à chaque instant, sous leurs pas ils rencontrent la silhouette du fameux sbire qui semblait connaître si bien les secrets des jésuites. Cet homme est encore sur leur route. C'est lui qui a apporté le brevet de musicien de Giambatista; c'est lui aussi qui les conduit, le flûteur et le joueur de luth, à Louveciennes

pour jouer devant le roi et la favorite. Cet inconnu, policier, conspirateur, dont on ignore les réels tenants, entre deux partis peut-être, est un ancien prêtre. Il se nomme, plutôt on le surnomme Rat-des-Grottes. C'est lui sans doute qui a dénoncé les jésuites.

Giambatista, tout à son projet, néglige ce sinistre intermédiaire que leur a envoyé M. de Choiseul. Il grise de paroles son neveu qui doit verser le poison et non pas comme Damiens « avertir le roi », mais faire « l'autre chose », lui faire boire la mort.

Blaise hésite, lutte, Giambatista attise sa haine, lui fait revoir l'affreuse image de Damiens, quartier de chair qui ne pouvait pas finir de mourir, et qui hurlait dans le vent cruel de l'hiver son sacrifice et son effort.

C'en est fait. Au milieu d'une orgie, pendant que Louis XV, ivre de vin et de lubricité, couvre la du Barry de baisers sous les yeux du valet, Blaise profite de l'instant où le roi, dans les bras de la courtisane, lui tourne le dos, et il verse dans le vin royal le vitriol de lune.

Le roi meurt d'une maladie terrible et qui le rend sur son lit d'agonie tellement répugnant que tous s'écartent de sa couche et que, mort ce sont des vidangeurs qui le mettent en bière. Et Paris, où se répand le bruit que Louis XV est mort de la petite vérole, se livre à la joie d'être enfin débarrassé du Bien-Aimé.

Jean du Barry triomphe. Damiens est vengé. Mais le sombre policier, Rat-des-Grottes, dont rien ne révèle les desseins, et qui probablement sert et trahit en même temps plusieurs maîtres, a sans doute l'ordre de faire disparaître cet audacieux Blaise, si docile instrument d'un conspirateur de la force du flûteur masqué Giambatista. L'oncle et le neveu sont revenus à Lyon. L'homme les a suivis. Un soir, Blaise est poignardé par un assassin posté sous le sombre parvis de l'église Saint-Dizier et qui surgit brusquement de son embuscade pour bondir sur le faux valet qui a versé au roi le « vitriol de lune », attentat que n'avait peut-être pas prévu M. de Choiseul.

Giambatista s'élance sur le meurtrier, l'atteint, lui arrache les yeux et l'étrangle.

Giambatista n'a plus rien désormais à faire en France. Abandonnant, après l'avoir veillé toute la nuit, le cadavre de son neveu à un mendiant de l'église (un autre policier peut-être) qui immobile a assisté à toute la tragédie nocturne, il rentre chez lui, brise sa fameuse flûte de cristal, puis il reprend la route de l'Italie.

Sombre et pittoresque histoire sur laquelle plane un mystère que le conteur à dessein n'éclaircit pas au milieu des péripéties violentes et pittoresques de complots embrouillés, ténébreux et dont l'envers et l'endroit tour à tour brusquement montrés laissent le lecteur dans l'incertitude.

Le Vitriol de lune est un de ces romans pareils aux belles histoires

effrayantes que l'on raconte aux enfants, qui commencent par « Il était une fois » et devant lesquelles les puérils auditeurs demandent : « Et après ?... » car il reste encore dans leur dernier épisode, du mystère.

Le martyre de l'obèse est d'un tout autre genre, d'une toute autre forme, d'un tout autre esprit.

Le martyre de l'obèse est un roman tout entier écrit à la première personne, forme familière aux orateurs, aux auteurs dramatiques, aux reporters, aux mémorialistes. Le ton de la confidence personnelle domine dans cette forme spéciale, qui tient de la conversation, du monologue et de la tirade, et donne au récit l'instantanéité impressionnante et fugitive de la parole. *Verba volant*.. Avec une qualité d'émotion tout à fait différente, ce récit long, dans lequel s'étalent le Je et le Moi, rappelle la *Confession de Minuit* de Duhamel, les lamentations d'un pauvre homme maigre à travers quoi tressaille un émoi de pitié à la Dostoïevsky, alors que le *Martyre de l'obèse* contient les lamentations d'un gros homme riche, à travers quoi éperdus et boursouflés passent les soupirs de Boubouroche, le héros dupé de Courteline.

L'auteur aurait pu écrire en épigraphe ce début de la ballade fantaisiste célèbre :

« Un éléphant se balançait
Sur une toile d'araignée.
Voyant qu'il se divertissait
Une mouche en fut indignée.
Ah ! viens plutôt me secourir,
Ma main sera ta récompense...»

Dès la première phrase, l'obèse s'adresse à un auditeur anonyme, et il s'élance dans un flot de paroles que rien n'arrête, faisant lui-même les demandes et les réponses, prévoyant les objections et devinant l'intention des conseils. L'obèse est doué d'une faconde débordante, d'une verbosité de gros homme expansif, en qui la nature a mis un trop plein de chair, de sociabilité, de loquacité, de naïveté, de tendresse, de bonne humeur, de franchise, un trop plein de mots sans doute pour qu'il puisse exprimer des sentiments à la mesure de son corps. Il s'écrie :

« Voyez-vous, on ne connaît pas les hommes. Tel qui n'oserait railler un citoyen affligé d'un bouton sur le nez ne connaît rien d'aussi plaisant que de tourner un poussah en dérision. Comment expliquez-vous cela ? Maffiu, pansu, fessu, voilà des mots permis, n'est-ce pas ? des mots dont il serait bien indélicat de se fâcher... Personne, notez cela, ne se soucie jamais de savoir ce que nous en pensons.

Une fois pour toutes, on admet que le Seigneur, dans sa sagesse et sa miséricorde, mit en nous cette graisse pour empêcher nos caractères de grincer. Le plus beau est que mes lourdauds se laissent tout dire et que la plupart vont par dessus le marché jusqu'à prendre un petit air guilleret. Au demeurant, un gros homme jamais ne s'épanche devant les maigres du trop-plein de sa rancœur. Nous parlons gaîment de ces choses. Ne comptez pas sur moi pour changer cela... Je vous vois ce soir pour la première fois et pourtant il me semble que vous me comprendrez.

oh ! ne vous attendez pas à des confessions mystérieuses ! Un homme qui remplit bien son pantalon est rarement un homme compliqué. Est-ce vrai ?

D'un mot je vais tout vous dire. Je suis amoureux... Parbleu ! Vous riez... Je m'y attendais. Je suis amoureux, voilà qui fait rire tout le monde. Le soupir est interdit à l'hippopotame, et Venise n'est pas faite pour les cachalots ».

Et tout de suite après cet aveu ce personnage dont nous ne connaissons ni le nom, ni la profession, ni la couleur des yeux, ni la teinte des cheveux, ni la silhouette du nez, mais qui se dessine dans sa page, simplement, uniquement, synthétiquement comme le gros homme, l'obèse commence le récit de ses malheurs.

Il aime, il est gros, toute l'infortune de l'obèse anonyme tient dans ces deux phrases et s'adressant à un auditeur dont le nom ni le visage ne nous sont révélés, il va dans un long récit répandre ses plaintes.

L'obèse était l'ami d'un jeune ménage. Il est devenu amoureux de la femme. Il s'écrie :

Son mari est un mufle, monsieur. J'en parle sciemment : c'est un ami d'enfance. Figurez-vous le plus insupportable fat et le pire coureur de jupons qui ait jamais fait la roue devant les filles, un bellâtre à peau blême, ce que l'on appelait autrefois une pâleur intéressante. L'œil du bel ébéniste, les tempes grises, la chaussette opulente, enfin tout ce qu'il faut !... Avec ça rusé, borné, sournois et dénué de scrupules, ainsi qu'il sied aux gens de cette espèce. Vous le savez, n'est-ce pas ? cela ne leur réussit que trop. A force de se croire irrésistibles, ils le deviennent. La présomption d'un individu fier de sa taille et sûr de son tailleur est encore, dans les entreprises amoureuses, le meilleur gage d'un succès rapide.

J'ignore l'envie, soit dit sans nulle vanité, simplement parce que cela est. Les bonnes fortunes d'autrui n'ont point troublé mon adolescence joufflue, et, dès cet âge où mes camarades s'essayaient dans les rôles de jeunes premiers, je m'initiais aux amères finesses de l'emploi de confident. J'en avais le physique. Sans doute est-ce à force de recueillir en ce temps là des aveux, des soupirs et des larmes, que j'ai pris l'habitude de m'exprimer comme le *Parfait Secrétaire des Amants*.

N'imputez pas à la jalousie ce que je vous dis du mari ; n'y voyez qu'une explication dont la suite de mon récit, vous montrera, je pense, la nécessité. Si cet homme n'était pas le mauvais sujet que je vous dis, sa femme ne l'eût point quitté, je ne serais point tombé amoureux d'elle ».

L'obèse voyage avec les deux époux. A Londres, le mari volage pris en flagrant délit par sa femme avec une servante de l'hôtel amène la catastrophe. L'épouse outragée et furieuse se précipite vers l'obèse, éclatant en sanglots. Il la console. Elle se tamponne les yeux, le nez, se remet de la poudre sur la joue, soupire, tapote sa jupe et, regardant l'ami fidèle bien en face elle lui dit « Venez » en lui saisissant impétueusement la main. L'obèse perd la tête. Il croit que la jeune femme cherche une vengeance, et quand arrivés dans sa chambre où elle l'a traîné, il s'avance vers elle, avec des yeux enivrés, la dame lui lance subitement : « Eh bien ! qu'est-ce qui vous prend ? ». Puis elle lui explique son dessein. Elle ne veut pas revoir son mari qui prépare sans doute la scène de réconciliation. Elle veut fuir l'infidèle et elle compte sur le bon ami pour l'aider dans sa fuite. Elle lui donne rendez vous à la gare pour quitter Londres. L'obèse objecte :

« — C'est grave, ce que vous me faites faire là.
N'êtes-vous pas mon ami ?
— Oui, parbleu ! Mais si je vous aime, moi ? »

Et il ajoute, vaincu :

« Elle pencha la tête vers son épaule, ferma les yeux à demi, sourit en me regardant... Je le vis pour la première fois ce sourire là. Ah ! la diabolique, la diabolique et délicieuse créature ! »

Les pièces du Châtelet (certains vaudevilles, presque tous les films et un grand nombre de romans anglais, peuple de voyageurs, sont bâtis sur l'intérêt mouvementé d'une poursuite. Il en est ainsi du roman de l'obèse.

L'obèse et la petite épouse outragée fuient à travers le monde, poursuivis par ce mari infidèle, mais soudain piqué, émoustillé, entraîné, jaloux à son tour en constatant que non seulement sa femme se passe de lui, mais qu'elle semble l'avoir remplacé sur le champ. Et par qui ?...

Quant à l'obèse, fétu de paille au souffle brûlant des paroles de la petite dame, il vole à sa suite, saisi de sa frénésie galopante que stimule la fureur de ce mari qui la relance partout.

A chaque ville nouvelle qu'ils traversent, à chaque *watering-place*, à chaque *sea-resort*, à chaque station d'hiver ou d'été où les entraîne le hasard de leurs déplacements furtifs inattendus et brusqués, l'obèse rencontre sur une place, au café, dans la rue, un ou plusieurs auditeurs muets, toujours muets et toujours anonymes auxquels abondamment, avec une intarissable faconde, il ouvre son cœur. Il se répand en confidences innombrables, tonitruantes, bouffonnes et touchantes soulageant son cœur à grand tapage.

Et toujours sa plainte s'exhale. Il est gros, alors il ne peut être pathétique ; il n'aura jamais le don d'évoquer l'amour ni la pitié. Il clame :

« Quand je mourrai — que ce soit le plus tard possible ! — mes amis viendront, je l'espère, me voir une dernière fois. On lèvera pour eux le dessus de ma boîte ; et tous penchés sur mes restes, diront tour à tour : « Il a une mine superbe », autrement dit : toutes les apparences de la santé. Cela n'empêchera pas le menuisier de visser solidement mon couvercle, le curé de me bénir, et l'appariteur de lever sa canne en signe de départ. En route. Puis mes amis formeront un convoi distrait, car on ne peut se faire à l'idée de pleurer un « bon gros ». On dirait que les obèses échappent aux mystères de la mort, comme après les naufrages, les édredons des paquebots se dérobent à l'emprise des vagues et flottent sur la mer ».

Et il est pourtant clairvoyant, ce gros garçon. Il sait qu'il n'est qu'un instrument entre les mains de cette créature charmante, jalouse et qui se sert de lui sans pitié, sans amitié, sans commisération, sans reconnaissance, simplement parce qu'il était là à l'instant de son malheur et qu'elle le sent tout dévoué. L'obèse s'explique très bien la cruauté de la petite femme :

« Elle avait tout de suite commencé son jeu, tantôt l'éclat de rire, tantôt le sourire et le regard en coulisse sous les cils baissés. Je me méfiais, vous pouvez le croire, et de cette femme plus que d'aucune autre. Elle aimait son mari, je le savais. Notre fuite ne devait être, tout bien pesé, qu'une comédie de femme jalouse, qui le lendemain recouvrerait un sang-froid de vieil avoué. Sûrement, à l'heure de la réconciliation, on ferait appel à une vieille camaraderie, une fois de plus on échangerait le baiser de concorde à l'ombre de mon amicale mappemonde. Mais alors, pourquoi se donnait-elle la peine de m'émoustiller avec son sourire et ses yeux tendres ?

Pourquoi, vous le demandez ?

Eh ! fichtre ! pour tourner la tête à un brave garçon, en vraie gamine qu'elle était. Cela n'était assurément ni bien rare, ni bien nouveau. Quel homme à notre âge ignore ces vérités ? Je me les répétais très inutilement. Une fois pris, on l'est bien, et j'étais en train de m'en apercevoir ».

Et cependant l'obèse est mené par une obscure espérance toujours déçue. Il l'avoue :

« Un jour — c'était sur les bords du Rhin, dans un pré, par un de ces matins couleur de miel, comme on n'en voit se lever qu'au pied de ces bourgs rhénans — j'ai brusquement savouré le calice amer de mon infortune. Ce matin eût gonflé de soupirs le cou d'un saint de bois... Nous nous promenions sous des cerisiers tout fleuris de papillottes roses, et la bien-aimée s'appuyait sur mon bras. Des insectes jaillissaient de l'herbe que nous foulions, les eaux du fleuve faisaient un bruit de soie contre les berges, tout le paysage était rempli de la lune et de soleil blond. La belle minute ! Je sentais sur mon bras la douce pression d'une main gantée, je la pris, cette main, pour la porter à mes lèvres. Ma compagne s'alanguissait, se penchait sur mon épaule, je tendais le bras vers sa taille pour la soutenir. Hélas ! Nous étions tournés vers la gare de ce gros bourg allemand, monsieur, une gare jaune et vert pomme, avec une porte ogivale de château fort. Cette porte s'ouvrit, laissant passer un homme d'allure dégagée et j'ose dire de coupe bien française Il portait une casquette de voyage, un pardessus brun, une jumelle en bandoulière, des gants couleur paille. C'était le mari. Il se dirigea très vite, sans nous voir, vers l'unique hôtel... Devinez la suite ?

Nous avons filé, Monsieur, par un raccourci, jusqu'à la gare suivante, à deux lieues de là, d'où nous sommes partis sans bagages, par un train omnibus, vers je ne sais plus quel embranchement de voies ferrées. Il me fallut ensuite une semaine et des centaines de coups de téléphone pour obtenir que l'on expédiât nos malles, nos passeports, la facture acquittée de l'aubergiste, que sais-je ?... Vous pouvez imaginer cela.

Mais ce qui ne saurait être décrit, ce fut la brusque transformation de mon amie lorsqu'à nos regards parut son animal d'époux. Quel changement ! La belle rêveuse, la passagère attendrie quasi défaillante s'était redressée. Son front, ses yeux, sa bouche d'enfant, tout son visage prit une expression volontaire, et, en quelque façon sportive : « Filons », dit-elle. Nous filâmes. Et j'ai tout de suite compris (car les gros hommes ont pour la perception de certaines choses une sensibilité de juifs ou de bossus), qu'un précédent irrévocable venait de s'établir entre elle et moi, et que toujours toujours, dans les heures de défaillance, dans ces troubles et éphémères instants dont un amant doit savoir faire son profit, l'image de la casquette, du pantalon, de la lorgnette et de la petite gare d'Oberwesel se dresserait entre nous ».

C'est ainsi la fuite à Oberwesel, la fuite sur la Riviera, la fuite à Venise, la fuite à Rome, la fuite au Caire, la fuite partout et toujours ; la petite dame fuyante se dérobe à la fois à son mari qui la poursuit et au gros homme qu'elle entraîne dans sa course sans but.

Le mari parvient enfin à la rejoindre. Il y a une scène pénible entre les deux hommes devant la petite femme triomphante qui attise

la jalousie de son mari par sa froideur. Et lorsque l'époux repoussé quitte la place, elle sanglote éperduement en criant désespérée : « Il ne reviendra plus! » et en faisant signe au gros homme de la laisser seule.

L'aventure se termine comme il convient. Le mari repoussé et amoureux de nouveau de la femme qu'il a trompée s'humilie dans des lettres passionnées, et la petite femme alors le dédaigne. Elle n'aime plus personne, elle vacille, et le jour où elle est prête enfin, par caprice, à récompenser l'amour constant du gros homme, elle s'offre subitement et de telle façon, avec une phrase si blessante, si méprisante dans sa complaisance, que, lorsqu'il entend retentir ce « Sois heureux, mon gros », le gros s'écroule et refuse le don d'un amour tant souhaité pourtant, mais si mal offert, de si dédaigneuse façon, qu'il devient à ses yeux sans valeur.

Cette phrase « Sois heureux, mon gros ! » que la malicieuse a peut-être prononcée à dessein, sachant très bien son résultat, produit l'effet d'une douche terrible sur le corps et sur le cœur de l'obèse, brutalement ramené à la raison après une longue période de folie. « Sois heureux, mon gros ! » — le gros ne sera pas heureux de cette façon-là. Et il s'en va boire des bocks, en priant ceux qui l'entourent de ne pas railler les gros hommes.

L'éléphant s'est longuement balancé au souffle d'un caprice féminin sur cette mince toile d'araignée d'une intrigue ténue comme le fil tissé par une de ces patientes et féroces petites bêtes. Il quitte sa périlleuse escarpolette d'un bond à la dernière ligne du livre, et l'on s'aperçoit que, soutenu par de l'esprit, de la verve, et l'agilité d'un entrain surprenant d'ingéniosité, il n'a pas fait craquer la toile légère tendue en travers du chemin et sur quoi tremblent à la place qu'il a quittée deux petites perles scintillantes qui sont peut-être deux lumineuses gouttes de rosée, ou bien deux larmes étincelantes tombées des yeux d'un homme d'esprit.

Quels que soient le talent et l'esprit déployé par Henri Béraud, dans ces deux romans, couronnés par les membres de l'Académie Goncourt, qui (dévoilons ce mystère) ne voulurent pas accorder leur prix annuel à *Ouvert la nuit* de Paul Morand, sous prétexte que ce jeune écrivain était déjà lancé et tenait un succès lucratif — *Silbermann* de Jacques de Lacretelle, que couronne la *Vie heureuse*, offre un très grand intérêt et vise beaucoup plus haut que les brillantes improvisations qui séduisirent les Goncourt à juste titre.

Silbermann nous touche à plus d'un point de vue. Claire, nette, distinguée, avec des caractères bien tracés et attachants, l'œuvre a une portée humaine et sociale et évoque des luttes actuelles qui ne sont que la survivance des conflits passés. Et pourtant *Silbermann* n'est pas autre chose qu'une aventure de collège, les péripéties de l'amitié entre

deux condisciples, un protestant, un juif, dans la période troublée de l'affaire Dreyfus, au cours de laquelle se réveillèrent tant d'intolérances.

Je ne sais comment un critique a pu affirmer que les établissements d'éducation ne connurent pas de discussions religieuses, et par conséquent pas des persécutions.

Je m'entretenais de *Silbermann* avec un ancien condisciple de Jacques de Lacretelle à J... de S... « Ces scènes qu'il décrit dans son roman », me dit-il, « je les ai vues. Nous y avons assisté. J'ai vu des juifs, injuriés, frappés, traînés à terre par les cheveux, persécutés par des élèves du parti opposé. Il est inconcevable que l'on puisse nier des faits auxquels tant d'hommes de mon âge ont été témoins à l'époque. Il n'y a rien d'exagéré ».

Pour ma part, je ne doutais pas de l'exactitude des petits drames de l'intolérance écolière et de la négligence complice des maîtres, que décrit le roman de Jacques de Lacretelle. Les faits sont indéniables, mais il paraît que tous les mauvais cas peuvent être niés.

L'enfant qui raconte ses années de collège dans *Silbermann* est certainement un frère ou un très proche cousin de Jean Hermelin dont nous avons il y a un an analysé les impressions (*La vie inquiète de Jean Hermelin*). C'est un écolier qui se cherche des amitiés et qui voudrait s'attacher à un ami. De nature un peu renfermée, pourtant l'isolement le déprime.

Or le père de ce jeune garçon aux nerfs délicats est un magistrat rigide et froid, sa mère une active bourgeoise fort occupée de ses relations, et lancée dans un travail laborieux d'intrigues et de menées destinées à aider à la carrière de son mari.

Justement son fils a pour camarade préféré le jeune Philippe Robin, dont le père détient une des plus riches charges de notaire de Paris. Cette mère prudente encourage l'intimité entre les deux jeunes garçons, car elle commence déjà avec son fils la tâche à laquelle elle s'est attelée pour son mari. Elle veut guider son enfant vers des relations utiles qui peuvent aider à son avenir.

A la rentrée d'octobre, ce fils, élève ponctuel, appliqué, un peu rêveur, aperçoit un nouveau venu qui attire son attention. C'est un jeune juif, Silbermann.

« En classe d'anglais, je fus placé à côté de Silbermann et pus l'observer à loisir. Attentif à tout ce que disait le professeur, il ne le quitta pas du regard; il resta immobile, le menton en pointe, le lèvre pendante, la physionomie tendue curieusement; seule la pomme d'Adam, saillant du cou maigre, bougeait par moments. Comme ce profil un peu animal était éclairé bizarrement par un rayon de soleil, il me fit penser aux lézards qui, sur la terrasse d'Aiguebelle, à l'heure chaude, sortent d'une fente et, la tête allongée, avec un petit gonflement intermittent de la gorge surveillent la race des humains.

Puis, une grande partie de la classe d'anglais se faisant en exercice de conversation avec le professeur, Silbermann, levant vivement la main, demanda la parole à plusieurs reprises. Il s'exprimait en cette langue avec beaucoup plus de facilité qu'aucun d'entre nous. Pendant ces deux heures, nous n'échangeâmes

pas un mot. Il ne fit aucune attention à moi, sauf une fois avec un regard où je crus lire de la crainte. D'ailleurs, les premiers jours, il se comporta de la sorte envers tous, mais c'était sans doute par méfiance et non par timidité, car au bout de quelque temps, on put voir qu'il avait adopté deux ou trois garçons de caractère faible, vers lesquels il allait sitôt qu'il les avait aperçus, avec des gestes qui commandaient, et il se mettait à discourir en maître parmi eux, le verbe haut et assuré.

En récréation, il ne jouait jamais. Dédaigneux, semblait-il, de la force et de l'agilité, il passait au milieu des parties engagées sans le moindre signe d'attention; mais si une discussion venait à s'élever, elle ne lui échappait point, et aussitôt il s'arrêtait, quel que fut le sujet, l'œil en éveil; on devinait qu'il brûlait de donner son avis, comme s'il avait possédé un trop plein d'argumentation.

Il recherchait surtout la compagnie du professeur. Lorsque le roulement des tambours annonçait la brève pause qui coupe les classes et que tous nous nous précipitions au dehors, il n'était pas rare qu'il approchât de la chaire d'une manière insinuante; et ayant soumis habilement une question au professeur, il se mettait à causer avec lui. Puis il nous regardait rentrer, du haut de l'estrade, avec un air de supériorité. Je l'admirais à ces moments, pensant combien à sa place j'eusse été gêné ».

Silbermann est un bon élève; bien plus, c'est un élève ambitieux et, l'auteur ne le cache pas, un peu intrigant.

Le narrateur qui admire cet enfant intelligent et d'une adresse assez naïvement orgueilleuse est protestant et pieux, avec un sens mystique très vif, et chez lui, comme chez beaucoup d'êtres jeunes, l'élan obscur qui sera un jour l'amour, se dilue dans une recherche d'ivresse spirituelle et dans une soif de dévouement et d'amitié.

« Tout frémissant, je soupirais vers un sentiment très doux, de qualité très noble, et je rêvais aux aventures où il m'entraînerait. Le plus souvent, ce sentiment se cristallisait sous la forme d'une amitié où se mêlait indistinctement une alliance mystique, une entente intellectuelle et un dévouement de toute ma chair».

C'est dans un de ces moments d'exaltation qu'il rencontre Silbermann au Bois, à une promenade. Silbermann, ravi de l'accueil que lui fait ce fils de magistrat, bavarde joyeusement avec lui, l'étourdit de paroles, et candidement, après l'avoir invité à goûter chez lui pour le jeudi prochain, il lui avoue sa joie de leur rencontre et de voir qu'il consent à se montrer camarade vis-à-vis de lui.

« — Au lycée, je te voyais, tout le temps avec Robin, et comme lui, durant un mois cet été, a refusé de m'adresser la parole, je croyais que toi aussi... Même en classe d'anglais où nous sommes voisins, je n'ai pas osé...

Il ne montrait guère d'assurance en disant ces mots. Sa voix était basse et entrecoupée, elle semblait monter de régions secrètes et douloureuses. Sa main, qui continuait d'étreindre la mienne comme s'il eut voulu s'attacher à moi, trembla un peu. Ce ton et ce frémissement me bouleversèrent. J'entrevis, chez cet être si différent des autres une détresse intime, persistante, inguérissable, analogue à celle d'un orphelin ou d'un infirme. Je balbutiai avec un sourire, affectant de n'avoir pas compris

— Mais c'est absurde... pour quelle raison supposais-tu... ?

— Parce que je suis juif, interrompit-il nettement et avec un accent si particulier que je ne pus distinguer si l'aveu lui coûtait ou s'il en était fier. Confus de ma maladresse, et voulant le réparer je cherchai éperdûment les mots les plus tendres. Mais dans ma famille, on ne m'avait guère enseigné la tendresse. Le gage d'amour que l'on offrait dans les circonstances graves était le sacrifice,

et seule l'intervention de la conscience donnait du prix à un acte. Aussi, ayant reculé d'un pas tout en conservant la main de Silbermann, je lui dis solennellement :

— Je te jure, Silbermann que désormais je ferai pour toi tout ce qui sera en mon pouvoir.

Une amitié qui l'amène à la contrainte du dévouement! L'âme sentimentale du jeune homme a trouvé dans son attachement à Silbermann, le camarade juif que ses condisciples dédaignent, l'actif épanchement de son besoin d'affection et de son trop-plein de juvénile énergie. Tout de suite, d'ailleurs, le dévouement amical promis à Silbermann est mis à l'épreuve. Le méprisant Philippe Robin, le fils du notaire, fait partie de la ligue des *Français de France* qui organise une campagne contre les juifs, établissant des fiches, des dossiers, suivant « pas à pas chaque youpin suspect pour, au moment propice, vlan ! lui casser les reins ». Et la persécution commence.

D'abord, dès que Robin, sait que son camarade consent à sortir le jeudi avec Silbermann, il l'avertit durement :

« Tu sais que son père, qui est un marchand d'antiquités est un voleur. Mon oncle Marc me l'a dit ».

Et le jour de la Sainte-Barbe, les élèves qui se préparent aux hautes écoles des sciences organisent un tapage précis, toléré par les maîtres. Cette année-là le tumulte fut grand, et un des élèves en passant devant Silbermann, le rejette en arrière, hurlant férocement à sa face.

— Mort aux juifs !

Car il y a dans ce collège plusieurs clans, et celui qui domine est formé par le groupe des élèves de l'école Saint-Xavier, qui viennent compléter leurs cours dans les classes des lycées.

L'amitié entre Silbermann et son camarade protestant se resserre.

Le protestant entre tout à fait dans l'intimité du juif. Il admire le luxe de sa maison comme la souplesse de sa pensée et l'ampleur précoce de sa connaissance. Dominé, pourtant il perçoit quelque chose de trop brillant dans cette richesse et de volontairement ostentatoire dans la variété de ce savoir ironique qui pérore et qui gesticule.

La persécution s'organise bientôt autour de Silbermann qui a eu le grand tort d'être plusieurs fois le premier de la classe et ne s'en est pas montré modeste. Des taquineries innocentes, on passe aux brimades directes. On le bouscule, on prend sa casquette, on fait tomber ses livres. Les « Saint-Xavier » donnent une direction nouvelle aux vexations envers Silbermann, et les attaques pleuvent au sujet des caractères physiques de sa race et des pratiques de sa religion.

Les professeurs, malgré ses bonnes places, n'aiment pas Silbermann, et au lieu de défendre le persécuté, par insouciance ou par veulerie ou subissant peut être la contagion de méchanceté collective qui surexcite leurs élèves, ils écartent d'eux le juif trop intelligent, avec une phrase cinglante.

Il y a d'autres juifs que Silbermann dans ce collège ; mais Haase est le fils d'un banquier dont la sœur a épousé « quelqu'un de la société », et Crémieux le fils d'un député. On ne touche pas à ces puissances, et ceux-là aussi semblent se placer au-dessus de Silbermann.

Silbermann ouvertement déclare à son père, en présence de son ami, qu'il ne veut pas être un marchand. Il a d'autres ambitions, il les explique dans les instants de leur intimité.

« Ecoute. — Mon père s'est établi en France il y a trente ans. Son père avait vécu en Allemagne et il venait de Pologne. Plus haut, des autres, je ne sais rien, sinon qu'ils ont dû vivre honteux et persécutés comme tous ceux de leur race. Mais je sais que moi je suis né en France et que je veux y demeurer. Je veux rompre avec cette vie nomade, m'affranchir de ce destin héréditaire qui fait de la plupart d'entre nous des vagabonds.

Oh ! je ne renie pas mes origines... au contraire : être Juif et Français, je ne crois pas qu'il y ait une condition plus favorable pour accomplir de grandes choses... Seulement, le génie de ma race, je veux le façonner selon le caractère de ce pays-ci ; je veux unir mes ressources aux vôtres. Si j'écris, je ne veux pas que l'on puisse me reprocher la moindre marque étrangère. Je ne veux pas entendre sur rien de ce que je produirai ce jugement « C'est bien juif ». Alors vois-tu, mon intelligence, ma ténacité, toute mes qualités je les emploie à connaître et à pénétrer ce patrimoine intellectuel qui n'est pas le mien, mais qui, un jour, peut-être sera accru par moi. Je veux me l'approprier. »

Silbermann est introduit dans la famille de son ami. L'impression n'est pas heureuse. Il témoigne trop d'un désir de briller par des récits extraordinaires et des opinions paradoxales. Le magistrat devient d'une courtoisie glacée et sa femme porte ce jugement :

« — Ton ami me paraît très intelligent — du même ton que l'on dit d'un escroc : Il est très ingénieux ».

Cet insuccès cependant ne diminue pas Silbermann aux yeux de son passionné et généreux camarade. Seulement, de peur que Silbermann ne remarque les mauvaises dispositions de ses parents, il s'arrange pour recevoir le moins possible son ami chez lui.

Silbermann remporte toujours les mêmes succès dans ses études, bien que souvent il soit blâmé pour son manque de méthode. Le professeur de français lui reproche en outre l'abus qu'il fait de ses lectures et l'habileté avec laquelle il s'approprie les idées et le style des autres. Et il laisse voir que ce procédé, venant de Silbermann, ne le surprend pas.

Les élections sont le signal de la reprise des hostilités contre Silbermann. Préparées avec violence, leur tapage a son écho dans le lycée. Philippe Robin, membre de la ligue des *Français de France*, distribue des insignes et des emblèmes antisémites, et un « Saint Xavier », le jeune de Montclar, choisit en classe trois ou quatre garçons, parmi les plus brutaux, les plus épais, les plus serviles, et les excite contre Silbermann. On se précipite sur lui. Il est jeté à terre et roué de coups.

Son ami, s'il tente de se porter à son secours, est arrêté et maintenu. Les autres élèves juifs, Haase et Crémieux, se gardent bien d'intervenir, et même il n'est pas rare que Haase ait un mot de flatterie pour les agresseurs.

« Cependant on surprenait dans leurs yeux une lueur de sympathie secrète ou de vague inquiétude — on ne savait pas bien — qui faisait songer aux obscurs sentiments qui agitent les chiens lorsqu'ils voient battre un de leur semblables »

Silbermann, les vêtements souillés de poussière et déchirés, la figure tatouée de petits rectangles multicolores sur lesquels s'inscrit : « A bas les Juifs ! » Silbermann n'est jamais abattu. Il nargue ses adversaires.

Son ami lui démontre doucement combien sa tactique est maladroite. Il répond avec une flamme dans le regard :

— Que veux-tu ! nous autres, plus on nous opprime, plus nous nous redressons ».

L'heure du grand dévouement à l'amitié a sonné. Le père de Silbermann est compromis dans une affaire louche de vente d'objets d'art truqués, et le terrible Montclar, s'approche du condisciple détesté pour lui crier en ricanant :

« — Hé bien ! Juif, il paraît qu'on a pris ton père la main dans le sac. »

Un journal circule dans le lycée, annonçant qu'une plainte a été déposée contre le père de Silbermann. Celui-ci explique à son ami, avec un mouvement d'insouciance, mais sur un ton précipité qui trahit son trouble :

« — Il est arrivé à mon père ce qui arrive très fréquemment dans son métier. Il a vendu comme authentiquement anciens des objets qui ne le sont pas ou qui avaient été restaurés. Il les reprendra, indemnisera l'acheteur et l'affaire n'aura pas de suite ».

Mais l'affaire se greffe d'une autre accusation d'escroquerie. Il s'agit dans cette nouvelle plainte d'achat et de recel d'objets volés. L'ami de Silbermann, assez au courant des choses juridiques pour savoir les conséquences possibles de ces actes, s'empresse d'acheter un journal, dans lequel il lit que le parquet instruit et que son père est le juge désigné pour l'instruction.

Silbermann fait appel à son ami. D'abord il lui commente le mécanisme de la machination ourdie contre son père. Celui-ci a acheté dans le courant de l'été beaucoup d'objets d'art provenant des églises et soustraits par le curé aux inventaires du gouvernement. Le plus souvent ces achats ont été faits indirectement. Aujourd'hui on l'accuse d'avoir acheté des objets volés. Il ne peut s'adresser aux vendeurs qui agissaient probablement à l'instigation de ses ennemis et qui ont dis-

paru. D'autre part, il s'était défait de quelques objets, il est dans l'incapacité de les restituer. Il ne faut pas que son père soit inculpé. Qu'adviendrait-il de ses beaux projets, de son ambition d'écrire des livres et d'être un grand Français?

Silbermann fait appel au fils du juge d'instruction pour qu'il arrange les choses et conclue tout de suite à un non-lieu.

C'est le drame qui sépare à jamais ce fils de ses parents tant aimés et pieusement respectés et que déclenche involontairement Silbermann.

D'abord l'ami dévoué, trouvant l'occasion de donner une preuve d'affection héroïque, s'en va trouver son père, le juge rigide. Il plaide avec une telle chaleur la cause des Silbermann, que le juge, au lieu d'entendre les arguments qui lui sont présentés, est pris des pires soupçons. Après une scène violente, il fait froidement observer à son fils « qu'une amitié excessive » comme celle qui le lie à ce garçon est toujours à éviter. Et il le prie de ne plus le considérer comme un de ses camarades.

Les persécutions du lycée redoublent naturellement. Silbermann, rencontré en compagnie de son ami par la femme du juge si austère, reçoit l'avertissement de cesser toute relation avec son fils. Enfin le proviseur, étant donné le désordre dont sa présence est cause, invite les parents de Silbermann à retirer leur enfant du lycée. Les deux amis se rencontrent au dehors. Silbermann annonce qu'il part pour l'Amérique rejoindre un de ses oncles. Il sent qu'on le chasse de France. Et il crie :

Pourquoi cette explosion d'antisémitisme en France? Pourquoi l'organisation de cette guerre contre nous? Est-ce un mouvement religieux? Est-ce le vieux désir de vengeance qui se ranime? Allons donc! votre foi n'est plus si vive. Non, ce n'est pas si haut qu'il faut chercher les raisons de vos attaques. Je vais dire quels sont les véritables mobiles qui vous font agir : c'est le bas égoïsme, c'est l'envie la plus vile. Depuis quelques années, il est venu dans votre pays des gens plus subtils, plus hardis, plus tenaces, qui réussissent mieux dans toutes leurs entreprises, et, au lieu de rivaliser avec eux pour le meilleur résultat commun, vous vous liguez contre eux et cherchez à vous en débarrasser.. Cela est si vrai que la classe la plus acharnée contre nous est la bourgeoisie, la haute bourgeoisie, parce qu'elle voit apparaître des concurrents dans des carrières qui jusqu'alors étaient son apanage. Mais ce n'est pas tout. Votre grand grief, c'est l'esprit juif, le fameux esprit juif, ce dangereux instinct de jouissance immédiate qui corrompt tout génie, empêche de rien créer qui soit éternel, avilit la pensée!... Or, ne crois tu pas qu'un peu de cette semence pratique ferait du bien à votre sol?... Si, dans ce pays partagé entre les visionnaires du passé et ceux de l'avenir, quelques hommes venaient qui vous enseigneraient à tirer plus de profit du temps que vous passez sur la terre, n'apporteraient-ils pas précisément ce dont vous avez besoin?... »

Et Silbermann, s'exprimant comme un prophète d'Israël, dans ces adieux à son ami, son unique défenseur, entrevoit, malgré les persécutions, l'éternelle vigueur du peuple juif, qui sait surmonter ses épreuves, qui saura toujours exploiter les idées régnantes, tandis que leurs oppresseurs s'y opposent ou les subissent, mais ne savent pas les utiliser. Et sans un mot de regret, sans un geste amical il termine :

« Voilà, j'ai fini. Je désirais faire entendre ces choses à quelqu'un. Maintenant nous n'avons plus rien à nous dire. Adieu ! »

Quelques jours après, c'est à son foyer que l'ami de Silbermann reçoit le choc le plus rude. Il saisit par hasard les fragments d'une conversation entre ses parents. Sa mère fait observer au juge que l'appui d'un certain député influent, Magnot, peut le servir, à l'heure où ce Magnot intervient en faveur du père de Silbermann...

Une ordonnance de non-lieu est bientôt rendue, favorable à l'antiquaire. Le juge d'instruction est nommé conseiller à la cour... Terrible désillusion pour cette âme sensible qui perd en même temps un ami cher et sa foi absolue dans ses parents aimés ! S'apercevant, au milieu de ce double désastre, que l'application d'une haute morale est impossible aux humains, il pense tristement qu'il faut renoncer aux belles missions qu'il avait rêvé d'accomplir.

Cet enfant faible a besoin d'amitié. Il a une muette réconciliation avec ses parents qui, cessant d'être à ses yeux les modèles de toute pureté et de toute probité, sont seulement de faibles créatures comme tant d'autres, et il se réconcilie ouvertement avec le cruel Philippe Robin, l'ennemi acharné du juif Silbermann, parce qu'il sait que sur les sommets d'héroïsme et de renoncement qu'il avait rêvé d'atteindre nul humain ne peut vivre. Il est jeune, il est faible et il veut vivre.

Silbermann est un de ces livres qui laissent dans l'esprit leur sillon, car ils l'atteignent dans le réduit où, quels que soient les individus, chacun garde, bonnes ou mauvaises, ces balances mystérieures grâce à quoi nous évaluons le bien et le mal et presque toujours, selon la parole de l'apôtre, le bien que nous voulons faire et le mal que nous faisons. Tel qu'il est, des chrétiens pourront le lire avec fruit, et aussi des juifs. Ce livre a un sens et une direction. Il contient pour chacun une parcelle de vérité.

Claude BERTON.

VIE THÉATRALE

Terre inhumaine

drame en trois actes de M. François de Curel
au Théâtre des Arts.

L'événement est assez rare au théâtre pour qu'on le signale : le même mois a vu à quelques jours d'intervalle deux pièces du même auteur, deux pièces d'ailleurs aussi dissemblables qu'il est possible de les imaginer, conservant dans leur texture les défauts et aussi les qualités qui depuis trente années imposent le nom de M. François de Curel à l'admiration. La première, *L'Ivresse du Sage*, comédie en trois actes représentée sur la scène du Théâtre Français, pose ce grave problème : comment aime-t-on ? et, dans un dialogue où le ton de la comédie légère s'alourdit parfois de tirades philosophiques, ne semble pas le résoudre. La seconde au contraire, purement humaine, oppose, dans un conflit unique où l'angoisse de la guerre pèse tragiquement, ces deux frères jumeaux, le désir et la mort. Œuvre dépouillée à l'extrême, sans tirades, sans péripéties inattendues et dont chacune des répliques porte. De toutes les pièces qui pour fond de décor ou pour sujet proche ou lointain ont choisi la grande guerre, *Terre inhumaine* est la première d'où se dégage vraiment une impression d'angoisse et de beauté Bien que le mot proclamé à toute occasion et sans nécessité pour satisfaire à quelque camaraderie ou pour flatter quelque puissance ait perdu de son sens exact et de sa valeur propre, il faut cette fois-ci bien hautement inscrire en face du drame de M. François de Curel le seul mot qui en soit digne, celui de chef-d'œuvre.

•

La scène est en Lorraine annexée, en 1916, à vingt kilomètres de la ligne de feu, dans une maison isolée habitée par Madame Parisot, veuve du régisseur des bois du duc de Chantemelle, et par sa sœur Anna, tandis que son fils Paul sert dans l'armée française. Le rideau se lève sur une salle à manger très simplement meublée : une table, quelques chaises, un dressoir, un buffet; au fond une porte menant

à la chambre de Pauline Parisot, à gauche, deux fenêtres ouvertes sur le jardin. Madame Parisot reçoit la visite du sous-préfet de Sarrebourg, accompagné d'un capitaine allemand qui vient lui demander d'héberger pendant deux ou trois jours, une dame très belle et d'allure aristocratique, que son mari, général commandant un corps d'armée dans les environs, viendra sans doute rejoindre le lendemain. Tandis qu'Anna monte au premier étage préparer la chambre de la mystérieuse visiteuse, Pauline reste seule avec elle. La scène est faiblement éclairée : « Nous n'avons qu'un litre de pétrole par mois » dit Mme Parisot. — « Bah ! » répond gaiement la jeune femme, « j'en ai apporté un bidon tout entier.—Alors c'est différent », et la bonne vieille se hâte de relever la mèche. Il suffit à M. de Curel de quelques sobres détails de ce genre pour créer une atmosphère de guerre, et dans le dialogue qui s'engage entre les deux femmes, sans qu'intervienne la moindre tirade patriotique, une logique et une netteté implacables opposent les sentiments de deux races ennemies. La grande dame fait remarquer à son hôtesse que les Allemands ont administré avec soin et avec beaucoup de zèle les provinces conquises. « Oui », répond Pauline, « tout marche à la baguette, les chemins de fer, les écoles, les postes, oui, tout ! Avec ça, dites au plus allemand de chez nous : tu es un Prussien, il prendra ça pour une insulte. — Attention, dit l'inconnue, je suis Prussienne ! — Oh ! « répond avec simplicité Mme Parisot », ce n'est une insulte que si on le dit à une Lorraine ».

Mais deux mères, fussent-elles d'irréconciliables ennemies, ne resteront pas longtemps en présence l'une de l'autre sans se parler de leurs enfants. La princesse en a deux, un garçon et une fille, et elle ne s'arrêtera pas là, car en Allemagne, les grandes dames doivent donner aux autres l'exemple de la fécondité. Madame Parisot ne peut résister au plaisir de vanter les mérites de son fils, qui a reçu une belle et solide instruction et qui, avant la guerre, était avocat à Paris, où il s'occupait aussi de poésie, de philosophie, « enfin ce qu'on appelle la littérature ». Et la vieille paysanne montre à sa visiteuse le portrait de Paul placé en première page de l'album familial. Celle-ci semble le contempler avec une curiosité sympathique comme si elle voulait inconsciemment s'en graver les traits dans la mémoire. Mais Anna vient dire que la chambre est prête ; et, tandis que Pauline est montée pour aider la dame à s'y installer, un homme s'introduit par la fenêtre demeurée ouverte : c'est Paul Parisot. Aviateur, connaissant admirablement le pays, parlant l'allemand aussi bien que le français, il est souvent chargé de missions délicates ; cette fois, il est venu pour prendre les papiers qu'un espion à gages, son camarade d'enfance Camille Voizard, soldat dans l'armée allemande, doit lui remettre ; le lendemain à cinq heures du soir, son avion reviendra le chercher ; il pourra donc ainsi passer vingt-quatre heures auprès de sa vieille ma-

main qu'il n'a pas vue depuis le début de la guerre. Or ce matin, l'avion a pris terre dans la grande friche où labourait le père Claudot, et Paul qui, pour accomplir sa mission, ne doit être reconnu de personne a tué le vieux paysan d'un coup de revolver et revêtu ensuite ses habits maculés de boue, puis, ayant caché son corps dans une haie, a continué de labourer le champ jusqu'au soir, répondant aux Allemands venus pour se renseigner sur la direction prise par l'avion ennemi. Lorsque Pauline rentre dans la salle et qu'elle aperçoit son enfant, elle est bouleversée, mais son angoisse s'accroît encore quand elle sait pourquoi il est venu et ce qu'il a déjà accompli. Et surtout, elle se repent d'avoir montré sa photographie à l'étrangère : si elle allait le reconnaître, son fils serait perdu... Paul apprenant du même coup qu'une inconnue est dans la maison et que cette inconnue a vu son portrait, se hâte de l'enlever de l'album et de le remplacer par celui d'un ami qui lui ressemble un peu, mais la maman proteste : « Oh ! si l'on peut dire, il a une tête de veau cuite ! — D'autant mieux, » répond l'aviateur, « si l'étrangère me dénonce d'après cette image, on ne me reconnaîtra pas ». Malgré le tragique de la situation, Madame Parisot, heureuse de revoir son fils ne se lasse pas de le regarder, de l'admirer : « Quels bons gros bras tu as maintenant ! Et les épaules et la poitrine ! » Pourtant il a été blessé deux fois, et la mère est en train d'examiner la cassure de son bras, lorsque l'inconnue, que l'on n'a pas entendue descendre les marches de l'escalier (à cause de ses petites pantoufles, dira-t-elle) et qui a ouvert la porte sans bruit, fière et pâle, apparaît. Paul se présente à elle sous le nom de Johann Schmalz de Stinckborn, mais celle-ci a reconnu immédiatement le fils de son hôtesse, et, après quelques minutes d'entretien, elle se retire, annonçant à Pauline qu'elle désire dîner seule dans sa chambre, et c'est avec un sourire ironique qu'elle prend congé du jeune homme en lui disant : « Gute Nacht ! *Monsieur* Johann Schmalz ».

Evidemment la princesse n'est point dupe, et Paul, qui devine en elle une ennemie redoutable, organise aussitôt un plan de défense : sous aucun prétexte, la belle Prussienne ne devra sortir de la maison dont la porte devra être fermée à deux tours et dont la clé ne devra pas quitter la poche du tablier de tante Anna. Prudemment, Mme Parisot décide qu'Anna quittera la maison tout à l'heure pour se rendre à Sarrebourg chez des parents : en cas d'accident, moins il y aura de monde, mieux cela vaudra. Or Paul, résolu à supprimer son ennemie, ne veut cependant pas que le meurtre ait lieu sous le toit familial, car sa mère, alors serait responsable; aussi va-t-il tenter d'emmener l'inconnue dans la forêt, se promener au clair de lune : « Elle est gentille, elle doit être sentimentale, sans doute acceptera-t-elle. — Mais pourquoi ? » objecte la mère. Et le jeune homme répond : « Pourquoi la servante va-t-elle sous les tilleuls ? pourquoi la bergère retrouve-t-elle le fils du fermier ? parce qu'il y a un instinct qui pousse la femme vers

l'homme... — Mais toi, » reprend Pauline, « un fils de paysan, « et elle une grande dame, une princesse peut-être, comment veux-tu qu'elle t'accompagne ? — Bah ! si tu regardais d'un peu près ce que font les marraines de guerre... » A tout hasard, il prend son revolver de poche avant de monter chez la belle Prussienne.

Lorsque le rideau se relève sur le second acte, Victoria, seule dans la modeste chambre aux rideaux de cretonne, achève de dîner. Elle a quitté sa robe de voyage et porte un élégant déshabillé de soie blanche rehaussée de bandes brodées de grosses fleurs aux vives couleurs. Madame Parisot est montée pour enlever son plateau, et tandis qu'elle se dispose à sortir, Paul du seuil de la porte demande si l'on peut entrer : « Faites comme chez vous » répond la princesse. Au bout d'un instant d'entretien, intéressée par les propos du jeune homme, elle l'invite à s'asseoir, et amusée peut-être par cette aventure imprévue, elle se laisse aller à lui parler librement et à lui révéler qu'elle appartient à la famille impériale ; toutefois elle ne perd pas de vue qu'il est son ennemi et c'est un véritable interrogatoire qu'elle lui fait subir : « A quelle arme appartenez-vous ? êtes-vous fantassin, artilleur ou cavalier ? » — « Je suis aviateur, » répond le jeune homme — « Mais, encore, faites-vous partie d'une escadrille de chasse ou de bombardement ? » — « Je suis un aviateur... détaché de tout, dit-il en souriant ». Et toute la scène n'est plus qu'une sorte de duel entre la noble dame qui joue à l'aventurière et l'aviateur en mission périlleuse, l'un et l'autre s'efforçant de ne pas perdre de terrain, l'un et l'autre sachant qu'à toute minute sa vie est en jeu. Mais ces deux adversaires que la haine dresse l'un contre l'autre demeurent face-à-face le couple éternel : une femme et un homme que le désir va jeter dans les bras l'un de l'autre. Et le duel tragique par moments s'entremêle du marivaudage le plus galant. Paul, à plusieurs reprises essaie d'entraîner Victoria dans une promenade au clair de lune, il l'invite à venir entendre bramer les cerfs ou bien à visiter une chapelle abandonnée. Mais la princesse se tient sur ses gardes, elle s'imagine qu'elle court moins de danger en restant dans la maison. Pourtant elle est tentée un moment de courir au village voisin pour dénoncer Paul. Or puisqu'elle a refusé de l'accompagner dans la forêt, le jeune homme lui dit qu'elle ne quittera pas la maison seule. Peu à peu séduite par son ardent interlocuteur, Victoria tâche encore de se dérober, et dans un très joli couplet lui laisse entendre qu'elle n'est pas une femme comme les autres et que, des éléments qui la composent, rien ne lui appartient :

« Je suis de trop haute volée pour que chacun de mes sentiments, les moindres de mes vertus ne soient pas classés d'avance... Il y a environ deux siècles vivait une reine de Prusse, qui plaisantait agréablement : si je trouve un mot drôle, il me vient d'elle. De face, ma figure ressemble à celle d'une grande électrice qui fut belle ; de profil à celle d'une archiduchesse qui fut incomparable... Si je suis pieuse, c'est la sainte princesse Marie ; charitable, c'est la reine Louise.

Qu'au concert j'applaudisse, on m'affuble d'une grand'mère qui jouait à quatre mains avec Liszt; que je m'enthousiasme pour un livre, on se souvient que ma trisaïeule protégeait Gœthe. Je ne remue pas le petit doigt sans que s'agite une vieille momie. »

Cependant, elle serait presque tentée d'accepter l'offre qu'il lui réitère d'aller dans la forêt, lorsque Pauline lui monte une lettre que l'on vient d'apporter : le général écrit à sa femme qu'il ne viendra pas et qu'elle devra se tenir prête à partir en automobile le lendemain matin à onze heures afin de rejoindre au plus vite son château et ses enfants. Victoria, devant cet ordre brutal, est prête à tomber dans les bras de Paul et le duo amoureux reprend... Soudain, une voix se fait entendre dans la campagne silencieuse, c'est celle d'un paysan qui annonce à Mme Parisot qu'on a retrouvé le corps du père Claudot et qui lui demande ensuite si elle n'a pas vu passer l'un de ses chevaux. La princesse comprend que le meurtrier est là, près d'elle; cette fois, elle est bien résolue à ne pas sortir de la maison, et le rideau tombe tandis que Paul entraînant vers l'alcôve Victoria qui s'abandonne prononce ces mots pour la rassurer : « Il ne faut jamais regarder au fond du cœur de ceux qu'on aime, on les aime... »

Au troisième acte, c'est le même décor qu'au premier, seulement il fait grand jour. Paul entre par la porte du fond appelant sa mère qu'il cherche ensuite de tous côtés. Elle est allée au jardin cueillir ses dernières quetsches et revient bientôt avec un petit panier rempli de fruits mûrs. Quand son fils s'approche pour l'embrasser, elle l'arrête : « Tu me dégoûtes, mauvais garçon ! » et la vieille maman, jalouse de la belle jeune femme qui lui a pris son Paul, ne peut cacher son sentiment. Proclame-t-il la sincérité de l'élan qui les a jetés aux bras l'un de l'autre: « Les chiens aussi font l'amour de bon cœur! » répond-elle méprisante. Et elle rappelle à son fils qu'il n'a déjà que trop tardé à supprimer sa dangereuse ennemie. « On vient la chercher en auto à onze heures, » dit Pauline; « il en est neuf, il faut que dans deux heures elle soit morte. » Mais le débat ne se poursuit pas plus longtemps, car Victoria est entrée pour prendre son petit déjeuner; méfiante, car elle reste sous l'impression qu'elle ne sortira pas vivante de cette demeure, la princesse ne prend qu'un peu de lait et quelques bouchées de pain malgré l'insistance de son hôtesse à vanter le mérite de son café. Et voici de nouveau les amants face-à-face. C'est alors qu'ils avouent s'être épiés l'un l'autre pendant toutes les minutes de leur nuit amoureuse et n'avoir voulu ni l'un, ni l'autre céder au sommeil par crainte de la mort :

« Nous avons été ballotés par des vagues d'amour et des vagues de haine, » dit Paul. « Pas une de nos caresses qui ne fût doublée d'une intention mortelle... Mais l'heure est arrivée où passion, désir et caresses deviennent des crimes. Dans quelques instants votre devoir sera de me dénoncer à l'officier qui viendra vous prendre, et, pour vous en empêcher, mon devoir de soldat en service commandé est de vous supprimer... Je vous tiens à ma merci... »

En achevant ces mots, le jeune homme braque sur elle son revolver, mais comme la veille au soir son bras retombe, car la princesse suppliante et affolée, jurant de ne pas le dénoncer, lui demande grâce. Elle remonte dans sa chambre sous prétexte de terminer ses préparatifs de départ, mais en réalité pour trahir son serment et livrer si elle le peut son redoutable ennemi. Or voici qu'un moyen s'offre à elle d'accomplir son dessein, car un soldat portant l'uniforme allemand se dirige vers la maison, elle lui fait signe par la fenêtre et lui dit de courir au village afin de prévenir qu'un espion est caché en bas. Camille Voizard — car c'était lui — a tout juste le temps de venir rejoindre Paul pour l'en avertir. Pour le coup c'en est trop, et l'aviateur est résolu à tuer la princesse. Mais il doit auparavant fixer avec Voizard le lieu et l'heure de la rencontre où les documents lui seront remis. Pendant que les hommes discutent, Madame Parisot, sans éveiller l'attention, range quelques objets et sort. Paul, l'oreille au guet, suit tous les mouvements de sa mère; elle s'attarde bien dans la cuisine, murmure-t-il entre ses dents... mais pourquoi s'arrête-t-elle dans l'escalier? « Elle cherche ce qu'elle va dire », répond Camille Voizard. Au même moment, un coup de feu éclate au premier étage... Quelques instants s'écoulent et Madame Parisot rentre, à peine un peu plus pâle. « La besogne est faite, » dit-elle à son fils, « maintenant tu peux partir; il vous faut tous les deux quitter la maison avant qu'il soit trop tard ». Et c'est entre la mère et le fils un adieu déchirant, car tout à l'heure, quand les Allemands viendront pour chercher la princesse, la vieille Lorraine sera fusillée : « Au revoir, dans l'autre monde, mon enfant ! Ils vont m'enterrer comme un chien. Mais lorsque vous aurez repris la Lorraine, fais-moi porter au cimetière, et puis, sur ma croix, je voudrais qu'on écrive : « Morte pour la France. » Et le rideau tombe lentement tandis que Pauline égrène son chapelet.

Terre inhumaine où la mère sera fusillée parce qu'elle aura sauvé son fils ! Terre inhumaine, lentement fécondée au cours des siècles par la souffrance de ses enfants, c'est bien cette Lorraine chère à M. François de Curel, qui ne l'a quittée qu'à la mobilisation. Il se devait, lui, le grand chasseur qui a tant de fois parcouru ses halliers et ses forêts, quand la meute poursuivait quelque biche, d'évoquer sa patrie et de faire de ce sol aimé de ses aïeux comme le symbole du duel éternel qui met aux prises dans l'humanité le désir et la mort. Malgré soi, l'on songe à ces vers du plus douloureux de nos poètes, Albert Samain, et j'espère que M. François de Curel ne m'en voudra pas de les inscrire en épigraphe à son drame :

Ah ! ce rêve tragique en moi toujours vivace,
Que l'Amour et la Mort, vieux couple fraternel,
Sur mon corps disputé, quelque soir solennel,
Comme deux carnassiers, s'abordent face à face...

ALBERT SAMAIN.

VIE POLITIQUE

ALLEMAGNE

Les jugements du tribunal de Leipzig

Le tribunal de Leipzig continue de juger les attentats contre la République allemande. Le 6 décembre il a condamné à dix ans de réclusion deux individus qui avaient tenté d'empoisonner Scheidemann. Comme celui des assassins de Rathenau, ce procès a éclairé d'un jour inquiétant certains milieux de droite, adversaires irréconciliables du régime actuel, et la singulière impuissance de la justice allemande à leur égard. Il fut établi que les deux assassins avaient été payés, qu'ils n'étaient que des instruments entre les mains d'une organisation soi-disant mystérieuse, mais qui est connue de toutle monde, la fameuse organisation Consul, dont les agissements se retrouvent dans tous les complots, dans tous les meurtres ou tentatives de meurtre qui se multiplient depuis trois ans.

C'est un signe des temps que les dirigeants de ce mouvement n'osent pas agir par eux-mêmes et soudoient des assassins : jeunes gens de la petite et moyenne bourgeoisie, que leur faiblesse d'esprit et leurs embarras d'argent exposent au fanatisme et à la corruption. Mais telle est la démoralisation ou l'égarement d'une partie du peuple allemand que l'avocat d'un des deux accusés osa incriminer le gouvernement républicain, sous prétexte qu'il n'avait rien fait pour les ex-officiers du Kaiser.

D'ailleurs le tribunal pour la défense de la République, qui rendit cette fois un jugement relativement sévère, paraît être en conflit avec le ministère de l'intérieur, qui lui reproche son indulgence dans certains procès moins graves, et déclare qu'il interprète la loi d'une façon trop restrictive. Le tribunal, de son côté, critique des interdictions de journaux, résolues par le gouvernement : de sorte qu'on peut se demander si l'unique mesure qui a suivi l'assassinat de Rathenau ne sera pas bientôt frappée de carence.

Il est difficile de trouver en Allemagne des juges républicains :

mais un tribunal d'exception comme celui de Leipzig court le double danger de faire des victimes en abusant de son pouvoir, ou d'aller à l'encontre de son but en acquittant à la légère. C'est une arme d'un maniement délicat, que le gouvernement du Reich s'est forgée dans un moment d'indignation et de désarroi. Contre les entreprises de la réaction, il est permis de douter qu'elle soit vraiment efficace.

L'arrestation du capitaine Ehrhardt

Le procès du capitaine de corvette Ehrhardt, qui vient d'être arrêté à Munich, sera la pierre de touche du nouveau tribunal et de toute l'œuvre de défense républicaine. Ehrhardt est le véritable auteur du coup d'Etat connu sous le nom de *Kapp-putsch*, qui, en 1920, faillit renverser le nouveau régime : c'est lui qui, à la tête d'une brigade de marins de 4.500 hommes, marcha sur Berlin. Lorsque sa tentative eut échoué, il se retira dans le camp de Munster, où le gouvernement d'alors, trop faible, ne put le faire arrêter. Avec ses anciens officiers, il constitua par la suite l'organisation « Consul », à laquelle appartenaient les assassins d'Erzberger, et peut-être ceux de Rathenau. Son quartier général était dans le Tyrol, mais il se rendait souvent en Bavière; il y a tout lieu de croire qu'il était en rapport avec certains dirigeants monarchistes de ce pays, en particulier l'ancien préfet de police Pöhner.

La police bavaroise fermait les yeux sur ses agissements, et son arrestation eût été impossible sans l'intervention d'envoyés spéciaux du tribunal de Leipzig, qui procédèrent à un véritable enlèvement. Ehrhardt se cachait sous un faux nom : il avait transformé sa physionomie en modifiant la coupe de ses cheveux et de sa barbe. Il fut interrogé par un fonctionnaire, qui le remit à deux inspecteurs et le fit partir par le premier train pour Leipzig.

Sa fortune, qui est considérable, a été saisie. Il est inculpé de complot contre la République et de haute-trahison.

Mais il est vraisemblable que l'instruction découvrira de nouveaux chefs d'accusation contre lui, car il avait en mains la plupart des fils qui animaient la machine terroriste dont tant de chefs républicains ont été victimes.

Les « socialistes-nationaux » en Bavière

Dissoute en 1920, il semble que la fameuse brigade Ehrhardt se soit reformée récemment en Bavière : on a signalé de petites troupes d'hommes armés qui se seraient rendus à Wannssee, près Munich

pour y disperser des réunions communistes, et auraient chanté, à la barbe des autorités républicaines, leur chant de guerre : « La croix crochue sur notre casque de fer, les couleurs noir, blanc, rouge : la brigade Ehrhardt, c'est ainsi qu'on nous nomme. »

Leur chef qui vient d'être arrêté, aurait donc été mêlé à l'agitation national-socialiste qui se développe en Bavière et tend déjà à déborder sur les pays limitrophes. Ce fascisme bavarois, stimulé par l'exemple italien, a pris pour chef un certain Hitler, homme de peu de culture, mais actif, énergique et brutal : dans des réunions publiques, il fait appel aux passions nationalistes, et ne craint pas d'intervenir à main armée dans les réunions provoquées par ses adversaires. Il favorise les socialistes munichois : il a même pénétré dans le Wurtemberg pour y attaquer la social-démocratie. Il paraît dans les rues de Munich à la tête de ses légions.

Ses partisans, dit-on, furent déçus, lorsqu'ils constatèrent que sa troupe se composait de neuf cents jeunes garçons ; l'influence du Mussolini bavarois, le succès de ses entreprises, sa pression sur le gouvernement et l'impunité que celui-ci lui accordait, semblaient, en disproportion avec ce médiocre déploiement de forces. La situation de Hitler et de ses associés serait donc due, en grande partie, à un bluff habile et à la faiblesse des autorités, qui tolèrent leurs manifestations.

Cependant leurs attaches sont nombreuses, leurs protecteurs puissants, et c'est par là qu'ils peuvent devenir dangereux pour le régime. Un journal démocrate, la *Correspondance de l'Allemagne du Sud*, a établi qu'ils recevaient des sommes importantes du Dr Kuhlo, président de l'Union des industriels bavarois. D'autre part ils sont affiliés à l'Union des Associations Patriotiques, dirigée par le Dr Bauer,) et qui groupe les anciens membres des milices (*Einwohnerwehren*) dissoutes sur la demande de l'Entente.

Ce cartel a son organe officiel, le *Heimatland*, et comprend des sociétés telles que le Bloc de l'Ordre bavarois, l'Union des soldats nationalistes, l'Union des travailleurs allemands, de nombreuses associations d'étudiants et des groupements antisémites : Cercle des écoles supérieures allemandes, Société Thule, Amis de l'Edda, etc. La plupart de ces organisations ont des sections locales dans toute la Bavière, et leur réseau constitue dès à présent les cadres d'un fascisme qui, n'était la crainte de Berlin, suivrait sans tarder l'exemple de celui de Rome.

Le procès Harden.

Quelques jours après l'assassinat de Rathenau, le célèbre publiciste Maximilien Harden avait été attaqué et grièvement blessé : ses agres-

seurs viennent de comparaître, non, comme ceux de Rathenau, devant le tribunal politique de Leipzig, mais devant la cour d'assises de Berlin.

Les jurés ont fait preuve à leur égard d'une indulgence singulière : nul procès n'a mieux établi que celui-là l'existence d'un vaste complot contre certains chefs de la démocratie allemande et contre les israélites de marque. Un véritable centre de meurtres, où siègent des personnages que l'on n'a pas encore dévoilés, désigne les victimes, choisit les assassins, les paye, et met en œuvre tous les moyens matériels nécessaires pour qu'ils réussissent. Au cours de l'instruction, deux des agresseurs de Harden (le troisième n'a pas été arrêté) avaient avoué leur dessein de tuer; de nombreuses preuves avaient confirmé cet aveu. Il leur a suffi de se rétracter devant les jurés, pour que ceux-ci conclussent qu'il n'y avait pas eu tentative d'assassinat, mais seulement coups et violences : en conséquence, les accusés ont été condamnés, l'un à deux ans et onze mois, l'autre à quatre ans et onze mois de prison. Encore les juges ont-ils appliqué le maximum de la peine compatible avec le verdict du jury.

A l'exception des journaux d'extrême droite, qui se sont abstenus de tout commmentaire, toute la presse berlinoise a désapprouvé ce verdict. La *Deutsche Allgemeine Zeitung*, le journal de M. Stinnes, a écrit : « Il ressort de l'exposé des motifs du jugement que les juges ont considéré la décision des jurés comme entachée d'erreur.... Ceux-ci ont surpassé les espoirs mêmes de la défense ».

Au cours du procès, Harden a rappelé que des hommes comme le banquier Warburg étaient partis en Amérique devant les menaces des assassins; l'illustre savant Einstein a entrepris un voyage en Extrême-Orient. Malheureusement des verdicts comme celui de Berlin ne sont point faits pour décourager cette campagne de violences contre des hommes dont les uns font honneur à leur pays, tandis que les autres en représentent tout au moins les éléments les plus raisonnables.

Le mouvement fédéraliste.

Un ensemble de faits s'est produit dernièrement, qui semble indiquer un réveil de l'instinct particulariste en Allemagne. La ville de Cobourg, qui est bavaroise, manifeste des velléités de séparation : elle voudrait être incorporée à la Thuringe. Une pétition qui a circulé à cet effet a réuni 26.000 signatures, alors que 1.400 seulement étaient en faveur du *statuquo*.

La Prusse orientale, séparée du reste de l'Allemagne par le couloir de la Vistule, a vu naître un mouvement autonomiste assez fort pour porter ombrage à Berlin : elle demanderait à se séparer de la Prusse et à former un nouvel Etat dans le cadre du Reich.

Enfin le vieux parti des Guelfes du Hanovre s'agite en vue de la reconstitution de cet Etat, qui comprendrait, outre la province du Hanovre, actuellement prussienne, le Brunswick. Ce parti a réclamé un plébiscite dans les deux cercles de Lüneburg et de Stade, où il compte obtenir la majorité ; si le résultat était conforme à ses vœux, il s'efforcerait de faire voter ensuite les quatre autres districts.

Le gouvernement prussien a repoussé cette proposition, la déclarant non valable pour vice de forme et le parti guelfe se dispose à la présenter à nouveau. Les séparatistes, aussi bien à Hanovre qu'à Konigsberg, doivent s'attendre à une résistance énergique de la part de Berlin. La Prusse est demeurée, malgré la disparition de la monarchie, un Etat puissamment centralisé, capable de réagir avec vigueur contre toute tentative de dissociation. La grande presse et les partis politiques semblent également hostiles au séparatisme : ils font observer que, si l'article 18 de la Constitution de Weimar autorise une retouche de la division du Reich, le moment est particulièrement mal choisi, alors qu'une partie du territoire national est occupée par des armées étrangères, et que des mouvements particularistes se produisent dans les provinces rhénanes.

Sauf dans le Hanovre, où le parti guelfe s'appuie sur une tradition ancienne, les tendances séparatistes qui viennent de se manifester s'expliquent par des motifs d'ordre politique et économique : dans la Prusse orientale, où dominent les partis de droite, ces partis voudraient se rendre maîtres de l'administration. Ils y réussiraient sans peine, si leur province devenait autonome. D'autre part, les agriculteurs supposent qu'ils vendraient leurs produits à meilleur compte ; ils accusent le gouvernement de Berlin de les défavoriser au profit des régions industrielles.

A Cobourg, la situation est analogue : cette ville s'est réunie à la Bavière sous le gouvernement socialiste de Kurt Eisner. La réaction, le fascisme, dont elle doit subir les manœuvres, ne lui causent aucune satisfaction, et elle se retourne vers l'Etat « rouge », la Thuringe, actuellement gouvernée par la social-démocratie. En outre la Bavière aurait promis à Cobourg certains avantages économiques dont la réalisation s'est toujours fait attendre.

Il serait imprudent d'attribuer au séparatisme et au fédéralisme une importance excessive : ils représentent en Allemagne, une tendance très ancienne, que les difficultés de la vie présente et l'âpreté des luttes politiques pourraient ranimer. Mais il faut en suivre avec intérêt le développement : il se heurtera dans tous les cas à des forces contraires, infiniment plus grandes et mieux organisées qu'elles ne l'étaient autrefois.

René LAUET.

EMPIRE BRITANNIQUE

I. — Les élections générales du 15 novembre.

Les élections du 15 novembre ont répondu entièrement à l'attente du parti conservateur : elles constituent à ce titre, un succès éclatant pour le gouvernement Bonar Law. La nouvelle Chambre des Communes se présente ainsi :

Unionistes	344
Travaillistes	138
Libéraux	60
Libéraux nationaux	57
Indépendants	5
Coopérateurs	4
Unionistes indépendants	3
Nationalistes	2
Communiste	1
Sinn Fein	1
	615

Au point de vue géographique, la position du parti conservateur demeure particulièrement forte à Londres, dans le Sud de l'Angleterre, les Midlands et le Lancashire : « Londres, Birmingham, Manchester et Liverpool sont autant de forteresses de la cause conservatrice ». Le parti travailliste a réalisé ses gains principaux en Ecosse, à Sheffield et dans la région minière du Yorkshire, du Lancashire et du Durham, particulièrement éprouvée par le chômage. Il vient en tête dans le Yorkshire, avec 410.844 voix contre 364.942 au parti conservateur et 322.503 au parti libéral. Dans le Lancashire, les conservateurs l'emportent par 769.992 voix contre 631.445 au Travail.

	Conservateurs	Libéraux	Libér.-Nation.	Travailleurs	Indépendants
Boroughs					
Nord	1.132.673	679.300	242.166	956.725	9.622
Londres	570.928	217.888	95.052	333.055	12.027
Aut. « bourgs » anglais	925.627	391.233	177.212	577.319	142.453
Pays de Galles	58.124	31.652	34.282	145.102	42.029
Ecosse	226.557	182.506	155.541	331.401	90.653
Universités	11.954	2.603	»	366	4.266
	2.925.863	1.505.182	704.253	2.343.968	384.050
Comtés					
Nord	693.407	433.361	159.528	640.921	34.860
Sud	1.560.092	657.637	151.190	679.613	76.499
Ecosse	180.123	139.208	91.495	194.447	15.476
Pays de Galles	121.742	94.832	140.745	232.446	47.880
Irlande	30.743	»	»	»	9.861
	2.586.107	1.325.038	542.958	1.747.427	184.576
Total	5.511.970	2.830.220	1.247.211	4.191.395	568.626

Le résultat des élections confirme parfaitement les prévisions de sir George Younger[1] ; il avait annoncé l'élection de 350 conservateurs, l'événement montre la justesse de son attente, et aussi le degré de perfection de l'organisation électorale unioniste.

La majorité dont dispose M. Bonar Law est de 70 à 80 voix. Elle est plus réduite que celle de M. Lloyd George, mais elle est homogène. M. Bonar Law devra faire face à une opposition vigoureuse et violemment hostile, mais il n'y aura pas de divisions dans les rangs de ses partisans.

La grande victoire du parti unioniste devenu libre, grâce à la rupture de la coalition, d'engager une campagne indépendante, est le fait dominant des élections. Le pays a mis fin définitivement à la coalition en donnant au parti unioniste une majorité suffisante sur l'ensemble des partis. Le gouvernement de M. Bonar Law est solidement établi au pouvoir ; il reçoit l'autorité nécessaire pour mener à bien son programme de tranquillité et de stabilité.

Le gouvernement a subi peu de pertes. Sir A. Griffith-Boscawen, ministre de l'hygiène, a été la victime, à Taunton, du mécontentement causé dans une circonscription rurale par l'échec de la politique agricole de la coalition. Le major Hills, secrétaire financier à la Trésorerie, a succombé devant la poussée travailliste à Durham. Une des rares victoires libérales a privé M. W. Watson, lord-avocat, d'un siège à Galloway. Le colonel Leslie Wilson, principal whip, n'a pas pu rétablir l'autorité du parti dans la circonscription de Saint-Georges à Westminster, et le colonel Stanley, sous-secrétaire à l'intérieur, a subi une défaite inattendue à Preston. A ces exceptions près, le gouvernement demeure intact.

Les élections ont dissipé les craintes de ceux qui doutaient que le parti unioniste fût en mesure de vaincre sans le concours de M. Lloyd George et du parti libéral-national. Quelle que soit l'attitude finalement adoptée au Parlement par les nationaux libéraux, le gouvernement n'a pas besoin de leur appui. Une partie des libéraux coalitionnistes ont bénéficié des voix unionistes ; ils sont tenus de soutenir le gouvernement selon les grandes lignes des déclarations de M. Bonar Law ; mais le fait n'entraîne aucune modification pour le gouvernement, qui demeurera exclusivement unioniste, dans sa composition et son programme.

* * *

Les élections du 15 novembre n'ont pas répondu à l'attente des libéraux indépendants. Nulle part, en Angleterre ou en Ecosse, les résul-

[1] Chef de l'organisation électorale conservatrice.

tats n'ont été ce qu'ils avaient compté. Ils ont doublé leur représentation aux Communes (60 élus au lieu de 33), alors qu'ils espéraient la tripler ou la quadrupler. M. Asquith a été élu péniblement à Paisley, bien qu'il fût favorisé par l'absence de candidature unioniste, et sir Donald Maclean est arrivé bon dernier à Peebles. La victoire de sir John Simon à Spen Valley compense à peine cet échec; l'intervention active du vicomte Grey n'a pas réussi à assurer l'élection de M. Runciman à Berwick. Toutefois, les libéraux indépendants siégeront désormais en nombre suffisant aux Communes pour demander l' « ajournement » de l'assemblée lorsqu'ils voudront attirer son attention sur des problèmes d'une importance urgente.

Le parti libéral-national, qui comptait 119 représentants dans l'ancienne Chambre des Communes ne possèdera dans la nouvelle assemblée, que 57 sièges.

Leur collaboration avec M. Lloyd George, a porté malheur aux principaux ministres libéraux de la coalition. M. Churchill a eu à rendre compte devant les électeurs de ses aventures extérieures, M. Montagu de sa politique indienne et sir Hamar Greenwood de sa politique irlandaise.

Sans l'appui des conservateurs dans le Nord, les libéraux nationaux n'auraient pas survécu. M. Lloyd George lui-même, malgré sa brillante personnalité et son activité électorale, n'aurait pas réussi à les sauver. Malgré quelques brillants succès, celui de sir Edward Grigg à Oldham ou de sir William Sutherland en Ecosse, ils ont perdu 80 sièges. Sir Charles Sykes et M. F. Guest ont partagé le sort de M. Churchill et de sir Hamar Greenwood. Désireux de sauver M. Kellaway, M. Lloyd George, fait sans précédent, s'est rendu, à Bedford le jour du vote. On assurait que sa présence aurait des effets magiques : les unionistes ont recueilli 13.460 voix contre 5.714 à M. Kellaway. Le pays veut le retour au système des deux partis : il écrasera tous les groupes attardés.

Libéraux et nationaux-libéraux siégeront au Parlement en nombre approximativement égal; réunis, ils forment un groupe de 120 membres. Mais doit-on les envisager comme un bloc ou comme deux fractions? Les deux partis ont chacun leur organisation et leur caisse distincte; durant les dernières élections, ils sont même venus aux prises dans plusieurs circonscriptions. Mais il n'existe entre eux aucune divergence de principes; seules des questions de personnes les séparent. Le gouvernement actuel dispose d'une majorité assez forte pour n'avoir à faire appel à aucun concours étranger. Il n'y a plus à craindre, comme le redoutait lord Grey, l'existence d'une coalition tacite. On sait désormais la place occupée par chaque parti, les tories au pouvoir, les libéraux et le travail dans l'opposition. Une simple attitude de neutralité, de la part des deux groupes libéraux, ne suffirait pas; il faut qu'ils soient animés d'un désir d'amitié et de coopération. Com-

ment deux partis, d'effectifs égaux, attachés à la défense d'un programme commun, ne s'associeraient-ils pas dans leur tâche quotidienne au Parlement et dans la défense des intérêts nationaux ?

A la suite du résultat des élections du 15 novembre, la presse libérale est unanime à demander l'application de la représentation proportionnelle, qui assurerait une répartition plus équitable des sièges. « Il ne faut plus, écrit M. A. F. Pollard à la *Westminster Gazette*, le 20 novembre 1922, que les membres du Parlement soient élus par une minorité de voix. Nous allons posséder pendant plusieurs années un gouvernement contre lequel s'est prononcée une majorité colossale d'électeurs. D'après les derniers chiffres, les unionistes auraient bénéficié de 5.377.456 suffrages contre 8.662.096 aux autres partis. La minorité de 3.300.000 voix se transforme au Parlement en une majorité de 80 sièges ».

L'application de la représentation proportionnelle aurait donné les résultats suivants :

Unionistes	335
Travaillistes	179
Libéraux	114
Lloyd-Georgiens	67
Autres partis	20
	615

* * *

Le vrai vainqueur des élections, a déclaré sir Hamar Greenwood (battu à Sunderland par un candidat conservateur), c'est le parti travailliste. Rien n'est plus significatif des résultats de la consultation électorale du 15 novembre, que l'effacement du second grand parti historique. Le parti unioniste est solidement installé au pouvoir, mais, fait sans précédent dans les annales parlementaires britanniques, le Travail jouit désormais de toutes les prérogatives réservées à l'opposition. Il a presque doublé sa représentation parlementaire (142 sièges au lieu de 76).

Non seulement les effectifs du groupe se sont accrus, mais sa composition s'est modifiée ; les « intellectuels », écartés en 1918, reprennent une place prépondérante, aux dépens de l'aile trade-unioniste. Le parti travailliste, en raison de son importance numérique, constituera l'opposition officielle. M. Ramsay Macdonald rendra de précieux services à un parti encore peu familiarisé avec la procédure et la pratique parlementaires. M. Philip Snowden lui apportera également le secours d'une expérience consommée. M. Sidney Webb, dont l'influence sur la pensée travailliste et socialiste en Grande-Bretagne s'est fait si puissamment sentir, entre pour la première fois au Parle-

ment. M. George Lansbury, le journaliste le plus connu du parti, reprend une carrière parlementaire interrompue en 1912 par sa démission, lors des discussions relatives au vote des femmes.

Le parti travailliste a aussi attiré à lui nombre d'anciens radicaux, comme M. Arthur Ponsonby, M. C. P. Trevelyan et M. H. B. Lees-Smith. Une autre recrue de valeur est M. Patrick Hastings. Les représentants des trade-unions formeront toujours l'élément le plus nombreux du parti, dans les scrutins parlementaires, mais il appartiendra à des hommes venant d'un autre milieu de décider de l'attitude et de l'orientation du parti. Le parti travailliste semble donc devoir reprendre la physionomie qu'il possédait dans le Parlement de 1910. Mais il ne faut pas perdre de vue la composition de son aile gauche. Elle comprend M. David Kirkwood, socialiste révolutionnaire auquel le gouvernement interdit, par mesure de sécurité, de séjourner dans le bassin de la Clyde durant la guerre, et M. Shinwell, qui professe les mêmes idées politiques. Il y a enfin un communiste, unique élu sur les cinq candidats qui ont sollicité les suffrages des électeurs; il n'appartient pas au parti travailliste, qui ne reconnaît pas l'existence officielle du parti communiste, et occupe une situation isolée. Pour la première fois, les principes destructeurs du communisme ont un représentant aux Communes; il entre dans cette assemblée, à l'heure où disparaît M. Henderson, dont les discours étaient beaucoup plus alarmants que les actes.

En 1918, l'*Independent Labour Party* comptait deux élus sur cinquante candidats; il enregistre aujourd'hui 32 succès sur 55 candidatures. Le nombre des voix recueillies par ses représentants, est de 670.993.

Les succès des travaillistes sont surtout importants dans les régions éprouvées par le chômage et dans les grands centres de constructions maritimes, Glasgow, la Clyde, Newcastle et Gateshead.

La Fédération des mineurs compte parmi ses élus, M. John Potts, Tom Greenall, Murnin, Frank Lee, Hartshorn; l'Union des cheminots, M. J. H. Thomas, Charleton et Tom Lowth, mais elle perd M. James Wilson.

A la première annonce de ses succès, le parti travailliste a publié ce manifeste :

Le parti travailliste a tout lieu d'être satisfait des résultats des élections générales qui se sont livrées en grande partie sur le programme qu'il avait soumis au pays. Ses gains ont été plus importants et ses victoires plus significatives que ceux des autres partis... la grande masse des électeurs s'est séparée définitivement des libéraux et des conservateurs... Les sièges conquis par le Travail sont si largement répartis dans le pays, qu'on ne peut plus dire que sa force dépend uniquement des régions industrielles, où l'influence des trade-unions se fait particulièrement sentir. Le Travail a réalisé des gains à la fois au détriment des libéraux et des conservateurs il n'a perdu de terrain que dans les circonscriptions qu'il avait conquises au cours des élections partielles, et son échec s'explique par

des considérations d'ordre local. Le grand nombre de voix recueillies par le Travail dans toutes les circonscriptions atteste l'intérêt croissant qu'éveillent dans le pays les problèmes du chômage, de l'habitation et des charges fiscales. Il est significatif que le parti travailliste a réalisé des progrès considérables dans les circonscriptions du Pays de Galles et d'Ecosse, qui passaient pour être l'apanage du parti libéral... Le parti travailliste est l'héritier des anciennes traditions radicales. Dans le passé, les radicaux assuraient les succès électoraux du parti libéral, mais c'est aux whigs que revenait le pouvoir. Aujourd'hui, tous les éléments avancés, y compris les membres des églises libres, se rallient au parti travailliste. Dans le Lancashire et les Midlands la classe ouvrière se détache du parti conservateur, auquel elle fut longtemps fidèle. Les femmes notamment se font remarquer par l'ardeur avec laquelle elles défendent la cause travailliste. Une grande partie des succès travaillistes est due indubitablement aux suffrages féminins. Dans la nouvelle Chambre des Communes le parti travailliste occupera la seconde place; il a bon espoir de triompher aux élections suivantes sur les conservateurs. L'avènement du Travail au pouvoir se prépare.

[Le manifeste fait allusion aux] progrès du parti travailliste dans le pays de Galles et en Ecosse. En Ecosse, les voix travaillistes ont passé de 320.000 en 1918 à 520.000; le nombre des élus, de 7 à 29, soit un gain de 22 sièges, réalisé principalement dans le bassin de la Clyde. Le Travail devance désormais tous les autres partis en Ecosse; la victoire de Tom Johnson et de Mac Neil Weir dans le Stirlingshire est particulièrement méritoire. Dans deux cas les candidats étaient prêts à renoncer à la lutte, parce qu'ils manquaient complètement de ressources pécuniaires... On prévoit la formation aux Communes d'un groupe travailliste écossais distinct, partisan de l'établissement du *Home Rule* en Ecosse.

Le succès remporté par les candidats de l'*Independent Labour Party* a eu, pour le groupe travailliste parlementaire, une première répercussion : il a déterminé le choix d'un nouveau leader, M. Ramsay Macdonald, élu par 61 voix contre 56 à M. Clynes, leader du parti dans le Parlement précédent. Cette élection est un événement significatif. Elle montre que le parti travailliste veut se développer par les moyens légaux et non par cette tendance à recourir aux moyens anti-constitutionnels, qui constituait depuis quatre ans un réel danger.

Voici le tableau des progrès réalisés par le groupe travailliste depuis 1892, :

Elections	Nomb. de sièges	Elections	Nomb. de sièges
1892	15	1910	40
1895	12	1910	42
1900	11	1918	62
1906	52	1922	138

II. — La première session parlementaire.

Le 23 novembre M. Bonar Law traçait au Parlement son programme. Trois semaines plus tard, la session parlementaire était close, et ce programme réalisé. Le nouveau Parlement s'est consacré à la question d'Irlande, au chômage, au problème des dettes et des indemnités.

Le règlement du problème irlandais emprunte un caractère pleinement national au fait que sa ratification définitive est l'œuvre d'un

gouvernement purement conservateur. La tâche de la Grande-Bretagne, dans l'œuvre de pacification est terminée; celle de l'Irlande commence. Au point de vue du chômage, le gouvernement a reçu les pouvoirs nécessaires pour développer et étendre durant les mois d'hiver l'application des expédients déjà adoptés par ses prédécesseurs. Il présentera, au cours d'une session prochaine, un programme plus complet. Mais le plus grand espoir pour les chômeurs réside dans les résultats encourageants que la politique étrangère du nouveau gouvernement a déjà eus à Londres et à Lausanne. Ils justifient amplement la confiance accordée par le pays au parti unioniste. Les ministres ont fait face avec succès à une opposition redoutable : l'intervention des membres travaillistes a donné un caractère tumultueux aux derniers débats de la session, consacrés au problème du chômage. C'est en vain que le groupe de Glasgow cherche à s'inspirer de l'exemple de Parnell. L'ancien parti irlandais connaissait tous les devoirs de l'opposition, et cherchait à s'ériger en arbitre de l'assemblée. L'attitude provocante des députés écossais ruinerait les chances du parti en Angleterre. Faisant allusion aux incidents violents qui marquèrent les débats, le chef du parti travailliste a assuré qu'ils ne se renouvelleraient pas.

III. — La mise en vigueur de la Constitution irlandaise.

Le bill de la Constitution de l'Etat libre a été adopté sans amendements par la Chambre des Communes en trois jours, et il a suffi d'une seule séance à la Chambre des Lords pour voter le bill en seconde lecture. La majorité des membres de la Haute Assemblée a manifesté peu d'enthousiasme pour cette mesure législative. Pour beaucoup d'entre eux, comme l'a rappelé le duc de Devonshire, l'opposition au Home Rule irlandais constituait « presque un devoir héréditaire ». Malgré tout, la Chambre des Lords, prise dans son ensemble, désire le succès de la grande expérience tentée et n'abandonne pas tout espoir de voir ce désir réalisé. Les lords, mieux encore peut-être que les Communes, connaissent l'étendue des ravages que la guerre civile a faits en Irlande, et la tâche écrasante à laquelle doit faire face le gouvernement de l'Etat libre. A ce titre, l'adhésion qu'ils accordent au bill constitue un message d'encouragement. La Chambre des Lords croit que la Grande-Bretagne peut courir le risque de remettre les destinées de l'Irlande entre les mains irlandaises.

Le duc de Devonshire a fait une remarque profondément juste, en déclarant que l'avenir de la Constitution de l'Etat libre dépendait moins du talent apporté à sa rédaction que de la bonne volonté des Irlandais. Si le gouvernement et les habitants de l'Irlande du Sud

décident de faire honneur à l'esprit du traité, les défauts et les ambiguïtés de la Constitution disparaîtront d'eux-mêmes. S'ils s'en écartent au contraire, la fidélité la plus stricte au texte de la Constitution ne sauverait pas l'Etat libre du déshonneur et de la honte.

La minorité de l'Irlande du Sud sait bien que sur les points les plus importants le texte de la Constitution ne donne aucune sécurité à ses intérêts. Elle fonde son espoir non pas sur des mots, mais sur la capacité politique et la bonne volonté de la majorité de ses compatriotes. Elle constate que ses représentants au Parlement provisoire ont acquis une influence sérieuse et sont appréciés comme des collègues loyaux et sûrs. Elle rend hommage aux efforts énergiques du gouvernement provisoire pour faire respecter l'autorité de la loi et envisage d'avance l'époque à laquelle les distinctions de classe et de croyance auront perdu toute signification politique dans l'Irlande nouvelle.

La constitution du Sénat donnera à M. Cosgrave et à ses collègues l'occasion de montrer dans quel esprit ils entreprennent leur tâche. Sur soixante membres, trente seront nommés par le président du Conseil, qui doit assurer « la représentation des groupes et des partis insuffisamment représentés au Dail ». Plusieurs noms ont déjà été mentionnés, mais il paraît certain que M. Cosgrave tiendra compte des exigences de la situation transitoire actuelle. Les trente autres sénateurs seront élus par le Dail sur la base de la représentation proportionnelle.

Accompagné des vœux de l'écrasante majorité du peuple britannique, l'Etat libre d'Irlande commence son existence officielle. Le nouveau Dominion a subi déjà des épreuves terribles; à la terreur des Black and Tans a succédé celle des insurgés fanatiques. La loi martiale est toujours en vigueur; la vie des dirigeants de l'Etat est exposée à de constantes menaces. Malgré la gravité des désordres actuels, le président Cosgrave avait pourtant raison de dire récemment que le peuple irlandais approchait de la fin de ses malheurs. L'exécution d'Erskine Childers a marqué sans doute un tournant décisif de la crise. Loin de susciter une violente réaction républicaine, cet événement semble avoir persuadé une opinion publique démoralisée de l'autorité du gouvernement et de sa volonté de vaincre. Si le gouvernement du Sud peut vaincre également les défiances des hommes politiques de l'Ulster et favoriser la reprise du commerce, le rêve d'une Irlande unie et libre se réalisera peut-être plus tôt que ne l'avaient espéré les amis les plus optimistes de ce pays.

Le 5 décembre le roi a approuvé la nomination de M. Timothy Michael Healy comme gouverneur général de l'Etat libre. M. Healy a appartenu pendant trente-huit ans à la Chambre des Communes; il fut secrétaire de Parnell, mais rompit plus tard avec lui. Il prit

une part décisive dans le mouvement de la *Land League*. Dès 1918, il a décidé de la ruine du parti nationaliste, en affirmant ouvertement ses sympathies pour le Sinn Fein, mais il n'a jamais adhéré aux idées républicaines. Après la signature du traité, il devint conseiller de Michael Collins, et il est apparenté au ministre de l'intérieur, M. Higgins. Il jouit d'une extrême popularité auprès du clergé irlandais; sa nomination sera bien accueillie aussi par les unionistes de l'Ulster.

IV. — Les élections en Nouvelle-Zélande et en Australie..

Les élections néo-zélandaises mettaient en présence le parti réformiste, dirigé par M. Massey, premier ministre, les libéraux et les travaillistes. Avant la dissolution, M. W. F. Massey possédait une forte majorité, mais l'homogénéité de son parti laissait à désirer; les mesures énergiques auxquelles le premier ministre a eu recours, dans le domaine financier, lui ont fait perdre un certain nombre de partisans. Son gouvernement possède à son actif la révision du tarif douanier (y compris l'établissement d'un régime de réciprocité avec l'Australie), la réduction des impôts directs, et l'assistance prêtée aux exportateurs de viande frigorifiée; il a développé les communications routières et ferroviaires, et l'utilisation de l'énergie hydro-électrique.

Les libéraux ont critiqué surtout la gestion financière du parti réformiste. Le parti travailliste a pour chef M. H. E. Holland. Son programme est arrêté par la conférence annuelle du parti. Il préconise la socialisation de tous les moyens de production, de répartition et d'échange, ainsi que la création d'une banque et d'une ligne de navigation d'Etat; il se propose d'interdire les transactions privées sur la terre et de développer la gratuité de l'instruction publique. Les ressources nécessaires à l'accomplissement de ces réformes seraient procurées par la banque d'Etat, qui recevrait le monopole d'émission du papier-monnaie; d'autre part, les charges fiscales auxquelles sont astreints les revenus les plus considérables et la grande propriété rurale seraient fortement relevées.

Les élections du 12 décembre ont réduit sensiblement la majorité de M. Massey, au profit des deux partis d'opposition.

Ancienne Chambre.		*Nouvelle Chambre.*	
Parti réformiste	49	Parti réformiste	38
Libéraux	15	Libéraux	25
Travail	9	Travail	17
Libéraux indépendants	6		
Réformistes indép.	1		
	80		80

M. Massey ne possède donc plus de majorité à la Chambre. Ses adversaires politiques eux-mêmes ne pourront manquer de rendre hommage au dévouement avec lequel il a servi le Dominion et l'Empire au cours des années critiques qui ont marqué son ministère. Une coalition libérale-travailliste serait tout à fait anormale. Les divergences entre réformistes et libéraux sont dues à des considérations personnelles plutôt qu'à des causes politiques, et il se peut que quelques libéraux se rallient à M. Massey, afin d'éviter de nouvelles élections. Le parti travailliste, en Nouvelle-Zélande comme en Australie, possède une organisation excellente au Parlement et dans le pays. On croyait généralement que les grèves néfastes organisées récemment dans les ports nuiraient à la cause du Travail, mais cette prévision ne s'est pas réalisée.

Les électeurs néo-zélandais étaient appelés en même temps à se prononcer par un nouveau referendum sur la question de la prohibition. Le premier referendum organisé en décembre 1919 avait donné le résultat suivant :

Statu quo	241.251
Rachat par l'Etat du commerce des spiritueux	32.261
Prohibition	270.250

Une majorité de 3.262 voix s'était donc affirmée contre la prohibition. Depuis décembre 1919, les partisans de la prohibition n'ont pas cessé leur activité; leur campagne a été approuvée à Auckland par le synode général de l'église anglicane, qui avait observé jusque là une stricte neutralité. Les adversaires de cette thèse objectent que les droits de douane et d'accise sur les boissons et les spiritueux constituent pour l'Etat une source importante de revenus. En décembre 1922, la prohibition a été repoussée à une majorité de 16.138 voix. La cause de la prohibition n'a pas gagné d'ailleurs à l'arrivée dans le pays d'une mission américaine enthousiaste présidée par M. « Pussyfoot » Johnson en personne. La population néo-zélandaise a regardé d'un très mauvais œil cette tentative d'immixtion de propagandistes étrangers dans la solution d'un problème purement intérieur.

* * *

Les élections australiennes ont porté un coup à M. W. M. Hughes. Le premier ministre actuel a appartenu comme ministre au parti travailliste, mais il est depuis 1916 le chef autocratique d'une coalition qui a réuni les dissidents du Travail et le parti libéral (résultant lui-même d'une coalition entre les anciens libéraux et le parti conservateur). M. Hughes ne se heurte pas seulement à l'opposition du Travail,

mais aussi du *Country party*, fondé en 1920, qui a surtout un caractère agricole et, bien que combattant le gouvernement, repousse toute entente avec le Travail. L'ancien parti libéral, dirigé par M. Watt, tend aussi à se reconstituer; mais beaucoup de libéraux sont alliés au *Country party*, dont le chef est M. Earle Page. La coalition de M. Hughes se désagrège peu à peu. De son côté le parti travailliste n'a pas réussi à reconquérir la suprématie qu'il possédait il y a dix ans; à cette époque, il disposait de l'appui de tous les travailleurs manuels et était le seul interprète de la pensée démocratique; mais il n'a pas rétabli son unité brisée en 1916.

Le problème de la décentralisation est fréquemment abordé dans les programmes électoraux. Actuellement le Commonwealth australien comprend six Etats souverains, qui ont délégué une partie de leurs pouvoirs au Parlement fédéral. Cet état de choses a contribué dans certains cas à entraver le développement de l'Australie. Le parti travailliste préconise l'abolition des Etats actuels et la division de l'Australie en cinquante provinces, qui posséderaient des attributions analogues à celles des *County Councils* en Angleterre. Le *Country party* demande seulement que le nombre des Etats actuels soit augmenté, en raison de l'importance que présentent les capitales des Etats pour le développement général du pays. Mais cette réforme ne pourrait être effectuée que par un amendement à la Constitution, résultant d'un referendum populaire.

Le résultat définitif des élections australiennes n'était pas encore connu en Angleterre le 21 décembre 1922. Mais les premières informations reçues de Sydney montrent que l'existence du cabinet Hughes est sérieusement menacée; le parti nationaliste a perdu la majorité d'une voix dont il disposait dans l'assemblée précédente.

Ancienne Chambre.		*Résultats provisoires des élections.*	
Parti nationaliste	38	Parti nationaliste	28
Travail	24	Travail	30
Country party	13	Country party et libéraux ..	17
	75		75

Le parti travailliste a réalisé ses gains principaux dans les Etats de Victoria et de la Nouvelle-Galles du Sud.

Les résultats encore incomplets des élections montrent que le parti nationaliste formé en 1916 par les libéraux et les travaillistes qui avaient suivi M. Hughes dans la question de la conscription a perdu la petite majorité dont il disposait dans l'ancienne Chambre. M. Hughes fait partie du nouveau Parlement, mais il n'est nullement certain qu'il demeure à la tête du gouvernement. Il a toujours accaparé la scène

politique, et jamais on ne l'a mieux vu que dans les élections récentes. La campagne politique a été alimentée avant tout par des considérations personnelles. Il faut que Hughes s'en aille, telle a été la devise adoptée par les Travaillistes, le *Country party* et beaucoup de libéraux qui comptaient parmi ses partisans les plus fidèles. Il est impossible d'oublier les magnifiques services rendus par M. Hughes à l'Australie et à l'Empire en temps de guerre. Il a su s'élever au-dessus du chaos des luttes de parti et guider ses compatriotes vers la victoire. L'Australie a reconnu en lui un chef. Mais il a été gâté par les pouvoirs qui lui avaient été conférés à l'heure du danger; l'autocrate du temps de guerre est devenu le bureaucrate du temps de paix. Il a manifesté de plus en plus d'indifférence vis-à-vis d'une assemblée auprès de laquelle il se rendait rarement; il a empiété sur les pouvoirs du Parlement et les attributions de ses collègues. Dans ses rapports avec l'opposition et même avec ses partisans, il était tenté à voir dans toute critique de ses actes, même légitime, une trahison envers la nation et l'Empire.

Sans doute une coalition, dans laquelle se grouperont les libéraux indépendants, le *Country party* et les nationalistes, se formera en face du Travail; elle pourrait avoir comme chef M. Watt, du parti libéral, ou le Dr Earle Page, du *Country party*.

Les élections générales en Australie et en Nouvelle-Zélande aboutissent donc à un état de choses analogues à celui qu'a créé en Angleterre la chute du ministère Lloyd George. Les chefs du gouvernement qui ont exercé le pouvoir pendant la guerre, organisé l'effort national et participé à la rédaction des traités, ont perdu leur majorité parlementaire. Mais la question de leur remplacement est infiniment plus embarrassante qu'en Angleterre. M. Hughes et M. Massey ont été réélus aux dernières élections, mais ils disposent d'un trop petit nombre de partisans personnels pour former un gouvernement solide.

* * *

ESPAGNE

Dans un discours prononcé à Madrid au début de novembre, le comte de Romanones avouait que, depuis 1917, tous les ministères en Espagne avaient été renversés par les Juntes militaires. Quelques jours plus tard M. Sanchez de Toca, alors président du Sénat, l'un des hommes d'Etat les plus instruits et les plus sérieux de ce pays, me confirmait ces courageuses déclarations. M'avouant, ce que le grand public ignorait, que son cabinet fut obligé de démissionner sous la menace de ces Juntes, il ajoutait : « Pour moi, je suis d'avis qu'aucun homme politique ne devrait à l'avenir accepter le pouvoir que sous la condition de dissoudre les Juntes ».

* * *

Quand Ferdinand VII, n'ayant pas d'enfant mâle, eut décidé, par acte royal, de transmettre son autorité, non à l'aîné de ses frères, comme l'eût exigé la loi salique introduite en Espagne par le Bourbon Philippe V, mais à sa fille Isabelle, son initiative eût échoué si l'armée ne s'était rangée aussitôt à ses côtés et n'eût soutenu Christine, sa femme, désignée comme régente durant la minorité d'Isabelle. Dès lors, l'armée se mettra toujours du côté des *Cristinos* et des libéraux pour combattre les carlistes et les absolutistes ou les autres ennemis de la monarchie cristinienne. En 1874, la République qui avait remplacé l'éphémère Amédée de Savoie et se perdait dans l'anarchie fut renversée par le *pronunciamento* du général Martinez Campos, qui ouvrit le chemin du trône au fils d'Isabelle, Alphonse XII, père du monarque actuel.

Ces deux faits suffisent à expliquer le rôle politique de l'armée espagnole et à faire comprendre sa place dans la monarchie alphonsienne. De tous les corps sociaux, c'est elle qui a été depuis la Restauration e plus comblée de faveurs. Les grades ont été multipliés au point que l'armée compte presque autant d'officiers supérieurs que d'officiers subalternes. Pourtant ces prévenances ne pouvaient satisfaire toutes les ambitions. Les plus habiles arrivaient à obtenir les garnisons et les situations privilégiées; mais les autres se morfondaient dans les garnisons éloignées de Madrid. On avançait à tort et à travers, sans autre garantie de justice que le caprice des grands politiciens et de ceux qui, à la cour, pouvaient le plus aisément obtenir des grâces.

Dans une armée où l'esprit politique n'était pas éteint et qui avait rendu au gouvernement régnant de signalés services, ces procédés devaient faire des mécontents. Ceux-ci ne manquèrent pas. Des juntes ou comités se fondèrent dans un grand nombre de garnisons. Les politiciens commencèrent à s'interroger et à trembler. On aurait pu «boucler» ces comités et leur imposer la subordination à l'autorité civile. Mais ils étaient trop nombreux, et les dissoudre d'un coup eût été soulever l'armée contre la monarchie. Le roi pouvait difficilement accepter ou proposer cette dissolution. Son trône eût été en jeu et, dans cette Espagne où s'agitent tant d'élément anarchistes, les militaires de la *guardia civil*[1] et de l'armée étaient sa seule protection efficace. Grande était la perplexité des politiciens.

Il y a cinq ans, M. Lacierva, dont on connaissait et l'énergie et les sympathies militaristes, fut nommé ministre de la guerre pour résoudre la difficulté. Il crut avoir trouvé le biais en baptisant juntes techniques les juntes de défense. C'était nommer économique ce qui était politi-

1. Gendarmerie.

que, mais le fond restait le même. Ce jour-là, M. Sanchez de Toca déclara que M. Lacierva avait fait rétrograder l'Espagne de quarante ans vers les plus beaux jours des *pronunciamentos*.

Il ne se trompait pas. Le baptême impromptu imaginé par M. Lacierva ne changea rien à la situation. Les juntes de défense se multiplièrent. Elles défirent à leur gré les ministères, se gouvernèrent comme elles l'entendirent à la barbe des autorités civiles. M. Lacierva lui-même en fut victime. Il avait, un peu tard, reconnu son erreur. Lors de son dernier ministère, il avait exigé la dissolution des juntes. Une junte de Madrid lui fit savoir que, s'il ne démissionnait pas, un officier très vigoureux irait, avec quelques compagnons, le saisir dans sa chambre et le précipiter par la fenêtre. Sans attendre cette visite, M. Lacierva s'inclina.

En avril dernier on publiait l'invraisemblable résolution secrète de la junte d'infanterie, qui montre tout le mécanisme d'un Etat militaire dans l'Etat politique, qu'elle affectait d'ignorer.

On sait moins, mais chacun chuchote en Espagne, que le désastre du Maroc fut en grande partie, le fait de l'esprit des juntes militaires qui permit à un général de déclencher une attaque sans avoir consulté les autorités civiles et sans posséder les éléments nécessaires pour pousser l'attaque à fond.

Le mal était profond. Les ministres l'un après l'autre se sentaient impuissants. Même M. Maura n'avait osé prendre les mesures attendues. En janvier 1922, il démissionnait en écrivant à Alphonse XIII : « Gouvernent ceux qui empêchent de gouverner ! » Seul le roi, qui se pique d'être avant tout militaire, qui n'est jamais aussi content que lorsqu'il peut revêtir l'uniforme de général, qui a comblé l'armée de faveurs et qu'on accusait, à tort ou à raison, de soutenir les juntes, seul le roi pouvait les réduire.

En juin dernier, sous le ministère Sanchez Guerra, lors d'un voyage à Barcelone, où les juntes sont très puissantes, le roi parla de l'armée allemande pour amener à récipiscence l'armée espagnole. « L'armée espagnole, dit-il, par suite de son important apport à la construction de l'histoire, a une ressemblance avec l'armée allemande bien que celle-ci ait été battue. Il vous paraîtra étonnant que je conseille aux chefs de notre armée de rechercher dans une armée battue la doctrine de l'amour de la patrie, car généralement on recommande l'émulation et l'admiration de l'armée victorieuse ». Et il montrait que l'unité allemande était l'œuvre de l'armée prussienne.

Parlant de l'intervention des militaires dans les affaires politiques, il déclara : « Cela ne peut continuer. La discipline doit régner dans l'armée. Lorsqu'elle n'est pas suivie par tous, l'armée, qui représente la patrie, devient une sorte de garde prétorienne ». Il affirma qu'elle était ébranlée par certains mouvements à la fois particuliers et collectifs

« dont les intentions étaient bonnes, mais dont l'action pernicieuse ne saurait être tolérée plus longtemps ».

Ce discours devait être, d'après la presse espagnole, le coup mortel donné aux juntes militaires. Il n'en fut rien. Mais il excita l'opinion contre elles et donna du courage à ceux qui dans l'armée et ailleurs s'imaginaient qu'un des grands obstacles à leur disparition était le roi lui-même.

A Madrid, au début de novembre, un autre fait permit au gouvernement Sanchez Guerra de prendre contre elles une mesure qui, si elle n'est pas absolument efficace encore, préparera le coup décisif.

Le colonel Millan Astray, commandant la Légion étrangère, dans une lettre publiée et approuvée par tous les journaux, avait envoyé au ministre de la guerre sa démission, déclarant que lui et beaucoup de ses compagnons d'armes refusaient de se soumettre aux injonctions secrètes illégales des juntes. Celles-ci n'avaient-elles pas prétendu imposer l'avancement en tenant compte seulement de l'âge et non des mérites et des actes de courage? Pour cette raison, et quelques autres, la majorité des militaires, surtout des militaires combattant au Maroc les abhorraient.

La lettre de Millan Astray reçut l'accueil le plus sympathique de l'opinion publique. Les étudiants en masse manifestèrent au cri de « A bas les juntes », demandant au ministère d'agir énergiquement. On vit à cette occasion que la situation en Espagne n'avait rien de comparable avec la situation en Italie. L'opinion civile n'y tolérerait pas l'immixtion de l'armée dans la politique.

M. Sanchez Guerra comprit que l'heure était propice pour en finir avec le gouvernement occulte devenu si antipathique à la nation. Le 14 novembre, il lisait devant les Cortès le décret autorisant le ministère à présenter un projet de loi dissolvant les juntes militaires. Le décret ajoutait que les juntes seraient dissoutes par le fait même de sa lecture. Il établissait enfin que, pour l'avancement, le mérite et les actes de courage donneraient sur l'âge un avantage de 20 pour cent. Cet acte d'énergie fut salué par les Cortès et par la presse d'une acclamation unanime. Malheureusement le ministère Sanchez Guerra tomba quelques jours après, et il faut attendre pour savoir si les libéraux, qui ont été dans l'opposition les plus violents contre les juntes, sauront être conséquents dans leur attitude.

* * *

Une fois de plus, le ministère tombait sans aucun vote des Chambres. C'est toujours la même fiction de parlementarisme qui explique la profonde indifférence, sinon le dédain, de tant d'Espagnols pour la politique.

Les troupes avaient au Maroc, il y a deux ans, essuyé un complet désastre. La presse ne fut autorisée à renseigner à cet égard le public que dans une très faible mesure, ce qui eut pour résultat d'en exagérer encore l'importance aux yeux de l'opinion, qui, dès lors, réclama qu'on établit ici les responsabilités.

Pour satisfaire à ces réclamations de l'opinion, le gouvernement de M. Sanchez Guerra avait chargé le général Picasso d'ouvrir une enquête. Celui-ci s'acquitta de son rôle avec conscience et impartialité. Il ressortait de son rapport que les généraux et les officiers supérieurs, bien plus que les soldats, avaient été inférieurs à leur tâche. Tout manquait à l'armée du Maroc en vivres et en armes. Aucune précaution élémentaire n'avait été prise pour s'opposer à une offensive possible des Maures.

La conclusion de ce rapport était naturellement que les officiers supérieurs et même quelques-uns de leurs subordonnés devaient passer en conseil de guerre pour que fût établi leur degré de culpabilité dans le désastre et qu'ils subissent, au besoin, le châtiment mérité.

Mais les officiers visés n'admirent pas qu'on fît d'eux seuls les boucs émissaires de la vindicte publique. Ils observèrent qu'il y avait à Madrid des ministres civils dont ils dépendaient et dont ils exécutaient les ordres. On livra même au public des lettres des généraux morts au Maroc, d'où il semblait ressortir que le gouvernement central était pour une politique opposée à celle des généraux et qui devait amener les tristes conséquences que l'on sait. Les mécontents se rapprochèrent des ennemis politiques des personnages au pouvoir à l'époque du désastre. Les députés anti-dynastiques, enchantés de l'aubaine, demandèrent que les responsabilités des civils et des militaires fussent établies solidairement et que les ministres en fonction lors de la défaite d'Auval fussent mis en accusation aussi bien que les généraux.

Sur ces entrefaites, on connut à Madrid le jugement sévère, sinon cruel, prononcé contre les ministres grecs qui avaient été au pouvoir pendant la catastrophe d'Asie mineure. Ce jugement devait inciter plus encore à réclamer la punition des coupables. Pour jeter du lest, M. Sanchez Guerra se débarrassa des quatre ministres qui avaient été en fonctions au moment du désastre marocain. M. Maura proposa que, pour se conformer à la règle constitutionnelle, les accusés fussent jugés par le Sénat. L'opposition n'y vit qu'un moyen de sauver les coupables, le Sénat étant en forte majorité, sinon unanimement, favorable au parti conservateur qu'on voulait atteindre.

Le gouvernement se trouvait dans un embarras extrême. Cet embarras s'accrut de la démission, en pleine séance des Cortès, du président de cette assemblée, le comte Bugallal, qui, ministre lors du désastre, ne voulut pas paraître fuir les responsabilités.

Il ne restait aucune issue au ministère Sanchez Guerra : il démissionna.

Le roi fit appel aux libéraux et aux éléments réformistes, qui ont pris dans le nouveau cabinet deux des principaux portefeuilles : celui des finances et celui du travail. Le ministère est nettement un ministère de concentration à gauche.

Le président du conseil et le comte de Romanones y représentent, avec leurs amis, les libéraux classiques. En matière religieuse, ils sont croyants, en politique, « monarchistes; en matière sociale, rien ne les distingue des conservateurs, sinon peut-être plus de conservatisme. Leur force dans la nation s'appuie surtout sur les organisations « caciquiles », sorte d'oligarchie politique odieuse à tous ceux qui ne peuvent pas en profiter, c'est-à-dire au plus grand nombre.

Les réformistes, au point de vue religieux, sont plutôt sectaires et demandent des transformations qui seraient très mal vues des catholiques: la plupart d'entr'eux penchent plus pour la république que pour la monarchie. Au point de vue social, ils se rapprochent des socialistes. Sans avoir de base populaire, ils disposent de forces notables et effectives dans le monde intellectuel, les Académies et la presse.

Entre ces tendances représentées dans le nouveau ministère se trouve celle de M. Alba, avec ses libéraux... intermédiaires; elle oscillera entre les deux précédents et, quoique moins nombreuse, pourra bien y avoir la prépondérance morale.

« Il n'est pas douteux, écrit un journal de droite de Madrid, que la situation actuelle peut offrir de sérieux dangers. Nous oserions dire que, pour la première fois depuis la Restauration, on incorpore au gouvernement en Espagne un élément révolutionnaire dont l'action future est une terrible inconnue. Cependant nous croyons que le nouveau cabinet n'est pas disposé à entreprendre une politique radicale dans l'ordre social et religieux, nous espérons plutôt le contraire. »

La première question était de savoir comment le ministère aborderait la question des responsabilités dans le désastre du Maroc, qui avait amené la chute de M. Sanchez Guerra. Il pouvait l'aborder avec les Cortès actuels, à condition que les conservateurs voulussent bien collaborer avec lui. Ils s'y sont énergiquement refusés, et, comme ils sont la forte majorité aux Cortès, il faut trouver des Cortès plus disposés à marcher dans la voie libérale. On a donc décidé d'ajourner les Chambres et de faire de nouvelles élections dans les trois mois. Ce seront les quatrièmes en six ans.

D'ici là, l'opinion publique aura le temps de se refroidir sur la question des responsabilités et l'on pourra plus facilement trouver une solution estompée, à moins cependant que les élections ne se fassent sur ce point précis : mais les mœurs électorales du pays le rendent peu probable.

En attendant, les « concentrés » casent leurs créatures dans les gouvernements de province, dans les mairies de *real orden* (où les maires sont nommés par décrets royaux), dans les ministères. Jadis les changements de cabinet affectaient jusqu'aux portiers.

Un petit incident récent a déjà faillit amener des complications et des démissions ministérielles. Le roi avait cru pouvoir envoyer ses compliments, le jour de sa fête, au général Berenguer, ancien commandant des forces espagnoles au Maroc, qui est l'un des généraux les plus atteints par le rapport Picasso sur les responsabilités. Grand émoi ! On parla d'un discours que le fameux Unamuno se proposait de faire à l'Athénée contre ce geste du roi, comme celui qu'il y fit l'année passée et qui lui valut pas mal d'années de prison, qui lui furent d'ailleurs épargnées par le souverain.

Mais le plus grave fut l'attitude d'un des ministres réformistes, M. Pedegal, qui exigeait une explication claire des compliments offerts au général Berenguer par Alphonse XIII. Il fallut pour l'apaiser et apaiser ses amis, que le président du conseil exposât dans une note qu'il ne s'agissait que d'une simple politesse de monarque, conforme à l'usage suivi à l'égard des anciens ministres et des hauts dignitaires.

* * *

Le nouveau ministère aura à s'occuper du Maroc non seulement au point de vue des responsabilités du désastre, mais à celui des répercussions de la campagne qui dure encore sur le budget de l'Etat, et des relations avec la France.

La campagne d'Afrique a coûté à l'Espagne des sommes énormes qui se sont élevées à trois, quatre et même sept millions par jour. Pour 1921-22, le budget total se chiffre à la somme de 3.600 millions de pesetas, pour 1922-23 à la somme de trois milliards. Les recettes devant atteindre 2.600 millions, il resterait un déficit de plus d'un milliard.

Les Espagnols, d'autre part, estiment que leur nation a plus qu'aucune autre des intérêts et des droits au Maroc. Ils soutiennent que leurs hommes politiques les plus illustres ont toujours pensé ainsi, depuis Cisneros, le fameux ministre d'Isabelle la Catholique, jusqu'à Canovas. Ils considèrent le Maroc comme un prolongement de l'Espagne.

Leurs souverains firent plusieurs expéditions sur les côtes barbaresques ; en 1503, ils prirent Oran et Tlemcen, et, au cours du XVI^e^ siècle, ils s'emparèrent sur la côte septentrionale d'un certain nombre de villages ou *presidios* parmi lesquels Ceuta et Melilla, où sont envoyés depuis longtemps les condamnés aux travaux forcés.

Par le traité de Versailles, les Allemands ont perdu tous les avanta-

ges économiques que les accords de 1911 et de 1912 leur assuraient trop libéralement. En France, de beaucoup de côtés, on demande la révision du statut actuel du Maroc, afin d'assurer plus d'unité et de rapidité dans les procédés de la pacification. Un emprunt et certains avantages faciliteraient à l'Espagne l'accomplissement de ses obligations; mais c'est surtout sur Tanger que portent les difficultés entre les deux puissances marocaines.

En 1860, le dictateur O'Donnell entreprit sur cette côte une expédition qui lui permit de pénétrer à Tétouan et d'agrandir un peu le hinterland de Ceuta. La conquête de l'Algérie et l'occupation de la province d'Oran mirent la France en contact direct avec les tribus marocaines et avec la zone espagnole. En 1904 l'Angleterre abandonna à la France toutes ses prétentions sur le Maroc, à charge de respecter les droits de l'Espagne sur le Rif et de laisser à Tanger son caractère international. En 1911, contre les concessions faites par la France au Congo, l'Allemagne reconnut le protectorat français sur tout le Maroc et moyennant certains avantages économiques nous laissa nous arranger avec l'Espagne.

Le traité franco-espagnol de 1912 attribua à l'Espagne deux zones d'influence : l'une, au nord, comprend les massifs du littoral de la Méditerranée et le littoral septentrional de l'Atlantique; l'autre, au sud, prolonge la colonie espagnole du Rio di Oro jusqu'à l'Oued Dran, avec l'enclave d'Ini. Plusieurs articles réglaient les relations du protectorat espagnol avec le sultan, le régime des missions catholiques, des douanes, des consulats et l'exécution de certains travaux à faire en commun avec la France, en particulier le chemin de fer de Tanger à Fez.

En Espagne, il y a toujours eu, dans les divers partis, des hommes politiques opposés à la politique marocaine. Ils prétendent qu'il est inutile de dépenser de l'argent pour un pays dont l'Espagne n'a conservé que la région infertile, alors que la mère patrie manque d'écoles, de routes, de chemins de fer, de canaux d'irrigation, de casernes, etc. Cette opposition a été en partie cause que le gouvernement de Madrid s'est toujours heurté à de graves difficultés à l'intérieur pour exécuter le traité de 1912 et pour pacifier son territoire marocain.

Durant la guerre, les Allemands, accourus en nombre dans la zone neutre, ont ravitaillé les sous-marins sur les côtes et créé des difficultés indéniables au Maroc français, en soutenant les rebelles, surtout Raisouli, avec de l'argent ou des munitions.

Même en temps de paix, les chefs des tribus marocaines jouaient tantôt de l'amitié de l'Espagne, tantôt de l'amitié de la France pour créer des difficultés aux deux pays. Chassés d'un côté, ils se réfugiaient de l'autre, croyant être à l'abri des répressions qu'appelaient leurs meurtres et leurs maraudages.

Tanger est une ville de 47.000 habitants, avec un port admirable à l'entrée du détroit de Gibraltar. En 1913, plus de 3.500 navires de toutes nationalités y ont fait escale. Etudiant la question de Tanger, dans le journal madrilène *El Figaro* du 10 septembre 1919, M. Paul y Almarza déclare :

Tanger a été considéré de tout temps comme une ville espagnole. La colonie espagnole, qui est la plus ancienne, fut toujours aussi la plus nombreuse. L'Espagne a installé le service postal, le téléphone et l'éclairage électrique. Quelle autre nation peut s'enorgueillir d'avoir la première apporté à cette terre les bienfaits de la civilisation ?

Le traité anglo-français de 1904, dans une clause secrète, garantissant les droits indubitables de l'Espagne, disait : Les deux gouvernements anglais et français reconnaissent qu'une partie du sol marocain, autour de Melilla, Ceuta et autres garnisons, doit rentrer dans la sphère d'influence espagnole le jour où le sultan cessera d'y exercer son autorité; ils reconnaissent que l'administration depuis la côte de Melilla jusqu'aux sommets de la région située à droite du Sébou doit être confiée exclusivement à l'Espagne.

Six mille Espagnols, plus nombreux à eux seuls que tous les Européens réunis, résidant dans cette cité, qui est à vingt milles seulement de la péninsule, il était tout naturel que Tanger fût à l'Espagne, puisque tout y est espagnol, la langue, la culture, etc.,.

Tanger à la France, c'est une grave menace pour l'Espagne. Notre intérêt national exige le maintien du statu quo à Tanger, si nous n'arrivons pas à la faire entrer d'une manière définitive dans notre sphère d'action.

Confirmant ce point de vue, le chef du parti libéral, M. de Romanones, déclarait dans un discours du 6 novembre 1919 : Nos droits sur le Maroc, consacrés par des traités, sont intangibles. Si l'Espagne désertait le Maroc, elle cesserait, quoique nos côtes soient baignées sur une grande étendue par les eaux de la Méditerranée, d'être une nation méditerranéenne. La côte nord du Maroc est aussi indispensable à l'Espagne que le littoral algérien à la France et la Tripolitaine à l'Italie. Pour conserver notre situation actuelle, j'estime que tout sacrifice, si grand fût-il, serait encore peu. Et tout ce que je viens de dire, je l'ai dit après avoir affirmé la nécessité d'établir une intime amitié avec la France et l'Angleterre.

Cependant M. Paul y Almarza reconnaissait la situation privilégiée de la France au Maroc. A l'heure actuelle disait-il à un journaliste parisien, elle occupe la première place dans le trafic de Tanger et a les 49 % du commerce de la ville. L'Angleterre vient ensuite avec 18,83 %, l'Espagne avec 11,21 %. En raison de la proximité de ses côtes et de son cabotage, l'Espagne devrait venir au premier rang. Il est certain que la colonie française est moitié moins nombreuse que la colonie espagnole, mais, sous le rapport économique, elle est bien plus forte, puisqu'il y a beaucoup d'Espagnols vivant de salaires français. « Elle est formée en grande majorité de fonctionnaires civils et militaires, d'avocats, de propriétaires, de médecins, d'ingénieurs, de commerçants, d'entrepreneurs, de banquiers, d'industriels : elle détient à peu près toute la richesse. Les banques de Tanger sont toutes fran-

gaises, sauf une succursale insignifiante de la Banque d'Espagne. Partout il y a une direction française : douanes, transports, droits d'emmagasinage, domaines, travaux publics, services vétérinaires, tabacs, boulangeries, etc. Les transactions immobilières ne peuvent s'effectuer sans l'intervention et l'approbation d'un agent français du contrôle de la Dette et d'un agent français des travaux publics. La légation de France a créé un syndicat consultatif du commerce français qui a toutes les attributions d'une chambre de commerce. Outre un Institut Pasteur admirablement organisé, les Français ont un dispensaire pour les indigents, des services de vaccination et de médecine vétérinaire, un contrôle du marché, des collèges splendides, un lycée. Ils subventionnent une Médersa franco-arabe, une mission scientifique adonnée aux études de sociologie, d'histoire, de langue et d'épigraphie locales, et qui publie la revue les *Archives marocaines*. Le français est devenu la langue commerciale. Dans le port, les Compagnies françaises priment (Compagnies Paquet, Transatlantique, Touache, Mazella, etc.). Tanger, port d'intérêt commun pour tout le Maroc, l'est beaucoup plus encore pour le commerce mondial. La France seule est dans la situation voulue pour réaliser cette grande œuvre, en donnant aux puissances méditerranéennes toutes les garanties nécessaires pour que Tanger ne soit pas un nouveau Gibraltar. Les Français savent mieux occuper que nous leur temps dans la ville de Tanger, ajoutait M. Paul y Almarza. « Je ne crois pas qu'ils méritent par ce fait nos critiques et notre haine. Ceux qui les méritent sont nos dirigeants, nos compatriotes et tous ceux qui, au lieu de faire de Tanger un réservoir de richesses espagnoles, en ont fait le meilleur boulevard de nos rivalités extérieures ».

Quand la ligne directe — Paris, Madrid, Algésiras — fonctionnera, Tanger se trouvera sur le chemin qui conduira à Dakar. Du temps et des distances considérables seront gagnés pour atteindre l'Amérique du Sud. L'importance de cette ville augmentera à mesure que s'achèveront les chemins de fer. Son port, par la force des choses, se trouvera être le débouché de tout l'empire chérifien.

On comprend donc l'intérêt qu'ont la France, l'Espagne et même l'Angleterre à placer Tanger dans la sphère de leur influence directe. Aujourd'hui, elle est internationalisée, mais son magnifique port est négligé; il n'y a pas de rues convenables, pas de chemin qui mette la ville en communication avec son hinterland. C'est une sorte de *res nullius* dont personne ne prendra soin pour ne pas travailler au profit d'autrui.

A cette heure, la France et l'Espagne sont seules à réclamer Tanger. L'Angleterre regarde les deux compétiteurs, quitte à appuyer celui qui servira le mieux ses intérêts.

Trois solutions sont en présence.

La première consisterait à donner Tanger à l'Espagne. A cette heure, la presse, même celle qui fut francophile, comme *El Sol*, la réclame avec une certaine violence. Elle a même attaqué le nonce, prétendant qu'il aurait défendu les intérêts français au Maroc contre les intérêts espagnols, dans les questions de juridiction épiscopale.

La deuxième solution serait la cession à la France, qui estime que Tanger est absolument nécessaire au plein exercice de son protectorat. Le Maroc sans cette ville est un corps sans tête, ou mieux, sans cœur. Tanger est le seul débouché possible de tout le *hinterland*. Le parti colonial français ajoute que seule la France peut tirer profit de Tanger et du Maroc, puisque l'Espagne n'a pas même réussi à pacifier la petite zone qui lui incombe.

La troisième solution serait l'internationalisation de Tanger : une internationalisation précisant les droits et attributions de chacun. Dans cette précision gît la difficulté. Jusqu'en 1913, on vécut tant bien que mal, plutôt mal, et dans l'incertitude. Cette année-là, une commission composée de représentants de l'Angleterre, de la France et de l'Espagne, réunie à Madrid, rédigea une sorte de constitution pour la zone de Tanger. Cet accord, connu sous le nom de « statut de Tanger » devait être ratifié par les puissances signataires de l'acte d'Algésiras et ce qu'il dispose exécuté par les signataires, représentant le sultan. Il établissait un corps législatif en fait, une assemblée municipale composée de 24 membres, dont 4 musulmans, 3 juifs et 17 étrangers. Chaque nationalité ne pouvait avoir plus de 5 membres. Il y aurait eu quatre sections administratives : finances, éducation, hygiène, intérieur. L'administration judiciaire eût compris six magistrats : deux Français, deux Espagnols, un Anglais et un Allemand. Ce règlement visait à soustraire l'administration à l'influence du sultan, en réalité à celle de la France. Cependant on laissait au califa, représentant du sultan, la présidence honoraire de la commission internationale et le droit de nommer certains fonctionnaires indigènes. La nomination de l'administrateur-chef était réservée à la commission.

Quand les hostilités furent ouvertes la France invita l'Espagne à mettre en vigueur le statut de Tanger. Celle-ci refusa, objectant qu'elle ne pouvait le faire sans manquer à la neutralité.

Depuis 1914, la France et l'Angleterre persistent à maintenir le principe d'intervention internationale. Le traité de Versailles ne contient aucune clause qui se rapporte à Tanger. Seulement, dans les articles 141 à 146, il exclut les puissances centrales des affaires du Maroc.

On comprend que ni la France, ni l'Espagne n'acceptent une situation aussi incohérente. On cherche une formule. La formule internationale ne paraît pas viable.

Il y a quelque temps un statut était en préparation distribuant

l'administration aux trois nations : aux Anglais, les douanes, aux Espagnols la police et les services municipaux, aux Français, le reste. Mais les Espagnols ne voulurent pas de cette combinaison.

Ne nous dissimulons pas que cette affaire est une source de sérieuses difficultés entre les deux pays. Cependant, l'Espagne doit prévoir une question préalable que nous pourrons toujours lui poser. Pourquoi, pendant toute la guerre, ses hommes politiques et ses journalistes ont-ils sans cesse réclamé Gibraltar, ne disant à peu près rien de Tanger? Et ils avaient raison. Car que penserait-on des Français si, ne possédant pas Toulon, ils insistaient pour avoir Alger ou Tunis? ...

Demander Tanger, c'est bien; mais à condition d'avoir auparavant exigé de rentrer en possession de Gibraltar, ville espagnole.

Ne serait-il pas possible de s'entendre avec l'Angleterre pour trancher une fois pour toutes la question de Gibraltar? En 1918, le général Primo de Rivera, alors gouverneur de Cadix, qui vient de mourir, dans un discours qui eut du retentissement, disait que pour libérer Gibraltar, l'Espagne devait offrir en échange Ceuta.

Ceuta port espagnol du Maroc, si les Anglais s'y établissaient, pourrait leur procurer les mêmes avantages que Gibraltar. Pour Tanger, une solution pourrait intervenir mettant d'accord Espagnols et Français les seuls intéressés directs. Elle consisterait à attribuer à l'Espagne tout « le *hinterland* » de la ville, en stipulant que les chemins de fer, les routes, la police, devraient répondre à toutes les exigences des intérêts français. A Tanger même, les deux puissances se partageraient à l'amiable, selon leurs aptitudes et leurs intérêts propres, les divers rouages de l'administration de la ville avec un organisme central pour éviter les fictions et conjurer les conflits. Cette solution paraît être celle de M. Robert David, ancien ministre de l'agriculture. « Est-ce un avantage pour nous, écrivait-il dans le *Matin* du 11 mai 1921, d'avoir en plein territoire espagnol une zone française? Ne peut-on pas trouver un moyen de sauvegarder les droits et les intérêts des deux nations? Ne peut-on pas les concilier, en accordant à l'Espagne le droit de passage pour ses troupes, de Ceuta à Larrache, et à la France le droit sur le port et le chemin de fer qui y aboutit? Au lieu d'aborder la question avec une attitude de colère, comme des adversaires se préparant à l'attaque, ne doit-on pas commencer à discuter en se tendant la main? Nous sommes convaincus que l'obstacle pour cela ne viendra pas du sentiment public des deux pays ».

A. LUGAN.

ITALIE

Les débuts du gouvernement fasciste.

Au cours des mois de novembre et de décembre, M. Mussolini, qui la veille encore était le chef d'une faction tirant sa force de sa discipline et de son armement beaucoup plus que de sa masse, s'est efforcé de devenir le chef régulier de l'Etat. C'était un rétablissement difficile. M. Mussolini, si ardent au combat, ne manque pas de souplesse.

Dès les premiers jours de la crise d'octobre, il montrait son habileté. Chef d'un parti dont le seul programme était la protection des intérêts nationaux, il sut maintenir au moins en apparence toutes les institutions nationales. Avant tout la monarchie de Savoie. Au cours de ses campagnes, M. Mussolini s'était montré parfois peu loyaliste. Son tempérament semblait l'incliner à un républicanisme plus ou moins accentué. Mais il savait l'importance d'une dynastie symbole de l'unité, surtout chez les populations simples du midi de l'Italie, Il connaissait aussi les sentiments loyalistes d'une grande partie de l'armée. Il laissa entendre à la monarchie que, si elle voulait s'opposer à la montée du fascisme, elle serait emportée. Le roi céda et, résistant aux conseils tardifs de M. Facta, appela les fascistes au gouvernement. M. Mussolini parut devant le roi en chemise noire. Il put se féliciter de sa diplomatie. Le mouvement fasciste triomphait, sans avoir besoin de s'opposer à la monarchie, sans violer expressément aucune loi constitutionnelle. La monarchie, humiliée, devait renoncer à toute intervention.

Un autre problème se présentait à M. Mussolini dès son arrivée au gouvernement. La victoire du fascisme avait été emportée sur le Parlement, sur un Parlement qui, par son inaptitude à gouverner, avait soulevé contre lui l'ensemble de la population. M. Mussolini congédierait-il simplement les députés, remplacerait-il, au moins momentanément, la représentation populaire par le gouvernement d'une faction armée ?

C'était dangereux, et il recula devant le danger. Si les députés étaient déconsidérés personnellement, les partis qu'ils représentaient avaient des adhérents sincères. Le chef des fascistes pouvait dédaigner les politiciens et les mesquines organisations de groupe de Montecitorio ; il ne pouvait négliger complètement les idées de la masse des citoyens. Il devait donc trouver un moyen terme, faisant sentir aux politiciens que leur règne était fini, rassurant l'ensemble des élec-

teurs. Grâce à son imprécision même, le programme du fascisme pouvait accueillir toutes les idées politiques qui ne seraient pas en contradiction avec l'idée nationale. M. Mussolini désirait faire entendre aux Italiens qu'il respecterait les idées et les tendances générales de la nation, mais qu'il voulait modifier les méthodes du gouvernement et changer le personnel.

Aussi, au lieu d'exercer sans aucun contrôle la dictature, il forma un ministère de concentration, une « combinaison » peu différente de celle qu'aurait pu former tout autre président du conseil. Il appela dans son ministère des représentants de la plupart des partis et, pour éviter toute résistance des partis et toute gêne future, il choisit ses collaborateurs parmi les plus obscurs. Plusieurs des ministres appelés par M. Mussolini étaient loin d'être considérés comme ministrables par les membres de leurs propres partis. Le chef fasciste s'assurait ainsi contre tout refus.

La manœuvre était très habile. Les simples électeurs se sentaient rassurés en voyant dans le nouveau ministère des membres de leurs propres partis. Quant aux groupes et autres organisations parlementaires, ils étaient complètement annihilés. Quel Italien aurait pu le regretter en se rappelant les manœuvres scandaleuses de ces groupes au cours des dernières crises ?

M. Mussolini devait ensuite traiter le très grave problème de la liberté de la presse. Le fascisme n'avait jamais admis la liberté de discussion et de fréquentes expéditions avaient été dirigées par lui contre les journaux socialistes. En plusieurs occasions, les journaux avaient été brûlés, les bureaux saccagés. La révolution fasciste avait arrêté la publication des journaux de toute nuance. Une censure véritable était rétablie. A Rome, les bureaux de l'*Epoca*, journal de M. Nitti, furent envahis. Le *Paese*, autre journal nittien, dut interrompre sa publication. Au bout de quelques jours ces deux journaux reparurent, mais pour exalter la révolution fasciste. Dans la plupart des provinces, des journaux fascistes furent faits avec le matériel de leurs adversaires. Plusieurs directeurs ou rédacteurs de journaux constitutionnels furent châtiés à l'huile de ricin.

A une exception près, les journaux italiens opposèrent peu de résistance au nouveau régime. La *Tribuna*, toujours gouvernementale, se rallia rapidement. Le *Secolo* publia à la gloire de M. Mussolini un article qui put surprendre la plupart de ses lecteurs. La *Stampa* ne protesta pas ouvertement. Seul, le *Corriere della Sera* eut une attitude vraiment énergique. Et c'est sans doute à lui que la presse italienne dut de ne pas voir ses libertés complètement supprimées.

M. Mussolini semble posséder la principale qualité de l'homme de gouvernement. Au lieu de s'en tenir à un plan arrêté d'avance, il prend les décisions que lui dictent les circonstances. Aussi paraît-il

avait hésité pendant quelques jours sur la conduite à tenir à l'égard de la presse. Il finit par écouter les objurgations des journalistes, mais tout en refusant de prendre aucun engagement précis. La liberté de la presse serait respectée, mais elle pourrait être restreinte suivant les nécessités locales. D'autre part, les délits de presse seraient sévèrement réprimés. Le chef du nouveau gouvernement réservait ainsi l'avenir. Il évitait toute déclaration qui aurait pu être sévèrement appréciée par tous les libéraux; il laissait entendre cependant aux journaux adversaires du fascisme qu'ils seraient attentivement surveillés.

Il devait penser d'autre part à modérer ses propres partisans. Dès l'heure où il prenait le gouvernement, M. Mussolini qui, depuis longtemps, était l'organisateur du désordre, devait songer à rétablir l'ordre. C'est une situation ambiguë que celle d'un agitateur devenu ministre de l'intérieur. A son arrivée au pouvoir, M. Mussolini dut aviser à ramener au respect de la loi les directoires fascistes de chaque province, de chaque ville qui décidaient à leur gré les expulsions de citoyens ou les expéditions punitives. Il écrivit au président de la Chambre pour l'assurer qu'il ferait respecter la sécurité de chaque député. Transformation difficile, qu'une circulaire ne suffit pas à régler.

M. Mussolini rencontrait des résistances chez certains de ses fonctionnaires, surtout dans le corps diplomatique. Or il était très important pour lui d'obtenir la faveur de l'étranger. Le baron Frassati, ambassadeur à Berlin, donna sa démission. Les ambassadeurs à Londres, Madrid, Washington furent remplacés. Le comte Sforza, ambassadeur à Paris, qui avait envoyé sa démission aussitôt après le coup d'Etat et avait communiqué à la presse son télégramme de démission, fut appelé à Rome et mis à la retraite d'office. Son geste fut blâmé par la plus grande partie de la presse, qui le jugea nuisible au prestige de l'Italie. Aucun journal ne l'approuva. M. Mussolini profitait ainsi de l'acceptation du fait accompli par ceux de ses adversaires qui préféraient le triomphe de l'illégalité à des luttes civiles pouvant faire baisser le crédit du pays.

Le nouveau président du conseil veut éviter pour le moment tout malentendu qui risquerait de soulever contre lui certaines nations étrangères. Il se met en rapports avec le représentant de la Yougoslavie à Rome et il rassure le gouvernement suisse qui pouvait avoir été inquiété par certaines prétentions fascistes au sujet du Tessin.

* * *

La révolution fasciste avait eu lieu pendant les vacances parlementaires. M. Mussolini pouvait dissoudre la Chambre sans même la convoquer. Il semble que ce geste était dans la logique de la situation.

La révolution fasciste pouvait se justifier par le fait que la Chambre actuelle ne répondait plus à la volonté du pays. Le fascisme, triomphant et se vantant de posséder la confiance du pays, devait dissoudre la Chambre et procéder à de nouvelles élections.

Mais plusieurs considérations pouvaient faire écarter une pareille mesure. D'abord, les élections auraient donné lieu à des collisions sans doute sanglantes, et le fascisme n'aurait pu tirer aucune force nouvelle d'un vote dont on l'aurait accusé d'avoir faussé le jeu. D'autre part, il entendait substituer le suffrage majoritaire à la représentation proportionnelle, principale cause de l'incapacité du dernier Parlement. Enfin, il fallait prévoir le cas où, malgré toutes les pressions, les électeurs enverraient à Montecitorio une Chambre opposée au fascisme. Le fascisme et son chef, bien qu'ils aient affiché dès l'origine le plus profond mépris pour la masse, se seraient trouvés dans une position gênée. M. Mussolini décida donc de garder la Chambre actuelle et de lui faire perdre tout reste de prestige par une dernière humiliation. Le 16 novembre, la session fut rouverte, et M. Mussolini prononça un discours-programme dont tous les grands journaux français ont reproduit de larges extraits. Il fouaillait impitoyablement la Chambre, déclarait qu'il ne paraissait devant elle que par simple courtoisie et que, s'il avait formé un ministère de coalition, c'était sans aucun souci de majorité parlementaire. Il faisait peser sur les députés réunis la menace de la dissolution. La Chambre donna sa confiance au gouvernement qui la supprimait moralement. On peut expliquer ce vote par des raisons personnelles ou par des raisons nationales. Une partie de la presse, en tête de laquelle on retrouve le *Corriere della Serra*, se montra plus digne.

Il ne suffisait pas d'insulter la Chambre, il fallait, une fois établi au pouvoir, instaurer une politique nouvelle. Ici, M. Mussolini était bien obligé de laisser voir qu'il s'appuyait avant tout sur les éléments réactionnaires du pays et que, si le fascisme avait recruté ses troupes parmi une jeunesse enthousiaste occupée avant tout de la grandeur nationale, il avait tiré ses principaux subsides de certaines organisations industrielles. Ces puissants amis, M. Mussolini était bien obligé de les satisfaire, même si leurs intérêts ne concordaient pas absolument avec le pur intérêt de l'Italie. Il demande à la Chambre de pleins pouvoirs annuels pour résoudre le problème fiscal et le problème de la bureaucratie. Il sera seul juge en matière d'impôt; il pourra renvoyer sans contrôle une partie des fonctionnaires. Et sans doute il peut faire valoir d'excellentes raisons pour ne pas soumettre ces problèmes au Parlement. Il est évident que les députés auront toujours tendance, pour sauvegarder leurs sièges, à rendre l'impôt le moins lourd possible et à demander le maintien de tel ou tel fonctionnaire qui est leur électeur. Mais il est vrai aussi que si on

donne à un dictateur le droit de répartir l'impôt sans discussion publique, ce dictateur, aussi bien que le simple député, pourra être amené à favoriser la classe qui soutient son gouvernement. Dans un Parlement, les forces de chaque parti s'équilibrent et on arrive à une répartition relativement juste, au moins approuvée par une majorité. Avec un dictateur, un seul parti impose sa volonté, et il peut en résulter un grave déséquilibre. De plus, la discussion publique permet, grâce à la presse, l'intervention de tous les intéressés. Le secret, au contraire favorise au détriment de la masse inorganisée les groupes fortement constitués. Telles sont les raisons qu'un grand nombre d'Italiens font valoir contre le projet du gouvernement. Il a été cependant voté. La Chambre semble s'être résignée définitivement à son impuissance.

Un des principaux points du programme fasciste est la rétrocession des industries d'Etat à l'entreprise privée. C'est là sans doute un des articles les plus discutables de ce programme, un de ceux qui tiennent le moins à cœur à la masse des troupes. Par contre, il est très probable que les appuis financiers de M. Mussolini insistent beaucoup sur cet article. La gestion industrielle, affirme le parti fasciste, diminue la force de l'Etat. Les monopoles coûtent de grosses sommes à la nation.

Quelques-uns des adversaires du parti fasciste élèvent la voix contre l'abandon des monopoles. Ils insistent sur plusieurs points : d'une part, l'Etat italien sera obligé de combler les déficits des compagnies privées à monopoles, comme l'Etat français, par exemple, est obligé de combler le déficit des compagnies des chemins de fer; d'autre part, il est difficile pour l'Etat d'interdire la grève aux employés d'industries privées. La question est encore en suspens. Mais M. Mussolini semble décidé à aller jusqu'au bout de son projet.

En même temps qu'il donne satisfaction à ses amis, le fascisme s'efforce d'assurer son avenir par la défaite définitive de ses adversaires. M. Mussolini prépare donc un projet de réforme électorale qui permettra la constitution d'une forte majorité. Le projet rencontre naturellement une forte opposition chez les populaires, qui sont les principaux bénéficiaires de la représentation proportionnelle.

Le 15 novembre, M. Mussolini apporte au conseil des ministres son projet de réforme électorale. Le système qu'il propose se rapproche beaucoup du système français. La représentation proportionnelle ne jouerait que pour la répartition des sièges entre les minorités. Au conseil des ministres, il y eut de longues discussions. Les deux ministres populaires protestèrent vivement et affirmèrent que les vices actuels ne sont dus qu'à des survivances du système uninominal. M. di Cesaro, de la démocratie sociale, défendit aussi la proportionnelle. Mais l'ensemble du conseil se rallia, comme il fallait s'y attendre, au projet de M. Mussolini. Le projet sera présenté

à la Chambre, mais il est évident que si elle le repousse, M. Mussolini le fera appliquer par décret royal.

La principale force adverse que le fascisme devra dompter ou assimiler se compose des syndicats ouvriers. Si le fascisme a toujours fait une guerre à mort au socialisme et au communisme politiques, il a essayé à plusieurs reprises d'attirer vers lui les organisations syndicales. A côté des syndicats rouges il a créé ses propres syndicats qui ont accueilli tout le long de l'été de nombreuses recrues venues des rouges. Ces recrues flottantes servent d'intermédiaires naturels.

Les forces syndicales peuvent devenir pour le fascisme les plus redoutables adversaires. A la veille de la révolution d'octobre, M. Mussolini semblait prêt à les abandonner. Or, D'Annunzio, depuis qu'il s'est retiré à Cargnacco, est resté en relations constantes avec les organisations ouvrières. Dans la faillite complète du socialisme internationaliste, un syndicalisme national toujours plus fort se groupe autour de lui. D'Annunzio, jusqu'ici, soutient officiellement le fascisme, et, dans les journées d'octobre, M. Mussolini est resté en relations constantes avec lui. Mais il est permis de penser que D'Annunzio n'a pas renoncé à toute action politique. Une inimitié profonde existe entre les fascistes d'une part, les nationalistes et les légionnaires de Fiume d'autre part. Et l'on pourrait voir un jour se former un parti anti-fasciste composé de nationalistes mécontents et de syndicalistes nationaux, et soutenu plus ou moins ouvertement par la C. G. T.

M. Mussolini sent le danger. Et, le 2 décembre, il a une entrevue avec MM. Zaniboni et Baldisi, députés socialistes, et M. Baldisi, en outre, secrétaire-adjoint de la C. G. T. Le 6, il prononce dans une usine de Milan un discours assez conciliant. Après avoir vu M. Mussolini, les deux députés socialistes vont à Cargnacco rendre visite à D'Annunzio.

* * *

Ce rapprochement n'est que momentané, M. Mussolini n'est pas maître absolu de ses troupes. Il a essayé d'abord de faire entrer tous les éléments nationaux dans le fascisme et de constituer l'union sacrée. Mais il doit tenir compte des exigences de certains de ses partisans qui ne poursuivent que leurs intérêts politiques et matériels. Brusquement, au cours du mois de décembre, M. Mussolini, qui semblait concentrer autour de lui les forces principales de la nation, revient à une politique de parti. Toute l'histoire du fascisme depuis l'origine est faite de ces oscillations. Elles deviennent très graves aujourd'hui que le fascisme est le maître de la nation.

Le 16 décembre, M. Mussolini rompt avec les formes du régime parlementaire qu'il avait jusqu'alors respectées. Il réunit un Grand Con-

seil fasciste, et c'est ce Conseil qui se substitue au cabinet pour prendre des mesures gouvernementales. Après le Parlement, le ministère est donc annihilé. C'est un deuxième coup d'Etat fasciste.

Le Grand Conseil prend des mesures contre les masses syndicales, et ceci permet de deviner quels sont les instigateurs de la politique nouvelle. Il décide que les syndicats fascistes cesseront toute relation avec les autres syndicats. Cette décision est absolument contraire à la politique suivie par M. Mussolini dans les premiers jours de décembre. Les syndicalistes nationaux seront rejetés vers d'Annunzio, ce que M. Mussolini voulait particulièrement éviter.

Une deuxième mesure est dirigée contre D'Annunzio et les nationalistes non-fascistes : toutes les organisations armées d'Italie sont supprimées. Les organisations d'annunziennes et nationalistes devront donc se dissoudre. Pour les fascistes, ils devront eux aussi se disperser, mais le président du conseil organisera une force armée de 80.000 hommes, formée exclusivement de fascistes. Cette mesure ne peut que rediscipliner les forces fascistes et livrer définitivement le pays à un corps de prétoriens.

D'autre part, le Grand Conseil décide la réforme de la loi électorale en vigueur.

Ainsi, après un essai de gouvernement pacifique, le fascisme reprend son organisation de guerre. Les incidents de Turin, au cours desquels les communistes furent traités avec la dernière barbarie, ont montré qu'une fois encore le gouvernement central était décidé à laisser les organisations fascistes locales se livrer à tous les abus. Les fascistes réclament chaque jour la suppression de la liberté de la presse; ils menacent leurs adversaires de mort. Des jours sombres se préparent pour l'Italie, si M. Mussolini ne trouve pas la force de réduire au silence des réactionnaires trop violents, et de ramener son gouvernement à une politique purement nationale. A-t-il encore le pouvoir d'empêcher la guerre civile? Tous les amis de l'Italie doivent l'espérer.

Jacques ESPIRA.

POLOGNE

Après l'élection présidentielle.

Au lendemain des élections législatives, certains hommes politiques polonais prévoyaient une coalition entre les groupes radicaux modérés (groupe Witos, parti ouvrier national, etc.) et le bloc de la droite (par-

ti de la démocratie nationale, parti populiste catholique et club ouvrier chrétien). On croyait que cette coalition donnerait au pays une majorité parlementaire et une politique stable et déterminée.

Les rivalités qui ont surgi entre les partis pour le choix du futur candidat au palais du Belvédère[1] l'ont rendue impossible. L'unique candidat qui fût acceptable par tous les partis, l'ancien chef d'Etat Pilsudski, a catégoriquement refusé de poser sa candidature. La campagne des nationaux démocrates contre sa personne et sa politique a été pour beaucoup dans cette résolution.

Les groupements du centre ayant disparu, les partis polonais se sont trouvés divisés en deux groupes presque égaux, nettement opposés l'un à l'autre et séparés par une rivalité bien plus ardente encore que durant la campagne électorale pour le Parlement. M. Witos, chef du groupe radical modéré, qu'on espérait même à un moment donné voir prendre le rôle d'organisateur du centre parlementaire, se laissa entraîner du côté des radicaux de gauche, dont le noyau est formé par le groupe de la délivrance : celui-ci, avec un programme plus avancé que celui de M. Witos, commence à lui faire dans les milieux radicaux une sérieuse concurrence, en l'accusant d'avoir cherché une entente avec a droite[2]. Deux semaines avant l'élection présidentielle, M. Witos écrivait dans le *Lud Polski* un article qui caractérise bien la position des partis de gauche à l'égard de la droite.

« Les conservateurs », dit-il « ont mieux combattu, ceux avec lesquels ils pouvaient s'entendre[3] que ceux contre lesquels ils cherchent actuellement à former une coalition[4]... On verra ce que vont faire ceux qui n'ont rien ménagé pour nous combattre sans motif... »

Ces derniers mots annonçaient l'isolement de la droite. Ainsi envenimée, la lutte entre les partis polonais a abouti à des événements dont les conséquences se feront sans doute longtemps sentir dans la vie politique de la Pologne.

*
* *

Lorsque, le 9 décembre, s'ouvrit la séance où l'Assemblée nationale devait procéder à l'élection du premier président de la République polonaise, voici comment se présentait la liste des candidats proposés : le professeur Baudoin de Courtenay, candidat du club juif;

1. Résidence du président de la République.
2. Ce reproche n'est pas tout à fait sans fondements, car les élections de M. Rataj (groupe Witos) comme président du *Sejm* et de M. Trompcznyski (droite) comme président du Sénat, ont été le résultat d'une entente entre ces deux partis.
3. Les groupes du centre de l'ancien *Sejm*, complètement battus aux élections, et le groupe Witos.
4. Juifs, Allemands, et communistes.

M. Daszynski, pour le parti socialiste; M. Narutowicz, ancien professeur de l'Ecole polytechnique de Zurich, ancien ministre des affaires étrangères, homme de confiance de Pilsudski, pour le groupe de la délivrance; M. Wojciechowski pour le groupe Wit.s, et le comte Zamoyski, ministre de Pologne à Paris, pour le bloc de la droite.

La majorité absolue qu'exige la Constitution polonaise ne fut obtenue qu'au cinquième tour de scrutin. Voici les résultats après chaque tour :

	I	II	III	IV	V
Zamoyski	222	228	228	224	224
Wojciechowski	105	152	150	146[1]	—
Baudouin de Courtenay	103	10	5	—	—
Narutowicz	62	151	158	171	289
Daszynski	49	1	—	—	—

Le résultat de l'élection fut très mal accueilli par la droite. Les nationaux démocrates et le club chrétien ouvrier publièrent le lendemain un appel au peuple polonais signé par Korfanty, Grabski, Glombinski et autres, et dans lequel l'élection de M. Narutowicz, par 103 voix allogènes et 186 voix polonaises seulement contre 224 voix polonaises au comte Zamoyski, était représentée comme une injure à « ce peuple qui a lutté plus d'un siècle pour être indépendant et souverain ». La *Rzeczpospolita* du 11 décembre, qui nommait le nouveau président « leur président », reproduisit un article de M. Narutowicz, publié en 1917 dans la *Neue Zürcher Zeitung*, pour inviter le peuple polonais à ne pas écouter les vagues promesses de la France et de l'Angleterre et à soutenir plutôt la politique allemande.

De la presse, l'agitation passa vite à la rue, et c'est parmi les cris injurieux et menaçants d'une foule surexcitée que le nouveau président eut à se rendre le 11 décembre à la séance de l'Assemblée nationale où il devait présenter le serment. On compta après cette démonstration 4 tués et un plus grand nombre de blessés. Et quatre jours plus tard, Newiadowski, peintre et publiciste, en assassinant celui qui était à ses yeux « le porte-parole de Pilsudski et l'arme des éléments antipolonais » n'en fut que l'écho.

Jamais encore les partis polonais n'avaient usé du terrorisme comme d'une arme politique. Tous les partis sans exception désavouèrent l'assassin, et, malgré l'excitation générale des passions, l'ordre ne fut nulle part troublé.

* * *

Le 20 décembre, l'Assemblée nationale, par 298 voix (le même chiffre qu'avait obtenu M. Narutowicz) contre 221 au professeur Morawski,

1. Conformément aux articles 15 et 16 de la loi du 22 juillet 1922 sur l'élection du président, la candidature Wojciechowski se trouva alors éliminée.

candidat de la droite, appelait à la présidence M. Wojciechowski, ancien ministre de l'intérieur et membre du groupe Witos.

Le général Sikorski, ancien chef d'état major de l'armée polonaise, un des principaux collaborateurs de Pilsudski, avait été entre temps appelé à la présidence du conseil. Durant ces jours tragiques le nom de l'ancien chef d'Etat fut souvent prononcé. Il marqua qu'il voulait se confiner dans son nouveau rôle de chef d'état major de l'armée polonaise. Mais les noms seuls des hommes qui ont été appelés à diriger les destinées de la jeune république indiquent nettement que le maréchal, dont la figure exerce encore sur tant de Polonais une si grande attraction, ne sera pas sans action sur la direction politique du pays. Le nouveau ministre est composé comme il suit :

Président du conseil et ministre de l'intérieur : le général Wladislaw Sikorski;
ministre des affaires étrangères : Skrzynski;
ministre de la guerre : le général Sosnkowski;
ministre du trésor : Zygmund Iastrzembski;
ministre de la justice : le professeur Waclaw Makowski;
gérant du ministère des cultes et de l'instruction publique : le professeur Joseph Mikulowski-Pomorski;
gérant du ministère de l'agriculture : J. Raczynski;
gérant du ministère du commerce et de l'industrie : Strasburger;
gérant du ministère des chemins de fer : Zagorni-Marinowski;
gérant du ministère des postes, télégraphes et téléphones : Moszczynski;
gérant du ministère des travaux publics : le professeur Lopuzsanski;
gérant du ministère du travail : Darowski;
gérant du ministère de l'hygiène : le docteur Chodzki.

* * *

Malgré son caractère essentiellement provisoire (sur 13 membres du cabinet, 5 seulement sont ministres — et les autres simples « gérants »), le nouveau gouvernement aura à résoudre les plus difficiles problèmes politiques et économiques.

Dans la politique intérieure, le principal effort du gouvernement a tendu au rétablissement de l'ordre. L'état de siège ayant été proclamé à Varsovie le 18 décembre, de nombreuses arrestations, parmi lesquelles celles de plusieurs officiers collaborateurs du général Haller, furent opérées. Un projet de loi dit « de la défense de la République », analogue à la loi récemment promulguée en Allemagne, vient d'être élaboré par le ministère de la justice. Il édicte une peine de 10 à 15 ans de travaux forcés pour toute tentative de provoquer la dissolution

des Chambres ou de l'Assemblée nationale ou de modifier les pouvoirs constitutionnels des membres du gouvernement. Toute injure publique au drapeau de la République, au *Sejm*, au Sénat et au président de la République sera frappée d'un à deux ans de prison.

Le général Sikorski, dans ses proclamations au peuple, promit de combattre la spéculation et le désordre économique. Il annonça également son intention de convoquer prochainement une conférence de spécialistes des questions économiques et financières en vue d'étudier les mesures propres à redresser la situation financière de plus en plus difficile. La politique financière a passé, depuis juillet 1921, par les étapes suivantes : emprunt forcé (loi du 16 juillet 1921); — prélèvement extraordinaire sur la fortune (*Danina*) voté en décembre 1921; — impôt sur l'accroissement de la fortune; — loi sur le monopole des tabacs du 1er juin 1922; — introduction de la nouvelle unité monétaire *Zloty* (3 octobre 1922); — emprunt moitié or, moitié papier, (4 octobre 1922).

Ces mesures fiscales, aussi exceptionnelles qu'originales n'ont pas pu cependant mettre fin au constant malaise du Trésor polonais ni arrêter la chute du mark qui à Paris est descendu de fr. 0,0016 en juillet 1922 à fr. 0,0007 en novembre 1922.

En dépit des immenses richesses naturelles de la Pologne, le nombre des chômeurs a doublé au cours de 1922 : de 170.000 en janvier et 183.000 en février, il était tombé en mai à 112.100, puis remontait en septembre à 335.937 et restait en octobre de 335.439.

L'inflation fiduciaire, une des principales causes du mal, a progressé dans une proportion inquiétante : au 1er janvier 1922, il circulait 229,5 milliards de marks; en mars, 247,2; en mai, 276; en juillet : 300; en septembre 385,8; en octobre, 463; en novembre, 579 ,9 et en décembre 619,1.

Cette situation financière exige évidemment de toutes les classes sociales de la Pologne l'union, la collaboration et un grand effort.

Pour obtenir les unes et l'autre, il faut que dans l'année qui s'ouvre le pays retrouve la paix intérieure, durable et solide. Un passage du discours que le président du Sénat, M. Trompczynski, a prononcé devant cette assemblée le 21 décembre exprime toute la gravité du moment actuel :

> Aujourd'hui, au lieu de nous accuser mutuellement, nos devons dire sans ambages si nous voulons, oui ou non, l'unité et l'indépendance du pays.
>
> Nous devons nous rendre compte que c'est en vain que se livre une si âpre lutte pour le pouvoir, car on ne peut gouverner en Pologne ni contre la droite ni contre la gauche, et que dans la lutte des partis, le triomphe du vainqueur, de quelque côté qu'il se trouve, ne sera jamais durable.
>
> En face du pays, du Parlement et du Sénat, nous devons oublier, enfin ce qui nous divise et ne penser qu'à ce qui peut nous unir ».

P. NESTEROF.

PORTUGAL

Les trois ministères da Silva.

Il y a six mois, à la fin de juillet, une partie de l'opinion assurait que le cabinet pouvait bien n'être pas solide. Les derniers votes de la Chambre venaient sans doute d'assurer à M. da Silva une majorité considérable, mais une fraction de cette majorité, parti intransigeant mené par le Dr Domingues dos Santos, n'obéissait pas directement au premier ministre. Le 30 juillet, M. da Silva convoquait les leaders de tous les partis pour leur demander de renoncer à une attitude violente qui pourrait faire naître une atmosphère révolutionnaire.

L'élévation du prix du pain fait redouter des troubles. Le 7 août éclate la grève générale. Tout se borne à des bagarres de quartier. Le gouvernement fait fermer le siège de la C. G. T. La police procède à de nombreuses arrestations. Les garanties constitutionnelles sont suspendues. L'état de siège est proclamé à Lisbonne et aux environs. Malgré la suspension des garanties et les protestations de certains représentants, la Chambre continue ses travaux; le 10 août, le mouvement est considéré comme enrayé. Le 11 août, Lisbonne a repris son état normal. Quelques attentats à la dynamite se produisent encore, mais sans accident de personne. Les représentants de la C. G. T. chargent le député Joao Camoeza de proposer l'établissement d'un type unique du pain, qui coûterait 60 centavos le kilo. Le Parlement refuse d'accéder à cette demande à la suite d'une grève d'un caractère agressif. Il conseille aux ouvriers de reprendre le travail, et ajoute que la question pourra être examinée plus tard. Quelques conflits de rues se produisent le 15 août. L'état de siège et la censure restent en vigueur; enfin, le 17 août, la grève qui, pendant 10 jours, a mis Lisbonne sens dessus dessous est terminée. L'énergie, la prudence et l'habileté dont le gouvernement a fait preuve dans la circonstance, le consolident.

Pourtant le débat sur les lois de finances, présentées par M. Portugal Durao, est âpre. Le 10 août, un accord survient entre le Gouvernement et les Reconstituants. Un compromis est accepté. La discussion commence le 12 août. Le ministre des Finances rencontre une opposition si grande que, le 17 août, au conseil des ministres, il annonce son intention de démissionner si ses propositions ne sont pas approuvées avant la fin de la session. L'opposition ne se calme pas : la Chambre insiste pour voter l'augmentation du traitement des fonctionnaires avant d'examiner les propositions du ministre des Finances. Le 21, M. Durao démissionne.

Le voyage du président de la République au Brésil, approuvé par par la Chambre le 9 août, ne peut avoir lieu que si la stabilité gouvernementale est assurée. Il importe donc que la crise ouverte se réduise au ministère des finances.

Le 21 août, la situation se détend. En séance de nuit, la Chambre examine les propositions financières. M. Durao, qui reste provisoirement au ministère, accepte la plupart des amendements. La Chambre approuve les augmentations accordées aux fonctionnaires. Le président du conseil exige que la Chambre vote dans le plus bref délai les augmentations de recettes destinées à les couvrir. Le 24 août, le groupe démocratique décide de donner au ministère l'appui utile. Le ministre des Finances s'oppose à la promulgation de la loi sur les traitements, tant que la loi sur les augmentations de recettes n'aura pas été votée.

De nouveau M. Durao offre, et finalement le 25 août, fait accepter sa démission. L'intérimaire, M. Bastos, fait des déclarations conciliantes. Contraire à l'augmentation de la circulation fiduciaire — mieux vaudrait, dit-il, ronger des pierres — il accepte des arrangements que repoussait son prédécesseur. Le 28 août, à 7 heures du soir, le président de Almeida s'embarque sur le *Porto*. En son absence, les lois seront promulguées au nom de la Nation et par décret du Congrès de la République. Le 30 août, la Chambre approuve les impôts sur les transactions, mais la situation financière ne s'améliore pas. Le Sénat tarde à approuver les propositions budgétaires, et les augmentations de traitement ne sont pas encore payées. Le gouvernement se demande où trouver l'argent nécessaire; il craint de recourir à l'augmentation de la circulation fiduciaire. Le prix de la vie s'élève continuellement. Le 15 août, M. Guimaraes prend possession du ministère des finances. Il se déclare optimiste : « La baisse du change, dit-il, est artificielle; elle ne correspond pas à la situation économique du pays qui n'a jamais été si prospère et si florissant : la dévalorisation de notre monnaie est due à la spéculation et à un manque de confiance injustifié que le gouvernement espère vaincre avec le temps par son travail et par ses actes d'administration ».

Cependant, à la fin du mois d'octobre, le ministère da Silva se trouve dans une situation difficile. Son chef fait une politique de concentration républicaine : tout en s'appuyant sur le parti démocrate, duquel il sort et qui forme la majorité, il ménage les partis républicains d'opposition : libéraux et reconstituants. Beaucoup de ses amis de parti lui reprochent cet abandon du radicalisme. Le gouvernement est accusé de ne pas prendre toutes les mesures nécessaires pour réprimer la spéculation. Les Chambres n'ont eu pendant l'été que de courtes vacances. Certains parlementaires demandent un peu de repos, mais les adversaires du gouvernement prétendent que M. da Silva n'essaie

d'ajourner les Chambres que pour faire librement les élections administratives, qui doivent avoir lieu le 12 novembre. Chaque jour, les journaux annoncent la chute du ministère. Ils parlent tantôt de remaniements, tantôt de crise totale. La situation ne se dessine jamais très nettement. La lutte n'est pas entre le parti démocratique et les partis d'opposition, elle est entre les deux fractions du parti démocratique, adversaire de M. da Silva, et la radicale modérée soutenue par les partis d'opposition. Chacune de ces fractions est représentée dans le ministère. Cette lutte soude les uns aux autres les membres du gouvernement. Après un débat politique assez confus aux premiers jours de novembre, le président du Conseil se déclare solidaire de tous ses ministres. Il a confiance dans leur loyalisme. Le gouvernement ne doit pas céder aux demandes des radicaux, mais continuer à faire une politique de concentration républicaine : « Il faut une politique d'union avec les autres partis républicains ». En dépit des bruits de remaniement, le ministère se maintient. Dans la nuit du 6 au 7 novembre, des émeutiers militaires tentent un coup de main. Le mouvement est rapidement réprimé. La Chambre vote une motion de confiance au gouvernement le 8 novembre. Le remaniement ministériel est encore ajourné.

Les élections administratives ont lieu le 12 novembre. Le nombre de plus en plus grand des abstentions inquiète les républicains. Ils sont victorieux, mais comprennent qu'ils ne doivent pas se reposer et s'endormir à l'ombre de leur victoire. Dès la rentrée des Chambres, l'opinion recommence à s'inquiéter de la situation ministérielle. Le 16 novembre on annonce prématurément la démission du cabinet. Le 17, la majorité vote au gouvernement une motion de confiance. Au conseil des ministres du 18 novembre les ministres des affaires étrangères et de la guerre, MM. Barbosa de Magalhaès et Correia Barreto, sont vivement attaqués ; ils offrent de se retirer. Le 27, le Président du Conseil démissionne. Mais, deux jours plus tard, il a reformé un nouveau ministère. Ce deuxième ministère Silva a à peine le temps de s'installer. Le 1er décembre, le Portugal célèbre la fête de son indépendance. Le 2, la Chambre et le Sénat ouvrent la session nouvelle et procèdent à l'élection de leurs bureaux.

A la Chambre, les partis républicains d'opposition tentent de se grouper contre la majorité démocratique. Pour l'élection du président de la chambre, les minorités opposent au candidat du parti démocrate, qui se croyait sûr du succès, le colonel Sa Cardosa, sur qui elles portent tous leurs votes 88 suffrages, le candidat démocrate en obtient 44, et le candidat de l'opposition exactement autant. Le colonel Sa Cardosa est élu au bénéfice de l'âge. Cette élection par la Chambre d'un président d'opposition place M. da Silva dans une situation difficile. Il porte sa démission au président de la République. Refusant de l'accepter, celui-ci convoque les chefs de partis. Les libéraux se réunissent et

décident de se joindre aux reconstituants pour former le bloc républicain des droites, d'où pourrait sortir le futur gouvernement. Ce bloc est-il assez fort pour prendre le pouvoir? Le 5 décembre, M. da Silva présente à nouveau sa démission. Le Président de la République recommence ses consultations et, le soir, rappelle M. da Silva. Le 6, M. da Silva décide de remplacer dans son ministère deux démocrates par deux indépendants : M. A. Ferrao prend le portefeuille de la justice, le colonel F. Freiria prend celui de la guerre, M. V. Borges est remplacé au commerce par M. Bredergode.

Le 11 décembre, le troisième ministère Silva est formé. M. da Silva lit à la Chambre la déclaration ministérielle. Il s'engage à consacrer ses efforts à la reconstitution économique et financière et promet de réprimer la spéculation avec la plus grande énergie. A l'intérieur il fera respecter l'ordre public et préparera la révision des lois administratives. Il réglera la question des loyers, et présentera une législation nouvelle sur les droits de la femme. Quant à la politique religieuse, elle sera résolument républicaine. Le gouvernement marquera le plus grand respect pour toutes les croyances en leur permettant de se développer dans le domaine qui leur est propre, mais il fera respecter la sphère d'action du pouvoir civil et les institutions républicaines. Il prêtera une attention spéciale à la négociation des conventions intercoloniales, à la démarcation claire et précise des attributions des gouvernements locaux et du gouvernement central conformément aux principes de l'autonomie financière et administrative.

Dans les relations internationales, le gouvernement s'efforcera d'assurer toujours le prestige du nom portugais. La base de sa politique internationale restera la vieille alliance avec l'Angleterre. Cependant, il donnera des soins particuliers à l'entretien des relations fraternelles avec le Brésil, à qui le Portugal est lié par des sentiments auxquels l'heureux voyage du chef de l'Etat a donné une vigueur nouvelle. Le gouvernement étudiera sur les marchés étrangers les conditions les plus avantageuses pour le commerce des produits portugais. La politique des accords commerciaux sera une des principales préoccupations du ministère. La question des réparations à obtenir de l'Allemagne retiendra aussi l'attention du gouvernement. Le Portugal s'efforcera, d'accord avec ses alliés, de sauvegarder les droits consignés dans le traité de Versailles et garantis par les conférences internationales postérieures qui se sont succédées depuis.

P. SUAREZ.

SUISSE

Les consultations populaires de 1922.

Depuis six mois, la Suisse n'a cessé de procéder à des consultations populaires sans cesse répétées.

* * *

Le 11 juin, le peuple eut, tout d'abord, à se prononcer sur trois initiatives : 1° sur les conditions de naturalisation des étrangers; 2° sur l'expulsion des indésirables; 3° sur l'éligibilité des fonctionnaires fédéraux au Parlement.

L'initiative a des naturalisations des origines anciennes. Avant la guerre, l'afflux considérable des étrangers en Suisse provoquait déjà des appréhensions. Dès 1908 était créée la « Commission des Neuf » qui, dans une pensée d'assimilation, admettait l'application du *jus soli* à la deuxième génération, c'est-à-dire conférait d'office la nationalité suisse aux enfants nés en Suisse de parents nés en Suisse, et établis depuis dix ans. Pendant la guerre un courant inverse se dessina : on se méfia des naturalisations hâtives. Et cette méfiance donna le jour à l'initiative dite des naturalisations, dont voici l'économie : 1° obligation d'un établissement de douze ans dans le pays avant la demande de naturalisation; 2° inéligibilité à vie à toutes les fonctions publiques des naturalisés qui n'ont pas habité le pays pendant au moins douze ans dans leur enfance (entre 5 et 20 ans); 3° facilités de naturalisation aux étrangers nés et élevés en Suisse pouvant aller jusqu'à la naturalisation de plein droit.

Cette initiative, imbue d'un esprit exagérément protecteur, avait perdu presque tout son intérêt dès avant le vote, car les Chambres fédérales avaient réglé par une loi du 26 juin 1920 le premier point en exigeant un séjour de six ans en Suisse au cours des douze dernières années avant la naturalisation (au lieu de deux ans d'après l'ancienne loi). Sur les deux autres points, le Conseil fédéral a prévu, dans un projet de revision constitutionnelle, que les nouveaux citoyens ne seront éligibles que cinq ans après leur naturalisation et s'il admet le *jus soli* à la seconde génération, il repousse par contre la naturalisation de plein droit.

Les auteurs de l'initiative s'étant ralliés aux propositions du Conseil fédéral et ayant accepté le rejet de l'initiative, l'issue du vote ne pouvait faire de doute.

L'initiative des expulsions est, comme l'initiative des naturalisations,

fille de la guerre. Elle est destinée en effet à répondre aux plaintes qui se sont élevées pendant les hostilités contre les espions, les trafiquants, les accapareurs qui exercèrent leur industrie sans scrupule en Suisse. Sans doute les plus bruyants et les plus compromettants furent-ils évincés, mais on eut le sentiment très net que les autorités étaient insuffisamment armées pour sévir, notamment par voie d'expulsion L'intention des *initiants* était de parer à cette insuffisance et de donner au gouvernement « non seulement le droit, mais le devoir de réaliser les expulsions », par une modification dans la rédaction de l'art. 70 de la Constitution fédérale.

L'art. 70 est ainsi conçu : « La Confédération a le droit de renvoyer de son territoire les étrangers qui compromettent la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse ». Les promoteurs de l'initiative demandent que le nouveau texte porte : « La Confédération a le droit et le devoir... » En outre, ils veulent que l'autorité sévisse non seulement contre ceux qui compromettent la sûreté intérieure ou extérieure du peuple suisse, mais encore contre ceux qui compromettent sa « prospérité ». Et afin de dissiper toute équivoque ils proposent en un deuxième alinéa des exemples : « Cette disposition vise particulièrement ceux qui prennent part à des mouvements contraires à la Constitution ou à des menées politiques susceptibles de troubler les bonnes relations de la Suisse avec des Etats étrangers, ainsi qu'à ceux qui se livrent à une activité économique contraire aux règles de la loyauté commerciale et aux intérêts généraux de l'économie nationale; la police cantonale aura pour devoir de signaler au Conseil fédéral les étrangers qui se mettent dans la situation d'être expulsés. »

L'initiative sur l'inégibilité des fonctionnaires, appuyée par 57.000 signatures émanant presque toutes d'employés ou fonctionnaires fédéraux, est simplement la reproduction du texte proposé par le Conseil fédéral au Parlement et repoussé par celui-ci; cinq fonctionnaires fédéraux élus au Conseil national en 1919, étaient par l'art. 77 de la Constitution obligés de choisir entre leur mandat législatif et leurs fonctions administratives; malgré cette prescription constitutionnelle, on leur permit, sous divers prétextes, le cumul pendant deux ans. Cette situation irrégulière provoqua de nombreuses interpellations, et le Conseil fédéral se vit invité à étudier le problème des incompatibilités. Il proposa la suppression de l'incompatibilité pour tous les fonctionnaires, sauf les chefs de service, mais son projet se heurta à l'opposition des Chambres[1].

Les trois demandes d'initiative ont toutes trois rejetées : l'initia-

1. Il est à remarquer que pendant toute la discussion les journaux et les proclamations des partis parlent de l'éligibilité (*Wählbarkeit*) des fonctionnaires alors que tout le problème porte sur la question de la compatibilité ou de l'incompatibilité entre une fonction administrative et un mandat législatif, ce qui est totalement différent.

tive des naturalisations par 341.839 voix contre 64.643, l'initiative des expulsions par 254.680 contre 156.175 et l'initiative des fonctionnaires par 252.295 contre 157.840.

* * *

Le 24 septembre, le peuple suisse avait à se prononcer sur la loi contre les menées révolutionnaires ou loi Haeberlin, du nom de celui qui l'a proposée. Depuis la tentative révolutionnaire de 1918 et les événements d'Olten, la plupart des partis bourgeois avaient réclamé une protection plus efficace contre le retour des mouvements séditieux. La loi proposée par M. Haeberlin modifie le titre III du Code pénal fédéral : elle veut atteindre non seulement le délit consommé et la tentative, mais encore la simple préparation. Les partis de droite mènent campagne en faveur de la loi. Les socialistes s'efforcent d'empêcher le gouvernement de se donner une arme nouvelle. Ils dénoncent la « muselière » Haeberlin parce qu'elle mène inévitablement à l'arbitraire. Cette opinion est partagée par tous les partis de gauche, des grutléens aux communistes, et par l'aile gauche des éléments bourgeois : les démocrates de la Suisse orientale et les jeunes-libéraux.

A la veille du vote populaire, la campagne entreprise par les deux parties opposées a pris une ampleur et une vivacité remarquables. Pendant le mois de septembre, c'est la grande affaire à laquelle les journaux consacrent souvent leurs éditoriaux. Les organes socialistes surtout ne se relâchent pas un seul jour; dans leurs manchettes, ils recommandent aux ouvriers de rejeter cette loi « destinée à les garotter »; dans de nombreux articles ils démontrent que l'acceptation de la loi causerait la ruine de toutes les institutions syndicales, et mettrait toute une classe de la nation dans une situation juridique inférieure. Ces vues sont partagées non seulement par tous les partis de gauche, mais encore par l'aile gauche des partis bourgeois (notamment les démocrates de la Suisse orientale et les jeunes libéraux), ce qui explique l'incertitude ressentie par les deux partis jusqu'à la veille même du scrutin. Les organes conservateurs, sentant que la victoire va leur échapper par suite du flottement des éléments bourgeois avancés s'efforcent de les convaincre du danger que constituerait pour leurs intérêts une victoire des adversaires de la loi Haeberlin.

Mais le 24 septembre la loi Haeberlin est rejetée à une majorité de 75.000 voix. A l'exception de Vaud, pays campagnard, de Thurgovie, patrie de M. Haeberlin, et des cantons catholiques qui ont voté l'acceptation de la loi, tous les autres, sauf les Grisons où les votes s'équilibrent, se sont prononcés pour le rejet.

Ce vote constitue-t-il une victoire des partis d'extrême gauche ou

n'est-il qu'une surprise causée par la défection accidentelle d'éléments bourgeois? Ni l'une, ni l'autre.

Le scrutin sur la loi Haeberlin a été une occasion, saisie par beaucoup de citoyens, de dire non, parce qu'ils avaient envie de dire non au Conseil fédéral. Ce n'est pas pour plaire aux socialistes qu'ils ont exprimé une volonté négative : c'est parce que la politique des pleins pouvoirs et des restrictions d'importation les a justement irrités, et qu'il trouvent, d'une façon générale, que les Conseils ont tort de légiférer à jet continu : on croit plus aujourd'hui à la valeur d'hommes d'Etat énergiques, même insuffisamment armés par le Code, qu'à la vertu de lois très strictes appliquées avec mollesse.

Si la presse socialiste exulte et se flatte d'avoir infligé une « grande défaite à la réaction », c'est par une singulière méprise.

* * *

Une autre consultation populaire s'approche. Le 13 septembre 1921, une initiative, lancée par le parti socialiste, a été remise revêtue de 87.535 signatures au Conseil fédéral. Elle demandait, sous le nom d' « impôt unique » sur les fortunes dépassant 50.000 francs, un prélèvement qui irait en augmentant de 8 à 60 %, et dont le produit serait affecté aux assurances sociales. La majorité du Conseil national lui oppose de multiples objections. Argument économique : le prélèvement provoquerait un renchérissement de la production industrielle, partant une augmentation des prix et par conséquent l'écrasement de l'industrie suisse sous la concurrence étrangère. Argument financier : le prélèvement n'apporterait aucune amélioration aux finances de la Suisse, il aggraverait au contraire la situation des cantons et communes, dont il diminuerait les ressources fiscales. Argument social : dans une démocratie, il est inadmissible que l'Etat ne frappe que six pour mille des habitants. Argument politique : L'initiative tend à introduire en Suisse le système communiste.

Les nombreux discours des divers adversaires de l'initiative développent ces quatre arguments. L'exposé le plus complet fut prononcé par le chef du département des finances, M. Musy. Pour lui, la solution du problème financier doit être cherchée non pas dans de nouvelles sources de revenus, mais dans l'économie. Il faudra arriver à baisser les salaires dès que la baisse du coût de la vie le permettra. Et il conclut : « L'initiative socialiste constitue une confiscation. Elle est une atteinte directe au principe de la propriété privée, qui est la base sur laquelle repose l'édifice économique et social de tous les Etats civilisés. Elle nous achemine vers la suppression de la propriété privée, dont le maintien est indispensable à la liberté et à la dignité humaine. » Les défenseurs les plus tenaces de l'initiative, MM. Platten et Grimm

leaders du parti socialiste, déclarent, M. Platten (de Zurich) que son parti fera tout pour faire aboutir l'initiative qui a pour but « l'expropriation des expropriateurs », M. Grimm (de Berne) que ce n'est pas la propriété en soi que vise l'initiative mais la propriété sous sa forme actuelle, qui est une concentration de capitaux dans les mains d'une petite minorité.

Le Conseil national passe au vote final : comme l'avaient déjà fait les Etats, il repousse — par 129 voix contre 40 — l'initiative qui doit (le 3 décembre) être soumise au peuple avec préavis négatif des deux Chambres et du Conseil fédéral.

Dans l'intervalle, de nouvelles élections ont lieu le 29 octobre.

Les partis sont ainsi représentés au Conseil national. Le groupe radical démocratique, le plus important, compte 59 membres; autrefois tout-puissant, il ne représente plus la majorité des conseillers nationaux, qui sont au total 189. Le groupe conservateur catholique compte 41 députés, et est représenté au Conseil fédéral par MM. Motta et Musy. Le groupe des paysans, artisans et bourgeois compte 31 membres; le groupe libéral démocratique 9; enfin le groupe socialiste ne compte plus que 38 membres, depuis que les députés Platten, Belmont et Schneider ont fait scission pour constituer un groupe communiste.

Toute la lutte se concentre autour d'un seul objet : l'initiative socialiste tendant à la confiscation des fortunes.

Jusqu'au jour du vote, la campagne électorale en vue du renouvellement du Conseil national conserve un caractère très calme. Il ne se produit aucun remaniement dans la distribution des partis, aucune alliance ni aucune dissidence de la dernière heure. Les élections se font sur cette base simplifiée : partis bourgeois (adversaires de l'initiative sur la confiscation des fortunes) contre partis socialistes (promoteurs de la confiscation).

De cette élection, faite sur le système de la représentation proportionnelle, personne ne semblait attendre de grandes modifications dans l'équilibre des partis représentés au Conseil national, mais chaque parti s'efforçait de bénéficier de l'augmentation de 9 sièges, qui portait le nombre des députés de 189 à 198.

C'est le bloc bourgeois qui en est devenu le principal bénéficiaire : il comptait 142 députés dans l'ancien Conseil, il en a 150 dans le nouveau; ils gagnent donc 8 sièges sur les 9 nouvellement créés. Les paysans s'emparent des deux nouveaux sièges de Berne et de l'un de ceux de Zurich; les radicaux, du second nouveau siège de Zurich et de celui de Schaffhouse; les catholiques conservateurs, de ceux de Zug et de Soleure; les libéraux, du siège genevois. Les socialistes eux, ne gagnent que le nouveau siège de Lucerne.

Si l'augmentation du bloc bourgeois constitue « un léger coup de barre à droite », on ne peut dire cependant que le vote du 29 sep tem-

bre soit une défaite positive du groupe socialiste. En effet, si l'extrême gauche (socialistes, communistes et grutléens) formait 24,87 % de l'ancien Conseil national, elle représente 24,24 % du nouveau.

Au cours de la dernière législature, la représentation de l'extrême gauche au Conseil national comptait 38 socialistes, 6 membres du groupe de politique sociale et 3 communistes, soit un total de 47 membres. Dans le nouveau Conseil, elle comptera : 43 socialistes (gain : 5 sièges), 3 politiciens sociaux (les grutléens étant éliminés, perte : 3 sièges) et 2 communistes (perte : 2 sièges).

Dans l'ensemble, c'est donc à peu près le statu quo. Mais un phénomène de concentration s'opère sur le centre socialiste : l'aile droite grutléenne disparaît et l'aile gauche communiste se résorbe au profit du bloc dirigé par M. Grimm. Le communisme n'est plus représenté au Conseil national que par MM. Platten et Belmont.

Le parti radical formait jusqu'en 1919, sous le régime majoritaire, plus de la moitié de l'Assemblée. Réduit il y a trois ans au chiffre de 59 députés, il reste sur ses positions avec un personnel assez renouvelé.

Le parti dit « des paysans et bourgeois », né en 1919 et voué avant tout à la défense d'intérêts professionnels, gagne 4 sièges, passant de 31 à 35.

Les libéraux gardent leurs 9 sièges.

Enfin, le parti conservateur catholique conquiert trois sièges, il aura 44 députés au lieu de 41.

Les élections du 29 octobre laissaient entrevoir le rejet de l'initiative sur la confiscation des fortunes. Le 3 décembre, le peuple suisse eut enfin à se prononcer sur la question qui, depuis plus d'un an, dominait la politique intérieure et exerçait indirectement de graves répercussions sur la vie économique de la Confédération : l'initiative socialiste.

La campagne, latente pendant les premiers mois de 1922, s'était amplifiée peu à peu au point de dominer toute la vie politique, notamment pendant la période électorale. Sous la menace, toutes les forces bourgeoises s'étaient groupées pour former bloc contre le parti socialiste. Le 24 septembre, le rejet de la loi sur les menées révolutionnaires confirmait les espérances socialistes, mais le 6 octobre, le Conseil national repoussait par 129 voix contre 40 l'initiative condamnée également par le Conseil fédéral et le Conseil des Etats; enfin les élections du 29 octobre faites sur la question du prélèvement, confirmait la position des conservateurs au Conseil national.

Au cours de la lutte très vive des dernières semaines précédant le vote, fixé au 3 décembre, les partis bourgeois et le parti socialiste avaient rivalisé d'ardeur dans leur propagande, ceux-ci opposant en de nombreux articles, dessins, tracts, conférences, la misère ouvrière au luxe capitaliste, ceux-là exposant les résultats désastreux de la « confiscation » sur la vie économique de la Suisse.

La propagande bourgeoise s'était servie principalement de deux arguments : par des confiscations successives (car on ne peut croire à la promesse donnée par les socialistes que le prélèvement serait unique), on tend à l'instauration du régime communiste; d'autre part l'initiative, si elle était acceptée, aurait pour résultat de ruiner l'industrie : elle provoquerait l'exode des capitaux, l'industrie serait obligée de payer un fort loyer pour l'argent qu'elle emprunterait et, déjà défavorisée par le change, elle péricliterait en provoquant une terrible crise de chômage dont les employés seraient les premières victimes.

Ce n'était pas une perspective idéologique, mais un état de choses en voie de réalisation : dans la crainte du timbrage des titres et de la levée du secret des banques, l'exode des capitaux commençait, entraînant une hausse du taux de l'intérêt.

A ces arguments, les socialistes répondaient par un appel aux sentiments des masses populaires et en insistant sur ce fait que, par suite de l'extrême division du capital en Suisse, 99,4 % des citoyens seraient exonérés de l'impôt. Les socialistes avaient pour adversaires l'administration fédérale et toutes les associations économiques, notamment les coopératives, dont l'influence est assez considérable en Suisse.

Le 3 décembre, l'initiative communiste subissait une défaite complète : 725.136 *non*, contre 1.078.035 *oui*; pas un canton n'avait accepté l'initiative.

Sous la signature de F. Bujard, la *Presse Lausannoise*, feuille commune des journaux de Lausanne pendant la grève des typographes de cette ville, écrit, le 4 décembre :

« L'initiative est écrasée comme un serpent venimeux. Il n'y a pas d'exemple, dans les annales des votations fédérales d'un projet repoussé avec une telle vigueur. Contre l'intoxication qui menaçait notre corps social, le peuple suisse a réagi avec une force extraordinaire. On ne saurait trop s'en réjouir et s'en féliciter. Ce vote fera sensation non seulement en Suisse, mais dans toute l'Europe et au delà. Il constitue une justification brillante du régime démocratique et montre que les conducteurs du peuple n'épargnent aucune peine pour l'éclairer sur ses véritables intérêts. Le peuple suit un bon destin et ne se laisse pas mener aux abîmes. Une démocratie bien organisée peut se passer de fascisme. Toutes les classes ont coopéré pour cet heureux événement. Pour les socialistes révolutionnaires, le vote du 3 décembre est un avertissement sévère. C'est la révolte du peuple généreux contre une entreprise immorale et pernicieuse, dont les conséquences auraient atteint toutes les sources du travail ».

Double épilogue : le premier relatif à la réglementation du droit d'initiative, le second à l'élection des membres du Conseil fédéral et du président de la Confédération.

Déjà, au mois de juin, un mouvement d'opinion s'était dessiné pour

protester contre l'abus des initiatives. Au cours de l'été, le peuple suisse avait dû se prononcer encore sur un nombre assez considérable de « consultations » fédérales ou cantonales ; aussi le mouvement s'est-il développé et a-t-il pris son expression dans deux motions demandant la restriction du droit d'initiative. Dans les premiers jours de décembre, M. Maillefer au Conseil national et M. Brugger au Conseil des Etats déposaient des motions similaires visant à réviser la Constitution pour réprimer les abus du droit d'initiative :

« Le Conseil fédéral est invité à soumettre dans le plus bref délai aux Conseils un rapport et une proposition sur la révision de l'art. 121 de la Constitution fédérale, en vue d'empêcher l'exercice abusif du droit d'initiative ».

Le nouveau Conseil national, issu des élections du 24 octobre, réuni à Berne, le 4 décembre, au lendemain du rejet de l'initiative socialiste, dans la double atmosphère d'un début de législature et d'un lendemain de plébiscite, s'est joint, le 14 décembre, au Conseil des Etats pour constituer l'Assemblée fédérale qui doit chaque année désigner les membres du Conseil fédéral et le président de la Confédération. Les socialistes s'abstenaient. Tous les membres actuels du Conseil fédéral ont été confirmés dans leur mandat, avec félicitations. Un vote de confiance particulier s'est trouvé dans le nombre de voix accordé au président Haab.

Le représentant de Berne au Conseil fédéral, M. Karl Scheurer, a été désigné pour 1923, comme président de la Confédération. Il y a quatre ans, il avait été désigné pour succéder aux finances à Edouard Muller ; mais les circonstances firent juger désirable de placer le nouveau conseiller fédéral à la tête de l'administration militaire Le nombre extraordinaire des voix recueillies dans l'Assemblée fédérale par M. Scheurer pour sa désignation aux plus hautes fonctions est l'expression de la reconnaissance du pays pour les grands services qu'il lui a rendus. Comme président, M. Scheurer, tout en conservant le département militaire, aura à s'occuper également des affaires générales de la Confédération.

* * *

VIE INTERNATIONALE

LA CONFÉRENCE DE PARIS

[Faisant suite à la Conférence tenue à Londres du 9 au 11 décembre dernier, le 2 janvier s'ouvrait à Paris la Conférence interalliée qui devait tenter de réaliser entre la France, l'Angleterre, la Belgique et l'Italie, un accord de principe sur la solution du problème des réparations et la question connexe des dettes interalliées. A la séance d'ouverture, MM. Poincaré, Bonar Law et le baron Romano Avezzana déposèrent sur le bureau de la Conférence les plans respectivement présentés par les gouvernements français, anglais et italien, dont voici la reproduction textuelle :]

A. — Le plan français

Si cruellement éprouvée qu'elle ait été par la guerre, la France ne se désintéressera du relèvement d'aucune des nations qui souffrent, en ce moment, de la crise générale. Elle vient de donner, hier encore, dans la question autrichienne, une preuve éclatante de ses sentiments de solidarité. Elle a l'ardent désir de travailler, en étroit accord avec les alliés, à la consolidation de la paix par l'exécution des traités et à la reconstitution de tous les pays que les événements des années dernières ont atteints dans leur force vitale. Elle ne peut cependant oublier que c'est l'Allemagne qui lui a déclaré la guerre, qui a envahi dix départements français et qui les a systématiquement dévastés. Elle considère que la réparation intégrale de ces dommages, ordonnée par le traité de Versailles, est une œuvre de justice élémentaire. Elle est également convaincue que cette réparation, condition indispensable de la restauration des finances françaises, est la seule préparation logique d'une reconstruction économique de l'Europe. C'est dans cet esprit qu'elle soumet à ses alliés le programme de travail suivant, que le

gouvernement de la République est disposé à justifier, à préciser et à développer devant eux.

Ce programme comporte :

1° La recherche d'une solution du problème des réparations et des dettes interalliées ;

2° L'adoption d'une politique précise en ce qui concerne la stabilisation du mark et la réorganisation des finances allemandes ;

3° Les décisions immédiates au sujet du moratorium demandé par l'Allemagne et des gages dont le gouvernement français estime la saisie indispensable, tant pour assurer les payements maintenus au cours du moratorium que pour prévenir une défaillance ultérieure du Reich.

I. — Réparations et dettes interalliées.

L'Allemagne a demandé :

1° Une réduction de sa dette réparations ;

2° La fixation de cette dette en proportion de ses excédents budgétaires possibles.

Cette dernière demande est évidemment inadmissible : les excédents budgétaires de l'Allemagne sont, en effet, fonction de sa politique et de sa bonne volonté ; l'expérience du passé ne saurait donner la moindre confiance en l'avenir. Le gouvernement français rappelle à ses alliés, dans une note spéciale, les manquements incalculables qu'a commis l'Allemagne en ces derniers mois. Ils sont significatifs et ne peuvent nous laisser aucune illusion.

Le gouvernement français déclare qu'il n'est disposé à accepter aucune réduction sur sa part des versements que doit l'Allemagne en vertu de l'état des payements. Cette part, en effet, est d'ores et déjà insuffisante pour assurer les charges des pensions et de la restauration des régions dévastées.

Une réduction de la dette allemande ne pourrait donc être envisagée par le gouvernement français que si certains de ses alliés admettaient la possibilité d'une réduction ou d'un autre aménagement de leur créance sur l'Allemagne par la modification des pourcentages et l'attribution d'une priorité à la réparation des régions dévastées ; il n'appartient pas à la France de préjuger sur ce point les dispositions des autres créanciers de l'Allemagne.

Cependant, un document officiel du gouvernement anglais ayant donné à entendre qu'il serait disposé à abandonner ou à réduire ses demandes vis-à-vis de l'Allemagne sous certaines conditions touchant au problème des dettes interalliées, le gouvernement français croit devoir préciser quel est, à cet égard, son point de vue. Il ne revient pas sur l'origine et la signification de ces dettes. Il se borne à rappeler

qu'elles ont été contractées dans l'intérêt de la victoire commune, qu'elles constituent des frais de guerre et que, conformément aux principes posés par les articles 231 et 232 du traité de Versailles, elles doivent être primées par la créance des réparations. Le gouvernement français ne peut, ni en équité, ni en fait, payer soit le capital de ces dettes, soit les intérêts, aussi longtemps qu'il n'aura pas été à tout le moins couvert par des versements allemands des dépenses faites et à faire pour la reconstitution des régions dévastées. Ces dépenses correspondent sensiblement à la part française dans les obligations A et B.

Si certains de ses créanciers étaient disposés à accepter ce mode de règlement, le gouvernement français serait prêt à leur remettre d'ores et déjà sur sa part dans les obligations C un capital nominal égal au montant nominal de sa dette.

Il déclare qu'il est prêt à annuler les obligations C qu'il recevrait éventuellement en payement de ses propres créances, si ce mode de règlement était adopté par l'ensemble des puissances européennes, et si celles d'entre elles qui se trouvent créancières décidaient également d'annuler les obligations C qui leur seraient remises.

En ce qui concerne les modalités de payement de la dette de réparations allemandes, telle qu'elle a été fixée par l'état des payements ou telle qu'elle pourrait être réduite dans l'hypothèse prévue ci-dessus, le gouvernement français est d'avis qu'il est de l'intérêt commun des alliés et de l'Allemagne d'en assurer le payement dans un espace de temps plus réduit que celui qui a été prévu pour l'amortissement des obligations A et B.

En conséquence le gouvernement français admet que les versements anticipés qu'effectuerait l'Allemagne devraient, jusqu'à une date à fixer, lui être escomptés à un taux équitable.

De tels versements ne pouvant être actuellement effectués par l'Allemagne dans des proportions appréciables que sur le produit d'emprunts contractés par elle à l'extérieur, le gouvernement français estime que les gouvernements alliés devraient par tous les moyens en leur pouvoir favoriser l'émission de ces emprunts.

Il croit, du reste, que dans un très proche avenir de tels emprunts seraient possibles, les sûretés réelles pouvant être dès maintenant trouvées en Allemagne pour le service d'emprunts limités et l'affectation de ces sûretés à ces emprunts pouvant être efficacement contrôlée par le comité des garanties, auquel seraient adjoints, conformément aux dispositions de l'article 8 de l'état des payements, des représentants des souscripteurs.

Une mobilisation étendue de la dette allemande ne saurait cependant être obtenue aussi longtemps que l'ordre n'aura pas été rétabli dans les finances allemandes, dans les conditions et sous le contrôle indiqués au chapitre suivant.

II. - Réorganisation des finances allemandes.

Le gouvernement français estime que le programme de réorganisation des finances allemandes devrait comprendre les articles essentiels ci-après :

A. — 1° Elaboration par le gouvernement allemand d'un plan de stabilisation de la monnaie allemande à soumettre à l'approbation de la Commission des réparations, ne comportant pas d'autre intervention sur le marché des devises que celle qui sera nécessaire pour maintenir la valeur extérieure du mark au cours constaté au début des opérations, jusqu'à ce que la valeur intérieure de la monnaie soit descendue à un niveau voisin de la valeur extérieure restée constante;

2° Mesures immédiates à prendre pour remettre le budget allemand en équilibre et maintenir cet équilibre en introduisant progressivement dans les dépenses les crédits nécessaires pour permettre à l'Allemagne de s'acquitter de sa dette de réparations;

3° Cessation de l'escompte de bons du Trésor par la Reichsbank dès le début de l'application du plan de stabilisation; il serait pourvu aux besoins du Reich qui ne se trouveraient pas couverts provisoirement par les recettes normales, au moyen de l'émission d'emprunts intérieurs en or;

4° Renforcement des dispositions propres à empêcher l'évasion des capitaux à l'extérieur et la thésaurisation des devises étrangères à l'intérieur.

B. — Organisation du contrôle de l'application des dispositions qui précèdent par le comité des garanties dans les conditions ci-après :

a) Un plan complet de mesures législatives et administratives sera établi par le gouvernement allemand, d'accord avec la commission des réparations. Le gouvernement allemand prendra l'engagement de présenter immédiatement ce plan au Reichstag et en tant que de besoin aux Assemblées des Etats, qui devront l'appuyer et s'engager à ne pas le modifier autrement que d'accord avec le comité des garanties;

b) Le comité des garanties sera mis en mesure de suivre l'exécution de ce programme, et notamment de connaître à tout moment, dans tous les détails et à tous les échelons, l'état de la gestion des finances du Reich et des Etats; il pourra recourir à cet effet à tous les moyens d'investigation qu'il jugera utiles; il pourra interdire toute dépense qu'il jugerait inopportune et prescrire toute augmentation de recettes jugée par lui possible et destinée à permettre à l'Allemagne de faire face à la charge des réparations; il exercerait sur la Reichsbank et tous autres organismes chargés d'intervenir dans la modification du

régime monétaire allemand le contrôle nécessaire pour assurer l'exécution du plan de réforme qui aura été approuvé par la commission des réparations;

c) Si le programme visé ci-dessus n'était pas voté dans les délais fixés par les gouvernements alliés, si les engagements prévus n'étaient pas pris ou s'ils n'étaient pas tenus, et enfin si le gouvernement allemand ne se conformait pas immédiatement aux injonctions de l'organisme chargé du contrôle, cette défaillance constituerait par elle-même un manquement volontaire au sens des paragraphes 17 et 18 de l'annexe II à la partie VIII du traité de Versailles, et l'ensemble des sanctions prévues au chapitre IV ci-après entrerait immédiatement et automatiquement en jeu. Les puissances alliées s'engageront d'avance les unes vis-à-vis des autres à donner des instructions en ce sens à leurs délégués à la commission des réparations;

d) La disposition finale de l'article 7 de l'état des payements d'après laquelle « le comité des garanties n'est pas autorisé à s'ingérer dans l'administration allemande » ne sera pas considérée comme pouvant mettre obstacle à l'application des dispositions qui précèdent; il sera bien entendu que la stipulation précitée signifie seulement que le comité des garanties ne saurait se substituer aux services administratifs allemands et en assurer la direction.

C. — Transfert du siège du comité des garanties à Berlin et adjonction à ce comité, dès que des emprunts extérieurs auront été émis, de représentants des pays souscripteurs.

III. — Moratorium et gages

Le gouvernement français estime que l'Allemagne serait en mesure de faire en 1923, d'accord avec les grands industriels, un effort suffisant pour exécuter l'état des payements et qu'en tout cas le moratorium demandé par l'Allemagne n'est acceptable qu'à la condition de ne pas porter sur la totalité des payements dus par l'Allemagne et d'avoir pour contre-partie la saisie de gages.

I. *Etendue et durée du moratorium.* — Le gouvernement français n'est pas disposé à envisager un moratorium supérieur à deux ans; il considère même que ce délai ne saurait être accordé ou maintenu que si l'Allemagne accomplit l'effort indispensable, d'accord avec la commission des réparations, pour réorganiser ses finances, et si elle prend les dispositions nécessaires pour l'émission d'emprunts destinés: 1° pour une part à faciliter l'équilibre de son budget et la stabilisation du mark, 2° pour solde à commencer, dès la période du moratorium, l'amortissement de sa dette en capital.

En ce qui concerne l'étendue du moratorium, le gouvernement française estime qu'il y a lieu de maintenir :

1° Le payement des frais des armées d'occupation tels qu'ils ont été fixés par l'arrangement du 11 mars 1922, des frais de la haute commission interalliée des territoires rhénans, et des commissions de contrôle militaire et naval ;

2° Des payements en espèces dans les conditions ci-après indiquées ;

3° Les prestations en nature dans les conditions prévues par le traité et les accords en vigueur ; les autres obligations (offices de compensation, restitutions, etc.) que les traités et conventions imposent à l'Allemagne seront, en outre, maintenues dans les conditions qui les régissent actuellement.

II. *Gages.* — Mais comme les trois années qui viennent de s'écouler montrent qu'il est impossible d'avoir confiance dans l'exécution par l'Allemagne des engagements qu'elle a pris, le gouvernement français regarde la saisie de gages comme indispensable et il considère que la réalisation des gages ci-après n'excédera pas la capacité de payement de l'Allemagne et n'est pas de nature à entraver l'assainissement de ses finances.

Ces gages seront pris :

1° En vue d'assurer l'exécution des conditions du moratorium, tant en ce qui concerne la réorganisation des finances allemandes que les payements restreints prévus pendant cette période ;

2° En vue de garantir aux puissances alliées le prolongement et l'extension de ces payements à l'expiration du moratorium, si l'Allemagne n'a pas pris à ce moment les dispositions nécessaires pour s'acquitter normalement de sa dette.

Si des emprunts suffisamment importants sont contractés par l'Allemagne pendant le moratorium et mis à la disposition de la commission des réparations pour amortir le capital de la dette allemande il pourra être envisagé de laisser à la disposition du gouvernement allemand les espèces produites par les gages, et soit une partie des prestations en nature, soit leur équivalent sur le montant des emprunts.

Mais le gouvernement français estime que toutes dispositions utiles doivent être prises pour assurer immédiatement la productivité des gages dont il a envisagé la saisie et pour faire fonctionner l'organisation à créer dans la mesure que les circonstances rendront nécessaire.

Le programme élaboré comporte la saisie de gages déterminés ; le gouvernement français a cependant dressé ce programme de façon à éviter autant que possible toute occupation militaire nouvelle, sauf au cas où l'Allemagne ne se conformerait pas strictement à toutes les obligations que le programme lui impose, auquel cas les sanctions prévues au chapitre IV ci-après entreront automatiquement en jeu. Les gouvernements alliés prennent à cet égard, les uns vis-à-vis des autres,

un engagement absolu, soit d'appliquer ces sanctions en commun, soit de ne faire aucune objection à ce qu'elles soient appliquées isolément par l'un d'eux.

Le gouvernement français est d'ailleurs persuadé que si ses alliés acceptent ce programme et collaborent avec lui pour l'imposer au gouvernement allemand, son application ne saurait souffrir aucune difficulté sérieuse et que tout mouvement de troupes sur des territoires non occupés sera rendu inutile. Des explications détaillées seront fournies sur les articles suivants du programme dont le résumé seulement est exposé ci-après :

1° Gages destinés à assurer la livraison des prestations en nature.

a) *Charbons.* — Une mission interalliée de contrôle, formée d'ingénieurs, dont le président sera français, et dans laquelle les voix se répartiront en proportion des livraisons de charbon dues aux puissances intéressées, sera envoyée à Essen, et dotée, avec le concours du gouvernement allemand, des pouvoirs nécessaires pour surveiller l'action du Kohlensyndicat et pour assurer, au moyen d'ordres donnés par le président soit à ce dernier, soit aux services allemands des transports, l'application stricte des programmes fixés par la commission des réparations. La haute commission interalliée des territoires rhénans, aura pouvoir d'émettre des ordonnances dans le territoire de la Ruhr pour l'exécution des dispositions prises par cette mission.

b) *Bois.* — Notification sera adressée à l'Allemagne que les gouvernements alliés se réservent de prendre les mesures nécessaires pour faire effectuer à leur profit, dans les forêts domaniales et communales des territoires occupés, des coupes supplémentaires.

Mandat sera donné à cet effet à la haute commission interalliée des territoires rhénans d'assurer sous ses ordres l'exploitation forestière.

c) Au cas où les livraisons en nature demandées à l'Allemagne (matériel ou matériaux de construction ou d'entreprise, azote, etc...) ne seraient pas effectuées dans les délais prévus aux protocoles de commande, des réquisitions pourraient être opérées dans la limite des insuffisances de livraisons, sous les ordres et sous le contrôle de la haute commission interalliée des territoires rhénans. Ces réquisitions pourraient avoir lieu soit sur les territoires militaires occupés, soit dans la Ruhr.

2° Gages destinés à assurer concurremment des paiements en espèces et des livraisons en nature.

a) *Prélèvement de devises étrangères sur les exportations allemandes en provenance des territoires actuellement occupés et du bassin de la Ruhr.*

Ce prélèvement serait destiné à assurer aux alliés le moyen, d'une part, de percevoir des sommes notables en espèces, d'autre part, de

contrôler, avec une précision que le comité des garanties n'a pu obtenir jusqu'à présent à Berlin, les conditions dans lesquelles les licences sont délivrées et surtout l'exactitude des versements qui doivent être effectués par les exportateurs.

Il pourrait être réalisé en utilisant le comité de Bad Ems pour les territoires de la rive gauche, et, pour le bassin de la Ruhr, soit en étendant à ce bassin la compétence du comité de Bad Ems, soit en créant un comité analogue à Essen, auquel les exportateurs, en vertu d'une ordonnance à rendre par la haute commission interalliée des territoires rhénans, devraient s'adresser pour obtenir leurs licences d'exportation.

Les licences seront délivrées sous l'autorité de la haute commission interalliée des territoires rhénans qui fixera la proportion des devises étrangères que les exportateurs devront verser dans une banque agréée par elle en échange des autorisations d'exportation.

Elle vérifiera, par une surveillance à la circulation en tant que de besoin et par des sondages chez les particuliers, que les exportateurs allemands demandent effectivement aux organismes ci-dessus prévus, et non pas aux bureaux similaires fonctionnant en territoire non occupé, leurs licences d'exportation.

Les fraudes donneraient lieu à l'application de pénalités pécuniaires ou personnelles à prononcer en principe par les tribunaux militaires qui délégueraient leurs pouvoirs en tant que de besoin aux tribunaux allemands.

Ce mode de contrôle, s'il était établi en commun par les alliés, pourrait fonctionner sans occupation militaire nouvelle et sans établissement d'un cordon douanier à l'est.

Le produit total des perceptions peut être évalué à l'équivalent d'environ 400 millions de marks-or par an.

b) *Saisie des ressources douanières des territoires actuellement occupés, ainsi que des bureaux principaux des douanes de la Ruhr.*

Malgré les objections formulées, le gouvernement français persiste à penser qu'il serait désirable de rétablir le régime économique institué par la Conférence de Londres de mars 1921. Cependant, devant l'opposition manifestée par certains de ses alliés, le gouvernement français serait, en cas de gages pris en commun, disposé à accepter la procédure suivante :

La haute commission interalliée des territoires rhénans recevra le mandat d'assurer sous ses ordres la perception des ressources douanières à la frontière occidentale des territoires occupés et dans les circonscriptions douanières des territoires occupés et de la Ruhr.

Elle aura qualité pour fixer la part des taxes à l'exportation qui sera payable en devises appréciées, le solde devant lui être versé en marks papier.

Un contrôle sera organisé sous les ordres de la haute commission interalliée des territoires rhénans, dans des conditions analogues à celles qui ont été prévues au paragraphe précédent, pour vérifier que les droits dus au titre des exportations ou des importations afférentes aux territoires énumérés ci-dessus n'ont pas été payés, en fraude des dispositions prises, dans des circonscriptions douanières des territoires non occupés ou non soumis à la surveillance des alliés.

Cette méthode de contrôle n'exige pas l'établissement d'un cordon douanier proprement dit à l'est des territoires occupés et surtout du bassin de la Ruhr.

L'importance des perceptions peut être estimée à environ 200 millions de marks-or par an, dont 150 pour les territoires occupés. Si par exemple 20 % (vingt pour cent) des taxes à l'exportation étaient perçus en devises appréciées, le produit du gage serait de 20 millions de marks or, plus, au cours actuel 324 milliards de marks papier.

c) *Saisie du Kohlensteuer dans les territoires occupés et dans le bassin de la Ruhr.*

Notification sera faite au gouvernement allemand que les puissances alliées donnent mandat à la haute commission interalliée des territoires rhénans de percevoir pour le compte de la commission des réparations le Kohlensteuer dans les territoires occupés et dans le bassin de la Ruhr.

Le payement d'une fraction de l'impôt (30 % par exemple) sera exigé des propriétaires de mines en devises étrangères. Les propriétaires de mines seront avertis que pour le cas où cette condition ne serait pas remplie, les puissances alliées se réservent la possibilité de dérouter une quantité équivalente de charbon.

Sur la base des résultats atteints en 1922, la production annuelle de la Ruhr et des territoires occupés atteint environ 100 millions de tonnes.

En se basant sur la valeur actuelle du charbon de la Ruhr, le Kohlensteuer atteint environ 4 marks or la tonne ; il devrait donc produire l'équivalent de 400 millions de marks or, dont 120 payables en devises appréciées et le solde en marks papier, soit au cours actuel 500 milliards.

d) *Utilisation des marks papier produits par les douanes et le Kohlensteuer.*

Les gages saisis donneraient aux puissances alliées l'équivalent de 460 millions de marks or en marks papier (dont 180 pour les douanes et 280 pour le Kohlensteuer).

Au total, on peut espérer que la productivité nette des gages envisagés, évalués en marks or, sur les bases ci-dessus indiquées, atteindrait les montants suivants :

1. — Exécution intégrale du programme des livraisons de charbon de la commission des réparations	350.000.000
2. — Livraisons de bois	40.000.000
3. — Livraisons d'azote	60.000.000
4. — Prélèvement de devises étrangères sur les exportateurs	400.000.000
5. — Saisie des taxes à l'exportation (montant perçu en devises étrangères	20.000.000
6. — Saisie du Kohlensteuer (montant perçu en devises étrangères	120.000.000
Total général	1.000.000.000

L'exécution du programme de payements restreints pendant la période du moratorium serait donc garantie ; la possibilité serait donnée aux puissances alliées d'accroître, au cas de défaillance prolongée du Reich, le montant de leurs recouvrements notamment par un accroissement du Kohlensteuer et des prélèvements en devises étrangères, soit sur les producteurs de charbon, soit au titre des taxes à l'exportation.

Les gages envisagés pourraient être saisis en commun par les alliés en n'utilisant que des moyens de contrôle d'ordre économique sans intervention de forces militaires.

Enfin, les gages choisis auraient l'avantage, grâce à la méthode conçue pour en organiser l'exploitation, de permettre une pression énergique sur la grande industrie, qui a dressé jusqu'à présent les principaux obstacles à l'exécution du traité de Versailles, qui a favorisé l'exportation des devises et de l'or et qui a tiré des bénéfices considérables de la situation actuelle de l'Allemagne.

IV. — Sanctions

Au cas où le gouvernement allemand ne se prêterait pas à l'exécution du présent programme, et notamment s'il ne prenait pas toutes les dispositions législatives et administratives jugées nécessaires, prescrites soit par la commission des réparations, soit par la haute commission interalliée, soit par la mission interalliée d'ingénieurs, pour permettre la stricte exécution du programme, cette défaillance entraînerait immédiatement et automatiquement la mise en jeu des sanctions suivantes :

1° L'occupation militaire des districts d'Essen et de Bochum et de toute la partie du bassin de la Ruhr déterminée par le maréchal Foch ;

2° L'établissement d'un cordon douanier à l'est de l'ensemble des territoires occupés.

Et cela sans préjudice de la constatation plusieurs fois faite par le gouvernement français que toute inexécution du traité de Versailles a eu déjà et aurait encore à l'avenir pour effet de reculer les dates d'évacuation des territoires occupés.

B. — Le plan britannique

Plan de règlement général des réparations et des dettes européennes interalliées

Réparations. — Le plan suivant a été préparé en vue de procéder à un règlement complet et définitif des questions des réparations et des dettes européennes interalliées.

Les obligations de l'Allemagne en vertu du traité de paix, sont fixées par ce plan comme suit :

Néant pendant 4 années (à part certaines livraisons en nature dont l'Allemagne sera créditée par imputation sur les payements ultérieurs).

2 milliards de marks or (100 millions de livres) par an, pendant les 4 années suivantes.

2 milliards et demi de marks or (125 millions de livres) par an, pendant les 2 années suivantes.

Après 10 ans, 3 milliards 1/2 (166 millions de livres), ou toute somme inférieure (mais ne tombant pas au-dessous de 2 milliards 1/2), telle qu'elle pourra être fixée par un tribunal impartial.

Si l'organisme de surveillance stipulé ci-dessous décide à l'unanimité que l'état des finances allemandes avant la fin de la période initiale de quatre années est tel que des payements en espèces pour réparations peuvent être effectués, il aura le pouvoir d'avancer le commencement du payement annuel de 2 milliards d'une période ne dépassant pas deux années, qu'il pourra juger convenable, et il pourra procéder à tout ajustement en ce qui concerne les versements futurs qu'il pourra estimer équitable, de manière que l'ensemble des obligations n'en soit pas accrû.

Les obligations prennent la forme de bons 5 %, rachetables sur sa demande par le gouvernement allemand, au début, avec des facilités s'élevant graduellement jusqu'au pair au bout de 32 années.

Les bons sont répartis en deux séries: la série 1, représentant les versements fixes (se montant à 2 milliards 1/2 par an) ; la série 2, représentant les versements supplémentaires en excédent de 2 milliards 1/2 par an, à partir de la onzième année.

Il n'y a pas de fonds d'amortissement, mais le rachat, plus particulièrement dans les premières années, est autorisé à des conditions libérales, telles que l'économie réalisée sur l'intérêt annuel des bons rachetés sera suffisante, si le crédit de l'Allemagne est rétabli, pour couvrir à la fois intérêts et fonds d'amortissement sur les emprunts allemands placés sur le marché à fins de rachat.

Cet arrangement incitera vivement l'Allemagne à émettre des emprunts de ce genre aussitôt que possible, puisque, par là, elle convertira une obligation perpétuelle en une obligation terminable, sans augmentation de la charge annuelle, et qu'elle substituera aussi une dette étrangère normale envers des porteurs particuliers à ses obligations actuelles envers des gouvernements étrangers.

Les bons stipulés dans le projet ne sont pas destinés à être offerts au public ou à être placés sur le marché; ils devront servir uniquement comme mécanisme de comptabilité. La « mobilisation » de la dette de réparations allemande doit être effectuée au moyen d'emprunts placés par l'Allemagne dans le public, et dont le produit serait appliqué à l'amortissement des bons primitifs.

Afin d'offrir à l'Allemagne une véritable occasion de rétablir l'équilibre de son budget et de stabiliser le mark, il est absolument essentiel qu'on la mette complètement à l'abri des payements en monnaies étrangères pendant la période initiale, et que les livraisons en nature (sauf en tant que les pays bénéficiaires consentiraient à les payer comptant) soient réduites au minimum.

Il sera toutefois nécessaire que les livraisons, au compte des réparations, de coke à la France, de charbon à l'Italie, et peut-être bien aussi de matières colorantes, soient continuées, bien que sur une échelle réduite, même pendant cette période initiale. Les quantités exactes ne peuvent être fixées que par des négociations.

Dans l'éventualité où ce plan serait couronné de succès, il est fortement probable toutefois que l'Allemagne s'efforcerait elle-même d'augmenter ses livraisons en nature, dans les premières années, jusqu'à un maximum, en vue des conditions libérales auxquelles sera évaluée l'annulation de sa dette.

Ce plan serait offert à l'Allemagne, à condition qu'elle s'engage :

1) à stabiliser le mark, d'accord avec les recommandations contenues dans le rapport de la majorité des experts étrangers consultés par le gouvernement allemand au mois de novembre dernier, et à rétablir l'équilibre de son budget dans un délai à prescrire (mettons six mois pour la stabilisation et deux ans pour la réforme du budget);

2) à accepter toute surveillance financière qui pourrait être estimée nécessaire par les puissances alliées pour veiller à l'exécution ponctuelle de ces réformes (voir état B);

3) à se soumettre, dans l'éventualité où elle ne réussirait pas à convaincre l'organisme de surveillance que la condition nº 1 est observée ou à s'acquitter de ses obligations suivant la présente révision, à toutes mesures que les puissances alliées, saisies d'un rapport de l'organisme de surveillance constatant ses manquements pourraient décider à l'unanimité être nécessaires, y compris la saisie par la force des revenus et avoirs de l'Allemagne et l'occupation militaire des territoires allemands en dehors de la zone actuelle d'occupation.

Dettes interalliées. — Les propositions suivantes sont faites en vue de traiter de la question des dettes interalliées dans l'hypothèse que le plan ci-dessus de réparations est accepté et que toutes propositions pour prises de gages et application de sanctions (autres que celles qui sont stipulées dans le plan ci-dessus) sont abandonnées :

1) Les dépôts d'or détenus maintenant par la Grande-Bretagne comme garantie des dettes interalliées devront être appliqués à la réduction de ces dettes.

2) Les bons allemands première série qui doivent être reçus par la France en ce qui concerne la dette de guerre belge, 1 milliard 1/2 de bons première série qui doivent être reçus pas l'Italie en ce qui concerne sa part de réparations, seront cédés à la Grande-Bretagne.

3) Le solde des sommes nettes que se doivent entre eux les alliés européens en ce qui concerne les avances[1] consenties dans le but de poursuivre la guerre sera entièrement annulé, toute contre-réclamation étant abandonnée, à condition que les débiteurs transfèrent leurs intérêts dans les bons de la seconde série (contingent) à un fonds commun pour distribution aux puissances qui ont des dettes envers les Etats-Unis d'Amérique en proportion de leurs dettes américaines respectives.

Les lignes directrices de ce plan sont les suivantes :

1) Fixer un minimum des obligations de l'Allemagne qui rentre dans les estimations récentes faites par les experts financiers de la capacité de l'Allemagne, et une obligation supplémentaire qui ne soit pas, à première vue indûment onéreuse, mais qui puisse être réduite ou annulée par un tribunal impartial si les événements démontraient qu'elle est excessive.

2) Substituer aux obligations actuelles fixes des alliés européens envers la Grande Bretagne des arrangements en vertu desquels le total serait annulé sauf une faible proportion (qui serait acceptée sous la forme d'un transfert d'obligations allemandes), mais aux termes desquels les versements allemands contingents en excédent du minimum fixé seraient disponibles pour acquitter d'une manière générale les dettes européennes envers les Etats-Unis.

3) Accorder à l'Allemagne des conditions attrayantes pour qu'elle rachète prochainement et par anticipation les payements annuels.

L'obligation primordiale de l'Allemagne est mise sous la forme de 50 milliards de marks or de bons à 32 ans, ne portant aucun intérêt pendant 4 ans, un intérêt de 4 % pendant les 4 années suivantes et 5 % après cela. Aucune stipulation n'est proposée pour le fonds d'amortissement, mais les bons peuvent être rachetés à des conditions qui, si le crédit de l'Allemagne se rétablit, permettront de faire face à l'in-

1. Le *statu quo* ne serait pas modifié en ce qui concerne les dettes interalliées d'après-guerre.

intérêt et au fonds d'amortissement sur les emprunts nécessaires au rachat en les prélevant sur les économies réalisées sur l'intérêt des bons.

L'Allemagne est ainsi doublement induite à emprunter au public pour racheter les bons originaux[1].

a) Elle se libère de sa responsabilité directe envers les gouvernements alliés.

b) Elle substitue sans qu'il lui en coûte davantage une dette terminable à une dette perpétuelle.

Les mérites qu'on revendique en faveur de ce plan sont que son adoption rendra possible le rétablissement du crédit allemand et permettra de recouvrer des sommes très substantielles pour les réparations, tandis que si l'on persiste dans une politique qui tente d'imposer par la force des revendications impossibles, on finira par détruire entièrement la créance.

La valeur actuelle de l'obligation primordiale en vertu du présent plan ne peut s'estimer d'une manière précise à cause des options de rachat.

Si l'adoption de ce plan amenait une renaissance rapide du crédit allemand et si l'Allemagne était en mesure, en émettant des emprunts, de payer l'ensemble de l'annuité fixe dans les toutes premières années, la valeur actuelle pourrait ne pas dépasser 30 milliards et pourrait même être inférieure à cette somme.

Même si cela arrivait, les alliés auraient en fait reçu cette somme de 30 milliards et l'Allemagne serait, sans le moindre doute, en mesure d'assurer, à l'échéance, le service de la seconde série des bons à créer dans dix ans, et pourrait racheter aussi très rapidement cette série. Dans cette éventualité, cette seconde série vaudrait au moins sa valeur actuelle d'après la table de 6 1/1 % — soit 7,4 milliards, — de sorte que, dans cette supposition, l'ensemble de l'indemnité aurait été encaissé en 10 ou 15 ans (principalement dans les dix premières années) et une valeur actuelle de plus de 37 milliards or aurait été réalisée.

En mettant les choses au pire, c'est-à-dire en supposant qu'aucun emprunt allemand ne devienne possible, soit à l'heure actuelle, soit à l'avenir, que la seconde série de bons ait à être annulée entièrement et que l'Allemagne paye uniquement l'intérêt sur la première série comme annuité perpétuelle commençant dans 4 ans d'ici à 2 milliards et s'élevant, 4 années plus tard, à 2 milliards 1/2, la valeur actuelle d'après la table 5 % est de 39 milliards 1/2.

La charge pour l'Allemagne (qui sera réduite si elle place des emprunts de rachat à des conditions favorables) couvre toutes les obligations financières aux termes du traité.

1. Ces bons ne sont pas destinés à être offerts au public mais sont uniquement émis comme garantie des payements annuels et comme élément de comptabilité.

Projet de règlement général des réparations, et des dettes européennes interalliées.

Réparations. — 1° Les bons allemands actuels des séries A, B, C seront annulés et l'état des annuités de payement sera réduit aux quantités requises année par année pour pourvoir à l'intérêt, payable sur les bons nouveaux à émettre en vertu du paragraphe 2.

2° L'Allemagne remettra à la commission des réparations de nouveaux bons à répartir en deux séries :

a) Bons de la 1re série, jusqu'à concurrence de 50 milliards de marks or, à émettre immédiatement, remboursables au pair le 31 décembre 1954 et portant intérêt au taux de 5 % l'an payable par semestre; l'intérêt devant être suspendu en entier pendant les quatre premières années (jusqu'au 1er janvier 1927) et dans la proportion de 1 % par an pour les quatre années suivantes (jusqu'au 1er janvier 1931);

b) Les bons de la 2e série jusqu'à concurrence de 17,31 milliards de marks or (représentant le montant de l'intérêt différé sur les bons de la 1re série composé à 5 % jusqu'au 1er avril 1933), ou tout montant inférieur (s'il y a lieu) que le tribunal arbitral stipulé au paragraphe 3 pourra déterminer, devront être émis le 1er avril 1923, remboursables au pair le 31 mars 1965 et portant intérêt à 5 % l'an, payable par semestre.

Si à un moment quelconque avant le 1er janvier 1927 l'organisme de surveillance stipulé ci-après[1] décidait à l'unanimité que la situation des finances allemandes est telle que des payements en espèces pour réparations peuvent être commencés, l'Allemagne fournira en espèces toute somme que l'organisme pourra indiquer dans chacune des années 1925-1926 sans dépasser 2 milliards de marks or au cours de l'une ou l'autre année. Tous payements de cette nature seront appliqués à l'annulation des bons de la 1re série au prix de rachat ou autrement en réduction de l'obligation totale aux termes du paragraphe précédent, telle que l'organisme de surveillance pourra le prescrire.

3° Si avant le 1er avril 1933 l'Allemagne prouve à la satisfaction d'un tribunal arbitral que les payements nécessaires pour faire face à l'intérêt des bons de la 2e série dépassent sa capacité de payement, son obligation d'émettre de tels bons sera annulée pour tout ou partie, selon que le tribunal pourra décider.

Le tribunal arbitral sera nommé sur la demande du gouvernement allemand, qui devra être faite au plus tard le 1er octobre 1923. Il se composera d'un membre nommé par la commission des réparations, d'un

1. Voir plus loin, *Etat B*.

membre nommé par le gouvernement allemand, et d'un troisième nommé d'accord par les deux premiers ou, à défaut d'accord, par le président des Etats-Unis d'Amérique.

4° Les bons émis et à émettre en vertu du paragraphe 2 seront acceptés par les gouvernements alliés en représentation de toutes les obligations financières du gouvernement allemand dont il ne se serait pas acquitté le 31 décembre 1922, obligations qu'il a, aux termes du traité de Versailles, envers les puissances qui ont ratifié ce traité, y compris toutes obligations en vertu d'accords conclus avec des puissances particulières en substitution d'obligations du traité, mais à l'exclusion des bons du Trésor remis à la Belgique en ce qui concerne les 5 derniers versements pour les payements en espèces dus en 1922.

L'Allemagne payera à l'échéance les bons remis à la Belgique, en ce qui concerne les deux premiers de ces cinq versements; les bons émis en ce qui concerne les trois autres versements devant être annulés et leur montant reporté au crédit de la Belgique.

Les obligations issues du traité de faire des livraisons de charbon, matières colorantes, bois, etc... devront être continuées, soumises aux différentes conditions à l'égard des quantités et des prix stipulés dans le traité; ces livraisons (en tant qu'elles peuvent dépasser de nouveaux maxima annuels à arrêter d'un commun accord) seront payées par les puissances bénéficiaires respectives en espèces, à moins qu'il en soit autrement décidé entre l'Allemagne et les puissances intéressées; toutes livraisons entrant dans les nouveaux maxima annuels, ou qui pourraient faire l'objet d'un tel accord spécial, seront payées par les puissances bénéficiaires à valoir sur l'intérêt à recevoir des bons détenus par cette puissance (ou jusqu'au moment où de tels versements d'intérêts auront commencé ou bien en tant qu'ils pourront être insuffisants) par la remise au prix de rachat d'obligations à fins d'annulation.

5° L'Allemagne aura le droit de racheter les bons de la 1re série à toute échéance d'intérêts après le 30 juin 1923 au prix indiqué à l'état A.

Aussitôt que, et seulement aussitôt que la 1re série d'obligations aura été rachetée, l'Allemagne aura le droit de racheter les bons de la 2e série à toute échéance d'intérêts avec un escompte de 3/8 % pour chaque semestre restant encore à courir.

Le rachat des deux séries pourra être effectué à un taux plus favorable moyennant l'accord entre le gouvernement allemand et les puissances respectivement intéressées, ainsi que l'approbation de la commission des réparations.

Les bons pourront être l'objet de négociations entre les gouvernements des puissances à qui ils auront été délivrés, et entre ces gouvernements et la commission des réparations. Aucune autre négociation

ne sera autorisée à moins de l'autorisation spécifiée de la commission des réparations[1]. Le rachat sera effectué par accord direct entre le gouvernement allemand et les porteurs respectifs. A défaut d'accord, l'argent destiné à l'amortissement pourra être payé à la commission des réparations qui appellera les bons destinés à l'amortissement dans la proportion des accords de Spa.

6° Quatre-vingt pour cent des bons de la première série seront immédiatement distribués aux puissances ayant droit aux réparations, dans la proportion des accords de Spa.

Les 20 % restants seront conservés par la commission des réparations et réservés pour ajuster les comptes entre les différentes puissances et pour le payement des diverses charges prévues par le traité, ainsi qu'il est indiqué ci-dessous.

7° La Belgique soldera le débit qu'elle a actuellement au titre de sa priorité ajustée conformément au paragraphe 4, en remettant à la commission des réparations une réserve de bons de la première série pour un montant nominal égal au montant du débit majoré de 26 %[2].

La Belgique renoncera à ses droits à être payée par priorité, par préférence aux autres puissances, dans la mesure où ils n'ont pas encore été satisfaits.

8° Les Etats-Unis (s'ils y consentent), la Grande-Bretagne et la France recevront sur la réserve de bons de la première série détenue par la commission des réparations une quantité de bons pour une valeur nominale égale aux crédits respectifs qui résultent pour eux de l'application du dernier paragraphe de l'article 232 du traité (dette de guerre belge).

9° Tous les autres débits et crédits existant entre les puissances ayant droit à réparations et la commission des réparations seront réglés à la date du 1er janvier 1923 par le transfert de bons de la première série effectué au prix de rachat. Les débits seront ajustés par le transfert effectué par la puissance débitrice au compte de la réserve de la commission des réparations; les crédits seront ajustés par le transfert de cette réserve à la puissance créditrice.

10° A dater du 1er janvier 1923, les coûts des armées d'occupation, des offices de compensation et des diverses autres charges, le tout jusqu'à concurrence de tel montant annuel que la commission des réparations pourra fixer, seront, à l'exception de la part qui pourra être réglée sur l'argent comptant appartenant à la réserve de la commission

1. On désire que ces bons ne soient en aucun cas placés sur le marché, la mobilisation de la dette allemande devant s'effectuer exclusivement par le moyen d'emprunts allemands destinés au rachat des bons originaux. L'exception prévue a été introduite pour le cas où le gouvernement des Etats-Unis accepterait de recevoir ces bons en payement de sommes dues aux Etats-Unis.

2. La valeur actuelle des bons au taux de 5 % est de 79 %

des réparations et provenant de l'intérêt des bons constituant cette réserve, payés par le transfert de bons effectué de la réserve de la commission des réparations au compte des puissances ayant droit aux payements. Les bons qui resteraient disponibles à la réserve lorsque toutes les exigibilités de cette réserve auraient été réglées seront distribués entre les différentes puissances ayant droit aux réparations dans la proportion de l'accord de Spa.

11° L'Allemagne accepte :

1. de stabiliser le mark conformément aux suggestions contenues dans le rapport de la majorité des experts étrangers consultés en novembre dernier par le gouvernement allemand, et de rétablir l'équilibre budgétaire dans la limite de temps qui sera fixée (par exemple six mois pour la stabilisation et deux ans pour la réforme budgétaire) ;

2. d'accepter tel contrôle financier que les puissances alliées estimeraient nécessaire pour vérifier le ponctuel accomplissement de ces réformes (voir cédule B) ;

3. d'accepter, dans le cas où elle ne fournirait pas à l'autorité chargée du contrôle toute satisfaction en ce qui concerne l'exécution de la condition 1, ou dans le cas où elle n'exécuterait pas ses obligations telles qu'elles sont actuellement précisées et revues, toutes les mesures que les puissances alliées pourraient, par une décision unanime, estimer nécessaires sur le rapport qui leur serait fait par l'autorité chargée du contrôle. Ces mesures pourraient comprendre la saisie d'autorité de ressources ou de revenus allemands, la prise en main du système fiscal allemand et l'occupation militaire des territoires allemands situés en dehors du domaine de l'occupation prévue par le traité.

12° Tous les emprunts émis par l'Allemagne sur le marché intérieur d'une puissance détentrice de bons seront affectés à l'amortissement de bons détenus par cette puissance, sauf le cas où le gouvernement de cette puissance serait d'accord pour qu'il en soit autrement, et dans ce cas dans la mesure acceptée par le gouvernement. Pour faciliter la réunion de fonds destinés à la restauration des régions dévastées françaises, l'Angleterre accepte que 50 % de tout emprunt allemand qui serait émis sur le marché anglais avant le 1er janvier 1927 et qui, sans cette disposition, serait affecté à l'amortissement de bons détenus par l'Angleterre, soit affecté à l'amortissement de bons détenus par la France.

Dettes interalliées européennes[1]. — 13° Les dépôts d'or qui sont détenus par la Grande-Bretagne en garantie de prêts effectués à la Fran-

1. Ces propositions pour le règlement des dettes interalliées sont présentées pour l'hypothèse dans laquelle le plan de réparations ci-dessus est adopté et toute saisie de gage et toute application de sanctions (autrement qu'il est prévu dans le plan ci-dessus) sont abandonnées.

ce et à l'Italie pour financer la guerre seront appliqués immédiatement au remboursement de ces emprunts. La part française des bons allemands applicable au remboursement de la dette de guerre belge sera transférée à la Grande-Bretagne et acceptée par celle-ci comme un remboursement d'un montant égal de la dette de la France à l'égard de la Grande-Bretagne.

Un milliard et demi de bons allemands de la première série seront transférés par l'Italie à la Grande-Bretagne et acceptés par celle-ci en payement d'une fraction de la dette de l'Italie à l'égard de la Grande-Bretagne égale à la valeur nominale de ces bons.

Le solde des dettes de guerre française et italienne à l'égard de la Grande-Bretagne sera annulé. En même temps toutes contre-réclamations françaises et italiennes seront abandonnées.

La dette de l'Italie à l'égard de la France sera annulée.

L'Angleterre et la France transfèreront à la commission des réparations, qui en sera gérante et agira à leur égard ainsi qu'il est indiqué ci-dessous, les dettes de guerre nettes envers elles de la Serbie, de la Roumanie, de la Grèce et du Portugal.

Le 1er avril 1933, les bons de la seconde série seront distribués comme suit :

Angleterre, France, Italie, toutes autres puissances qui accepteraient les arrangements prévus ci-dessus : le total des parts prévues par l'arrangement de Spa pour l'ensemble de ces puissances;

Belgique, Japon, toutes autres puissances qui n'accepteraient pas ces arrangements : leurs pourcentages respectifs d'après l'accord de Spa.

Le total des parts mentionnées pour être attribuées au premier groupe de puissances sera réparti entre ces puissances dans la mesure des dettes de chacune de ces puissances à l'égard des Etats-Unis, pour autant que ces dettes correspondent à des avances de guerre et telles qu'elles existent à la date du 1er avril 1922.

Les puissances autres que la Grande-Bretagne, la France et l'Italie qui sont débitrices de l'Amérique auront le choix d'adhérer à l'arrangement ci-dessus et de voir leur dette à l'égard des alliés européens annulée ou de régler leurs dettes européennes interalliées et de conserver leur part de bons de la deuxième série suivant les pourcentages prévus à leur égard par l'accord de Spa [1].

Le Portugal, qui n'est débiteur que de la Grande-Bretagne, aura le

1. Dans le cas où la Serbie préférerait ne pas adhérer au groupe, ses dettes à l'égard de la France et de la Grande-Bretagne seraient après leur transfert à la commission des réparations annulées jusqu'à concurrence du montant nécessaire pour lui fournir la compensation prévue dans l'accord du 20 juin 1921 relatif au pourcentage serbo-franco-britannique, c'est-à-dire l'équivalent en francs français de 70 % et l'équivalent en livres sterling de 30 % de 256 millions de marks or.

choix entre deux solutions : ou bien céder ses intérêts dans les bons de la deuxième série, qui seraient alors traités comme une partie de l'ensemble, et voir sa dette annulée ; ou bien régler sa dette et conserver son pourcentage de Spa des bons de la deuxième série.

Tous payements qui seraient faits au titre des dettes interalliées européennes non annulées seront placés par la commission des réparations en bons allemands. Ces bons seront conservés par la commission des réparations jusqu'au 1er avril 1933 et répartis alors entre les puissances du premier groupe, mentionnés dans la même proportion que les bons allemands de la deuxième série.

14° Les puissances à qui la Grande-Bretagne accorde, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 13, une annulation de dette, acceptent d'appuyer toutes propositions qui seraient faites par la Grande-Bretagne pour réduire les engagements des puissances ex-ennemies autres que l'Allemagne, suivant les traités de Saint-Germain, de Trianon et de Neuilly.

Etat A. — Prix de rachat des bons de la Ire série.

31 décembre 1923	50 »
30 juin 1924	53 »
31 décembre 1924	56 »
30 juin 1925	59 »
31 décembre 1925	62 »
30 juin 1926	65 »
31 décembre 1926	68 »
30 juin 1927 à 31 décembre 1930	69 »
en augmentant d'un point par semestre jusqu'à	76 »
30 juin 1931 jusqu'à l'échéance (31 déc. 1954)	76 ..
en augmentant d'un demi par semestre pour arriver au pair à l'échéance.	

Note. — L'échelle permet le rachat sur une base de 8 % au début, tombant graduellement jusqu'à une base de 5 % à la fin de la période de 32 années.

Les exemples suivants montrent l'économie annuelle réalisée dans les charges d'intérêts pour les années à venir, résultant de rachats effectués à des dates particulières.

Economie d intérêts annuels sur les bons annulés pour chaque centaine de marks or espèces appliquées au rachat.

	1927 30	ensuite
Rachat à 50 le 31 décembre 1923	8 »	10 »
Rachat à 56 le 31 décembre 1924	7,14	8,93
Rachat à 62 le 31 décembre 1925	6,45	8,06
Rachat à 68 le 31 décembre 1926	5,88	7,35
Rachat à 76 le 31 décembre 1930		6,58
Rachat à 80 le 31 décembre 1934		6,25

L'état est arrangé de manière à permettre à l'Allemagne, si son crédit est rétabli, de pourvoir à l'intérêt et aux fonds d'amortissement sur les emprunts émis pour rachat en le tirant des économies effectuées sur l'intérêt des bons annulés, et de manière à offrir une attraction spéciale de rachat dans les premières années.

Etat B. — Surveillance des finances allemandes.

Il sera nécessaire d'établir un mécanisme pour la surveillance effective de l'administration et de la législation financière allemande au nom des alliés, en tout cas jusqu'au moment où les nouveaux arrangements seront entrés en vigueur et où l'Allemagne s'acquittera régulièrement de ses obligations de réparations..

Il est proposé de créer un conseil étranger de finances, qui siégerait à Berlin.

Le conseil consistera en membres désignés par la Grande-Bretagne, la France, la Belgique et l'Italie, avec deux autres membres de nationalité américaine et européenne neutre respectivement. Le ministre des finances d'Allemagne sera président de droit (sans avoir le droit de vote, sauf en cas de partage égal des voix), et il sera tenu par la loi d'agir conformément à l'avis du conseil dans toutes les matières affectant :

1. la législation sur la circulation monétaire;
2. le budget, la législation fiscale et les dépenses publiques;
3. l'administration générale du Trésor;
4. interdictions financières, contrôle des envois de fonds de l'étranger, etc.

Ceci signifie naturellement dans une mesure considérable une intervention dans l'indépendance démocratique de l'Allemagne en matière de finances, mais cette intervention est l'inévitable accompagnement de toute méthode de surveillance ou de contrôle effectif.

L'association du ministre des finances aux travaux du conseil semble être la seule méthode par laquelle l'intervention étrangère peut être conciliée avec des institutions démocratiques.

En ce qui concerne les pouvoirs du conseil, l'objectif principal à atteindre est de laisser l'administration allemande autant que possible entre des mains allemandes, et d'éviter la responsabilité directe d'initiatives dans les détails de la législation.

Il est désirable de donner au conseil des pouvoirs très étendus, mais aussi un pouvoir discrétionnaire, aussi bien pour ce qui concerne la manière que la mesure dont ils seront employés.

Il n'est pas pratiquement facile d'imposer d'avance des règles rigides à l'égard de telles matières, comme celles du degré ultérieur d'expansion

de l'émission de billets qui pourraient être autorisés, ou l'augmentation ultérieure qui pourrait être autorisée pour la dette flottante. Il est encore moins possible d'insister sur l'émission d'emprunt, dont la possibilité dépend des prêteurs qu'on pourrait trouver.

Quelle que soit la forme que l'on décide de donner au contrôle local, ce dernier devrait être responsable et indépendant, c'est-à-dire non soumis à une commission des réparations siégeant à Paris.

Il sera nécessaire de stipuler que le conseil étranger des finances allemandes puisse siéger sans le ministre des finances d'Allemagne chaque fois que l'occasion exigera l'exercice des pouvoirs exécutifs qui sont à présent aux mains de la commission des réparations et du comité actuel des garanties. Si on décide de garder la commission des réparations, ce ne serait que comme un corps purement judiciaire, avec tous changements dans sa constitution qui pourraient paraître désirables.

Les pouvoirs spéciaux du conseil étranger des finances expireraient le 31 décembre 1928, mais les gouvernements alliés auraient la faculté, par une décision prise à l'unanimité, de les renouveler pour une ou plusieurs périodes, s'ils estimaient ce renouvellement nécessaire.

A l'expiration de ses pouvoirs spéciaux, le conseil cessera de siéger sous la présidence du ministre des finances d'Allemagne, mais continuera à exercer les pouvoirs qui lui ont été transférés de la commission des réparations et du comité des garanties.

C. — Le plan italien [1]

Avant mon départ pour Londres, je m'étais permis de demander de connaître le plan de la discussion des problèmes qui devaient former l'objet de cette réunion. Je désirais savoir si l'on aurait envisagé un aspect particulier et transitoire du problème des réparations comme pourrait être celui d'un renouvellement, plus ou moins loin, du moratorium à l'Allemagne qui échoit fin décembre, ou bien si l'on aurait envisagé le problème des réparations *in toto* pour lui donner une solution intégrale et définitive. Mais du moment que nous nous sommes réunis à Londres, je pense que nous devons prendre l'engagement réciproque et formel de ne pas nous séparer avant d'avoir rempli notre tâche, qui est de résoudre dans ses grandes lignes le problème des réparations, tout en laissant aux délégués qui vont se réunir à Bruxelles, ou ailleurs, la tâche de le fixer dans ses termes pratiques.

1. [Comme il apparaît à la lecture du préambule, ce plan est celui même dont M. Mussolini avait saisi le 10 décembre la conférence de Londres ; mais le texte en a été modifié en vue de la conférence de Paris].

Tous les peuples d'Europe attendent avec une anxiété qu'on pourrait dire angoissante les résultats de cette réunion, et l'anxiété augmente dejour en jour à cause de la crise économique qui devient toujours plus grave. Après quatre ans depuis l'armistice, la situation générale de l'Europe ne s'est pas améliorée. Elle nous présente deux aspects : l'aspect économique qui est toujours grave et l'aspect politique qui marque un progrès vers le retour à la normalité des relations sociales. Aux années 1919-1920 on a pu avoir un moment l'impression — à cause des tentatives communistes de Budapest, de Munich à cause de l'occupation des fabriques en Italie, de l'offensive bolcheviste contre la Pologne, des nombreuses émeutes en Allemagne — que la vague communiste menaçait sérieusement l'ensemble d'institutions juridiques, politiques et économiques qui forment la base de la civilisation occidentale. Aujourd'hui, le danger représenté par cette espèce d'épidémie morale est fortement diminué.

Mais, si l'on veut éviter qu'il reparaisse, il faut débarrasser la vie économique de l'Europe de l'incertitude où elle est plongée depuis quatre ans, et dont les effets se font également sentir sur les classes industrielles, et sur les classes ouvrières.

Les efforts que les puissances ont faits pour éviter la catastrophe autrichienne sont là pour prouver qu'il serait extrêmement dangereux pour tous — y compris les Etats les plus riches des deux côtés de l'Atlantique — d'étendre encore l'état de chaos économique dans lequel se trouve la plus grande partie de l'Europe centrale.

Cet état de chaos est le résultat de la politique d'après-guerre, qui est dominée par le problème des réparations. L'Italie, à cause de ses conditions particulièrement difficiles et des sacrifices très lourds d'hommes et de richesses qu'elle a faits, est extrêmement intéressée à ce problème.

Le gouvernement italien affirme préalablement qu'il serait infiniment injuste de relever l'Allemagne au prix de la misère ou de la ruine de la France, de l'Italie, de la Belgique et des autres alliés.

C'est pourquoi on ne peut pas, dans l'examen des réparations, ignorer le problème des dettes interalliées.

L'opinion du gouvernement italien que j'ai l'honneur de représenter peut être résumée dans les termes suivants :

1° Rejet de toute solution qui soit simplement partielle ou dilatoire;

2° Impossibilité absolue pour le gouvernement italien de renoncer à quoi que ce soit du total de ses réparations à moins qu'un équitable arrangement par l'Angleterre de ses créances sur ses alliés ne permette à ceux-ci de renoncer en faveur de l'Allemagne à une partie proportionnelle des réparations.

L'espoir d'un pareil règlement est légitimé par la haute et traditionnelle fonction d'équilibre et de modération exercée par l'Angleterre

dans la vie du continent européen, par l'état d'esprit de certaines couches de l'opinion publique anglaise et aussi par la note Balfour, que le gouvernement et le peuple italiens ont considérée et saluée comme l'acheminement à la solution radicale du problème.

Le gouvernement italien demande franchement et loyalement cet arrangement du côté anglais pour les considérations suivantes :

a) Le gouvernement italien estime que les dettes interalliées, comme il a été déjà remarqué, sont de nature tout à fait particulière et qu'on ne peut pas les considérer de la même manière que les dettes communes.

b) Le gouvernement britannique et les hommes les plus éminents de la finance et du commerce anglais comprennent parfaitement que l'Angleterre ne peut pas exiger le payement de ses créances sans précipiter les alliés dans l'abîme de la crise politique et de la faillite économique, événements qui auraient une répercussion immédiate et redoutable sur toute l'Europe, y compris l'Angleterre.

Le gouvernement italien estime qu'avec son arrangement l'Angleterre relèverait immédiatement la situation économique des alliés et de l'Allemagne en empêchant aussi sur le terrain politique et militaire l'alliance russo-allemande qui se dessine à l'horizon et qui peut présenter à assez brève échéance un énorme danger pour la paix de l'Europe.

c) Règlement du restant des payements allemands par la concession d'un moratoire et par l'aide d'un emprunt à l'Allemagne selon des modalités et des garanties à établir prochainement.

Après ces considérations d'ordre général, le gouvernement italien a l'honneur de soumettre à l'examen des alliés les suggestions suivantes :

1° Les puissances alliées sont tombées d'accord de faire le règlement des bons C :

a) au moyen de la valeur des biens d'Etat transférés par l'Autriche et la Hongrie (art. 208 du traité de Saint-Germain et art. 191 de Trianon) ;

b) au moyen du montant des réparations qui sera fixé à la charge de l'Autriche et de la Hongrie, en sus de la valeur des biens transférés (art. 179 du traité de Saint-Germain et art. 163 du traité de Trianon).

c) au moyen de la somme représentant la réparation due par la Bulgarie (art. 121 du traité de Neuilly) ;

d) Au moyen de la compensation avec les différentes créances reconnues par la commission des réparations en faveur de l'Allemagne qui doivent être imputées au compte de la dette en capital, telles que : la valeur des biens d'Etat cédés ; la différence entre la valeur créditée à l'Allemagne pour les navires marchands livrés en exécution de l'an-

nexe III et la valeur dont les puissances réceptionnaires sont débitées (art. 12 de l'arrangement financier interallié de Paris, 11 mars 1922); une partie de la valeur des mines de la Sarre (art. 9 du même arrangement); la valeur des câbles sous-marins, etc.;

e) au moyen de l'annulation d'une partie desdits bons égale au montant des dettes contractées, pendant ou pour la guerre, par la France, l'Italie et d'autres Etats ayant droit aux réparations, envers la Grande-Bretagne, et dont celle-ci consent à ne plus réclamer le payement.

Sur le surplus éventuel, aucun payement ne sera demandé par une des puissances alliées que dans le cas où l'Amérique réclamerait à cette puissance le payement de la dette qu'elle a contractée pendant ou pour la guerre.

2° La dette allemande des réparations sera, ainsi, réduite aux obligations des séries A et B, c'est-à-dire à 50 milliards de marks or.

3° Un moratoire de deux ans sera accordé à l'Allemagne pour le payement des 50 milliards (obligations A et B). La concession du moratoire est subordonnée à la constitution des gages dont l'indication est portée à l'annexe.

4° L'Allemagne, dans le plus bref délai, contractera un emprunt au moins de trois milliards de marks or, dont une partie sera utilisée en vue de la stabilisation du mark et de son relèvement, d'après les propositions des experts économiques et financiers convoqués à Berlin par le chancelier Wirth.

Le restant sera réparti pendant la période du moratoire parmi les alliés ayant droit aux réparations et déduit de la dette en capital de l'Allemagne en tenant compte du fait que les alliés reçoivent le payement par anticipation (valeur actuelle).

Le gouvernement allemand s'engage à obtenir avant le ..... que les banques et les industries allemandes garantissent le placement de l'emprunt pour un minimum de trois milliards de marks or.

5° On affectera en garantie de cet emprunt quelques-uns des revenus de l'Etat allemand sur lesquels le privilège des réparations est aujourd'hui établi.

La commission des réparations consentira que les prêteurs soient garantis par priorité sur ces revenus (art. 248 du traité de Versailles).

6° Les puissances ayant droit aux réparations pourront demander à l'Allemagne de continuer les livraisons en nature (charbon, matières colorantes, etc.), conformément aux annexes à la partie VII du traité de Versailles et aux conditions et aux prix indiqués dans ces annexes. Lesdites livraisons en nature seront payées à l'Allemagne sur la quote-part d'emprunt due annuellement à chacune des puissances réceptionnaires.

7° Pendant la période du moratoire, la commission des réparations

et le comité des garanties, dans l'exercice de leurs pouvoirs, même renforcés si nécessaire, veilleront à ce que le gouvernement allemand prenne toute mesure nécessaire afin de stabiliser la valeur du mark, d'exécuter les réformes financières requises par le comité des garanties, de rétablir l'équilibre budgétaire, en supprimant les dépenses non indispensables (surtout celles ayant trait aux travaux publics) en assurant le plus grand produit possible des impôts et en arrêtant l'inflation monétaire.

8° La période du moratoire écoulée et le crédit de l'Allemagne rétabli, celle-ci reprendra le payement des réparations au moyen d'emprunts plus importants qu'elle s'engage dès à présent à contracter.

9° Si l'Allemagne s'acquitte par anticipation du montant de ses obligations, les versements anticipés qu'elle effectuera seront appliqués à la réduction de sa dette en capital escomptée au taux de :

. . % si les versements sont faits dans une période n'excédant pas 10 ans;

. . % si les versements sont faits dans une période n'excédant pas 6 ans;

. . % si les versements sont faits dans une période n'excédant pas 4 ans.

Gages productifs qu'on peut demander à l'Allemagne

1° Maintien du contrôle actuellement exercé par les alliés sur les licences d'exportation et d'importation. On sait que ce contrôle devrait être supprimé d'après les accords interalliés et remplacé par la surveillance d'une commission mixte, composée de représentants allemands et alliés;

2° Gestion directe par les alliés de la frontière extérieure de la Rhénanie. La gestion de cette ligne douanière a été déjà exercée par les alliés dans le passé. Son rendement peut être estimé de 140 à 180 millions de marks or. Le produit en marks papier pourra être transformé en marks or par l'office d'Ems, qui accorderait les licences d'exportation sous condition de la remise d'une part des devises étrangères réalisées par l'exportateur qui serait remboursé par ledit office en marks papier;

3° Contrôle sur les entreprises d'Etat qui administrent les forêts domaniales de l'Allemagne. Le contrôle à exercer par les délégués des Gouvernements alliés ou de la commission des réparations permettrait aussi un plus grand abattage et par conséquent une livraison régulière et même augmentée du bois à remettre aux alliés au compte réparations;

4° Contrôle de la production des mines d'Etat de la Ruhr. Le contrôle de la production des mines d'Etat permettrait de garantir les livraisons de charbon au titre des réparations et d'assurer les quantités nécessaires pour la Rhénanie contre les tentatives du Reich visant à provoquer une crise économique dans les territoires occupés.

* * *

[Dès la seconde séance, qui se déroula dans l'après-midi du 3, l'opposition des thèses française et anglaise apparut irréductible, et le 4 au soir les déclarations suivantes, émanant respectivement de MM. Bonar Law, Poincaré, du Marquis della Torretta et de M. Theunis, constataient l'échec de la Conférence de Paris et le désaccord formel entre les gouvernements français et anglais.]

Déclaration anglaise

Le gouvernement de Sa Majesté, après avoir examiné avec la plus profonde attention les propositions françaises, est nettement d'avis que ces propositions, si on les met à exécution, non seulement ne réussiront pas à atteindre les résultats visés, mais auront probablement des conséquences graves et même désastreuses sur la situation économique de l'Europe.

Dans ces conditions, le gouvernement britannique ne peut s'associer à ces propositions ni accepter de responsabilités à leur sujet.

En même temps, le gouvernement de Sa Majesté tient à assurer le gouvernement de la République que, tout en regrettant extrêmement qu'il existe une divergence d'opinion inconciliable sur un sujet aussi sérieux, les sentiments d'amitié éprouvés non seulement par le gouvernement britannique, mais, il en est est convaincu, par le peuple britannique à l'égard du gouvernement et du peuple français, restent sans changement.

Déclaration française

Le gouvernement de la République a, de son côté, très attentivement et très rigoureusement examiné les propositions britanniques; et plus il les a étudiées, plus il a dû reconnaître qu'elles comportaient, avec une réduction considérable de la créance française, un bouleversement du traité de Versailles, et qu'il lui était impossible d'accepter de telles solutions.

Le gouvernement de la République regrette vivement de n'avoir pu se mettre d'accord sur ces graves questions avec le gouvernement britannique, mais il remercie le gouvernement britannique de ses déclarations amicales, et il peut lui donner l'assurance que, malgré cette différence de vues, les sentiments du gouvernement de la République et ceux de la nation française envers l'Angleterre demeureront invariablement cordiaux.

Déclaration italienne

La délégation italienne exprime le regret que ses efforts sincères en vue d'arriver à un accord entre alliés sur une question aussi grave n'aient pas été couronnés de succès. La délégation italienne sera l'interprète de la pensée de son gouvernement en manifestant la conviction que la constatation du désaccord ne devrait pas influencer les sentiments cordiaux d'amitié existant entre alliés. Elle exprime l'espoir que, par la suite, on puisse sur cette même question des réparations arriver à un accord.

Déclaration belge

Je ne puis que confirmer le profond chagrin que nous éprouvons en constatant que, malgré les efforts qu'ils ont faits de part et d'autre pour se rapprocher jusqu'à la limite de ce qu'ils ont estimé être leurs possibilités, nos deux grands alliés n'ont pas réussi à se mettre d'accord. Nous ne pouvons que nous incliner, mais nous émettons le ferme espoir que les grands souvenirs qui lient tous les alliés empêcheront que ce désaccord soit durable ou qu'il s'élargisse.

A TRAVERS JOURNAUX ET REVUES

I. — QUESTIONS INTERNATIONALES

1. — L'année internationale.

Dans le Venkov *du 24 décembre, M. Benès, ministre des affaires étrangères, passe en une rapide revue les événements de la politique extérieure au cours de l'année 1922. Nous donnons ci-dessous la traduction de son article.*

Il est certain qu'en cette grave période, bien des gens examineront, en cette fin d'année, le bilan des événements qui se sont produits au cours de l'année qui s'achève. L'examen des questions de politique extérieure nous conduira à la synthèse suivante dont nous ne donnons que les grandes lignes.

Les événements qui se sont déroulés au cours de cette année peuvent être répartis en cinq groupes. Le premier de ces groupes se rattache au problème russe. Il comprend notamment les décisions de la conférence de Cannes relatives à l'organisation de la conférence européenne de Gênes; la chute de M. Briand et l'entrée en fonctions de M. Poincaré; les travaux préparatoires en vue de la conférence de Gênes et la lutte de M. Poincaré avec M. Lloyd George; la conclusion du traité de Rapallo entre l'Allemagne et la Russie, et enfin la conférence de la Haye, qui a mis fin à cette phase du conflit touchant la question russe.

Le second groupe d'événements comprend la guerre en Asie Mineure entre la Grèce et la Turquie; le conflit de la France et de l'Angleterre dans la question de la politique orientale; la défaite de la Grèce et la révolution grecque, et enfin la conférence de Lausanne avec participation de la Russie des soviets à la discussion de la question des Détroits et de la Mer Noire.

Le troisième groupe comprend le problème des réparations; tout le grand problème de la situation intérieure de l'Allemagne et la chute du cabinet Wirth, en passant par le sort tragique de M. Rathenau; les conférences des Alliés touchant le problème des réparations, notamment les conversations de Londres, avec M. Bonar Law. A ces conférences, on pourrait également ajouter la prochaine conférence de Paris et les éventuelles conversations entre les Alliés à Bruxelles.

Le quatrième groupe d'événements internationaux comprend les grandes modifications subies par la politique intérieure dans les divers pays, modifications dont l'importance exerce une influence internationale.

Ce sont, en premier lieu, les élections en Angleterre, caractérisées par le retour au pouvoir du parti conservateur anglais et par l'immense accroissement du parti ouvrier anglais, ainsi que par l'échec de M. Lloyd George (causé plutôt par des questions de politique extérieure que par des raisons de politique intérieure). Un autre événement analogue, important pour la situation internationale, a été le coup d'Etat qui s'est produit en Italie; l'arrivée au pouvoir de M. Mussolini et le mouvement fasciste qui a porté un coup sensible au principe du parlementarisme démocratique. Le troisième événement de ce genre enfin, qui a, lui aussi, une certaine importance internationale, est constitué par les élections en Pologne, par la retraite du maréchal Pilsudski et par l'assassinat de M. Narutowicz.

Le cinquième groupe de questions extérieures importantes pour l'année qui touche à sa fin comprend les travaux de la Société des Nations, à Genève, et la question de l'assainissement de l'Autriche, qui est la plus importante de toutes celles qui ont été discutées à Genève.

Il y aurait beaucoup à dire au sujet de chacun de ces cinq groupes de questions internationales. Je me contenterai de les caractériser en quelques mots, de façon à indiquer, d'une part, la portée générale de la question et, d'autre part, sa situation actuelle.

Le problème russe a été le centre de la politique européenne de janvier à juillet 1922. Il a atteint son point culminant à la conférence de Gênes, lors de la conclusion du traité de Rapallo entre l'Allemagne et la Russie. J'ai déjà indiqué, dans deux de mes discours sur la conférence de Gênes, quel a été le résultat de la lutte européenne à propos du problème russe. J'ai dit que la Russie faisait sa rentrée dans la politique européenne; elle y reste un facteur politique sans être encore un facteur économique. La participation de la Russie des soviets à la conférence de Lausanne permet de penser que la Russie des soviets a été, dans la pratique, reconnue *de facto* sans l'être *de jure*. Ni les événements du second semestre de l'année, ni de la conférence de Lausanne ne changent rien à cet état de choses. C'est sous ces auspices que la Russie des soviets inaugurera l'année prochaine.

Le trait le plus caractéristique du groupe des questions orientales est d'avoir fait ressortir l'erreur fondamentale commise par les Alliés : après la conclusion du traité de paix de Sèvres, on n'a pas procédé au désarmement de la Turquie et l'on a laissé la Grèce libre de régler ses affaires avec celle-ci avec l'appui moral des Alliés. L'insurrection de Kemal a bouleversé toute la situation; amené la défaite de l'armée grecque et la révolution en Grèce; obligé à de nouvelles négociations de paix; favorisé notamment le retour des Turcs en Europe et provoqué dans la question des Détroits une solution toute différente de celle qu'on avait envisagée. De quelque point de vue qu'on envisage le traité de paix de Sèvres, une chose est certaine : les derniers événements d'Orient ne marquent pas une amélioration de la situation générale, et n'aboutissent pas à une solution avantageuse de la question d'Orient. Il est à craindre que les événements futurs ne soient une source de graves conflits. C'est aussi chargés de ce fardeau que nous entrons dans l'année nouvelle.

En ce qui concerne les questions des réparations, on peut constater ceci : la politique des réparations suivie au cours des trois dernières années a abouti à un bilan passif. Toutes les négociations et toutes les conférences ont, en ces dernières semaines, abouti à une certaine crise des réparations. Cette crise doit être suivie d'un changement qui ne manquera pas de se produire bientôt, soit lors de la conférence de Paris soit immédiatement après. A cette crise se rattache aussi la situation politique à l'intérieur de l'Allemagne. Cette situation est très grave et risque d'aboutir à une crise financière et économique des plus sérieuses. Cet héritage n'est pas non plus très favorable pour l'année prochaine.

Il est très difficile de caractériser, dans leur ensemble, les événements de la politique intérieure qui se sont déroulés en Angleterre, en Italie et en Pologne. On peut en déduire pourtant que la situation de la politique intérieure s'est aggravée dans ces divers pays, les partis du centre ayant cédé, d'une part, devant la droite organisée, et, d'autre part, devant la gauche organisée. Je ne rechercherai pas si c'est la droite ou la gauche qui y gagne. De telles recherches ne contribueraient en rien à l'apaisement. Il est clair pour moi que plus la droite se montrera agressive et impitoyable dans le choix des armes, plus l'orientation vers la gauche sera rapide, décisive et dangereuse. Je crois que les événements qui se sont produits en Italie et en Pologne sont et resteront, à ce point de vue, des plus typiques.

Les travaux de la Société des Nations lors de l'assemblée de Genève, notamment les travaux relatifs à l'assainissement de l'Autriche, sont — en dehors des travaux d'ordre administratif, économique et financier à l'intérieur des divers pays — la seule grande entreprise internationale portant le caractère d'une œuvre de reconstruction et

de consolidation, qui, au cours de l'année écoulée, ait eu au moins un certain succès. C'est relativement très peu, mais ce peu a une importance morale et matérielle considérable.

Telle est la situation internationale au moment où s'ouvre l'année nouvelle. Elle n'est pas couleur de rose, mais elle ne nous pousse ni au pessimisme ni au doute quant à l'avenir. En décembre de l'année dernière, la situation était également sombre et pleine d'incertitude; nous avons pourtant fait des progrès dans la voie de la consolidation définitive de l'Europe. Il ne nous reste donc qu'à conserver un optimiste espoir pour l'année prochaine et qu'à nous remettre au travail avec une nouvelle ardeur.

2. Les alliés et les réparations

Dans le Nineteenth Century, *de janvier 1923, M. Wickham Steed présente ainsi la situation.*

Je crois que les peuples d'Europe ont encore une dernière chance d'aller vers la reconstruction, si le gouvernement anglais veut accepter quelques risques et si le gouvernement français se joint à lui pour penser qu'il faut fonder plus d'espoirs sur l'Europe en général et moins sur les créances immédiates et spéciales de la France.

L'Angleterre devrait accepter sans réserve le risque d'avoir à payer la totalité de la dette qu'elle a contractée aux Etats-Unis. En vérité cela n'est pas un risque, mais une obligation à laquelle un pays solvable ne peut se dérober. Et il est probable que plus le chancelier de l'Echiquier mettra d'empressement à satisfaire l'*American Funding Commission*, moins le paiement sera onéreux. La seule précaution que les négociateurs anglais à Washington doivent prendre est de spécifier que la promptitude à payer les créances américaines n'est déterminée par aucune condition. Si, concurremment mais séparément, les réparations allemandes de 6.600.000.000 de livres étaient réduites approximativement à 2 milliards de livres par l'effacement des bons de la catégorie C (4.100.000.000 de livres) ainsi que des 500 millions de livres de la catégorie B en considération de l'extinction simultanée des dettes européennes interalliées, une base pourrait être trouvée sur laquelle les Alliés européens pourraient faire connaître à l'Allemagne leur résolution définitive de l'obliger au paiement de cette dette réduite de la façon et à l'époque qui devraient être équitablement déterminées. L'Allemagne a évidemment intérêt à entrer de nouveau dans un groupe de nations ayant des relations régulières et pouvant faciliter un crédit international. Un accord pratique sur ces bases pourrait donc être réalisé. Il pourrait être utile aussi de modifier les pourcentages perçus

par les Alliés sur le paiement des réparations. On pourrait aussi penser à garantir la France, l'Angleterre et la Belgique par un pacte défensif, pourvoyant, entre autres choses, à la démilitarisation des provinces du Rhin sous le contrôle de la Société des Nations.

L'effet produit sur les Etats-Unis par une tentative faite par les Etats européens pour envisager le problème européen ne pourrait être que très considérable. Si cette tentative reste indépendante du paiement de la dette anglaise à l'Amérique, elle peut assurément modifier l'attitude des Etats-Unis qui se tiennent à l'écart des affaires européennes. L'Angleterre pourrait bien tenir la clé qui, des deux côtés de l'Atlantique, ouvre les portes closes jusqu'ici vers un avenir meilleur. Elle gagnerait en renom, en force morale, et même en richesse. La France partagerait tout cela avec elle. En cette heure véritablement capitale, l'Angleterre est l'anneau qui pourrait relier l'Europe et l'Amérique. Mais c'est le gouvernement français qui doit décider si la France restera dorénavant à côté de l'Angleterre comme une associée.

3. — La France et l'Allemagne à travers l'histoire.

Une entrevue entre Léopold de Ranke et M. Thiers.

M. Guillaume Stolze publie dans le numéro de décembre de la Deutsche Rundschau *un document intéressant extrait des archives du ministère des affaires étrangères allemand : c'est un rapport du général von Schweinitz, qui était en 1870 ministre de la Confédération de l'Allemagne du Nord près la cour de Vienne. Ce rapport contient le compte rendu que fit au ministre le célèbre historien allemand Léopold de Ranke, relativement aux entretiens qu'il eut en octobre 1870 avec M. Thiers, alors de passage à Vienne.*

Le hasard a voulu, dit Ranke, qu'arrivé à Vienne en vue d'y faire des recherches dans les archives, je descende dans le même hôtel que mon vieil ami M. Thiers, qui effectuait alors son voyage de Saint Pétersbourg à Florence. Sans que nous l'eussions cherché, des conversations commencèrent entre nous, qui eurent trait aux grands événements contemporains et qui se distinguaient des bavardages politiques ordinaires par le fait que Thiers, quoiqu'il ne fût investi d'aucune mission ou situation spéciale, pouvait néanmoins être considéré comme un des principaux représentants du gouvernement actuel de la France. Il ne me dit pas un mot de ce qu'il avait fait et cherché à Londres, à Pétersbourg ou à Vienne, ni de ce qu'il espérait obtenir maintenant à Vienne et à Florence. Il se peut qu'il entretienne l'idée

d'une intervention européenne, dans tous les cas il n'en dit rien. Toute son attention est concentrée exclusivement sur Sa Majesté le roi [de Prusse] et sur l'entrevue qu'il se propose d'avoir avec Sa Majesté. Notre conversation porta d'abord sur le danger imminent dans lequel se trouve en ce moment Paris. Je lui ai fait remarquer qu'il me semblait invraisemblable que la ville fût en état de résister aux armes victorieuses de Sa Majesté. Lui, au contraire, croyait que cela était possible. Mais nous fûmes d'accord qu'en toutes circonstances ces événements auraient les suites les plus graves. Même après la prise de Paris la question se posera avant tout de savoir s'il sera possible d'établir une paix qui ne soit pas fondée uniquement sur la force...

J'ai dû insister sur le fait que Sa Majesté le roi devra s'efforcer d'obtenir des agrandissements substantiels et considérables aux dépens des provinces françaises de l'Est, car il y sera obligé par le cours des événements, par l'histoire antérieure et par l'opinion publique actuelle; d'ailleurs il est déjà question de « garanties de la paix » dans le dernier discours du trône.

Thiers objecta ce qui suit : l'Empereur qui avait menacé la Prusse est tombé. Le parti impérialiste dans son opinion n'était que très peu de chose. Actuellement Sa Majesté le roi a devant lui une France qui n'a pas voulu la guerre et qui ne désire pas autre chose que la paix. La Prusse n'a pas besoin de nouvelles garanties. Il n'y a pas d'exemple qu'un Etat se soit élevé si rapidement à un aussi haut degré de puissance que la Prusse en ces dernières années. La France anti-impérialiste, qu'elle soit sous un gouvernement républicain ou sous la dynastie d'Orléans, ne prendra plus d'attitude hostile vis-à-vis de Sa Majesté le roi: la ligne du Main lui est indifférente. Il en serait de même si Sa Majesté se proclamait Empereur. Dans ces conditions la Prusse n'a besoin d'aucune garantie.

Je répondis que ces garanties étaient nécessaires, non contre la France elle-même, mais contre les révolutions possibles dont la France a donné tant d'exemples au cours de ces dernières dizaines d'années. Il est si facile qu'un puissant chef de guerre se mette de nouveau à sa tête et nous attaque.

Thiers nia la possibilité d'une pareille éventualité et insista sur ce qu'il ne pourrait y avoir en France aucun gouvernement, quelle qu'en fût la forme, qui pût signer une paix impliquant des cessions territoriales sérieuses. Il ne pourrait s'ensuivre qu'une continuation de la guerre, qui irriterait encore la nation et humilierait encore plus la France. Je lui dis que Sa Majesté n'avait pas cela en vue. Même le projet (dont on avait parlé), qui consistait à rabaisser la France au rang de puissance de second ordre, n'était pas une idée prussienne : une France forte doit continuer à exister, et le fait de rendre à l'Allemagne une vieille province allemande ne pouvait soulever la nation au degré qu'il croyait.

Il observa aussi que l'Alsace était française, qu'elle ne voulait pas devenir allemande et que cela serait contraire à tous ses intérêts. Je lui objectai que cela était contestable, car l'Alsace parlait allemand. Le rattachement à la Prusse et à l'Allemagne ouvrait à ce pays les perspectives d'un bien-être grandissant.

Je veux être sincère, répondit-il, vous savez que vous pouvez me croire. Personnellement, je ne veux pas déshonorer mes cheveux gris par une solution qui est tellement contraire aux sentiments du pays, et à ce que moi-même n'ai cessé de répéter durant toute ma vie. Mais, dis-je, en m'adressant aux personnes qui l'entouraient, le roi de Prusse ne combat plus contre Napoléon qui est prisonnier, ni contre la France elle-même : il combat l'idée de Louis XIV qui au temps des divisions et de la faiblesse de l'Allemagne s'était, sans aucun droit, emparé de Strasbourg et de l'Alsace. On avait déjà pensé à cela en 1814-1815. C'est le vœu unanime de la nation. — Les souvenirs historiques ne restèrent pas sans effet et produisirent peut-être une plus grande impression que tout ce que j'avais dit auparavant; cependant, on ne réussit pas à parvenir à un résultat positif.

Je ne veux pas m'étendre sur d'autres détails, mais il y avait dans chacune de nos discussions quelque chose qu'il est impossible d'exprimer d'une manière précise. Mon impression générale est, qu'avec la bonne volonté des Français, il sera possible d'obtenir l'annexion des provinces de langue allemande. Autant que j'ai pu comprendre, ils n'envisagent actuellement qu'une petite rectification de frontières au profit de l'Allemagne (pour garantir les territoires limitrophes découverts), et aussi une grosse indemnité de guerre en argent. Mais il me semble impossible qu'on obtienne l'annexion de Metz. On pourrait songer peut-être, d'après ce que j'ai entendu, à raser la forteresse. Tels étaient les sujets qui furent discutés entre deux ennemis qui étaient en même temps deux amis.

4. La solidarité franco-italienne.

Il Resto del Carlino *du 3 décembre s'occupe de la question des réparations et souligne l'identité d'intérêts de la France et de l'Italie. La politique de l'Angleterre et de l'Amérique, indulgente aux Allemands et sévère envers les Alliés, ne peut continuer.*

Le 31 décembre marquera la limite extrême de cette politique d'après-guerre. D'une part, les Anglo-Américains devront décider du critérium à adopter en ce qui concerne les dettes des alliés; de l'autre les alliés devront fixer les règles à suivre envers l'Allemagne si

celle-ci voulait renvoyer encore ses paiements. L'Angleterre et l'Amérique peuvent-elles et veulent-elles faire remise de leurs créances à la France et à l'Italie ? Si oui, on pourra prendre en considération leurs plans de remise financière à l'Allemagne. Si elles ne peuvent pas aller jusque-là, sont-elles du moins disposées à faire l'avance à l'Allemagne des fonds nécessaires pour que cette dernière paie ? Dans ce second cas, comme dans le premier, leur thèse prendrait un aspect de sincérité. Mais si elles ne peuvent et ne veulent pas faire cela, la France et l'Italie ne permettront pas que l'Amérique et l'Angleterre réservent à l'Allemagne leurs épanchements sentimentaux et fassent, d'autre part, à leur débiteur de l'Entente la figure de l'usurier en colère.

Les deux nations latines ont sur ce point une identité presque absolue d'intérêts. Elles se trouvent dans une situation économique intérieure presque désastreuse. Elles ont subi de la guerre les plus grands dommages et de la paix les plus profondes humiliations morales. Elles ne possèdent pas les ressources séculaires de l'Angleterre et de l'Amérique pour pouvoir se refaire ailleurs rapidement des dommages et des destructions de la guerre. Leurs marchés ne sont pas dans la situation des marchés anglais et américains qui peuvent trouver dans la reprise de leurs rapports avec l'Allemagne une large compensation à la remise de leurs créances.

La France et l'Italie ont quant à elles beaucoup à craindre et peu à espérer de ce côté-là. Car si l'Angleterre a déjà pu reprendre en partie avec l'Allemagne ses échanges commerciaux, qui représentaient avant la guerre environ 60 % du commerce du Royaume Uni, la France et l'Italie ont vu l'Allemagne leur fermer les voies de l'importation et sont menacées par une dangereuse forme de dumping que la dépréciation de la monnaie allemande favorise extraordinairement. En outre, elles n'ont pas et ne peuvent pas avoir, comme l'Angleterre, une tranquillité parfaite sur les intentions de l'Allemagne de demain. Le Royaume Uni, en résolvant le problème de sa suprématie maritime, a réglé tous ses comptes avec l'Allemagne ; mais les nations latines savent très bien que les premiers efforts de l'Empire allemand se tourneraient contre les territoires qu'il considère comme le gage de sa revanche si les traités devenaient une fois encore des chiffons de papier. D'où la nécessité pour la France et l'Italie de marcher unies dans une absolue concorde et une entière communauté de vues. A Territet et à Lausanne on a eu l'impression que l'Angeterre, depuis la disparition du grand saltimbanque Lloyd George, se décidait, pour ne pas perdre en Orient les fruits d'une union intime avec les alliés, à marcher d'accord avec l'Italie et avec la France en matière de politique occidentale. C'est ce qui se verra prochainement à Paris et à Londres.

Nous avons déjà constaté plusieurs fois ces jours derniers avec une

grande satisfaction le renouveau de solidarité qui se manifestait entre les alliés. Nous avons des raisons de croire que la réunion de Paris et de Londres consacrera définitivement l'espoir que nous avons eu une certitude éclatante.

5. La politique étrangère de M. Hughes.

La New-York Tribune, *du 30 novembre 1922, présente la défense de la politique étrangère de M. Hughes* :

Parce qu'il croit à la réalisation du faisable, plutôt qu'à des discours sur ce qui n'est pas faisable, M. Hughes a soulevé la colère de certains partisans de M. Wilson. Il est resté attaché avec ténacité à ce principe que qui construit une maison doit commencer par la cave et non par le grenier. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi cette politique irrite ces partisans tenaces de l'impossible.

M. Hughes n'a pas de panacée pour tous les maux du monde. Il ne soutient pas un programme immuable qui seul peut introduire une ère nouvelle, et que ses compatriotes du Sénat doivent adopter sans modification. Au contraire, la méthode qu'il suit pour aborder les problèmes internationaux consiste à attaquer les sources de malentendus une à une, en cherchant à faire disparaître les causes de trouble dans chaque cas particulier, et à rétablir un esprit de coopération entre les nations intéressées.

Il vit, par exemple, la nécessité de mettre un terme à la course aux armements. Au lieu de se contenter de proclamer cette nécessité en phrases sonores, il convoqua une conférence des principales nations intéressées, et leur soumit un programme précis. Le résultat, bien qu'encore inachevé, constitue déjà une contribution à l'idéalisme pratique comme n'en a vu aucune génération vivante. Pour la première fois à notre époque, les grandes nations du monde ont admis que la défense nationale, considérée jusqu'ici comme matière d'intérêt strictement national, intéresse en réalité le monde entier.

Il vit la paix menacée en Extrême-Orient par un défaut de compréhension des buts nationaux et des ambitions nationales sur le continent asiatique. Après que les nations intéressées eurent fait entendre leurs griefs, il se joignit à elles pour aboutir à un accord qui résolvait un grand nombre de leurs difficultés. L'échec subi par son prédécesseur lorsqu'il s'agissait de faire rendre le Chantoung à la Chine a été racheté par M. Hughes.

Il suggéra et fit adopter un accord régional destiné à éliminer les

causes de friction et par là même à éviter la guerre entre les puissances du Pacifique. C'était là, non pas simplement parler de la paix, mais l'organiser, la rendre possible et probable.

En Amérique latine, au lieu de faire des promesses de belle apparence, suivies d'intervention à Saint-Domingue et à Haïti et de deux petites guerres contre le Mexique, M. Hughes a trouvé le moyen de retirer de Saint-Domingue les troupes d'occupation américaines, et il pense bientôt faire la même chose à Haïti; il a empêché une guerre d'éclater entre Costa-Rica et Panama; il a réglé l'antique différend entre le Chili et le Pérou; et, en insistant avec fermeté pour le respect des principes du droit internationl, a amené nos relations avec le Mexique plus près d'un règlement amical permanent qu'elles ne l'ont jamais été depuis la présidence de Diaz.

Dans le Proche-Orient, au lieu d'approuver le projet chimérique d'un mandat américain sur l'Arménie, qui nous aurait pris, sans espoir de nous en dégager, dans le réseau des phases les plus mauvaises, et, pour les Américains, les moins comprises de la diplomatie européenne, il a indiqué clairement aux puissances qui traitaient avec la Turquie que les Etats-Unis sont profondément intéressés à la protection, avec des garanties adéquates, des institutions philanthropiques, scolaires et religieuses, et à des mesures adéquates pour la protection des minorités. Il a réaffirmé la croyance de l'Amérique dans le principe de la porte ouverte.

Dans le monde entier, M. Hughes a cherché à servir les intérêts aussi bien que l'idéal de l'Amérique. Insistant sur le droit des Américains à une participation sur un pied d'égalité avec les étrangers, il a soutenu leurs justes demandes, quelle que fût la nature de leurs occupations.

Loin de tourner le dos à l'idéal, M. Hughes représente la seule espèce d'idéaliste qu'il vaille la peine de posséder. Il se lance à la poursuite de l'idéal, le ramène sur la terre, et le met en action.

6. Le projet de Conférence du Sénateur Borah et la coopération économique des Etats-Unis avec l'Europe.

De Washington, le correspondant du Times *de Londres, écrit le 27 décembre* :

La proposition du sénateur Borah demandant que le Congrès «autorise et invite» le président à convoquer une conférence internationale économique et des armements met le gouvernement dans le plus grand embarras.

On peut résumer ainsi les événements des dernières vingt-quatre heures : M. Harding a promis de remettre aujourd'hui une réponse écrite à la question qui lui a été adressée à ce sujet, mais autant qu'on peut en juger dès à présent son point de vue est le suivant : s'il est vrai qu'il ne désire pas dicter au Congrès les lois qu'il convient ou qu'il ne convient pas de voter, il préfère cependant que l'initiative en matière de politique étrangère soit laissée là où la Constitution l'a placée, c'est-à-dire entre les mains de l'exécutif. Il se tient à ce sujet des conférences sénatoriales animées, d'où il ressort que cette question dérange sérieusement la disposition des partis; autant qu'un examen rapide de la presse permet de se faire une idée de l'opinion publique, on est fondé à accepter la déclaration générale d'après laquelle le sénateur Borah trouve un appui de plus en plus fort.

On se demande bien, de-ci de-là, de quelle autorité jouiraient à une conférence économique les représentants américains, étant donnée l'existence de la loi prescrivant les modalités du remboursement des dettes alliées. Mais la véritable réponse à faire à ceux qui sont en faveur du projet Borah est qu'une action du Congrès telle que le comporte ce projet équivaudrait à une modification de la loi, ou pourrait être considérée tout au moins comme autorisant les représentants américains à négocier sur une base incompatible avec les prescriptions arbitraires de ladite loi. La question est délicate, mais ce qu'il faut se rappeler, c'est que tout arrangement économique auquel aboutiraient ces négociations demanderait, tant que ne sera pas modifiée ou rapportée la loi de consolidation des dettes, à être validé non seulement par le Sénat, mais par le Congrès tout entier.

Il en résulterait une situation analogue à celle qui se produisit lorsque M. Wilson ne réussit pas à faire ratifier le traité de Versailles. Il est malheureusement à prévoir que le débat d'aujourd'hui, au Sénat, rendra plus grande encore cette ressemblance. De même que la grande question de la Société des nations fut dénaturée au cours des discussions, de même la grande question que soulève la proposition du sénateur Borah sera sujette aux fausses représentations, à l'exagération et à la confusion des idées. Cela est tellement certain qu'il faudrait abandonner tout espoir d'un résultat heureux d'un tel débat, s'il ne se manifestait pas de plus en plus un courant d'opinion en faveur de l'action rapide et constructive des Etats-Unis.

Rappelons enfin que, à part M. La Follette, les sénateurs des Etats agricoles du Middle West et du Far West soutiennent M. Borah. L'un d'eux me disait hier que les fermiers sont plus convaincus qu'il ne l'eût jamais cru possible qu'en dernière analyse leurs difficultés sont inextricablement liées à celles de l'Europe...

Le département d'Etat ne dit, bien entendu, pas un mot.

Le point de vue du gouvernement, tel qu'il pourrait s'y refléter,

serait que c'est affaire aux nations de l'Europe d'aboutir à un accord et ensuite, se fondant sur cet accord, de demander elles-mêmes que se réunisse une conférence économique. C'est le point de vue qui sera certainement exprimé dans le discours que doit prononcer aujourd'hui le sénateur Lodge, président de la commission des affaires extérieures. Il est opposé au projet Borah, et ce matin même un groupe de sénateurs qui l'appuie s'est réuni dans son bureau, indubitablement afin d'entendre à l'avance ce qu'il dirait, et de se concerter sur les mesures à prendre pour faire échouer ce projet.

7. Le problème de l'Océan Pacifique

Dans un article des Annales contemporaines, *sous le titre* Le problème de l'Océan Pacifique, *le professeur Chatzky définit comme suit le point de vue russe sur les questions soulevées par la conférence de Washington* :

L'Amérique, qui rêve de conserver sa situation dans le monde sans être obligée de recourir aux armes, par la simple combinaison de facteurs internationaux favorables, devra regretter beaucoup l'absence d'un de ces facteurs, d'une forte Russie. Les circonstances actuelles sont telles que si la Russie faisait maintenant partie de la famille des Nations, elle serait incontestablement un soutien pour l'Amérique, en tant — cela va sans dire — que celle-ci aurait pour but de maintenir la paix et la tranquillité. D'un point de vue objectif, l'absence de la Russie lors du développement des événements de l'Océan Pacifique est un succès pour le Japon et l'Angleterre. C'est en grande partie par ces considérations que s'explique le très vif intérêt que prend l'Amérique au prompt rétablissement de la Russie. Dans ces conditions la position russe, qui ne doit s'inspirer naturellement que des intérêts russes, est parfaitement claire. S'il ne s'agissait que d'une rivalité japono-américaine, nous devrions rester absolument neutres, même de sentiment, surtout après les dures épreuves supportées par notre patrie. Il est de notre intérêt que la paix soit maintenant dans le Pacifique et dans le monde entier, ne serait-ce que parce que la paix nous permettrait d'obtenir des capitaux et des collaborations étrangères qui nous sont si nécessaires La question se complique du fait que nous voyons chez les uns une tendance tout à fait nette à exploiter la Russie et à procéder à son partage économique, tandis que d'autres s'efforcent de sauvegarder ses droits souverains.

1. *Sopremennoya Zaviski*, Paris, n° 13, décembre 1922.

Le choix entre ces deux tendances est dicté par la vie elle-même et ne peut susciter, ce me semble, aucun doute. Cela est d'autant plus vrai que le rétablissement complet des forces productives de la Russie ne sera possible qu'avec la participation du capital américain. L'immensité de cette tâche n'effraye pas les Américains. Une déclaration de M. Hughes du 18 avril 1921 (lettre à M. Gompers) contenait déjà la promesse formelle du gouvernement américain d'ouvrir de larges crédits à la Russie dès que les bolcheviks seront tombés, la Russie ayant droit à ces crédits « grâce à ses inépuisables richesses naturelles ». Aussitôt après la chute du bolchevisme, on pourra entreprendre cette tâche que les Américains envisagent du point de vue des affaires, mais avec beaucoup de sympathie pour la Russie. Les Etats-Unis se souviennent bien qu'aux moments les plus critiques de l'histoire américaine — lors de la naissance de l'Union et lors de la guerre de Sécession la Russie est par deux fois venue à leur aide, une fois passivement et l'autre activement. En effet, lorsqu'au cours de la guerre d'indépendance le roi Georges III s'adressa à Catherine II pour la prier de lui prêter son appui contre les rebelles américains, Catherine lui répondit non seulement par un refus, mais par une véritable réprimande : « Comment peut-on vouloir retenir ses sujets par la force de baïonnettes étrangères ? ». D'autre part, pendant la guerre de Sécession, lorsque la France et l'Angleterre voulaient tirer profit de la situation difficile des Etats-Unis, les démonstrations navales de l'escadre russe sur les côtes américaines sauvèrent la situation. Actuellement les Etats-Unis sont prêts à payer leur dette historique, d'autant plus que cette ligne de conduite leur est indiquée par d'autres considérations plus réalistes. Mais si le rapprochement entre la Russie et l'Amérique doit se faire, il devra répondre aux deux conditions ci-après :

1° Ce rapprochement doit servir la cause russe et les intérêts russes. En 1867, l'ambassadeur de Russie à Washington, qui était un « américanophile », obtint le consentement de notre gouvernement à la vente de la riche Alaska aux Etats-Unis. L'histoire diplomatique nous donne une description intéressante de la manière dont fut conclu cet accord : lorsque l'ambassadeur de Russie informa, à titre privé, le secrétaire d'Etat américain du consentement du gouvernement russe, le secrétaire d'Etat pria l'ambassadeur de signer l'acte la nuit même. L'hôtel du secrétariat d'Etat fut ouvert et éclairé, les fonctionnaires durent se lever au milieu de la nuit pour rédiger et recopier le texte de l'accord, selon lequel l'Alaska passait aux Etats-Unis avant même le paiement de la somme insignifiante stipulée au profit de la Russie. Il faut nous garder de retomber dans une américanophilie de cette sorte.

2° Il faut que nous ne perdions pas de vue que notre amitié pour l'Amérique ne doit pas entraîner une hostilité absolue à l'égard du Japon.

Tout au contraire il faut espérer que la collaboration diplomatique d'une future Russie puissante garantira la sécurité de l'Océan Pacifique et permettra à la Russie elle-même d'accomplir sa propre tâche dans la paix.

Les tendances opposées de la politique des Etats-Unis et de celle du Japon se sont heurtées naturellement avant tout dans la question de Sibérie. Cette question devait être examinée en détail par la conférence de Washington. Cette discussion n'a pas eu lieu — et je crois que c'est pour le plus grand bien de la Russie. Toute la discussion se borna à une déclaration du baron Shidéhara qui répéta à la conférence la promesse que le comte Ushida avait faite au Parlement japonais, à savoir que les troupes japonaises quitteront la Province maritime dès que l'ordre y sera rétabli. Quant à Sakhaline, les Japonais déclarèrent à la conférence de Dairen, le 26 août 1921, qu'ils en parleraient avec un gouvernement russe reconnu. Cela ne les empêcha pas d'obtenir à la même conférence, d'un gouvernement russe non reconnu, certains avantages relatifs à une révision de la convention de pêche de 1907. Les Américains ont retiré leurs troupes de Sibérie dès le 6 août 1918, tandis que les Japonais n'ont cessé d'affirmer depuis le 31 mars 1921 et jusqu'à ce jour qu'ils ne pouvaient rappeler leurs contingents...

8. Le marché mondial d'après guerre

Le professeur Tchouprof, un des plus brillants économistes russes, auteur d'un grand nombre de travaux sur l'économie politique et la statistique générale, analyse dans les Annales contemporaines[1] *les conditions actuelles et les perspectives d'avenir du marché mondial d'après guerre* :

La guerre a disloqué le marché mondial ; la correspondance entre les prix dans les différents pays a été troublée, le libre passage des marchandises d'un pays dans un autre interrompu. Le marché mondial est tombé en décomposition ; à sa place nous voyons des marchés nationaux, souvent à tel point séparés les uns des autres que la situation est sensiblement la même qu'avant l'invention des moyens de transport à vapeur. Ce n'est pas seulement le commerce entre belligérants qui a été atteint. Le commerce entre neutres et même entre alliés a changé de nature. Le souci d'approvisionner en marchandises les marchés intérieurs a pris partout la première place. Le commerce extérieur a été mis sous le contrôle de l'Etat et, dans certains cas même, exercé par

1. *Sovremennya Zapiski.*

l'Etat lui-même. Avant la guerre, les pouvoirs publics n'agissaient que sur la direction générale du commerce extérieur, à l'aide des tarifs douaniers; mais la réalisation des opérations commerciales était entièrement abandonnée à la volonté des importateurs et des exportateurs. Actuellement la sphère d'action des pouvoirs publics est de beaucoup élargie et comprend des tâches purement commerciales...

Dès la fin des hostilités, on a commencé à démolir les barrières élevées aux frontières. On a pu remarquer un mouvement de retour graduel vers l'ancien régime du commerce mondial. Mais c'est un mouvement très lent. Certains pays importants au point de vue des échanges, l'Allemagne par exemple, ont cru devoir maintenir jusqu'à présent les mesures les plus vexatoires de contrôle d'Etat sur les importations et les exportations.

Mais, même dans les pays où il y avait possibilité et désir de mettre fin d'une manière décisive aux habitudes de l'« économie de guerre », ce changement n'a pu se faire tout d'un coup et, là aussi, il y a eu bien des luttes et des hésitations. Des survivances de l'habitude du contrôle de l'Etat sur la vie économique se rencontrent encore presque partout; elles sont plus ou moins nombreuses selon les pays mais à la fin de 1922 (quatre ans après la cessation des hostilités !) on est encore loin du rétablissement de la liberté du marché mondial... Dans une intéressante brochure de M. Pervouchine sur les conditions de l'économie mondiale actuelle (parue à Moscou en 1922), la question est posée de savoir quel est le caractère de la crise économique que nous observons en ce moment. D'après les citations de l'auteur, il semble que la crise dont a souffert l'économie mondiale vers le milieu de l'année 1920 est une des crises habituelles du capitalisme, que les spécialistes prévoyaient pour 1912 ou 1914 et qui est survenue avec du retard. La grande guerre l'aurait retardée, mais n'en aurait pas changé l'essence : ce serait une phase inévitable du cycle capitaliste. D'autres estiment que la crise actuelle est semblable à celle de 1815 qui se déchaîna lors de la liquidation économique des guerres napoléoniennes. Enfin, pour une troisième opinion, elle est d'un ordre tout à fait spécial : elle met fin à une époque et engendrera une transformation complète de toute la vie sociale, économique et intellectuelle de l'Europe. Cette troisième opinion comprend deux tendances différentes, l'optimiste et la pessimiste. Pour les optimistes le passage à un stade plus élevé du développement économique est possible, mais seulement au prix d'une reconstruction complète des rapports sociaux. Les pessimistes nient la possibilité de cette issue : ils voient dans la durée de la crise actuelle le commencement de la ruine irrémédiable de l'Europe... Ils s'attendent à un retour aux conditions économiques et intellectuelles du moyen-âge et à la décomposition des formes économiques supérieures, en un mot à la « ruine de l'Occident », pour employer l'expression de Spengler.

Le professeur Tchouproff n'adopte pas cette vue pessimiste :

La température de l'économie mondiale est sans doute encore loin de la normale, mais néanmoins elle tend à s'en rapprocher. Les liens économiques brisés ne sont pas encore complètement renoués, mais une sorte d'ébauche de marché mondial a déjà été reconstituée, et les relations économiques se multiplient dans le monde, malgré les obstacles que les facteurs politiques accumulent sur la voie de la renaissance économique... Le marché mondial d'après guerre se distingue de l'ancien par un certain nombre de traits originaux. Beaucoup de ces traits lui resteront définitivement acquis; les routes du commerce international ont changé de direction et ce changement subsistera. Mais la structure générale de l'économie mondiale est restée dans ses fondements et restera encore longtemps la même qu'avant la guerre. L'époque que nous traversons en ce moment ne nous apportera pas l'avènement d'un ordre économique inconnu ; elle n'aura pas pour suite une perturbation complète de la vie européenne. On peut déplorer ces résultats ou s'en réjouir, selon l'opinion générale que l'on professe. Mais il est difficile de la contester si l'on veut regarder les faits bien en face. Le régime économique capitaliste s'est montré capable de supporter une tension telle que le monde n'en avait encore jamais connu de pareille. Il est même capable de supporter ce que la sagesse politique de nos jours se plaît à appeler l'état de paix. Les contradictions internes du capitalisme sont considérables et profondes, mais ses facultés d'adaptation sont encore plus grandes. Il n'y a pas de plus dangereuse erreur que de les sous-estimer, elles et sa puissance.

9. Economistes soviétiques.

Le Conseil supérieur de l'économie nationale est l'organe du gouvernement soviétique chargé de régler et de diriger toute l'activité économique de la Russie. C'est cette institution qui devait réaliser l'idéal économique du communisme. Mais tous les efforts du conseil supérieur n'ont abouti qu'à la ruine du pays et à la désorganisation complète de la production des échanges et de la répartition des biens. Un membre distingué du barreau de Petrograd, M. A. Gourovitch qui, a servi pendant un certain temps au conseil supérieur, avec l'espoir secret de pouvoir adoucir pour le pays les conséquences désastreuses des expériences communistes, publie actuellement, dans les Archives de la Révolution [1] *ses souvenirs de son séjour dans cette citadelle du régime bolchévik.*

1. *Archiv russkoi revolutsii.*

Le président du conseil supérieur de l'économie nationale, Alexis Ivanovitch Rykof, ne semblait pas être l'homme capable de reconstruire de fond en comble tout le régime économique de la Russie. De taille moyenne, trapu, mal vêtu, encore plus mal lavé, n'ayant l'air ni bête, ni méchant, il ressemblait plutôt à un agronome ou à un statisticien de quelque lointaine province, « d'opinion radicale » (c'est bien, je crois, ce qu'il était jadis). Il ne se distinguait ni par son instruction, ni par son éloquence, d'autant plus qu'il était bègue. En conséquence, aux assemblées du parti et aux différentes conférences, soit dans l'émigration à Genève, soit à Petrograd en 1917, il n'osait et d'ailleurs ne pouvait discourir sur des abstractions ou des théories, ni faire usage de grands effets oratoires. Ses discours touchaient toujours à une question pratique et concrète et usaient du langage simple de tous les jours. La brièveté de ses phrases et la manière entrecoupée dont il les prononçait (effet de son bégaiement) faisaient croire qu'il parlait d'un ton décisif et énergique : ces qualités donnerent aux principaux chefs du bolchévisme l'opinion que Rykof n'était pas un théoricien rêveur, mais un homme de la pratique, point un orateur, mais un homme d'affaires pourvu de fermeté et de bon sens. C'est pour ces qualités imaginaires qu'il reçut le portefeuille de l'intérieur dans le premier conseil des commissaires du peuple, puis fut nommé président du conseil supérieur de l'économie nationale. Mais le véritable Rykof était tout autre que ce Rykof imaginaire. C'est justement le sens pratique et le sens des affaires qui lui manquaient avant tout. Il pouvait développer les plans abstraits d'une mesure générale, mais dès qu'on passait aux questions concrètes, il était complètement perdu et, disait des naïvetés, ou bien s'écriait : « C'est l'affaire des spécialistes », ou encore : «Cela ne fait rien, cela réussira peut-être d'une manière ou d'une autre ». Aussi pouvait-on obtenir de lui n'importe quelle décision... Dans toutes les circonstances de la vie, il ne connaissait pas d'autorité plus haute que Lénine, et quelles qu'eussent été ses propres oponions, la parole de Lénine était pour lui une vérité intangible... Tel était l'homme qui disposait souverainement de la vie économique de la Russie...

Léonide Krassine, qui fit partie du bureau du conseil supérieur de l'économie nationale pendant l'hiver 1918-1919, quand il fut nommé commissaire du peuple au commerce et à l'industrie, était absolument différent des autres membres de cette institution. Krassine était devenu bolchévik au temps où il était encore étudiant, et quoiqu'il ne travaillât plus dans le parti depuis 1905, il avait conservé certains liens avec les communistes, et reprit sa place dans le parti en 1917. Cependant, il faisait tout son possible pour n'entreprendre aucun travail actif; après le coup d'Etat bolchéviste, il n'entra au service du nouveau gouvernement qu'au bout de quelques mois, lorsque le régime

eut déjà acquis un semblant de solidité. Mais alors encore il déclina tout poste important et toute responsabilité et se contenta tout d'abord du poste modeste de chef de section au conseil économique de Petrograd. Ce n'est que plus tard qu'il consentit à jouer un grand rôle, et il fut aussitôt nommé à un poste très élevé, celui de membre du conseil de l'économie nationale. En même temps on lui confia la direction de l'industrie métallurgique russe; bientôt il devint une sorte de Carnot russe, chargé d'équiper l'armée rouge et muni de pouvoirs dictatoriaux (il conserva ses fonctions même lorsqu'il fut nommé commissaire au commerce et à l'industrie). Cette faveur que lui témoignaient les cercles dirigeants s'expliquait par deux circonstances. D'abord, parmi tous ces théoriciens, journalistes, ouvriers ou parvenus de provinces, Krassine était presque le seul bolchévik qui eût derrière lui un stage d'activité commerciale et administrative. Il avait été représentant en Russie d'une des plus grandes firmes électrotechniques, Siemens et Halske, et directeur de plusieurs entreprises; il avait aussi été administrateur ou directeur de plusieurs grandes sociétés anonymes. Il avait la réputation d'un bon commerçant, d'un administrateur de talent et en général d'un homme d'affaires de premier ordre. Avant la guerre (disent les gens qui le connaissaient bien), il gagnait plus de 100.000 roubles par an, et ce chiffre produisait son effet sur les bolchéviks occupés à abattre la bourgeoisie. Ensuite, il savait manier les hommes. Calme et réservé, il passait avec chacun sur le terrain des affaires : il évitait cette camaraderie familière qui est de mode parmi les bolchéviks. Et les bolchéviks éprouvaient de lui un respect instinctif et même un sorte de crainte... Ses manières habituelles et même son extérieur contribuaient à produire cet effet.

De haute taille, toujours élégamment vêtu, les cheveux et la barbiche grisonnants, le visage intelligent et énergique, Krassine tranchait sur le milieu bolchévik. Il discourait peu, non parce qu'il ne le pouvait, mais parce qu'il ne le voulait pas. Il mesurait ses paroles et semblait les évaluer au poids d'or; il n'aimait pas argumenter, comme un homme habitué à ce qu'on le croie sans preuve, et chacun de ses gestes ou de ses regards semblait dire : « Je sais encore beaucoup de choses et je pourrais dire dix fois plus que ce que je dis, mais je ne veux pas perdre de temps; ne craignez rien, ayez confiance en moi et tout ira bien »... Les rêveurs bolcheviks étaient heureux de se confier à Krassine, et son étoile montait rapidement. Il faut convenir d'ailleurs que ses observations étaient en général pratiques et intelligentes; de temps à autre seulement il faisait une déclaration digne du plus pur adepte du régime communiste, afin sans doute de rappeler que lui aussi, après tout, est un bolchévik. Mais généralement, il y avait très peu de socialisme dans ses propositions. Cependant, il ne faisait presque jamais d'objections aux fantaisies socialistes des autres, et lors-

qu'elles prenaient forme de décret, il faisait semblant d'être d'accord avec cette politique fantaisiste. Les bolcheviks croyaient à sa sincérité, mais bien des gens étaient persuadés, et moi avec eux, qu'il n'était pas sincère. Certains affirment que Krassine n'est pas du tout bolchévik. Peut-être ont-ils raison. Il me semble aussi que Krassine n'est pas bolchévik. Il le fut dans ses jeunes années, et s'il n'a pas rompu tout lien avec ce parti, c'est pour la même raison qui faisait que certains jeunes intellectuels russes de l'opposition se liaient volontiers avec des organisations révolutionnaires dont l'esprit leur était absolument étranger. En 1918, lorsque tout le monde se hâtait d'adhérer à un parti quelconque, Krassine rentra dans le groupe pour lesquel il n'était pas un *homo novus*, et dont il pouvait, en conséquence, attendre des faveurs. Peut-être aussi prévoyait-il, comme beaucoup d'autres le sens dans lequel allaient évoluer les masses ouvrières et se disait-il que, devenu bolchevik, il pourrait mieux sauver de la ruine les entreprises à la tête desquelles il était placé. Puis il attendit, regarda bien autour de lui et s'aperçut qu'il pouvait faire une brillante carrière. Naturellement, ce n'est pas pour le titre pompeux de commissaire du peuple qu'il entra dans cette carière. Krassine est trop intelligent et trop ambitieux pour se contenter d'un éclat éphémère dans une constellation où se trouvent toutes sortes de Tzourioupa, Séréda et autres. Son ambition lui fait rêver d'un avenir vraiment grandiose. Après avoir été le Carnot russe, il voudrait devenir le Barras russe. L'ingénieur Léonide Krassine rêve de devenir le dictateur de fait de la Russie bolchévique, et de l'amener, sous le pavillon bolchévik, à un ordre social normal. Comme récompense naturelle, il voudrait conserver le pouvoir dans la nouvelle Russie et acquérir, peut-être, chemin faisant, la richesse. Voilà, je crois, le secret de cet homme.....

LA QUESTION D'ORIENT

La liberté des Détroits.

La question des Détroits est la grande question internationale de l'heure. Dans la North American Review *de décembre, M. Dennis l'examine au point de vue américain.*

Le résultat de deux siècles de guerre et de diplomatie fut la victoire de « la liberté des Détroits » sous une garantie internationale. C'était faire un grand pas vers la reconnaissance de la communauté

d'intérêts du monde entier. Aujourd'hui, l'ensemble de cet accord a été repoussé. Il reste à voir si quelque partie du traité doit être sauvée et si d'autres altérations sont nécessaires.

La proposition qui entre dans le traité de Sèvres n'avait été acceptée qu'après la discussion et le rejet de plusieurs autres projets. Il serait inutile désormais de revenir à ces projets qui furent examinés de 1918 à 1920. Plusieurs d'entre eux sont devenus irréalisables par suite de changement de la situation politique. En tout cas, il est essentiel de se rappeler que toute mesure concernant les Détroits est politique beaucoup plus que juridique. Les aspects pratiques plutôt que les considérations morales ou abstraites doivent déterminer l'adoption de toute solution particulière.

C'est ce que les Etats-Unis ont déjà indiqué dans les déclarations qu'ils ont faites au sujet des intérêts russes dans tout règlement permanent des questions du Proche ou de l'Extrême-Orient. M. Polk écrivait aux Alliés le 24 mars 1920 :

« Le gouvernement est convaincu qu'aucun arrangement conclu actuellement au sujet du gouvernement et du contrôle de Constantinople et des Détroits n'aura des éléments de durée s'il ne protège attentivement les intérêts vitaux de la Russie dans ces problèmes et si l'on ne comprend pas que la Russie, lorsqu'elle aura un gouvernement reconnu par le monde civilisé, devra assurer son droit à discuter les décisions prises aujourd'hui.

On remarque avec plaisir que les questions du passage des vaisseaux de guerre et du régime des Détroits en temps de guerre sont encore en discussion. Le gouvernement des Etats-Unis est convaincu qu'aucune décision ne devra ou ne pourra être prise sans le consentement de la Russie. »

Quant à la question sibérienne, le secrétaire d'Etat Hughes rappelait le 19 septembre 1921 avant la conférence de Washington que « en l'absence d'un gouvernement russe reconnu, la protection des intérêts légitimes de la Russie devait être assurée comme un devoir moral, par la Conférence tout entière. »

Ces deux déclarations sont de nature similaire et doivent être placées en tête des conditions immédiates, conditions probablement temporaires.

En tout cas, il est important de considérer particulièrement l'attitude du gouvernement russe actuel en face du problème dont il s'agit. Les autorités soviétiques, par la publication en 1918 des traités secrets du gouvernement du tsar, ont montré qu'elles n'adhéraient pas au programme proposé par l'accord secret de 1915. Cet accord livrait Constantinople et le contrôle effectif des Détroits à la Russie. Le gouvernement révolutionnaire n'a pas manqué cependant d'affirmer que la Russie a des intérêts dans les Détroits et dans la Mer Noire. Dans

des traités conclus avec les Turcs d'Angora en 1921 et 1922, les Soviets déclaraient que la « réglementation internationale de la Mer Noire et des Dardanelles » devait être confiée à une future conférence composée exclusivement d'Etats riverains et que la Turquie devait garder sa souveraineté complète sur Constantinople. En d'autres termes la réglementation future des Détroits, bien qu'elle ne fût exclusivement ni turque, ni russe, devait devenir une affaire locale et revenir en principe à l'état où elle se trouvait dans les premières années du XIXe siècle.

De même, par une note du 14 septembre 1922 ,le gouvernement de Moscou affirmait que la Russie « ne consentirait pas à ce que la Mer Noire fût ouverte aux vaisseaux de guerre d'aucun pays » et que « la Russie, la Turquie, l'Ukraine et la Géorgie, à qui appartiennent pratiquement toutes les côtes de la Mer Noire, ne pouvaient admettre qu'aucun autre gouvernement eût le droit d'intervenir dans la question des Détroits ». Cette attitude correspond naturellement aux principes de la politique russe tels qu'ils furent affirmés au temps des tsars Paul Ier, Alexandre Ier et Nicolas Ier. Contre ces principes s'élèvent toute la diplomatie européenne du XIXe siècle, les tendances au progrès du droit international telle qu'elles sont indiquées dans le traité de Sèvres, et les vues de certains hommes d'Etat américains... Le fait que certains « Blancs » russes passent pour soutenir les soviets dans cette question ne saurait surprendre. Il marque la survivance des intérêts nationalistes et impériaux de la Russie dans les affaires du Proche-Orient.

D'autre part, l'idée que l'Angleterre ou toute autre combinaison des Alliés peut tenter actuellement de faire des Détroits une sorte de position navale particulière peut devenir tout aussi dangereuse. Gallipoli ne doit jamais devenir un autre Gibraltar pour l'Angleterre ou pour toute autre puissance. La paix future du monde serait mise en danger si on acceptait un programme de fortification ou de contrôle des Détroits par un Etat particulier...

Par ailleurs déclarer simplement que la Mer Noire est une « mer de paix » serait simplement la considérer comme une zone maritime interdite à toutes les forces navales. Cette idée russe est opposée, elle aussi, à l'intérêt international. Elle tend vers des buts purement locaux et peut-être égoïstes. Il est également dangereux pour les nations riveraines de la Mer Noire de s'arroger la police exclusive d'une mer qui, tout le long des siècles, a été internationale. Si ce projet était adopté, la Mer Noire serait fermée pour toujours aux loyaux et pacifiques vaisseaux de la flotte américaine... Ce projet peut limiter l'usage de notre puissance navale comme instrument de justice et de police nationale.

Il serait puéril d'anticiper sur des événements qui auront lieu après la publication de cet article. Certaines circonstances peuvent altérer

les détails de la situation. Les éléments généraux, cependant, resteront tels qu'ils ont été créés par le développement historique. La solution adoptée manquera son but si ces éléments ne sont pas dûment pris en considération. Il faut conclure un large accord international reposant sur une responsabilité internationale. Tout autre arrangement préparerait la voie à de nouveaux désordres.

Les procédés et la méthode à employer sont donc très importants. Si nous n'y prenons pas garde, des précédents pourront être créés dont on se servira plus tard pour menacer notre position navale et militaire dans la zone du canal de Panama. Le canal du lac Erié est lui-même en un sens une voie unissant l'Océan à des mers intérieures qui sont d'un usage international. Les négociations de Lausanne pourraient donc affecter notre stratégie nationale par les conclusions auxquelles elles aboutiront. Il faut que tous les éléments chargés de protéger la politique américaine soient liés par une entente étroite.

(Alfred L. P. Dennis, *North American Review*, décembre 1922)

ALLEMAGNE

1. Le développement de la marine marchande allemande.

Pour justifier le projet de subvention à la marine marchande des Etats-Unis, le Boston Evening Transcript *du 25 novembre 1922 signale l'accroissement considérable du tonnage allemand au cours des dernières années :*

On commettrait certainement une erreur et une injustice si l'on supposait un instant que les adversaires du projet sur la marine marchande éprouvent de la sympathie pour l'Allemagne et qu'ils cherchent à favoriser l'Allemagne par leurs actes; pourtant, il faut bien admettre que l'Allemagne occupera à nouveau le premier rang sur les mers et même dans nos ports, si nous ne conservons et si nous n'entretenons pas notre marine marchande. Il y a deux ou trois ans, on était persuadé en Angleterre et en Amérique que les Etats-Unis conserveraient, temporairement tout au moins, la plus grande partie du commerce maritime que l'Allemagne a perdu du fait de la guerre, et que nous deviendrions ainsi les rivaux de l'Angleterre sur les océans. Cette hypothèse était fondée, elle paraissait être justifiée par les faits, puisque nous avions construit une flotte importante, alors que l'Allemagne ne possédait que le dixième de sa flotte commerciale d'avant-guerre. Or, que

voyons-nous aujourd'hui ? L'Allemagne — qui ne cesse de se plaindre et de se déclarer incapable d'exécuter des obligations qui lui ont été imposées avec juste raison — a construit avec une hâte fébrile, et elle possède aujourd'hui une flotte de 2 millions de tonnes sur les océans, c'est-à-dire les 2/5 de sa flotte d'avant-guerre; si elle continue à construire avec la même rapidité, dans un an elle sera plus forte sur mer que la France, la Norvège, la Hollande et que toutes les autres nations, sauf l'Angleterre et les Etats-Unis.

Et elle pourra bientôt devenir un concurrent formidable... Cette réhabilitation rapide n'est pas seulement enregistrée et révélée par les statistiques; ses progrès sont visibles dans nos ports où le drapeau allemand flotte sur autant de navires (ou presque) qu'avant la guerre. En 1920, le mouvement des navires allemands dans nos ports ne donnait qu'un total de 30.000 tonnes; l'an dernier, le total s'élevait à 200.000 tonnes et il atteindra probablement le double cette année. En 1919, la valeur des marchandises importées et exportées par les navires allemands dans nos ports ne s'élevait qu'à 131.000 dollars; en 1920, elle était de 9 millions 685.000 dollars; en 1921, 17.212.000; durant l'année fiscale 1922, qui comprend les derniers mois de 1921, 44.119.000 dollars; il se peut donc que cette année, le total soit de 100 millions de dollars. En outre, l'Allemagne a rétabli toutes ses anciennes routes commerciales, sur les sept mers, et les transports sur chacune de ces voies seront bientôt assurés par des navires de première catégorie. Avant la guerre, le Lloyd de l'Allemagne du Nord possédait une flotte d'un million de tonnes; aujourd'hui, le tonnage de sa flotte est d'environ 370.000, mais elle construit en ce moment vingt et un nouveaux steamers d'un tonnage total de 200.000 tonnes qui seront mis en service l'an prochain. Enfin, toutes les compagnies maritimes allemandes réalisent de sérieux bénéfices et distribuent d'importants dividendes. Sans doute, la plus grande partie du commerce maritime que l'Allemagne a reconquis consiste en marchandises allemandes, importations et d'exportations, et il est logique qu'elle transporte, sur ses propres navires, les produits qu'elle importe ou qu'elle exporte. Mais, puisqu'elle achète à l'Amérique et vend à l'Amérique, il serait également logique que ces produits fussent transportés sur des navires américains; d'autre part, puisque, comme jadis, l'Allemagne se charge aujourd'hui du transport des marchandises d'autres nations, il faut en conclure qu'elle s'est emparée de ce commerce à nos dépens. Bref, le commerce maritime américain, par la faute du gouvernement qui ne lui procure aucune aide, aucun encouragement, est en baisse, alors que le commerce maritime allemand auquel le gouvernement allemand accorde depuis plusieurs années des subventions plus élevées que celles que reçoivent les marines des autres nations marche à pas de géant.

Il appartient donc aux sénateurs et aux députés américains de prendre une décision; veulent-ils que ce soit le drapeau étoilé ou le drapeau allemand qui flotte sur les mers? Qu'ils le disent ! Nous n'avons nul désir d'empêcher l'Allemagne d'acquérir une prospérité plus large encore que celle dont elle jouit aujourd'hui; mais nous ne voulons pas que ce soit à nos dépens. Après avoir dépassé l'Allemagne sur le terrain commercial, l'Amérique ne peut se déclarer incapable de tenir son rang. Ce serait une humiliation que nous ne saurions accepter. Pourtant, nous y serons contraints, si l'on n'apporte aucune modification à la situation actuelle des deux flottes. Navires allemands ou navires américains? Telle est la question qui se pose aujourd'hui; tel est le problème que nous devons résoudre.

* * *

Le vice-amiral en retraite Hermann Kirchhoff fait paraître dans la Deitsche Zeitung *du 20 décembre 1922 un article consacré à la renaissance de la flotte de commerce allemande.*

C'est une consolation de voir que l'esprit d'entreprise des Hanséates a fait en sorte que les navires allemands, battant le pavillon noir-blanc-rouge, ont fait leur réapparition sur toutes les mers. Déjà Hambourg vient en tête des ports du continent, avant Anvers. Le trafic a atteint par moment presque celui de 1913. Pendant le mois d'octobre dernier, 1.016 navires jaugeant en tout 1.272.000 tonnes sont entrés à Hambourg, alors que 734 navires seulement jaugeant 1.162.000 tonnes sont entrés à Anvers...

De nouvelles sociétés allemandes se sont constituées. Les anciennes compagnies ont augmenté le nombre de leurs navires à passagers et de leurs cargos. Elles n'ont pas seulement racheté d'anciens navires leur ayant appartenu, mais elles en ont construit de nouveaux que l'on considère partout comme d'excellents navires modèles. On a particulièrement développé le type des cargos pouvant transporter un petit nombre de passagers. Sur quelques navires même, les passagers de 3e classe (entrepont) disposent de cabines particulières et de salles spéciales. Par suite de leur parfaite installation, les navires allemands sont toujours pleins. Les navires allemands sont les premiers du monde.

Au cours de l'année dernière, l'accroissement de la flotte allemande a été comparativement le plus fort de l'univers et, cela, en dépit des stipulations de l'ignominieux traité de Versailles. Le tonnage a été porté de 0,75 million à environ 1,5 million. Les chantiers allemands travaillent sans répit...

L'article se termine ainsi :

L'ennemi peut faire ce qu'il veut pour nous asservir toujours davantage et nous anéantir, mais un temps viendra où le peuple allemand prendra conscience de lui-même et se dressera. C'est là que nous conduira la haine terrible. Notre travail personnel, notre puissance personnelle nous conduiront au but à eux seuls, ainsi que nos Hanséates l'ont prouvé. Plus jamais d'aide étrangère !

2. Une opinion allemande sur le Luxembourg.

Dans le numéro de décembre de la Deutsche Rundschau, *M. Paul Wentzcke étudie le conflit qui mit aux prises en 1867 la diplomatie de Napoléon III avec celle de Bismarck. Il parle notamment des fautes de psychologie et des erreurs politiques qui, depuis cette époque, n'ont cessé de miner l'influence dont l'Allemagne jouissait autrefois dans le grand-duché.*

Dans les deux camps de la Chambre luxembourgeoise on sentait bien la nécessité de s'appuyer à un grand et puissant Etat. En raison de leur développement et de leur situation interne, les libéraux ne pouvaient chercher un appui qu'en France, refuge du « progrès politique », tandis que les cléricaux cultivaient leurs anciennes relations avec l'Eglise catholique de Belgique et en partie avec celle de la Prusse rhénane. Lorsque la lutte décisive entre la France et l'Allemagne, qui venait à peine d'être évitée, éclata en 1870, la victoire de Napoléon III semblait à toute la population hors de doute. Dans son opinion, la solution militaire de la question luxembourgeoise avait été évitée par la Prusse trois ans auparavant parce que cette dernière craignait la supériorité de l'armée française. Les porte-parole du parti libéral espéraient justement l'annexion du Luxembourg à l'Etat français; et les ultramontains eux-mêmes devenaient hésitants, car, au même moment, ils sentaient venir de l'Allemagne trans-rhénane, qui leur était pourtant apparentée par la langue et les origines, une vague d'hostilité contre l'Eglise.

La fondation du nouvel Empire allemand compléta cette déplorable évolution. Le « *Kulturkampf* » trancha d'un coup décisif les derniers liens qui unissaient encore le parti clérical du Luxembourg aux représentants du catholicisme politique des provinces rhénanes. Les nationaux-libéraux qui, avec la prépondérance au Reichstag, héritèrent des soucis relatifs aux pays frontières menacés au point de vue de leur culture, ne pouvaient remplacer cette perte. Comme parti

politique, ils ne voyaient dans les tendances cléricales et ultramontaines, soit à l'intérieur de l'Empire, soit à l'extérieur, que des menaces à l'idéal politique allemand... Etant donné qu'en fait le Luxembourg était le point de départ et le centre des attaques ultramontaines et hostiles à l'Empire, cette opinion empoisonnait ce qui restait des anciennes relations qui avaient été nouées avec tant d'espoir quelques années auparavant. Heinrich von Treitschke lui-même, le héraut de la conscience nationale et du sentiment d'honneur nouvellement éveillés, put mentionner dans son *Histoire d'Allemagne* (sous l'influence de ces luttes de partis) des allégations qui accusaient une population entière de ce qui aurait pu être mis à la charge tout au plus de quelques meneurs cupides du camp libéral :

« Lors de l'entrée du grand-duché dans le *Zollverein*, à la puissante race allemande se mêla la *nation luxembourgeoise*[1], cette dégoûtante plante parasitique, ce peuple hybride sans patrie ni honneur ! »

Et si le « sentiment de frontière » se faisait jour parfois dans les autres partis ou dans les Etats particuliers de l'Empire, ces alarmes étaient vite apaisées par la doctrine régnante, d'après laquelle les faits économiques seuls déterminaient la vie d'une nation : or les liens économiques avec le Luxembourg devenaient justement de décade en décade plus étroits.

Mais précisément l'histoire de ces cinquante dernières années a montré, par l'exemple du Luxembourg, et avec une clarté saisissante, que même les plus grands avantages économiques ne sauraient remplacer chez un peuple ce qu'on peut appeler le sentiment national d'unité et de devoir. Etant donné que depuis l'automne 1867, toute influence contraire avait cessé, l'activité intellectuelle de la population se tournait de plus en plus vers le monde de la civilisation latine. D'une manière toute passagère on se demanda en 1879, lors du changement radical de la politique douanière et commerciale allemande, si on ne devrait pas donner au Luxembourg au moins une voix consultative au Conseil fédéral et au Reichstag quand on y discutait les questions relatives aux tarifs douaniers et aux traités de commerce. Même cette proposition qui renouvelait cependant, dans un certain sens, l'ancienne évolution de l'unité allemande — du *Zollparlament* au Reichstag — tomba sur un sol ingrat. Séparé de la mère-patrie, tant au point de vue politique qu'au point de vue de la civilisation, le Luxembourg devait tomber lentement sous l'influence de l'Occident....

Un peuple doit savoir reconnaître ses propres fautes dans son histoire et doit tirer de cette critique des forces nouvelles. Si, en nous souvenant du Luxembourg perdu, nous réussissons à aiguiser enfin notre « sentiment de frontière[2] », alors nous pouvons espérer conser-

1. En français dans le texte.
2. Grenzgewissen.

ver au moins le caractère allemand des malheureux restes des pays rhénans qui, de nom tout au moins, appartiennent encore à l'Empire allemand. Mais la lutte la plus difficile qu'il faudra, à cet égard, soutenir sera celle que le peuple allemand devra mener contre lui-même, afin de placer les forces impondérables de la conscience nationale, soit dans l'offensive, soit dans la défensive, à côté et au-dessus des considérations matérialistes de nos jours. « Tous les péchés d'un peuple sont l'héritage indivisible de son histoire ». Telle était déjà en 1867 la juste parole du chef libéral Louis Bamberger, à propos de la question luxembourgeoise...

III. — EMPIRE BRITANNIQUE

1. La politique des extrémistes et le programme de Bardoli

Plus que tous les autres Dominions ou possessions britanniques, l'Inde retient actuellement l'attention des journalistes et des économistes anglais. Quelle doit être la politique du gouvernement britannique à l'égard de l'Inde? Quelle est actuellement la situation politique dans les différentes provinces de cet immense territoire? Que faut-il attendre de l'application des réformes récentes? Tels sont les sujets qui sont examinés et étudiés dans les revues et notamment dans la Contemporary Review *et la* Round Table.

Dans le premier article d'une longue étude sur l'Inde, la Round Table (*septembre 1922*) *constate tout d'abord que le mouvement de non-coopération a lamentablement échoué et qu'une ère nouvelle de repos et de calme paraît avoir succédé aux troubles et aux violences. Faut-il donc conclure que la paix est faite définitivement? Non certes.* Car ce qui stupéfie ceux qui ont quelque mémoire, c'est l'intensité de ces crises politiques qui fondent périodiquement sur l'Inde.

La période actuelle de tranquillité relative n'est donc peut-être que temporaire; mais, quoi qu'il en soit, l'agitation a diminué, un profond changement s'est manifesté soudain et la Round Table *s'efforce d'en dégager les causes* : L'Hindou, comprend difficilement les questions politiques; son esprit n'est point adapté à la politique; de plus l'Inde n'a aucune tradition politique; elle est passée d'un système despotique à un autre système despotique, jusqu'au jour où elle a dû se soumettre à la bureaucratie britannique; la remarquable phalange de publicistes hindous qui ont jeté les bases du développement politique

de l'Inde, au début du dix-neuvième siècle et qui possédaient un véritable « flair [1] » en matières politiques, ont disparu sans laisser de successeurs et, en conséquence, l'Inde en est réduite à ne compter que sur son expérience !... D'autre part, en dépit du respect qu'elle affiche pour les institutions représentatives, l'Inde est incapable de songer à d'autres sytèmes despotiques, mais alors que ce sentiment communique aux choses politiques de l'Inde... une solidarité extérieure, il provoque nécessairement des catastrophes, dès que le despote est dépouillé de son autorité. Enfin, quel que soit le système sur lequel il repose, il faut à l'Orient un gouvernement qui gouverne.

Tels sont, pour la Round Table, *les trois facteurs principaux et généraux de l'apaisement politique en Inde; or, chacun d'eux a exercé son influence ordinaire pendant la récente période de troubles. 1° L'agitation a grandi, jusqu'au jour où M. Gandhi fut arrêté et les Hindous ont alors appris par expérience à connaître les conséquences de leurs actions. 2° Les Hindous ont donné à M. Gandhi les pouvoirs les plus étendus, jusqu'au jour où le Bengale et le Maharaskha ont déclaré leur indépendance sur le terrain politique et, ce faisant, affaibli la puissance « du despote ». 3° Les gouvernements de l'Inde ont gouverné, en ce sens, qu'ils ont attendu pour frapper et qu'ils ont su frapper. Bref le calme est revenu mais que feront les extrémistes? A ce propos, la* Round Table *rappelle que M. Gandhi a laissé à ses partisans un testament politique, connu sous le nom de programme de Bardoli* : Ce programme, fut rédigé, lorsque Gandhi, effrayé par les enseignements que lui donnait la tragédie de Chauri Chaura, abandonna le principe de désobéissance civile pour les masses qui devait être appliqué à Bardoli. Les principaux articles de ce programme peuvent être résumés ainsi : 1° enrôler des millions de membres au Congrès (au Congrès national de l'Inde), faire une campagne en faveur du rouet à tisser et organiser la fabrication du khaddar (toile vulgaire) tissée et tressée à la main; 3° éduquer les classes déprimées et les entraîner vers une vie meilleure; 4° organiser la campagne de tempérance dans les masses; 5° organiser dans les villes et les villages les punchayets (conseils d'arbitrage dont les membres sont des vieillards); 6° instituer les écoles nationales; 7° développer l'union.

Or, si l'on en croit la Round Table, *l'application de ce programme se serait heurtée à tant d'obstacles que le journal prohibitionniste lui-même,* l'Indian Social Reformer, *aurait été contraint d'avouer « que les progrès de la campagne en faveur de la prohibition sont insignifiants »; d'autre part, 53 écoles nationales ont dû fermer leurs portes, et notamment l'école de Bardoli, qui devait être l'école modèle; le khaddar enfin est fabriqué en grande partie avec le colon des filatures, sou-*

[1] En français dans le texte.

vent même avec du colon étranger ! Quant au principe de désobéissance civile, il aurait été établi, mais seulement

Parce qu'à la réunion du Comité du Congrès de l'Inde et du Comité central du Califat, les dirigeants ont cru devoir entendre les protestations de quelques têtes chaudes; d'ailleurs, pour résoudre le problème et mettre fin aux discussions, le Congrès a fidèlement suivi l'exemple que donnent les autres gouvernements — il a nommé une commission d'enquête !

Mais, ajoute la Round Table, *personne n'accorde une importance quelconque à ce principe et la commission aboutira certainement à un échec. Le programme Gandhi et tous les moyens qu'il préconise sont donc inutiles et il faudra, par conséquent, que les extrémistes recherchent d'autres procédés. Mais lesquels ?*

Sous les discours échauffés sur la désobéissance de l'individu ou des masses; sous ce respect que des hommes manifestent à l'égard de symboles usés, qu'ils n'ont point le courage de repousser, parce qu'ils n'osent se décider à arracher les bannières rongées par les vers, il n'y a, en vérité, qu'un problème qui se présente à l'esprit du politicien hindou éclairé, à savoir : devra-t-il ou ne devra-t-il pas saisir toutes les occasions qui se présenteront à lui dans les assemblées législatives ? Le politicien extrémiste a compris que le boycottage des Conseils aux premières élections fut la plus grave erreur tactique de M. Gandhi; c'est ce qui a fait dire qu'il était dépourvu de sens politique.

Aussi, les extrémistes ne commettront certainement plus une erreur semblable, et aux élections de 1923-24 ils useront probablement du procédé électoral, « ils seront d'ailleurs victorieux dans de nombreuses circonscriptions », remarque la Round Table. *Mais dans quel esprit entreront-ils aux Assemblées et quelle sera leur attitude ?*

La Round Table *croit trouver une réponse à ces deux questions dans l'extrait suivant du programme extrémiste :* Le moment est venu de modifier ou de supprimer les Conseils. Comme il ne semble pas qu'on puisse obtenir prochainement des modifications satisfaisantes de la part du Parlement britannique, le Congrès doit se prononcer pour leur suppression. Les Conseils sont les rivaux les plus redoutables du Congrès national hindou et tant que l'on n'aura pas diminué leur puissance et leur prestige, le Congrès ne pourra exercer une influence durable sur l'imagination populaire et sur l'opinion publique. En pénétrant en masse dans ces Conseils où ils continuent à appliquer les procédés d'obstruction, de la non-coopération », *les non-coopérateurs trouveront de nouvelles arènes où ils pourront lutter contre la bureaucratie avec les armes de la bureaucratie; ils pourront alors enseigner aux électeurs « l'art de la désobéissance civile et constitutionnelle », ils pourront les engager à ne point payer d'impôts, afin d'obtenir la réalisation de leurs desseins ».*

Mais pour la Round Table, *ce langage n'est nullement inquiétant.* C'est le langage d'hommes qui, après avoir boycotté les conseils, doivent reconnaître publiquement leurs erreurs et les extrémistes réfléchiront certainement avant de l'appliquer ». *D'ailleurs, l'auteur de l'article affirme que les représentants de plusieurs communautés de l'Inde, de Madras et de Bombay notamment, ne se soumettront point aux ordres des extrémistes et il oppose à la déclaration précédente l'article suivant de l'*Indian Social Reformer, *organe, dit-il, des représentants les plus éclairés du* Congress Party.

Puisque les « feux d'artifice » de la non-coopération sont éteints, pourquoi ne repousserions-nous pas le plus éblouissant d'entre eux, à savoir : l'abstention? Pourquoi ne chercherions-nous pas à entrer dans les Conseils? En formulant cette proposition, nous ne songeons nullement aux procédés d'obstruction systématiques et sans but. Les Conseils trouveront toujours le moyen de venir à bout de l'obstruction, en prenant sur le temps et les ressources de la nation. Nous maintenons que les membres du Congrès doivent entrer dans les Conseils et chercher à hâter, dans ces Conseils comme en dehors, l'application du programme de Bardoli, le seul et unique programme qu'ils aient à suivre.

Ainsi, conclut la Round Table, *le conflit entre le gouvernement et les extrémistes se transportera, après les prochaines élections, de la plate-forme aux Assemblées législatives.*

Mais quelle doit être, dans ces conditions, la politique du gouvernement britannique à l'égard de l'Inde? C'est le problème que lord Meston étudie dans la Contemporary Review (*novembre* 1922), *dans un article intitulé*: « *Le sens commun et le bon sens sont nécessaires en Inde !* »

Comme la Round Table, *lord Meston constate tout d'abord que le calme est quelque peu revenu dans le pays; mais il est évident que les deux classes de la société anglo-indienne qui sont capables de maintenir et d'améliorer l'état de paix sont : le fonctionnaire britannique, entendez le* civil servant, *consciencieux et juste, et l'élément modéré de la population hindoue.* « Sur ces deux classes — le fonctionnaire britannique consciencieux et l'hindou raisonnable — repose notre espoir en une harmonieuse et loyale association dans notre Empire. » *Et l'auteur s'élève avec force contre les pessimistes qui proclament que cette association est impossible.*

Attendons ! dit-il, le nouveau système politique de « *Dyarchy* » est appliqué depuis peu de temps, il est en quelque sorte à l'essai jusqu'en 1930, et à cette époque la nouvelle Constitution sera, suivant les besoins et les résultats, élargie, maintenue, ou supprimée, soyons donc patients ! »

Lord Meston décrit à grands traits ce système qui crée un électorat des Assemblées législatives, et qui confie à une nouvelle administration

civile provinciale la direction de certains services publics (éducation, hygiène, agriculture, travaux publics, octrois), tout en maintenant à l'ancienne administration son autorité sur la justice, l'administration agricole, le commerce et les finances. Telle est donc cette « Dyarchy », cette répartition des pouvoirs et cette collaboration entre les deux administrations sous la direction des gouverneurs de provinces qui deviennent ainsi de véritables agents de liaison, dont la tâche principale doit consister à prévenir les conflits. Il est évident, ajoute lord Meston, que des fautes seront commises, tout au moins au début.

Mais donnons au moins le temps au nouveau système de racheter ses erreurs et d'apprendre ! Faisons d'abord appel au pessimiste; demandons-lui s'il estime que nous devons annuler cette Constitution et revenir au système de la force. Le bon sens demande qu'on donne à l'Inde le temps de se rétablir, après la grande guerre qui nous a fait tant souffrir. Il faut que le peuple de l'Inde apprenne (et il apprend) à faire face aux violences, et qu'il ne laisse plus au gouvernement britannique, seul, le soin de les supprimer. Tournons-nous aussi vers les leaders de l'opinion publique en Inde. Faisons-leur comprendre que la collaboration amicale est impossible, si la méfiance demeure... et qu'ils peuvent trouver désormais de nouveaux champs d'activité pour leur patriotisme et leurs talents d'administrateurs : faisons-leur comprendre qu'ils ont intérêt à profiter de l'expérience du fonctionnaire britannique et qu'il ne doivent pas le considérer avec défiance. Tournons-nous, enfin, vers les musulmans de l'Inde ; déjà, l'agitation diminue et, ô paradoxe ! peut-être les victoires kémalistes contribueront-elles à rétablir le calme. Mais, là encore, faisons appel au bon sens, faisons comprendre aux musulmans qu'ils n'ont point d'autre patrie que cette Inde où ils sont nés, qu'aucun Etat panislamique plus ou moins vague ne pourra recevoir, assurer des moyens d'existence à 66 millions d'émigrants, et que les Hindous doivent d'abord, et avant tout, songer à l'Inde, leur patrie.

Ainsi, conclut lord Meston, après avoir rappelé à l'Inde qu'elle n'a plus le droit de se lancer dans des aventures ridicules, indignes d'une grande nation sur le terrain international, membre de la Société des Nations et signataire des traités de paix, nous provoquerons l'accord en utilisant l'expérience du fonctionnaire consciencieux et la sagesse de l'Hindou raisonnable. Si cet accord n'existe point déjà.

La faute en est peut-être au peuple britannique qui a trop longtemps négligé les affaires de l'Inde et qui a maintenu hermétiquement fermée la soupape de sûreté sur les aspirations politiques de l'Inde. Il faut que nous rachetions notre négligence, c'est pour nous un devoir.

2. Le problème de l'immigration au Canada

Parmi toutes les grandes questions d'après-guerre, le problème de l'immigration fait actuellement l'objet de longs débats dans la presse et au Parlement canadien. « L'augmentation nécessaire de l'immigration et l'entretien des immigrants est assurément le problème le plus important qui se pose actuellement pour le Dominion ! » Il est vrai que le nombre des immigrants a sensiblement diminué depuis la guerre et, si l'on en croit la Montreal Gazette (*12 octobre*), *le Canada ne pourra faire face aux obligations créées par la guerre si le nombre des immigrants britanniques ou étrangers n'augmente pas rapidement.*

« Les immigrants sur lesquels nous comptions à la fin de la guerre sont allés en Australie et dans d'autres pays. Les statistiques actuelles d'immigration sont inférieures aux statistiques établies il y a vingt ans. Les statistiques révèlent en effet que pour la période 1911-1914, le nombre des immigrants s'est élevé à 1.450.000; or il est, cette année, inférieur à 70.000 ! De 1911 à 1921 la population du Canada a augmenté d'un million et, pendant la même période, le nombre des immigrants s'est élevé à 1.975.000. L'augmentation naturelle, si l'on en croit les statistiques de naissances s'élevait à 1.836.000; par conséquent, si le Canada avait su retenir ces immigrants, la population aurait été, en juin dernier, d'environ 11 millions, alors qu'elle s'élevait à peine à 9 millions. Les indications générales prouvent qu'un grand nombre d'immigrants et de Canadiens se sont établis aux Etats-Unis (*Montreal Gazette* du 12 octobre).

3. Australie. Le programme de la dernière session du Parlement avant les élections

A la veille de l'ouverture de la dernière session parlementaire avant les élections en Australie, la Round Table (*sept. 1922*) *indique les deux principales questions qui devront être étudiées par le Parlement : 1° l'unification des voies ferrées sur les chemins de fer; 2° la réforme des tribunaux d'arbitrage.*

1° *Lorsque les voies ferrées ont été construites en Australie, aucun « standard » d'écartement n'a été adopté et la question se pose aujourd'hui de savoir si l'Etat doit simplement transformer les voies et leur donner un écartement identique dans tous les Etats, ou bien s'il doit les reconstruire. La Commission d'enquête nommée à cet effet s'étant prononcée pour l'adoption du premier procédé, le gouvernement a décidé de transformer immédiatement toutes les voies ferrées.*

La dépense sera d'abord supportée par le Commonwealth qui fera une avance sur la somme nécessaire : 21.600.000 livres; les Etats devront rembourser ensuite les quatre cinquièmes de cette somme... ; la commission a fixé le délai nécessaire à la transformation à huit années; mais elle estime que les travaux pourraient être effectués en moins de temps. Incidemment, le rapport de la Commission révèle que proportionnellement à l'importance de la population, aucun pays du monde ne possède plus de voies ferrées que l'Australie : (4,9 milles de voies ferrées par mille habitants, en Australie; au Canada : 4,57; en Argentine : 2,68; aux Etats-Unis : 2,59...).

2° *Il est évident d'autre part, que les tribunaux mixtes d'arbitrage dans l'industrie n'ont point donné les résultats qu'ils laissaient espérer. Une revision radicale s'impose par conséquent, et à ce propos la* Round Table *rappelle que le syndicat des « Tondeurs », mécontents de la décision rendue par le tribunal d'arbitrage en mai 1912, n'a pas hésité à déclarer la grève générale.* « Et cet exemple n'est point unique; aussi les industriels et les ouvriers qui étaient partisans des tribunaux d'arbitrage estiment aujourd'hui que le système a échoué. La constitution de la « Ligue du But Unique » — le but unique consistant à abolir le principe d'obligation dans l'arbitrage — prouve d'ailleurs que les tribunaux d'arbitrage n'ont plus guère de partisans... »

La question fera donc l'objet d'un débat au Parlement, qui donnera lieu peut-être à de nombreux incidents, si M. Hughes ne se montre point disposé à modifier le système d'arbitrage. Pourtant si l'on en croit la Round Table, *la situation politique de M. Hughes ne serait nullement menacée; le parti nationaliste vient sans doute de se fracturer dans l'Etat de l'Australie du Sud, où une opposition libérale s'est constituée; mais cette décision serait particulière à cet Etat d'une part, et d'autre part, elle serait due aux efforts de certains membres qui n'ont pu réaliser leurs ambitieux desseins. Le* Labour Party *enfin, qui a subi, lui aussi, une fracture en New South Wales, est dirigé par M. Matthew Charlton, qui n'aurait aucune expérience ministérielle; dans ces conditions, le principe de force, basé sur la décision des adversaires semble, là encore, susceptible d'exercer une influence. Et l'impression générale est que M. Hughes ne peut avoir de grands sujets de crainte.*

4. Afrique du Sud. — L'incorporation de la Rhodésie du Sud dans l'Union.

La question de l'entrée de la Southern Rhodesia dans l'Union Sud-Africaine n'est point encore résolue, et la Southern Rhodesia n'a point encore répondu, semble-t-il, aux « conditions d'entrée » qui lui ont été

soumises par le gouvernement sud-africain et qui sont les suivantes :

La Southern Rhodesia sera la cinquième province de l'Union; elle portera le nom de Rhodesia; l'anglais et le hollandais seront enseignés dans les écoles et les deux langues jouiront des mêmes privilèges.

La Rhodesia aura dix représentants à l'Assemblée législative; mais le nombre de ces représentants pourra être porté à dix-sept au fur et à mesure que la population augmentera dans la cinquième province. La Rhodesia n'aura au début que quatre sénateurs élus et qu'un sénateur nommé, mais ce nombre pourra être porté à huit pour les sénateurs élus, à deux pour les sénateurs nommés. Le Conseil provincial comprendra vingt membres et sera constitué sur le modèle des Conseils déjà établis dans les autres provinces de l'Union.

Outre la subvention accordée aux provinces, la Rhodésie recevra une subvention spéciale de 50.000 livres par an pendant dix ans à titre de compensation pour l'abolition de la Clause Rhodésienne[1].

Le système d'impôts de l'Union sera appliqué en Rhodesia, mais les exemptions accordées par la Rhodesia seront maintenues pendant une période de trois années.

Une somme destinée au « perfectionnement et à l'extension » et non inférieure à 500.000 livres sera versée, chaque année, pendant dix ans à la Rhodesia; elle devra être consacrée à l'extension, au perfectionnement et aux améliorations des services de chemins de fer, de travaux publics, d'irrigation, des « settlements » agricoles, des télégraphes, des routes, des ponts, etc... Les chemins de fer de Rhodésie et de Mashonaland seront cédés à l'Union, ainsi que les droits de la Chartered Company (qui possède le plus grand nombre d'actions) sur les chemins de fer. Les tarifs des chemins de fer de l'Union seront appliqués en Rhodesia. La situation du port de Bevia, débouché principal du trafic rhodésien, fera l'objet d'une étude spéciale. Les terres de la Couronne seront libérées de toutes charges ou obligations relatives aux dettes contractées envers la Chartered Company et un Comité de Settlement des terres, composé de Rhodésiens, sera nommé; une partie de la somme destinée au « perfectionnement » sera versée à ce Comité pour lui permettre de constituer un fonds. Les droits que possède la Chartered Company seront acquis ultérieurement, après un accord avec cette Compagnie. Jusqu'à l'époque de la signature de cet accord, les *royalties* seront, comme précédemment, versées à la Compagnie. Les lois et règlements en vigueur dans les mines seront maintenus, après l'incorporation de la province dans l'Union.

1. Aux termes de cette clause, les produits d'origine britannique autres que le tabac et les spiritueux étaient soumis à un tarif douanier spécial, inférieur au tarif appliqué actuellement par l'Union.

Les services publics seront incorporés dans les services publics de l'Union. Leurs droits actuels ou les droits qu'ils auraient pu acquérir ultérieurement seront maintenus; des garanties additionnelles pour l'avenir leur seront accordées. Les mêmes dispositions s'appliqueront à la police et au personnel des chemins de fer.

Le système actuel de défense sera maintenu jusqu'au jour où l'on aura pris une décision en ce qui concerne l'extension, par les procédés les plus pratiques, du système de défense de l'Union, à la Rhodesia. Le mouvement des Européens entre la Rhodesia et les autres provinces de l'Union ne sera soumis à aucune restriction; à l'égard des étrangers autres que les Européens, les restrictions appliquées actuellement dans l'Union seront adoptées.

Tout recrutement de main-d'œuvre en Rhodesia, au profit d'autres régions de l'Union, sera interdit. Les municipalités actuelles recevront, à titre de « dotation gratuite » les territoires qui leur sont réservés pour l'exercice du droit de vaine pâture.

(*Round Table*, septembre 1922).

5. Une politique économique impériale

Dans un article général intitulé : « Pourquoi nous devons concentrer notre attention sur l'Empire », M. W. A. S. Hewins résume dans la Nineteenth Century *(novembre) les résultats des efforts qui ont été déjà faits dans ce sens.*

L'Empire, dit en substance M. Hewins, forme un tout, une Société des Nations qui renferme des produits et des ressources considérables; il importe donc que, par l'échange avec les différentes parties, l'Empire puisse devenir un groupement capable de vivre sur ses propres ressources; or, le système de préférence impériale n'est en réalité qu'un « premier » geste qui devrait être suivi d'une action beaucoup plus vaste et plus radicale. D'ailleurs, la politique de la concentration n'a cessé de se développer et M. Hewins rappelle, à ce propos, que sur la question de la préférence notamment, l'opinion n'a jamais varié, en dehors du Royaume-Uni; depuis le règne de Jacques Ier, pendant lequel des droits préférentiels furent accordés aux colonies, jusqu'à la Conférence impériale de 1918, le principe de la préférence est devenu une tradition. Pourquoi, par conséquent, n'adopterait-on point le principe général de la concentration? Le commerce impérial réalise chaque année des progrès qui sont, d'ailleurs confirmés par la statistique suivante.

Exportations du Royaume-Uni

	1913 Valeur totale des exportations en livres	1921 Valeur totale des exportations en livres
Vers l'Empire britannique :		
Australie	34.471.269	45.644.527
Canada	23.794.935	19.433.206
Nouvelle-Zélande	10.837.987	14.928.076
Sud-Afrique	22.184.818	29.808.328
Total pour les quatre Dominions	91.289.009	109.814.137
Vers l'Inde	70.273.221	109.022.292
Dans les autres régions de l'Empire	33.749.169	73.934.443
Total pour l'Empire	195.311.399	298.770.872
Vers les nations étrangères	329.942.196	404.425.410
Total général	525.253.595	703.196.282

D'autre part, le Comité des relations commerciales impériales, qui a été nommé en 1918 pour faire appliquer un certain nombre de résolutions, adoptées par plusieurs gouvernements et l'Empire, relativement à l'extension des relations dans l'Empire, a soumis à la Conférence impériale de 1918 un rapport dans lequel il recommande l'application de mesures législatives destinées à favoriser le développement des ressources naturelles du système de préférence impériale, à régler les problèmes d'immigration et d'émigration dans l'Empire, le contrôle des matières premières, l'échange des communications par câble, les questions maritimes. Dans ces conditions, conclut M. Hewins, l'Empire ne saurait tarder à se considérer comme une unité économique; et cette conception n'est d'ailleurs nullement opposée au développement de nos relations commerciales avec l'étranger.

Que le monde ne se trouble point à la pensée que l'Empire britannique pourrait adopter un système exclusif, un monopole semblable à ceux dont nous avons constaté l'existence dans certaines nations ! Un tel système est contraire au génie de l'Empire, et d'ailleurs il ne s'accorderait guère avec l'autonomie gouvernementale. Le caractère de notre Constitution impériale exclut tout excès dans les systèmes que nous pourrions adopter, puisque l'accord entre les nations de l'Empire doit toujours procéder l'application des méthodes. Il ne peut y avoir d'espoir pour le monde, ravagé par la guerre, que dans le rétablissement rapide de l'ordre sur le terrain économique, et l'Empire avec ses immenses ressources et ses vastes territoires, est un facteur si important pour le monde, que l'on pourrait nous reprocher de négliger les intérêts de ce monde, si nous ne daignions point nous occuper de l'exploitation des ressources impériales.

PAYS-BAS

Le mouvement de la population.

Le Bureau central de statistique à La Haye vient de publier la statistique relative au mouvement de la population en Hollande pendant l'année 1921.

A la fin de 1921, le pays comptait 6.977.430 habitants (les hommes étant dans la proportion de 49,69 % et les femmes de 50,31 %). Les chiffres relatifs à la population féminine marquent une dégression continue : en 1830, on comptait 1.045 femmes pour 1.000 hommes, en 1921, 1.013 femmes seulement.

L'augmentation de l'ensemble de la population comporte 1,63 %.

Le nombre des nouveau-nés déclarés vivants s'est élevé à 189.546 (1.000 filles contre 1.058 garçons), soit 27,4 pour 1.000 habitants. Bien que le nombre des mariages ait été plus grand en 1920 qu'en 1919, le chiffre des naissances en 1921 marque une diminution sur 1920 (28,39 pour 1.000 habitants en 1920).

Rappelons qu'en 1840 le chiffre des naissances s'élevait à 33 % pour 1.000 habitants.

Le nombre des naissances illégitimes, qui était en 1840-1850 de 73,9 à 8,10 pour 100 habitants, n'a cessé depuis lors d'aller en diminuant : 2,10 en 1919; 2,16 en 1921.

La mortalité (plus grande dans les campagnes que dans les villes et plus faible chez les femmes que chez les hommes), qui s'élevait en 1840-1850 à 26,56 pour 1.000 habitants, était allée depuis en diminuant régulièrement jusqu'en 1913, où elle comporta 12,35 pour 1.000 habitants. Elle remonta pendant les années de guerre 1914-1917 pour s'élever jusqu'à 13,12, et en 1916 à 17,22 (épidémie de grippe). En 1919 et 1920, les chiffres de la mortalité ont de nouveau descendu : ils furent respectivement de 11,28 et 11,95.

L'année 1921 accuse encore une nouvelle diminution : 11,13 pour 1.000 habitants. C'est le plus faible chiffre qui ait jamais été enregistré.

(*Gazette de Hollande*, 23 décembre 1922.)

RUSSIE

1. L'abdication du tsar Nicolas II.

M. Michel Rodzianko, ancien président de la Douma d'Empire, a joué, pendant la guerre et au début de la Révolution, un rôle important dans la vie politique de la Russie. Dans un article qui vient de paraître

dans le numéro de décembre des Archives de la Révolution russe[1] (La Douma d'Empire et la Révolution de Février 1917), *et qui est non seulement une narration historique, mais aussi un plaidoyer* pro domo, *il expose les circonstances où eut lieu l'abdication de l'empereur Nicolas II :*

Le président de la Douma d'Empire crut devoir déclarer que dans les circonstances actuelles (2 mars 1917), la seule issue pour l'empereur Nicolas II était de renoncer au trône en faveur de son fils.

J'affirme d'une manière tout à fait catégorique que c'était là une solution acceptable et que les troubles auraient pu être, sans doute, en grande partie apaisés. Mais l'empereur Nicolas II ne prêta pas foi aux conseils du président de la Douma d'Empire et s'adressa au chef de son état-major et aux commandants des groupes d'armées, en les priant de donner leur opinion sur les conseils du président de la Douma. Ces télégrammes ont été entre mes mains, et, s'ils n'ont pas été détruits à Pétrograd, on pourra, sans doute, prouver à l'aide de documents les faits dont je vais parler. Les réponses des commandants des groupes d'armées et du chef d'état-major général parvinrent à l'empereur le même jour. Toutes les personnes auxquelles il s'était adressé répondirent, à l'unanimité, que pour le salut de la patrie Sa Majesté devait renoncer au trône.

Outre que j'affirme avoir eu ces télégrammes entre les mains, je citerai (pour ne point parler sans preuves) un passage du journal de l'empereur Nicolas II :

« *Jeudi*, 2 *mars*. Rouzsky[2] est venu ce matin et m'a lu un très long compte rendu de la conversation qu'il a eue avec Rodzianko. D'après lui, la situation à Pétrograd est telle qu'un ministère composé de membres de la Douma d'Empire sera impuissant à agir, car il aura contre lui le parti social-démocrate, personnifié par un comité ouvrier. Mon abdication est nécessaire. Rouzsky a transmis le compte-rendu de cette conversation au quartier-général, à Alexeief[3] et à tous les généraux en chef. A midi et demi les réponses arrivèrent. Pour le salut de la Russie et pour le maintien de l'armée au front, j'ai décidé d'accomplir cet acte, j'ai donné mon consentement, et on m'a envoyé du quartier-général un projet de manifeste. Dans la soirée Goutchkof et Choulguine[4] sont arrivés de Petrograd; j'ai conféré avec eux et leur ai remis le manifeste, modifié et signé. J'ai quitté Pskof à une heure du matin, avec un sentiment pénible; tout autour de moi, trahison, lâcheté, tromperie ».

Je cite le rapport d'un des membres de la Douma, envoyé aux armées, qui reproduit le récit du général Rouzsky relatif aux dernières paroles de l'empereur avant l'abdication :

« L'empereur enleva sa casquette, se plaça devant une icone qui était dans un des coins du vagon, fit le signe de croix et dit : « Telle est la volonté de Dieu, il y a longtemps que j'aurais dû l'accomplir ». Après avoir signé l'abdication et en tendant le texte au général Rouzsky, il dit encore : « La seule personne qui m'a informé honnêtement et impartialement et qui m'a dit courageusement la vérité a été Rodzianko », puis il sortit du vagon ».

1. *Archiv russkoi revolutsii*, publié à Berlin.
2. Commandant en chef des armées du Nord-Ouest
3. Le chef d'état-major général.
4. Envoyés de la Douma

Je cite ces paroles qui sont précieuses et importantes pour moi, non pour en tirer gloire, mais comme une preuve que rien n'a été caché au tsar. Le président de la Douma d'Empire qui, pour de nombreuses raisons, ne pouvait quitter la capitale, envoya M. Goutchkof, membre du Conseil d'Empire, et M. Choulguine, membre de la Douma, pour recevoir l'original de l'acte d'abdication de l'empereur Nicolas II. Dès leur arrivée à Pskof, ils allèrent trouver l'empereur et reçurent son acte d'abdication en faveur du grand-duc Michel Alexandrovitch.

Cet acte a été signé le 2 mars 1917. Il convient de démentir ici tous les bruits selon lesquels les envoyés auraient eu recours à des moyens de pression et auraient proféré des menaces afin d'obtenir l'abdication de l'empereur.

Le journal du tsar, cité plus haut, ne laisse aucun doute à cet égard, et je rejette avec indignation toutes ces insinuations répandues par des éléments extrémistes pour accuser des hommes d'un passé politique irréprochable.

Le pouvoir suprême avait donc passé, semblait-il, au grand-duc Michel Alexandrovitch. Mais aussitôt la question se posa pour nous de savoir quelles seraient les conséquences de cette solution inattendue et si l'avènement de Michel Alexandrovitch pourrait avoir lieu, d'autant plus que l'acte d'abdication ne contenait nulle mention d'une renonciation de l'héritier présomptif. Or, selon la loi de succession au trône alors en vigueur, l'empereur régnant ne pouvait pas abdiquer en faveur de tel ou tel prince, mais seulement renoncer à ses droits personnels et laisser ainsi le trône au successible qu'y appelait la loi de succession. Ainsi naissait dès le début une controverse juridique très sérieuse sur la légalité de l'avènement de Michel Alexandrovitch, cependant qu'augmentait l'enthousiasme révolutionnaire des masses et de leurs meneurs. On se serait donc heurté à une recrudescence des efforts de ceux qui voulaient renverser définitivement la monarchie et instaurer immédiatement en Russie un régime républicain. D'ailleurs le député Kerensky, qui faisait partie du comité provisoire de la Douma d'Empire, déclara sans ambages que si Michel Alexandrovitch montait sur le trône, les ouvriers de Petrograd et toute la démocratie révolutionnaire se soulèveraient contre lui.

En ces temps de troubles et dangers, il était absolument impossible de faire courir de pareils risques au nouveau tsar. Mais il y avait une raison plus grave encore : considérant les sentiments des éléments révolutionnaires indiqués par le député Kérensky, il nous semblait parfaitement clair que le grand-duc ne régnerait que quelques heures et qu'il y aurait aussitôt d'immenses effusions de sang dans la capitale même, ce qui aurait été le commencement d'une guerre civile générale.

Il nous paraissait évident que le grand-duc serait immédiatement massacré, ainsi que tous ses partisans, car à ce moment déjà il n'avait

plus de troupes fidèles à sa disposition et, par conséquent, ne pouvait plus s'appuyer sur une force armée. Il me posa directement la question de savoir si je pouvais répondre de sa vie au cas où il accepterait le trône; et je dus lui répondre négativement, car, je le répète, il n'avait pas derrière lui de force armée fidèle. Il était même impossible de le faire sortir secrètement de Petrograd : aucune automobile n'aurait pu quitter la ville, ni aucun train. Voici qui le prouve : lorsque MM. Goutchkof et Choulguine revinrent de Pskof avec l'acte d'abdication de Nicolas II en faveur de son frère, M. Goutchkof se rendit dans les ateliers des chemins de fer, fit assembler les ouvriers et, après leur avoir lu l'acte d'abdication, s'écria : « Vive l'empereur Michel ! » Il fut aussitôt arrêté par les ouvriers qui menacèrent de le fusiller et délivré à grand'peine par une compagnie d'un régiment qui se trouvait près de là. Sans doute, il y avait des partisans du grand-duc Michel, mais son avènement aurait déchaîné la guerre civile dans la capitale. Or le déchaînement de la guerre civile, tandis que continuait la guerre étrangère, aurait plongé l'arrière dans le chaos et empêché l'armée du front de recevoir ses approvisionnements et ses munitions. C'était une entreprise pour un Lénine, mais non pour la Douma d'Empire, dont le but en ces jours terribles n'était pas d'attiser les passions, mais au contraire de les apaiser et de faire rentrer dans le calme la vie de la nation : on y fût certainement parvenu si, après l'abdication de l'empereur Nicolas II, l'héritier présomptif Alexis Nicolaévitch était monté sur le trône, sous la régence du grand-duc Michel Alexandrovitch.

Mais les conséquences d'une perte de temps sont aussi irréparables que la mort[1]. A une époque révolutionnaire les événements se précipitent avec une rapidité si vertigineuse que ce qui semblait encore possible aujourdhui est devenu impossible et irréalisable le lendemain. Il en a été ainsi dans ce cas.

La population insurgée de la capitale avait déjà reconnu que le pouvoir avait passé à la Douma d'Empire, et celle-ci, en conséquence, dut se contenter de désigner un comité provisoire pris dans son sein et auquel devait incomber la tâche de rétablir l'ordre dans la capitale et dans le pays.

* * *

Les mêmes événements sont racontés d'une manière quelque peu différente par M. Doubensky, historiographe officiel attaché à la personne de l'empereur pendant la guerre, dans la Chronique Russe, *de décembre*[2].

1. Paroles de Pierre le Grand.
2. *Rousskaia Letopis*, publiée à Paris.

Vers dix heures du soir le colonel Mordvinof, aide de camp de l'empereur, le colonel duc de Leuchtenberg et moi sortîmes sur le quai de la gare pour y attendre l'arrivée des députés. Quelques minutes plus tard le train arriva. Deux soldats portant des rubans rouges et armés de fusils sortirent du vagon-salon brillamment éclairé et se placèrent des deux côtés de la portière du vagon. Il nous sembla que ce n'était pas des soldats, mais plutôt des ouvriers costumés en soldats, tant ils tenaient gauchement leur fusil lorsqu'ils saluèrent les députés. Goutchkof sortit d'abord du wagon, puis Choulguine, tous les deux en fourrure. Goutchkof nous demanda s'il pourrait voir le général Rouzsky ; mais le colonel Mordvinof lui répondit que les députés devaient se rendre directement chez Sa Majesté.

Nous nous mîmes tous en marche vers le train impérial qui était garé tout près, à quinze ou vingt pas de là. Goutckof marchait le premier, d'un pas lourd, la tête baissée ; derrière lui venait Choulguine, coiffé d'un petit bonnet de loutre. Ils montèrent dans le wagon de l'empereur, se débarrassèrent de leurs fourrures et entrèrent dans le salon. A cette entrevue de Sa Majesté avec les députés assistaient l'aide de camp général comte Frédérichs, ministre de la cour, le général Rouzsky, le général Danilof, son chef d'état-major, le général Savitch, le général Voiekof, commandant du palais et le général Narychkine, chef du cabinet militaire. L'arrivée de Goutchkof en qualité de plénipotentiaire n'étonnait personne. Son activité était depuis longtemps dirigée contre le souverain, et il avait toujours été un ennemi irréductible et haineux de l'empereur. Lorsqu'il était encore président de la Douma, puis à partir de 1915 en qualité de président du comité des industries de guerre, Goutchkof n'avait cessé d'intriguer et de semer la défiance contre l'empereur, de concert avec son ami, le général Alexis Polivanof, ancien ministre de la guerre.

Il en était tout autrement de Choulguine, qui fut pendant tant d'années membre de l'extrême droite de la Douma d'Empire... L'empereur fut peiné d'apprendre que Choulguine était envoyé à Pskof en qualité de plénipotentiaire... Choulguine et même Goutchkof semblaient confus, et leur attitude pendant qu'ils attendaient l'empereur révélait une certaine gêne. Quelques minutes se passèrent, puis Sa Majesté fit son entrée, salua tout le monde et invita toutes les personnes présentes à s'asseoir autour d'une table dans un des coins du vagon. L'empereur demanda aux députés comment s'était effectué leur voyage. Goutchkof répondit que leur départ de Pétrograd avait été assez mouvementé à cause des troubles parmi les ouvriers. La séance ne fut pas longue. Sa Majesté avait déjà décidé dans la journée de renoncer au trône, et elle désirait simplement confirmer personnellement aux députés l'acte d'abdication et leur remettre le manifeste au peuple. Les députés n'eurent, par suite, à prononcer aucun discours.

Sa Majesté déclara d'une voix ferme et calme qu'elle avait accompli ce que lui dictait sa conscience. L'empereur renonçait au trône pour lui-même et pour son fils, dont il ne pouvait se séparer, à cause de l'état maladif de l'enfant.

Goutchkof fit observer que le voyage de retour des députés comportait certains risques et qu'en conséquence le manifeste devrait être signé en plusieurs exemplaires. L'empereur y consentit. En même temps le grand-duc Nicolas Nicolaévitch, vice-roi du Caucase, fut nommé commandant en chef de toutes les forces armées de l'Empire; le grand-duc en fut avisé à Tiflis par un télégramme de Sa Majesté.

Puis l'empereur se retira et on attendit que les copies du manifeste fussent prêtes.

Voilà tout ce qui se passa lors de l'entrevue de Sa Majesté avec les envoyés de la Douma Goutchkof et Choulguine, le 2 mars, à Pskof. Que dire des sentiments de ceux qui furent les témoins de ces événements tragiques ?

Parmi les intimes de l'empereur, parmi sa suite, presque tout le monde avait perdu contenance. J'ai vu le comte Frédérichs pleurer en sortant de chez l'empereur, j'ai vu des larmes dans les yeux du prince Dolgoroukof, du docteur Fédorof, de Stackelberg, de Mordvinof... Après minuit, l'empereur s'enferma seul dans son compartiment. Le général Rouzsky, Goutchkof, Choulguine et tous les autres quittèrent le train impérial et nous ne les revîmes plus.

Vers une heure du matin, le train des députés composé d'une locomotive et d'un vagon s'ébranla vers Pétrograd. Quelques personnes seulement assistaient au départ. Tout était terminé. L'empereur Nicolas II n'était plus. Le trône appartenait à Michel Alexandrovitch.

Certains croyaient peut-être sincèrement aux conséquences favorables de ce coup d'Etat, mais beaucoup, dont moi-même, s'attendaient à la ruine de notre patrie et entrevoyaient un sombre avenir.

2. L'arrestation de l'impératrice et de ses enfants

Le général Nelchvolodof publie dans le numéro de décembre de la Chronique Russe [1] *le récit d'un officier de la garde, Kologrivof, qui éclaire d'un jour nouveau un épisode peu connu des premiers jours de la Révolution, la mise en état d'arrestation de l'impératrice Alexandra Féodorovna et de ses enfants au palais de Tsarskoïé-Sélo.*

Entre une et deux heures du matin l'attention des officiers de service au palais fut attirée par le bruit qui venait du vestibule : on nous

1. *Rousskaia Letopis.*

annonça que c'était le ministre de la guerre et le général en chef qui venaient d'arriver accompagnés d'une députation et que les sentinelles de la garde refusaient de les laisser passer. Quand j'entrai dans le vestibule, j'y trouvai le général Kornilof, commandant en chef des troupes de Petrograd, Goutchkof, ministre de la guerre du gouvernement provisoire et plusieurs autres personnes. Kornilof et Goutchkof portaient sur la poitrine de grands rubans rouges... Leurs compagnons portaient des rubans pareils. Kornilof était à la tête du groupe; quant à Goutchkof, il se tenait derrière Kornilof et semblait le pousser en avant.

J'entrai dans le vestibule juste au moment où Kornilof exigeait d'une voix retentissante et d'une manière grossière que « l'ex-tsarine » vînt à lui. C'était là ses propres paroles.

On lui répondit que Sa Majesté dormait probablement à une heure si tardive et que tous les enfants étaient malades. « Il n'est plus temps de dormir », répondit Kornilof, « qu'on la réveille! » Un valet de chambre fut envoyé chez Sa Majesté pour demander si elle pourrait recevoir la députation. L'impératrice fit répondre qu'elle recevrait la députation dans son salon...

Au moment même où Kornilof pénétrait dans le salon, l'impératrice y entrait par la porte opposée. Elle était en peignoir. D'un pas ferme elle se dirigea vers Kornilof. Celui-ci semblait gêné et s'arrêta. Goutchkof s'arrêta aussi. S'étant approchée de Kornilof, l'impératrice lui demanda sans lui donner la main : « Que désirez-vous, général? » Alors Kornilof se mit au garde à vous et dit très respectueusement, d'une voix entrecoupée et sur un tout autre ton qu'auparavant : « Madame... Vous ignorez ce qui se passe à Petrograd et à Tsarskoé-Selo... Il m'est très désagréable et pénible de vous en informer... Mais pour assurer votre propre sécurité, je suis obligé de vous... » et il ne put continuer. L'impératrice l'interrompit en lui disant : « Je sais tout cela fort bien. Vous êtes venu m'arrêter ». Le général ne savait que répondre et finit par balbutier : « C'est exact » — « C'est tout? », demanda l'impératrice « C'est tout », répondit Kornilof. Sans lui donner la main, l'impératrice lui tourna le dos et se retira dans ses appartements [1].

1. Le palais fut entouré d'une garde révolutionnaire : on ne pouvait en effet songer à en faire sortir les cinq enfants malades de la rougeole. Quelques jours plus tard, l'empereur vint rejoindre l'impératrice. La famille impériale ne devait quitter le palais que pour être, sur l'ordre de Kerensky, exilée en Sibérie, à Tobolsk, d'où elle fut transférée à Ekaterinbourg, pour y être exécutée, le 18 juin 1918. — Note de G. C.

3. En Russie soviétique.

La revue socialiste russe antibolcheviste La volonté de la Russie[1] *publie d'après des sources bolcheviques officielles des extraits du compte rendu de la dernière session du comité central exécutif des Soviets. Au cours de cette session ont été discutés et adoptés les différents codes soviétiques.*

Le projet de Code Civil présenté par Goïchbarg a suscité des débats mouvementés. Le rapporteur fit observer qu'on avait tout d'abord invité des « juristes bourgeois » à prendre part à la confection du Code, mais que ceux-ci l'avaient rédigé de telle sorte que l'Etat avait non plus la propriété, mais seulement la jouissance de la terre, sans parler d'autres énormités[2]. Il a fallu changer tout cela pour adapter le Code au nouveau régime. Nous avons reconnu (c'est le rapporteur qui parle) trois genres de propriété : la propriété d'Etat qui est un droit illimité; la propriété coopérative, qui est un droit limité, et enfin la propriété privée qui est régie par des lois spéciales. Les particuliers auront un droit d'usage irrévocable d'une durée de 49 ans sur les maisons en pierres et de 20 ans sur les maisons en bois. Le droit successoral a été rétabli. Nous avons édicté des règles qui n'existent dans aucun code bourgeois. Parmi les opposants, on remarqua les interventions de Larine qui observa que le Code n'avait pas réglé les questions les plus ardues et les plus vitales, telles que le droit de famille. Larine raconta quelques anecdotes tirées de la pratique bolchévique, qui mirent l'assemblée en gaîté. En fait, dit-il, le Code reconnaît le droit de succession même en ce qui concerne la propriété foncière. Pour qui donc ce Code a-t-il été écrit ?

Le fameux jurisconsulte communiste Stoutchka fut chargé de répondre à Larine. Il n'hésita pas à découvrir tout le jeu du commissariat de la justice : « Nous avons pris », dit-il, « le Code civil de l'ancien régime, nous avons biffé tout ce qui nous semblait incompatible avec le nouvel état de choses, nous avons intercalé des articles inspirés de l'esprit soviétique et nous avons confectionné ainsi un nouveau Code civil. Nous avons voulu souligner que c'est là le maximum de ce que nous avons voulu octroyer au monde bourgeois. Il n'y a pas à s'étonner du caractère du Code, car, conclut Stoutchka, « le rapporteur Goïchbarg lui-même n'a-t-il pas déclaré que le Code a été rédigé pour allécher les étrangers et les capitalistes ? »

Le projet de Code civil a été adopté par le comité central exécutif.

1. *Volia Rossii*, de Prague.
2. Du point de vue bolchévik.

I. — LA FRANCE VUE DE L'ÉTRANGER

Les dédicaces de Balzac.

M. Anton Bettelheim consacre dans la Deutsche Rundschau *de décembre une étude aux dédicaces de Balzac* :

Tandis que les principaux romans ainsi que les petits récits de la *Comédie humaine*, de Balzac, ont été plusieurs fois traduits en allemand — au siècle dernier et encore de nos jours — et sont considérés, à juste titre, comme des œuvres d'un des plus puissants conteurs et peintres des mœurs de tous les temps, les dédicaces et les lettres d'envoi que l'artiste ajoutait à ses livres et dont la réunion formerait un volume entier, n'ont encore jamais été traduites dans ce pays ; il me semble que même dans l'immense littérature balzacienne française elles ont peu attiré l'attention et n'ont été analysées ni au point de vue biographique ni au point de vue artistique...

L'amitié de Balzac pour les Allemands, qui fait qu'il se souvient souvent dans ses écrits de Gœthe, de Jean Paul, de C. E. A. Hoffman, et qu'il fait jouer des rôles honorables aux personnages allemands de ses romans se trahit aussi dans ses dédicaces. Le tragique récit *Adieu*, qui se rattache à la retraite de Russie de la Grande Armée, est dédié au prince Fritz Schwarzenberg, qui avait pris comme littérateur le nom de guerre *Le lansquenet* et qui fut le guide de Balzac à Lobau et sur le champ de bataille de Wagram. *Le cabinet des antiques* est dédié à l'orientaliste Hammer-Purgstall...

Ses liens spirituels avec l'Allemagne ne lui faisaient pas négliger son alliance littéraire avec l'Italie. Deux de ses dernières et de ses plus grandes œuvres, le double roman *Les Parents pauvres* (*La cousine Bette* et *Le cousin Pons*) sont dédiées par Balzac à Don Michele Angelo Cajetani, non en sa qualité de prince et de descendant d'une race qui donna plusieurs papes à la chrétienté, mais en sa qualité de commentateur de Dante...

Lui qui a fustigé dans ses écrits les contradictions et les vices de son temps et de son milieu comme peu d'autres l'on fait, ne haïssait ni ne méprisait les hommes. Au fond, il restait bon enfant, bienveillant, doux, cordial, capable de compassion et éprouvant le besoin de compatir : c'est cette nature qui nous parle dans ses dédicaces. Ce trait fondamental de son être est aussi la cause de l'unité de ses dédicaces. Elles ne forment qu'un tout, dans lequel à peine une fois un mot ou un trait apporte une discordance... Page à page elles s'harmonisent en

une couronne inflétrissable. L'auteur et ceux auxquels ses œuvres sont dédiées passent ensemble à la postérité, de même que — pour mentionner le plus grand roman du monde — le duc de Béjar et le comte de Lémos continuent à vivre dans tous les temps et sous tous les cieux, avec les deux parties de *Don Quichotte*, grâce aux lettres d'envoi de Cervantès.

ASIE

1. Les légendes de l'Asie Mineure

Les Orientaux illustrent leurs paroles d'une infinité d'anecdotes ou de fables. La suivante est tirée du *Livre du Renard*, recueil arménien de fables formé au x^e^ siècle.

Un petit oiseau se tenait sur le dos, les pattes tendues vers le ciel. «Que fais-tu ? » lui demanda-t-on. «Le ciel va tomber», répondit l'oiseau, «et je tends mes pattes pour le soutenir. — Penses-tu que tu pourras le soutenir avec tes petites pattes ? — Chacun fait ce qu'il peut ».

Une autre histoire raconte que les animaux, réunis en conseil, discutaient un jour à propos d'un pont qu'ils allaient construire au-dessus d'une rivière. Le baudet se leva et demanda à poser une question. «Soit» dit le lion qui présidait. «Il me semble», dit le baudet, «que vous avez parlé de tout sauf du point principal. Comptez-vous bâtir le pont en long ou en large du fleuve ? — Baudet», dit le lion, «ce n'est pas sans raison qu'on vous nomme âne. Dorénavant vous ne parlerez plus jamais ; mais vous porterez les pierres et l'eau pour la construction du pont ».

Un autre baudet portait un jour une charge de sel lorsqu'il tomba du pont dans la rivière. Le sel fondit dans l'eau si bien que le baudet se retrouva sur ses pattes et se tira rapidement de la rivière. La fois suivante, passant sur le pont, il se jeta de lui-même dans la rivière, espérant qu'il se débarrasserait de sa charge de la même façon. Mais cette fois il était chargé de pierres. Il coula au fond de la rivière et fut noyé...

On raconte en Turquie l'histoire d'un jeune homme que son oncle et tuteur devait réprimander souvent pour sa mauvaise conduite. « Tu ne seras jamais un homme, mon garçon », lui disait-il sans cesse. Les années passèrent ; le garçon grandit et devint grand vizir. « Vous voyez, mon oncle, écrivit-il, vous disiez que je ne serais jamais un homme et je suis devenu grand vizir ». « Mon garçon, répondit l'oncle,

je n'ai pas dit que tu ne deviendrais pas grand-vizir, je t'ai dit que tu ne deviendrais jamais un homme ».

Une autre histoire souvent citée se passe en Russie au bon vieux temps du tsarisme. Il était une fois un paysan arménien qui adorait sa femme. Or, elle était gravement malade. « O mon Dieu », disait-il, « faites qu'elle guérisse et je vendrai mon meilleur cheval pour apporter des cierges à votre église ». La prière fut exaucée, mais le cheval ne prit pas le chemin de la foire. « Dieu se fâchera contre nous, disait la femme, si tu ne tiens pas ta promesse ». Car elle avait entendu sa prière. « Dieu n'a pas besoin de notre cheval, disait le paysan. D'ailleurs on lui fait beaucoup de vœux. Il aura oublié le mien ». La vengeance s'abattit sur eux, et la femme retomba malade. « Mon Dieu », disait le paysan, « rendez-lui la santé et cette fois je vendrai vraiment mon cheval pour acheter des cierges ». De nouveau, elle se rétablit, mais cette fois encore le cheval n'alla pas à la foire. « Ecoute », lui dit-elle, « si cette fois tu ne remplis pas ton vœu, quelque chose d'horrible va nous arriver ». Alors le paysan prit son cheval et son chat noir et s'en alla à la foire. « Combien ce cheval », demanda quelqu'un. — « Deux roubles », répondit le paysan. — « Je l'achète. — Mais je ne veux pas le vendre sans le chat », dit le paysan. — « Combien de plus pour le chat alors. ? — Trois cents roubles », répondit le paysan. L'homme donna l'argent et emporta les deux animaux. L'Arménien acheta deux roubles de cierges et garda l'argent du chat.

On raconte un grand nombre d'histoires sur un Khoja turc en partie rustre, coquin et philosophe. Elles sont connues dans toute la Turquie et sont souvent citées. Certaines sont vraiment spirituelles, d'autres rappellent l'humour irlandais.

Un jour, ce Khoja Nasreddin emprunta un chaudron à ses voisins et après l'avoir gardé quelque temps, le rapporta avec une casserole dedans. « Qu'est-ce que cela ? » lui demanda-t-on. « Le chaudron a eu un bébé pendant qu'il était à la maison » répondit le Khoja. A quelques jours de là il emprunta de nouveau le chaudron, mais ne le rendit pas d'un certain temps. Les voisins vinrent vers lui et demandèrent de ses nouvelles. Le Khoja Nasreddin les informa qu'il était mort. « Mort, Khoja ? », s'écrièrent-ils, « comment un chaudron peut-il mourir ? Hâte-toi de nous le rendre. — Ah ! hypocrites », dit le Khoja, « vous avez bien voulu me croire quand je vous ai dit qu'il avait eu un bébé. Celui qui se reproduit, ne doit-il pas mourir ? Votre chaudron est mort, vous dis-je ».

Une autre fois, ses amis allèrent lui emprunter son âne.

« L'âne n'est pas à la maison » dit le Khoja.

A ce moment, un fort braiment retentit dans l'étable.

« Pourquoi nous as-tu trompés, Khoja ? L'âne est là. — Par Allah ! » dit le Khoja, « combien il y a de fous dans le monde ! Ils croient mon âne et ils ne croient pas un Khoja ».

Nasreddin avait l'habitude de demander à sa femme chaque soir si quelqu'un l'avait demandé dans la journée. A la fin, elle perdit patience. « Qui es-tu donc pour qu'on doive venir te demander? » lui dit-elle. — « Bon, ma femme, dit-il, tu verras que beaucoup de gens viendront me demander demain ». Et ce fut ainsi du matin jusqu'au soir, tant qu'elle était fatiguée d'ouvrir la porte.

« Qu'as-tu fait? » lui demanda-t-elle, lorsqu'il rentra. « On t'a demandé toute la journée. » — « Vraiment? » dit-il. « J'ai jeté un chien mort dans la fontaine sacrée de la mosquée ».

Une autre fois il était allé dans un champ pour dérober des concombres quand il fut pris par le fermier. Ses bras étaient chargés de concombres, sur son dos il portait un sac plein de concombres. « Que fais-tu là, Khoja? » demanda le fermier. — « Je me promenais », dit-il, « et le vent a jeté tous ces concombres dans mes bras. — Et comment ont-ils fait pour entrer dans le sac? » dit le fermier. — C'est justement ce que je n'arrive pas à comprendre ».

Des voleurs entrèrent dans sa maison une nuit. Comme ils partaient avec leur butin le Khoja Nasreddin réveilla sa femme et avec elle il suivait les voleurs dans la rue. « Pourquoi nous suivez-vous? » dirent les voleurs. — « C'est que je pensais que vous alliez chez vous », dit-il. Notre mobilier est parti et nous le suivons ».

Un autre jour, le Khoja mangeait des concombres le long de la route. Il laissait de très grosses épluchures. « Que celui qui passera sur ce chemin », se disait-il, « pense que c'est un monsieur qui a mangé des concombres ». Quand il eut fini il ramassa les épluchures et les coupa très menu : « Que celui qui passera s'imagine aussi que le monsieur avait beaucoup de serviteurs ». Puis il ramassa les épluchures et les mangea. « Qu'il pense que le monsieur avait un cheval ! » Et il s'en alla très satisfait de l'impression qu'il laissait derrière lui.

(Zabelle C. Boyajian : *Contemporary Review*, décembre 1922).

2. Les pétroles de Sakhaline.

A. W. Fox, dans le Washington Post *du 11 novembre 1922, indique l'intérêt économique des pétroles de Sakhaline.*

Les terrains pétrolifères extraordinairement riches qui ont été découverts dans le nord de l'île Sakhaline ont à ce point attiré l'attention de certaines compagnies japonaises, qu'elles ont réussi à faire revenir le gouvernement japonais sur la décision qu'il avait prise

relativement à l'évacuation du territoire, conformément aux clauses de la conférence de Washington sur les armements.

D'autre part, des Américains ont obtenu une importante concession pétrolifère sur ce territoire, concession qui leur a été accordée par la République d'Extrême-Orient. La question dite question de Sakhaline, qui, jusqu'à présent, faisait l'objet d'une discussion provoquée par la politique de la « porte ouverte » qu'a formulée le secrétaire Hughes et de l'égalité de « traitement », et aussi par la politique américaine favorable au maintien de l'intégrité territoriale de la Russie dans cette région, se présente donc sous un double aspect, à la fois matériel et politique.

Jusqu'à présent, l'idée d'un conflit possible n'a nullement troublé les rapports entre les gouvernements japonais et américain, et il faut espérer qu'aucune controverse sur les droits de propriété relativement aux terrains pétrolifères n'opposera ces deux gouvernements. Après avoir longtemps et énergiquement défendu les droits américains, le secrétaire d'Etat Hughes a réussi à faire accepter par les principales nations le principe de l'égalité de traitement dans la discussion sur les mandats accordés par la Société des Nations, notamment en Mésopotamie où les Anglais exploitent les terrains pétrolifères.

Au point de vue international, le pétrole est actuellement le véritable aliment vital des nations et tous les gouvernements, y compris le gouvernement des Etats-Unis, dans la limite de leurs droits, s'efforcent de conserver et de développer leur approvisionnement. Le gouvernement Wilson avait déjà défendu les droits américains dans le système des mandats en vue de maintenir cet approvisionnement. M. Hughes a développé cette action et il a obtenu des résultats. Tous les gouvernements d'ailleurs ont adopté une attitude semblable.

Il ne semble pas, cependant, que le Japon ait jusqu'à présent songé à exclure l'exploitation américaine de la partie orientale de Sakhaline, et l'information suivant laquelle le gouvernement japonais aurait protesté contre la cession d'un territoire à la *Sinclair Consolidated Oil Corporation* est démentie par les Japonais d'Amérique. On déclare en effet que le gouvernement japonais, n'ayant jamais été averti officiellement qu'une concession ait été accordée par la République d'Extrême-Orient, n'a pu, dans ces conditions, formuler une protestation, et l'on ajoute que d'ailleurs le gouvernement japonais ne pourrait s'opposer aux entreprises commerciales purement américaines sur un territoire russe, dont l'exploitation « légitime » est libre.

Dans cet effort mondial en vue de conserver et de développer les terrains pétrolifères (et cet effort est peut-être le facteur dominant de l'activité internationale actuelle), il semble bien que l'on puisse donner la première place aux Etats-Unis qui produisent et consomment le pétrole en quantités considérables.

Le pétrole au point de vue international est le symbole de la puissance et les statistiques peuvent donner quelque idée de la situation des Etats-Unis.

La consommation totale de pétrole brut en Amérique en 1921 et les exportations de produits pétrolifères des Etats-Unis pour 1921 représentent environ 91,4 % de la production mondiale. Ce pourcentage est si élevé qu'il pourrait paraître exagéré; mais il faut savoir qu'une partie du pétrole exporté a peut-être traversé seulement notre pays pour être exporté ensuite; en outre, le pourcentage de 91,4 % n'est point établi sur la consommation mondiale; néanmoins, il donne une idée de l'activité commerciale aux Etats-Unis en ce qui concerne le pétrole.

La consommation totale de pétrole brut en Amérique en 1921 représentait environ 69,5 % de la production mondiale; la production américaine en 1921 représentait 62 % de la production totale mondiale. Les statistiques pour la période 1910-1922 révèlent que la production de pétrole en Amérique n'a cessé d'augmenter dans des proportions fabuleuses.

En 1910, l'Amérique produisait 209 millions 557.000 barils[1]; en 1912: 222.935.000; en 1914 : 265.763.000; en 1916 : 300.767.000; en 1918 : 355.928.000; en 1920 : 442.929.000.

Les statistiques de janvier à septembre 1922 indiquent une production égale à 405.599.000 barils; lorsque l'on pourra ajouter les statistiques des trois derniers mois, il est certain que l'on obtiendra des résultats supérieurs à tous les résultats précédents.

A l'exception des raffineries que les Anglais établissent à Swansea (Galles), l'activité des nations étrangères ne saurait être comparée à l'activité américaine; mais il n'en est pas moins vrai que, sans s'arrêter au choix des procédés, les gouvernements des principales nations cherchent à s'emparer des territoires qui ne sont pas encore exploités.

3. L'avenir de la Mésopotamie.

Dans le Daily Telegraph *du 6 décembre 1922, M. Perceval London développe l'importance de Mossoul pour l'avenir de la Mésopotamie :*

Grandes et petites, les villes conservent généralement leur importance, pour les raisons mêmes qui leur ont valu cette importance, et en Asie occidentale le manque presque absolu de voies ferrées — le seul facteur nouveau dans un problème vieux comme le monde — est une

1. 1 baril = environ 145 litres.

des raisons pour lesquelles une ville telle que Mossoul, qui n'a pas été fondée au petit bonheur, demeure encore de première importance.

La situation géographique de cette localité suffit presque à elle seule à en expliquer la valeur. Elle est située, à peu près comme Delhi, entre le désert et la montagne. Au moyen âge les grandes routes qui partaient du golfe Persique au sud pour rejoindre la mer Noire et la Méditerranée, au nord et à l'ouest, longeaient le désert et se dirigeaient via Alep, Olfa et Mardine, ou bien via Trébizonde et Erzeroum, sur Mossoul, et de là, soit vers Bagdad, Kermancha et Hamadan, soit en descendant la vallée du Tigre, vers Bassorah et l'Inde, ou vers Chouster et Ispahan. Et il y a vingt-cinq siècles, ces mêmes routes inévitables servaient au transport des voyageurs et des marchandises entre l'Orient et l'Occident en passant par Ninive, qui n'est plus aujourd'hui qu'un immense trapèze de monticules verdoyants étendus en lignes parallèles sur une distance de deux ou trois milles sur la rive orientale du fleuve.

On se demandera peut-être pourquoi les routes commerciales ne descendaient ou ne remontaient pas l'Euphrate pour assurer les transports entre le golfe Persique et la Perse méridionale, d'une part, et la Méditerranée de l'autre. La réponse est que l'Euphrate n'est pas navigable. Il est vrai qu'il y a trois ans un vaillant effort fut tenté en vue de faire remonter jusqu'à Hindieh une chaloupe partie de Bassorah, et après des difficultés interminables... on réussit à mener à bout cette hasardeuse entreprise, qui démontra une fois pour toutes aux armateurs du Chatt-el-Arab la non-navigabilité de l'Euphrate. Le Tigre, au contraire, offre un cours passablement droit et régulier jusqu'à Bagdad. D'ici les bateaux à aubes assurent un service régulier jusqu'à Bassorah où les vapeurs de haute mer attendent leurs cargaisons. Telle est une des raisons de l'importance de Mossoul.

Une autre est fournie par la fertilité extraordinaire du sol. A cinquante milles à l'ouest de Mossoul se trouve la petite ville de Te Afar, qui rappelle à la plupart des Anglais établis en Mésopotamie le souvenir d'une petite insurrection assez coûteuse qui eut lieu il y a trois ans.

Je me souviens d'avoir contemplé l'an dernier du haut de la citadelle, qui s'élève à environ 300 pieds au-dessus de la plaine, l'étendue la plus merveilleuse de terres cultivées qu'il m'eût jamais été donné de voir. Vers l'ouest et vers le sud des cultures s'étendaient jusqu'à l'horizon; et quand j'aurai ajouté que chaque mille carré de cette immense surface est arrosé par la pluie et ne dépend pas des hasards de l'irrigation, ceux qui ont vécu dans ces plaines comprendront l'importance énorme que présente le vilayet de Mossoul. Il est le grenier de la Mésopotamie. Sans lui les autres provinces seront affamées, car, privé de Mossoul, l'Irak n'est pas et ne peut être d'ici de longues années un centre industriel capable d'importer ce dont il a besoin. Si on lui en-

lève Mossoul, seule une extension immédiate du plan d'immenses et coûteux travaux d'irrigation élaboré par sir William Willcocks — et très vivement critiqué, ne l'oublions pas — peut fournir au nouveau royaume les aliments qui lui sont nécessaires. Si Mossoul est enlevé à l'Irak, la seule chose que l'on puisse prédire à coup sûr est que celui-ci sera pendant des années un pays pauvre, ne pouvant espérer tout au plus que de ne pas mourir de faim et encore sans en être certain.

Abordons à présent la question de sa population. Il n'y a pour ainsi dire pas de Turcs. Les Arabes — presque tous de la tribu des Chammar — prédominent incomparablement dans la partie occidentale de la province, tandis que sur la rive gauche, il y a des Kurdes et des Arméniens, mélangés jusqu'à un certain point de Chrétiens chaldéens, de quelques Arabes Jabour et de Yezidis. Dans Mossoul même, il n'y a pas des Turcs, sauf peut-être une poignée de marchands de produits naturels. Les prétentions de la Turquie sur Mossoul ne sont qu'une tentative cynique en vue de s'assurer un poste avancé sur la route de Bagdad.

Je n'ai pas fait d'allusion directe, jusqu'ici, à la région pétrolifère. Quelle que puisse être la valeur de ces gisements — et il n'est pas douteux qu'il s'y trouve du pétrole en grandes, voire en vastes quantités, — il semble qu'on n'ait pas accordé assez d'importance à la grande difficulté de le transporter jusqu'à la côte. On peut admettre que dans un avenir assez prochain le prix du pétrole atteindra un niveau qui rendra indispensable le gisement de Kayara. Mais quelques-unes des nations si désireuses de le posséder s'apercevront que sa valeur actuelle est moindre que ne le ferait supposer tout le bruit fait autour de lui. A part le fait que l'exploitation de ces terrains ferait affluer l'or vers l'Irak, leur valeur immédiate est petite.

Sur quoi se fondent, en définitive, les prétentions des Turcs sur Mossoul ? En dehors du regret naturel que leur cause la perte d'une partie du territoire national, et du désir également compréhensible de s'acheminer vers Bagdad, je n'ai jamais entendu personne présenter un argument quelconque qui pût justifier cette revendication. Elle a eu toutefois, un bon résultat. Elle a fait comprendre mieux que toute autre chose aux délégués réunis à Lausanne le caractère véritable de l'attitude turque envers les puissances. Car elle n'a eu pour objet que de permettre aux Turcs de s'assurer jusqu'à quel point les Occidentaux se rendent compte des habitudes de marchandage des Orientaux.

4. Le Japon d'autrefois et le Japon d'aujourd'hui

Dans le numéro de janvier 1923 de Nineteenth Century, *M. J. Ingram Bryan compare le Japon d'autrefois et d'aujourd'hui :*

Les chefs du Japon au XVII^e^ siècle semblent avoir été convaincus que la seule possibilité de préserver l'existence nationale était de s'en tenir à une politique obstinément conservatrice. Les masses n'avaient aucune action sur le gouvernement du pays confié à ses aveugles guides. Les énergies de la nation étaient de plus en plus dirigées vers la convention et s'enfonçaient de plus en plus dans les traces laissées par l'esprit du passé. La littérature, la philosophie, la religion, l'architecture, la musique, la peinture, aussi bien que toutes les autres manifestations de l'existence s'enfermèrent dans de vieux moules. Les rapports de politesse, les vêtements même furent réglés jusqu'aux moindres détails. La liberté avait cessé d'exister. L'originalité était un crime qu'il fallait réprimer. Plus d'un héros perdit la vie simplement pour avoir essayé d'être différent des autres. Tout homme qui osait essayer de voir ce que faisait le reste du monde était immédiatement frappé... C'est une merveille que ce peuple ait pu sortir d'une léthargie si longue et si profonde...

Telle était la situation lorsqu'un Américain, le commodore Perry, frappa à sa porte en 1853. Les Occidentaux et leurs idées avaient été écartés jusqu'alors, mais ils insistèrent pour entrer. La civilisation occidentale pénétra; le Japon comprit tout ce qu'il avait perdu par son long isolement. Alors commença une période d'éblouissement où tout ce qui venait de l'étranger était accueilli sans discernement. Puis vint une période de réaction qui fut suivie à son tour par une période d'assimilation obstinée et délibérée et par l'application des acquisitions nouvelles à la vie nationale. Leur principe féodal n'a pourtant pas changé... le gouvernement n'appartient pas au peuple.

Ceci ne signifie pas que la bureaucratie soit toute-puissante. L'élément libéral gagne chaque jour en influence. Il y a une campagne sourde pour le suffrage universel, et les pouvoirs exclusifs des *genros* s'éteignent avec leurs détenteurs. Le conflit qui existe entre les conventions périmées et l'originalité vivante, vigoureuse et courageuse des civilisations occidentales produit une culture scientifique dans laquelle la vérité et l'énergie sont sûres de triompher d'un conservatisme sénile et d'une tradition irrationnelle. L'éprouvette et la dynamo, le microscope et le télescope ont détruit en un moment les vieilles

traditions au Japon comme ailleurs. Les bois sacrés des hauts lieux nationaux, les *torii* des anciens reliquaires ne gardent plus leurs vieux mystères qui, dans la lumière nouvelle, tendent à se dissiper...

A la suite des magnifiques triomphes du Japon sur la Chine, sur la Russie et sur l'Allemagne à Tsing-Tao aussi bien qu'à la Conférence de Paris et à la Conférence de Washington, la confiance de la nation en elle-même est devenue telle que le Japon se croit capable d'affronter toute agression occidentale. La nouvelle limitation des armements navals empêche les nations occidentales de s'attaquer l'une l'autre et elle laisse le Japon libre de consolider sa position dans l'Asie orientale et de réaliser la doctrine de Monroe dans l'Extrême-Orient. Le Japon comprend maintenant mieux que jamais que la pensée moderne et ses armes sont venues à lui non pour détruire, mais pour renforcer, et cela donne à sa renaissance un élan nouveau. L'âge de l'imitation commence à céder la place à une création plus originale, l'industrie, le commerce et les autres formes de l'esprit d'entreprise se répandent dans le pays et la richesse nationale s'accroît avec une rapidité inouïe. Le Japon était entré dans la grande guerre avec un encaisse national de 353 millions de yens; il en est sorti avec plus de 2 milliards de yens... Aucun contrôle n'étant établi sur les profiteurs, la spéculation ne connut pas de bornes. Etourdi d'abord par sa brusque rencontre avec l'Occident, le Japon a fait aujourd'hui des progrès matériels énormes et montre un génie qui n'est pas inférieur à celui de ses maîtres. Les étrangers peuvent être mis en défiance par l'égoïsme, par les préjugés, par les ambitions guerrières du Japon de la renaissance, mais ces maux sont les erreurs inévitables d'un peuple jeune.

Le Japon commence à comprendre aujourd'hui que sa renaissance n'entraîne pas nécessairement la rupture avec le passé. Un organisme comme une société ne peut rompre avec le passé et survivre. Les fruits de l'avenir continuent à tirer leur nourriture des racines du passé. Gouverné en grande partie par les instincts et les traditions nationales, le Japon va de l'avant; et lorsqu'il aura atteint son apogée, on peut se demander si le Japon sera une imitation des civilisations occidentales, plus que ces civilisations sont elles-mêmes des imitations de la Grèce et de Rome. Cela dépend pour une large part de l'idéal dernier du Japon. Sous l'inspiration et la direction de l'esprit chrétien, peut-on espérer que la renaissance aura au Japon les mêmes résultats qu'en Angleterre ?

AFRIQUE

1. Tripoli et la colonisation italienne.

Vue de la mer, Tripoli offre un aspect vraiment grandiose. Le port est plein de bateaux, et la ville blanche étend ses oasis de palmiers vers la mer bleu sombre. Le caractère oriental de la ville est nouveau pour nous, nous intéresse et nous séduit. Des places où l'on vend des pains couleur d'or, des *fondouks* où s'entassent les pauvres gens, des *souks*, rues couvertes ou découvertes où alternent ateliers et boutiques, où sont exposés des objets d'argent et d'ivoire, des coussins du Soudan, des tapis de Misurate, où vont et viennent des foules qui achètent et qui vendent.

Le quartier des Juifs offre des maisons aux cours élégantes, bordées de colonnettes. La fontaine turque de Bumeliana, qui présente une certaine sveltesse gracieuse, et le château massif, qui rappelle la domination espagnole, font un étrange contraste. Dans la rue principale, de petits Arabes crient les journaux italiens tandis que passent de longues files de chameaux et que les blancs burnous des indigènes dominent toute autre couleur. Des Arabes aux yeux très vifs, aux poignets et aux chevilles minces, race fine et intelligente, se mêlent aux Berbères; on voit des Soudanais vêtus de couleurs diverses, des Mores du Fezzan... Çà et là, parmi les maisons blanches à fenêtres cintrées se dressent des marabouts, de blanches coupoles et quelques minarets. L'arc à quatre faces de Marc-Aurèle, rendu gris par l'antiquité, rappelle la domination de Rome sur cette terre du soleil. Rares sont les mosquées construites avec art où sur le pavé les fidèles, nu-pieds et à genoux, prient Allah... L'iman prie du haut de la chaire et les dévots regardent vers l'arc du soleil levant.

Je notai qu'on allait achever une nouvelle jetée qui devait préserver le port du *Garbino*, vent froid et impétueux qui domine souvent à Tripoli. J'admirai l'édifice de la Santé maritime, vaste et possédant des appareils de désinfection et autres, œuvre complètement italienne. Le plan régulateur de la ville comprenait une grande promenade au bord de la mer. Mais le pavé des rues était défoncé et, çà et là, manquait; on tombait souvent dans des mares. Le progrès des conditions de la ville n'était qu'un désir. Et l'on me dit que le Génie civil était très lent à accorder les autorisations de construire. L'hôtel Savoie où j'habitais me parut médiocre : je trouvai un bon restaurant, un bon bar, un cinématographe, un théâtre fréquenté par de nombreux officiers. Tripoli a même son *Café Aragno* fréquenté par les Italiens. Les Arabes sem-

blaient respectueux, ils nous craignaient ; ils n'avaient pour nous ni haine ni amour. Aucune fusion ne se produisait entre les occupants et les indigènes. Mais il était bien tôt. La raison du respect se comprend. On se souvenait encore de l'exploit admirable de Cogni qui, avec mille marins, avait débarqué, et, ayant conquis Tripoli, l'avait gardée ; d'Ameglio et de Moccagatta qui avaient pris Bengasi ; de Magiotto qui avait occupé Hams, de Lequio qui, envoyé par Ragni, avait conquis Zanzan et le Djebel ; de Garioni qui avait soumis Zouara. En somme, les Tripolitains vivaient encore sous l'impression de puissance et de valeur que nos marins et nos soldats avaient su donner par la rapidité et le succès de leurs exploits...

Le gouverneur Garioni, qui nous avait offert un déjeuner de Lucullus dans son palais, nous donna une auto-car et une escorte pour une excursion dans l'intérieur. Nous partîmes. Nous parcourûmes d'abord en chemin de fer la région qui sépare Tripoli d'Azizia, région qui a un aspect mi-désertique, mais où pousse l'alfa ; dans les zones fertiles l'orge rend de 15 à 20 pour un. A Azizia, nous vîmes les édifices civils et militaires ordinaires, la mosquée et son minaret, et un petit marché. De là, nous allâmes vers le Djebel : ciel bleu sombre, plaine immense de terre presque rouge. Au pied de la montagne, nous trouvâmes le village de Boukeilam. La montagne (Djebel) qui, continuant l'Atlas, traverse la Libye dans toute sa longueur est de nature calcaire, et, de près, présente la forme de gros pains. La route qui y monte est merveilleuse et a été rapidement construite par les alpins.

Lorsqu'on est arrivé sur le plateau apparaît vraiment la terre promise. Des oliviers séculaires et gigantesques, aux branches et aux feuilles touffues, mais produisant de petits fruits car ils ne sont ni cultivés, ni taillés. De grands figuiers aux fruits gros et charnus, de l'orge, des vignes aux grappes énormes. Sur le plateau s'élevent plusieurs villages. A Garian se trouve le château et la garnison.

« Mais où est le village ? » demandai-je, car je ne voyais ni maisons ni cabanes.

« Le village est sous terre, » me répondit-on. « En été la température dépasse 50 degrés ; en hiver elle descend à zéro ; alors il faut se défendre. »

Des trous avec des petites coupoles comme pour les troupes. On entre, on descend et on trouve une petite cour circulaire sur laquelle s'ouvrent des chambres, circulaires elles aussi. On dirait des habitations de troglodytes. Là demeurent des Berbères, population aborigène.

Toute cette région fut soumise presque sans guerre. El Barouni, qui se proclamait roi de la contrée, résista à Assaba ; mais le général Lequio le battit et l'on n'en parla plus. Nous passâmes par Assaba, par d'autres villages, et toujours à travers les bois d'oliviers, nous touchâmes Dara qui est le principal des sept villages de Jeffren. On démolissait aors le château turc et l'on construisait les édifices civils

et militaires ordinaires. D'excellentes routes étaient déjà terminées et nous trouvâmes là comme partout une école et un champ d'expériences. Nous arrivâmes de nuit et presque tous les Arabes que nous rencontrions nous saluaient respectueusement. La faune se compose de tourterelles, de perdrix, de corbeaux, de lièvres, de gazelles, de chacals et de chèvres. Les agneaux sont excellents... Il fallut chauffer ma chambre, car nous étions en janvier et il faisait un froid piquant. Cependant je voulus me lever pendant la nuit pour admirer la pleine lune. Lune verte, lumineuse comme le soleil, qui sous un ciel de turquoise semblait étendre un immense rideau de soie sur les sables rouges : inoubliable vision orientale.

Le matin suivant, nous visitâmes le village de Tarabosc. Là je vis le muezzin qui invite les fidèles à la prière... Le village de Tarabosc est pauvre : il se compose de cahutes à demi écroulées que personne ne se soucie de réparer. Dans une cabane à demi-obscure, nous aperçûmes un maître d'école qui enseignait aux enfants les versets du Coran. Un peu plus loin on se servait encore d'un moulin à huile romain. Le *moudir* vint nous saluer. Il nous accompagna tout autour du village et nous servit de cicerone. Nous rencontrâmes partout des chameaux et souvent des petites caravanes.

Après Tarabosc, nous nous enfonçâmes jusqu'à Roumia, nom qui semble dériver de Rome. La vallée est fertile et toute bien cultivée : un cours d'eau jamais tari coule au fond ; des femmes arabes vêtues de rouge et de bleu vont y laver le linge. L'eau cristalline reflète les masses vertes qui l'entourent. Tout autour ondulent des palmes sur de douces collines.

Après Roumia, l'auto-car traversa la campagne, franchit des fossés et nous amena sur les pentes d'une colline. Au sommet s'élève un monument romain composé de deux ou trois blocs portant peu d'ornements et sans inscriptions. Peut-être est-ce un mausolée. Aux environs, on reconnaît les vestiges de villes romaines, restes de l'antique colonie. Les méthodes de culture rappellent Rome. Et après tant de siècles on retrouverait encore les préceptes de Varron et de Columelle.

Les jours étaient courts et, pour rejoindre Azizia, nous dûmes attendre la nuit, mais les garnisons du fort, qui peut-être n'étaient pas très tranquilles sur notre voyage nocturne, nous découvrirent et leurs réflecteurs nous éclairèrent tout le long de la route.

Quelles ont été les conclusions de cette visite ? Avant tout, il faut reconnaître que, même en Tripolitaine, l'œuvre de la bureaucratie apparaissait alors lente, gênée, incomplète, tandis que sur les routes, dans les édifices, dans les écoles, dans les champs d'expérience agricoles, tout ce qui était bien était fait, sans tant de complications ni de formalités par les soldats et par les officiers, surtout par le génie militaire et par les alpins. Les clés de voûte de notre occupation me sem-

blèrent alors être les résidents, c'est-à-dire les officiers placés à la tête de toute la vie qui se développait sur les points les plus peuplés. Le résident pourvoyait à l'ordre public, à l'enseignement, à la justice conciliatrice, à l'agriculture, aux services municipaux, à tout... Ce fut une grande erreur et une économie mal entendue que la suppression des résidents...

Si les jours troublés de la guerre mondiale avaient trouvé les résidents en Tripolitaine, la force irrésistible d'attraction qu'ils exerçaient aurait peut-être fait tourner les choses autrement.

Je ne crois pas qu'il faille fonder des espoirs trop grands sur la valeur commerciale de Tripoli. C'est toujours un port admirable, très bien placé; mais le temps est passé où les caravanes de l'intérieur n'avaient pas de meilleur débouché sur la mer.

Aujourd'hui, Lagos, port anglais de la Guinée sur l'Atlantique, attire une grande partie du commerce du Soudan. Pour s'y rendre on ne doit plus traverser à dos de chameaux les terres des lions, car le chemin de fer de la Nigéria est construit. D'autre part, Port-Soudan sur la Mer Rouge attire des courants considérables. Tripoli à quinze cents kilomètres de distance, sans voies ferrées, ne peut remporter la victoire sur les ports concurrents.

Je crois plutôt à l'avenir agricole de ce pays. Si l'on excepte quelques rares zones désertiques où le sable mobile empêchera toute culture, il est facile à la main de l'homme, en faisant jaillir l'eau que l'on trouve toujours dans le sous-sol, de rendre la zone maritime et pré-maritime aussi féconde que les oasis qui existent actuellement. Les palmiers, les légumes, les foins, à l'intérieur l'orge peuvent donner des résultats considérables.

Les primeurs qui dans ce chaud climat mûrissent de bonne heure devraient être transportées en Europe par des vapeurs construits spécialement pour garder leur fraîcheur. L'orge, qui n'a pas besoin d'eau, trouve un très bon terrain dans ces régions. L'alfa y croît naturellement et on pourrait créer pour son exploitation des fabriques de papier.

Mais on ne peut mettre en valeur une colonie, on ne peut l'exploiter, si la sécurité fait défaut. Aujourd'hui, après onze ans d'occupation, le problème fondamental est donc toujours le problème politique. Cela ne fait pas honneur à notre talent de colonisateurs. Je crois fermement que pour obtenir la tranquillité et la sécurité de la colonie il faut deux choses :

1° montrer de la force et de la fermeté en punissant toujours les ennemis, en défendant toujours les amis.

2° intéresser tous les habitants au développement de la colonie.

Les Turcs faisaient percevoir les tributs à l'intérieur par les chefs arabes et ils leur concédaient une prime de perception. Ainsi, avec une simplicité extrême, ils maintenaient leur domination même sur des

régions lointaines. Le tribut leur rapportait de fortes sommes et liaient à leur cause les chefs arabes de qui ils se servaient. Nous n'avons même pas été capables de faire ce que faisaient les Turcs. On pourrait obtenir de bien meilleurs résultats en intéressant les propriétaires, les cultivateurs et les ouvriers au développement agricole et industriel.

Une autre grave erreur a été en 1915 l'abandon du Djebel. Le Djebel, c'est-à-dire la chaîne longitudinale qui, à 100 kilomètres de la mer environ, assure d'une part, la dominatilon tranquille de la région prémaritime et, de l'autre, dominant les vastes plaines de l'intérieur et les zones prédésertiques, tient en respect les tribus de ces régions, est le véritable trône du maître. Les Turcs ne l'avaient jamais abandonné. Nous, en l'abandonnant quatre ans à peine après la conquête, en retardant si longtemps le commencement de la réoccupation, nous avons donné un signe de faiblesse évident qui nous a discrédité.

On aurait pu prendre le Djebel avec quinze ou vingt mille hommes. Et ce n'est pas quinze ou vingt mille hommes qui auraient décidé du sort de la guerre mondiale où nous avions cinq millions de soldats. Toute lamentation est vaine aujourd'hui. Il faut plutôt à l'avenir par une action avisée réparer les erreurs du passé. Cette œuvre semble aujourd'hui être recommencée[1]. Mais il faut se rappeler surtout que la politique et l'économie coloniales ne doivent pas être faites par la bureaucratie qui, de Rome, ne peut et ne sait pas juger les hommes et les choses. Il faut les laisser à ceux qui ont fait des études théoriques sur les colonies, qui ont passé dans les colonies une partie considérable de leur vie, acquérant ainsi la pratique nécessaire, et qui ont l'adresse et l'esprit d'indépendance qui sont les seuls facteurs de la prospérité.

(Alfredo Bocelli : *Nuova Antologia*, 1er décembre 1922).

2. Les superstitions des indigènes en Algérie.

Tout acte d'un enfant passe pour avoir une signification. Un bébé sourit pendant son sommeil, c'est que les anges lui disent : « Ton père est mort et tu hérites de ses biens ». Un bébé pleure pendant son sommeil : « Ta mère est morte, disent les anges, ta meilleure amie est partie ».

Une petite fille sourit en dormant : « Ta mère est morte ; ses bijoux sont à toi ». Une petite fille pleure, « Ton père est mort ; ton meilleur ami est parti ». Si un enfant rit entre les bras de sa mère, on dit qu'il parle aux anges. S'il pleure, une mort est proche (soit la sienne, soit celle d'un de ceux qui l'entourent). Si quelque grande crise se produit, une guerre par exemple, des hommes graves s'arrêtent dans les rues

1 Le Djebel est de nouveau occupé.

pour regarder les enfants jouer et se déterminent d'après leurs actes. On suppose que les bébés sont aussi intelligents que les hommes parce qu'ils parlent continuellement avec les anges. On assure que chaque enfant représente un certain nombre d'anges. On pense qu'ils voient et entendent mieux que nous. Aussi les éloigne-t-on du voisinage des mourants, car s'ils entendent la mort pleurer ils deviennent sourds-muets.

Les musulmans ont certaines idées sur la maladie. Dieu envoie la maladie comme la santé, le malheur etc... Les maladies sont causées par les démons, mais on pense aussi qu'elles sont le résultat d'opérations magiques. Le mauvais œil est une grande réalité et personne ne nie son existence. Tout le monde le craint; il plonge certaines mères dans la terreur. Il y a deux moyens de se préserver du mauvais œil : bénir le nom du Prophète ou frapper sur une pierre en disant certains mots : le mauvais œil entre alors dans la pierre et la fait éclater.

La coqueluche, disent-ils, est causée par certains démons qui chatouillent les poumons... Lorsque la coqueluche est très mauvaise, ils prennent l'enfant et préparent un instrument pour lui couper la gorge. Après avoir fait semblant de faire le sacrifice, ils soulèvent l'enfant trois fois comme pour l'offrir au démon par lequel ils présument que l'enfant est poursuivi. Ils pensent que le démon se contentera de cela et laissera désormais l'enfant tranquille.

(Lilias Trotter : *The Moslem World*, novembre 1922).

AMERIQUE.

1. Les élections aux Etats-Unis.

Les élections américaines ont déjoué toutes les prévisions, comme d'ailleurs elles ont l'habitude de le faire. Les nouvelles qui arrivent en Angleterre viennent exclusivement de New-York et de Washington; et ces grands centres de l'Est semblent ne pouvoir que bien mal prévoir l'opinion américaine du continent occidental. Bref, tandis que les observateurs les plus compétents n'avaient pas prévu de changement dans le *statu quo ante*, les républicains dégringolaient; et les démocrates, qui avaient reçu des coups si rudes qu'ils ne semblaient pouvoir s'en relever, comptent aujourd'hui un nombre presque égal à celui de leurs adversaires à la Chambre des représentants et ne sont guère moins nombreux au Sénat. Toute cette transformation a eu

lieu avec une tranquillité extraordinaire et sans qu'aucune grande question fût en jeu. Les critiques les plus honnêtes et les plus impartiaux sont embarrassés pour expliquer un si étrange renversement. La plupart des interprètes affirment que ce changement est dû aux choses qu'ils aiment ou qu'ils détestent. Ainsi les « humides » déclarent que le mouvement est dirigé contres les lois « sèches » ou au moins contre des lois sèches impossible à appliquer et ordonnant des pénalités. Les amis de M. Wilson affirment que c'est le ralliement des démocrates nationalistes autour de l'homme qui a préconisé l'avenir le plus honorable pour l'Amérique. Les ennemis de M. Wilson disent que c'est le ralliement des démocrates nationalistes qui s'est produit maintenant que M. Wilson n'est plus en jeu. Les libre-échangistes l'attribuent au nouveau tarif protectionniste; d'autres au chômage et au mécontentement général; d'autres au fait que les gros trusts et les millionnaires ont été servis par l'administration; d'autres à la révolte contre la paix et la tranquillité d'une politique grise menée par des talents évidemment médiocres. Certes, le président et son cabinet ne sont pas des figures de premier plan; et il peut se faire qu'une réaction se forme contre la politique qui consiste à placer du fil de fer barbelé autour de la moitié d'un continent, tandis que le reste du monde est laissé sans secours. Il est possible que les Etats-Unis assurent leur situation par ce régime, mais ces avantages pourraient être contrebalancés par la connaissance du mépris du monde, mépris qui est au moins gênant même dans l'obscurité et la confusion, si l'on veut établir la paix du monde. En tout cas, ce renversement a ébranlé les prévisions de ceux qui comptaient sur une majorité républicaine facilement obtenue aux élections présidentielles de 1924. Nous pourrions voir sa tranquillité de ces prophètes diminuer si un prophète démocrate se levait possédé de la même ferveur que le William Jennings Bryan de 1896 et apportant un système économique moins discutable.

(*London Review of Reviews*, décembre 1922).

2. L'étude des langues étrangères aux Etats-Unis

La New-York Tribune *en note les progrès ainsi* :

La *Staats-Zeitung* [journal de langue allemande paraissant à New-York] est mécontente, parce qu'elle vient d'apprendre que dans les écoles supérieures de New-York, 3.638 élèves seulement ont choisi l'allemand comme langue d'étude, alors que 25.011 autres ont choisi

le français et 30.532 l'espagnol. Qu'une telle révélation puisse troubler un cerveau allemand, cela est naturel ! L'Allemagne n'est-elle donc pas plus puissante que l'Espagne et n'est-il donc pas plus utile de savoir l'allemand que l'espagnol ? En réalité, il importe peu de savoir si le nombre des élèves qui apprennent l'allemand est plus ou moins élevé que le nombre de ceux qui apprendront l'espagnol; mais il est évident que le prestige hispanique a singulièrement grandi durant ces dernières années, et l'on admet aujourd'hui que la connaissance de l'espagnol est d'un grand secours pour ceux qui choisissent, en sortant de l'école, une branche commerciale dans laquelle ils sont susceptibles d'entrer en relations avec l'Amérique du Sud.

Et le fait qu'un grand nombre d'étudiants ont décidé d'apprendre l'espagnol ne prouve pas seulement que cette opinion est générale; il nous permet en outre d'espérer que nos relations futures avec les nations latines de l'Amérique ne cesseront de s'améliorer. Il ne suffit pas, certes, d'apprendre l'espagnol dans une école supérieure; l'enseignement scolaire, pourtant, donne tout au moins à l'élève une base sur laquelle il pourra ensuite étayer une connaissance plus solide de la langue qu'il a choisie. On donne ainsi un moyen excellent qui permettra de franchir l'un des obstacles les plus redoutables qui retardent les relations internationales. Les Américains, en particulier, n'avaient point, jusqu'à présent, attaché une grande importance à la connaissance des langues étrangères dans le commerce; c'est pourquoi toux ceux que la question intéresse profiteront plus tard des efforts que l'on fait et que l'on doit faire pour vaincre cette indifférence.

3. Le Mexique et les entreprises étrangères.

Le Pan American Magazine *examine la situation des entreprises étrangères au Mexique.*

Le temps n'est pas encore arrivé où le Mexique pourra se développer sans l'aide technique de l'étranger s'il veut avancer d'un pas égal à celui du reste du monde. Physiquement, il peut vivre par lui-même car son territoire est assez fertile pour nourrir sa population, mais s'il veut tirer parti de toutes ses ressources minières, s'il veut exploiter la force des rivières, cultiver scientifiquement le sol, établir des communications rapides avec les autres nations, il ne peut se passer d'une collaboration juste et amicale. Le Mexique ne doit pas être exploité avec égoïsme. Il n'y a pas de raison pour que les richesses minières, par exemple, doivent être importées au-delà des frontières sans qu'une

juste part soit laissée au pays d'origine; l'organisation politique du pays doit être respectée. Aucun des amis du Mexique ne défendra l'exploiteur sans conscience, aucun ne niera le droit des Mexicains à assurer l'héritage de leurs enfants. Il faut trouver un moyen terme entre le système de Porfirio Diaz, accusé de trop de libéralité à l'égard des entreprises étrangères, et les idées socialistes des partisans de Madero. Le gouvernement actuel des Etats-Unis fait de grands efforts pour formuler une politique juste pour tout le monde et qui concilie les droits des Mexicains et ceux des étrangers.

Dernièrement un représentant du *Pan-American Magazine* faisait un séjour au Mexique après un intervalle de plusieurs années. « Le peuple, dit-il, est aussi *simpatico* que toujours, hospitalier et courtois. Jamais le Mexique n'a été plus beau. La capitale, vue après cet intervalle, apparaît comme la ville la mieux située de l'Amérique du Nord, ses services publics fonctionnent mieux que jamais. L'atmosphère est transparente et brillante à 8.000 pieds d'altitude; il y a une vivacité dans la brise qui tempère la chaleur du soleil et toutes les places sont pleines de fleurs. La belle route de Chapultepec est en parfait état et je trouve partout une grande confiance dans l'avenir. Le Mexique peut aller de l'avant. Il possède assez d'hommes de talent, il est trop richement doué pour que son progrès puisse être retardé ».

(*Pan-American Magazine*, octobre 1922).

Le Gérant : A. BIÈRE.

Bordeaux. — Impr. J. BIÈRE. 18-20-22, rue du Peugue.

AVIS AU RELIEUR

ette table du tome VI
est à joindre au tome VI.

TABLES

des Articles et Chroniques parus dans « LA VIE DES PEUPLES »

TOME VI

JANVIER-FÉVRIER-MARS-AVRIL 1922

I

TABLE ALPHABETIQUE PAR NOMS D'AUTEURS

(*Les astérisques placés devant les titres indiquent les articles de fond.*)

	Pages.
BERTON (Claude). — Autour du Prix Goncourt. *L'Epithalame* de Jacques Chardonne	236–246
— Autour du Prix Goncourt : Fantaisies et Réalités : *Le Premier de la classe* de Benjamin Crémieux. *Préseances* de François Mauriac. *La Cavalière Elsa* de Pierre Mac Orlan	1049–1043
— Mœurs d'hier et d'à présent (à propos de *Maria Chapdelaine* de Louis Hémon, *un Saint* et la *Fleur sombre* de John Galsworthy, *La Police*, d'Edmond Locard, etc)	600–614
* — Quelques aspects de la Conférence de Washington	885–890
*BONNEROT (Jean). — Saint-Saëns	53–62
BOURGUET (Gabriel). — Trois Ambitieux : le duc d'Epernon, le grand Conti, Struensée	1064–1075
*CAZAMIAN. — Poèmes (le Pilote, la Voie, l'Ouvrier, la Soif)	987–995
*CAZIN (Paul). — La Poésie littéraire au XVIIe siècle	454–463
*CESTRE (Charles). — Une Université du Middle West	1031–1048
*CHARPENTIER (Henry). — Ode à la vie éternelle	510–512.
*CHOULGUINE (V.). — Les Assassins du rêve blanc, avec une préface de B. Mirsky	151–200

Pages.

*Clerc (Charles). — La Suisse française et la Suisse allemande d'après leurs écrivains 80–94
Davy (E.). — *Dans l'ombre de la Cathédrale*, drame lyrique de Georges Huë
— *Dame libellule*, ballet de Blair Fairchild 264–268
Decamps (J.) et Guebhardt (P.). — La reprise de l'industrie lainière 649–653
— La vie économique. Production du vin en 1921. L'industrie sidérurgique. Le commerce extérieur de la France 1087–1096
— La vie financière en Allemagne, Angleterre, Argentine, Belgique, Bulgarie, Chili, Espagne, Grèce, Italie, Pologne, Roumanie, Russie, Suisse 1097-1099
Defiol (S.). — *Les premières de Molière*, de Henry Lyonnet, c. r. 388–393
*Dejust (Dr Henri). — La chimie biologique 222–235
*Delage (Emile. — L'accord de Lany et la crise ministérielle autrichienne 654–664
— Un livre d'Otto Bauer sur le Bolchevisme 1167–1178
*Demeure (Fernand). — Un héros : Sir Ernest Shackleton. 581–595
*Eisenmann (Louis). — L'Autriche et la guerre..... 95–110
* — Le dernier des Habsbourg 1025–1030
*Espira (Jacques). — Un saint de l'Inde moderne. M. K. Gandhi 1008–1024
*Fay (B.). — The Middle West et la formation de l'Ame américaine, à propos du « Main Street » de Sinclair Lewis 111–126
*Gauvain (Auguste). — Comment éclata la guerre ... 729–813
Girane (E.). — Le château de Blois, d'après MM. Frédéric et Pierre Lesueur 615–625
*Guyot (Edouard). — La coopération franco-britannique 63–79
*Hauser (Henri). — La reconstruction économique de l'Europe 941–966
*Lapradelle (A. de). — La Nouvelle Cour de justice internationale 537–553
*Legras (Jules). — A propos de la *Russie des Izars* de Maurice Paléologue 571–580
Lenoir (Raymond). — La muraille de Chine (la civilition et les hommes 596–599
* — Emile Boutroux et la conscience moderne 201-221
*Lichtenberger (Henri). — L'Allemagne actuelle .. 32–52
*Linnankowski (Johannes). — Hymne à la fleur de feu, traduit par Aurélien Sauvageot 967–986
Nismes. — *Aimer* de Paul Géraldy à la Comédie Française 257–263

Pages.

NISMES. — *Les Romanesques et la Dernière nuit de Don Juan* d'Edmond Rostand à la Porte Saint-Martin . 1079–1086
— *Sin*, féerie chinoise de Maurice Magre au Théâtre Fémina 629–647
*NORBERT (Marcel). — La réalité des théories d'Einstein 493–509
*PASEK (J.C.). — Mes mémoires (traduits par P. Cazin). 463–492
PETIT DUTAILLIS (Ch.). — Les échanges intellectuels de la France 628–648
*POMÈS (Mathilde). — Miguel de Unamuno 833–840
POMMIER (Henri). — Les caractéristiques de l'opinion publique japonaise 1129–1135
*POTUT (Georges). — Les Amis et les ennemis de Molière 127–159
*RIVAL (Paul). — Henry Bataille 891–910
— *Notturno* par Gabriele d'Annunzio 240–256
* — Giovanni Verga 513–528
*RUYSSEN (Henry). — Le théâtre irlandais 554–570
SOURZAC (Paul). — Sports d'hiver 274–279
*TAGORE (Rabindranath). — Le génie du Japon, traduit par E. Schneegans 814–831
*UNAMUNO (Miguel de). — Deux mères, traduit par Mathilde Pomès 841–854
*VERGA (Giovanni). — Malaria (traduit par Paul Rival) 529–536

Articles anonymes

Pour les Chroniques anonymes, voir la Table analytique et la Table géographique.

ACTOR. — Gênes, l'Allemagne et la Russie 926–940
SPECTATOR. — L'horoscope et la conférence de Gênes. 910–925
***. — Benoit XV 5–31
***. — En lisant Witté, I. le Monopole de l'Alcool (traduit par Jules Legras) 996–1007
***. — L'interrègne pontifical 405–430

***. — Pie XI 431–453

TABLE ANALYTIQUE

(*c. r.* signifie compte rendu)

1. Vie Artistique. — 2. Vie Economique. — 3. Vie Financière. — 4. Vie Historique. — 5. Vie Internationale. — 6. Vie Judiciaire. — 7. Vie Littéraire. — 8. Vie Maritime. — 9. Vie Musicale. — 10 Vie Philosophique. — 11. Vie Politique. — 12. Vie Religieuse. — 13. Vie Scientifique.— 14. Vie Sportive. — 15. Vie Théâtrale. — 16. Vie Universitaire.— 17. Poèmes et Poésies. — 18. Littérature, contes et romans.

1. Vie Artistique

	Pages.
Le château de Blois (d'après Fr. et P. Lesueur) par E. Girane	615–625

2. Vie Economique

L'agriculture toscane (d'après Henry Joly)	726
Le commerce extérieur de la France	1095-1096
L'industrie sidérurgique en 1921	1092–1095
La production du vin en 1920	1087–1092
Progrès de la sidérurgie allemande	286–290
La reconstruction économique de l'Europe par Spectator	926–940
La reprise de l'Industrie lainière par J. Decamps et P. Guebhard	649–653

3. Vie Financière

La Banque d'Etat des Soviets	296
Les dépenses allemandes en exécution de Traité de paix	293
La dette de la France	291–292
Les difficultés financières de la Chine	294–295
Le don national en Pologne	299–301
L'exécution financière des Traités de paix	1140–1161
La fortune privée de la France	292–293

Pages.

L'impôt en nature des Soviets 297–299
Le moratorium de la « Banca di Sconto » 338–339
Le relèvement de l'Autriche 301
Le relèvement financier du Brésil 294
Le rapport de Kiestinsky sur les Finances 1105-1107

4. Vie Historique

Brigands napolitains d'autrefois (en 1860) d'après Angelo Ottolini 1186–1189
La civilisation des Hittites (d'après G. Contenau)... 726–728
Trois ambitieux : le duc d'Epernon, le grand Conti et Struensée, d'après Léo Mouton, le duc de la Force et Th. de Wyzewa, par Gabriel Bourguet 1064–1075

5. Vie Internationale

*Comment éclata la guerre, par Auguste Gauvain 729–813
La Conférence de Washington et les sous-marins 374–379
Le Conseil suprême de Cannes 366–373
*La Cour de justice internationale par A. de Lapradelle 537–553
L'Europe sans la paix, d'après le livre de Francesco Nitti 711–719
L'exécution financière des traités de paix 1140–1146
Fiat pax per jus : discours de Charles Benoist à la Cour permanente de justice internationale 1164–1166
*Gênes, l'Allemagne et la Russie, par Actor 926–940
Le Japon et l'accord naval 1161-1164
Le Marquis della Torretta : silhouettes diplomatiques . 694-700
L'opinion américaine et les sous-marins 689-694
Le plébiscite d'Œdenburg 700–707
Le quatrième Congrès international de droit aérien ... 379–381
*Quelques aspects de la conférence de Washington par Claude Berton 865–890
La reconstruction économique de l'Europe, par Spectator 917–925
La Société des Nations en 1921 381–387

6. Vie Judiciaire

A propos du droit musulman (d'après Maurice Pernot). 722–724
La Cour de justice internationale, par A. de Lapradelle 537–553
Fiat pax per jus. Discours de Charles Benoist à la Cour permanente de justice internationale 1164–1166
Le quatrième congrès international de droit aérien ... 379–381

Pages.

7. Vie Littéraire.

*Les amis et les ennemis de Molière, par Georges Pitut 127–150
Autour du Prix Goncourt : *l'Epithalame* de Jacques Chardonne, par Claude Berton 236–246
Autour du Prix Goncourt : Fantaisies et gaîtés : *Le Premier de la Classe* de Benjamin Crémieux, *Préséances* de François Mauriac, *La cavalière Elsa* de Pierre Mac Orlan 1049–1063
*H. Bataille, par Paul Rival 891–910
Le cinquantenaire du poète brésilien Castro Alvès (d'après R. Le Gentil) 720–722
Les Fêtes de Molière à la Sorbonne 270–273
Mœurs d'hier et d'à-présent à propos de *Maria Chapdelaine* de Louis Hemon, *Un saint* et la *Fleur Sombre* de John Galsworthy, *La Police* de Paul Locard, etc., par Cl. Berton 600–624
Nollurno de Gabriele d'Annunzio, par Paul Rival 246–256
Les Premières de Molière de Henry Lyonnet, *c. r.* par S. Defiol..... 339–393
*La Suisse française et la Suisse allemande, d'après leurs écrivains, par Charles Clerc 80–94
*Théâtre irlandais, par Henry Ruyssen 554–570
*Miguel de Unamuno par Mathilde Pomès 832–840
*Giovanni Verga, par Paul Rival 513–528

8. Vie Maritime

La baisse du frêt 280
La Conférence de Washington et la marine, d'après lord Wester Wemyss 724–725
La Conférence de Washington et les sous-marins 374–379
La crise navale anglaise 283
Le développement du pavillon américain 284–285
La flotte commerciale d'Etat au Portugal 285
Le Japon et l'accord naval 1161–1164
La marine marchande de France..... 281
L'opinion américaine et les sous-marins 689–694
Reconstruction de la flotte marchande allemande 282

9. Vie Musicale

Dame libellule, ballet de Blair Fairchild à l'Opéra Comique, par E. Davy 269
Dans l'ombre de la cathédrale, drame lyrique de Georges Hüe à l'Opéra Comique par E. Davy..... 264–289
*Saint-Saëns, par Jean Bonnerot 53–62
L'Ecole française de violon, d'après Lionel de la Laurencie, *c. r.* 708–710

Pages.

10. Vie Philosophique

E. Boutroux et la conscience moderne, par Raymond Lenoir 201–221
*La réalité des théories d'Einstein, par Marcel Norbert 493–509

11. Vie Politique

Allocution du Président Masaryk sur la politique tchécoslovaque 354–365
L'arrestation de Zagloul Pacha au Caire 328–330
L'avenir de la coalition des partis en Grande-Bretagne 325–326
Les buts de la politique intérieure et extérieure de la Tchécoslovaquie, par Edouard Bénès 348–354
Le cabinet Poincaré en France 302–316
Les congrès des partis en Bulgarie 324–325
Discussion à la Chambre italienne sur le fascisme 332–338
Les élections générales au Canada 326–328
*La fin des Romanov d'après un témoin 340–347
Les nouvelles élections belges 318–322
La politique extérieure tchèque, d'après Abel Schilling 395–396
Le procès Radoslavov en Bulgarie 325
Les projets de loi du gouvernement bulgare 323–324
La question d'Egypte, d'après S. Rennell Rodd et Sir Valentine Chirol 1179–1186
Les relations franco-italiennes 330–332
Un livre d'Otto Bauer sur le Bolchevisme, par Emile Delage 1167–1178

Vie Religieuse.

*Benoit XV 5–31
*L'interrègne pontifical, par*** 405–430
L'œuvre du pape Benoit XV et la presse française 402–404
*Pie XI par *** 431–463
Le quatrième centenaire de Sixte Quint 396–402

13. Vie Scientifique

*Chimie biologique, par Dr Henri Dejust 222–235
*La réalité des théories d'Einstein, par Marcel Norbert 493–509

14. Vie Sportive

Sports d'hiver, par Paul Sourzac 274–279

Pages.

15. Vie Théâtrale

Aimer de Paul Géraldy, à la Comédie Française par Nismes 257–263
*Les Amis et les Ennemis de Molière par Georges Potut 127–150
Henry Bataille, par Paul Rival 891–910
Les Fêtes de Molière à la Sorbonne 270–273
Les Romanesques et la *Dernière nuit de Don Juan* de E. Rostand, à la Porte Saint-Martin, par Nismes 1076–1086
Sin, féerie chinoise de Maurice Magre, au Théâtre Femina 626–637
Les Premières de Molière d'après le livre de Henri Lyonnet *c. r.* par S. Defiol 388–393
*Le Théâtre irlandais, par Henry Ruyssen 554–570

16. Vie Universitaire

Les échanges intellectuels de la France par Ch. Petit-Dutaillis 638–648
*Une Université du Middle-West par Charles Cestre .. 1031–1048

17. Poèmes et Poésies

*Ode à la vie éternelle par Henry Charpentier 510–512
**Poèmes (Le Pilote, La Voie, L'Ouvrier, La Soif) par par André Cazamian 987–995

18. Littérature, contes et roman.

*Deux Mères, par Miguel de Unamuno (traduit par Mathilde Pomès) 832–840
*Hymne à la fleur de feu, fragments de Johannès Linnankoski (traduit par Sauvageot)..... 967–986
*Malaria, nouvelle, Giovanni Verga (traduit par P. Rival) 529–536

TABLE GÉOGRAPHIQUE

1. Allemagne. — 2. Argentine. — 3. Autriche. — 4. Belgique. — 5. Brésil. — 6. Bulgarie. — 7. Canada. — 8. Chili. — 9. Chine. — 10. Danemark. — 11. Egypte. — 12. Espagne. — 13. Etats-Unis. — 14. France. — 15. Grande-Bretagne. — 16. Grèce. — 17. Hongrie. — 18. Inde. — 19. Italie. — 20. Japon. — 21. Pays-Bas. — 22. Pologne. — 23. Portugal. — 24. Roumanie. — 25. Russie. — 26. Suisse. — 27. Tchécoslovaquie. — 28. Turquie.

1. Allemagne

*L'Allemagne actuelle, par Henri Lichtenberger.... 32-52
Les dépenses allemandes en exécution du Traité de paix 293
*Gênes, l'Allemagne et la Russie par « Actor » 926-940
Lettre de Guillaume II au Maréchal Hindenburg à propos des responsabilités de la guerre 394-395
La production du vin en 1921 1089-1090
Progrès de la sidérurgie allemande 286-290
La reconstruction de la flotte marchande allemande .. 282
La situation de la dette publique en Allemagne par J. Decamps et P. Guebhard..... 1097

2. Argentine

Le Budget de 1922 par J. Decamps et P. Guebhard .. 1109

3. Autriche.

L'accord de Lany et la crise ministérielle 654-664
* L'Autriche et la guerre par Louis Eisenmann 95-110
* Le dernier des Habsbourg par Louis Eisenmann 1025-1030
Le relèvement financier de l'Autriche 301

4. Belgique

Les nouvelles élections 318-322
Les réparations et le budget de 1922 par J. Decamps et P. Guebhard 1100

Pages.

5. Brésil

Le cinquantenaire du poète brésilien Castro Alvès (d'après R. Le Gentil) 720–722
Le relèvement financier du Brésil 294

6. Bulgarie

Le Budget bulgare en 1922 1100
Les congrès des partis 324–325
Le procès Radoslavov 325
Les projets de loi du gouvernement bulgare 323–324

7. Canada

Les élections générales 326–328

8. Chili

Le déficit du budget de 1922 1102

9. Chine

Les difficultés financières de la Chine 294–295

10. Danemark

Un type ambitieux Struensée (d'après Th. de Wyzewa) par Gabriel Bourguet 1073–1075

11. Egypte

L'arrestation de Zagloul Pacha au Caire 328–330
La proclamation du nouveau royaume souverain 1121–1125
La question d'Egypte d'après Sir Rennell Rodd et Sir Valentine Chirol 1179–1186

12. Espagne

La situation financière 1102

13. Etats-Unis

Le développement du pavillon (maritime) américain .. 284–285
*The Middle West et la formation de l'âme américaine à propos de *Main Street*, roman de Sinclair Lewis par B. Fay 111–126
L'opinion américaine et les sous-marins 689–694
*Une université du Middle-West, par Charles Cestre . 1031–1048

Pages.

14. France.

*Les amis et les ennemis de Molière, par Georges POTUT 127–150
*H. Bataille, par Paul RIVAL 891–916
*E. Boutroux et la conscience moderne par Raymond LENOIR 201–221
Le cabinet Poincaré 302–316
*La coopération franco-britannique par Edouard GUYOT 63–79
Commerce extérieur de la France en 1921 1095–1096
*La condition d'une coopération franco-britannique par Edouard GUYOT 63–79
La dette de la France 291–292
La fortune privée de la France 292–293
L'histoire de la démission de M. Delcassé (notes et documents) 1110–1121
La marine marchande de France 281
L'œuvre du pape Benoît XV et la presse française 402–404
La production du vin en 1921 1087–1089
Les relations franco-italiennes 330–332
*Saint-Saëns, par Jean BONNEROT 53–62
Types d'Ambitieux : le duc d'Epernon et le grand Conti, par Gabriel BOURGUET 1064–1073

15. Grande-Bretagne.

L'avenir de la coalition des partis 325–326
*Les conditions d'une coopération franco-britannique par Edouard GUYOT 63–79
La crise navale anglaise 283
*M. K. Gandhi : un saint de l'Inde moderne, par Jacques ESPIRA 1008–1024
La marine et la conférence de Washington d'après lord Wester WEMYSS 724–725
Mazzini et l'Angleterre, d'après Mme Angelino TOMMA- 1189–1192
La rapport Geddes sur les économies en Angleterre, par J. DECAMPS et P. GUEBHARD 1098–1099
*Le Théâtre irlandais par Henri RUYSSEN 554–570
*Un héros : Sir Ernest Shackleton par Fernand DEMEURE 581–595

16. Grèce

La dette et le budget 1103
La production du vin en 1921 1090–1091

17. Hongrie.

Le manifeste de l'opposition signé Michel Karolyi et Jean Hock 1125–1130
Le plébiscite d'Œdenburg 700–707

Pages.

18. Inde

*Gandhi : un saint de l'Inde par Jacques Espina 1008–1024

19. Italie

L'agriculture toscane (d'après Henri Joly) 726
*Benoît XV, par *** 5–31
Brigands napolitains d'autrefois, d'après Angelo Ottolini 1186–1189
La dette italienne de guerre 1103
Discussion à la Chambre sur le fascisme 332–338
L'Europe sans la paix, d'après le livre de Francesco Nitti 711–719
* L'interrègne pontifical par *** 405–430
Mazzini et l'Angleterre d'après Mme Angelina Tommasi 1189–1192
Le moratorium de la « Banca di Sconto » 338–339
Le nouveau ministère italien, cabinet Facta 665–671
*Pie XI 431–453
Le quatrième centenaire de Sixte-Quint 396–402
Les relations franco-italiennes 331–332
Silhouettes diplomatiques : le marquis della Torretta . 694–700
*Giovanni Verga, par Paul Rival 513–528

20. Japon

Les caractéristiques de l'opinion publique par Henri Pommier 1130–1135
*Le génie du Japon par Rabindranath Tagore 814–831
Le Japon et l'accord naval 1161–1164

21. Pays-Bas

Les prochaines élections législatives aux Pays-Bas 672–677

22. Pologne

Le déficit du budget polonais 1103–1104
Le don national en Pologne 299–301
*Mes mémoires par J. C. Pasek 463–492
*La Pologne littéraire au XVIIIe siècle, par Paul Cazin.. 454–462
La question de Vilna et la politique intérieure de Pologne 1136–1140

23. Portugal

La flotte commerciale d'Etat au Portugal 285

Pages.

24. Roumanie

L'abandon des nouveaux projets fiscaux : projet de M. Titulesco 1104–1105
La crise ministérielle (cabinet Averesco, Take Jonesco et Bratiano) et les élections 677–688

25. Russie

*A propos de la « Russie des tzars » de Maurice Paléologue par Jules Legras 517–580
*Les Assassins du rêve blanc par V. Choulguine (avec préface de B. Mirsky) 151–200
La Banque d'Etat des Soviets 296
*En lisant Witté. I. Le monopole de l'Alcool par N** . 996–1107
*La fin des Romanov, d'après un témoin 340–347
*Gênes, l'Allemagne et la Russie par « Actor » 926–940
L'impôt en nature des Soviets 297–299
Le rapport de Krestinsky sur les Finances 1105–1107
Un livre d'Otto Bauer sur le Bolchevisme par Emile Delage 1167–1178

26. Suisse.

La situation financière des cantons 1107–1109
*La Suisse française et la Suisse allemande d'après leurs écrivains, par Charles Clerc 80–94

27. Tchécoslovaquie

Allocution du Président Masaryk 354–365
Les buts de la politique intérieure et extérieure par Edouard Bénès 348–354
La politique extérieure tchèque, d'après Alexandre Schilling 395–396

28. Turquie

A propos du droit musulman (d'après Maurice Pernot) 722–724

AVIS AU RELIEUR

Cette table du tome VII
est à joindre au tome VII.

TABLES

des Articles et Chroniques parus dans " LA VIE DES PEUPLES "

TOME VII

MAI-JUIN-JUILLET-AOUT 1922

I

TABLE ALPHABÉTIQUE PAR NOMS D'AUTEURS

(*Les astérisques placés devant les titres indiquent les articles de fond*)

	Pages.
AFRICANUS. — *Visite du président Millerand à l'Afrique du Nord. I. Au Maroc	5–35
ANDERSON (Sherwood). — *Je suis trop bête, traduit par Bernard Fay	927–939
ANDRÉADÈS (A.). — *La politique orientale anglaise avant et pendant le congrès de Berlin. Disraéli et Salisbury	877–919
BERTON (Claude). — *Mœurs provinciales et cosmopolites* d'après les romans de François Mauriac, Paul Morand, etc.	514–532
— *Pour lire en vacances* à propos des livres de Adrien Lecorbeau, A. Thérive, H. David Thoreau Marcelle Tinayre, Marcelle Vioux et Chavas-Baron	1025–1039
BODRY (V. A.). — Les Russes à l'Etranger	292–297
— Russie des Soviets	831–832
BOURGUET (Gabriel). — *Les derniers soldats de Louis XIV*, d'après le livre de Georges Girard	241–245
BURIOT-DARSILES (H.). — *Le « Ça ira » de G. Carducci	700–706
CARDUCCI (Giosué). — *Ça ira, traduit par H. Buriot Darsiles	707–718

* *

Pages.

CHOULGUINE (V.). — *A Odessa sous les Bolcheviks... 104–164
— *Au bord de la mer 740–761
CRÉMIEUX (Benjamin). — *Préface au Livret Rouge de Luigi Pirandello 179–181
DECAMPS (J.) et GUÉBHARD (P.). — L'industrie chimique et les nouveaux courants commerciaux .. 275–279
DELAGE (Émile). — Le cabinet Seipel en Autriche ... 815–819
— La situation ministérielle en Autriche 559–563
DRESCH (Joseph). — *Un philosophe de la liberté : J. G. Fichte* d'après le livre de Xavier Léon 798–806
FAY (Bernard). — *L'Amérique au XVIIIe siècle vue par un Français (Journal de Desjardins (1793-96) 399–425
— *Sherwood Anderson 920–926
GARNBORG (Arne). — *Pax hominibus, traduit par Aurélien Sauvageot 44–67
GOMÈS DE LA SERNA (Ramon). — *En Castille : Les fous de village et La Nuit Segovienne, trad. par Mathilde Pomès 452–472
GUYOT (Edouard). — *L'opinion anglaise et la situation européenne 426–441
— *H. G. Wells, historien 762–778
HACKIN. — Du bouddhisme indien au boudhisme japonais 229–232
LAVERGNE (Dr V. de). — Le professeur Laveran et son œuvre scientifique 554–558
LEGRAS (Jules). — L'Angleterre durant la guerre, d'après le lieutenant-colonel Repington 543–553
— Les lettres russes à l'étranger 807–814
— Les lettres russes en exil 246–252
— *Souvenirs sur P. A. Stolypine 1003–1020
— *Tsars et ministres 779–785
LENOIR (Raymond). — Alfred Espinas et son temps .. 505–513
L'ESPAGNOL DE LA TRAMERYE (P.). — *L'Empire anglais du pétrole 719–739
— *La lutte mondiale pour le pétrole au Mexique . 190–204
— *La lutte pour le pétrole : la dernière phase. La lutte pour la Mésopotamie et les Iles de la Sonde 940–968
LICHTENBERGER (Henri). — *Walther Rathenau 786–797
LOISEAU (Charles). — *Politique romaine et sentiment français 677–699
NISMES. — *Molière* de MM. J. J. Frappa et H. Dupuy-Mazuel à l'Odéon 253–265
— La *Revue de Vingt Scènes* au Théâtre du Chatelet 533–540
PIRANDELLO (Luigi). — *Le Livret Rouge, avec préface de Benjamin Crémieux 179–189
POMÈS (Mathilde). — *Ramon Gomès de la Serna 442–450
POTUT (Georges). — *Pierre Hamp et la peine des

Pages.

hommes 969–1002
RAPHAËL (Gaston). — *Pâques à Berlin (Notes de voyage) 165–178
RENZO. — *Impressions de Gênes 68–85
RIVAL (Paul). — *Quelques notes sur les Goncourt ... 184–193
— Les troubles en Italie 820–830
— *Un historien de l'Eglise : Mgr Duchesne 205–214
SAUVAGEOT (Aurélien). — *Arne Garnborg, poète néo-norvégien 35–43
SOUBZAC (Paul). — Les salons de la Nationale et des Artistes français 266–274
TOINET (Joseph). — Ovide, poète de l'amour, des dieux et de l'exil, d'après le livre de E. Ripért 233–240

Articles anonymes

Pour les Chroniques anonymes, voir la Table analytique et la Table géographique.

***. — *De Gênes à la Haye 389–398
***. — *En lisant Witté.— II. Les réformes agraires et judiciaires 215–228
***. — *III. La Constitution 494–504
Commandant Z. — *Le « général » Séménof 473–483
***. — *Réflexions sur Gênes 86–103

TABLE ANALYTIQUE

(*c. r.* signifie compte rendu.)

1. Vie Artistique. — 2. Vie Diplomatique. — 3. Vie Economique. — 4. Vie Financière. — 5. Vie Historique. — 6. Vie Internationale 7. Vie Littéraire. — 8. Vie Maritime. — 9. Vie Musicale. — 10. Vie Philosophique. — 11. Vie Politique. — 12. Vie Religieuse. — 13. Vie Scientifique. — 14. Vie Sociale. — 15. Vie Théâtrale. 16. Vie Universitaire. — 17. Littérature, Poèmes et Poésies.

1. Vie Artistique

Constantin Guys, d'après l'*English Review* 1135–1136
Les Salons de la Nationale et les Artistes Français, par Paul Sourzac 266–274

2. Vie Diplomatique

Lord Derby 1137–1139
Take Jonesco 1021–1024

3. Vie Economique

Le chemin de fer de Mandchourie,d'après J. N. Jordan 1177–1179
*L'Empire anglais du pétrole par P. L'Espagnol de la Tramerye 719–739
*En lisant Witté. — II. Les réformes agraires et judiciaires 215–228
L'industrie chimique et les nouveaux courants commerciaux par J. Decamps et P. Guebhard 275–279
L'industrie du bâtiment et la crise du logement 1040–1044
*La lutte mondiale pour le pétrole au Mexique par P. L'Espagnol de la Tramerye 190–204
*La lutte pour le pétrole, la dernière phase : la lutte pour la Mésopotamie et les Iles de la Sonde, par P. L'Espagnol de la Tramerye 940–968
La lutte pour l'Atlantique, d'après Charles W. Stokes 859–860
Les paiements pour les réparations et le bilan commercial allemand 833–837

Pages.

Pâques à Berlin (Notes de voyage) par Gaston Raphaël 165–178
Le rapport de la commission des transports à la conférence de Gênes 371–375
Les relations économiques polono-russes, d'après Henryck Tennenbaum 844–846
Trieste et Hambourg, d'après Vittorio Segré 1160–1162

4. Vie Financière

Ajournement de l'Emprunt allemand d'après G. Baumer 1144-1145
Le nouveau tarif douanier aux Etats-Unis et les primes de démobilisation 565–567
Les paiements pour les réparations et le bilan commercial allemand 833–837
Le rapport de la Commission financière à la conférence de Gênes 357–370
Le règlement de l'affaire de la Banca di Sconto 820–821

5. Vie Historique

James Bryce, d'après sir Frederick Pollock 666-667
Les derniers soldats de Louis XIV, d'après le livre de Georges Girard, par Gabriel Bourguet 241–245
La légende et Napoléon en 1833, d'après Carlo Botta 875–876
Napoléon 1er et l'Europe moderne d'après Holland Rose 873–875
*Un historien de l'Eglise : Mgr Duchesne, par P. Rival 205–214
*H. G. Wells historien, par Edouard Guyot 762–778

6. Vie Internationale

L'accord de Rapallo jugé par M. Ziggmunt Rawita-Gawronski 842–843
L'Alliance germano-russe et le Proche-orient, d'après M. Adamantios Th. Polyzoides 1170–1171
La conférence de Gênes (rapports, lettres, mémorandum et pièces annexes) 298–375
Le désarmement, d'après M. Nietsche 1130–1131
*De Gênes à la Haye, par *** 389–398
Deux opinions allemandes sur la Conférence de Gênes (Morus et Hermann Wendel) 661–664
L'exposé de M. Bénès à la Conférence de Gênes 587–622
La France et l'Allemagne peuvent-elles être réconciliées d'après M. H. Dawson 1131–1132
La France et les Etats-Unis, d'après Charles Seymour 1132–1134

Pages.

La France et la Conférence de Gênes, d'après le Dr Walter Goetz 854–856
*Impressions de Gênes, par Renzo 68–85
Take Janesco 1021–1024
*L'opinion britannique et la situation européenne, par Edouard Guyot 426–441
Les responsabilités de la guerre (discours de MM. Poincaré, Viviani). La lettre de M. de Jagow à M. Viviani 1078–1129
*Réflexions sur Gênes, par *** 86–103
Les résultats de la conférence de Gênes, d'après R. Breitscheid 851–853
La Société des Nations à la Conférence de Gênes 622–626

7. Vie Littéraire

*Le « Ça ira » de Carducci, par H. Buriot Darsiles .. 700–706
Gilbert Keit Chesterton, d'après M. Federico Olivero 1140–1144
*Garnborg (Arne), poète néo-norvégien, par Adrien Sauvageot 35–43
Pierre Hamp et la peine des hommes par Georges Potut 969–1002
Thomas Hardy 869–872
Léopardi et son influence, d'aprés Benedetto Croce .. 1163–1166
Les lettres russes à l'étranger (mémoires de Denikine et Tchernof) par Jules Legras 807–814
Les lettres russes en exil, par Jules Legras 246–252
Molière jugé par la *Current opinion* 1134–1135
Ovide poète de l'amour, des dieux et de l'exil, par Joseph Toinet, d'après le livre de E. Ripert ... 233–240
Marcel Proust, d'après M. Middleton Murry 1135
*Quelques notes sur les Goncourt, par Paul Rival 484–493
Shelley, à propos de son centenaire, d'après M. Gilbert Thomas 1139–1141

8. Vie Maritime

La lutte pour l'Atlantique, d'après Charles W. Stokes 859–860
La marine marchande aux États-Unis 569–570

9. Vie Musicale

La musique française en Pologne, d'après M. Skoli-mowski 846–848

10. Vie Philosophique

Du bouddhisme indien au bouddhisme japonais, par Hackin 229–232

Pages.

A. Espinas et son temps, par Raymond Lenoir 505–518
Un philosophe de la liberté : J. G. Fichte, d'après le livre de Xavier Léon, par Joseph Dresch 798–806

11. Vie Politique

A la veille des élections aux Pays Bas 289–291
L'Angleterre durant la guerre, d'après le livre du lieutenant-colonel Repington, par Jules Legras .. 543–553
Assassinat de Walter Rathenau, jugements de Maximilien Harden et Otto Plake 1145–1150
Hialmar Branting d'après M. Edwin Bjorkman 1169–1170
Le cabinet Seipel en Autriche par Emile Delage 815–819
Le cabinet Seipel et la situation autrichienne, d'après Wilhlem von Massow 1153–1156
Le Canada et l'Empire britannique, d'après James Willison 1180–1182
Le conseil national fasciste en Italie 286–287
Le conseil national socialiste en Italie 827–831
La crise ministérielle italienne : cabinet Facta 1045–1051
Crises ministérielles en Pologne (Cabinets Ponikowski, Slivinski et Korfanty) 1051–1059
La déclaration du cabinet Facta 280-281
Lord Derby 1137–1139
La difficulté de l'unification en Pologne 840–842
Dissolution du groupe de la Démocratie en Italie 826–827
Les élections hongroises 576–581
*En lisant Witté. III. La constitution 494–504
Les Etats-Unis et le Mexique d'après E. J. Dillon .. 1184–1185
Le « général » Semenof, par le commandant Z*** 473–483
Haïti et Saint-Domingue ; leur occupation par les Etats Unis 1180–1182
*Impressions sur Gênes, par Renzo 68–85
Laveran et son œuvre, par le Dr V. de Lavergne 554–558
Le mouvement politique aux Etats-Unis 574–575
Mustapha Kemal, d'après M. Robert Dunn 672–676
L'occupation de Bologne par les fascistes 823–826
*L'opinion britannique et la situation européenne, par Edouard Guyot 426–441
*La politique orientale anglaise avant et pendant le Congrès de Berlin : Disraéli et Salisbury, par A. Andréadès 877–919
Le roi Albert de Belgique, d'après un anglais 664–665
*Walter Rathenau, par Henri Lichtenberger 786–797
*Réflexions sur Gênes par *** 86–103
La réunion de Vilna à la Pologne, d'après Danilowski. 385–388
Les Russes à l'étranger, par Y. A. Bodry 292–297
La situation ministérielle en Autriche, par Emile Delage 559–563

Pages.

La situation à Fiume 287–289
La situation intérieure de la Russie 581–586
La situation politique au Portugal et dans ses colonies. 1059–1066
La situation politique en Yougoslavie pendant et après la Conférence de Gênes 1066–1077
La situation politique en Autriche d'après MARUS 1156–1158
Le socialisme en Autriche .....
Les socialistes et d'Annunzio 285–286
Hugo Stinnes, d'après Maximilien HARDEN 382–385
Alexandre Stamboulisky 848–851
Don Luigi Sturzo d'Aprobrando 669–672
Tentatives de rapprochement des partis socialiste et populaire en Italie 281–285
Les troubles de Rome au mois de mai 1922 821–823
*Visite du président Millerand à l'Afrique du Nord. I. Au Maroc par AFRICANUS 5–39
Sir George Younger 667–669

12. Vie Religieuse

*Mgr Duchesne, un historien de l'Eglise par P. RIVAL. 205–214
La Passion à Oberammergau, d'après A. BELLI 1151–1153
*Politique romaine et sentiment français par Charles LOISEAU 677–699

13. Vie Scientifique

Laveran et son œuvre par le Dr V. de LAVERGNE 554–558

14. Vie Sociale.

Les Blancs et les peuples de couleur en Australie, d'après R. W. HARNABOOK 1185–1186
La classe supérieure en Egype (Lettre d'un Anglais) .. 1179–1180
*En lisant Witté. II. Les réformes agraires et judiciaires 215–228
La femme hindoue, d'après la *Current History* 1175–1177
*Pierre Hamp et la peine des hommes, par Georges POTUT 869–1002
L'immigration aux Etats-Unis 572–573
L'individualisme américain, d'après M. Herbert HOOVER 379–381
L'industrie du bâtiment et la crise du logement 1040–1044
*Journal d'un Français (Desjardins) en Amérique au XVIIIe siècle par B. FAY 399–425
Organisation militaire des fascistes d'après Strachan MORGAN 1162–1163

Pages.

Les peuples du Caucase, d'après H. C. Luke 1173–1175
Le problème des races dans l'Afrique du Sud, d'après Harold Wodson 867–868
La prohibition de l'alcool aux Etats-Unis 570–572
La prohibition d'alcool d'après M. Wayne B. Wheeler 857–859
La question des noirs aux Etats-Unis 573–574
Russie des Soviets, par V. A. Bodry 831–832
Le socialisme en Autriche, d'après Peter Zvingibel .. 1158–1160
Les Syndicats allemands après la guerre, d'après H. Stuhmer 837–840
Les troubles de Russie au mois de mai 1922 821–823

15. Vie Théâtrale

Molière de J.-J. Frappa et H. Dupuy-Mazuel à l'Odéon par Nismes 253–265
La Passion à Oberammergau, d'après M. A. Belli 1151–1153
La Revue de Vingt Scènes avec fragments de scènes par Georges Berr, Arnaudy et Raoul Praxy ... 533–540

16. Vie Universitaire.

L'Université de Padoue et son centenaire, d'après Hagbert Wright 1166–1169

17. Littérature, Poèmes et Poésies

*Le « Ça ira » de Carducci, traduit par H. Buriot Darsiles 707–718
*En Castille : les fous de village et la Nuit Ségovienne, par Ramon Gomez de la Serna, traduit par Mathilde Pomès 451–472
*Je suis trop bête, par Sherwood Anderson, traduit par B. Fay 927–939
*Pax hominibus, par Arne Garnborg, traduit par Aurélien Sauvageot 44–67

TABLE GÉOGRAPHIQUE

1. Afrique du Sud. — 2. Allemagne. — 3. Arménie. — 4. Australie. — 5. Autriche. — 6. Belgique. — 7. Bulgarie. — 8. Chine et Mandchourie. — 9. Egypte. — 10. Etats-Unis. — 11. France. — 12. Grande-Bretagne. — 13. Hongrie. — 14. Inde. — 15. Italie. — 16. Maroc. — 17. Mexique. — 18. Norvège. — 19. Pays-Bas. — 20. Pologne. — 21. Portugal. — 22. Roumanie. — 23. Russie. — 24. Suède. — 25. Turquie. — 26. Yougoslavie.

1. Afrique du Sud

Le problème des races dans l'Afrique du Sud, d'après Harold Wodson 867–868

2. Allemagne

L'accord de Rapallo jugé par Zygmunt Rawita-Gawronski 842–843
Ajournement de l'emprunt allemand, d'après G. Baumer 1144–1145
Alliance germano-russe et le Proche-Orient 1170–1171
J. G. Fichte, un philosophe de la liberté, d'après le livre de Xavier Léon, par Joseph Dresch 798–806
La France et l'Allemagne peuvent-elles être réconciliées, d'après H. W. Dawson 1131–1132
Hambourg et Trieste, d'après M. Vittorio Segré 1160–1192
L'industrie du bâtiment et la crise du logement 1040–1042
Les paiements pour les réparations et le bilan commercial allemand 833–837
*Pâques à Berlin, notes de voyage par Gaston Raphael 165–178
*Walter Rathenau, par Henri Lichtenberger 786–797
W. Rathenau à propos de son assassinat, jugements par Maximilien Harden et Otto Flake 1145-1150
Hugo Stinnes, d'après Maximilien Harden 382–385
Les syndicats allemands après la guerre, d'après H. Stuhmer 837–840

Pages.

3. Arménie

Les légendes de l'Arménie, d'après H. C. Luke 1172-1173

4. Australie

Les blancs et les peuples de couleur en Australie, d'après R. W. Harnabook 1185-1186

5. Autriche

Le cabinet Seipel et la situation politique d'après Wilhem von Massow 1153-1156
La situation ministérielle en Autriche, par Emile Delage 559-563
La situation politique en Autriche, d'après « Morus » .. 1156-1158
Le socialisme en Autriche, d'après Peter Zirngibel ... 1158-1160

6. Belgique

Le roi Albert de Belgique, d'après un Anglais 664-665

7. Bulgarie

Alexandre Stamboulisky 848-851

8. Chine et Mandchourie

Les chemins de fer de Mandchourie d'après J. N. Jordan 1177-1179

9. Egypte

La classe supérieure en Egypte (Lettre d'un Anglais) .. 1179-1180

10. Etats-Unis

La France et les Etats-Unis d'après W. H. Dawson ... 1131-1132
Haïti et Saint-Domingue (leur occupation par les Etats-Unis 1182-1184
L'immigration aux Etats-Unis 572-573
L'individualisme américain, d'après M. Herbert Hoover 379-381
L'industrie du bâtiment et la crise du logement 1043-1044
*Journal d'un Français (Desjardins) en Amérique au XVIIIe siècle par B. Fay 399-425

Pages.

La marine marchande 569–570
Les noirs aux Etats-Unis 573
Le nouveau tarif douanier 565–566
Paris, trois ans après l'armistice, d'après Frank H. Simonds 655–660
Les primes de démobilisation 567
La prohibition de l'alcool 570–572
La prohibition de l'alcool d'après M. Wayne B. Wheeler 857–859
Les réductions d'effectifs militaires 568–569

11. France

H. Espinas et son temps par Raymond Lenoir 505–518
La France et l'Allemagne peuvent-elles être réconciliées? d'après W. H. Dawson 1131–1132
La France et la Conférence de Gênes, d'après le Dr Walter Goetz 854–856
La France et les Etats-Unis d'après W.-H. Dawson ... 1131–1132
Constantin Guys d'après l'*English Review* 1135–1136
La légende de Napoléon en 1833 d'après Carlo Botta .. 875–876
Mœurs provinciales et cospomolites (d'après les romans de François Mauriac, Paul Morand, etc.) par Claude Berton 514–532
Molière de J. J. Frappa et Dupuy-Mazuel à l'Odéon, par Nismes 253–265
Molière jugé par la *Current Opinion* 1134–1135
Napoléon 1er et l'Europe moderne, d'après J. Holland Rose 873–875
Paris trois ans après l'armistice, d'après Frank H. Simonds 655–660
*Politique romaine et sentiment français par Charles Loiseau 677–699
M. Marcel Proust, d'après Middleton Murry 1135
*Un historien de l'Eglise, Mgr Duchesne, par P. Rival. 205–214
*Visite du président Millerand à l'Afrique du Nord. I. Au Maroc, par Africanus 5–35

12. Grande Bretagne

L'Angleterre durant la guerre, d'après le livre du lieutenant-colonel Repington par Jules Legras ... 543–553
James Bryce, d'après Sir Fédérick Pollock 666–667
Le Canada et l'Empire britannique, d'après James Willison 1180–1182
Gilbert Keirh Chesterton, d'après Frederico Olivero . 1140–1144
Lord Derby 1137–1139
*L'Empire anglais du pétrole, par P. L'Espagnol de la Tramerye 719–739

Pages.

Thomas Hardy 869–872
L'industrie du bâtiment et la crise du logement 1042–1043
La migration dans l'Empire Britannique 1136–1137
*L'opinion anglaise et la situation européenne, par Edouard Guyot 426–441
*La politique orientale anglaise avant et pendant le congrès de Berlin : Disraéli et Salisbury, par A. Andréadès 877–919
Shelley, à propos de son centenaire, d'après M. Gilbert Thomas 1139–1141
*H. G. Wells, historien, par Edouard Guyot 762–778
Sir George Younger 667–669

13. Hongrie

Les élections hongroises 576–581

14. Inde

La femme hindoue 1175–1177
Du bouddhisme indien au bouddhisme japonais, par Hackin 229–232

15. Italie

*Le « Ça ira » de Carducci, par H. Buriot Darsiles avec traduction 700–716
Le conseil national fasciste 286–287
Le conseil national socialiste 827–831
La crise ministérielle : chute du cabinet Facta 1045–1051
La déclaration du cabinet Facta 280–281
Dissolution du groupe de la Démocratie 826–827
La légende de Napoléon en 1833, d'après Carlo Botta 875–876
Leopardi et son influence, d'après Benedetto Croce... 1163–1166
*Le livret Rouge par Luigi Pirandello (avec préface de Benjamin Crémieux) 179–189
L'occupation de Bologne par les fascistes 823–826
Frederico Olivero et son jugement sur Chesterton 1140–1144
Organisation militaire des fascistes, d'après Strachan Morgan 1162–1163
*Politique romaine et sentiment français par Charles Loiseau 677–699
Règlement de l'affaire de la Banca di Sconto 820–821
La situation à Fiume 287–289
Les socialistes et d'Annunzio 285–286
Don Luigi Sturzo d'Altobrando 669–672
Tentatives de rapprochement des partis socialiste et populaire 281–285

Pages.

Trieste et Hambourg, d'après M. Vittorio 1160–1162
Les troubles de Rome au mois de mai 1922 821–823
L'Université de Padoue, d'après Hagbert Wright..... 1166–1169

16. Maroc

*Voyage du Président Millerand dans l'Afrique du Nord
I. Au Maroc, par Africanus 5–35

17. Mexique.

Les Etats-Unis et le Mexique, d'après E. J. Dillon .. 1184–1185
*La lutte mondiale pour le pétrole au Mexique par
P. L'Espagnol de la Tramerye 190–205

18. Norvège

*Arne Garnborg, poète néo-norvégien, par Adrien
Sauvageot 14–67

19. Pays-Bas

A la veille des élections 289–294

20. Pologne

L'accord de Rapallo jugé par M. Zygmunt Rawita-
Gawronski 842–843
La musique française en Pologne d'après M. Skolimowski 846–848
Les relations commerciales polono-russes d'après
M. Henryk Tennenbaum 844–846
La réunion de Vilna à la Pologne, d'après G. Danilowski 385–388
Crises ministérielles : cabinets Ponikowski, Sliwinski,
et Korfanty 1051–1059
Les difficultés de l'unification 840–842

21. Portugal

La situation politique intérieure et aux Colonies 1059–1066

22. Roumanie

Take Jonesco par *** 1021–1021

Pages.

23. Russie

L'accord de Rapallo jugé par Zygmund Rawita-Gawronski 842–843
Les affaires russes et la conférence de Gênes 626–645
Alliance germano-russe et le Proche-orient 1170–1171
*A Odessa sous les bolcheviks, par V. Choulguine ... 104–164
*Au bord de la mer par Choulguine 740–761
*En lisant Witté. II. Les réformes agraires et judiciaires 215–228
*En lisant Witté .III. La constitution 494–504
L'évasion de la baronne Wrangel 860–864
*Le « général » Semenof, par le commandant Z*** 473–483
Les lettres russes à l'étranger (mémoires de Denikine et Tchernof, par Jules Legras 807–814
Les lettres russes en exil, par Jules Legras 246–252
Le memorandum des Alliés à la Russie à la Conférence de Gênes 349–356
Le mémorandum russe à la Conférence de Gênes 326–348
Les relations commerciales polono-russes, d'après Henryk Tennenbaum 844–846
Les Russes à l'étranger, par Y. A. Bodry 292–297
Russie des Soviets, par Y. A. Bodry 831–832
La situation intérieure de la Russie 581–586
*Souvenirs sur Stolypine, par Jules Legras 1003–1020
*Tsars et ministres, par Jules Legras 779–785
Voyage de M. Harold Buxton en Transcaucasie 864–867

24. Suède

Hialmar Branting, d'après M. Edwin Bjorkman 1169–1170

25. Turquie

Alliance germano-russe et le proche-Orient 1170–1171
L'Europe en Asie Mineure d'après le livre de Félix Valyi *c.r.* 376-378
Mustapha Kemal, d'après Robert Dunn 672–676
*La politique orientale anglaise avant et pendant le congrès de Berlin: Disraéli et Salisbury par A. Andréadès 877–919

26. Yougoslavie

La situation politique pendant et après la conférence de Gênes 1066–1077

AVIS AU RELIEUR

Cette table du tome VIII
est à joindre au tome VIII.

TABLES

des Articles et Chroniques parus dans « LA VIE DES PEUPLES »

TOME VIII

SEPTEMBRE-OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1922

I

TABLE ALPHABÉTIQUE PAR NOMS D'AUTEURS

(*Les astérisques placés devant les titres indiquent les articles de fond*).

	Pages
* Anderson (Sherwood). — Frères *et* Guerre	30–43
Asselin (Henry). — Les élections hollandaises	138–145
* Azorin. — Les Nuages. Arrazola. Epilogue en 1960 Trad. p. Mathilde Pomès	1037–1050
* Beck (James). — La cour suprême des Etats-Unis	319–336
* Berent (Waclaw). — La mort du vieux statuaire	79–98
Berthelot (Daniel). — Les ondes invisibles (Lecture à la Séance des cinq Académies)	777–780
Berton (Claude). — Les étapes d'un grand esprit. (Anatole France)	385–399
* Bertrand (Juliette). — Bruno Cicognani	569–573
Bodry (Y. A.). — Russie d'émigration. V. Russie des Soviets	421–425
— La Vie politique en Russie	842–846
* Bonnerot (Jean). — La Gloire de Pasteur (poème)	987–993
* Butler (N. Murray). — Plus haut ! Amérique. (Allocution prononcée à Columbia University)	489–506
* Chklaver (Georges). — Montesquieu et la Russie	1081–1100
* Cicognani (Bruno). — Vieux intérieurs, Vieilles maisons	574–578
— Béquèche	579–612
* Clerc (Charly). — La Suisse d'après ses écrivains. II. Ecrivains de la Suisse allemande	539–568
Dalligny (Jean). — Les disparus : Théophile Gautier	799–807

* * *

	Pages
* Dalligny (Jean). — Un poète français : M. François Porché.	1063-1081
Decamps et Guebhardt (P.). — Le Café.	1134-1142
— L'approvisionnement de la France en blé...	1142-1145
— Le chômage en Europe à la fin du 1er semestre de 1922.	1146-1149
— Les transports aériens.	1149-1150
Delage (Emile). — Le voyage du chancelier Seipel	416-420
Deniker (N.). — L'évolution du théâtre national roumain.	124-127
— La guerre en Asie-Mineure et la stagnation politique.	135-138
— La situation politique en Bulgarie et la lutte des partis.	128-135
— Les tendances actuelles de la littérature nationale yougoslave	118-123
* Des Gouttes (Paul). — La Croix Rouge Internationale. I.	966-986
Doumic (René). — Le règne de l'Esprit (Discours à la Séance des cinq Académies.).	770-772
* Eisenmann (Louis). — Le relèvement de l'Autriche.	668-697
* Espira (Jacques). — Le Fascisme.	518-538
* — Sydney Sonnino.	1101-1113
* Fichelle (Alfred). — Prague, ville historique.	99-117
* Focillon (Henry). — Les frères Beggarstaff ou l'Angleterre en Blanc et Noir.	994-1008
* Garnier (Charles-Marie). — Arthur Griffith, théoricien du Sinn-Fein.	345-363
* Gauvain (Auguste). — La tragédie orientale.	905-925
* Grelling (Richard). — La campagne innocentiste en Allemagne.	209-292
* Guyot (Edouard). — La chute de Llyod George.	507-517
— La crise de l'Entente I.	61-68
— La crise de l'Entente II.	337-344
* Hajsman (Jan). — Impressions de Vienne.	613-647
* Hruska (J. V.). — Vienne et Prague	648-667
* Kouprine (Alexandre). — Les Lestrygons (trad. par Henri Mongault).	942-965
Lacour-Gayet (Georges). — Talleyrand, membre de l'Institut (lecture à la Séance des cinq Académies.	788-798
Lauret (René). — Les conditions de la vie en Allemagne. I. Les prix.	364-384
— II. Les différentes classes sociales.	735-760
— La crise bavaroise	1151-1152
— *Gerhart Hauptmann.	926-936
*Legras (Jules). — Au secours des Langues vivantes ..	44-60
— *Encore les langues vivantes.	698-716
— Les lettres russes	400-405

Pages

Léon (Paul). — La restauration des monuments après la guerre (Lecture à la séance des cinq Académies). 781–787
Lobo (Hélio). — Le nouveau tarif douanier aux Etats-Unis. 760–769
* Loiseau (Charles). — La restauration de la chrétienté. 5–29
* Merlay (Michel). — Un romancier polonais : Waclaw Berent. 69–78
* Mongault (Henri). — Alexandre Kouprine. 937–941
Nesteroff (P.). — L'approche des élections en Pologne 835–841
Nismes. — *Le Chevalier de Colomb*, de M. François Porche à la Comédie Française. 1121–1133
— *Judith* : drame de M. Bernstein au Théâtre du Gymnase. 812–821
Pelliot (Paul). — Mongols et Papes aux XIIIe et XIVe siècles. (Lecture à la Séance des Cinq Académies). 772–777
* Picard (Roger). — La Reconstruction des Régions dévastées en France. 1009–1029
* Plessis (Jacques). — La quatrième Session de la Conférence Internationale du travail. 1051–1062
* Pomès (Mathilde). — Azorin. 1030–1036
Raphaël (Gaston). — Le nouveau bloc socialiste en Allemagne. 822–826
* Sauvageot (Aurélien). — August Strindberg. 293–297
— Vie politique : Finlande. 1167-1169
* Scelle (Georges). — A propos de la Troisième Assemblée de la Société des Nations (Genève, sept. 1922). 717–734
Sénéchal (Christian). — Politique catastrophique, d'après le livre de H. Kanner. 859–867
— Les souvenirs du Konprinz. 146–961
Sourzac (Paul). — Le Maroc vu par les artistes contemporains. 808–811
— Le Salon d'automne. 1114–1120
* Strindberg (Auguste). — Maison de poupée 298–318

TABLE ANALYTIQUE

(*c. r.* signifie compte rendu)

1. Vie artistique. — 2. Vie économique. — 3. Vie financière. — 4. Vie historique. — 5. Vie internationale. — 6. Vie juridique. — 7. Vie littéraire. — 8. Vie militaire. — 9. Vie philosophique. — 10. Vie politique. — 11. Vie religieuse. — 12. Vie scientifique. — 13. Vie sociale. — 14. Vie théâtrale. — 15. Vie universitaire. — 16. Littérature, Poèmes et Poésies.

1. Vie Artistique.

Le centenaire de la mort de Canova, d'après Hugo Ojètti 881–883
* Les frères Beggarstaff ou l'Angleterre en blanc et noir par Henri Focillon. 994–1008
Le Maroc vu par les peintres contemporains par Paul Sourzac. 808–811
La restauration des monuments après la guerre par Paul Léon, (lecture à l'Institut). 781–787
Le Salon d'Automne par Paul Sourzac..... 1114–1120

2. Vie Economique.

L'accord Stinnes-Lubersac..... 414–415
Approvisionnement de la France en blé..... 1142-1145
Le café et sa consommation. 1134-1142
La collaboration américaine, d'après J. A. Spender.... 427–428
Les conditions de la vie en Allemagne (les prix), par René Lauret..... 364–384
La crise économique en Tchécoslovaquie. 455–456
La distribution des terres dans le mir (Russie) d'après James P. Goodric..... 469–470
Le mouvement dans l'agriculture aux Etats-Unis d'après K. Barnes. 485–486
* Le relèvement de l'Autriche par Louis Eisenmann ... 668–697
La situation économique de l'Irlande. 443–444
La situation économique de la Russie, l'Allemagne et les Etats-Unis d'après la *Current History*. 896–897

Pages.

3. Vie Financière.

La baisse du mark d'après la *Weltbühne*. 147-149
La chute du mark en Allemagne. 111-114
Les Etats-Unis et les dettes d'après le *World's Work*. .. 868-870
Le nouveau tarif douanier aux Etats-Unis par Helio Lobo. 760-769
La situation financière de l'Allemagne. 1175-1189

4. Vie Historique.

La condamnation de Galilée d'après Thomas Okey. ... 885-886
L'Esthonie vue d'ensemble d'après Valentine J.-O'Hara 466-469
Mongols et papes au XIII^e^ et XIV^e^ siècles par Paul Pelliot (lecture à l'Institut). 772-777
* Prague, ville historique par Alfred Fichelle. 99-117
Talleyrand, membre de l'Institut, par G. Lacour-Gayet (lecture à l'Institut 788-798

5. Vie Internationale.

Pour les Congrès de Droit International, voir N° 6. **Vie Juridique**.
La collaboration américaine d'après J. A. Spender. ... 427-428
La Conférence de Londres d'après Wilhelm v. Massow. 446-447
* La Crise de l'Entente par Edouard Guyot I. 61-68
— — II. 337-344
* La Croix-Rouge internationale I. par Paul Des Gouttes. 966-986
L'Europe vue par les Américains, d'après le *Current Opinion*. 1200-1201
La nouvelle crise des Réparations. 1175-1199
* Plus haut ! Amérique (Allocution prononcée à Columbia University) par N. Murray Butler. 489-506
La politique anglaise en Perse d'après la *Contemporary Review*. 897-899
* La quatrième Session de la Conférence Internationale du Travail par Jacques Plessis. 1051-1062
La question d'Orient (le rôle de la France, le problème des détroits, les capitulations, le problème posé à Lausanne, le groupe russo-turco-allemand). 1219-1230
La question de Memel et la Lithuanie d'après Léonard Woolf. 893-896
La question de Tanger d'après George A. Matthew ... 1231-1232
Les relations franco-allemandes d'après John Leyland 1201-1202
* La Troisième Assemblée de la Société des Nations (Genève, sept. 1922), par Georges Scelle. ... 717-734

Pages

6. Vie Juridique.

Cinquième Congrès juridique international de la navigation aérienne (Prague 25-30 sept.1922) ... 856–858
La Cour suprême des Etats-Unis par James Beck 319–336
L'Institut de droit international (30e session à Grenoble) 850–852
International Law Association (31e Congrès à Buenos-Aires, 22-30 août 1922). 852–855

7. Vie Littéraire.

Les apports de d'Annunzio à l'esprit italien d'après Adriano Tilgher. 883–885
L'Art de Balzac jugé par Mario Vinciguerra. 870
* Bruno Cicognani par Juliette Bertrand. 569–573
Mme Colette, jugée par A. Cajumi. 438–439
Les deux grands siècles littéraires espagnols d'après Azorin. 163–164
Les étapes d'un grand esprit : Anatole France par Claude Berton. 385–399
Théophile Gautier, à propos de son cinquantenaire, par Jean Dalligny. 799–807
Jean Giraudoux jugé par G. A. Borgèse..... 1205-1207
* Gerhardt Hauptmann par René Lauret. 926–936
William R. Hearth d'après Robert L. Duffus. 899–901
Jeune littérature russe d'après A. J. Mirski. 193–194
Une Jeune revue italienne : *Il Convegno*, d'après Bino Binazzi. 459
* Alexandre Kouprine, par Henri Mongault. 937–941
Les lettres russes (Ryss, Boris Mirski, Gourko, Rezanof), par Jules Legras..... 400–405
Lloyd George écrivain, d'après *Blackwood's Magazine*.. 440–441
Joseph Le Maistre d'après Sergio Panunzio. 437–438
* Montesquieu et la Russie par Georges Chklaver..... 181–1100
Le Mythe de Prométhée d'après Adriano Filgher. 886–887
Pierre de Nolhac d'après Guido Menarci..... 165
Lord Northcliffe d'après J. L. Garvin. 439–440
* François Porché: un poète français par Jean Dalligny. 1063–1081
Marcel Proust d'après Luigi Tonelli. 166–167
— d'après Emilio Cecchi. 1204-1205
Le règne de l'esprit, (lecture à l'Institut), par René Doumic. 770–772
* Un romancier polonais : Waclaw Berent par Michel Merlay 69–78
Rosso di San Secondo, écrivain italien d'après Adriano Filgher. 184-186

Pages

* August Strindberg, par Aurélien Sauvageot..... 293–297
* La Suisse d'après ses écrivains II. Ecrivains de la Suisse Allemande, par Charly Clerc. 539–568
Swinburne, d'après Diego Angeli. 441–443
Tendances actuelles de la littérature nationale yougoslave, par N. Deniker. 118–123

8. Vie Militaire.

Les Anglais sur le front de France d'après H. M. B. Saimon. 877–879
L'Armée rouge en Russie d'après Edwin W. Hullinger 1216-1219
Le Maréchal Joffre jugé par Angelo Gatti. 431–433

9. Vie Philosophique.

Théories de Darwin d'après Arthur Veith. 173–174

10. Vie Politique.

L'Amérique aux Américains d'après Gilbert P. Chaze. . 486–487
L'Approche des élections polonaises par P. Nesteroff. 835–841
Baron Koto, premier ministre du Japon, d'après Mark Sullivan. 480–481
Bénès, portrait, par Charles Sarolea 188–189
*La campagne « innocentiste » de l'Allemagne par Richard Grelling..... 209–292
La candidature de Lord Grey d'après Cyril Falls. 874–875
Canovas, ministre espagnol, d'après E. Gomez de Baquero..... 461–462
* La chute de Lloyd George par Edouard Guyot. 507–517
Michael Collins jugé par Mac Dara..... 1209-1212
La Conférence de Londres d'après Wilhem V. Massow. 446–447
Le conflit bavarois. 406–408
*La cour suprême des Etats-Unis par James Beck. 319–336
La crise autrichienne et le voyage du chancelier Seipel. . 452–455
La crise bavaroise par René Lauret. 1151-1152
* La crise de l'Entente par Edouard Guyot I. 61–68
— — II 337–344
La crise intérieure russe. 846–848
La crise ministérielle japonaise : Cabinet Takahashi, d'après Léonard Woolf 201–205
La défense de la République allemande. 408–410
La démission de M. Wirth et le ministère Cuno, par René Lauret. 1153-1164
Des élections législatives à l'élection présidentielle. ... 1170-1174
Discours de d'Annunzio au peuple de Milan. 179–183

	Pages
Les élections en Saxe	1152-1153
Les élections finlandaises	832–834
Les élections hollandaises par Henry Asselin	138–145
Enver Pacha dans l'Asie Centrale	476–477
Etats-Unis et Europe d'après Edward Price Bell	1235-1236
La France en Rhénanie d'après la *Nation*	163–164
La France jugée par M. Barker	430
La France vue de l'étranger d'après M. Dillon	428–430
Giovanni Giolitti d'après William Miller	1212-1214
Les Grecs en Asie Mineure	471
Arthur Griffith jugé par Mac Dara	1207-1209
* Arthur Griffith théoricien du Sinn-fein par Charles Marie Garnier	345–363
La guerre civile en Chine, d'après M. Bert L. Kuhn	202–204
La guerre en Asie Mineure et la stagnation politique par N. Deniker	135–138
M. Harding et l'opinion américaine d'après Mark Sullivan	1234-1235
* Impressions de Vienne par San Hajsman	613–647
Influence immédiate de la guerre sur l'Inde	200–202
L'Irlande du Nord et l'Irlande du Sud d'après M. Crewe	175–176
L'Irlande est une race et non un pays d'après Gerald Heard	174–175
Le Japon maître du Pacifique	206–208
Lord Kitchener, d'après les souvenirs de F. G. Harman	171–172
Mustapha Kemal d'après sa fiancée (Interview de Sirio)	471–474
Les Musulmans dans l'Inde d'après Maurice Joachim	477–478
Lord Northcliffe d'après J. L. Garvin	439–440
— d'après Marc Sullivan	875–877
Le nouveau gouvernement finlandais	1167-1169
L'occupation de Haïti	487–488
Les Partis politiques en Allemagne d'après Georges Chatterton-Hill	1211-1212
Politique catastrophique d'après le livre de H. Kanner par Christian Sénéchal	859–867
Pourquoi la France et l'Allemagne s'opposent d'après Concetto Pettinato	162–163
* Prague, ville historique, par Alfred Fichelle	99–117
Les rapports franco-allemands d'après Maximilien Harden	444–445
Raisouli et le protectorat espagnol d'après Lopez Renda	481–482
* La reconstruction des régions dévastées en France par Roger Picard	1009–1029
La Région du Rhin, vue par Concetto Pettinato	879–881
Les relations franco-allemandes d'après John Leyland	1201-1202
* Le relèvement de l'Autriche, par Louis Eisenmann	668–697
Les réparations d'après la *Round Table*	426–427

Pages

La République pourra-t-elle s'affirmer en Allemagne d'après J. Ellis Barker 176–178
Russie d'émigration et Russie des Soviets, p. Y.-A. Bodry 421–425
La situation aux Philippines d'après Edward Russel
La situation actuelle de la Pologne d'après George Adewkewicz 489–490
Situation politique et la lutte des partis p. N. Deniker 128–135
La situation intérieure de la Chine d'après Henry Kittedge Norton 478–480
* Sydney Sonnino, par Jacques Espira 1101–1113
Les souvenirs du Kronprinz, par Christian Sénéchal.. 146–161
La suppression du Sultanat en Turquie 848–849
Les Turcs et les Etats-Unis d'après l'Amiral Chester . 474–475
La victoire de Kémal Pacha d'après Arnold J. Tonybee 890–892
Vie politique en Russie par Y.-A. Bodry 842–846
* Vienne et Prague par J. V. Hruska 648–667
Voyage du chancelier Seipel par Emile Delage 416–421
Voyage de M. Clemenceau aux Etats-Unis d'après le *World's Work* 1202-1204

11. Vie Religieuse.

Lettre de Pie XI aux évêques italiens 183–184
La question romaine d'après G. Salvemini 456–457
*La restauration de la chrétienté, par Charles Loiseau. 5–29
Le Saint-Siège et les protestants, d'après R. Leslie Buell 457
Un schisme nouveau dans l'église orthodoxe, d'après Clair Price 475–476

12. Vie Scientifique.

* La gloire de Pasteur, poème par Jean Bonnerot 987–993
Les ondes invisibles (lecture à l'Institut), par Daniel Berthelot 777–780
Les théories de Darwin, d'après Arthur Keith 173–174

13. Vie Sociale.

Le chômage en Europe à la fin du 1er semestre 1922 ... 1146-1149
Les conditions de la vie en Allemagne. II. Les différentes classes sociales, par René Lauret 735–760
* Le fascisme, par Jacques Espira 518–538
Le nouveau bloc socialiste en Allemagne, par Gaston Raphael 822–826
Les partis allemands (socialiste, démocrate, populiste) 828–831
Le problème des races en Afrique du Sud, d'après le *Round Table* 1232-1234

Pages

* La quatrième session de la Conférence Internationale du Travail. L'organisation du travail, par Jacques Plessis 1051–1062
* Le relèvement de l'Autriche, par Louis Eisenmann .. 668–697
La réforme agraire en Lettonie et Lithuanie, d'après Léonard Woolf 894–895

14. Vie Théâtrale.

Le Chevalier de Colomb, de M. François Porché à la Comédie Française, par Nismes 1121-1133
Evolution du théâtre national roumain, par N. Denikер 124–127
Judith, drame de M. Bernstein au Gymnase, par Nismes 812–821

15. Vie Universitaire.

* Au secours des langues vivantes, par Jules Legras .. 44–60
* Encore les langues vivantes, par Jules Legras 698–716
L'instruction publique aux Etats-Unis, d'après Henriette O. Barnett 484–485

16. Littérature, Poésie et Nouvelle.

Chez les Esquimaux, d'après Robert J. Flaherty 903–904
De Séville à la Mer, d'après J. Ortega Munilla 464–465
* Frères et Guerre, par Sherwood Anderson 30–43
* La gloire de Pasteur, poème, par Jean Bonnerot 987–993
* Les Lestrygons de Alexandre Kouprine, trad. par Henri Mongault 942–965
Les longues nuits lumineuses de l'été à Helsingfors, par Arnaldo Fraccaroti 186–188
* Maison de Poupée, par August Strindberg, trad. par Anselme Sauvageot 298–317
La montagne au-dessus de Bergen vue par Guido Mana Corda 1215-1216
* La mort du vieux Statuaire, par Waclaw Berent ... 69–78
* Les Nuages, Arrazola, Epilogue en 1960, par Azorin 1037–1050
La rue de Lisbonne, fantaisie d'après Julien Camba ... 465–466
* Vieux intérieurs, vieilles maisons. Bequêche, de Bruno Cicognani, par Juliette Bertrand 574–612

III

TABLE GÉOGRAPHIQUE

1. Allemagne. — 2. Asie. — 3. Asie Mineure. — 4. Autriche. — 5. Brésil. — 6. Bulgarie. — 7. Chine. — 8. Danemark. — 9. Espagne. — 10. Esthonie. — 11. Etats-Unis. — 12. Finlande. — 13. France. — 14. Grande-Bretagne. — 15. Grèce. — 16. Hollande. — 17. Inde. — 18. Italie. — 19. Japon. — 20. Lettonie et Lithuanie. — 21. Maroc. — 22. Norvège. — 23. Perse. — 24. Pologne. — 25. Portugal. — 26. Roumanie. — 27. Russie. — 28. Suède. — 29. Suisse. — 30. Tchécoslovaquie. — 31. Transvaal. — 32. Turquie. — 33. Yougoslavie.

1. Allemagne.

Accord Stinnes-Lubersac 414–415
La baisse du mark, d'après la *Weltbühne* 447–449
* La campagne « innocentiste » en Allemagne, par Richard GRELLING 209–292
La chute du mark 411–414
Les conditions de la vie en Allemagne, I par René LAURET 364–384
» » » II » 755-760
Le conflit bavarois 406–408
La crise bavaroise, par René LAURET 1151-1152
La défense de la République allemande 401-410
Démission de M. Wirth et le nouveau ministère Cuno : sa déclaration 1153-1156
Les élections en Saxe, par René LAURET 1152-1153
* Gérard Hauptmann par René LAURET 926–936
Kœnigsberg, Hambourg et Leipzig : Trois grandes stations commerciales 410–411
Le nouveau bloc socialiste, par Gaston RAPHAEL 822–826
Les partis allemands (socialiste, démocrate, populiste) 828–831
Les partis politiques en Allemagne, d'après Georges CHATTERTON-WILL 1211-1212
Politique catastrophique d'après le livre de H. Kanner, par Christian SÉNÉCHAL 859–861
Pourquoi la France et l'Allemagne s'opposent, d'après Concetto PETTINATO 162–163
Le procès des assassins de Rathenau 827–828
La question des réparations, d'après la *Weltbühne*..... 449–452

Pages

Les rapports franco-allemands, d'après Maximilien Harden 444–445
La réconciliation socialiste 415–416
La région du Rhin, vue par Concetto Pettinato 879–888
Les réparations, d'après la *Round Table* 426–427
La République pourra-t-elle s'affirmer en Allemagne? d'après Ellis Barker 176–178
La situation économique de la Russie et l'Allemagne, d'après le *Current History*..... 896–897
Situation financière de l'Allemagne 1175-1196
Les souvenirs du Kronprinz, par Christian Sénéchal. 146–161

2. Asie.

La situation aux Philippines, d'après Charles Edward Russel 1230-1231

3. Asie-Mineure.

La guerre en Asie Mineure et la stagnation politique, par N. Deniker 135–138
* La tragédie orientale, par Auguste Gauvain 905–925

4. Autriche.

La crise autrichienne et le voyage du chancelier Seipel, d'après Wilhelm Heile 452–454
* Impressions de Vienne par Jan Hajsman 613–647
Le voyage du chancelier Seipel, par Emile Delage 416–421
Le voyage du chancelier, d'après la *Weltbühne*..... 454–455
* Le relèvement de l'Autriche, par Louis Eisenmann 668–697
* Vienne et Prague, par J. V. Hruska 648–667

5. Brésil.

Le café et sa production 1134-1142

6. Bulgarie.

La conscription du travail, d'après le *Current History* 190 191
Le referendum du 19 novembre..... 1165-1166
Situation politique et la lutte des partis, par N. Deniker 128–135

7. Chine.

La guerre civile en Chine, d'après M. Bert L. Kuhn 202–204
Les Orientaux (les Chinois) dans la Colombie britannique d'après Lukin Johnson 901-902

Pages

La situation intérieure de la Chine d'après Henry Kittedge Norton 178–180

8. Danemark.

Les longues nuits lumineuses de l'été septentrional, d'après Arnaldo Fraccaroti 186–188

9. Espagne.

Ame française et âme espagnole, d'après José Ortega y Gand 460–461
* Azorin, par Mathilde Pomès 1030–1036
Canovas, d'après E. Gomes de Baquero 461–462
De Séville à la mer, d'après Ortega Munilla 464–465
Les deux grands siècles littéraires espagnols, d'après Azorin 463–464
* Les nuages, Arrazola, Epilogue en 1960, par Azorin trad. par Mathilde Pomès 1037–1050
Raisouli et le protectorat espagnol, d'après Lopez Rienda 481–482

10. Esthonie.

Vue d'ensemble, d'après Valentine J. O'Hara 466–468

11. Etats-Unis.

L'Amérique aux Américains, d'après Gilbert P. Chaze 486–487
M. Barker et son opinion sur la France 430
* James Beck, par L*** 318
La collaboration américaine, d'après J. A. Spender ... 427–428
* La Cour suprême des Etats-Unis, par James Beck ... 319–336
Les Etats-Unis et l'Europe, d'après Edward Price Bell. 1235-1236
Les Etats-Unis et les dettes alliées, d'après le *World's Work* 868–870
Les Etats-Unis et les Turcs, d'après l'amiral Chester 474–475
L'Europe, vue par les Américains, d'après la *Current Opinion* 1200-1201
M. Harding et l'opinion américaine d'après Mark Sullivan 1234-1235
William R. Heardt, d'après L. Robert L. Duffus 899–901
L'instruction publique, d'après Henriette O. Barnett. 484–485
Le mouvement pour l'agriculture, d'après J. K. Barnes 485–486
Le nouveau tarif douanier aux Etats-Unis, par Helio Lobo 760–769
L'occupation de Haïti 487–488

Pages

* Plus haut ! Amérique (allocution prononcée à Columbia University), par N. Murray Butler 489–506
La situation économique de la Russie et les Etats-Unis, d'après le *Current History* 896–897
Voyage de M. Clemenceau aux Etats-Unis, d'après le *World's Work* 1202-1204

12. Finlande.

Les élections finlandaises 832–834
Le nouveau gouvernement 1167-1169

13. France.

L'approvisionnement de la France en blé par J. Décamps et P. Guebhardt 1142-1145
L'art de Balzac jugé par Mario Vinciguerra 870
Mme Colette jugée par A. Cajumi 438–439
La conférence de Londres, d'après Wilheim v. Massow 446–447
* La crise de l'entente, par Edouard Guyot. I..... 61–68
— — II..... 337-344
La crise française de la natalité et la naturalisation des étrangers, d'après Concetto Pettinato 433–434
Les étapes d'un grand esprit : Anatole France, par Claude Berton 385–399
La France en Rhénanie, d'après la *Nation* 163–164
La France jugée par M. Barker 430
La France vue de l'Etranger, d'après M. Dillon 428–430
Théophile Gautier à propos de son cinquantenaire, par Jean Dalligny 799–807
Jean Giraudoux, jugé par C. A. Borgèse 1205-1207
Maréchal Joffre, jugé par Angelo Gatti 431–433
Joseph de Maistre, d'après Sergio Panunzio 437–438
* Montesquieu et la Russie, par Georges Chklaver ... 1081–1100
La naturalisation des étrangers, d'après S. Gomez Carillo 434–437
Pierre de Nolhac, d'après Guido Menarci 165
* François Porché, un poète français, par Jean Dalligny 1063–1081
Pourquoi la France et l'Allemagne s'opposent, d'après Concetto Pettinato 162–163
La question des réparations, d'après la *Weltbühne* 449–452
Marcel Proust, d'après Luigio Tonelli 166–167
Marcel Proust, d'après Emilio Cacchi 1204-1205
Les rapports franco-allemands, d'après Maximilien Harden 444–445
*La reconstruction des régions dévastées, par Roger Picard 1009–1029

Pages

Les relations franco-allemandes, d'après John LEYLAND 1201-1202
La restauration des monuments après la guerre, par Paul LÉON (lecture à l'Institut) 781–787
Le rôle de la France en Orient, d'après Charles WOOD .. 1219-1220
Talleyrand membre de l'Institut par G. LACOUR-GAYET (lecture à l'Institut) 788–798
Voyage de M. Clemenceau aux Etats-Unis, d'après le *World's Work* 1202-1203

14. Grande-Bretagne.

Les Anglais sur le front de France, d'après SALMON ... 877–879
La candidature de Lord Grey, d'après Cyril FALLS 874–875
* La chute de Lloyd George, par Edouard GUYOT 507–517
Michael Collins jugé par MAC DARA 1209-1212
La Colombie britannique et les Orientaux, d'après Lukin JOHNSON 901–902
La conférence de Londres, d'après Wilhelm von MASSOW 446–447
* La crise de l'Entente, par Edouard GUYOT 61–68
Les débuts de M. Lloyd George, d'après Algernon CECIL 871–873
M. E. J. Dillon et son opinion sur la France 428–430
* Les frères Beggarstaff ou l'Angleterre en blanc et noir, par Henri FOCILLON 994–1008
La Grande-Bretagne et l'Aviation 167–169
* Arthur Griffith théoricien du Sinn-Fein, par Ch.-Marie GARNIER 345–363
Arthur Griffith, jugé par MAC DARA 1207-1209
Les grèves industrielles d'après la *Round Table* 169–170
L'Irlande du Nord et l'Irlande du Sud, d'après M. CREWE 175–176
L'Irlande est une race et non un pays, d'après Gérald HEARD 174–175
La jeune génération anglaise, d'après Cyril FALLS 170–171
Jugement d'ensemble sur M. Lloyd George, d'après Algernon CECIL 873–874
Lord Kitchener, d'après les Souvenirs de F. G. HARMAN 171–172
Lloyd George écrivain, d'après *Blackwood's Magazine* .. 440–441
Mazzini jugé par Llyod GEORGE 1214-1215
Lord Northcliffe, d'après J. L. GARVIN 439–440
— d'après Mark SULLIVAN 875–877
La politique anglaise en Perse, d'après *Contemporary Review* 897–899
La situation économique de l'Irlande 443–444
Swinburne, d'après Diégo ANGELI 441–443

Pages

15. Grèce.

L'exode des populations d'Asie (à Athènes), d'après Filippo Sacchi 893–894
Les Grecs en Asie-Mineure, d'après *Blackwood's Magazine* 471
La guerre en Asie-Mineure et la stagnation politique, par N. Deniker 135–158
* La tragédie orientale, par Auguste Gauvain 905–925

16. Hollande.

Les élections hollandaises, par Henry Asselin 138–145

17. Inde.

Influence immédiate de la guerre sur l'Inde 200–202
Les Musulmans dans l'Inde, d'après Maurice Joachim 477–478
Les apports de d'Annunzio à l'esprit italien d'après Adriano Tilgher 883–885

18. Italie.

L'art de Balzac jugé par Mario Vinciguerra 870
Canova à propos du centenaire de sa mort, par Ugo Ojetti 881–883
* Bruno Cigognani, par Juliette Bertrand 569–573
La condamnation de Galilée, d'après M. Thomas Okey 885–886
Il Convegno, jeune revue italienne, d'après Bino Binazzi 459
Discours de G. d'Annunzio au Peuple de Milan 179–183
* Le fascisme, par Jacques Espira 518–538
Giovanni Giolitti, d'après William Miller 1212-1214
La légalité et le coup d'Etat, d'après Englielmo Ferrero 457–458
Lettre de Pie XI aux évêques italiens 183–184
Mazzini jugé par Lloyd George .....
La question romaine, d'après Gaetani Salvemini 456–457
La région du Rhin vue par Concetto Pettinato 879–881
Rosso di San Secondo, écrivain italien 184–186
Le Saint-Siège et les protestants, d'après Raymond Leslie Buell 457
* Sydney Sonnino, par Jacques Espira 1101–1113
* Vieux intérieurs, vieilles maisons, Bequêche de Bruno Cicognani, trad. par Juliette Bertrand 574–612

Pages

19. Japon.

Baron Kato premier ministre de Japon, d'après Mark Sullivan 480–481
La crise ministérielle japonaise (cabinet Takahoshi), d'après Léonard Woolf 201–205
Le Japon maître du Pacifique 206–208

20. Lettonie et Lithuanie.

La réforme agraire et la question de Memel, d'après Léonard Woolf 894–896

21. Maroc.

Le Maroc vu par les artistes contemporains, par Paul Sourzac 808–811
La question de Tanger d'après Georges A. Matthey ... 1231-1232
Raisouli et le protectorat espagnol, d'après Lopez Renda 481–482

22. Norvège.

La montagne au-dessus de Bergen d'après Guido Mano Corda 1215-1216

23. Perse.

La politique anglaise en Perse, d'après *Contemporary Review* 897–899

24. Pologne.

L'approche des élections polonaises, par P. Nesteroff 835–841
Des élections législatives à l'élection présidentielle.... 1170-1171
* Waclaw Berent : un romancier polonais, par Michel Merlay 69–78
Situation actuelle de la Pologne, d'après George Adewtiewicz 489-490

25. Portugal.

La rue à Lisbonne, fantaisie, d'après Julio Camba 465–466

Pages

26. Roumanie.

Evolution du théâtre national roumain, par N. Deniker 124–127
Un voyage en Bessarabie, d'après F. C. Davids 887–890

27. Russie.

L'armée rouge en Russie, d'après Edwige W. Hullinger 1216-1219
La crise intérieure russe 846–848
Les derniers cosaques de l'Oural 196–198
La distribution des terres dans le mir, d'après James P. Goodric 469–470
La jeune littérature russe d'après M. J. Mirski 193–194
* Alexandre Kouprine, par Henri Mongault 937–941
* Les Lestrygons par Alexandre Kouprine, trad. par Henri Mongault 942–965
Les lettres russes (Ryss, Boris Mirski, Gourko, Rezanof), par Jules Legras 400–405
* Montesquieu et la Russie, par Georges Chklaver ... 1081–1100
Russie d'émigration et Russie des Soviets par Y.-A. Bodry 421–425
La Russie revient-elle au régime de la propriété? 191–193
La situation économique de la Russie, l'Allemagne et les Etats-Unis, d'après la *Current History* 896–897
Vie politique en Russie après le voyage de M. Edouard Herriot 842–846
Un voyage sur la Volga, d'après Itala Zingarelli 198–200

28. Suède.

Maison de Poupée, par August Strindberg 298–317
* August Strindberg, par Aurélien Sauvageot 293–297

29. Suisse.

* La Suisse d'après ses écrivains. II. Ecrivains de la Suisse allemande, par Charly Clerc 539–568

30. Tchécoslovaquie.

Bénès : portrait par M. Charles Sarolea 188–189
La crise économique d'après la *Weltbühne* 455-456
* Prague ville historique, par Alfred Fichelle 99–117
* Prague et Vienne, par J. V. Hruska 648–667

Pages

31. Transvaal et Afrique du Sud.

Les mines d'or du Rand, d'après A. Loton RIDHER 483
Le problème des races en Afrique du Sud, d'après le *Round Table* 1232-1234

32. Turquie.

Les capitulations, d'après Clair PRICE 1221-1223
Les débuts de Mustapha Kemal, d'après la *Contemporary Review* 1223-1225
Enver Pacha dans l'Asie centrale .....
Les Etats-Unis et les Turcs, d'après l'amiral CHESTER . 474–475
La fiancée de Mustapha Kemal, d'après SIRIO 471–474
Les Grecs en Asie Mineure d'après le *Blackwood's Magazine* 476-477 471
Nouveau schisme dans l'Eglise orthodoxe, d'après Clair PRICE 475–476
Le problème des détroits, d'après J. Ellis BASKER 1220-1221
La question d'Orient à Lausanne 1225-1228
Le rôle de la France en Orient, d'après H. Charles WOOD 1219-1220
La suppression du sultanat 848–849
* La tragédie orientale, par Auguste GAUVAIN 905–925
La victoire de Kemal Pacha, d'après Arnold J. TOYNBEE 890–892

33. Yougoslavie.

Tendances actuelles de la littérature nationale yougoslave, par N. DENIKER 118–123

LIVRES NOUVEAUX

Les Psychonévroses anxieuses et leur traitement, par le Dr Paul Hartenberg, 271 pp., in-8, F. Alcan éd. 1922.

Faisant suite à ses remarquables études sur la *Névrose d'Angoisse* et les *Timides et la timidité*, voici un ouvrage du Dr Hartenberg, qui est le résumé de ses recherches entreprises depuis vingt-cinq ans sur l'anxiété morbide. Il passe en revue les diverses formes qu'elle revêt : angoisse aiguë, phobies, doutes, scrupules, aboulies; puis, examinant les causes et la nature de ces obsessions, leurs conséquences et leurs complications, il en montre le traitement. Les nombreux exemples qu'il cite et qu'il commente semblent par avance le thème ou le canevas de multiples nouvelles, romans ou pièces de théâtre.

Le cœur d'enfance, extrait de Sincérités choisies, 1913-1920, par Jean Sarment, 189 pp., in-8, Librairie de France, 1922.

Si l'on songe à la *Chambre blanche* et au *Beau voyage* d'Henry Bataille, en lisant ces vers chantants et flous de M. Jean Sarment, ce n'est pas un reproche : un de ses poèmes « Le goût du grand voyage » n'est-il pas dédié à Henry Bataille ? Ce sont des impressions finement notées, sur la province, la pluie, les dimanches, les chambres d'hôtel ou les portraits; des souvenirs d'Amérique, des évocations douloureuses d'amour... et l'on songe à M. Paul Géraldy. Les vers cependant chantent sur un rythme lent et vous obsèdent de leur ironique murmure.

Traité de la vie élégante, suivi de la théorie de la démarche de H. de Balzac. avec introduction de Claude Varèze, **Lettres de Mme du Deffand à Voltaire** avec introduction par Joseph Trabucco, dans la « Collection des chefs-d'envre méconnus ». Editions Bossard 1922.

La précieuse « Collection des Chefs-d'œuvre méconnus » que dirige excellemment M. Gonzague Truc, s'était déjà enrichie récemment d'une édition du *Discours de la Servitude volontaire* de La Boëtie, avec note du regretté Paul Bonnefon, et de l'*Histoire de la fuite des prisons de Venise*, par Casanova, avec notes de Charles Samaran. Elle publie deux petits opuscules de Balzac, imprimés en 1833, et réédités après sa mort mais seulement dans ses œuvres complètes. C'est une petite esthétique de la vie mondaine et de curieux commentaires avec aphorismes que tous les Balzaciens aimeront à posséder dans cette jolie édition aux caractères agréables, de même que les amateurs du XVIIIe siècle aimeront à relire ces lettres de Mme du Deffand à Voltaire qui évoquent l'amitié d'une femme d'esprit et d'un homme de génie et contiennent quelques-unes des confidences les plus émouvantes de cette grande amoureuse du président Hénault, qui eut comme lectrice, pendant dix années, une autre amoureuse, Mlle de Lespinasse.

Emile Montégut, 1825-1895, par A. Laborde-Milaà, 346 pp., in-8. M. Escoffier, 1922.

Il était juste que l'on rendît hommage à ce remarquable écrivain qui se nomme Emile Montégut. La gloire fut capricieuse envers lui. Pendant quarante ans il collabore à la *Revue des deux Mondes*, établit une traduction de Shakespeare presque parfaite, la seule au moins qui donne à des Français une idée approchée de l'original, et s'affirme comme un guide littéraire et artistique plein de sensibilité, de finesse et d'érudition. Ouvrages de critique, impressions de voyages, études sur l'Italie ou l'Angleterre, il publie une quinzaine de volumes. Et son nom est oublié dans la plupart des manuels littéraires, ses livres depuis longtemps épuisés n'ont jamais été réédités. Un jour viendra où l'on découvrira Montégut, qui est un des meilleurs écrivains du XIXe siècle. Le livre de M. A. Laborde-Milaà aura sans doute aidé à cette tardive réparation : ce n'est pas le moindre de ses mérites. Une bibliographie des 262 articles de revue et des livres de Montégut complète utilement cet excellent ouvrage.

Richard Wagner par Elie Poirée. 1 vol. illustré, 226 pp. in-8. H. Laurens éditeur.

Après tant de livres sur Richard Wagner, il semblerait qu'il n'y a plus rien à dire. Le beau livre de M. Elie Poirée qui nous présente tour à tour le poète, l'homme et le musicien, démontre le contraire. C'est un résumé sobre et net écrit dans une langue précise. Le temps est passé des vaines polémiques sur le wagnérisme. Après un bref chapitre sur les évènements et la vie, voici la théorie du drame musical de l'avenir, et ses moyens de réalisation, les évolutions de la pensée wagnérienne, la genèse des légendes d'où sont tirés les grands drames *Tannhauser*, *Lohengrin*, *L'anneau du Nibelung*, *Tristan*, *Les maîtres chanteurs*, *Parsifal*, des commentaires précieux sur leur traduction musicale, et de justes remarques sur l'invention, le mode de structure des thèmes qui sont les éléments directeurs de cette traduction. Une bibliographie fort bien faite comprenant œuvres musicales, œuvre littéraire et correspondance, complétée par une liste utile des biographies parues en France sur Wagner, et des monographies consacrées à ses œuvres, — et une illustration choisie avec autographes, portraits, caricatures et décors de théâtre, font que cet ouvrage est indispensable à quiconque s'occupe de musique wagnérienne.

Imprimerie BIÈRE
18-20-22, rue du Peugue
BORDEAUX

DEC 12 1933

P
Fr.Lit.
V

Vie des Peuples
t.9,no.33(1923)

43

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY